

Les Peuples des Forêts Tropicales Aujourd'hui



VOLUME IV RÉGION CARAÏBES

GUYANES, BÉLIZE



APFT



Publié par:
APFT - ULB,
Centre d'Anthropologie Culturelle
Avenue Jeanne 44 - 1000 Bruxelles
Tél. 32-2-650 34 25
E-mail : anthcult@ulb.ac.be

Extracts may be freely reproduced by the press or non-profit organisations, with acknowledgement. APFT would appreciate receiving copies of any material based on this book.

Des extraits de cet ouvrage peuvent être librement reproduits par la presse ou par des organisations sans but lucratif, en indiquant la source. APFT souhaiterait recevoir copie de tout matériel ayant fait usage des textes ou figures contenus dans le présent document.

This study was achieved with the financial contribution of the European Commission. The authors are solely responsible for all opinions expressed in this document, which do not necessarily reflect those of the European Commission.

Cette étude a été réalisée avec l'aide financière de la Commission Européenne. Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans ce document. Elles ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission Européenne.

Layout & Production :
C+C Folon s.a. - Chaussée d'Alsemberg 247 - 1190 Bruxelles.
Tél. 32-2-340.67.77 - E-mail : ccfolon@skynet.be

LES PEUPLES DES FORÊTS TROPICALES AUJOURD'HUI

Volume IV

RÉGION CARAÏBES Guyanes, Belize

Pierre GRENAND

Editeur scientifique

avec la collaboration de :

Françoise GRENAND



**Programme
Avenir des Peuples des Forêts Tropicales
Bruxelles - 2000**

Collaborateurs

Contributeurs scientifiques :

CHAPUIS, Jean : ethnologie, Guyane Française
DANGOUR, Alan : nutrition, Guyana
ELIAS, Marianne : biologie, Guyana
FLEURY, Marie : ethnosciences, Guyane Française
GRENAND, Françoise : anthropologie, Guyane Française, Guyana
GRENAND, Pierre : ethnoécologie, Guyane Française, Guyana
HENFREY, Thomas : ethnoécologie, Guyana
HURALT, Jean : démographie et géographie humaine, Guyane Française
ISLA-VILLAR, Pablo : ethnologie, Belize
JÉRÉMIE, Sylvie : archéologie, Guyane Française
ORRU, Jean-François : géographie humaine, Guyane Française
OUHOUD-RENOUX, François : ethnoécologie, Guyane Française
ROOPNARAIN, Terry : sociologie et anthropologie économique, Guyana

Autres collaborateurs :

VAN ANDEL, Tinde : ethnoécologie, Guyana
FORD, Géraldine : ethnologie, Guyana
DE GARINE, Igor : ethnologie, Belize
FORTE, Janet : ethnologie, Guyana
LARTIGAU, Céline : médecine, Guyane Française
RIVAL, Laura : gestion et administration, Guyana
ROUSSIN, Jean-Marc : médecine, Guyane Française
TSAYEM-DEMAZE, Moïse : géographie, Guyane Française

Remerciements

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes, autorités coutumières, mères et pères de famille, chauffeurs et piroguiers, vieux sages ou cadres locaux qui ont permis aux membres de notre équipe de travailler dans les meilleures conditions possibles et surtout qui ont accepté de divulguer leur savoir. Puisse notre travail servir à mieux les faire connaître et avoir une influence bénéfique sur leur destin.

Nous remercions également ceux qui nous ont aidés par la qualité de leur relecture et de leur appui technique : Serge Bahuchet, Michel Buisseret, Denis Chartier, Edmond Dounias, Corinne Léger, Jean-Paul Lescure, Doyle McKey, Marie-Françoise Prévost, Anne Weis.

Il convient enfin de souligner que la recherche n'aurait pu être menée à bien sans le soutien de l'Université de Guyana (Georgetown) et le centre de Cayenne de l'Institut de Recherche pour le Développement.

Table des matières Vol n°4 - Caraïbes

Collaborateurs	2
Table des matières	4

PREMIERE PARTIE : LES DONNEES DE BASE (P. GRENAND)	5
1. Problématique	6
1.1. Contexte	6
1.2. Résultats	7
2. Les pays concernés	10
2.1. Remarques d'ensemble	10
2.2. La Guyane française	11
2.3. La Guyana	18
3. Les peuples étudiés	23
3.1. Remarques générales	23
3.2. Origines historiques des politiques amérindiennes des États	24
3.3. Politiques contemporaines des États et organisations amérindiennes	25
3.3.1. Brésil	27
3.3.2. Guyanes : Guyana, Surinam, Guyane Française	29
3.3.3. Venezuela	32
3.4. Fiches ethniques	34
3.4.1. Aluku (J.-F. ORRU, M. FLEURY, F. GRENAND)	34
3.4.2. Arawak-Lokono, Carib, Warau (P. GRENAND)	41
3.4.3. Makushi (P. GRENAND, M. ELIAS)	43
3.4.4. Palikur (F. OUHOUD-RENOUX, F. GRENAND, P. GRENAND)	48
3.4.5. Wapishana (P. GRENAND, T. HENFREY)	55
3.4.6. Wayana (M. FLEURY, J. CHAPUIS, F. GRENAND)	60
3.4.7. Wayãpi (F. GRENAND, P. GRENAND)	65

DEUXIEME PARTIE : LES QUESTIONS CLES	73
---	----

I. Démographie et nutrition	75
1. Croissance, misgénation, migrations et sécurité alimentaire :	
des réalités contrastées (P. GRENAND)	75
1.1. croissance	75
1.2. misgénation	76
1.3. migrations	76
1.4. vers la fin de la sécurité alimentaire	77
2. Des exemples concrets	78
2.1. Wayana : un exemple guyanais généralisable (J. HURAUULT)	78
2.2. Palikur : expansion d'une ethnie (F. OUHOUD-RENOUX)	96
2.3. Aluku : démographie et crise SOCIALE (J. HURAUULT)	100
2.4. Three Amerindian populations in Guyana : nutritional status (A. DANGOUR)	130
II L'agriculture sur brûlis	135
1. De l'agriculture adaptée à l'agriculture condamnée :	
quelques évidences vues des néotropiques (P. GRENAND)	135
1.1. Le secours de l'archéologie : une forêt anthropisée	135
1.2. L'agriculture sur brûlis : une activité parmi d'autres	136

2. Des exemples concrets	139
2.1. L'apport des observations ethnographiques à l'archéologie : le cas des Palikur de Guyane (S. JEREMIE)	139
2.2. L'agriculture wayana : une transition viable (M. FLEURY)	151
2.3. Le cas palikur : un combat pour une adaptation à des contraintes fortes (F. OUHOUD-RENOUX)	162
2.4. (Guyana, North-West district : le cas de la Barima River. (T. ROOPNARAIN & al.)	194
2.5. Le manioc chez les Makushi : une richesse à valoriser (M. ELIAS)	201
2.6. Wapishana : une agriculture entre forêt et savane (T HENFREY)	222
III. Utilisation du monde sauvage	229
1. Prise de conscience ou fuite en avant (P. GRENAND)	229
1.1. L'Amazonie au coeur de la gestion des ressources de la forêt	229
1.2. L'Amazonie et l'abondance : retour à l'histoire	230
1.3. L'exception amazonienne : la fin d'un mythe	231
1.4. Vers la fin d'une prédation viable ?	232
2. Des exemples concrets	234
2.1. Wayäpi de Trois Sauts : un cas presque idéal de prédation ? (F. OUHOUD-RENOUX)	234
2.2. Palikur : la fin d'une prédation viable (F OUHOUD-RENOUX)	262
2.3. Le district du Nord-Ouest : une tradition prédatrice indispensable à la survie (T. ROOPNARAIN, T. VAN ANDEL)	277
2.4. Wapishana : un potentiel vraisemblablement gérable (T. HENFREY)	285
2.5. Dénomination et représentation des végétaux chez les Wayana et les Aluku (M. FLEURY)	297
IV. La modernité	309
1. Des tendances évolutives alarmantes (P. GRENAND)	309
1.1. Des politiques assimilationnistes	309
1.2. L'ambiguïté de la citoyenneté	310
1.3. Des indicateurs sociaux négatifs	312
1.4. L'enjeu territorial : une histoire sans fin	313
2. Des exemples concrets	315
2.1. En Guyana, le district Nord-Ouest : identité et prolétarisation (T. ROOPNARAIN & al.)	315
2.2. Land conflicts and cultural changes in south Guyana (T. HENFREY)	328
2.3. Les Wayana : une entrée fulgurante dans la modernité (J. CHAPUIS)	336
2.4. Quarante ans de modernité chez les Aluku de Guyane (J. HURAUULT)	351
2.5. Développement des communes rurales de Guyane : genèse d'une caricature (J.-F. ORRU)	397
CONCLUSION GENERALE (P. GRENAND)	423
1. Biodiversité et Gestion de la Nature	426
2. Un combat vital : l'agriculture sur brûlis doit persister	428
3. La terre : vers des garanties durables	430
4. Questions identitaires	432
5. Le mot de la fin	434
ANNEXES	437
1. Le Belize (P. ISLA-VILLAR)	439
2. Faune et flore des Guyanes : principales correspondances (P GRENAND)	449
3. Bibliographie générale	456
Table des cartes, figures et tableaux	472
Notes de fin	475

I

PREMIERE PARTIE

LES DONNÉES DE BASE

Pierre GRENAND

- 1. PROBLÉMATIQUE**
- 2. LES PAYS CONCERNÉS**
- 3. LES PEUPLES ÉTUDIÉS**



1. PROBLÉMATIQUE

1.1. CONTEXTE

Le présent volume est constitué de deux parties : la première est un état des lieux; la seconde est organisée en quatre chapitres renfermant une réflexion synthétique ainsi que des contributions fournies par les participants au programme APFT. Ces chapitres ne correspondent pas à des sites particuliers, mais aux principaux thèmes que nous avons abordés. Les contributions sont elles-mêmes la synthèse détaillée de divers rapports d'étape et donc signées par leurs auteurs. Bon nombre d'entre elles ont été réorganisées par le coordinateur ainsi que par F. Grenand, parfois divisées en deux ou trois textes ou au contraire complétées afin de respecter la cohérence du plan que nous nous étions imposés. Qu'il nous soit permis d'ajouter un compliment : les rapports qui nous ont été rendus par les différents participants au programme sont tous de très bonne facture; la somme des résultats rapportés compense largement les difficultés de tous ordres auxquelles chacun d'entre eux a eu à faire face. Qu'ils en soient ici remerciés.

Compte tenu du bon financement dont nous disposions, les conditions de recherche au cours des quatre années de terrain ont été satisfaisantes. Il faut cependant savoir que dans les Guyanes, les chercheurs évoluent dans un contexte pluriculturel. Les Amérindiens et les Noirs Marrons se trouvant au bas de la hiérarchie culturelle, travailler avec ces populations ne va pas sans soulever la défiance des groupes dominants.

Néanmoins en Guyana, c'est pour des raisons bureaucratiques que le partenariat s'est révélé être plutôt chaotique; en outre il apparaît que nous n'avons pas pu ou pas su y déléguer suffisamment les responsabilités scientifiques. Enfin on notera que deux chercheurs locaux financés par APFT ne nous ont rendu aucune contribution.

En Guyane Française, il ne pouvait s'agir de partenariat au sens strict, puisque nous sommes dans un département français et que l'Université Antilles-Guyane ne développe aucun programme ayant un rapport direct avec nos thèmes de recherches. Si nous avons dû subir l'hostilité de quelques fonctionnaires et élus locaux (fin 1996, nous avons dû renoncer à travailler dans la commune de Camopi pour des raisons politiques), en revanche la compétence d'APFT a été reconnue par divers services de l'Etat, ce qui a entraîné plusieurs participations à des expertises (J.-F. Orru, F. Ouhoud-Renoux) ainsi que la mise en place de nouveaux programmes à la demande du Ministère de l'Environnement, l'un concernant la jachère après culture sur brûlis (S. Bahuchet, M. Fleury), l'autre l'évolution des pratiques de chasse (P. Grenand, F. Ouhoud-Renoux).

Enfin, nous avons prévu de travailler au Belize au moins pendant deux ans. En dehors de deux missions exploratoires, aucune recherche de fond n'a pu être menée. On trouvera en annexe une réflexion sur cet échec (P. Isla-Villar).

1.2. RÉSULTATS

Les pages qui suivent s'attachent à la description de populations vivant dans et par la forêt tropicale. Dans la mesure du possible, les exemples ont été choisis afin d'illustrer les différentes facettes de l'adaptation des peuples à la forêt mais aussi afin de balayer le plus amplement possible les types d'impact qu'ils subissent de la part du monde extérieur. En particulier, un effort a été fait pour choisir des sociétés allant du contact très ancien avec les colonisateurs (et les sociétés nationales en ayant découlé) jusqu'à celles n'ayant qu'un contact relativement récent.

Cette tâche a toutefois été largement conditionnée par les spécialités dont nous avons pu disposer pour les Guyanes. La plupart des jeunes et moins jeunes chercheurs mobilisés pour cette étude se sentaient tous très concernés par l'aspect concret de leurs expertises. On trouvera donc peu de débats théoriques dans les pages qui vont suivre. Il n'en demeure pas moins que :

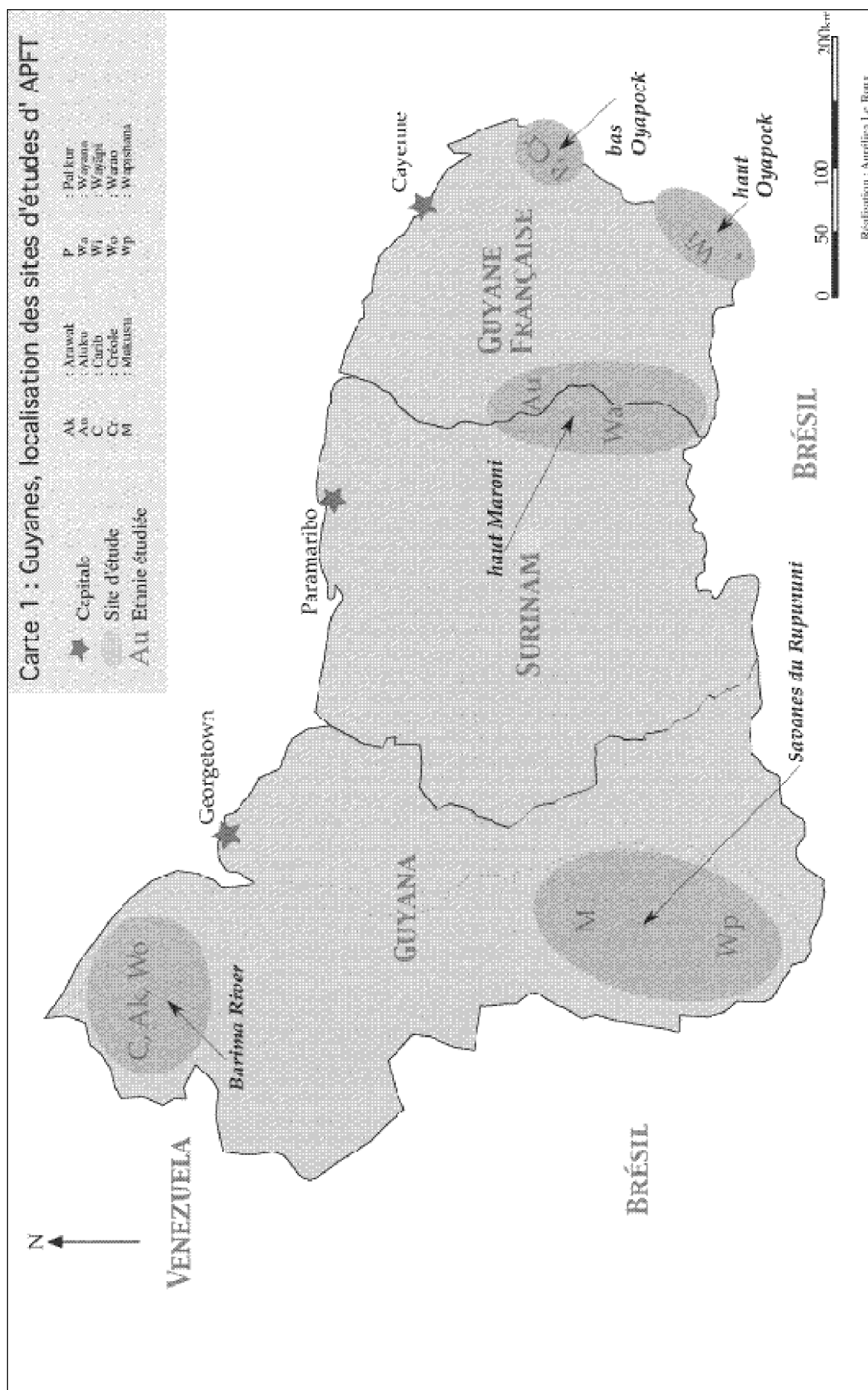
toute notre équipe partage, de façon réaliste, le sentiment que l'épanouissement des sociétés amérindiennes et noires marrons sur le long terme repose sur trois préalables fondamentaux : un territoire, la liberté d'initiative et la conscience de soi. Ce n'est qu'à ce prix qu'elles pourront se bâtir un avenir dans le contexte semé d'embûches de la mondialisation.

Toute civilisation, et singulièrement la civilisation occidentale, fonctionne par mode et renversement de mode : pour l'heure, le discours idéologique prévalant, beaucoup plus sincèrement éthique qu'on ne le croit communément, s'appuie sur des notions telles que le *gender*, le développement durable ou encore la conservation de la biodiversité, discours dont la seule fonction objective est de pérenniser notre emprise politique et économique mondiale. Face à des instances européennes englouties sous les messages surréalistes ou excessifs d'ONG ou de groupes politiques en quête autant d'autojustification que de financement, nous avons cherché à conserver comme but principal de transformer nos expertises en synthèses directement utilisables par des décideurs. L'indépendance de notre langage a pour corollaire de nous être refusé de recouvrir nos observations de terrain par des conclusions escomptées au départ. Ces défiances évoquées, nous n'en analyserons pas moins les activités de ces populations sous l'angle du développement durable et de la pérennisation de la biodiversité.

Conscients des risques inhérents à ce genre d'entreprise, nous dégagerons donc au

cas par cas, chapitre après chapitre, les tendances évolutives actuelles. *In fine* nous esquisserons quelques recommandations pour un développement équilibré de ces peuples et une meilleure préservation de leur environnement.

Il n'en reste pas moins que les évolutions contemporaines des peuples des forêts tropicales présentent bien des similitudes de par le monde et qu'il s'agit, n'en doutons pas, d'un épiphénomène particulier de la mondialisation plus que d'une résistance à celle-ci; les peuples des forêts tropicales subissent, aujourd'hui comme hier, l'expansion de forces extérieures que l'on ne peut plus uniquement qualifier d'occidentales.



Carte 1 : Guyanes : localisation des sites d'études d'APFT

2. LES PAYS CONCERNÉS

2.1. REMARQUES D'ENSEMBLE

Le massif des Guyanes est un ensemble compact de 1.500.000 km², borné au nord et à l'est par l'Océan Atlantique, à l'ouest par l'Orénoque et le Rio Negro et au sud par l'Amazone. Le coeur en est constitué par un massif ancien qui s'élève d'est en ouest avec des zones d'alluvions plus ou moins récentes à la périphérie. L'hydrographie est orientée nord-sud, les rivières coulant soit vers l'Orénoque et l'Océan Atlantique, soit vers l'Amazone ou son affluent le Rio Negro. Recoupant d'importantes lignes de faille, les cours d'eau des Guyanes sont entrecoupés de nombreux rapides qui contrarient considérablement l'accès à l'intérieur des pays. La végétation dominante est constituée par la forêt tropicale ombrophile de terre ferme, la même, à quelques nuances près, qui couvre majoritairement le bassin amazonien. Néanmoins cette forêt est interrompue à l'est (Amapá), au centre (Sipaliwini) et à l'ouest (Rupununi et Gran Sabana) par trois zones ouvertes savanicoles. Pour des raisons diverses, ces milieux, tant ouverts que forestiers, n'ont pendant longtemps été soumis qu'au seul impact des populations amérindiennes. En dehors des franges côtières, ce n'est qu'au XIX^e siècle que les atteintes sérieuses vont commencer. Cependant, en cette ultime fin de XX^e siècle, il demeure suffisamment de zones difficiles d'accès ou récemment désertées par les Amérindiens diversement contraints, pour conférer à la région sa réputation de virginité. D'ailleurs la biodiversité y est l'une des plus riches du monde, puisque pour les seules trois Guyanes, les botanistes ont déjà décrit plus de 9 000 espèces de végétaux (Boggan & al., 1997).

Si la grande région des Guyanes est bien typée géographiquement, elle l'est aussi culturellement : bien que son destin soit profondément conditionné par celui du monde brésilien dont le rôle de référence, voire de domination, est incontournable, elle n'est liée à la colonisation espagnole que dans sa période formative. Historiquement, on compte deux Guyanes : en cet espace laissé vide dans la mâchoire de la tenaille représentée sur l'ouest, le sud et l'est par la colonisation espagnole et portugaise, se tient celle de la France, de la Hollande et de l'Angleterre. Le développement de la grande plantation par ces trois nations eut pour conséquence l'importation massive d'esclaves africains, relayée au XIX^e siècle, par celle de travailleurs sous contrat venus d'Inde ou d'Indonésie. D'abord essentiellement dominée par les Français et surtout les Hollandais, les trois Guyanes anglaise, hollandaise et française purent asseoir progressivement leurs limites au cours du XIX^e siècle. La Guyana, indépendante depuis 1966, le Surinam depuis 1975 et la Guyane Française, département français depuis 1946, sont les héritiers directs de ces colonies. Les Guyanes vénézuélienne et brésilienne, pour leur part, n'ont connu jusqu'à

la première moitié du XX^e siècle qu'une économie basée sur l'élevage extensif et l'exploitation de produits non ligneux (hévée, noix de Para, bois de rose, gomme de balata...), s'appuyant sur la force de travail local, engendrant un métissage entre Ibériques (minoritaires) et Amérindiens (majoritaires). Ce n'est qu'au cours des trente dernières années que l'Etat de Bolívar au Venezuela, ceux du Roraima et de l'Amapá au Brésil sont devenus terres d'immigration. Demeure ainsi une opposition très nette entre les Guyanes luso-ibériques peuplées d'Amérindiens et de leurs descendants métissés avec des Européens et les "trois Guyanes" dominés par un métissage entre populations importées, mais où les tensions interethniques restent partout latentes et conditionnent puissamment la vie politique.

Enfin, et c'est essentiel pour la compréhension du présent rapport, il existe de facto une troisième Guyane, celle déjà nommée par Barrère en 1743, "Guyane indienne". En effet, même si explorateurs, traiteurs et missionnaires ont sillonné ces immensités dès le XVII^e siècle, l'hinterland guyanais n'a été contrôlé par les Européens que tardivement, voire très récemment pour certains secteurs. Cela revient à dire que cet intérieur guyanais est resté pratiquement jusqu'à nos jours la terre des Amérindiens et des esclaves fugitifs des plantations qui formèrent plus tard les six peuples nommés collectivement Noirs Marrons ou *Bush Negroes*.

Pour des raisons inhérentes au contrat avec la DG. VIII, nous avons travaillé dans les Guyanes relevant des pays ACP, c'est-à-dire en Guyana et en Guyane Française; en début de programme, le Surinam relevait d'une grave crise politique et il ne nous a pas semblé prudent d'y envoyer de jeunes chercheurs. Par ailleurs une recherche amorcée au Belize, pays d'Amérique centrale présentant bien des traits communs avec les "trois" Guyanes, n'a guère pu être développée pour des raisons conjoncturelles. On trouvera en fin de ce rapport un texte spécifique sur cette région.

Passant du global au spécifique, présentons les caractéristiques de la Guyane Française et de la Guyana en insistant sur leur spécificité.

2.2. LA GUYANE FRANÇAISE

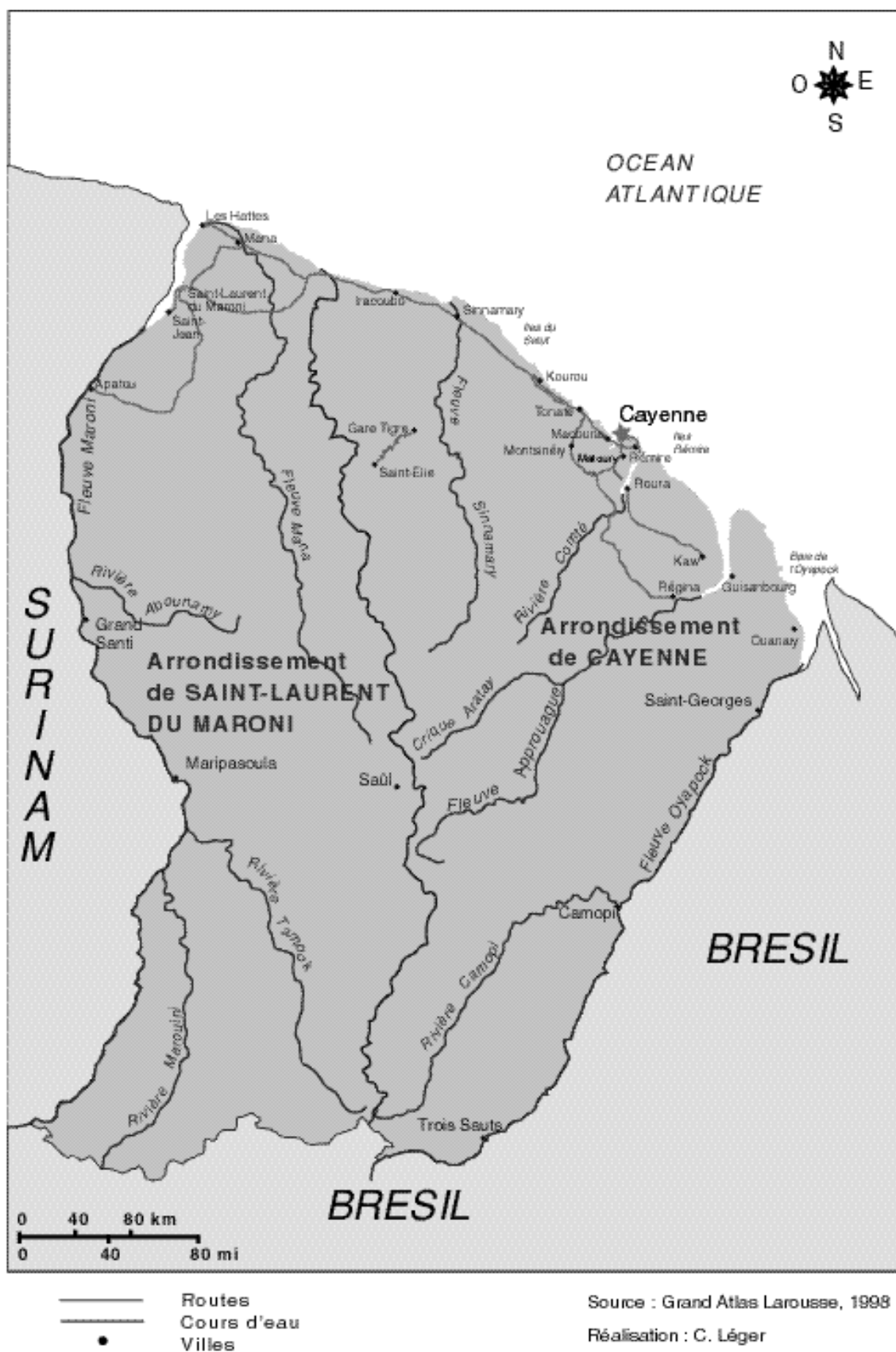
C'est un département français d'Outre-Mer depuis 1946; sa superficie de 90.000km² représente 6% de l'ensemble du massif des Guyanes. La Guyane Française est recouverte à 97,7% par la forêt dense sempervirente. La température moyenne annuelle y est de 26°C. A la différence des autres Guyanes, les zones ouvertes sont limitées à une étroite bande de savanes côtières, sèches à l'ouest de Cayenne, inondées à l'est. En effet, le climat de type équatorial avec absence de longues périodes de sécheresse, est très favorable au développement de la végétation.

Les régions qui intéressent ce rapport appartiennent à plusieurs secteurs

phytogéographiques :

- La région du bas Oyapock (communes de Ouanary et Saint-Georges de l'Oyapock), près de la côte, offre des milieux très contrastés sur des terres basses constituées d'alluvions marines portant des forêts marécageuses, des marais ouverts, des palmeraies à *Euterpe oleracea* (localement appelées *pinotières*) et des mangroves. Immédiatement au sud, on trouve un secteur médian sub-côtier sur substrat métamorphique antécambrien (formation Paramaca) et cuirasse latéritique, couvert de hautes forêts ombrophiles à fortes affinités floristiques avec le bassin amazonien. Il s'agit par ailleurs d'une région à haute pluviométrie (3500 mm).
- Pour la région du moyen et du haut Maroni (communes de Grand Santi, Papaïchton et Maripasoula), on rencontre du nord au sud :
- le secteur médian sur socle cristallin avec de belles ou médiocres forêts ombrophiles comportant des affinités floristiques avec le Surinam voisin; la pluviosité s'y échelonne entre 2500 et 3500 mm.
- le secteur de la chaîne de l'Inini-Camopi, également sur formation Paramaca. On y trouve une forêt dense ombrophile très belle et une forêt sub-montagnarde broussailleuse sur cuirasse latéritique. La flore y est très riche. La pluviométrie s'y échelonne entre 2000 et 3000 mm.
- le secteur de la pénéplaine du sud, avec une belle forêt ombrophile sur socle cristallin à affinités floristiques amazoniennes. Cette région est entrecoupée d'émergences rocheuses, les inselbergs, portant soit une forêt mésophile, soit des formations herbacées. La pluviométrie y atteint à peine 2000 mm.
- enfin la région du moyen et du haut Oyapock (commune de Camopi), toujours sur socle cristallin, présente une alternance de belles forêts de colline et de forêts de plaine (forêts de "flat") plus basses, plus denses et au sous-bois plus serré. La pluviométrie tourne autour des 2000 mm (De Granville, 1979).

L'homme est sans doute présent en Guyane Française depuis 5 000 ans. Cette date, relativement récente, est cependant susceptible de reculer. Les progrès récents de l'archéologie, de la palynologie et de l'anthracologie indiquent que son impact sur le milieu a été très important, en particulier lors des périodes les plus sèches. Parallèlement, à la différence de ce que pourrait laisser croire la déprise des 200 dernières années, l'ensemble des milieux ouverts aussi bien que l'ensemble des milieux forestiers, y compris les zones interfluviales, ont été occupés par l'homme.



Carte 2 : Guyane française : réseau routier, villes, cours d'eau et régions administratives

Il ne fait aujourd'hui aucun doute que l'arrivée intempestive des Européens au sein de cet isolat qu'était l'Amérique a constitué une catastrophe terrible pour les Amérindiens. Pendant longtemps d'ailleurs et en dépit de l'apport de colons et d'esclaves, la population de la Guyane est restée bien inférieure à ce qu'elle était lors de l'arrivée des Européens. Nous reviendrons plus en détail sur les rapports entre Européens et Amérindiens au chapitre suivant.

Tout au long du XVI^e siècle, la Guyane Française, comme les autres Guyanes, est restée un véritable *no man's land* pour les Européens, avec des incursions sporadiques tant des Ibériques que des Anglais, Hollandais et enfin Français. Néanmoins à partir du XVII^e siècle, l'emprise française s'affermir sur la côte comprise entre le Maroni et la bouche septentrionale de l'Amazone. Plusieurs tentatives de colonisation se succèdent avant d'aboutir en 1635 à la fondation de Cayenne.

Jusqu'à la Révolution de 1789, la colonie tentera vainement d'établir un système de plantation productif fondé sur l'esclavage, mais il ne concernera jamais plus de 10% des planteurs; le reste des colons, en raison des mauvais sols et des conditions sanitaires défavorables, se limitera à une agriculture de subsistance imitée de celle des Amérindiens (Le Roux, 1994). Malgré un regain d'activité sous la Restauration, l'agriculture mercantile volera en éclat après l'abolition définitive de l'esclavage en 1848 et la découverte de l'or en 1855.

L'or va donner à la Guyane une richesse artificielle qui, loin d'être réinvestie localement, ne fera d'elle qu'une colonie de consommation. Il permettra cependant l'émergence d'une bourgeoisie créole qui contrôlera jusqu'à nos jours le pouvoir local. La réputation de terre maudite de la Guyane Française sera aggravée par l'ouverture de colonies pénitenciaires à partir de 1852. L'activité aurifère va décliner progressivement à partir de 1930 et le dernier bagne sera définitivement fermé en 1947. De toutes ces entreprises, il n'est resté pratiquement rien de durable, à part une architecture coloniale réoccupée par des administrations et des hôpitaux.

En 1946, la Guyane devint département français; depuis cette date le constat de développement reste plutôt terne, bien que le développement de l'agriculture moderne sur le littoral rende le pays moins dépendant des importations alimentaires (Mam-Lam-Fouck, 1996).

Cependant c'est l'ouverture de la base spatiale européenne de Kourou à la fin des années 60 qui a conféré un réel élan économique au pays. Enfin à partir de 1984, une nouvelle ruée vers l'or, d'abord anarchique, puis passant peu à peu sous contrôle de grandes compagnies, a réveillé les vieux démons de la richesse facile, attirant de plus en plus de pauvres migrants, Brésiliens surtout. Nous reviendrons en détail sur l'impact de

cette activité pour le haut Maroni. La Guyane Française est aujourd'hui la seule terre d'immigration des trois Guyanes et l'on a même vu se constituer un petit front pionnier agricole dans le nord-ouest du département.

La population de la Guyane Française a beaucoup fluctué quantitativement et qualitativement. Le tableau suivant a été élaboré à partir de documents inédits de E. Abonnenc, de documents officiels de l'INSEE (Anonyme, 1999a; 1999b), ainsi que nos propres observations (P. & F. Grenand, 1990) et celles, plus récentes, des contributeurs à ce rapport.

Le tableau 1 énonce plusieurs constats et tout d'abord celui de la décadence des Amérindiens au cours des 250 premières années de colonisation, avec une accélération au milieu du XVIII^e siècle (concentration des communautés autour des missions Jésuites) et une autre à la fin du XIX^e siècle (ruée vers l'or dans le sud du pays). A partir des années 1950, ces populations connaîtront un nouvel essor grâce à la fois à une politique souple de protection et à un bon suivi sanitaire.

On notera ensuite que la croissance contemporaine de l'ensemble de la population guyanaise a été fulgurante, entre autre en raison de l'importante immigration en provenance du Brésil et de Haïti.

Date	Amérindiens		Blancs	Esclaves	Noirs libres & mulâtres	Autres étr. = étrangers	Total
1677 ¹	20 000	91,3%	382	1 454			21 900
1730	10 000	54,9%	1 200	5 000	2 000		18 200
1787	2 300	11,7%	1 735	10 010	475		19 614
1824	4 200	20,1%	1 035	13 656	1 923		20 814
1883	2 000	6,9%	Après l'abolition de l'esclavage, les populations noire et blanche ne sont plus officiellement distinguées			4 152 bagnards	28 758
1901	881	2,6%				6 290 bagnards	32 908
1946	650	2,9%				3 812 étr. 17,3%	22 007
1954	1 040	3,7%				4 123 étr. 14,7%	27 863
1974	2 680	4,8%				9 417 étr. 17%	55 125
1999	6 000 ²	4%				34 002 étr. 22,3%	152 274

Tableau 1. Evolution de la population de la Guyane Française

Au recensement de 1982, il y avait 19.061 étrangers (25,9%) en Guyane Française sur un total de 73.405 personnes. En 1998, ils étaient estimés à 25% (Anonyme, 1998b), cependant que le résultat du recensement de 1999 (Anonyme, 1999a) indique 22,3% auxquels s'ajoutent 2,2% de naturalisés; bien entendu, ces chiffres ne prennent pas en compte les enfants nés sur le territoire guyanais, qui bien que français par naissance, sont cependant culturellement perçus comme relevant de la mouvance des immigrés.

D'ailleurs, en raison des règles prévalant pour les recensements français, il est difficile de connaître avec précision la composition ethno-culturelle de la population



photo 1 : Forêt dense humide, typique de la région des Guyanes (haut Oyapock, Guyane Française). (cliché P. & F. Grenand, 1995)



photo 2 : Les savanes sèches et inondées sont bien présentes, surtout aux deux extrémités des Guyanes; ici savane inondée et pêcheur palikur dans le nord de l'Amapa (Brésil). (cliché P. & F. Grenand, 1990)



photo 3 : Le massif des Guyanes est piqué d'émergences de roches anciennes dénudées, les inselbergs; ici la roche Wakasa, dans le nord de l'Amapa (Brésil). (cliché P. & F. Grenand, 1998)



photo 4 : Les rapides rendent la navigation difficile sur les rivières des Guyanes; ici Saut Maripa (bas Oyapock, Guyane Française). (cliché M. F. Prévost, 1987)

guyanaise. Le dernier recensement indique cependant que respectivement 8,8% et 4,2% des habitants de la Guyane Française sont nés en métropole ou dans d'autres DOM-TOM. Compte tenu de ce qui suit, concernant les Noirs Marrons et les Amérindiens, ces éléments disparates nous donnent la mesure de la diversité du peuplement de la Guyane, dont la population dite Créole ne représente plus, aujourd'hui, que la plus importante des minorités.

La densité de la population de Guyane est passée de 0,6 habitant/km² en 1974 à 1,69 en 1999. Mais ce chiffre est peu significatif, car les 80 000 km² de l'intérieur forestier sont habités par seulement 9% de la population, essentiellement constituée d'Amérindiens, de Noirs Marrons, de fonctionnaires métropolitains expatriés et de quelques Créoles (auxquels il faut ajouter actuellement de nombreux orpailleurs de différentes origines). Pourtant, on remarquera que l'importance démographique des Amérindiens est proportionnellement en diminution, en dépit d'une croissance fulgurante en grande partie naturelle mais aussi due à l'immigration de "frères" des pays voisins (Kaliña, Arawak et Palikur). Cette évolution renforce indubitablement leur situation, déjà critique, de communautés minoritaires.

Il n'en va pas de même pour les Noirs Marrons, dont la démographie est difficilement traçable, mais dont tous les observateurs s'accordent à reconnaître qu'elle croît extrêmement rapidement depuis vingt ans, en particulier par immigration depuis la guerre civile de Surinam (1989-91). Estimés à plus de 15.000 personnes, les Noirs Marrons occupent toute la vallée du Maroni (cf. dans ce rapport, les textes de J. Hurault et J.-F. Orru), le nord-ouest de la Guyane, sans compter qu'ils ont surtout réussi à constituer de véritables communautés dans les principales villes du département (Cayenne, Saint-Laurent du Maroni et Kourou).

2.3. LA GUYANA

La Guyana, connue anciennement sous le nom de Guyane Anglaise, couvre une superficie de 215 083 km², soit 14,3% de l'ensemble des Guyanes. Comme pour le reste de la région, l'essentiel du territoire est recouvert par le massif précambrien, ici nettement plus élevé qu'à l'est (Mont Roraima, 2875m). En contraste, la Guyana possède une grande partie de son territoire (20%) en terres basses, réparties en une large plaine côtière et une grande plaine intérieure centrée sur le bassin du Rio Branco.

La végétation de la Guyana est nettement plus contrastée qu'à l'est des Guyanes et l'on compte au moins cinq grands types de forêt (Lasserre, 1979; Polak, 1992), eux-mêmes présentant plusieurs faciès; il s'agit de :

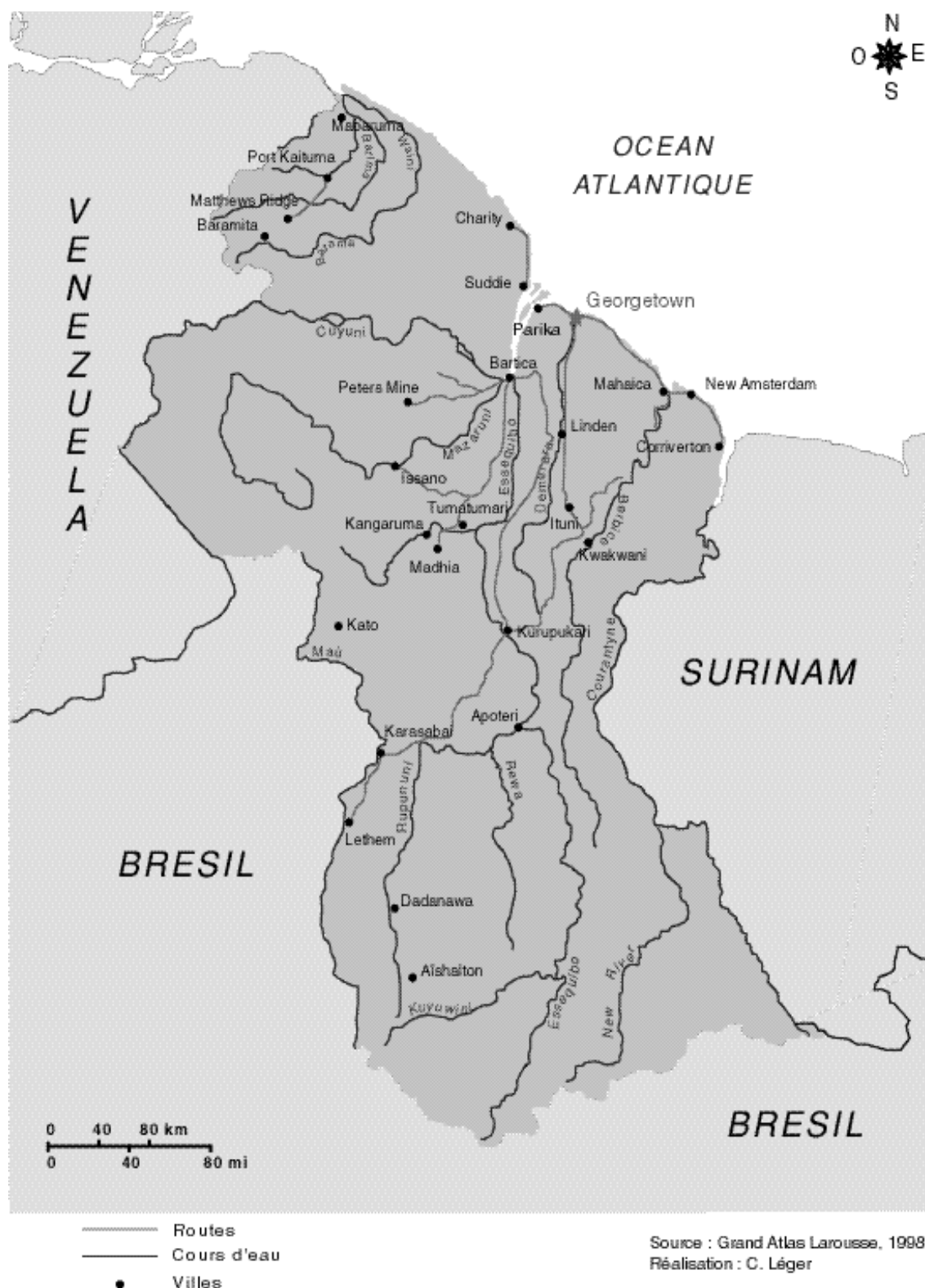
- la forêt sempervirente humide, avec des faciès variés comme la forêt à wallaba (*Eperua* spp.), la forêt à mora (*Mora excelsa*) ou encore les forêts mixtes de basse terre.

- la forêt sempervirente saisonnière sub-montagnarde, située à la périphérie du Roraima.
- la forêt saisonnière de plaine sur sols bien drainés, formant des taches dans le centre nord du pays.
- la forêt marécageuse, croissant sur des terrains inondés au moins pendant la saison des pluies.
- enfin la mangrove côtière, particulièrement épaisse entre l'Essequibo et le delta de l'Orénoque.

Les zones de plaine présentent également de vastes savanes (18% de la superficie du pays). Ces savanes peuvent être soit des savanes inondées (région nord-ouest), soit des savanes sèches intermédiaires (région centre-nord), soit des savanes herbeuses piquetées de petits arbres (savanes du Rupununi).

Les populations que nous avons étudiées habitent plusieurs de ces milieux, en particulier la forêt sempervirente humide, la forêt marécageuse et différents types de savane.

Le climat de la Guyana est de type équatorial, avec une pluviométrie se situant entre 2 000 et 2 500 mm et une température moyenne de 25°C. Cependant ce schéma présente des variations locales très importantes : ainsi les précipitations atteignent 4 000 mm dans le château d'eau du Roraima, pour tomber à 1 200 mm dans les savanes du Rupununi.



Carte 3 : Guyana : réseau routier, villes et cours d'eau.

En Guyana, on a trouvé des traces anciennes d'occupation humaine sur le site d'Alaka, daté d'environ 7 000 ans et il est de plus en plus probable que l'occupation de la région soit plus ancienne encore (Williams, 1995). Il est important de noter que la Guyana a probablement été la porte d'entrée de la plupart des vagues migratoires anciennes qui ont peuplé le plateau des Guyanes. On admet par ailleurs que c'est dans la région du Roraima que s'est opérée la dispersion des peuples de langues karib³.

Quoi qu'il en soit, lorsque les Européens abordèrent les côtes de la Guyana, le pays était déjà totalement occupé par trois groupes de peuples, tous à la fois agriculteurs et prédateurs : les peuples de langues karib, de loin les plus nombreux, les peuples de langues arawak et deux peuples de langues non classées (Warau et Taruma). Certains avancent (Saul, 1989) qu'il y avait 70 000 Amérindiens à l'arrivée des Européens. Si l'on applique les désormais classiques densités de Denevan (1976) rapportées aux superficies des différentes régions naturelles de Guyana, on parvient cependant à une vraisemblable population indigène de 172 000 personnes, avec une forte concentration sur la côte, à l'arrivée des Européens.

La région sera d'entrée de jeu disputée entre Espagnols et nations européennes du nord. Après une première tentative espagnole de colonisation durable sur l'Orénoque à la fin du XVI^e siècle, suivie par diverses tentatives anglaises, la côte de la Guyana sera dominée par les Hollandais de 1616 à 1814, qui y auront d'abord établi des postes de traite puis des plantations. A cette date, elle devient jusqu'à son indépendance une possession anglaise. Les Hollandais s'organisèrent en quatre petites colonies : Essequibo, Demerara, Berbice et Pomeroon qui seront unifiées à la fin du XVIII^e siècle.

Même si, comme en Guyane Française, toute la période coloniale est caractérisée par une opposition très nette entre une côte contrôlée par les colonisateurs et un hinterland où les Amérindiens préservent leur autonomie, le poids de la colonisation hollandaise fut beaucoup plus lourd. La Guyana (ainsi que le Surinam) devinrent de riches terres de plantation, avec un considérable effort d'aménagement des terres au XIX^e siècle (poldérisation, construction du *Sea Wall* contre les eaux marines). Le système de plantation visant surtout à la production de canne à sucre et de coton, et secondairement de café, de cacao et d'indigo, était basé sur l'esclavage et prit son essor au cours du XVII^e siècle : on comptait 80 000 esclaves noirs pour 20 000 Européens en 1838. Cependant, dès 1815 la traite fut interdite et l'esclavage aboli en 1838. Néanmoins, une politique souple d'organisation en communautés (*Village Movement*) et l'accès à la petite propriété permirent le maintien sur place de la main d'oeuvre noire. La population rurale fut augmentée au milieu du XIX^e siècle par l'importation de travailleurs portugais et surtout indiens : 250 000 personnes émigreront ainsi d'Inde entre 1846 et 1920 (Daly, 1993).

L'intérieur, de son côté, intéressa très tôt les colonisateurs : ils surent habilement se servir des réseaux commerciaux des Amérindiens qui atteignaient au sud le Rio Negro et l'Amazone et à l'ouest l'Orénoque (Dreyfus, 1992). Ainsi, les traiteurs hollandais purent draguer vers leurs colonies des esclaves amérindiens provenant des zones ibériques (l'esclavage des Amérindiens de leurs propres colonies étant prohibé) ainsi que des produits de la forêt, du roucou, des objets artisanaux comme les hamacs ou les pirogues, du manioc sous forme de cassave pour nourrir les esclaves, des animaux apprivoisés, etc... Ce commerce tomba en désuétude après la prise de possession par les Anglais au début du XIX^e siècle. Après une période de relatif abandon, l'intérieur suscita de nouveau l'intérêt après la découverte d'or dans le Cuyuni, l'Essequibo et le Potaro, la mise en exploitation de la bauxite en 1914 et le développement de l'élevage extensif dans les savanes du sud dans le premier quart du XX^e siècle.

Soumise totalement au pouvoir des planteurs, la Guyana s'achemina progressivement vers un assouplissement de son régime colonial à partir de 1891. Les luttes sociales prirent de l'ampleur après la Première Guerre Mondiale, avec le développement du syndicalisme et la révision constitutionnelle de 1953. Après diverses périodes de tension, en particulier entre communautés noire et indienne, le pays accéda à l'indépendance en 1966.

La Guyana a évolué récemment d'un régime socialiste étatique et unitaire, dominé par le *Popular Progressist Party* (PPP), reconnaissant néanmoins le multipartisme, vers un régime démocratique de type présidentiel, dirigé par Janette Jagan. Depuis 1992, il s'est engagé, sous la pression du FMI, dans une politique de privatisation des grandes entreprises d'État.

L'économie contemporaine de la Guyana reste encore largement basée sur l'agriculture puisque 62,8% de la population est rurale avec une production de 256 700 t de sucre et 233 400 t de riz en 1994. Par ailleurs la production d'or et de bauxite, ainsi que la transformation en aluminium, forment l'essentiel de la production industrielle avec respectivement un volume de 375 500 onces et de 1 991 000 t pour 1994. Enfin la production de bois (dont nous évoquerons plus loin les dangers pour le pays) est en essor constant, avec une production de 469 000 m³ pour 1994.

La démographie de la Guyana présente bien des similitudes avec celle de la Guyane Française, avec cependant quelques nuances de taille pour deux raisons essentielles :

- Après un déclin initial très important, la population indigène semble plus tôt recroître, quoiqu'assez lentement. Hillouse (1978) l'estime entre 15 et 20 000 personnes en 1825. Elle atteint son niveau le plus bas en 1891 avec un total de 7 463 personnes. Dès 1946 cette population atteint de nouveau 16 000 personnes. La progression rapide se poursuit avec 25 453 en 1960, 32 180 en 1967 et 52 360 en 1993 (Forte, 1996a).

- Après un démarrage lent au XVII^e siècle, l'essor de la population coloniale fut ensuite constant. Dès 1838 la population atteint les 100 000 habitants, dont 80% d'esclaves. Elle progresse sans cesse pour atteindre 747 000 habitants en 1970. Après l'indépendance, la population stagne en raison d'une forte émigration, puisque de 838 000 en 1980, elle tombe à 756 000 en 1986, reprenant lentement sa croissance depuis (770 000 en 1995). La composition de la population trahit là encore l'effet de mosaïque ethnique avec 49,4% d'Indiens, 35,6% de Noirs, 7,1% de métis, 6,8% d'Amérindiens, le reste étant des Chinois et des Portugais. La densité est actuellement de 3,5 h/km² mais la répartition de la population reste aussi déséquilibrée que dans les autres Guyanes, puisque 85% des habitants vivent sur 1,53% du territoire (Anonyme, 1998b).
- On notera enfin que les communautés étudiées (Makushi, Wapishana, Carib, Arawak et Warau) sont localisées dans des régions faiblement peuplées, mais où les Amérindiens sont nettement majoritaires.

REGION dénomination officielle	Superficie	Pop. totale	Densité	Population amérindienne	% du total
n°1 Barima-Waini	20 339 km ²	18 516	0,9 h/km ²	9 768	52,75%
n°9 Upper Takutu- Upper Essequibo	57 790 km ²	15 338	0,26 h/km ²	12 739	83,05%

3. LES PEUPLES ÉTUDIÉS

3.1. REMARQUES GÉNÉRALES

Contrairement au regard classique que l'Occident porte sur les autochtones de toutes les régions reculées du monde, en faisant des peuplades isolées les témoins d'un chaînon figé de l'évolution des sociétés, les Amérindiens des Guyanes ainsi que les autres peuples des forêts tropicales sont la résultante des mêmes bouleversements politico-géographiques qui affectèrent progressivement les peuples du monde entier depuis la fin du Moyen-Âge européen.

En conséquence, riches de leur propre histoire, avec tout ce qu'elle peut contenir d'avancées et de replis, ils ne sauraient en aucun cas être pris pour les détenteurs d'un savoir pluri-millénaire immuable et intact. L'héritage palpable d'un Amérindien de la forêt amazonienne n'est en fait guère différent de celui d'un paysan bourguignon. Pour

nous placer dans un champ plus éthique, nous dirons de sa légitimité qu'elle n'est ni supérieure, ni inférieure à celle de celui-ci. Elle existe parmi tant d'autres, voilà tout.

En un moment de notre histoire où nous vendons, sans garantie, de l'exclusion et de l'identité, il serait pourtant grand temps que les Amérindiens soient considérés comme des hommes ordinaires, ce qui pourrait enfin les faire sortir de la vision manichéenne dans laquelle on les enferme.

Pour revenir au champ clos de "l'île de la Guyane", nous essaierons ici de délimiter quelques grandes caractéristiques et quelques grands traits évolutifs de ces populations.

3.2. ORIGINES HISTORIQUES DES POLITIQUES AMÉRINDIENNES DES ÉTATS

Nous considérerons brièvement ici les origines historiques des politiques actuelles, puis les politiques contemporaines et les réponses que les Amérindiens y apportent, enfin les agressions dont les populations font l'objet.

Il est d'abord important de résumer le contexte colonial et post-colonial des Guyanes pour ce qui est des Amérindiens. Ces territoires sont nés dans la marginalité, puisque cette terre fut négligée par les Ibériques après la bulle papale de 1494.

Cependant, si les Espagnols et les Portugais ne s'intéressèrent sérieusement à la région qu'au XVIII^e siècle, les Amérindiens des Guyanes se trouvèrent partagés entre deux héritages coloniaux nettement différents, ces héritages pesant lourdement sur les politiques pratiquées à leur égard.

- D'un côté l'héritage ibérique avec le Venezuela et le Brésil. Ces deux pays, tôt indépendants, dominés largement par un pouvoir "blanc", ont pratiqué d'abord une politique d'assimilation puis une politique de protection, les Amérindiens étant considérés comme condamnés à disparaître à plus ou moins longue échéance. Au Brésil, la pratique des réserves considérées comme des lieux d'acculturation progressive a longtemps été l'expression la plus achevée de cette politique. Pour les Guyanes, ce n'est cependant que dans la deuxième moitié de notre siècle (à l'exception du Roraima savannicole) que ces politiques ont été appliquées.
- De l'autre côté, les trois Guyanes, tardivement colonisées par les Hollandais, les Anglais et les Français. Si l'esclavage des Africains joua ici comme ailleurs en Amérique un rôle économiquement déterminant, les trois nations coloniales n'y pratiquèrent jamais une politique de métissage tri-racial. D'où une situation contemporaine très particulière dans le contexte des Amériques : les réprouvés et les exploités d'hier que sont les descendants des esclaves africains dominent aujourd'hui l'avant-scène (même dans le cas de la Guyane Française où la régionalisation leur a apporté une large autonomie politique). Les indigènes sont

démunis de tout pouvoir, bien qu'ils occupent l'essentiel du territoire. A contrario, les populations négro-américaines ont cherché à renverser l'adversité liée à leur origine en affirmant leur autochtonie sur les trois Guyanes. D'où, partout, une nette négation de la spécificité des Amérindiens, jugés comme un obstacle à l'unité nationale. Il convient ici d'accorder leur place légitime aux Noirs Marrons qui de facto se trouvent dans une position socio-politique similaire à celle des Amérindiens.

Il n'en demeure pas moins que partout dans les Guyanes comme dans le reste de la Grande Amazonie, à partir du XVII^e siècle, les peuples indigènes se sont vus progressivement spoliés de leurs terres, même s'ils en ont souvent conservé l'usufruit dans les régions les plus difficiles d'accès. Enfin, il convient de réaffirmer dans le cas particulier des Guyanes que si les contacts des peuples amérindiens du littoral furent intenses dès la fin du XVII^e siècle, ce n'est qu'au XX^e siècle que les administrations des Etats coloniaux, puis celle des Etats indépendants, vont vraiment étendre leur contrôle politique sur l'intérieur.

3.3. POLITIQUES CONTEMPORAINES DES ETATS ET ORGANISATIONS AMÉRINDIENNES

Le droit à la terre est au centre du débat. Sans un espace indispensable à la pratique de leurs activités de subsistance, les peuples de la forêt sont condamnés à un déclin irrémédiable. C'est d'ailleurs sur le respect de ce droit que la plupart des Organisations Indigènes fondent l'essentiel de leurs revendications actuelles.

Il est donc important de dresser un bilan des statuts permettant de situer les peuples amérindiens face aux politiques des différents États possédant une part du plateau des Guyanes. Le cliché qui s'en dégage est le résultat d'un long processus impliquant :

- l'histoire des choix politiques adoptés vis-à-vis des populations indigènes depuis la colonisation par les Européens, ainsi qu'il a été spécifié ci-dessus;
- l'histoire de la soumission ou de la résistance des populations indigènes, puis leur redressement contemporain lorsqu'il existe. Pour les Guyanes, la résistance indigène a essentiellement été le fait des Carib proprement dits, surtout dans l'ouest et face aux Espagnols. D'une manière moindre, les Wayãpi ont résisté aux Portugais. Ailleurs, les Amérindiens ont longtemps oscillé entre soumission, éclatement ou isolement géographique, ce dernier choix étant largement favorisé

par les obstacles naturels propres à la région (relief disséqué, marécages, rivières coupées de chutes et de rapides).

Bien que centré sur le statut des terres, le présent propos se doit aussi d'aborder celui des personnes, absolument indissociable dans l'esprit du législateur. Plusieurs sources importantes de ces dernières années ont été consultées qui ont facilité notre tâche, en particulier :

- Anonyme, 1987. Terras Indígenas no Brasil.
- Grenand P. & F., 1990. Les Amérindiens, des peuples pour la Guyane de demain.
- Santilli M., 1991. Os direitos indígenas na constituição brasileira, *in* Povos Indígenas no Brasil.
- Brackelaire V., 1992. La problématique des terres indiennes d'Amazonie.
- Anonyme, 1992a. Protected areas of the world, a review of national systems, vol. 4, Nearctic and Neotropical.
- Forte J., 1996a. About Guyanese Amerindians.
- Ricardo C. A. ed. , 1996. Povos indígenas no Brasil : 1991-1995.

D'autres sources complémentaires apparaissent dans le texte.

Les questions écologiques soulevées par le développement de l'Amazonie, un état de crise économique générale, l'émergence de luttes indigènes nouvelles et la pression internationale en faveur tant du droit des peuples que de la notion de démocratie, tous ces facteurs mêlés ont amené les États d'Amérique Latine à progressivement réviser leur position assimilatrice à l'égard des Amérindiens. La région des Guyanes est concernée par ces aspects au même titre que le reste de l'Amazonie. Néanmoins, jusqu'à une date toute récente, l'essentiel du territoire n'avait pas été touché par le développement économique et les atteintes à l'environnement qui l'accompagnent. Les choses évoluent aujourd'hui rapidement et seront brièvement présentées Etat par Etat.

En 1989, dans le cadre du "Traité de Coopération Amazonienne" incluant sept des pays riverains, à l'exception du Surinam et de la Guyane Française (et donc de la France) non signataires, est créée la Commission Spéciale pour les Affaires Indiennes de l'Amazonie (CEAIA) qui associe à ses travaux la COICA, organisme indigène chapeautant en principe toutes les organisations indigènes existantes. La préoccupation prioritaire de cette commission est l'octroi et la démarcation des terres amérindiennes. Les pays formant la Grande Amazonie ont donc accepté d'entrer dans le processus de "légalisation des terres indigènes", l'expression montrant en elle-même que le poids des premiers habitants du continent ne peut plus continuer d'être ignoré.

En 1992, est créé le Fonds Régional pour le Développement des Sociétés et des Communautés Indiennes. Prise par le Président de la République de Bolivie à Madrid, cette initiative ambiguë ouvre cependant le passage à une forme nouvelle d'assimilation qu'une majorité d'indigènes rejette.

3.3.1. Brésil

• Amérindiens :	• 168 600 dans la Grande Amazonie, dont 36 500 dans la région des Guyanes. • 118 000 pour le reste. L'augmentation a été de 14% entre 1989 et 1995.
La majorité des peuples indigènes du Brésil vivent en Amazonie. L'essentiel des peuples indigènes de cette région a conservé une culture originale.	

Le Brésil est incontestablement l'État qui a le plus légiféré sur ses indigènes. Le statut juridique des Amérindiens y a été l'objet de plusieurs modifications depuis le XIXe siècle (Carneiro da Cunha, 1986, 1989). Il fut même le premier État d'Amérique du sud à se doter dès 1910 d'un Service de Protection des Indiens (S.P.I.) remplacé en 1967, après une longue période de décadence, par l'actuelle Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), organe dont les déviations sont dénoncées sans relâche mais qui assure l'indispensable relais entre l'État et les peuples indigènes (Pereira Gomes, 1988).

Depuis 1988, les indigènes sont des citoyens brésiliens, auxquels cependant la Constitution (chap. VIII, "*Dos índios*") "reconnait leurs organisations sociales, coutumes, langues, croyances et traditions, ainsi que les droits originels sur les terres qu'ils occupent traditionnellement, étant de la compétence de l'Union de les démarquer. Il est également de la compétence de l'Union de protéger les Amérindiens et de faire respecter leurs biens".

Les droits sur la terre (cf. Tableau 2) existent, mais passent par un long processus de reconnaissance comportant cinq phases : identification, interdiction, délimitation, homologation, régularisation enfin. Les terres ayant été anciennement reconnues ou identifiées à travers un processus différent sont nommées *réservées*. Seules les terres officiellement *réservées*, *homologuées* et *régularisées* entrent dans un cadre juridique les garantissant sérieusement aux Amérindiens.

En 1995, pour la zone des Guyanes ces trois catégories représentaient, en superficie 174.280 km², 71% des terres indigènes ayant fait l'objet d'un quelconque stade de reconnaissance, alors qu'elles ne représentaient que 27% en 1989. Il s'agit d'une avancée remarquable à mettre au compte du progrès de la démocratie au Brésil et de la lutte incessante des Organisations Indigènes et de leurs alliés indigénistes. En contrepartie, peu de communautés amérindiennes vivent sur des terres dites "sans providence" ou encore totalement en dehors du processus d'attribution, les cas les plus aigus étant bien entendu ceux des groupes sans contacts, qui dans la région qui nous intéresse, sont au moins au nombre de six.

1) terres identifiées (localisation et nombre)	superficie concernée	2) terres interdites (localisation et nombre)	superficie concernée
Roraima Lavrado : 2	1 683 108 ha	Amapá-Norte Pará : 2	2 500 000 ha
3) terres délimitées (localisation et nombre)	superficie concernée	4) terres réservées S.P.I. et autres (localisation et nombre)	superficie concernée
Amapá-Norte Pará : 2	2 463 933 ha	Amapá-Norte Pará : 1	2 700 000 ha
5) terres homologuées (localisation et nombre)	superficie concernée	6) terres régularisées (localisation et nombre)	superficie concernée
Roraima Lavrado : 4	708 133 ha	Roraima Lavrado : 15 Roraima Mata : 2 Amapá-Norte Pará : 4	201 907 ha 12 250 886 ha 1 567 954 ha

TOTAL :

1) Deux terres identifiées : 1 683 108 ha	2) Deux terres interdites : 2 500 000 ha
3) Deux terres délimitées : 2 463 933 ha	4) Une terre réservée : 2 700 000 ha
5) Quatre terres homologuées : 708 133 ha	6) Vingt et une terres régularisées : 14 020 747 ha

Tableau 2. Brésil : statut contemporain des terres indigènes dans la région des Guyanes

Au Brésil, la loi sur les terres amérindiennes rencontre encore de nombreuses résistances, en particulier celles venant des syndicats d'orpailleurs, des compagnies minières et forestières, relayées par des lobbies politico-financiers et manipulés par l'hégémonie militaire (Albert, 1992). Bien que régulièrement dénoncées aux niveaux national ou international, les multinationales comme les compagnies à capitaux nationaux bénéficient, sans effort particulier, de soutiens générés de l'intérieur. De plus, la militarisation de la zone nord et nord-ouest par le programme *Calha Norte* qui concerne la frontière avec les trois Guyanes et le Venezuela a retardé considérablement, au nom du concept de sécurité nationale, la délimitation et l'homologation de nombreuses terres indigènes situées dans cette région (Albert, 1990). Un nouveau "Estatuto das Sociedades Indígenas" a été élaboré ces dernières années qui tend selon la formule de Santilli (1996) à faire évoluer "la situation juridique des Indiens [...] de la condition d'individus mineurs vers celle de membres différenciés, détenteurs de droits spéciaux qui doivent être préservés dans leurs relations avec la société et l'Etat".

Les organisations indigènes sont nombreuses (passées de 34 en 1989 à 92 en 1995) pour l'Amazonie brésilienne) et centralisées par la CAPOIB (*Conselho de Articulação dos Povos e Organizações Indígenas do Brasil*). Les ONG sont florissantes et leurs préoccupations écologiques devenues importantes depuis le Sommet de Rio en 1992; néanmoins seules quelques-unes comme le CEDI, le CIMI, d'obédience catholique, ou l'Instituto Socio-Ambiental, sont réellement représentatives, bien documentées et efficaces. Le poids des non-indigènes reste, à l'heure actuelle, encore important dans ce combat.

Pour la Guyane brésilienne, l'entrée des peuples dans la lutte pour la terre a été tardive et a commencé surtout après 1986, avec le choc aurifère subi par les Yanomami. Si plusieurs ethnies de la région participent à ce combat (cas célèbre de Davi Yanomami; lutte pour la terre des Makushi), nombre de communautés restent très repliées sur elles-mêmes, confiant la défense de leurs intérêts à quelques jeunes leaders ou à des indigénistes se dédiant à leur cause. Par ailleurs l'impact des missionnaires évangélistes, entre autre chez les Tiriyo, les Waiwai, les Palikur et certains groupes yanomami, a longtemps retardé et retarde encore dans bien des cas, la prise de conscience des menaces extérieures.

3.3.2. Guyanes : Guyana, Surinam, Guyane Française

• Amérindiens :	• 69 000 pour les trois pays ⁴ . Augmentation démographique de 20% au cours des 10 dernières années.
33 000 Amérindiens environ vivent dans la région côtière, dont 15 à 20% en milieu urbain.	

Dans ces trois pays, les Amérindiens sont des citoyens ordinaires.

En Guyana, l'État, dans la constitution de 1965 reconnaît les droits à la terre des Amérindiens dans les termes suivants : "Doivent être concédés aux Amérindiens la propriété et les droits légaux d'occupation des aires et réserves (en entier ou pour partie) où actuellement une quelconque tribu ou communauté d'Amérindiens réside normalement ou est établie".

Depuis 1966, ce domaine est géré par une Commission des Terres Amérindiennes. Butt-Colson faisait néanmoins remarquer en 1983 que les terres amérindiennes n'avaient toujours pas été définitivement accordées. Certaines zones, comme les réserves des Akawaio ou des Patamona sont régulièrement envahies par des chercheurs d'or ou de diamant; d'autres sont pillées par les entreprises forestières (Forte, 1996a).

Selon Saul (1989), il existe en Guyana 60 terres indigènes dont on peut estimer la superficie, à 3 440 000 ha. Malheureusement très peu de terres indigènes ont été démarquées ce qui facilite grandement les invasions par les entreprises minières et forestières. En outre une vingtaine de communautés indigènes ne disposent pas de titre sur la terre qu'elles habitent (Forte, 1996a).

De nombreux problèmes touchant aux terres indigènes existent en Guyana. Celui de l'*Iwokrama Rainforest Project* concernant les Makushi est un projet de développement forestier durable portant sur 360 000 ha réclamés par les Amérindiens depuis 1966. Ce projet, en contradiction flagrante avec les intérêts des Makushi, est actuellement en cours de révision. Atteinte plus grave encore sont les immenses concessions forestières accordées à de grandes compagnies par le gouvernement de Guyana dans le nord-ouest du pays. Ces exploitations vont affecter l'équilibre de nombreuses communautés karib (Colchester, 1993).

Au Surinam, les populations indigènes ne sont pas mentionnées dans la Constitution de 1975. C'est seulement en 1992, lors de la signature avec les différents groupes liés de près ou de loin à la guérilla qui ravagea le pays de 1988 à 1991, que l'Etat a reconnu par le "*Agreement for National Reconciliation and Development*", la nécessité de démarquer les terres des communautés tribales (Amérindiens et Noirs Marrons). Depuis cette date le projet est resté en suspens. Cependant, dans ce pays aussi, des projets d'exploitation forestière à grande échelle menacent également Amérindiens et Noirs Marrons (Colchester, 1995).

En Guyane Française, les Amérindiens vivent sur des terres domaniales. En outre l'accès aux communautés de l'intérieur est réglementé depuis 1970 par un arrêté préfectoral. Dans ce contexte de forte emprise de l'Etat, les Services Fonciers de l'Etat proposent **trois solutions particulières** (source : DAF, 1996) permettant l'attribution de terres domaniales.

- **La première** consiste à octroyer un bail emphytéotique de trente ans à des exploitants agricoles français ou étrangers⁵ (personne physique ou morale) et ce, pour des surfaces de quelques dizaines à quelques centaines d'hectares.
- **La seconde** solution, mise en œuvre en 1994 (cf. Fabri & *al.*, 1995 : 19) concède à tout citoyen français (personne physique uniquement) une surface de 5 ha maximum qu'il a à charge de mettre totalement en valeur dans les cinq années qui suivent son attribution, après quoi les terres font l'objet d'un transfert de propriété de l'Etat au cultivateur.
- **La troisième** solution permise par le décret ministériel de 1987 est mieux adaptée aux "communautés d'habitants tirant traditionnellement leur subsistance de la forêt". Elle leur permet, selon le "droit de communauté tribale", d'obtenir un droit d'usage collectif (chasse, pêche, cueillette et agriculture) sur des terres dont les

limites sont fixées par les demandeurs et octroyées après avis des différentes instances administratives départementales.

Cette dernière solution a permis d'aboutir à ce jour à l'octroi de 670 297 ha, que se partagent sept communautés ethniques, dont cinq sont amérindiennes (cf. Tableau 3), auxquels s'ajoutent 1 380 ha octroyés à titre gratuit à différentes associations. On notera que la surface totale concédée par l'administration française aux différentes communautés traditionnelles de Guyane ne représente qu'environ 76% des 877 937 ha actuellement définis comme aires protégées (arrêtés de biotope, réserves naturelles et biologiques domaniales, sites inscrits) de la moitié septentrionale du Département, c'est-à-dire non comptée l'emprise du futur Parc Naturel de Guyane.

Ce vaste programme de réserves et de parcs naturels en cours d'élaboration concernera d'ailleurs les zones de droit d'usage des ethnies Wayana, Wayãpi, Emerillon et Galibi et laisse peser de nombreuses menaces (droits de chasse et de pêche limités, invasion touristique, accentuation de la sédentarisation...). Enfin les permis de prospection minière, de plus en plus nombreux, affectent aujourd'hui directement les populations de l'intérieur, générant des conflits inter-ethniques, comme c'est le cas actuellement entre Amérindiens Wayana et Noirs Marrons Aluku de la région de Maripasoula. Devant un tel constat, auquel s'ajoute une forte volonté d'assimilation des autochtones par les politiciens locaux, un effort législatif global et cohérent s'impose, sa mise en chantier devenant une priorité pour l'Etat français.

Communauté	Surface (ha)	Territoire communal
Aluku, Emerillon, Wayana (Maroni)	314 300	Maripasoula
Arawak (Balaté)	3 765	Saint-Laurent du Maroni
Arawak (Sainte Rose de Lima)	30 275	Roura
Ndjuka (Saint-Laurent)	2 400	Saint-Laurent du Maroni
Ndjuka (Saint-Jean)	2 747	Saint-Laurent du Maroni
Emerillon (Camopi)	25 000	Camopi
Galibi (Awala-Yalimapo)	18 390	Awala-Yalimapo
Galibi (Kourou)	12 900	Kourou
Galibi (Paddock)	5 800	Saint-Laurent du Maroni
Galibi (Terre Rouge)	4 135	Saint-Laurent du Maroni
Palikur (Favard)	12 415	Roura
Palikur (Macouria)	14 670	Kourou
Wayãpi (Trois Sauts)	94 500	Camopi
Wayãpi, Emerillon (Camopi)	129 000	Camopi
TOTAL :	670 297 ha	source : ONF (com. pers.)

Tableau 3. Communautés de Guyane Française ayant obtenu une concession de droit d'usage collectif

Les associations amérindiennes sont désormais présentes dans les trois Guyanes. En Guyane Française, il s'agit d'une fédération (FOAG). Très active politiquement et culturellement, elle reste cependant dynamisée par une ethnie, les Galibi. A Surinam trois

associations dont une centrée sur les femmes, représentent les communautés amérindiennes; en revanche les Noirs Marrons restent représentés par leurs chefs traditionnels. En Guyana, une *Amerindian Peoples Association* est active depuis plusieurs années et semble se développer rapidement. Néanmoins, une forte atomisation communautaire retarde considérablement la mise en place d'une conscience unitaire, ce qui favorise a contrario les manipulations des peuples indigènes par des éléments allogènes.

Les Guyanes dans leur ensemble sont en définitive extrêmement retardataires en ce qui concerne les droits des Amérindiens vivant sur leur sol.

3.3.3. Venezuela

• Amérindiens :	• 104 646 vivaient en 1992 dans les Etats "guyanais" d'Amazonas, de Bolivar, d'Anzoategui et du Delta-Amacuro. • 206 162 vivent dans d'autres régions, dont 168 729 Guajiro (Anonyme, 1993).
-----------------	---

Les Amérindiens sont des citoyens vénézuéliens. A partir de 1959, divers organismes gouvernementaux ont eu en charge la question amérindienne. Les derniers en date sont la *Fiscalía Nacional Indigenista* (FNI) et la *Dirección de Assuntos Indígenas* (CDAI). Est actuellement à l'étude un projet de "Loi des ethnies".

L'Institut Agraire National (IAN) est le seul organisme chargé d'accorder des terres aux communautés indigènes. La communauté est l'entité de base reconnue et non l'ethnie, les Amérindiens étant considérés comme des paysans vénézuéliens. Depuis les années 1970, là encore, une politique de mouchoirs de poche a été pratiquée (on arrivait à un total de 1 095 000 ha en 1979). En 1992, 73% des communautés indigènes du Venezuela n'avaient toujours aucun titre de propriété sur les terres qu'elles exploitent.

Depuis 1989, le Ministère de l'Environnement se montre actif. En Amazonas, il a créé en 1991 l'immense Parc National Parima Tapirapeco (8 300 000 ha), s'ajoutant à celui de Canaima (3 000 000 ha) créé en 1962 dans l'État de Bolivar. Là encore, bien que ces territoires protégés englobent des groupes indigènes importants, tels les Yanomami, les Yekwana et les Pemon, ils ne les concernent qu'indirectement. Pourtant le centre de recherche Alejandro Humboldt basé à Esmeraldas dans l'Amazonas, cherche actuellement à concilier protection de l'environnement et développement soutenable des Amérindiens.

Depuis le début des années 1970, c'est l'État qui a impulsé les *Federaciones Indígenas*, dans un but évident d'intégration (Arvelo Jimenez & Perozo, 1983). Leurs activités se sont jusqu'à présent surtout montrées efficaces au niveau communautaire; à

travers le soutien de la COICA, facilitant les contacts avec les organisations similaires des autres pays, une reprise en main des fédérations par les Amérindiens est en cours.

En dépit d'une législation plutôt retardataire, le Venezuela n'est pas un pays où l'on s'acharne à assimiler les Amérindiens. Par ailleurs, le développement du sud du pays, en dépit de l'existence d'un programme *Conquista del Sur*, n'attire pas les capitaux qui sont essentiellement orientés vers la production pétrolière. Néanmoins depuis 1991, le gouvernement de l'Amazonas encourage l'ouverture de la région aux pionniers.

Le tableau 4 reprend en détail les différents paramètres dont il a été question sous une optique plus globale, puisque sont ici confrontées les données démographiques et territoriales des Amérindiens des trois Guyanes et du Venezuela, face aux mêmes données concernant les États qui les abritent.

Guyana superficie totale	superficie indigène	%	population totale	population indigène	%
21 508 300 ha	65 aires indigènes délimitées, mais données chiffrées non disponibles	16%	770 000	52 360	6,8%
Guyane Française superficie département	superficie indigène	%	population totale	population indigène	%
9 000 000 ha	661 750 ha	7,3%	152 000	6 000 Amérindiens 15 000 Noirs Marrons	4% 9,8%
Surinam superficie de l'État	population totale de l'État	population indigène		%	
16 382 000 ha	430 000	12 900 Amérindiens 43 000 Noirs Marrons		3% 10%	
Venezuela nom de l'État	superficie État ha	population totale de l'État	population indigène	%	
Amazonas	17 575 000	45 667	33 788	74%	
Anzoategui ⁶	4 330 000	683 717	4 795	0,7%	
Apure	7 650 000	188 187	5 673	3%	
Bolivar ⁷	23 800 000	668 340	20 026	3%	
Delta Amacuro	4 020 000	56 720	17 167	30,2%	
Monagas	2 890 000	388 536	3 228	0,8%	
TOTAL	60 265 000	2 031 167	84 677	4,16%	

Tableau 4. La population et les terres indigènes comparées à la totalité de la population des trois Guyanes et du Venezuela

3.4. FICHES ETHNIQUES

Les fiches que nous présentons ici ont pour but de fournir un ensemble cohérent de renseignements sur les peuples indigènes dont il sera question dans la seconde partie du rapport. En dehors de remarques ethnographiques de base, elles visent surtout à donner l'image la plus complète de leur situation contemporaine. Trois groupes, les Arawak, Carib et Warau ont été regroupés de façon plus sommaire en une seule fiche, dès lors où leur culture propre évolue, en Guyana du moins, vers une amérindianité générique. Enfin, lorsque des fractions importantes des peuples étudiés vivent aussi au Brésil, c'est surtout la situation actuelle en Guyana et en Guyane Française sur laquelle nous avons mis l'accent.

3.4.1. Aluku

Rédacteurs : Jean-François ORRU, Marie FLEURY, Françoise GRENAND

GÉNÉRALITÉS

Sens du nom en langue vernaculaire : “Aluku”, anthroponyme d’un chef âgé du premier groupe d’esclaves évadés des plantations au XVIII^e siècle; il veillait sur les femmes et les enfants.

Synonymes : “Aluku Nenge” (autodénomination). “Boni” (anthroponyme d’un des jeunes chefs de guerre de la résistance marron, né dans la forêt d’une femme elle-même fugitive), terme employé par l’administration française, abandonné à la fin des années 80 au profit du terme Aluku.

Synonymes génériques : Noirs Marrons, Noirs Réfugiés, *Bushi Nenge*.

Localisation : Amérique du Sud. Guyane Française, moyen cours (appelé Lawa) et bas cours du fleuve Maroni, communes de Maripasoula, Papaïchton et Apatou. Quartiers aluku à Saint-Laurent du Maroni et Cayenne.

Surface du pays indigène : environ 400 000 ha parcourus pour les activités de subsistance.

Démographie : nombre d’individus estimé entre 3 000 et 3 500 (augmentation permanente).

densité : impossible à déterminer, au vu d’une trop grande mobilité et d’une trop grande dispersion.

LANGUE

Langue vernaculaire : aluku

Famille linguistique : pidgin, créole d’anglais.

Langues véhiculaires : sranan tongo, appelée aussi taki-taki (langue véhiculaire de Surinam) et créole guyanais (langue véhiculaire de Guyane).

Langue nationale et degré d'usage : français parlé par quasi toute la population de moins de 40 ans (scolarisation rendue obligatoire en 1969). Beaucoup d'Anciens parlent le créole guyanais. Nombreuses femmes âgées monolingues. La langue aluku est la seule en usage entre les membres du groupe.

ORGANISATION SOCIALE

Organisation politique traditionnelle : un seul “grand man” (*gaan man*), chef spirituel et religieux; un “capitaine” (*edeman*) pour chaque lignage, l'ensemble constituant le “Conseil des Anciens” qui dirige la vie politique et sociale. Aujourd'hui deux “grand man”, se disputent le titre.

Organisation administrative : citoyens français à part entière, dans des communes gérées par eux.

Filiation : clans matrilineaires (*lo*). Les enfants sont élevés par la mère et l'oncle maternel.

Résidence : matrilocale de principe pour le culte des ancêtres; chaque épouse des ménages polygames, possédant sa maison et son abattis, est régulièrement visitée par le mari.

INFRASTRUCTURES

Voies d'accès : sur un fleuve entrecoupé de chutes, navigation dangereuse en pirogues monoxyles dont les Marrons sont devenus des experts incontestés, d'où un trafic très important entre l'estuaire (Saint-Laurent du Maroni), Maripasoula et chaque village. Une seule piste en latérite (Maripasoula-Papaïchton) praticable uniquement en saison sèche. Liaison aérienne facile (devenue quotidienne) entre Maripasoula et la préfecture (Cayenne), encore difficile entre Maripasoula et la sous-préfecture (Saint-Laurent du Maroni). Évacuation sanitaire par hélicoptère possible depuis chaque commune. Liaisons radio et téléphonique.

Relais de l'État : deux mairies aluku (présentant de grosses difficultés financières), gendarmerie, poste, douane.

École : à Maripasoula : école maternelle, école élémentaire et collège. A Papaïchton : école maternelle et élémentaire. L'école de Loka est fermée par manque d'instituteur. Ramassage scolaire en pirogue sur le fleuve assuré pour les petits villages autour de Papaïchton (Loka, Assissi, Boniville). Les enfants des bourgs de Maripasoula et de Papaïchton vont à pied à l'école.

Infrastructure médicale : semble en régression. Maripasoula : dispensaire avec trois médecins, une sage-femme, et plusieurs infirmiers. Papaïchton : infirmiers mais plus de médecin. Loka : poste de santé très réduit (aide-soignante, femme de ménage) et délabré. Malaria, parasitoses et maladies vénériennes communes; alcoolisme très limité; émergence de l'abus de drogues.

Missions : absence missionnaire totale. Église catholique à Maripasoula.

ESPACE

Pratique : gros villages permanents sédentarisés sous la pression des États-nations. Mobilité humaine réduite par la scolarisation des enfants et les emplois fixes des hommes dans les administrations diverses (commune, département, école, dispensaire...).

L'augmentation des bourgs (Maripasoula et Papaïchton), accompagnée de délinquance, se fait au détriment des villages traditionnels, totalement dépourvus de toute infrastructure moderne (école, électricité, eau...). Un mouvement de revivalisme animé par des jeunes tente malgré tout de maintenir ces villages, dont la modernisation n'est pour l'instant due qu'à des initiatives individuelles (eau et électricité par petits groupes électrogènes domestiques). Il est à noter que le problème de l'eau courante autrefois inconnu (on puisait l'eau dans les ruisseaux), est devenu très grave par suite de la pratique de l'orpaillage (non seulement le fleuve Lawa, mais la plupart des rivières et ruisseaux sont désormais pollués).

Existence de camps de chasse et pêche temporaires. Existence de camps d'orpailleurs clandestins, parfois très importants, disséminés dans la forêt, souvent au bord des rivières.

Accessibilité : déplacements en pirogues monoxyles locales encore majoritaires. Développement rapide d'un parc automobile dans les gros bourgs pour des voies pourtant peu carrossables. A l'orpaillage est liée l'existence d'engins non carrossés à quatre roues (*quads*). Les terres accessibles en pirogue se raréfiant, la piste a agrandi et déplacé le terroir agricole : en l'absence de tout transport en commun, cet accès payant, associé à l'utilisation par les femmes de leurs diverses allocations pour le défrichage de leur abattis, conduit à sélectionner par l'argent l'attribution des nouvelles terres de culture.

Conception : leur emplacement étant fixé par le culte des ancêtres, il n'y a pas de mobilité véritable des villages (*konde*). Cette sédentarité est associée à une mobilité traditionnelle très importante entre les villages ancestraux (*konde*), en nombre fini, et les habitations de culture (*kampu*), dont les emplacements varient en fonction des aléas de l'agriculture sur brûlis et dont le nombre est en perpétuelle augmentation. Ce sont souvent les plus anciennes générations, celles qui n'ont pas la charge d'enfants scolarisés (on leur confie la garde des plus jeunes enfants) qui habitent ces *kampu*.

Liée à l'histoire du marronnage, existence de lieux de culte forestiers en pays aluku et en pays amérindien voisin.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Agriculture : agriculture sur brûlis, de moins en moins itinérante, à cause de difficultés d'accès à de nouvelles terres, dont le potentiel est pourtant encore considérable. La durée de la jachère, variable d'un lieu à un autre, est problématique à Maripasoula, où elle est

passée à deux ou trois ans pour certaines terres, avec comme conséquence majeure l'envahissement par des graminées et autres mauvaises herbes.

La surface des terres cultivées varie de 0,5 à 2 ha, la moyenne se situant autour de 1 ha. Les principales cultures sont manioc amer, riz pluvial, arachide, bananes, maïs, ignames, patate douce, dachine, citrouille, concombres, gombo, etc...

Calendrier agricole : abattage en début de saison sèche (septembre/octobre); brûlage en fin de saison sèche (novembre); plantations de novembre à février; récoltes de mars (arachide), à juin-juillet (riz); récolte du manioc durant une année à partir d'août-septembre.

Organisation des activités agricoles : défrichage masculin, brûlage par l'un ou l'autre sexe.

Les plantations, l'entretien, et les récoltes sont le plus souvent réservés aux femmes. Chaque femme mariée doit posséder son abattis vivrier : les hommes polygames se doivent d'en ouvrir un à chacune de leurs épouses.

Des hommes exploitent leur propre abattis et en commercialisent le produit.

Actuellement l'ONF expérimente avec les Aluku un maraîchage pérenne (désouchage, apport d'intrants, arrosage, etc... certaines cultures hors-sol), mais les produits sont peu appréciés de la population et la rentabilité non établie.

Quelques arbres fruitiers et protection de palmiers (*Maximiliana maripa*, *Oenocarpus bacaba*) dans les villages.

Régime foncier : traditionnellement, les terres sont attribuées par les chefs de clan (*lo*) et par les chefs de famille. Cadastrage en cours sur la commune de Maripasoula : terres attribuées aux occupants des lieux d'habitations ou de culture, en respectant le statut de premier occupant. Les terres des anciens abattis autour du bourg servent de terrains à bâtir pour les jeunes générations.

Élevage : très peu pratiqué. Quelques poules (œufs éventuellement consommés ou utilisés dans les rituels). Une tentative d'élevage semi-industriel de poulets à Loka.

Chasse : toujours valorisée malgré une baisse constante (raréfaction du gibier de proximité); pratiquée au fusil et au piège. Sorties de chasse individuelle près des lieux de résidence, couplées à des expéditions collectives plus lointaines. Une partie du gibier est commercialisée.

Pêche : en baisse drastique à cause de la pollution due à l'orpaillage (surtout la pêche à la ligne des femmes et des enfants); pêche au filet, au piège, au harpon encore courantes; les grandes pêches collectives au poison deviennent anarchiques.

Cueillette : assimilée à la chasse, elle est surtout masculine. Usage alimentaire : collecte de produits animaux (escargots, tortues, oeufs d'iguane, miel), feuilles d'épinard, fruits, principalement de palmier (*Euterpe oleracea*). Usage artisanal mais surtout médicinal et rituel : confection d'*obia* (remèdes magiques) très répandu à l'échelon familial ou tribal (spécialistes).

TECHNOLOGIE ET OUTILLAGE



photo 5 : Portrait de femme aluku (Loka, haut Maroni, Guyane Française). (cliché M. Fleury, 1987)



photo 6 : Un joueur de tambour aluku, lors d'une fête de levée de deuil (Loka, haut Maroni, Guyane Française). (cliché M. Fleury, 1987)

Artisanat : autant destiné à l'usage interne qu'à la vente à l'extérieur, existe un artisanat de qualité essentiellement basé sur le travail traditionnel masculin du bois : tabourets, pagaies, peignes, ornements de case (frontons), pirogues, vans à riz... Les femmes décoorent des calebasses.

Matières premières : tirées de produits indigènes forestiers sauvages ou cultivés, avec aujourd'hui des peintures industrielles.

Outils : achetés à l'extérieur (couteau à bois, scie, marteau, lime, râpe, rabot, machette et couteau). La râpe à manioc, surface métallique de récupération percée est remplacée par des machines électriques. L'usage du moteur hors-bord est quotidien. La tronçonneuse supplante la hache.

ALIMENTATION

Proportion du régime alimentaire provenant :

- **de l'agriculture** : 64%. Le manioc amer est principalement consommé sous forme de farine torréfiée (*couac*).
- **de la chasse** : 5%
- **de la pêche** : 10%
- **de la collecte** : 1%
- **de l'achat de produits manufacturés** : 20%, en augmentation constante. La consommation de viande d'élevage congelée supplante les conserves, peu valorisées. Le pain est devenu quotidien.

Dépendance nutritionnelle à l'égard d'aliments sauvages : 16%. Bien qu'en baisse constante dans l'alimentation, la valeur qu'on leur attribue reste grande; en témoigne la vente de produits de pêche, de chasse et de cueillette aux Aluku pratiquée par les Amérindiens au bourg de Maripasoula.

INSERTION DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Cultures de rente : maraîchage à l'essai.

Commerce :

- **de produits alimentaires cultivés** : néant.
- **de produits alimentaires sauvages** : achat de viande et poisson, frais, salés, boucanés. Échange intra-communautaire de fruits de palmier.
- **de produits alimentaires transformés (alcool, plats cuisinés)** : vente de farine de manioc torréfiée, dont les Aluku sont devenus des producteurs réputés.
- **de produits non-alimentaires sauvages** : vente d'une production souvent clandestine d'or alluvionnaire. Réseau de vente de remèdes magiques (*obia*) par des spécialistes (*obiaman*), relevant davantage de la pratique de la médecine traditionnelle.
- **de produits artisanaux** : pirogues, pagaies...
- **commerce de détail** : plusieurs épiceries et bars sont possédées par des Aluku.

Travail salarié :

- **poste fixe (mi-temps ou temps plein) sur place** : quelques dizaines répartis entre : employés de bureau (mairie, poste), opérateurs-radio, infirmiers, agents techniques pour l'eau, l'électricité, la voirie, etc...
- **à l'extérieur** : le canotage est une activité traditionnelle importante pour tous les Noirs Marrons. L'orpaillage (officiel ou clandestin; à son compte ou salarié) a pris, ces dernières années, une importance difficilement chiffrable mais tend à devenir une activité dominante. Les hommes, absents pour plusieurs mois, laissent femmes et enfants au village.

Travailleurs salariés venus de l'extérieur : de plus en plus nombreux : charpentiers brésiliens, orpailleurs brésiliens et surinamiens, manoeuvres surinamiens, guyanais, rarement haïtiens, plus une main d'oeuvre clandestine dans la construction de bâtiments publics pour le compte d'entrepreneurs du littoral.

CONTACTS

Avec des représentants officiels de la société nationale :

- **contacts quotidiens** : gendarmes, instituteurs, médecins ou infirmiers, agents des services de l'État, hommes politiques.
- **contacts fréquents** : des membres des autres ethnies du fleuve (autres Noirs Marrons surtout Ndjuka, Amérindiens).
- **contacts épisodiques** : les membres de la même ethnie résidant sur le littoral. Des chercheurs scientifiques.

Avec des agriculteurs de la région : contacts permanents avec les Wayana, Amérindiens voisins, mais échanges agricoles quasi nuls (critères de sélection différents). Par contre, échanges commerciaux fréquents, les Aluku servant d'intermédiaires pour tous types de produits commercialisés : vente à l'étal à Maripasoula et vente ambulante chez les Wayana. Inversement, les Wayana vendent les produits de leur chasse et de leur pêche aux Aluku.

Avec des entrepreneurs privés : contacts fréquents, sous couverture d'agents du développement.

Avec des représentants d'ONG : contacts très épisodiques. Par contre, nombreuses associations sportives et culturelles de type 1901.

Avec des touristes : contacts épisodiques quoiqu'autorisés.

RENVOI BIBLIOGRAPHIQUE

Fleury, Marie, 1991.

Hurault, Jean, 1961.

Hurault, Jean, 1965.

3.4.2. Arawak-Lokono, Carib (Galibi, Kaliña) et Warau

Rédacteur : Pierre GRENAND

Ces trois peuples sont historiquement et culturellement les trois ethnies côtières les plus importantes des trois Guyanes. En particulier les Arawak et les Carib possèdent des communautés s'échelonnant de la Guyane Française au Venezuela. L'évolution de ces populations a donc été profondément conditionnée par les rapports qu'elles ont entretenus avec les diverses nations colonisatrices. Ainsi les Carib ont su maintenir jusqu'à nos jours une assez forte identité culturelle, alors que les Arawak se sont sensiblement plus mélangés avec les populations d'origine africaine. En termes économiques, ces populations sont depuis longtemps engagées dans l'économie monétaire et il existe chez elles une forte tendance à la prolétarianisation. Néanmoins certaines communautés (Carib de la Barama ou du bas Maroni, Warau du delta central de l'Orénoque) ont pu jusqu'à nos jours préserver une forte autonomie linguistique, culturelle et économique. Ailleurs, comme nous le verrons dans la suite du rapport, une forte tendance à un brassage inter-ethnique prévaut, conduisant à l'émergence d'une indianité générique, caractérisée par la perte rapide ou progressive de la langue maternelle et des systèmes de parenté et une situation sociale et économique défavorisée au regard de celle des autres composantes humaines des Guyanes. C'est finalement dans le domaine de l'habitat, dans la résistance à la sédentarisation ou dans les activités qu'elles pratiquent, que ces communautés se rattachent encore aux cultures amérindiennes.

• ARAWAK-LOKONO

Famille linguistique : Arawak. La langue est menacée, voire presque éteinte selon les communautés et les Etats (10% de locuteurs en Guyana). Ils vivent dans les plaines côtières (bas cours des rivières et savanes sableuses des bas pays), du Venezuela à la Guyane Française en passant par la Guyana et le Surinam.

Démographie : 8 500 personnes environ en Guyana en 1986, 15 500 en 1996 si l'on inclut de nombreux métis; 4 000 environ au Surinam; 950 en Guyane Française en 1999. En 1992, 248 individus vivaient au Venezuela. Il s'agit d'une ethnie très métissée dont les contours démographiques réels sont difficiles à cerner.

Réserves : deux petites zones de droit d'usage attribuées en Guyane Française; quatorze réserves indigènes en Guyana; néant à Surinam.

Insertion dans le milieu : forêt tropicale humide de terre ferme, forêt inondable, savanes.

Les milieux naturels sont moyennement dégradés selon les communautés. Les menaces récentes à Surinam et en Guyana sont surtout le fait de grandes compagnies forestières.

Economie : agriculteurs sur brûlis et salariés; ils sont particulièrement recherchés comme bûcherons par les entreprises forestières. En Guyana, de nombreux Arawak participent du secteur public.

• **CARIB (KARIB, GALIBI, KALIÑA)**

Famille linguistique : karib, plusieurs dialectes intercompréhensibles; influence des diverses langues nationales (du Venezuela au Brésil). La langue est en déclin dans de nombreuses communautés, mais se maintient dans le bas Maroni (Guyane Française, Surinam) et la Barama River (Guyana).

Démographie : en Guyana, ils n'étaient plus que 3000 en 1996, les personnes issues de mariages inter-ethniques étant plutôt comptées avec les Arawak et les Warau; au Venezuela, 6 849 en 1982 puis 11 141 en 1992; au Surinam, 3 065 en 1989; en Guyane Française, 2 700 aujourd'hui et au Brésil, 200 en 1990. Tout ceci donne par défaut une population actuelle de 26 000 personnes. Ils sont localisés dans la plaine côtière des Guyanes et au Venezuela le long du bas Orénoque et les *mesas* de l'Etat d'Anzoategui.

Réserves : en Guyane Française, commune d'Awala-Yalimapo (21 375 ha) et 5 autres zones d'usage récemment attribuées (19 655 ha). En Guyana, 15 petites réserves dans les districts de Barima-Waini et de Pomeroon-Supenaam. Au Venezuela, 18 976 ha en 12 dotations foncières. Au Brésil, une réserve régularisée en 1983 de 6 689 ha sur la rive droite du bas Oyapock.

Insertion dans le milieu : les Carib exploitent des milieux très variés, allant de la savane sèche à la forêt tropicale humide de terre ferme en passant par la forêt décidue, la forêt tropicale sèche et les mangroves.

Selon les régions, le milieu naturel est plus ou moins dégradé, les zones d'habitat étant enclavées au milieu de populations allogènes. En Guyana, les zones occupées par les Carib sont exploitées par des compagnies forestières et des exploitations aurifères.

Les atteintes observées sont la colonisation agricole industrielle (Surinam, Guyane Française, Venezuela) et l'exploitation forestière par de grandes compagnies (Guyana, Surinam).

Economie : en Guyane Française, au Surinam et au Venezuela, de nombreux Carib sont fonctionnaires ou travaillent dans le secteur tertiaire, le reste des actifs se partageant entre le salariat dans les entreprises industrielles (mines, puits de pétrole, foresterie, travaux publics) ou les activités de subsistance (pêche littorale, agriculture sur brûlis). En Guyana, les Carib, nettement plus pauvres qu'ailleurs, ne se rencontrent pas dans le secteur tertiaire; en revanche ils pratiquent activement la collecte de produits forestiers non ligneux.

• **WARAU (WARAO)**

Famille linguistique : groupe clanique très homogène considéré comme linguistiquement isolé (Venezuela, Guyana, petit groupe résiduel à Surinam).

Démographie : 24 005 en 1992 pour 19 573 en 1982 et 11 700 en 1971 au Venezuela; un groupe plus modeste mais encore identifiable en Guyana (5000 en 1996); quelques descendants avec les Arawak à Surinam (Corentyn River).

Les Warau sont dispersés sur une aire continue dans le delta de l'Orénoque (Province de Delta-Amacuro).

Réserves : une dotation foncière de 124 150 ha au Venezuela. En Guyana, ils occupent sept petites réserves, souvent partagées avec des Arawak-Lokono.

Insertion dans le milieu : ils vivent dans un univers mixte de mangroves, de peuplements de palmiers *Mauritia* ("morichales") et de forêt tropicale humide soumise à inondation (marées).

Au Venezuela le milieu est peu touché sauf au nord-ouest (projets agricoles, forestiers et élevage). Par ailleurs pêche artisanale et commerciale en concurrence directe avec celle des Warau. En Guyana, les zones occupées par les Warau sont exploitées par des compagnies forestières et une conserverie de coeur de palmier.

Economie : la majorité des Warau pratique encore une économie de subsistance. En Guyana surtout, ils travaillent également dans les entreprises minières et forestières ou s'adonnent à la collecte de produits forestiers non ligneux.

RENVOI BIBLIOGRAPHIQUE

Forte, Janet & Pierre, Laureen, 1995.

Ahlbrinck, W., 1956.

Drummond, L., 1977.

3.4.3. Makushi

Rédacteurs : Pierre GRENAND, Marianne ELIAS

GÉNÉRALITÉS

Sens du nom en langue vernaculaire : néant

Synonymes : Makuxi, Macusi, Macushi

Synonymes génériques : Pemon (terme générique appliqué aux Makushi, Arekuna, Taulipang et Kamarakoto).

Localisation : peuple venu du nord (région du bas Orénoque) sans doute avant la découverte de l'Amérique. Au Brésil, Etat du Roraima surtout au nord-est de l'Uraricoera et en Guyana dans les districts du Potaro-Siparuni et de Upper Takutu/Upper Essequibo (Région 9).

Surface du pays indigène : les communautés occupent de facto un territoire de plus de

40 000 km², bien qu'une grande partie de ce territoire soit approprié par des fermes d'élevage; ils possèdent 10 réserves pour 16 communautés en Guyana, plusieurs communautés n'ayant pas de titres; au Brésil 21 aires indigènes totalisent 2 805 748 ha; plusieurs sont partagées avec les Wapishana.

Démographie : 15 000 vivent au Brésil en 1994; 7 750 en Guyana en 1993. Ces chiffres traduisent à la fois une augmentation constante puisqu'ils n'étaient que 7 000 en 1970 ainsi qu'une nette émigration vers le Brésil, plus de 15% vivant en ville (Boa Vista); densité : environ 0,6 habitant au km².

LANGUE

Langue vernaculaire : makushi

Famille linguistique : famille linguistique karib

Langues véhiculaires : anglais régional et portugais du Brésil; peu de Makushi parlent wapishana.

Langue nationale et degré d'usage : variable selon les communautés; en Guyana la langue maternelle est prédominante.

ORGANISATION SOCIALE

Organisation politique traditionnelle : l'autorité était détenue par un chef de village, et fondée sur le consensus et l'entente avec le chamane. Le rôle du chef était tout particulièrement sensible dans l'organisation des activités collectives.

Organisation administrative : sur le plan politique, chaque village amérindien est représenté par son capitaine (*tushau*) assisté de conseillers appointés par le Gouvernement. Un conseil régional, composé de représentants locaux, mais aussi de membres extérieurs nommés par le gouvernement, permet de coordonner les différents villages. Il existe aujourd'hui une volonté d'auto-administration : les Amérindiens ont élu à l'échelle régionale des représentants qui leur sont propres ('chef des chefs'), et qui ne sont toujours pas reconnus par le gouvernement.

Filiation : bilatérale indifférenciée. Le mariage monogame entre cousins croisés classificatoires, autrefois de norme, tombe en désuétude.

Résidence : mariage exogame avec résidence traditionnellement uxorilocale.

INFRASTRUCTURES

Voies d'accès : l'infrastructure routière est de façon générale peu développée, limitant considérablement les déplacements des populations amérindiennes vers la capitale, Georgetown. Liaisons aériennes avec l'extérieur à Annai et Lethem.

Relais de l'État : il existe des représentants de l'État (*District Commissioner* et *Field Officers*) à Lethem, Annai et Karasabai.

École : présente dans la plupart des communautés; un internat à St Ignatius.

Infrastructure médicale : le système médical est identique à celui des Wapishana; parasitoses et paludisme sont les affections principales. Alcoolisme et problèmes sociaux associés sont endémiques.

Missions : les deux religions les plus répandues sont la catholique romaine (neuf missions) et l'anglicane.

ESPACE

Pratique : anciennement petites unités villageoises; maisons plus ou moins rectangulaires couvertes de palmes avec des murs de palmes ou d'adobe. Ils sont aujourd'hui totalement sédentarisés. En corollaire, presque tous les villages sont pourvus d'une ou plusieurs écoles, et possèdent une église mais sont très souvent dépourvus d'électricité et d'eau courante.

Conception : espace divisé en plusieurs biotopes; on rencontre majoritairement des savanes de terre ferme, arborées ou non, des forêts tropicales sèches et au nord-est, de la forêt tropicale humide subcaducifoliée.

Le milieu naturel est partiellement dégradé (élevage extensif); les routes permettent l'infiltration de migrants brésiliens, en particulier des chercheurs d'or. La pression sur l'espace traditionnel, de la part des fermes d'élevage, est un problème récurrent depuis le XIX^e siècle. Elle est aggravée par celle des chercheurs d'or (région de Karasabai) ce qui engendre une situation de plus en plus conflictuelle.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Agriculture : agriculture sur brûlis pratiquée en forêt ou dans les îlots boisés de savane. Deux années de plantation du manioc amer avant l'abandon de la parcelle, sarclage limité. Le manioc amer est la plante dominante (cf. texte de M. Elias dans ce rapport). L'abattage des nouvelles parcelles est effectuée en janvier et la plantation en mai-juin, au début de la saison des pluies. Dans certaines communautés, la ruée vers l'or a causé le déclin de l'agriculture.

Régime foncier : sur les réserves, les Amérindiens sont usufruitiers de la terre qu'ils cultivent. Néanmoins, ils considèrent que les pâturages alloués à la station agricole gouvernementale basée près de St Ignatius font partie de leur terre ancestrale.

Élevage : le développement à la fin du XIX^e siècle d'une économie basée sur l'élevage bovin dans la région du Rupununi et antérieurement du Rio Branco a poussé les Makushi à se sédentariser, au moins partiellement. Parallèlement à l'expansion des ranchs privés au début du XX^e siècle puis de ceux de l'Etat (*Rupununi Development Company*) lors de la décolonisation, les Makushi ont été de plus en plus confrontés à des problèmes de manque de terre, amenant certains d'entre eux à travailler comme domestiques ou cow-boys dans les ranchs.

Chasse : expéditions dans les zones peu habitées. Les battues avec les chiens sont une

technique classiquement utilisée. Arc et flèches et sarbacane associés au poison de chasse (*Strychnos spp.*), lance, filet de chasse et trappes étaient utilisés. Les armes à feu restent peu communes en raison de leur coût et d'une réglementation onéreuse et contraignante.

Pêche : importante dans quelques communautés proches des grands cours d'eau. La pêche au barrage, à la ligne et aux ichtyotoxiques en particulier dans les étangs laissés dans les savanes par la décrue sont les techniques principales.

Cueillette : les fruits de divers palmiers sont particulièrement recherchés.

TECHNOLOGIE ET OUTILLAGE

Artisanat : l'artisanat est sensiblement moins raffiné (hamacs, poterie) que chez les Wapishana. La vannerie cependant est de haute qualité.

Matières premières : palmes, fibres de *mukru* (*Ischnosiphon arouma*), coton cultivé.

Outils : la trilogie classique des outils métalliques d'importation (hache, machette, couteau) est utilisée depuis fort longtemps déjà. Les objets traditionnels utilisés pour transformer le manioc amer se sont maintenus.

ALIMENTATION

Proportion du régime alimentaire provenant :

- **de l'agriculture** : dès le début du siècle signalés comme dépendants davantage de cette activité que de toute autre. Le manioc fournit la cassave, la farine torréfiée et diverses bières (*parikara* et *yaposa*)
- **de la chasse** : non documenté. Par ailleurs consommation de viande d'élevage assez fréquente.
- **de la pêche** : la consommation de poisson reste assez importante.
- **de la collecte** : en diminution.
- **de l'achat de produits manufacturés** : en dépit de prix exorbitants, dépendance croissante envers les aliments et boissons importées.

Les sécheresses et le travail salarié loin des communautés, sont la cause de disettes épisodiques

Dépendance nutritionnelle à l'égard d'aliments sauvages : se situe probablement entre 15 à 20%.

INSERTION DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Cultures de rente : petite production de tabac à Aranaputa.

Commerce : il existe des petits magasins pauvrement achalandés dans de nombreuses communautés; également commerçants itinérants.

- **de produits alimentaires cultivés** : vente de maïs et de manioc (*farinha*) au niveau local.
- **de produits alimentaires sauvages** : néant.

- **de produits alimentaires transformés (alcool, plats cuisinés)** : néant.
- **de produits non-alimentaires sauvages** : la collecte de la gomme de balata (*Manilkara bidentata*) a longtemps été importante, mais elle a beaucoup décliné depuis une quinzaine d'années. La capture d'animaux vivants (essentiellement oiseaux) s'est considérablement développée.
- **de produits artisanaux** : à petite échelle (vanneries, figurines en balata).

Travail salarié :

- **poste fixe (mi-temps ou temps plein) sur place** : personnel de santé et éducateurs.
- **à l'extérieur** : de nombreux hommes cherchent des travaux rémunérés (maçonnerie, charpenterie) dans la région, voire au Brésil, dont la première ville, Boa Vista, est beaucoup plus accessible que Georgetown. D'autres travaillent comme vachers dans les ranchs de la région. De même, les femmes partent souvent quelques mois à la recherche d'emplois domestiques.

Travailleurs salariés venus de l'extérieur : il s'agit le plus souvent de travailleurs itinérants, liés aux travaux publics ou aux activités aurifères. Les unions inter-ethniques avec des Créoles noirs ou des Amérindiens de la côte sont à noter, conduisant ceux-ci à s'installer dans les communautés de l'intérieur et non l'inverse.

CONTACTS

Avec des représentants officiels ou non des sociétés nationales : les Makushi ont joué un rôle déterminant dans l'opposition à l'occupation militaire coloniale (Portugais, Espagnols, Anglais et Hollandais), et ont résisté aux pressions de sédentarisation exercées par les Portugais.

Si aujourd'hui il n'y a pas de conflit ouvert entre les populations amérindiennes et le gouvernement de Guyana, les relations ne sont pas optimales pour autant. De nombreuses décisions concernant les Amérindiens, par exemple l'attribution des terres, sont prises à la capitale, et ne correspondent pas du tout aux réalités, générant ainsi des conflits entre les Amérindiens et les autres occupants de la région (ranchs, orpailleurs...). Récemment, le gouvernement de Guyana a été accusé de donner des terres à des entreprises multinationales minières, au détriment des Amérindiens. Au Brésil la situation est beaucoup plus explosive encore.

- **contacts quotidiens** : gros de l'ethnie très acculturé; néanmoins la plupart des Amérindiens sont peu intégrés à la vie citadine; de nombreuses communautés semblent résister aux politiques d'assimilation.
- **contacts fréquents** : avec le Brésil, Boa Vista étant la référence urbaine; domination écrasante des médias brésiliennes; avec les chercheurs d'or; avec les fonctionnaires des deux pays.
- **contacts épisodiques** : rares sont les Makushi visitant la capitale Georgetown.

Avec des agriculteurs de la région : surtout avec les *fazendeiros* brésiliens et avec la

Rupununi Development Company.

Avec des entrepreneurs privés : non documenté.

Avec des représentants d'ONG : des structures internationales (Croix Rouge, *Social Impact Amelioration Program*, *United Nations Development Program*) se mobilisent régulièrement, en particulier en période de crise (comme la sécheresse causée par *El Niño* en 1998), pour approvisionner les populations amérindiennes du Guyana en denrées de base. Les ONG accordent en outre une importance croissante aux femmes, ce qui crée des tensions au sein des communautés.

Avec des touristes : le projet *Iwokrama* a pour but de développer l'écotourisme dans les Kanuku Mountains avec une forte implication des communautés makushi.

RENOI BIBLIOGRAPHIQUE

Farabee, William Curtis, 1924.

Santilli, Paulo, 1994.

Saul, Compton, 1989.

3.4.4. Palikur

Rédacteurs : François OUHOUD-RENOUX, Françoise GRENAND, Pierre GRENAND

GENERALITÉS

Autodénomination : Aukwayene.

Sens du nom en langue vernaculaire : “les gens de la rivière du milieu”.

Synonymes : Parikwene, Paikwene.

Localisation : Amérique du Sud, Guyane Française : Macouria, Cayenne, Montagne Favard (Roura) et Saint-Georges de l'Oyapock. Brésil, État d'Amapá : Rio Uaçá jusqu'au haut Urucaua.

Surface du pays indigène : Guyane : deux zones de droit d'usage attribuées; une troisième zone est en cours d'évaluation (± 250 ha d'emprise en terme de terroir agricole pour Saint-Georges).

Brésil : une aire indigène de 295 000 ha officiellement attribuée.

Démographie : nombre d'individus : ± 1480 . Guyane : 700 environ

Brésil : 780 environ.

Les deux groupes sont en augmentation permanente.

Densité : impossible à déterminer, vu la très grande dispersion des différents groupes palikur et le maillage avec d'autres populations.



photo 7 : Le capitaine Auguste Labonté, chef des Palikur du bas Oyapock (Village Espérance, Guyane Française). (cliché P. & F. Grenand, 1998)



photo 8 : Un groupe amérindien mixte d'origine Arawak-Lokono et Warau à Red Hill (Barima River, Guyana). (cliché P. & F. Grenand, 1997)

LANGUE

Langue vernaculaire : palikur, famille linguistique arawak.
parlée par 90% de la population.

Langues véhiculaires : Guyane: créole guyanais. Brésil: portugais du Brésil.

Langues nationales : Guyane : français parlé, lu, écrit par 35% de la population; parlé en sus par 15%. Créole parlé par 95% de la population.

Brésil : portugais parlé, lu, écrit par 35% de la population; parlé en sus par 40%. Pour les deux langues nationales l'alphabétisation progresse rapidement.

ORGANISATION SOCIALE

Organisation politique traditionnelle : communauté villageoise soumise à l'autorité d'un chef traditionnel ("capitaine").

Situation administrative : Guyane : citoyens français à part entière, avec tous les droits mais peu des contraintes y afférents. A Saint-Georges plus particulièrement, le conseiller municipal prend le pas sur le chef traditionnel.

Brésil : statut spécial "de l'Indien" selon la constitution.

Dans les deux pays, aucune femme n'a de mandat officiel, mais leur autorité est reconnue dans certaines affaires (gestion du budget familial notamment). Forte influence des femmes sur les hommes vis-à-vis de l'observation des principes religieux des églises adventiste et protestante (en particulier : tabous alimentaires sur les primates, pécaries, etc... et toute forme de boisson alcoolisée, importée et traditionnelle).

Filiation : six clans patrilinéaires exogames très vivaces, avec mariage traditionnellement monogame préférentiel entre deux groupes de clans. La communauté de la Montagne Favard, très déculturée, ne répond plus à ce schéma.

Résidence : uxorilocale.

INFRASTRUCTURES

Voies d'accès : Guyane : accès libre par avion, fleuve, route ou piste selon les communautés.

Brésil : nécessité d'une autorisation de la FUNAI (Fondation Nationale pour l'Indien) pour pénétrer en territoire amérindien. Accès par piste ou fleuve (mascaret difficile à l'embouchure de l'Oyapock).

Liaisons téléphoniques en Guyane; liaisons radio au Brésil.

Les contacts entre les communautés françaises et brésiliennes sont quotidiens et échappent totalement au contrôle des États respectifs.

Relais de l'État : Guyane : Mairie et ses services (bibliothèque, aide sociale, état civil, etc...); un conseiller municipal palikur. Gendarmerie et douane : sur une frontière considérée de fait comme une "zone franche", 10 hommes chargés de la surveillance du fleuve et de l'immigration clandestine. Ni réglementation ni contrôle sur les produits de

chasse et de pêche professionnelles brésiliennes vendus sur le marché local de Saint-Georges. Garnison de légionnaires installée de manière permanente à Saint-Georges. Poste (courrier mais aussi redistribution des subsides de l'Etat : allocations familiales, RMI, etc...).

Brésil : Poste FUNAI avec deux fonctionnaires amérindiens.

École : Guyane : plusieurs écoles primaires classiques. Un collège menant jusqu'à la troisième.

Brésil : une école primaire, avec enseignement de la langue maternelle.

Infrastructure médicale : Guyane : bien organisée et totalement gratuite; un hôpital, deux dispensaires; deux médecins; plusieurs infirmiers; un agent de santé palikur; évacuations sanitaires.

Brésil : soins gratuits; peu de médicaments; un dispensaire, un infirmier. Paludisme, parasitoses et diabète sont les maladies principales. Alcoolisme très limité.

Missions : Guyane : présence religieuse adventiste et pentecôtiste. Missionnaires créoles. Quelques catholiques dans les villages du bas Oyapock.

Brésil : mêmes sectes. Missionnaires américains ou palikur.

ESPACE

Pratique : villages permanents avec toutefois une très forte mobilité temporaire entre les différentes communautés palikur de Guyane Française et du Brésil.

Guyane : forte revendication territoriale face aux enjeux politiques locaux, à l'octroi de concessions agricoles et aux projets de mise en réserves naturelles de zones actuellement exploitées par les Palikur. Aucune implantation pour l'heure sur l'axe routier en construction Cayenne-Saint-Georges, mais négociation en cours avec la municipalité de Saint-Georges et l'ONF. Colonisation très récente vers l'ouest guyanais, hors du territoire historiquement palikur.

Conception : l'espace est divisé entre plusieurs biotopes diversement anthropisés mais tous exploités : grande forêt de terre ferme; savanes sèches ou périodiquement inondées; marais d'estuaire; mangroves; îlets boisés (traditionnels lieux de cimetières claniques) dominant les savanes ou les marais; fleuve et petits cours d'eau. La mythologie et l'histoire palikur font référence à chacun de ces biotopes; l'ethnie, en expansion, se réapproprie actuellement d'anciens territoires désertés par suite de la décroissance démographique.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Agriculture : itinérante sur brûlis sans labour ni dessouchage la première année, avec une tendance nouvelle à la mise en valeur, sous forme de vergers, des terres anciennement cultivées. Entre 0,3 et 0,8 ha annuellement défriché par famille nucléaire de préférence en forêt primaire, en forêt secondaire de faible régénération (3 à 5 ans), si nécessaire.

Cycle cultural d'un an en abattis, marqué par un spectaculaire appauvrissement spécifique : culture quasi mono-spécifique de manioc amer et doux; verger : principalement agrumes (oranger et citronnier), voire ananas sur de petites surfaces.

Calendrier agricole : ouverture des futurs abattis en juil/sept; brûlage en oct/nov; plantation en déc/janv; sarclage en mars/mai. Pratiques collectives de travaux d'entraide. Défrichage masculin; plantation, sarclage et récolte masculins et féminins.

Les phases de transformation du manioc, réalisées par le couple, se font dans la case d'abattis, jamais au village. Disparition totale de la hotte de portage; utilisation de la presse verticale en vannerie devenue sporadique; présence encore rare de machines à râper à moteur.

Pas de cultures de case. Arboriculture villageoise en très nette expansion.

Régime foncier : terres domaniales. Aucun titre sur les surfaces mises en valeur. Certaines sont bornées par le cadastre et en attente de règlement. Majoritairement, les exploitations sont considérées par l'administration française (DAF) comme "anarchiques".

Élevage : quasi nul. Quelques tentatives d'élevage de gallinacés se sont soldées par des échecs (vol, épizootie). Quelques volailles dans les villages pour la consommation familiale.

Chasse : de plus en plus secondaire. Au fusil exclusivement. Quelques prises effectuées dans la zone anthropisée des abattis (agouti, iguane, perroquets). On s'oriente vers des expéditions de chasse collectives menées dans les affluents de l'Oyapock, avec partage des frais d'essence et du gibier rapporté : une moitié autoconsommée, l'autre vendue dans le village.

Toutes les zones de chasse exploitées par les Palikur sont en outre largement fréquentées par les chasseurs professionnels brésiliens qui y effectuent des expéditions de chasse nocturne à la lampe frontale. Les Palikur observent dans toutes ces zones une diminution notable des peuplements de gibier (tapir, daguet, hocco, etc...)

Pêche : en diminution en Guyane. Maintien d'expéditions de pêche saisonnières dans les marais brésiliens.

Pêche à l'arc très réduite, rare utilisation du filet droit.

Cueillette : produits de bouche : presque exclusivement fruits de palmier (*Euterpe* et *Oenocarpus*); collecte saisonnière de crabes de palétuvier et de coquillages (août/sept); collecte du miel anecdotique. Produits artisanaux (gommes, liens, feuilles, bois, roseau à vannerie, terre à poterie, etc...). Plantes médicinales encore fréquemment collectées dans le milieu forestier.

TECHNOLOGIE ET OUTILLAGE

Artisanat : destiné pour une part seulement à l'usage interne. En Guyane et au Brésil, importante production de calebasses vernissées et de vanneries (paniers à linge, sacs,

chapeaux, abat-jour) destinée à la vente, ainsi que colliers de perles végétales ou de verre. Fabrication sporadique d'une poterie de qualité à usage plutôt interne. Pour les fêtes, maintien de la fabrication de tabourets et de gigantesques bancs zoomorphes peints.

Matières premières : tout l'artisanat est fabriqué avec des produits indigènes. Les calebasses palikur ont une renommée internationale. La terre à poterie vient exclusivement de gisements brésiliens bien contrôlés. Les Palikur sont réputés pour choisir leur lieu de résidence en fonction de la proximité des peuplements sauvages de roseau à vannerie.

Outils : importés : sabres, couteaux; de moins en moins de haches mais un nombre croissant de tronçonneuses servant aux travaux de coupe des abattis et, plus récemment encore, à la fabrication de planches ou de mobilier pour leurs habitations.

ALIMENTATION

Proportion du régime alimentaire provenant :

- **de l'agriculture** : majoritairement (grosse consommation de farine de manioc torréfiée).
- **de la chasse, de la pêche et de la collecte** : assez faible si l'on considère la gamme des produits directement exploités par les Palikur.
- **de l'achat de produits manufacturés** : achat très fréquent de lait en poudre, café, condiments (sel, poivre etc...), huile, beurre et pain.

Dépendance nutritionnelle à l'égard d'aliments sauvages : La dépendance à l'égard des ressources sauvages que les Palikur exploitent eux-mêmes est faible; elle devient forte si l'on considère le gibier et le poisson (brésiliens) qu'ils achètent sur le marché local, dont ils sont en grande partie dépendants.

INSERTION DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Cultures de rente : agrumes (trop peu de surfaces exploitées; vente très faible sur le marché local, aucun débouché à court et moyen terme). Possibilité d'évolution avec l'ouverture de la route mais forte concurrence à craindre des Créoles (plus grandes surfaces exploitables sous forme de vergers) et des Brésiliens (monopole actuel de la vente de fruits et légumes sur la frontière).

Commerce :

- **de produits alimentaires cultivés** : néant
- **de produits alimentaires sauvages** : fruits de palmier, plus rarement gibier.
- **de produits alimentaires transformés (alcool, plats cuisinés)** : farine de manioc torréfiée vendue 5 F/kg essentiellement aux négociants locaux, qui la revendent 11 F/kg. La farine est quelquefois envoyée par sac de 50 kg à Cayenne pour y être vendue sur le même principe que les vanneries. Projet de coopérative agricole en gestation

destinée à écouler sur le marché local et départemental la farine de manioc excédentaire, produite par les Palikur.

- **de produits non-alimentaires sauvages** : néant
- **de produits non-alimentaires domestiques** : roseaux à flèche.
- **de produits artisanaux** : troc intercommunautaire déjà ancien (arcs, flèches, colliers et ceintures de verroterie, vannerie) ou vente à l'extérieur (vannerie, colliers, calebasses).

Travail salarié :

- **poste fixe (mi-temps ou temps plein) sur place** : quelques agents de santé.

Augmentation substantielle du nombre de voitures durant ces deux dernières années (principalement des voitures 4x4 en prévision de l'ouverture de la RN2, afin d'être les premiers à occuper les fonctions de chauffeurs de taxi entre Saint-Georges et Cayenne).

- **temporaire sur place** : occasionnel (lors de missions scientifiques).
- **à l'extérieur** : occasionnel : compagnies minières (Asarco, Guyanor); Bureau Minier.

Travailleurs salariés venus de l'extérieur : travailleurs brésiliens quelquefois employés pour des travaux d'abattis (coupe), la fabrication de planches et l'ouverture de pistes carrossables pour rejoindre un abattis (anecdotique).

CONTACTS

Avec des représentants officiels de la société nationale :

- **contacts quotidiens** : gendarmes, instituteurs, médecins ou infirmiers.
- **contacts fréquents** : agents des services de l'État, hommes politiques.
- **contacts épisodiques** : chercheurs scientifiques.

Avec des agriculteurs originaires de la région : Créoles, Galibi (Brésil), Emerillon, Wayãpi.

Avec des entrepreneurs privées : contacts épisodiques, sous couverture d'agents du développement. Contacts fréquents avec des Brésiliens chasseurs et pêcheurs professionnels, chercheurs d'or, négociants.

Avec des représentants d'ONG : non

Avec des touristes : épisodiques. Au Brésil, le tourisme en pays amérindien est réglementé par l'État.

RENOI BIBLIOGRAPHIQUE

Arnaud, Expedito, 1984.

Dreyfus-Gamelon, Simone, 1981.

Gallois, Dominique & Ricardo, Carlos Alberto, 1983.

Grenand, Pierre, 1981.

Grenand, Pierre & Grenand, Françoise, 1987.

Nimuendaju, Curt, 1926.

3.4.5. Wapishana

Rédacteurs : Pierre GRENAND, Thomas HENFREY

GÉNÉRALITÉS

Sens du nom en langue vernaculaire : pas indiqué

Synonymes : Vapidiana, Uapixana

Localisation : Est de l'Etat du Roraima au Brésil dans le bassin du Rio Takutu et de part et d'autre du bas Uraricuera (Rios Arraias et Surumu); savanes méridionales du Rupununi, Région 9, en Guyana (Rupununi, Kwitaro et Kuduwini Rivers). Géographiquement, les Wapishana sont concentrés avec les Makushi dans une même grande zone de savanes (recouvrement territorial au nord et au nord-ouest de leur aire). Ils vivent dans des milieux de savanes de terre ferme, forêt tropicale sèche, forêt tropicale humide subcaducifoliée. Le milieu est surtout dégradé par l'élevage extensif; une politique de délimitation des propriétés par barbelés crée une tension permanente avec les *fazendeiros*. La course aux diamants est une menace nouvelle.

Surface du pays indigène : communautés s'échelonnant sur 33 000 km² environ, mais cet immense territoire est surtout occupé par des *fazendas* au Brésil et la *Rupununi Development Company* en Guyana.

Au Brésil, ils possèdent 2 697 937 hectares de terre sur 21 aires indigènes, dont 15 en commun avec les Makushi; 9 petites réserves et trois communautés sans terres en Guyana.

Démographie : nombre d'individus : ils étaient 13 467 en 1987 dont 5 730 en Guyana et 7 737 au Brésil dont 1 395 vivant hors des aires indigènes; ils étaient 6 900 personnes en Guyana en 1993 et 5 000 au Brésil en 1994. La population est en croissance constante mais de nombreuses personnes vivent désormais en milieu urbain ou intermariées avec les Makushi, ce que traduit la diminution globale.

densité : 0,68 par mile carré.

LANGUE

Langue vernaculaire : wapishana; deux dialectes : wapishana proprement dit minoritaire, parlé au Brésil; atorai, majoritaire, parlé surtout en Guyana.

Famille linguistique : arawak

Langues véhiculaires : 80% de la population parle l'anglais et le portugais régional; nombreuses personnes bilingues wapishana/ makushi.

Langue nationale : fort conservatisme de la langue maternelle; 60% de la population parle wapishana comme 1ère langue.

ORGANISATION SOCIALE

Organisation politique traditionnelle : petites communautés regroupées autour d'un aîné (*tushau*).

Organisation administrative : il existe une représentation du *Regional Democratic Council* dans la Région 9; un seul membre est Wapishana. Les services administratifs basés à Lethem, parfois possédant une antenne à Aishalton et à Sand Creek (*Field officers*), voient leur action limitée par l'absence de transports viables.

Filiation : la filiation est de type iroquois (fille de la soeur du père et fille du frère de la mère désignés d'un même terme) avec une assimilation par bifurcation à la première génération ascendante et une terminologie générationnelle aux deuxième générations ascendante et descendante.

Résidence : nombreux villages sédentaires composés de hameaux correspondant à des groupes de parenté; demeure cependant une forte tendance à l'atomisation.

INFRASTRUCTURES

Voies d'accès : communautés très enclavées. Pistes d'atterrissage créées dans les années 70 hors d'usage; la savane est sillonnée de pistes parcourues à pied, à cheval ou en charrette. Cependant les ponts sont défectueux, endommagés par les feux de savane. En saison des pluies, les rivières en crue gênent la circulation; utilisation des canots très limitée.

Relais de l'État : un représentant du gouvernement (*Field Officer*) est basé à Aishalton; chefs de villages (*tushau*) assistés d'un conseil local dans la plupart des communautés.

École : système scolaire national et enseignement du wapishana par des missionnaires évangélistes; wapishana enseigné depuis 1987 dans cinq écoles pilotes; nombre d'enseignants insuffisant (wapishana et originaires de la côte); école secondaire et internat à St Ignatius mais niveau très bas; association de parents à Aishalton.

Infrastructure médicale : deux dispensaires (Aishalton, Lethem); planning familial (miné par l'influence des prêtres catholiques); *Malaria Eradication Program*, réseau dense de *Community Health Workers*, tous Wapishana, soutenus par la section hollandaise de Médecins sans Frontières. Parasitoses et paludisme sont les affections principales. Alcoolisme et problèmes sociaux associés sont endémiques.

Missions : forte influence des missions catholiques depuis le début du siècle. Néanmoins, vive progression des sectes évangélistes depuis trente ans. Services religieux dans tous les cas conduits en wapishana.

ESPACE

Pratique : villages permanents nombreux et en progression. En Guyana, huit villages sont distribués en arc le long de la limite forêt/savane, au pied des Kanuku Mountains, près de la rivière Kwitaro et enfin près des sources du Kuyuwini. Les cinq autres villages sont installés soit près d'îlots forestiers en savane, soit dans des petites zones de "montane forest". Un nombre non négligeable de petites communautés isolées en forêt subsistent, en général hors des aires indigènes. De nombreuses zones de pêche et de chasse situées hors des zones réservées sont perçues comme écologiquement essentielles.

Conception : la subsistance est fondée sur un nombre important de ressources provenant de la forêt, de la savane ou encore des zones ripicoles et lacustres. Chaque village est caractérisé par un habitat dispersé avec un centre où sont installées les infrastructures modernes. Le double habitat en savane et en forêt est généralisé. L'ensemble des activités de subsistance est articulé. L'usage des feux de savane contrôlés est généralisé.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Agriculture : itinérante sur brûlis sans labour ni dessouchage. Aucune superficie moyenne n'est indiquée. Parcelles ouvertes en forêt souvent loin des villages (surtout en forêt secondaire de 5 à 15 ans d'âge) d'où la nécessité d'un double habitat. Egalement îlots boisés en savane. Quelques parcelles plus ou moins permanentes sur les anciens corrals à bétail. Vergers aménagés dans et autour des villages et près des habitations de culture. Absence d'outillage moderne, seulement haches, machètes et limes.

Cycle cultural de deux ans; forte diversité spécifique; diversité variétale non étudiée. Dominance du manioc amer, mais forte pression des prédateurs : *cushi ants* (*Atta* spp.), renard de savane (*Atelocynus microtis*), agouti (*Dasyprocta agouti*) et cerf de Virginie (*Odocoileus virginianus*).

Calendrier : en Janvier parcelles défrichées; en avril, parcelles brûlées; existence de l'entraide collective; des saisons sèches prolongées peuvent être cause de crise alimentaire (1977, 1985, 1988, 1997...).

La transformation du manioc se fait dans les habitations de culture; la contrainte majeure est la transport de la farine et de la cassave faite à dos d'homme ou en charrette.

Régime foncier : en Guyana, toutes les communautés sauf trois possèdent des terres réservées; au Brésil six aires indigènes pour une surface de 157 753 ha.; au Brésil toujours, quatorze autres aires indigènes sont partagées avec les Makushi. En Guyana comme au Brésil, les aires allouées sont insuffisantes et de nombreuses familles sont obligées d'ouvrir leurs abattis à l'extérieur. De nombreuses communautés de Guyana réclament actuellement de nouveaux titres fonciers sur des surfaces plus importantes (cf. carte 14).

Élevage : élevage bovin extensif déjà ancien sur savane naturelle, troupeaux parfois gérés par les communautés (3 000 têtes sur un cheptel régional de 8 000 têtes). Néanmoins l'élevage pour la viande est d'un revenu limité en raison des mauvaises conditions de transport. Importante contrebande avec le Brésil. Petit élevage de poulet et de porc. Conflits des communautés avec la *Rupununi Development Company* qui étend un système extensif de clôtures.

Chasse : activité importante surtout dans les zones secondarisées; néanmoins plusieurs espèces sont en diminution; chasse à l'affût très pratiquée; expéditions de chasse encore importantes; la chasse à l'arc reste prédominante en raison du coût élevé des armes à feu et des munitions.

Pêche : nombreuses techniques utilisées dont les poisons de pêche, les nasses et barrages, la ligne ou les hameçons à ressort. Pêches au poison remises en question.

Cueillette : activité encore largement pratiquée; collecte en diminution de la grande tortue amazonienne (*Podocnemis expansa*).

TECHNOLOGIE ET OUTILLAGE

Artisanat : maintien d'un artisanat de qualité : vannerie, poterie, arcs, flèches et hamacs. Vente locale de poteries et d'arcs et de flèches.

Matières premières : tout l'artisanat est fabriqué avec des produits indigènes. Manque de coton (hamacs brésiliens achetés, détissés puis tissés selon les normes wapishana). Travail du cuir d'origine brésilienne pour l'harnachement des boeufs et des chevaux.

Outils : outils métalliques importés : machètes, couteaux, haches; pour le reste outils traditionnels.

ALIMENTATION

Proportion du régime alimentaire provenant :

- **de l'agriculture** : majoritairement et en particulier des produits dérivés du manioc amer (farine, cassave, et bières : *sawarau* et *parakari*).
- **de la chasse** : surtout dans les communautés situées près des zones forestières; de la viande d'élevage est également consommée.
- **de la pêche** : importance saisonnière (saison sèche).
- **de la collecte** : faible importance sauf fruits de palmiers en fin d'année.
- **de l'achat de produits manufacturés** : peu de magasins coopératifs; peu de produits consommés (sel, riz, farine de blé, viande séchée). Trafic semi-clandestin d'alcool de canne.

Dépendance nutritionnelle à l'égard d'aliments sauvages : relativement importante, mais n'excède sans doute pas (en l'absence d'étude quantitative) 15%. Malnutrition saisonnière dans certaines communautés.

INSERTION DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Cultures de rente : programme de développement gouvernemental de la culture de l'arachide en savane. Production achetée par les *Guyana Stores Limited* et quelques acheteurs privés (prix oscillant entre 10 & 13\$ guyanais la livre). Quelques producteurs par village sur des surfaces de 1,5 à 2 ha.

Commerce :

- **de produits alimentaires cultivés** : vente de bétail et de farine de manioc.
- **de produits alimentaires sauvages** : néant.
- **de produits alimentaires transformés (alcool, plats cuisinés)** : aucun
- **de produits non-alimentaires sauvages** : la collecte du latex de balata (*Manilkara*

spp.) a été importante du début du siècle jusque vers les années 70, la production étant vendue à Apoteri. Aujourd'hui remplacée par la vente des oiseaux vivants capturés à l'affût au sommet des arbres; 8 000 oiseaux par an, surtout des Psittacidés sont vendus à des agents commerciaux venus de Georgetown. Cette activité destructrice est dénoncée par quelques leaders wapishana.

- **de produits artisanaux** : à l'échelle locale pour les canots, les arcs, les flèches et la poterie.
- **de produits minéraux** : nombreux Wapishana travaillant sur les placers des Monts Pakaraima, du haut Mazaruni et de Marudi Mountain dans des conditions très pénibles.

Travail salarié :

- **poste fixe (mi-temps ou temps plein) sur place** : agents de santé et éducateurs.
- **à l'extérieur** : de nombreuses personnes ont quitté les communautés pour chercher du travail en ville à Boa Vista, capitale de l'Etat de Roraima, dans les villages mixtes de Apoteri et Kurupukari sur l'Essequibo. D'autres Wapishana vivent à Georgetown et quelques uns au Venezuela et au Canada.

Travailleurs salariés venus de l'extérieur : fonctionnaires de l'Etat (particulièrement Arawak de Santa Rosa); chercheurs d'or.

CONTACTS

Avec des représentants officiels de la société nationale : au Brésil avec la FUNAI et d'autres services; avec le *Regional Democratic Council*, structure de contrôle omniprésente dans un pays, jusqu'à il y a peu, d'obédience socialiste.

- **contacts quotidiens** : avec des administratifs ou des travailleurs; concernent quelques communautés et la zone aurifère de Marudi Mountain. Les contacts les plus intenses se font avec le Brésil qui est la référence pour les Wapishana.
- **contacts fréquents** : influence intense des Makushi voisins en dépit d'une nette tension inter-ethnique et métissage continu quoique modéré depuis le début du XX^e siècle avec les Néo-Brésiliens, les Créoles de la côte et des Arawak-Lokono venus de Santa Rosa.

- **contacts épisodiques** :

Avec des agriculteurs de la région : le milieu est surtout dégradé par l'élevage extensif; une politique de délimitation des propriétés par barbelés crée une tension permanente.

Avec des entrepreneurs privés : la course aux diamants est une menace nouvelle; contacts avec la *Rupununi Development Company* (élevage).

Avec des représentants d'ONG: contacts de plus en plus fréquents favorisant la responsabilité des femmes et des jeunes, ce qui engendre des tensions dans les villages.

Avec des touristes : projets en cours de développement.

RENOI BIBLIOGRAPHIQUE

Farabee, William Curtis, 1918.

Forte, Janet, 1992.

Wilbert, J., 1986.

3.4.6. Wayana

Rédacteurs : Marie FLEURY, Jean CHAPUIS, Françoise GRENAND

Sens du nom en langue vernaculaire : approximativement “les gens”.

Synonymes : Oayana, Roucouyenne, Urucuiana.

Localisation : Amérique du Sud. Guyane française : haut cours du Maroni (appelé Itany), commune de Maripasoula.

Brésil : haut cours du Paru de Leste et du Jari, État de Pará.

Surinam : haut cours du Tapanahony.

Surface du pays indigène : Guyane : 314 000 ha attribués.

Brésil : 1 182 000 ha attribués (en partage avec les Apalai).

Surinam : 100 000 ha parcourus mais non attribués.

Démographie : population en augmentation estimée à 1 430 individus au total : 476 au Brésil en 1995 avec les Apalai, 150 à 200 au Surinam, 780 en 1998 en Guyane Française. densité : 0,10 h/km².

Langue : wayana

Famille linguistique : karib

Langue véhiculaire : Guyane : aluku (langue des Noirs Marrons voisins).

Brésil : portugais régional.

Surinam : sranan tongo.

Le wayana fut, de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e, la langue de commerce avec les Wayãpi.

Langue nationale et degré d'usage : Guyane : français parlé mais médiocrement écrit par les jeunes générations scolarisées, sauf quelques rares jeunes gens qui l'écrivent correctement. Les Anciens ne dominent pas du tout le français, par contre ils parlent presque tous la langue des Aluku.

Brésil : portugais médiocrement parlé par les hommes adultes, presque inconnu des femmes.

Surinam : le hollandais est médiocrement connu.

Organisation politique : un chef (*tamusi*) pour chaque village, qui ne regroupe en principe que les membres d'une famille étendue. Calqué sur le modèle noir marron, un *grand man* a été nommé par l'administration pour l'ensemble de l'ethnie, mais son autorité n'est pas unanimement reconnue.

Situation administrative : Guyane : après un long refus de la citoyenneté française,

celle-ci leur est attribuée à la demande de façon anarchique.

Brésil : statut spécial “de l’Indien” selon la constitution.

Surinam : citoyen surinamien à part entière.

Filiation : bilatérale indifférenciée. Le mariage polygame entre cousins croisés classificatoires, autrefois de norme, tombe en désuétude.

Résidence : en principe d’abord matrilocale, puis uxorilocale. Aujourd’hui la tendance patrilocale ou néolocale progresse.

INFRASTRUCTURES

Voies d’accès : pour les trois pays, navigation dangereuse sur fleuves entrecoupés de très nombreux rapides. Aucune route ni piste. Suite à la dégradation d’un réseau traditionnel de chemins pédestres, les contacts entre les communautés françaises et brésiliennes sont malaisés, mais continuent, via les communautés surinamiennes.

Guyane : nécessité d’une autorisation préfectorale pour pénétrer en territoire amérindien. D.Z. hélicoptère pour évacuations sanitaires.

Brésil : nécessité d’une autorisation de la FUNAI (Fondation Nationale pour l’Indien) pour pénétrer en territoire amérindien. Deux pistes d’aviation non homologuées. Liaisons radio dans quelques villages tant au Brésil qu’en Guyane.

Surinam : accès libre. Deux pistes d’aviation légère.

Relais de l’État : Guyane : nulle permanence en pays amérindien. Visites régulières de la gendarmerie et de l’armée.

Brésil : Poste FUNAI avec deux fonctionnaires brésiliens.

Surinam : pas de données.

École : Guyane : création en 1997 d’écoles élémentaires dans presque tous les villages. Les trois plus anciennes pratiquent une éducation bilingue.

Brésil : deux écoles élémentaires. Éducation bilingue abandonnée puis reprise récemment.

Surinam : deux écoles élémentaires avec éducation bilingue.

Infrastructure médicale : Dans les trois pays, accès aux soins gratuits et évacuations sanitaires possibles. Guyane : deux postes de santé tenus par des aides soignants; visites régulières de médecins.

Brésil : deux postes de santé. Aides soignants. Visites épisodiques de médecins.

Surinam : un poste de santé. Aides soignants. Visites épisodiques de médecins.

Paludisme, parasitoses intestinales, affections pulmonaires sont les maladies les plus communes; peu d’alcoolisme.

Missions : Guyane : présence missionnaire interdite par l’État.

Brésil : longue présence missionnaire protestante aujourd’hui abandonnée, mais initiatrice de l’infrastructure sanitaire et de l’éducation bilingue.

Surinam : longue présence missionnaire protestante très déstructurante.

ESPACE

Pratique : traditionnellement, abandon du village tous les six-sept ans et à la mort du chef. Aujourd'hui, par suite des écoles et autres infrastructures obligeant à la sédentarisation, mobilité des villages très réduite, compensée par une mobilité des familles.

Grands colporteurs, les Wayana aimaient les longs déplacements masculins ou familiaux; ils perdurent en saison des pluies. Mobilité locale en saison sèche dans des camps de chasse et pêche temporaires.

Aucune colonisation agraire exogène en compétition avec la pratique de l'espace des Wayana. Depuis quatre ans, exploitation aurifère anarchique en expansion en Guyane Française; menace de déforestation au Surinam.

Conception : rotation du soleil et stratification de l'univers en cinq terres circulaires et plates. Le créateur habite la strate supérieure, l'homme la strate centrale, des entités malfaisantes les strates inférieures. Forte valorisation de l'arrondi, forme parfaite. Au niveau humain, emboîtement concentrique village/plantation/forêt, allant de pair avec une opposition coeur de forêt/berges et lisières, chaque milieu étant pourvu de représentations différentes.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Pratique de l'agriculture : itinérante sur brûlis sans labour ni dessouchage; de 0,4 à 0,7 ha annuellement défriché par famille nucléaire en zone mixte forêt primaire et forêt secondaire de moyenne régénération (5 à 10 ans). Cycle cultural de deux ans privilégié. Sarclage intensif la première année, nul la seconde année pour favoriser le recrû forestier. Les principales cultures sont manioc (une trentaine de variétés), bananes, maïs, ignames, coton, patate douce...

- calendrier agricole : abattage en début de la saison sèche (septembre/octobre); brûlage en fin de saison sèche (novembre); plantations de novembre à février; les récoltes commencent en février-mars avec le maïs. La récolte du manioc débute en août-septembre. Une nouvelle plantation de manioc suit immédiatement l'arrachage des tubercules.

- organisation des activités agricoles : emplacement du nouvel abattis choisi par l'homme durant ses sorties en forêt. Abattage masculin et collectif. Brûlage éventuellement en couple. Plantation, entretien et récolte réservés aux femmes, parfois accompagnées par les hommes.

Pas de culture de case. Arboriculture villageoise naissante.

Régime foncier : terres domaniales. Aucun sentiment de propriété sur la forêt. La terre en culture appartient momentanément à l'épouse. Les habitants d'un village, pour la durée de vie de celui-ci, se reconnaissent un droit d'usufruit sur les terres avoisinantes. Avec la sédentarisation, ce droit d'usage se pérennise; il peut être cédé à autrui, souvent à l'intérieur de la famille.

Élevage : aucun élevage à but alimentaire : les animaux élevés sont considérés comme

des familiers qu'on ne peut plus consommer. Ainsi les Wayana aiment élever des animaux de compagnie domestiques (chiens de chasse), ou sauvages capturés jeunes (primates, aras, perroquets).

Chasse : pratique masculine très importante des points de vue culturel et alimentaire.

Le fusil de chasse a totalement supplanté l'archerie pour le petit et le gros gibier; quelques pièges; chasse individuelle surtout, ou à deux ou trois personnes.

Pêche : pratique plus importante que la chasse.

Pêche à la ligne, à la flèche-harpon dans les sauts, au piège (épisodique); au filet (en augmentation, avec diminution des mailles); évolution anarchique de la pêche au poison (hautes fréquences, hautes teneurs, pratique solitaire observée).

Cueillette de produits sauvages : non négligeable.

produits animaux sauvages : œufs d'iguane, de tortue, crabes, escargots d'eau, fourmis, termites à usage alimentaire. Collecte du miel sauvage en voie d'abandon. Plumes d'oiseaux pour les parures.

produits végétaux : fruits, notamment fruits de palmiers pour usage alimentaire.

Pour un usage technologique, on recherche certaines plantes, lianes ou arbres...

TECHNOLOGIE ET OUTILLAGE

Artisanat : celui destiné à usage interne est encore important : vannerie, tabouret, ciel de case, plat à coton, hamac, pirogue et pagaie, ceinture et collier de perles en verre, de graines, de dents de mammifère... Un artisanat de qualité arrive irrégulièrement à la vente; en particulier, réémergence d'une fine poterie.

Les **matières premières** sont essentiellement tirées de la forêt (produits végétaux et animaux).

Tous les **outils** sont importés, souvent du Surinam ou du Brésil, pour leur coût moindre.

ALIMENTATION

Aucune étude fiable et récente, mais l'alimentation est largement suffisante et équilibrée.

Proportion du régime alimentaire provenant : (estimation)

- **de l'agriculture** : 50%. Le manioc amer est principalement consommé sous forme de galettes (cassave) et de bières (*cachiri*).
- **de la chasse** : 14%
- **de la pêche** : 28%
- **de la collecte** : 3%
- **de l'achat de produits manufacturés** : plus ou moins 5%

Dépendance nutritionnelle à l'égard d'aliments non-domestiques : encore forte (46%).

Dépendance nutritionnelle à l'égard des produits issus du commerce : très peu élevée, quoique certains produits soient devenus habituels : sucre, sel et café surtout; huile ensuite; secondairement riz et pain.

INSERTION DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Cultures de rente : néant

Commerce :

de produits alimentaires cultivés : pastèques en petite quantité.

de produits alimentaires sauvages : vente épisodique mais forte demande de gibier et poisson à Maripasoula et de la part des chercheurs d'or; parfois fruits de palmier.

de produits non-alimentaires sauvages : néant

de produits alimentaires transformés : néant

de produits alimentaires manufacturés : deux associations de type 1901 s'occupent de la vente de l'artisanat local.

Travail temporaire à l'extérieur (travail saisonnier) : en Guyane, tradition déjà ancienne d'emploi de canotiers et de manoeuvres pour la cartographie du département, le Bureau Minier, les missions scientifiques, relayée aujourd'hui par des emplois très épisodiques sur les placers installés dans la région.

Travailleurs salariés temporaires venus de l'extérieur : en Guyane, instituteurs des écoles élémentaires en poste; parfois les formateurs de stage ONF; de manière anarchique, les orpailleurs.

Au Brésil, présence intermittente de chasseurs professionnels aujourd'hui clandestins, de prospecteurs miniers (or, diamants, tantalite), d'orpailleurs, et des chasseurs les ravitaillant.

CONTACTS

Avec des représentants officiels de la société nationale :

- **contacts quotidiens** (pour certaines communautés seulement) : instituteurs.
- **contacts fréquents** (pour le reste des communautés) : en Guyane, gendarmes, instituteurs, médecins ou infirmiers, canotiers, agents des services de l'État; pour la région de la Waki-Tampok, ruée vers l'or (orpailleurs aluku et brésiliens). Au Brésil, avec les agents de la FUNAI.
- **contacts épisodiques** : chercheurs scientifiques, hommes politiques.

Avec des agriculteurs de la région : en Guyane, les contacts (notamment échanges commerciaux) sont permanents entre Wayana et Amérindiens Emerillon d'une part, Wayana et Noirs Marrons Aluku d'autre part; au Surinam, entre Wayana et Amérindiens Tirio et Noirs Marrons Ndjuka; au Brésil, symbiose en cours entre Wayana et Amérindiens Apalai.

Avec des représentants de groupes non agriculteurs originaires ou extérieurs à la région : les seules populations non agricultrices dans la région sont les populations immigrées, notamment les Brésiliens venus pour l'activité aurifère, et les Français métropolitains en poste administratif.

Avec des représentants d'ONG : pratiquement pas; par contre il existe plusieurs associations sportives et culturelles type 1901.

Avec des touristes : faible. Au Brésil comme en Guyane, le tourisme en pays amérindien est prohibé par l'État. Néanmoins tourisme dit "administratif" en Guyane.

RENOI BIBLIOGRAPHIQUE

Chapuis, Jean, 1998.

De Goeje, Charles Henry, 1941.

Gallois, Dominique & Ricardo, Carlos Alberto, 1983.

Grenand, P. & F., 1990.

Hurault, Jean, 1965, 1968.

Schoepf, Daniel, 1979.

3.4.7. Wayãpi

Rédacteurs : Françoise GRENAND, Pierre GRENAND

Sens du nom en langue vernaculaire : "ceux qui touchent au but".

Synonymes : Wayampi, Oyampi, Waiãpi.

Localisation : Amérique du Sud. Guyane Française, fleuve Oyapock, commune de Camopi (6 communautés).

Brésil, État d'Amapá, bassin de l'Amapari, municípios de Mazagão et Macapá (6 communautés)

Surface du pays indigène : Guyane : 269 000 ha officiellement attribués en deux zones. Brésil : 543 000 ha officiellement attribués.

Démographie : nombre d'individus : 1 227 personnes environ en augmentation permanente : 710 en Guyane Française en 1999, 517 au Brésil en 1995.
densité : 0,10 h/km².

Langue vernaculaire : wayãpi

Famille linguistique : tupi-guarani

parlé par 100% de la population. Toute les personnes de plus de 50 ans sont monolingues.

Langues véhiculaires : Guyane: français, créole guyanais.

Brésil : portugais du Brésil.

Langues nationales : Guyane : français; parlé, lu, écrit par 18% de la population. Parlé en sus plus ou moins bien par 45%.

Brésil : portugais; parlé, lu, écrit par 10% de la population. Parlé en sus par 30%.

Organisation politique traditionnelle : groupement informel de petites communautés villageoises à tendance endogame, chacune dirigée par un chef sans grand pouvoir.

Situation administrative : Guyane : citoyens français à part entière, avec tous les droits mais peu des contraintes y afférents.

Brésil : statut spécial “de l’Indien” selon la constitution.

Filiation : bilatérale indifférenciée. Mariage polygame entre cousins croisés classificatoires encore largement majoritaire.

Résidence : viri- puis uxori-locale pendant un temps; dépend ensuite de la pression parentale.

INFRASTRUCTURES

Voies d’accès : Guyane : nécessité d’une autorisation préfectorale pour pénétrer en territoire amérindien. Navigation dangereuse de plusieurs jours sur fleuve entrecoupé de très nombreux rapides. D.Z. hélicoptère pour évacuations sanitaires. Une piste d’aviation non homologuée pour gestion communale à Camopi; un seul chemin pédestre intercommunautaire. Liaisons radio (viabiles) et téléphonique (incertaines) avec la côte. Brésil : nécessité d’une autorisation de la FUNAI (Fondation Nationale pour l’Indien) pour pénétrer en territoire amérindien. Ex-piste carrossable en très mauvais état; navigation malaisée sur petits cours d’eau; nombreux chemins pédestres intercommunautaires.

Les contacts entre les communautés françaises et brésiliennes sont longs, malaisés, rares et surtout peu encouragés par les autorités étatiques respectives.

Relais de l’État : Guyane : Maire et son conseil municipal tous amérindiens; gendarmerie avec trois hommes; poste.

Brésil : Poste FUNAI avec deux fonctionnaires brésiliens.

École : Guyane : écoles primaires de faible niveau dans trois communautés. Éducation bilingue pendant quelques années puis découragée par l’État et abandonnée.

Brésil : deux écoles primaires de faible niveau.

Infrastructure médicale : Guyane : très bien organisée et totalement gratuite; deux dispensaires; un médecin; cinq infirmiers (dont quatre wayãpi); évacuations sanitaires à la demande.

Brésil : soins gratuits; peu de médicaments; un dispensaire, deux infirmiers.

Paludisme, parasitoses intestinales, affections pulmonaires sont les maladies les plus communes. Alcoolisme en progression constante dans les villages en contact permanent, surtout en Guyane.

Missions : Guyane : présence religieuse refusée par les Amérindiens et peu encouragée par l’État. Un prêtre catholique vient cependant de s’installer à Camopi.

Brésil : présence missionnaire protestante américaine dans une seule communauté; refusée ailleurs par les Amérindiens.

ESPACE

Pratique : villages permanents sédentarisés sous la pression des États-nations. Mobilité saisonnière fréquente de groupes familiaux restreints sur le mode d'expéditions forestières. Camps de chasse et pêche temporaires.

Aucune colonisation agraire exogène en compétition avec la pratique de l'espace des Wayãpi. Présence de chercheurs d'or à la limite des terres amérindiennes tant au Brésil qu'en Guyane Française.

Conception : Univers composé d'une superposition de deux ciels et deux terres plats et circulaires : un ciel pour le vautour, un pour le créateur mal aimé et les âmes des morts (hommes et gibiers); la terre inférieure est peuplée par des monstres qui se pensent hommes. Au niveau humain, la forêt est l'espace originel de référence; elle est peuplée d'entités dangereuses pour l'homme, en particulier les maîtres des animaux, qu'il ne doit pas offenser par une chasse excessive. Des pratiques et des attitudes de tempérance et de modestie sont de mise. Les fleuves et rivières ont un rôle économique et culturel plus important pour les Wayãpi de Guyane que pour ceux du Brésil, plus forestiers.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Agriculture : itinérante sur brûlis sans labour ni dessouchage; 0,5 ha annuellement défriché par famille nucléaire sur zone mixte forêt primaire et forêt secondaire de moyenne régénération (5 à 10 ans). Cycle cultural d'un an, rarement deux; sarclage réduit car régénération forestière favorisée.

Calendrier agricole : ouverture des futurs abattis en juil/sept; brûlage en oct/nov; plantation en nov/déc. Première récolte : maïs vert très prisé.

Agriculture de subsistance sophistiquée : 35 espèces différentes, dont principalement manioc (35 variétés et un rendement excellent de 18,4 t/ha), ignames, bananes, maïs, plusieurs marantacées, tabac.

Pratiques collectives de travaux d'entraide très valorisées. Défrichage masculin; plantation et récolte féminines. Toutes les phases de transformation du manioc, réalisées dans la case-cuisine au village, sont l'oeuvre exclusive des femmes. Utilisation exclusive de l'artisanat masculin très sophistiqué lié à la détoxification du manioc.

Pas de cultures de case. Arboriculture villageoise en expansion.

Régime foncier : terres domaniales. Les familles exploitantes ne se reconnaissent aucun autre droit que celui d'usufruit; elles se regroupent néanmoins entre alliés pour leurs rotations.

Élevage : Aucun élevage à but alimentaire, sauf quelques volailles, d'importation récente, qui commencent à être consommées. Capture et dressage traditionnels de jeunes d'espèces sauvages comme animaux de compagnie, jamais consommés. Chiens dressés pour la chasse en solitaire.

Chasse : pratique masculine quotidienne sur petit et gros gibier, uniquement destinée à l'autosubsistance. Nombreuses espèces tabous. Aucune prise vendue sauf dans la région de Camopi. Importantes pratiques de redistribution intra- et interfamiliales.

Chasse à l'arc détrônée depuis vingt ans par la chasse au fusil, sans baisse constatée de rendements ni de densités. Sorties de proximité à la journée, à un ou deux chasseurs, couplées à des expéditions familiales ou masculines, de trois à six jours, saisonnières et plus lointaines.

Pêche : pratique quotidienne masculine et un peu féminine dans les grands et petits cours d'eau sur tous les types de poissons, uniquement destinée à l'autosubsistance. Pêche à l'arc couramment pratiquée. Pêche au poison, saisonnière, régulée et toujours bien maîtrisée socialement. Emploi très spécialisé des hameçons métalliques et fils Nylon d'importation. Pêche au filet droit et à l'épervier d'introduction récente, en augmentation, avec baisse constatée et déplorée des tailles de quelques espèces de poisson.

Cueillette : pratique mixte fréquente, en forêt primaire essentiellement, uniquement destinée à l'autosubsistance. Produits de bouche (fruits, très nombreuses variétés de miel, crabes, oeufs de reptiles essentiellement). Produits artisanaux (gommes, liens, feuilles, bois, terre à poterie, etc...). La collecte de certains fruits de palmier (*Euterpe oleracea* en particulier) atteint des tonnages annuels impressionnants et occupe une place à part.

TECHNOLOGIE ET OUTILLAGE

Artisanat : destiné principalement à l'usage interne. Le peu d'artisanat destiné épisodiquement à la vente à l'extérieur est fabriqué selon les normes traditionnelles. Pas de produits frelatés de mauvaise qualité.

Matières premières : tout l'artisanat est fabriqué à base de produits indigènes forestiers sauvages ou cultivés (calebasses, coton, pite; les variétés de gourde sont en voie de disparition). Les perles de verroterie, très prisées, sont importées d'Europe en quantité importante.

Outils : la trilogie classique des outils métalliques d'importation (hache, machette, couteau) a depuis longtemps remplacé les équivalents anciens en pierre, bois, bambou, dent ou os. S'y ajoutent depuis peu des outils plus spécialisés (houe, rabot, marteau, clous). L'usage du moteur hors-bord et de la pirogue en aluminium ont pris, ces dernières années, une importance capitale.

ALIMENTATION

L'alimentation est, pour la presque totalité de l'ethnie et à l'exception des boissons alcoolisées qui deviennent problématiques dans certaines communautés, encore très bien équilibrée autour de la classique quadrilogie amazonienne : chasse, pêche, cueillette, agriculture.

Proportion du régime alimentaire provenant :

- **de l'agriculture** : 56%. Le manioc amer est principalement consommé sous forme de galettes (cassaves) et de bières (*cachiri*) variées.
- **de la chasse** : 27%
- **de la pêche** : 10%
- **de la collecte** : 6%
- **de l'achat de produits manufacturés** : plus ou moins 1% dans le haut Oyapock, environ 10% (à prendre sur les trois activités de prédation et non sur l'agriculture) pour le bourg de Camopi.

Dépendance nutritionnelle à l'égard d'aliments sauvages : 43% dans le haut Oyapock, 33% au bourg de Camopi.

INSERTION DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Cultures de rente : néant

Commerce :

- **de produits alimentaires cultivés** : exclusivement troc intercommunautaire déjà ancien, portant sur des plants, graines, ou boutures de plantes cultivées, essentiellement boutures de manioc amer et rejets de bananier.
- **de produits alimentaires sauvages** : néant
- **de produits alimentaires transformés (alcool, plats cuisinés)** : néant
- **de produits non-alimentaires sauvages** : exclusivement troc intercommunautaire déjà ancien, portant sur des gommes, du bois d'arc, des animaux sauvages domestiqués (petits primates, perroquets, aras...), des graines ou boutures de plantes médicinales ou magiques.

Pour les Wayãpi du Brésil : en sus, vente d'une récente et très petite production indépendante d'or alluvionnaire.

- **de produits non-alimentaires domestiques** : exclusivement troc intercommunautaire déjà ancien, portant sur des chiens de chasse, des pelotes de fil de coton.
- **de produits artisanaux** : troc intercommunautaire déjà ancien (hamacs, arcs, flèches, plumasserie, colliers et ceintures de verroterie) ou vente à très petite échelle aux rares visiteurs autorisés (hamacs, arcs, flèches, vannerie, plumasserie).

Travail salarié :

- **poste fixe (mi-temps ou temps plein) sur place** : quelques dizaines répartis entre :

employés de bureau (mairie, poste), opérateurs-radio, infirmiers, agents techniques pour l'eau, l'électricité, la voirie, le canotage, etc...

- **temporaire sur place** : occasionnel (lors de missions scientifiques).
- **à l'extérieur** : néant

Travailleurs salariés venus de l'extérieur : rares (canotiers noirs marrons, charpentiers brésiliens pour bâtiments communaux). Quelques invasions épisodiques mais spectaculaires d'orpailleurs brésiliens lors de ruées vers l'or non contrôlées.

CONTACTS

Avec des représentants officiels de la société nationale :

- **contacts quotidiens** (pour certaines communautés seulement) : gendarmes, instituteurs, médecins ou infirmiers, canotiers.
- **contacts fréquents** : (pour le reste des communautés) gendarmes, instituteurs, médecins ou infirmiers, canotiers, agents des services de l'État; avec des commerçants brésiliens dans la région de Camopi; avec les agents de la FUNAI au Brésil.
- **contacts épisodiques** : chercheurs scientifiques, hommes politiques; chercheurs d'or dans la région de Camopi.

Avec des agriculteurs de la région : en Guyane, les contacts (notamment échanges matrimoniaux) sont permanents entre Wayãpi et Amérindiens Emerillon.

Avec des entrepreneurs privés : contacts épisodiques, sous couverture d'agents du développement.

Avec des représentants d'ONG : contacts très épisodiques.

Avec des touristes : faible. Au Brésil comme en Guyane, le tourisme en pays amérindien est prohibé par l'État. Néanmoins tourisme dit "administratif" en Guyane.

RENOI BIBLIOGRAPHIQUE

Gallois, Dominique & Ricardo, Carlos Alberto, 1983.

Grenand, Françoise, 1977, 1982, 1993.

Grenand, P.& Grenand, F., 1990.

Grenand, Pierre, 1980, 1982, 1993.

Ouhoud-Renoux, François, 1998.

Tilkin-Gallois, Dominique, 1988.



photo 9 : Wayana préparant de l'arouman (Ischnosiphon arouma) pour faire une vannerie (Taluwen, Itany, Guyane Française). (cliché M. Fleury, 1996)



photo 10 : La danse des oiseaux chez les Wayãpi du haut Oyapock (Trois Sauts, Guyane Française). (cliché P. Allain, 1976)

II

DEUXIEME PARTIE

LES QUESTIONS CLES

Pierre GRENAND

- 1. DÉMOGRAPHIE ET NUTRITION**
- 2. L'AGRICULTURE SUR BRÛLIS**
- 3. UTILISATION DU MONDE SAUVAGE**
- 4. LA MODERNITÉ**



Les questions clés

I. DÉMOGRAPHIE ET NUTRITION

1. CROISSANCE, MISCÉGÉNATION, MIGRATIONS ET SECURITE ALIMENTAIRE : DES RÉALITÉS CONTRASTÉES

Rédacteur : Pierre GRENAND

1.1. CROISSANCE

Pendant longtemps, le thème de l'extinction des Amérindiens a pu être considéré comme récurrent. Pourtant celle-ci était stoppée dès le début du XX^e siècle en Guyana (Forte, 1996a) alors qu'elle ne le fut que vers 1950 en Guyane Française (P. & F. Grenand, 1990).

Un des problèmes majeurs qu'affrontent désormais les Amérindiens et les Noirs Marrons est en fait une croissance démographique fulgurante qui coïncide avec leur entrée non moins brutale dans la modernité.

En 1964, la population amérindienne était de 27 800 en Guyana (dont 13 300 dans l'intérieur), de 4 400 à Surinam (dont 500 dans l'intérieur) et de 1 200 en Guyane Française (dont 400 dans l'intérieur). Aujourd'hui elle est respectivement de 52 360, 12 900 et 6 000 personnes; elle a donc quadruplé en Guyana, triplé à Surinam et quintuplé en Guyane Française en moins de 40 ans. Le taux de croissance annuelle est de 3,2% pour la Guyana et de 3,4% pour la Guyane Française. De plus, la Guyane Française a bénéficié, surtout entre 1970 et 1990, d'une forte immigration en provenance de Surinam et du Brésil. Enfin, il s'agit d'une population jeune (49,8% de moins de 15 ans chez les Wayana, 56,4% chez les Palikur) à l'instar de ce que l'on observe partout dans le bassin amazonien (Hern, 1994).

Les contributions de Hurault concernant les Wayana et les Aluku constituent une illustration parfaite des phénomènes démographiques contemporains qui affectent les populations forestières des Guyanes.

La croissance démographique ne doit cependant pas faire illusion. Partout où les Amérindiens occupent des portions de territoire significative, la densité du peuplement reste faible, ne dépassant que très rarement un habitant par km². Cette caractéristique ne doit jamais être perdue de vue dans les réflexions concernant l'état des systèmes de subsistance.

1.2. MISCÉGÉNATION

Le métissage est un phénomène récent en Guyane Française et beaucoup plus ancien à Surinam et en Guyana. Il convient cependant, dans ce pays, de distinguer un métissage ancien avec des esclaves noirs fugitifs, d'un métissage plus moderne avec les Créoles et les *East-Indians*, amorcé à la fin du XIX^e et qui accompagne la perte progressive d'identité au niveau collectif. Ce phénomène a affecté d'abord les Arawak-Lokono et dans une moindre mesure les Carib. Aujourd'hui, il concerne de plus en plus les indigènes du sud du pays. En Guyane Française, les métissages opérés par les Amérindiens sont contemporains et peuvent être interprétés comme un moyen d'accès à un statut plus aisé. Ils n'affectent pas de communautés particulières, mais relèvent de choix individuels. Par ailleurs, ils ne sont pas dépourvus de préjugés raciaux, dès lors que les mariages avec des Européens ou Européennes sont préférés à ceux avec des Créoles. Cette épineuse question du métissage n'a pas été abordée dans les textes qui suivent, mais elle mériterait cependant une étude particulière.

1.3. MIGRATIONS

Les Amérindiens ont toujours été très mobiles, en grande partie à cause de leur mode de subsistance qui nécessitait de fréquents changements de résidence au sein de territoires dont les limites n'étaient pas fixées. De plus certains groupes étaient fortement impliqués dans des réseaux d'échange à grande distance ce qui accentuait leur mobilité. Quant aux Noirs Marrons, c'est également à des mouvements incessants qu'ils ont initialement dû leur salut. En dépit des profondes transformations actuelles des sociétés forestières, leur mobilité demeure et certaines communautés tentent encore d'échapper à la sédentarisation, pourtant prônée par les diverses administrations et les politiciens, grâce à l'atomisation spatiale en petites unités villageoises. Cependant, les mouvements de population évoqués dans les diverses contributions qui suivent, sont d'un autre ordre et revêtent plusieurs aspects :

- Les plus récents sont les mouvements vers les villes ou la périphérie des villes : dans ce dernier cas les Amérindiens ou les Noirs Marrons demeurent en milieu rural, mais cherchent à profiter des opportunités d'emploi offertes par la ville ou les entreprises qui y sont basées. En Guyana, les mouvements semblent se faire plus vers Boa Vista au Brésil voisin que vers Georgetown, la capitale. En Guyane, Saint-Laurent, Cayenne et Kourou attirent de façon égale les membres des communautés maronnes et amérindiennes.
- Les migrations temporaires comme ouvriers des chantiers routiers, forestiers ou miniers, comme auxiliaires de services forestiers ou d'organismes scientifiques est une pratique déjà ancienne aussi bien en Guyana qu'en Guyane Française et son importance persiste voire s'amplifie actuellement.

- On observe également, à la faveur de la croissance démographique, l'occupation de zones inhabitées ou laissées vacantes. Ce phénomène semble plus fréquent en Guyane Française qu'en Guyana, comme le montre Ouhoud-Renoux pour les Palikur.
- Enfin les mouvements internationaux à l'échelle de pays voisins ou de pays plus lointains sont largement liés aux conjonctures politiques. Ainsi de nombreux Amérindiens (Carib) et Noirs Marrons (Ndjuka, Saramaka) de Surinam ont émigré en Guyane Française ou sont partis aux Pays-Bas lors de la guerre civile de la fin des années 80.

1.4. VERS LA FIN DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Seules quelques rares communautés jouissent encore d'une totale autonomie alimentaire.

Ainsi les Wayãpi du haut Oyapock et du Brésil possèdent une économie d'abondance au sens où la définit Sahlins (1972). En effet, comme bon nombre de chasseurs-cueilleurs, les Wayãpi vivent bien et travaillent peu pour subvenir à leurs besoins. L'évaluation des temps horaires moyens dédiés à la chasse et à la pêche montre qu'il leur suffit de consacrer 1h30 de travail par jour (33mn à la chasse et 57mn à la pêche) pour produire 54,3g de protéines d'origine animale par adulte, soit une quantité bien supérieure aux 30g que Gross (1975 : 542) considère comme nécessaires pour couvrir les besoins en protéines des populations amérindiennes du bassin amazonien. Il faut enfin remarquer que la comparaison des moyennes horaires consacrées à la chasse et à la pêche avec celles estimées pour les groupes wayana de Guyane Française et du Brésil (Hames, 1979 in Beckerman, 1993 : 412; Hurault, 1965; Chodkiewicz, 1981) qui occupent des biotopes comparables à celui exploité par les Wayãpi du haut Oyapock, montre que ces derniers consacrent deux fois moins de temps aux activités de prédation que leurs proches voisins pour produire une quantité de protéines sensiblement équivalente (Ouhoud-Renoux, 1998 : 430).

Pourtant cette autonomie qui représentait la norme pour l'essentiel des Amérindiens et des Marrons des Guyanes, a sans cesse évolué vers une dépendance alimentaire croissante envers les produits alimentaires importés, même si elle reste faible pour de nombreux villages.

De plus la rupture du tissu social nuit considérablement au maintien de l'économie de subsistance. Selon Forte (1996a), 85% des Amérindiens de Guyana se situent en dessous du seuil de pauvreté. Des carences, voire des courtes disettes, sont de plus en plus signalées par des médecins tant en Guyana, qu'en Guyane Française. La

contribution de Dangour fournit un excellent exemple d'une situation qui risque à moyen terme de devenir standard pour l'ensemble des Guyanes.

Enfin, la malnutrition infantile semble de plus en plus fréquente comme c'est le cas chez les Wayãpi : elle semble liée aussi bien à des problèmes de sevrage intervenant dans un contexte de grossesses de plus en plus rapprochées, qu'à des perturbations d'ordre sociologique, comme l'introduction d'une alimentation inadaptée quand le père abandonne les activités de subsistance au profit du salariat (Roussin & Lartigau, 1996).

2. DES EXEMPLES CONCRETS

2.1. WAYANA : UN EXEMPLE GUYANAIS GÉNÉRALISABLE

Rédacteur : Jean HURAULT

2.1.1. Localisation et population des villages amérindiens

Les Wayana, associés à de petits groupes Tirio (dits encore Tiriyo ou Trio) et Aparai, Karib comme eux, occupent maintenant seuls le bassin du haut Maroni (l'Alitani au sud d'Awara-soula, ainsi que son grand affluent le Marouini). Rive française, ils sont répartis en huit villages dont cinq sont établis dans les sauts de l'Alitani, de parcours difficile mais très favorables à la pêche. A 20 km au nord, dans des eaux calmes, se trouve le village Elahé. Enfin deux petits groupes, Téélamali et Mayau, estimés à une trentaine de personnes, se sont établis à proximité immédiate du bourg de Maripasoula. J'ai d'autre part répertorié les deux villages wayana restés sur la rive surinamienne : Anapaiké (69 personnes sur un total d'environ 80) et Kumakapan (14 personnes).

Les Emerillon, petit peuple Tupi-Guarani largement inter-marié avec les Wayana, sont groupés en deux villages : Kayodé sur le bas Tampok et Édouard sur le Moyen Tampok (non visité). L'essentiel des Emerillon vit en fait sur le bas Camopi, affluent de l'Oyapock en contact permanent avec les Wayãpi, peuple de la même famille linguistique.

Au total, le nombre des Amérindiens répertoriés s'élève à plus de 800. La population totale correspondante, compte tenu du village émerillon du moyen Tampok et d'un petit groupe Aparai installé sur le Marwini, doit approcher de 900.

Un recensement effectué en octobre 1996 par la gendarmerie française a conduit à un total de 740 personnes. Il semble donc que 5% des ressortissants des villages français étaient absents lors de mon passage.

Dans les années 1960, les Amérindiens de cette région ne devaient pas dépasser 350 personnes. Outre le mouvement naturel résultant d'une amélioration de la natalité, l'accroissement de cette population est imputable à des apports de migrants, notamment du Tapanahoni (Surinam) et du Paru (Brésil).



photo 11 : Le manioc assure la sécurité alimentaire de toutes les populations forestières des Guyanes. Ici torréfaction du couac chez les Aluku (Loka, haut Maroni, Guyane Française). (cliché M. Fleury, 1989)

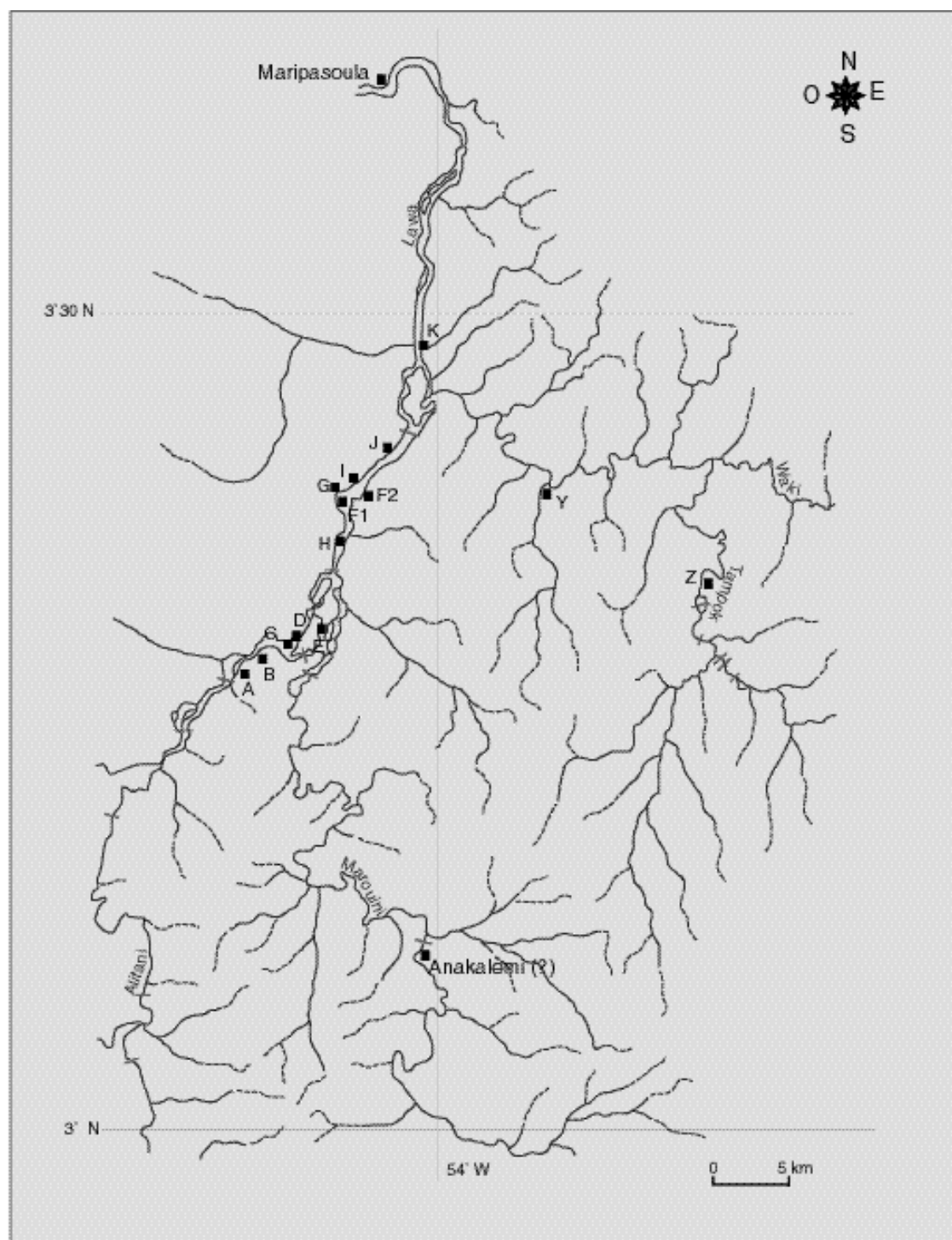


photo 12 : La pêche est la première source de protéines pour quelques sociétés forestières des Guyanes. Ici poissons-roches de la famille des Loricaridés du genre Hypostomus (haut Maroni, Guyane Française). (cliché M. Fleury, 1989)

VILLAGES DE LA RIVE FRANÇAISE					
Villages :	Code	Hommes	Femmes	Enfants	Total
Pédima	A	8	9	23	40
Palimino	B	5	5	10	20
Péléya	C	3	3	6	12
Palassissi	D	6	5	10	21
Antecume Pata	E1	16	16	30	62
Antecume Pata	E2	24	26	31	81
Antecume Pata	E3	13	12	23	48
Taluwen	F1	36	32	65	133
Kulienpë	F2	4	3	8	15
Twenke	G	20	21	37	78
Elahé	K	20	16	38	74
Kayodé	Y	20	27	76	123
Total		175	175	357	707
VILLAGES DE LA RIVE SURINAMIENNE					
Villages :	Code	Hommes	Femmes	Enfants	Total
Anapaïké	J	16	16	30	62
Kumakapan	H	5	6	4	15
Total		21	22	34	77

Tableau 5. Population amérindienne visitée en 1998, sur les rives française et surinamienne du haut Maroni.

La carte 4 donne la position des villages Amérindiens en 1998. Le fond de plan avait été dessiné en 1965, époque à laquelle cette partie du bassin du Maroni était aussi occupée par les Aluku groupés dans des habitations de culture.



- | | | |
|-------------------|---------------|------------------|
| A = Pedima | G = Twenke | + Rapides, sauts |
| B = Palimino | H = Kumakapan | |
| C = Peleya | I = Pleike | |
| D = Palassissi | J = Anapaike | |
| E = Antecume Pata | K = Elahe | |
| F1 = Taluen | Y = Kayode | |
| F2 = Kulienpë | Z = Edouard | |

Source : fond de carte IGN 1/500 000e - 1997
Toponymie : J. Hurault, 1998

Carte 4 : Les villages Amérindiens du haut Maroni en 1998.

2.1.2. Retour sur la première enquête démographique chez les wayana : période 1948-1958

J'ai séjourné chez les Wayana du haut Maroni en 1948, puis en 1956, 1957 et 1958 et en ai établi un fichier. La confrontation des données démographiques de cette période avec les données actuelles éclaire la situation contemporaine des Wayana et leurs perspectives d'avenir.

Les Wayana sont demeurés sans secours médical jusqu'à la fondation en 1950 d'un poste médical à Maripasoula. Pendant plusieurs années l'assistance reçue demeura irrégulière. Ce sont surtout les campagnes de démoustication qui ont eu une influence directe sur l'infestation palustre, jusqu'à l'apparition de souches résistantes de Plasmodium. Par la suite, l'assistance médicale ne cessa de s'intensifier et de se diversifier. Dans les années 1960, les Wayana avaient pris l'habitude de rechercher du travail temporaire au Surinam, avec pour conséquence l'introduction de la tuberculose et de la syphilis. L'assistance médicale parvint à conjurer ces fléaux.

Répartition par âges et par sexes, entre 1956 à 1958

L'enquête a porté sur les 5 villages wayana de la rive française, groupant en décembre 1958 170 personnes; nous avons pu interroger par ailleurs la plupart des femmes de la rive surinamienne, de sorte que la dimension réelle du groupe étudié est d'environ 240 personnes.

L'enquête, menée en trois fois (entre 1956 et 1958), a permis de toucher l'ensemble du groupe à quelques unités près (en voyage au Brésil). La détermination des âges, faite par référence à une chronologie locale, a permis de remonter jusqu'à 1915 (mort accidentelle de l'explorateur Jean Laveau). Les Wayana se sont intéressés à l'enquête et ont répondu avec plus de précision qu'on n'aurait pu s'y attendre. Tout ce qui concerne les enfants est enregistré dans leur mémoire avec un soin extrême. Tout adulte est capable de dire immédiatement combien d'enfants sa mère, décédée depuis longtemps, avait eus, y compris les morts en bas âge.

La pyramide des âges correspondante, arrêtée au 1er décembre 1958, est présentée figure 1, avec celle résultant de l'enquête de 1998. On l'a rapportée à un effectif total de 1000 pour faciliter la comparaison entre les deux époques. La représentation graphique présente une régularité remarquable. La proportion des moins de 20 ans est de $86/169 = 51\%$. On remarque la décroissance rapide de l'effectif en fonction de l'âge : les personnes de plus de 60 ans sont au nombre de 3 seulement sur un effectif de 169. Il n'est pas inutile de faire remarquer à ce sujet que la pyramide des âges à elle seule ne donne aucun renseignement valable sur l'avenir démographique de la population. La pyramide des âges des Wayana en 1958 présente une apparence favorable, elle n'en correspond pas moins à une population régressive.

Fécondité

L'étude a permis de mettre en évidence les variations de la fécondité avant puis après secours médical. On peut admettre que l'assistance médicale a été dispensée à la fin de l'année 1950. En conséquence les femmes ont été divisées en deux catégories :

- celles qui avaient en 1951 atteint l'âge où la moitié des enfants ont été mis au monde (28 ans), c'est-à-dire les femmes nées jusqu'en 1923 inclusivement. On peut admettre que leur fécondité ultérieure a été fort peu influencée par les soins reçus. Ces femmes sont au nombre de 36 (tableau 6A)
- les femmes nées de 1924 à 1944, mariées depuis au moins un an au premier décembre 1958. Ces femmes sont au nombre de 34 (tableau 6B).

Ces deux tableaux sont arrêtés à la fin de l'année 1958.

Les quotients de fécondité ont été établis par tranches d'âge de 5 ans selon les méthodes de l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques).

	15 ans	20 ans	25 ans	30 ans	35 ans	40 ans
A						
femmes nées jusqu'en 1923 inclus	0,22	0,70	0,86	0,75	0,76	0,38
B						
femmes nées de 1924 à 1943 inclus	0,47	0,75	1,00	-	-	-

Tableau 6. Femmes wayana : quotients de fécondité (1958)

En admettant 0,25 pour la fécondité au-delà de 40 ans, on obtient pour les femmes du tableau 6 les résultats suivants :

- fécondité cumulée moyenne 3,62
- âge du maximum de fécondité 24 ans
- âge où la moitié des enfants ont été mis au monde 28 ans

Ces données caractérisent la fécondité des femmes wayana en l'absence de tout secours médical.

Cette fécondité était faible, et compte tenu des taux de mortalité élevés, conduisait à une régression de la population. Notons qu'il a toujours existé chez les Wayana une tendance à la restriction volontaire des naissances, par un usage étendu de l'avortement, notamment dans les cas suivants :

- grossesse illégitime en l'absence du mari parti en voyage de longue durée,
- grossesse survenant alors que l'enfant précédant n'est pas encore sevré.

Ces pratiques anticonceptionnelles n'avaient pour but que de parer à des circonstances qui survenaient à des époques imprévisibles tout au long de la vie génitale. On doit les distinguer nettement des pratiques actuelles qui sont programmées et visent

à espacer les naissances à partir d'un certain âge.

D'autre part les mères s'efforçaient de retarder l'entrée en ménage des jeunes filles, craignant que leur organisme supporte difficilement la première grossesse. Ce souci des femmes de ménager leur organisme était en relation avec la faiblesse due à l'infestation palustre. Il s'agissait donc d'une situation ancienne, qui vraisemblablement avait été longtemps compatible avec un équilibre démographique précaire; je reviendrai sur ce point.

Les femmes nées postérieurement à 1925 montrent pour les trois premières tranches de 5 ans, un accroissement de fécondité d'environ 25%. On voit que l'effort médical des années 1951-1958 avait nettement modifié sur ce point les données démographiques.

Mortalité

Nous avons classé par année de naissance les enfants issus de ces 70 femmes. Nous avons rapporté le calcul au 1^{er} décembre 1958.

On peut compléter les taux de survie au-delà de 30 ans par des calculs fondés sur la pyramide des âges (Hurault, 1959). L'espérance de vie à la naissance fondée sur la courbe de survie, était à cette époque de 31 ans chez les Wayana, contre 43 ans chez les Aluku.

enfants	enfants morts			survivants	proportion	âge moyen
nés de	avant 1 an	de 1 à 5 ans	après 5 ans	au 1/12/58		
1924 à 1933	7 (28%)	4	8	14	14/33 = 43%	30 ans
1934 à 1943	10 (20%)	6	8	32	32/56 = 57%	20 ans
1944 à 1953	6 (13%)	5	1	34	34/46 = 72%	10 ans
1954 à 1958	8 (25%)	2	0	21	21/31 = 68%	2 ans 1/2

Tableau 7. Wayana, taux de survie des enfants (1958)

TAUX DE REMPLACEMENT DES GÉNÉRATIONS

La proportion des survivants (deux sexes réunis) à l'âge de 28 ans où la moitié des enfants ont été mis au monde est d'environ 47%.

D'où le calcul du taux de remplacement des générations :

$$\frac{3,62}{100} \times \frac{95}{195} \times 0,47 = 83\% \text{ en 28 ans.}$$

$$100 \quad 195$$

Cent personnes n'étaient donc remplacées à la génération suivante que par 83 personnes seulement. Ce taux de reproduction caractérise leur comportement vis-à-vis du milieu géographique modifié depuis l'arrivée des Européens par l'apport de nouveaux germes microbiens. Il correspond à une diminution de 0,6 par an, soit à l'extinction de moitié en 103 ans. Il ne suffit pas à expliquer la réduction des Wayana de 3000 vers 1780

à 500 de nos jours. Il est probable qu'au moment de leur premier contact avec les Européens, à la fin du XVIII^e siècle, les Wayana ont dû être décimés par les épidémies plus sévèrement que de nos jours.

Taux de natalité et de mortalité

Nous avons établi en octobre 1948 un recensement détaillé des Wayana qui se trouvaient à ce moment sur la rive française de l'Alitani, au nombre de 65 seulement.

D'octobre 1948 à fin novembre 1958, soit dans un intervalle de temps de 10,1 années, 18 de ces 65 personnes sont mortes. Les femmes et filles du groupe ont mis au monde 21 enfants dont 7 sont morts. On peut déduire de ces chiffres des valeurs approchées des taux de natalité et de mortalité :

- taux de natalité : 3,2% par an,
- taux de mortalité : 3,8% par an.

Le groupe avait donc diminué de 4 unités en 10,1 ans, ce qui correspond à 0,6% par an, taux exactement identique à celui que nous donne le calcul précédent.

On pourrait déduire de ce chiffre que l'effort médical de ces dernières années n'avait influencé en rien le destin des Wayana. Pourtant les chiffres des deux dernières années, portant sur l'ensemble des 170 Amérindiens vivant en 1958 sur la rive française, montraient une nette amélioration. Pour l'ensemble de ce groupe, on avait enregistré du 1^{er} janvier 1957 au 1^{er} décembre 1958, soit en 1,9 années environ, 16 naissances pour 11 décès.

Il semble donc que depuis 1956 la balance démographique des Wayana avait changé de sens. Mais le résultat obtenu demeurerait fragile, du fait notamment de contacts plus fréquents avec les voyageurs européens. Il en était résulté l'apport de nouvelles maladies, notamment la tuberculose qui n'existait pas chez eux avant 1949⁸ et dont trois cas au moins étaient observables en 1958. En 1957 et 1958, six enfants ont été emportés en quelques jours par des maladies inconnues des Wayana, qui n'ont pu être identifiées.

2.1.3. La seconde enquête démographique (1998)

Conditions de l'enquête

L'enquête s'est déroulée du 25 juillet au 5 août 1998. J'ai pris pour référence la date du 1^{er} août 1998. Le village Kayodé (Emerillon) a fait l'objet d'une étude distincte de la fécondité. Les chefs de villages, prévenus quelques jours à l'avance, ont rassemblé au jour dit leurs ressortissants, qui se sont présentés avec une bonne volonté remarquable, sans aucune réticence. J'ai eu comme interprète Melle Louise Tawaypoti, fille du chef du

village Twenke, qui connaissait toute la population et m'a grandement aidé dans le classement des fiches. Le dépouillement informatisé des données démographiques a été effectué avec le concours de Mme R. Salehzadeh.

Fixation des âges

Pour la presque totalité des enfants et adolescents, on disposait de données précises, mais pas d'extraits de naissance, surtout des jugements déclaratifs, des cartes d'identité scolaires, parfois seulement des dates de naissance notées par les mères. La plus grande partie des adultes ont présenté des cartes d'identité française ou surinamienne; ces cartes, même celles des gens âgés, étaient signées lisiblement.

Les Wayana ont adopté l'alphabet phonétique répandu par la mission protestante nord-américaine d'Anapaïké dans les années 1960; ils sont capables d'écrire en wayana, ainsi que de noter des dates. A partir des années 1970, bien avant d'entendre parler de l'état-civil, les femmes ont noté les dates de naissance de leurs enfants, sur des cahiers ou de simples bouts de papier. Elles ont présenté des séries de morceaux de papier, chacun portant une date lisible et vraisemblable. Les Wayana du Tapanahoni avaient adopté le même alphabet, et avaient noté les dates de naissance. C'est seulement pour les migrants du Paru qu'on a dû se contenter des âges apparents.

Pour les adultes de plus de trente ans, je disposais de mon enquête de 1958-62, mais surtout des fiches établies en 1969-70 par Pierre et Françoise Grenand, dans une population qui avait beaucoup augmenté. Plus de 70% des plus de 30 ans figuraient sur ce fichier.

On peut en résumé admettre que cette enquête a bénéficié de très bonnes déterminations des âges. L'incertitude n'a porté que sur un petit nombre de personnes âgées.

Répartition par âge et par sexe : pyramide des âges

Du fait de l'époque de l'enquête, la pyramide des âges a dû être construite avec des observations incomplètes sur l'année 1998. Ainsi l'effectif indiqué pour cette tranche est inférieur à celui qui aurait été enregistré sur l'année complète. Il a toutefois paru préférable de l'admettre tel quel.

Les individus ont été répertoriés par ménage, les enfants et adolescents sur les fiches de leur mère. Un numéro d'ordre a été porté en regard des noms de ceux qui étaient considérés comme présents au village, par opposition aux individus mariés ou partis. A partir de ces données, le tableau récapitulatif et la pyramide des âges ont été établis par l'ordinateur.

groupe de villages										
code village	ABCD	E1/2/3	F1/2	G	H	J	K	Y	total	*1000
1889-1908		0							0	0,00
1909-1918		1		0					1	1,28
1919-1928	0	0	1	1	1	3	0	1	7	8,95
1929-1938	1	3	0	1	2	0	2	1	10	12,79
1939-1948	3	9	7	4	1	0	3	0	27	34,53
1949-1958	2	11	5	3	1	4	1	1	28	35,81
1959-1968	7	14	7	4	0	5	4	9	50	63,94
1969-1978	8	15	16	6	1	3	12	7	68	86,96
1979-1988	6	16	17	15	2	8	7	23	94	120,20
1989-1998	20	25	30	11	0	7	12	24	129	164,96
TOTAL	47	94	83	45	8	30	41	66	414	529,41

Tableau 7 A. Amérindiens du haut Maroni sexe masculin

groupe de villages										
code village	ABCD	E1/2/3	F1/2	G	H	J	K	Y	total	*1000
1889-1908		1							1	1,28
1909-1918		0		1					1	1,28
1919-1928	1	0	0	0	0	0	1	1	3	3,84
1929-1938	1	5	2	1	2	4	0	1	16	20,46
1939-1948	2	6	3	3	2	0	2	3	21	26,85
1949-1958	3	5	3	1	0	2	1	0	15	19,18
1959-1968	4	9	13	4	1	3	4	7	45	51,54
1969-1978	8	22	11	10	1	5	4	7	68	86,96
1979-1988	15	23	15	6	0	6	12	15	92	117,65
1989-1998	12	23	19	8	1	12	9	22	106	135,55
TOTAL	46	94	66	34	7	32	33	56	368	470,59

Tableau 7 B. Amérindiens du haut Maroni sexe féminin totalisation par village et par tranche d'âge de 10 ans

La pyramide des âges a été construite avec un total ramené à 1000, pour faciliter la comparaison avec celle établie en 1958. Bien que la population wayana soit en accroissement, alors qu'à cette époque elle était régressive, les deux représentations conservent de remarquables analogies :

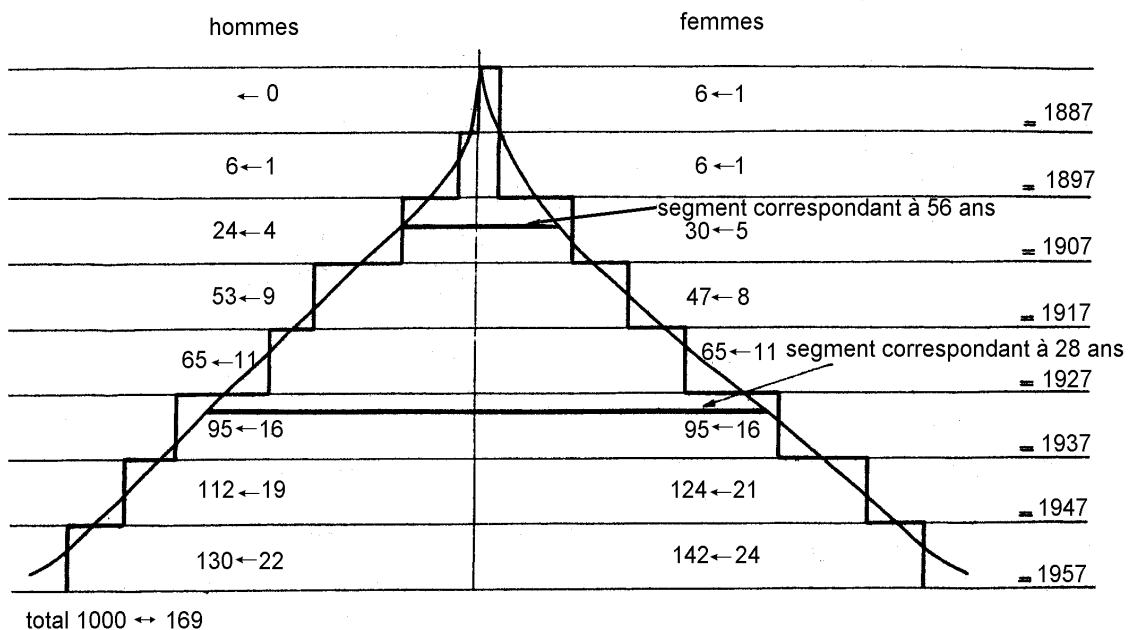


Figure 1 : Pyramide des âges des Wayana de la rive française du Maroni au 01/12/58 (total rapporté à 1000)

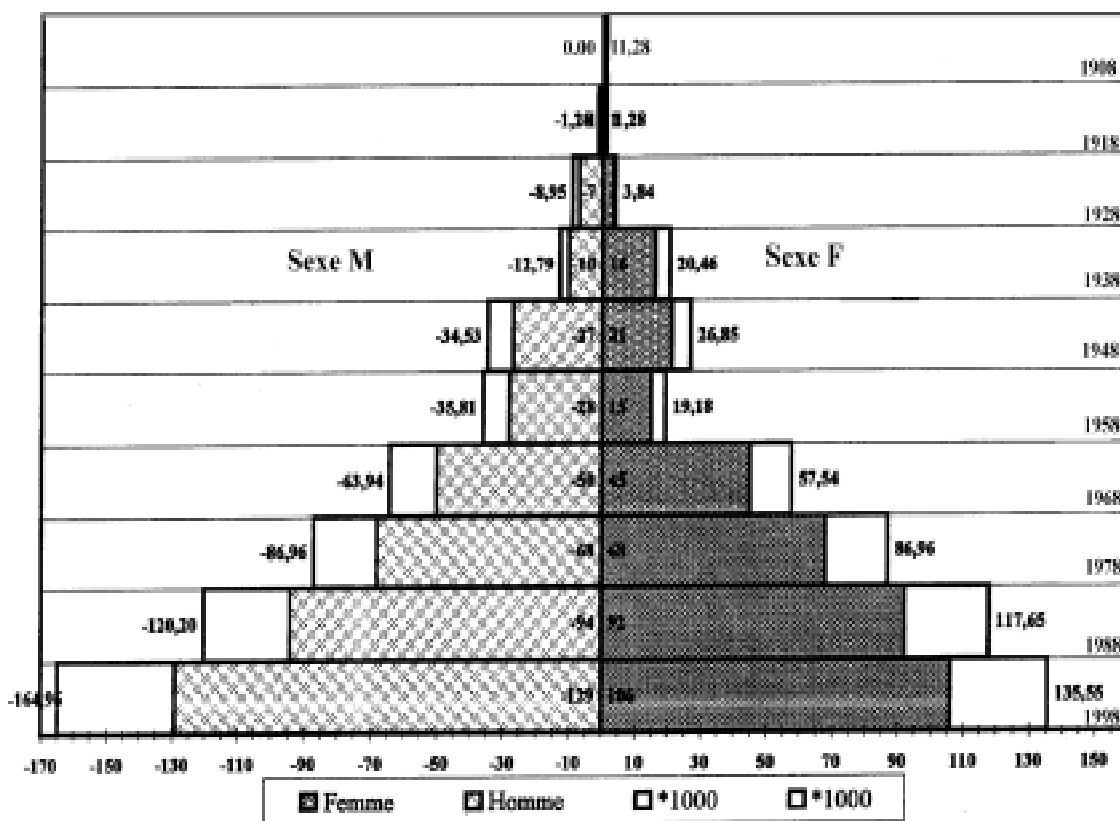


Figure 2 : Pyramide des âges des Amérindiens du haut Maroni au 01/08/98. Totalité des villages recensés tant en Guyane française qu'au Surinam (total rapporté à 1000)

- la proportion des moins de 20 ans est de 54%, contre 51% en 1958;
- la proportion des plus de 60 ans, bien qu'ayant plus que doublée, demeure très faible : 34/656, soit 5% contre 2% en 1958. C'est un des traits les plus

remarquables de la démographie des Amérindiens, qui s'oppose le plus fortement à celle des Noirs Aluku. Chez ces derniers en 1958, la proportion des personnes de plus de 60 ans était de 11%.

J'ai écrit en 1960 : "Un Indien de 60 ans est un vieillard. Un Boni de 60 ans est un homme dans la force de l'âge". Cette assertion demeure entièrement valable de nos jours, après cinquante ans de protection médicale. J'aurais tendance à attribuer à des propriétés génétiques l'usure plus rapide de l'organisme des Amérindiens.

Fécondité des femmes wayana

Enregistrement des données

A cet égard, le village Kayodé (Y) a été classé à part, du fait de l'originalité du comportement des Emerillon, dont l'influence y est dominante. Les autres villages ont été traités comme un ensemble unique où les Wayana, associés à de petits groupes de Trio et d'Aparai culturellement proches, constituent l'essentiel de la population.

Les femmes sur lesquelles une fiche démographique avait été établie ont été incluses dans cette enquête à l'exception de six d'entre elles, qui ont dû être éliminées par suite de l'incertitude sur l'âge de leurs enfants.

Les femmes ont été réparties en trois groupes selon leur année de naissance :

- avant 1950,
- de 1950 à 1969,
- de 1970 à 1986.

Les quotients de fécondité ont été établis selon les méthodes développées par l'INED par tranches d'âge de cinq ans. Toutefois on a introduit pour la dernière tranche une durée de 10 ans (37,5 à 47,5 ans, centrée sur 42,5 ans).

NE : Nombre d'enfants

NF : Nombre de femmes

NA : Nombre d'années vécues par les femmes NF dans la tranche d'âge considérée

NE : Quotient de fécondité (tranche de 5 ans)

NA/5

NE : Quotient de fécondité (tranche de 10 ans).

NA/10

Courbes de fécondité

Etant donné l'effectif réduit des enfants et des femmes dans une partie des intervalles étudiés, les courbes de fécondité (cf. Figure 3) ne peuvent être tracées à partir de ces quotients que par lissage : on a admis que les segments verticaux tracés entre le point correspondant à chaque quotient et le point correspondant de la courbe devaient

avoir une somme algébrique nulle.

A la partie inférieure du graphique, la courbe I résultant de l'enquête de 1958 (femmes nées avant 1923) et II de l'enquête de 1998 (femmes nées avant 1956) ont des tracés très semblables. Elles correspondent respectivement à des totaux de 3,62 et 4,43 enfants. Le maximum de fécondité se situe vers 25 ans et l'âge où la moitié des enfants ont été mis au monde est voisin de 28 ans.

Par contre, à la partie supérieure du graphique, les courbes III : femmes nées de 1950 à 1969, et IV : femmes nées de 1970 à 1986, ont une configuration toute différente. Le maximum de fécondité se situe vers 20 ans et la décroissance avec l'âge est rapide, d'où l'apparition d'une concavité vers les y positifs. Cette configuration traduit des pratiques anticonceptionnelles systématisées, ayant pour but d'espacer les naissances après 20-22 ans. Le quotient de la courbe IV correspondant à l'âge de 25 ans : 0,60, fondé sur 10 enfants et 56 femmes, peut être regardé comme significatif. On peut en déduire une baisse sensible de la fécondité et de la natalité.

Tandis que la fécondité cumulée des femmes nées de 1950 à 1969 atteint 5,23 enfants, l'extrapolation qu'on peut tenter sur la courbe IV conduit à 3,80 seulement. Cette fécondité est suffisante, dans les conditions actuelles où la mortalité des enfants est très faible, mais si une crise sanitaire survenait, les Wayana se trouveraient gravement menacés dans leur possibilité de survie.

1- Femmes nées avant 1950

intervalles (années)	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	TOTAL
NE	17	39	47	42	33	18	196
NF	41	41	41	41	41	41	246
NA	205,00	205,00	205,00	205,00	205,00	410,00	1435,00
NE/NA:5	0,41	0,95	1,15	1,02	0,80		
NE/NA:10						0,44	4,78

2- Femmes nées de 1950 à 1969

intervalles (années)	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	TOTAL
NE	71	89	74	44	17	6	301
NF	68	68	68	68	59	37	368
NA	340,00	340,00	340,00	284,50	137,00	81,50	1523,00
NE/NA:5	1,04	1,31	1,09	0,77	0,62		
NE/NA:10						0,74	5,57

3- Femmes nées de 1970 à 1989

intervalles (années)	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	TOTAL
NE	72	72	14				158
NF	81	62	60				203
NA	384,25	257,00	97,25				738,50
NE/NA:5	0,94	1,40	0,72				(partiel)
NE/NA:10							3,06

Tableau 8. Amérindiennes du haut Maroni : totalité des villages sauf Kayodé (Y) quotients de fécondité

La fécondité au village Kayodé (Emerillon)

Le village Kayodé a été fondé sur le Tampok vers 1945 par Victor Wempi, un chamane wayana réputé ayant épousé deux jeunes soeurs émerillon. Autour de lui s'est rassemblé un groupe mixte, par apports successifs d'isolés, sans référence à des groupes de parenté. Les généalogies mettent en évidence un nombre élevé d'unions intertribales entre Emerillon et Wayana. Cependant la langue et la culture des Emerillon se sont imposées à cette population hétérogène, donnant au village une physionomie distincte de celle des habitations wayana, et influençant notamment la fécondité des femmes.

Sur 25 femmes de ce village en âge d'activité génitale :

- 9 étaient de père et de mère émerillon,
- 8 étaient de père wayana et de mère émerillon,
- 8 étaient de père et de mère wayana.

La consanguinité, si marquée à la génération précédente, a beaucoup diminué. Il ne semble pas d'ailleurs qu'elle ait conduit à une diminution de la fécondité.

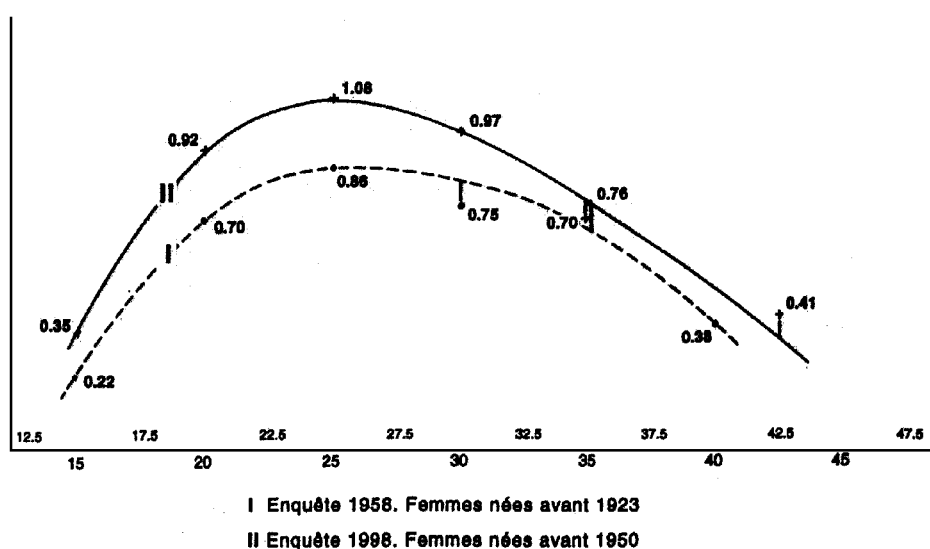
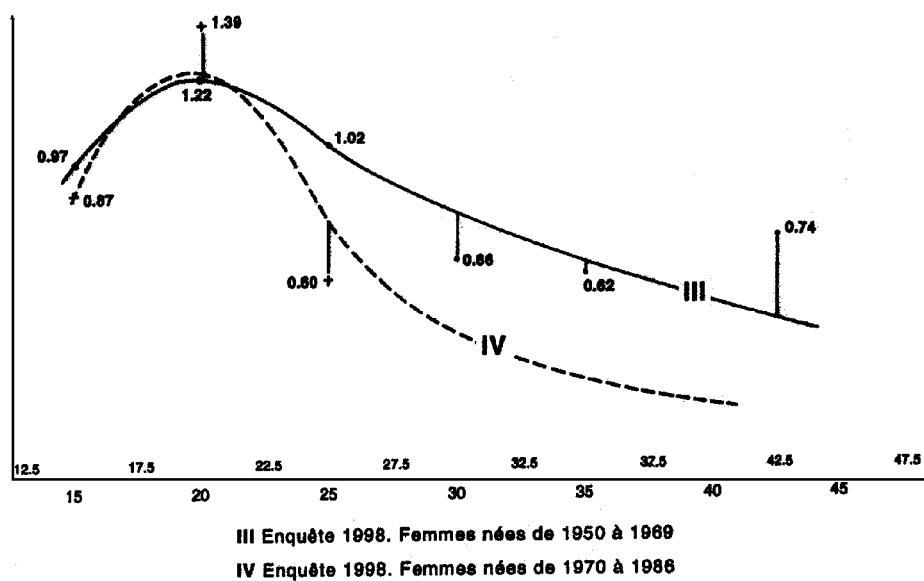
Interrogées sur le nombre élevé de leurs enfants, les femmes émerillon refusèrent d'en attribuer la responsabilité aux allocations familiales : c'est leur tradition d'avoir beaucoup d'enfants, et elles continuent.

En dépit de l'importance des fluctuations aléatoires dues à un faible effectif, j'ai comme pour les villages wayana réparti les femmes en trois catégories en fonction des années de naissance : nées avant 1950, de 1950 à 1969, de 1970 à 1966.

Les fluctuations sont particulièrement marquées pour la première catégorie, qui n'est représentée que par quatre femmes; le total obtenu, 7,7 enfants, n'est pas significatif. On doit seulement retenir de la courbe représentative des quotients de fécondité, qu'elle présente un maximum vers 25 ans (courbe II).

Une courte enquête chez les Wayãpi en janvier 1959, portant sur 58 femmes mariées de tous âges, avait mis en évidence une fécondité un peu supérieure à celle des Wayana (4,27 contre 3,62). La différence pouvait porter sur les effets de l'avortement, plus rare chez les Wayãpi où les ménages ne sont pas séparés. La courbe représentative a été portée sur la figure 4 (courbe I). Il est probable qu'à cette époque la fécondité cumulée des femmes émerillon était voisine de 5 enfants.

La fécondité cumulée des femmes nées de 1950 à 1969 atteint déjà 6,60 et par extrapolation des trois dernières tranches, elle devrait atteindre 8,20 enfants. Chiffre très élevé, bien supérieur à ceux relevés chez les Wayana, approchant de ceux des femmes aluku.



*Figure 3: Fécondité des femmes amérindiennes du haut Maroni au village Kayodé (Y).
Confrontation des données des enquêtes de 1958 et 1998*

La courbe IV correspondant aux plus jeunes femmes conduit à des chiffres sensiblement plus faibles avec une nette décroissance après 20 ans, montrant une certaine incidence de pratiques anticonceptionnelles, mais beaucoup moins marquée que chez les jeunes femmes wayana. On peut par extrapolation, admettre que la fécondité cumulée de ce groupe atteindra 6,80 enfants.

1- Femmes nées avant 1950

intervalles (années)	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	TOTAL
NE	4	5	7	6	7	3	32
NF	4	4	4	4	4	4	24
NA	20,00	20,00	20,00	20,00	20,00	40,00	140,00
NE/NA:5	1,00	1,25	1,75	1,50	1,75		
NE/NA:10						0,41	7,66

2- Femmes nées de 1950 à 1969

intervalles (années)	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	TOTAL
NE	14	17	14	11			56
NF	9	9	9	9			36
NA	45,00	45,00	45,00	34,50			169,50
NE/NA:5	1,56	1,89	1,56	1,59			
NE/NA:10							6,59

3- Femmes nées de 1970 à 1989

intervalles (années)	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	TOTAL
NE	13	8	4				25
NF	12	6	4				22
NA	44,00	26,25	14,00				84,25
NE/NA:5	1,48	1,52	1,43				
NE/NA:10							4,43

Tableau 9. Amérindiennes du haut Maroni, village Kayodé (Y) quotients de fécondité

Mortalité

Nous disposons de deux approches distinctes :

- Le recensement effectué au 1^{er} janvier 1970 par Pierre & Françoise Grenand, portant sur la totalité de la population, soit environ 350 personnes. Le pointage effectué en août 1998, m'a permis de déterminer le sort de chacun des individus, et notamment les décès.

Ce recensement inclut les diverses tranches d'âge, mais son exploitation est fort difficile, étant donné l'intervalle de 28 ans séparant les deux enquêtes, au cours duquel les taux de mortalité ont varié de façon continue sous l'effet de l'intensification de l'assistance médicale.

- Le sort des enfants répertoriés sur les fiches des mères pour l'enquête sur la fécondité. Il ne nous est pratiquement pas possible de déterminer les âges des décès survenus au-delà de 10 ans, que les Wayana évaluèrent mal. Toutefois, la détermination, effectuée avec tout le soin possible, des âges au décès dans les catégories moins d'un mois, un mois à un an..., 5 ans à 10 ans..., suffit à caractériser la mortalité de la population considérée, et à la situer dans les tables des Nations Unies.

La seconde enquête ne comporte des effectifs suffisants que pour deux périodes : 1950-

1969, 1970-1986. Les calculs ont été rapportés aux deux sexes réunis.

année de naissance	individus pris en compte	morts >1 mois	morts > 1 an	morts de 1 à 5 ans	morts de 5 à 10 ans	total des morts > 10 ans	% des morts > 10 ans	morts < 10 ans	vivants < 10 ans
jusqu'en 1949	14	1	0	1	0	2	non signif.	3	9
1950-1969	127	6	6	3	3	18	14%	8	101
1970-1988	311	7	7	3	3	20	6,4%	5	286
TOTAL	452	14	13	7	6	40		16	396

Tableau 10. Amérindiens du haut Maroni en 1998 : mortalité des individus localisés sur les fiches des mères; tableau récapitulatif

Période 1950-1969

La table correspondant au sexe féminin et à l'espérance de vie à la naissance (57 ans), conduit à évaluer les survivants à l'âge de 10 ans à 86,113. Elle est la plus proche des données du tableau 9 (86%).

Pour le sexe masculin, c'est la table correspondant à l'espérance de vie (55 ans), qui s'en rapproche le plus (85, 736).

Nous admettrons ces deux évaluations de l'espérance de vie à la naissance : 55 ans pour le sexe masculin, 57 ans pour le sexe féminin, comme caractérisant les Wayana au cours de cette période.

L'âge où la moitié des enfants ont été mis au monde peut être évalué à 25 ans, âge atteint par 0,8278 des femmes. Le taux de remplacement des générations était de :

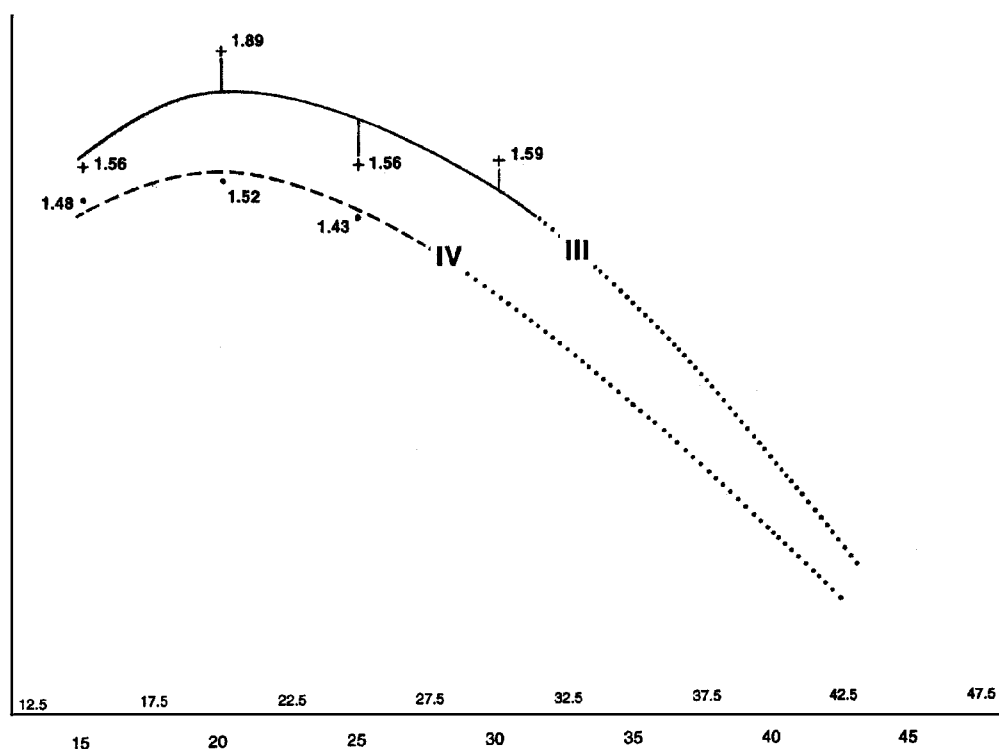
$$\frac{5,57}{100} \times \frac{95}{195} \times 0,83 = 2,25$$

On peut donc admettre que sous ce régime de mortalité, la population aurait doublé à chaque génération.

Période 1970-1986

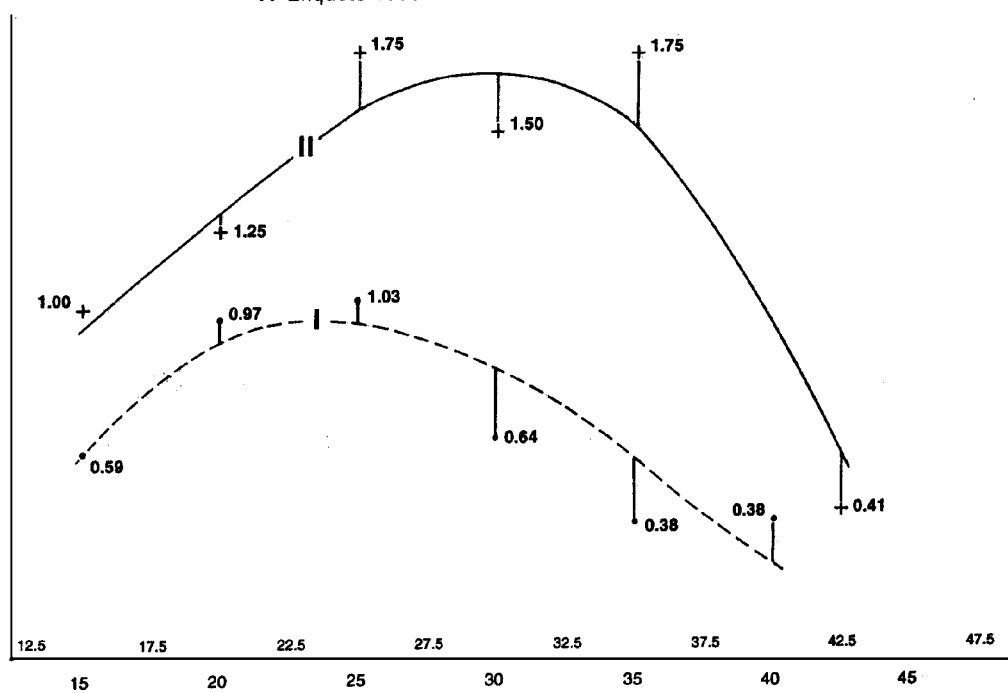
La proportion des survivants à 10 ans est de 93,6%. Ce sont les tables correspondant aux espérances de vie à la naissance, 69 ans (sexe féminin) et 67 ans (sexe masculin) qui donnent les quotients les plus proches, respectivement 93,565 et 93,600. Il n'est pas possible de déterminer un taux de remplacement des générations, car les femmes incluses dans ce tableau sont très éloignées du terme de leur activité génitale. Nous conserverons le taux de 2,25 déterminé ci-dessus.

En fait, il est probable que le taux correspondant à cette catégorie de femmes va baisser, sous l'effet des pratiques anticonceptionnelles.



III Enquête 1998. Femmes nées de 1950 à 1969

IV Enquête 1998. Femmes nées de 1970 à 1986



I Enquête janvier 1949. Femmes Wayampi (Oyapock)

II Enquête 1998. Femmes nées avant 1950

Figure 4: Fécondité des femmes émerillon de Kayodé

2.1.4. Conclusion

En 1958 lors de la première enquête, les Wayana étaient une petite population régressive; leur espérance de vie à la naissance a été évaluée à 31 ans, ce qui les situait parmi les populations les plus fragiles des Guyanes. Sous l'effet de l'assistance médicale qui leur a été dispensée à partir de 1950, leurs caractéristiques démographiques se sont progressivement modifiées et se sont rapprochées des normes européennes. Il est probable que les années 1950 à 1970 ont vu l'essentiel de la transformation. De plus ces populations semblent de moins en moins sensibles aux maladies pulmonaires importées. Au cours des 20 années suivantes, l'espérance de vie à la naissance s'est accrue de 10 ans, les amenant au niveau des populations des pays développés.

2.2. PALIKUR : EXPANSION D'UNE ETHNIE

Rédacteur : François OUHOUD-RENOUX

Les premiers résultats estimés du recensement 1999 pour la commune de Saint-Georges de l'Oyapock permettent de constater une augmentation assez significative de sa population, qui est passée de 1 523 habitants en 1990 à 2 088 habitants en 1999, soit un accroissement de 37,1%. Ce pourcentage est tout à fait comparable à celui que l'on peut calculer pour la même période à l'échelle du département (37%). Il semblerait, mais ce n'est qu'une hypothèse, que l'accroissement de la population de Saint-Georges comme celui constaté à l'échelle du département soit en grande partie lié au taux brut de natalité qui est de 31,3 pour 1000 pour l'ensemble du département, ce qui en fait un des taux les plus élevés d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Ce taux est même supérieur dans certaines régions de la Guyane française, en particulier dans celles qualifiées de "régions du fleuve", puisqu'il atteint 41,2 pour 1000 (INSEE, 1999). Il faut préciser toutefois que ces régions, représentées pour le bassin du Maroni par les communes d'Apatou, de Grand Santi, de Maripasoula et de Papaïchton et pour celui de l'Oyapock par celles de Ouanary, de Camopi et de Saint-Georges, ne concentrent qu'à peine 9,5% de la population guyanaise. Remarquons enfin que la population totale recensée dans le bassin de l'Oyapock ne représente, elle, que 2%, soit une proportion extrêmement faible de la population de ce département.

Ce bref état des lieux nous permet d'aborder la question de la démographie palikur à l'échelle départementale et internationale. La communauté palikur, comme bon nombre de groupes amérindiens (Grenand P. & F., 1994), vit à cheval sur plusieurs Etats, en l'occurrence ici la Guyane et le Brésil. Le berceau historique de l'ethnie est situé à l'extrême nord de l'Amapá, dans un riche paysage de savanes inondables dominé d'îlots boisés où se succèdent depuis des siècles villages, cultures et cimetières. Longtemps

contestée entre la France et le Brésil, la région fut, au terme d'un arbitrage international, attribuée au Brésil au début du XX^e siècle. Malgré une tentative avortée d'installation massive sur la rive française de l'Oyapock (une dramatique épidémie de paludisme les ravagea), les Palikur prirent l'habitude d'y maintenir un habitat dans la région de la crique Marouane, qui servit de tête de pont aux migrations contemporaines vers l'ouest de la Guyane.

On compte aujourd'hui environ 700 Palikur en Guyane française répartis en quatre ensembles : Saint-Georges, en cinq unités villageoises, rassemble 319 habitants (cf. Tableau 11); Régina sur l'Approuague, en compte une trentaine; Favard, sur la commune de Roura, environ 150, et Macouria sur le littoral, plus ou moins 200. Il faut ajouter à ces populations celles résidant toujours au Brésil dans la région de l'Urucaua, affluent du Rio Uaçá, où l'on compte, selon le dernier recensement de la FUNAI (com. pers), 780 Palikur répartis en cinq unités villageoises.

On peut avancer que l'ethnie palikur rassemble environ 1 480 individus, affichant une augmentation de sa population de près de 29% en 9 ans (P. & F. Grenand, 1994 : 103). Au niveau du département guyanais, si l'on s'appuie sur une estimation du dernier recensement situant aux environs de 6 000 les Amérindiens qui y résident, elle représente un peu plus de 10% de la population amérindienne.

Plus que tout autre groupe amérindien de Guyane, les Palikur effectuent régulièrement des voyages entre les communautés de Macouria, celles de Saint-Georges et celles d'Urukawa au Brésil. La forte mobilité géographique qui existe au sein de l'ethnie rend assez fluctuants les effectifs de chaque communauté, et extrêmement ardu le travail de recensement.

La répartition par classe d'âge met en avant l'extrême jeunesse de la population palikur du bas Oyapock, puisque 67% des effectifs ont moins de 20 ans. Le sex-ratio, 1,17, est en faveur des femmes, toutes classes d'âge confondues. On peut souligner enfin que la proportion d'actifs au sein de la communauté du bas Oyapock est très faible. A peine 5 adultes de plus de 20 ans disposent actuellement d'un emploi fixe à durée indéterminée. Le travail salarié temporaire ou saisonnier (job) à l'extérieur de la communauté est un secteur d'activité concernant essentiellement les hommes, les femmes occupant celui de l'artisanat au sein de la communauté (fabrication de vanneries, colliers de graines, calebasses vernissées, etc...). Les subsides de l'Etat (RMI, Allocation familiales, etc...) constituent pour la grande majorité des Palikur les seules sources de revenus régulières. On enregistre en outre une forte proportion de Palikur brésiliens installés en Guyane française depuis de nombreuses années (5 ans et plus). Près de 50% des palikur installés à Saint-Georges sont Brésiliens et ne disposent généralement que de titres de séjour d'une durée inférieure à un an renouvelable.

On compte enfin cinq individus par maisonnée, à savoir un ménage avec trois enfants en moyenne. Chaque ménage dispose d'un abattis (surface cultivée annuellement) d'environ 0,6 ha, qui permet de produire une quantité annuelle de farine de manioc largement suffisante du point de vue de l'autosubsistance. Les produits de la chasse, de la cueillette et dans une bien moindre mesure ceux de la pêche, pallient de manière minimale les besoins protéiques quotidiens.

Total des communautés						
Age	H	%	F	%	Total	%
0-4	36	11,3	39	12,2	75	23,5
5-9	25	7,8	35	11	60	18,8
10-14	16	5	29	9,1	45	14,1
15-19	17	5,3	18	5,6	35	11
20-24	21	6,6	24	7,5	45	14,1
25-29	8	2,5	12	3,8	20	6,3
30-34	8	2,5	5	1,6	13	4,1
35-39	3	0,9	0	0	3	0,9
40-44	3	0,9	2	0,6	5	1,6
45-49	5	1,6	5	1,6	10	3,1
50-54	1	0,3	2	0,6	3	0,9
55-59	3	0,9	0	0	3	0,9
60-64	0	0	1	0,3	1	0,3
65-70	1	0,3	0	0	1	0,3
TOTAL	147	46,1	172	53,9	319	100

Village Espérance I			
Age	H	F	Total
0-4	12	14	26
5-9	9	14	23
10-14	6	10	16
15-19	6	8	14
20-24	6	5	11
25-29	3	7	10
30-34	1	1	2
35-39	1	0	1
40-44	0	2	2
45-49	4	2	6
50-54	1	0	1
55-59	0	0	0
60-64	0	0	0
65-70	0	0	0
TOTAL	49	63	112

Village Espérance II			
Age	H	F	Total
0-4	13	12	25
5-9	13	13	26
10-14	8	11	19
15-19	6	5	11
20-24	9	10	19
25-29	3	4	7
30-34	5	2	7
35-39	1	0	1
40-44	0	0	0
45-49	1	1	2
50-54	0	2	2
55-59	2	0	2
60-64	0	0	0
65-70	1	0	1
TOTAL	62	60	122

Village Crique Gabaret			
Age	H	F	Total
0-4	5	5	10
5-9	2	2	4
10-14	0	4	4
15-19	2	4	6
20-24	2	3	5
25-29	2	1	3
30-34	0	1	1
35-39	0	0	0
40-44	0	0	0
45-49	0	0	0
50-54	0	0	0
55-59	1	0	1
60-64	0	1	1
65-70	0	0	0
TOTAL	14	21	35

Village Trois Palétuviers			
Age	H	F	Total
0-4	6	8	14
5-9	1	6	7
10-14	2	4	6
15-19	3	1	4
20-24	4	6	10
25-29	0	0	0
30-34	2	1	3
35-39	1	0	1
40-44	3	0	3
45-49	0	2	0
50-54	0	0	0
55-59	0	0	0
60-64	0	0	0
65-70	0	0	0
TOTAL	22	28	50

Proportion des moins de 20 ans : 67%

Tableau 11. Démographie des Palikur du bas Oyapock

2.3. ALUKU : DÉMOGRAPHIE ET CRISE SOCIALE

Rédacteur : Jean HURAUT

En 1956, j'ai entrepris de constituer un fichier démographique des Aluku de la rive française qui, à cette époque, n'étaient soumis à aucun contrôle administratif. Avec les données recueillies essentiellement à partir de l'interrogatoire des femmes, j'ai pu déterminer de façon satisfaisante les principales caractéristiques de cette population : fécondité des femmes, natalité et espérance de vie (Hurault, 1959).

En juin 1989, une enquête comparative a été entreprise. Je me suis trouvé devant une situation toute différente, la "francisation" ayant été réalisée dans l'intervalle. On bénéficiait cette fois pour les enfants, d'actes d'état-civil. Par contre on se heurtait à une défiance plus marquée, l'indépendance des femmes s'étant affirmée sous l'effet de l'accroissement des ressources. Lors de cette enquête plus d'un tiers d'entre elles ont refusé de répondre et de présenter leurs livrets.

J'ai pu reprendre l'enquête en juillet-août 1995. La révision du fichier se heurta à moins de réticences. En juillet-août 1996, je l'ai poursuivi avec la collaboration de J.-F. Orru (APFT-ORSTOM) et de Félix Germany, canotier de Boniville qui a une grande influence sur la population. Exhortant patiemment chaque femme, il parvint à les convaincre pratiquement toutes de répondre. Enfin en juillet-août 1998, j'ai pu effectuer, dans de bonnes conditions, une nouvelle révision de la totalité des fiches. Cette longue enquête se trouvait enfin terminée à la date du 15 août 1998.

2.3.1. Première enquête (1956 – 1958)

La population Aluku avait à cette époque conservé son indépendance politique; cependant elle maintenait des contacts permanents avec les autres populations de Noirs Marrons ainsi qu'avec les Créoles. Elle bénéficiait depuis 1950 d'une assistance médicale dispensée depuis le poste de Maripasoula, où un médecin était établi en permanence, mais il disposait encore peu d'outillages et d'infrastructures modernes

Fixation des âges

L'étude démographique des Aluku se heurtait à cette époque à l'absence de tout recensement. Or l'estimation de l'âge apparent peut amener des erreurs de plus de 15 ans, et ces erreurs ont un caractère systématique. Chez les Aluku, et chez les Noirs Réfugiés en général, les individus de 40 à 60 ans, surtout les hommes, paraissent souvent 10 à 15 ans plus jeunes qu'ils ne sont en réalité. Ainsi parmi les Aluku de la rive française, j'ai pu déterminer l'âge d'une dizaine d'hommes (46 à 48 ans fin 1957) à partir d'un événement caractéristique. Deux seulement portaient à peu près leur âge; sur les huit restant aucun ne paraissait âgé de plus de 40 ans, et deux d'entre eux portaient à peine 35

ans. De ce fait, les âges attribués vers 1970 aux Aluku sont gravement erronés, et les intéressés sont lésés dans la perception des allocations-vieillesse.

Je me suis efforcé d'établir une chronologie locale comportant une vingtaine de dates, en rattachant l'âge des individus à des événements datables connus ayant frappé les esprits et s'échelonnant entre 1876 et 1952 : on notera en particulier, la mort du *grand man* Anato (1891), la mort du *grand man* Ochi (1915), la fin de la Première Guerre Mondiale (1918), l'accident d'hydravion à l'embouchure de l'Inini (1921), l'installation d'une usine de bois de rose sur le cours supérieur de l'Alitani (1924) ou la mission Monteux-Richard (1931)....

J'ai d'autre part entrepris de situer la période de l'adolescence, qui pour les garçons, jusqu'à l'introduction vers 1970 de la scolarité obligatoire, était marquée par des étapes précises :

- vers 11 ans, on apprenait à faire une pagaie;
- vers 13 ans, on apprenait à faire un canot;
- vers 17 ans, on commençait à faire du canotage de transport.

A partir d'un certain nombre d'hommes dont l'âge a pu être fixé avec une bonne précision, on a situé tous les autres, hommes et femmes, par comparaison. En effet si les Boni ne savent pas leur âge, ils sont capables de dire qu'ils ont par exemple 2 ou 3 ans de moins que tel ou tel.

J'estime avoir fixé les âges avec une erreur probable inférieure à 2 ans pour les personnes de moins de 30 ans, 2 à 3 ans entre 30 à 60 ans et 3 ans au-dessus de 60 ans. Cette erreur n'a pas de caractère systématique et l'on peut penser qu'elle s'élimine dans la moyenne, ne perturbant que fort peu les calculs de fécondité et de mortalité.

Recensement

A cette époque, les groupements de Noirs Marrons tenaient farouchement à leur autonomie. Jamais l'administration française, non plus que l'administration de Surinam pour les Djuka et Saramaka, n'avait pu les recenser, ne pouvant pas même attribuer une identité aux individus : les Aluku ont deux ou trois noms, sans compter les surnoms. Certains ont plusieurs maisons dans des villages différents, vivant alternativement sur la rive française et la rive surinamienne. La population d'un village n'est jamais rassemblée, hommes et femmes étant souvent en déplacement entre les villages et leurs habitations de culture, ou en voyage.

Malgré les relations confiantes développées au cours de quatre missions sur le fleuve, et bien que les Aluku eussent bien saisi que mon travail était indépendant de celui de l'administration, je n'ai pu parvenir à un recensement que progressivement et indirectement. Il me fallait éviter d'aborder individuellement les hommes adultes, ce qui aurait pu inquiéter la population. Mais des voies indirectes me restaient ouvertes :

- Interrogatoire des femmes sur leurs enfants morts et survivants ;
- Plan détaillé des villages et interrogatoire des chefs de village sur les personnes habitant chaque maison ;
- Etude de la généalogie des groupes, en remontant de femme en femme jusqu'à l'aïeule fondatrice, puis en redescendant. Ces tableaux généalogiques dont certains s'étendent sur 9 générations et englobent plus de 150 personnes, ont mis en évidence un certain nombre d'absents temporaires et d'individus isolés. Ils ont mis en évidence également un certain nombre de jeunes gens et enfants orphelins recueillis par des parents éloignés, qui n'en auraient pas parlé directement. Mais sur ce point il subsiste des lacunes ; la pyramide des âges met en évidence un faible déficit d'hommes jeunes, ce qui ne peut être interprété que par l'émigration de jeunes gens qui ont été perdus de vue.
- Vérification générale à l'aide d'informateurs parfaitement en confiance et possédant à fond la généalogie des groupes.

Le recensement, arrêté au 1er janvier 1958, a porté sur 825 personnes dont 666 des villages de la rive française et 159 de la rive surinamienne (Kotika). Pour ces derniers, je pense avoir obtenu un ordre de grandeur car je les ai interrogés individuellement quand ils venaient sur la rive française, notamment pour assister aux fêtes de lever de deuil à Boniville en novembre 1957. J'estime par contre à moins de 5% les lacunes du recensement des villages de la rive française.

La pyramide des âges

En faisant le recensement des villages, j'ai porté une attention particulière au problème des émigrés et des étrangers ; dans nombre de populations la pyramide des âges obtenue d'après le recensement ne se prête à aucun calcul démographique car elle ne représente pas vraiment la population locale. Pour être vraiment significative, la pyramide des âges devrait être établie en fonction des tableaux généalogiques, de préférence d'après la filiation matrilineaire. Il se trouve que nous sommes en présence d'une population répondant sensiblement à cette condition. Le principe de constitution des villages des Noirs Réfugiés est, avons-nous dit, la localisation du matrilineage. Hommes et femmes demeurent dans le village de leur parenté maternelle ; la femme ne quitte pas son village pour rejoindre son mari, qui vient la visiter de temps à autre sans cesser de résider lui-même au milieu de son propre lignage.

Année de naissance	Hommes		Femmes	
		*1000		*1000
1862-1877	4	4,85	7	8,48
1878-1897	36	43,64	35	42,42
1898-1917	58	70,30	71	86,06
1918-1937	108	130,91	119	144,24
1938-1957	201	243,64	186	225,45
Total	407	493,33	418	506,67

Tableau 12. Pyramide des âges des Aluku au 1er janvier 1958

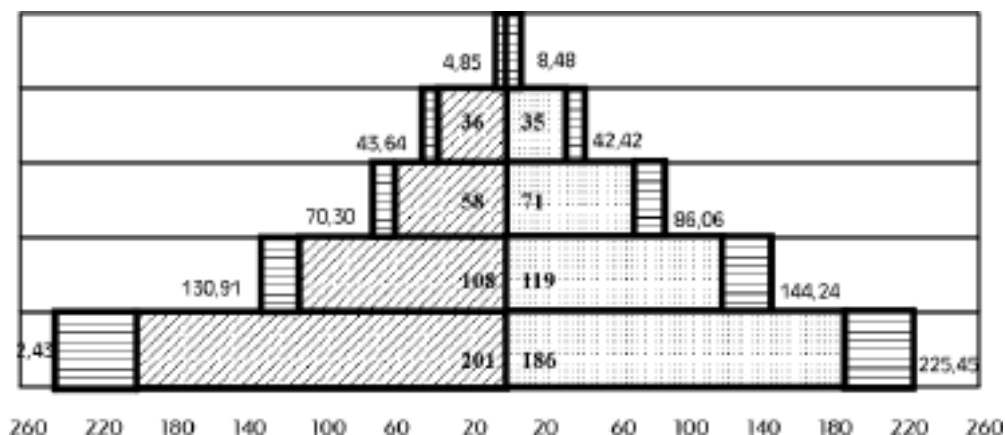


Figure 5 : Pyramide des âges des Aluku au 1er janvier 1958

La composition de chaque village correspond donc, au moins en principe, au groupe des vivants du tableau généalogique. Mais on observait un certain nombre d'exceptions :

- Un certain nombre d'hommes (une vingtaine sur huit cents personnes) avaient émigré définitivement et ne pouvaient plus être comptés dans la population des villages.
- Par contre une douzaine de Ndjuka et Saramaka mariés à des femmes Aluku s'étaient installés à demeure dans les villages et avaient été englobés dans le recensement.

Pour cette raison la correspondance du nombre des hommes et des femmes dans les diverses tranches d'âge de la pyramide des âges n'était pas absolument significative.

Ce fut vraisemblablement une erreur d'inclure les Aluku de la rive surinamienne, chez lesquels notamment l'émigration des jeunes hommes était plus importante. Réduite aux seuls villages de la rive française, la pyramide des âges eut été plus significative. Cependant tel quel, ce schéma donne une représentation satisfaisante de l'état démographique de la population et peut être utilisé pour des calculs complémentaires de mortalité.

Interrogatoire des femmes

Les femmes des villages de la rive française ont été interrogées à un an d'intervalle (fin 1956 et fin 1957) sur les enfants qu'elles avaient eus et perdus. On a situé l'âge des morts par comparaison à des enfants ou adolescents vivant au moment de l'enquête. Pour les morts adultes on s'est efforcé de fixer l'année de leur décès par rapport à la chronologie locale.

Les femmes des villages de la rive française nées jusqu'en 1939 inclus et mariées depuis au moins un an, fin 1957, étaient au nombre de 216, en y incluant 17 femmes du village de Kotika résidant temporairement sur la rive française; ne sont donc pas prises en compte dix-huit femmes en déplacement et de sept récemment décédées

198 femmes ont été interrogées :

- 158 soit (80%) ont répondu de bonne grâce.
- 33 soit (17%) ont répondu avec réticence ou ont donné des réponses contradictoires en 1956 et 1957.

Les recoupements ont montré qu'elles passaient sous silence un enfant vivant, en général un de leurs aînés qu'elles n'élevaient pas elles-mêmes.

Malgré les précautions prises, il subsiste quelques lacunes de ce fait dans le recensement des adolescents et jeunes gens. Par contre, je n'ai pas constaté de dissimulation portant sur des enfants morts.

Pour 28 de ces 33 femmes, j'ai pu reconstituer leur vie avec une précision suffisante, en interrogeant contradictoirement les maris et les frères aînés de même mère.

- 7 soit (3%) se sont refusées obstinément à répondre, sans donner de leur attitude aucune justification.

Au total, j'ai conservé 193 fiches de femmes ayant eu 747 enfants dont 472 survivants au 1^{er} janvier 1958.

La fécondité

L'enquête a été conduite selon les méthodes de l'INED, en totalisant séparément les naissances survenues dans les tranches d'âge 12,5 à 17,5 ans, 17,5 à 22,5 ans... centrées sur les âges 15, 20, 25... etc. On considère dans chaque tranche d'âge un quotient de fécondité, dans lequel on porte au numérateur le nombre d'enfants engendrés et au dénominateur le nombre d'années vécues dans cette tranche d'âge par les femmes considérées.

On tient compte de la totalité des femmes y compris les femmes stériles. Si l'on procédait autrement, le chiffre obtenu serait sans signification et ne pourrait servir directement au calcul du taux de reproduction de la population. La fécondité cumulée est la somme de la fécondité par tranche d'âges.

Pour l'étude de la fécondité, les femmes aluku ont été classées en cinq catégories selon leurs années de naissance, car la fécondité a varié considérablement au cours du temps. Seules les deux premières (femmes nées de 1860 à 1895 inclus et femmes nées de 1896 à 1915 inclus), seront étudiées ici, car les suivantes pourraient interférer avec la seconde enquête.

On a ajouté aux observations relatives aux femmes Aluku du haut Maroni, rive française, plusieurs fiches relevées à Kotika sur la rive surinamienne, ainsi qu'à Apatou (moyen Maroni). L'effectif de chacun des groupes étudié s'est trouvé porté à 41.

Influence du genre de vie sur la fécondité

Les pratiques anticonceptionnelles n'existent pas en pays Aluku, et la stérilité est unanimement considérée comme un malheur et une honte. En fait la fécondité n'était limitée que par :

- l'âge relativement tardif du mariage. Soumises à une ferme autorité de la part de leurs mères, les jeunes filles étaient rarement autorisées à se marier avant 18 à 20 ans. Une stricte surveillance visait à empêcher toute aventure hors mariage : c'était la défense d'une société dépourvue de tout secours médical contre le risque obstétrical.
- l'interruption des rapports conjugaux pendant le temps de l'allaitement. Les Noirs Réfugiés et les Indiens Wayana avaient à cet égard la même coutume, inspirée par la préoccupation d'éviter à la femme d'allaiter deux enfants à la fois. En fait le principe était d'interrompre les rapports conjugaux jusqu'à ce que l'enfant commençât à marcher, soit 12 mois après la naissance.

Fécondité des femmes nées entre 1860 et 1895

Ce groupe de 41 femmes âgées est particulièrement intéressant car il exprime la capacité de reproduction du groupe quand il était culturellement isolé et privé de tout secours médical. La fécondité de ces femmes était élevée en dépit du mariage tardif, et se prolongeait remarquablement tard. La fécondité cumulée moyenne s'élevait en effet à 7,70 enfants.

- 14 femmes sur 41 avaient eu 10 enfants et plus;
deux d'entre elles avaient atteint 14 enfants;
- 15 femmes sur 41 avaient eu des enfants au-delà de 45 ans;
- 3 femmes sur 41 avaient eu des enfants au-delà de 47/48 ans.

Cette fécondité élevée était corrélative de l'intervalle, également élevé, séparant l'aîné du dernier-né. Dans sept cas, cet intervalle était supérieur à 31 ans. Dans deux cas, il a été possible de repérer avec précision par rapport à la chronologie locale, la première et la dernière naissance. On notera que dans ce groupe on n'observe que deux femmes stériles.

Crise démographique au début du XXe siècle

Les déterminations relatives aux femmes nées entre 1896 et 1915 traduisent un effondrement de la fécondité.

La cause de ce phénomène n'est pas douteuse : elle réside dans l'invasion des maladies vénériennes, et plus spécialement de la blennorragie, qui entraîne la stérilité, parfois d'emblée, le plus souvent après la naissance de 2 ou 3 enfants. Le rapport entre le taux de stérilité et l'incidence des maladies vénériennes a été observé très régulièrement en Afrique Noire. Le déplacement du maximum de fécondité vers les âges plus jeunes est, en l'absence de pratiques anticonceptionnelles, caractéristique de populations malades.

L'invasion des maladies vénériennes chez les Aluku semble s'être produite au moment où la recherche du balata, vers 1920, avait amené dans l'intérieur une circulation intense de travailleurs célibataires accompagnés de prostituées. Les mœurs très libres des Aluku avaient favorisé la propagation de la maladie qui, depuis cette époque n'avait pas cessé ses ravages. A notre première mission en 1948, sur 9 canotiers Aluku, deux présentaient une blennorragie à la période aiguë et l'interrogatoire des autres montrait que tous avaient été atteints.

L'origine de la maladie n'était pas reconnue : on croyait volontiers qu'on la contractait en urinant sur une pierre chaude. Les Aluku se présentaient volontiers au dispensaire pour une blennorragie à la période aiguë, mais ils n'amenaient pas leur femme et se réinfectaient peu après. Quand la maladie était passée à l'état chronique ils cessaient de se faire soigner. Il a fallu de longues années pour que la patience et le dévouement des médecins finissent par surmonter ces attitudes.

A défaut de déterminations précises portant sur l'ensemble de la population aluku, j'ai relevé en 1957–58 les taux de stérilité montrant la persistance de l'infestation vénérienne jusqu'à la période 1940–1950 :

femmes : nées jusqu'en 1895 inclus	2/41 = 5%
nées de 1896 à 1915 inclus	9/41 = 21%
nées de 1916 à 1925 inclus	7/41 = 17%
nées de 1926 à 1935 inclus	6/41 = 13%

En l'absence de pratiques anticonceptionnelles, le taux de stérilité peut être regardé comme reflétant directement l'atteinte de la population par les maladies vénériennes.

Détermination précise de la fécondité

Dans la rédaction des tableaux 13 et 14 qui visent à l'obtention de données aussi précises que possible sur la fécondité, mais aussi sur la mortalité avant 1950, on a éliminé les femmes établies à Kotika et à Apatou (observations moins précises). Il reste 28 femmes pour le groupe ALUKU I (nées de 1864 à 1915) et 30 pour le groupe ALUKU II (nées de 1896 à 1915).

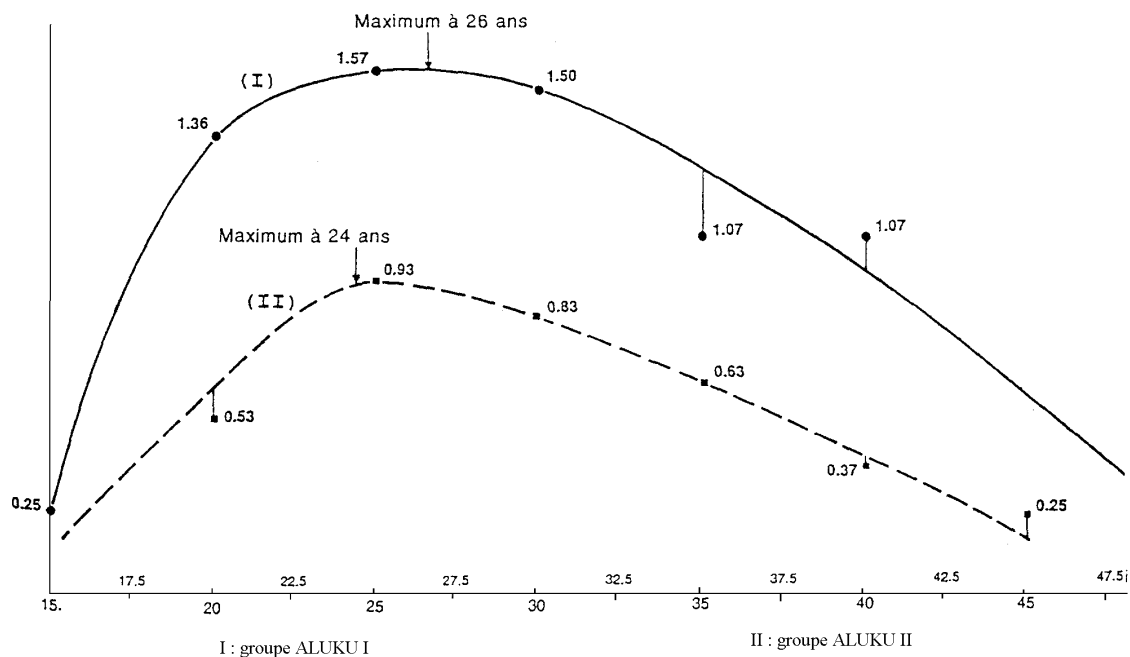


Figure 6. Courbes de fécondité relatives aux femmes des groupes ALUKU I et ALUKU II.

	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-42	42,5-47,5	T
NE	3	16	28	25	19	11	6	
NA	150	150	150	150	150	150	118	
NF	30	30	30	30	30	30	30	
NE/NA *5	0,1	0,53	0,93	0,83	0,63	0,37	0,25	3,65

Tableau 13 Quotients de fécondité des 28 femmes du groupe Aluku I nées de 1864 à 1915

	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-42	42,5-47,5	T
NE	3	16	28	25	19	11	6	
NA	150	150	150	150	150	150	118	
NF	30	30	30	30	30	30	30	
NE/NA *5	0,1	0,53	0,93	0,83	0,63	0,37	0,25	3,65

Tableau 14 Quotients de fécondité des 30 femmes du groupe Aluku II nées de 1896 à 1915

La somme des quotients relatifs au groupe ALUKU I conduit à une fécondité cumulée de 7,71. L'âge du maximum de fécondité était de 26 ans. Mais l'âge où la moitié des enfants ont été mis au monde était plus élevé, voisin de 28 ans. C'est ce chiffre qui caractérisait l'intervalle entre deux générations.

Les déterminations relatives au groupe ALUKU II montrent un effondrement de la fécondité. La fécondité cumulée moyenne était tombée à 3,64 enfants. L'âge du

maximum de fécondité était voisin de 25 ans. L'âge où la moitié des enfants ont été mis au monde était de 26 ans. Ainsi, à la fin des années 1950, on pouvait craindre un effondrement démographique des Aluku, sous l'effet des maladies vénériennes.

La mortalité

Mortalité générale, deux sexes réunis

Nous indiquerons ultérieurement en parlant de la balance démographique le taux de mortalité, c'est-à-dire la proportion du nombre annuel des décès au chiffre global de la population. C'est là une donnée d'un intérêt scientifique secondaire. Le plus important est d'établir la courbe de survie, montrant pour 100 enfants nés vivants le nombre de survivants à 1 an, 5 ans, 10 ans, etc... jusqu'à l'extinction du groupe. De cette courbe résulte l'espérance de vie à la naissance. C'est une donnée de base traduisant, en l'absence de tout secours médical, l'équilibre de la population considérée avec le milieu géographique. Jointe aux données sur la fécondité, elle offre une connaissance approfondie de l'évolution démographique de cette population.

Pour les Aluku, nous pouvons aborder cette étude en supposant la vie des individus arrêtée au 1^{er} janvier 1950, date à laquelle on peut considérer que les conditions influant sur la mortalité ont changé en quelques années, surtout en ce qui concerne les enfants, du fait de la création du poste médical de Maripasoula.

Entre 1890, époque extrême à laquelle notre enquête nous permet de remonter sans ambiguïté, et les années 1950, il ne paraît pas qu'aucun facteur ait pu modifier la mortalité. Le tableau de survie met en évidence une constance au cours du temps de la mortalité avant 5 ans, ce qui constitue un indice de la mortalité générale.

Etablissement du tableau de survie

En reprenant les fiches des 193 femmes Aluku dont la vie nous était complètement connue, on a pointé tous leurs enfants, année par année, sur un tableau. On a groupé ensuite les années de naissance par tranche de 10 ans et fait les quotients :

$$\frac{\text{Survivants au 1^{er} janvier 1950}}{\text{Nombre d'enfants nés de l'année } n \text{ à l'année } n + 10}$$

Le report graphique des quotients en fonction des âges moyens des survivants permet de tracer la courbe de survie relative aux deux sexes réunis (Figure 7). Il n'est pas possible d'obtenir directement une valeur du taux de survie aux âges supérieurs à 55 ans, mais on peut en obtenir une valeur approchée d'après la pyramide des âges. Ce calcul donne :

Proportion des survivants à 70 ans : 30%

année de naissance	enfants décédés			vivants au	survivants	âge moyen au 1-1-50
	de 0 à 1 an	de 0 à 5 ans	à plus de 5 ans avant le 1-1-50			
1888 à 1899	12 (36%)	13 (39%)	5	16	16/33 = 48%	50 ans
1900 à 1909	15 (28%)	20 (37%)	8	26	26/54 = 48%	45 ans
1910 à 1919	21 (24%)	30 (35%)	8	47	47/85 = 55%	35 ans
1920 à 1929	20 (21%)	28 (31%)	7	59	59/94 = 62%	25 ans
1930 à 1939	24 (24%)	32 (30%)	8	66	66/106 = 63%	15 ans
1940 à 1949	40 (23%)		1	122	122/175 = 70%	5 ans

Tableau 15. Aluku : proportion des survivants par tranche d'âge (deux sexes réunis)

L'espérance de vie à la naissance, telle qu'on peut la déduire de la représentation graphique, est d'environ 43 ans. C'est une valeur remarquablement élevée pour des peuples privés de secours médical, et notablement supérieure à ce que l'on enregistre en Afrique Noire. Nous verrons ultérieurement quelle explication peut être donnée à ce fait.

Accroissement de la population

D'après la courbe de survie, il nous est possible de calculer le taux de reproduction de la population.

En appelant f la fécondité totale, N l'âge où la moitié des enfants ont été engendrés (rappelons que cet âge est plus élevé de 2 à 3 ans que celui du maximum de fécondité), p_N la proportion des survivants à l'âge N , on peut admettre que 100 filles nées l'année n seront remplacées à l'année $n + N$ par

$$100 \times \frac{95}{195} \times f \times p_N$$

Rappelons que sur 195 enfants nés, on compte 100 garçons et 95 filles. Ainsi, pendant la période 1890 à 1925, la population aluku faisait plus que doubler à chaque génération.

Cette valeur divisée par cent donne une valeur approchée du taux de reproduction de la population entre les années n et $n + N$.

$$1 - \text{femmes nées de 1860 à 1895} \quad \frac{95}{195} \times \frac{7,71}{100} \times \frac{60}{100} = \frac{225}{100} \quad \text{en 28 ans}$$

(ayant atteint 28 ans de 1888 à 1923)

Ce résultat est en bon accord avec les tableaux généalogiques des matrilignages. D'après ces tableaux, les Aluku actuels, à l'exception d'environ 5% d'entre eux appartenant à des lignages de fondation récente, descendent par des filiations exactement reconnues de 7 femmes ayant vécu à la fin du XVIIIe siècle.

Retenons que ce taux de reproduction de 225% par génération de 28 ans étaient normal chez les Noirs Marrons, en l'absence de grandes épidémies et de maladies vénériennes, et avant tout secours médical.

2 – femmes nées de 1895 à 1915
 (ayant atteint 27 ans de 1932 à 1942) $\frac{95}{195} \times \frac{3,64}{100} \times \frac{60}{100} = \frac{106}{100}$ en 27 ans

A cette époque (et plus largement de 1930 à 1950), la population était stationnaire, au mieux légèrement progressive. C'est cette situation que reflétait la pyramide des âges établie en 1958.

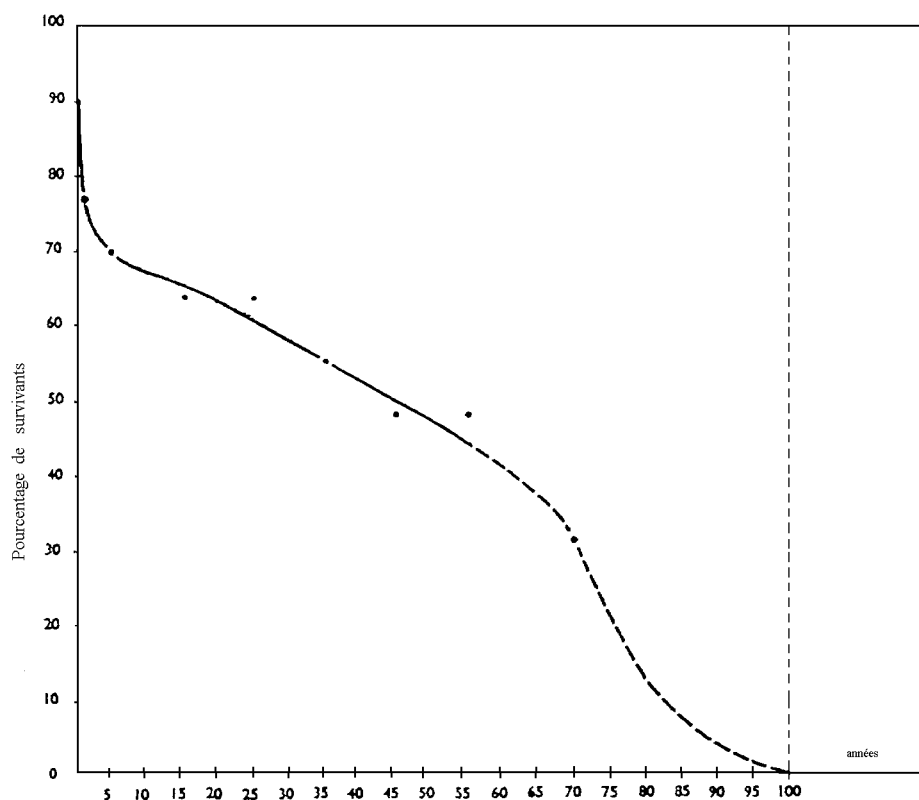


Figure 7. Courbe de survie des Aluku, en prenant pour date de référence le 1^{er} janvier 1950

Taux de natalité et de mortalité ; balance démographique

Du 1er janvier 1956 au 31 décembre 1957, soit en deux ans, il est né 39 enfants dans les villages de la rive française et il est mort 21 personnes (y compris 5 enfants nés pendant cette période).

Taux de natalité	2,9% par an
Taux de mortalité	1,6% par an
Taux d'accroissement	1,3% par an.

Le taux d'accroissement de 1,3% qui correspond d'ailleurs au calcul théorique indiqué plus haut, est très inférieur à celui de la population de Cayenne et des communes du littoral. Si l'on considère qu'avant 1920, il atteignait la valeur remarquable de 3% par an, on mesure l'étendue du désastre provoqué par les maladies vénériennes.

Longévité des Noirs Marrons

La comparaison des Noirs Marrons et des Amérindiens était frappante à cet égard. Ils vivaient beaucoup plus vieux que les Amérindiens et, à âge égal, étaient en bien meilleur état physique. Chez les Amérindiens un homme de 60 ans porte son âge; chez les Noirs Réfugiés c'est un homme dans la force de l'âge. Les hommes de 40 à 50 ans disent volontiers : "nous, les jeunes". Il y a très peu d'infirmités et de grabataires chez les vieillards. On peut estimer qu'en moyenne les forces physiques ne commencent guère à défaillir avant 75 ans pour les hommes et 80 ans pour les femmes. L'espérance de vie à la naissance des Noirs Réfugiés est non seulement supérieure de plus de 12 ans à celle des Amérindiens, mais encore sensiblement plus élevée que celle des peuples africains dont ils sont issus.

On peut attribuer ce fait à deux causes :

- 1) Les Noirs Marrons vivaient dans un milieu plus salubre que la forêt africaine et avaient de meilleures conditions de vie. Leur dissémination dans les campements de culture, outre qu'elle leur assurait une bonne alimentation, faisait obstacle à la propagation des maladies épidémiques.
- 2) Les Noirs Marrons sont une population sélectionnée. Plus que d'une rébellion massive, les groupes rebelles ont grossi de l'apport de ceux qui, d'année en année s'évadaient au péril de leur vie. Les migrations volontaires, surtout dans de pareilles circonstances, s'accompagnent d'une sélection particulièrement nette, qui malgré le temps écoulé (8 générations) continue à influencer sur les caractères physiologiques des Noirs Marrons. Elle peut notamment expliquer la vigoureuse constitution des Aluku (il n'y avait que deux infirmes de naissance sur 825 personnes) et leurs qualités exceptionnelles de courage physique et d'initiative.

3) En revanche, on sait que les Amérindiens ont été décimés par les maladies importées et sont restées en dépit d'une amélioration sanitaire très nette très sensibles à celles-ci.

Mortalité par sexe des enfants jusqu'à 10 ans

Le nombre des enfants des femmes des groupes ALUKU I et ALUKU II paraît suffisant pour que l'on tente une approche sélective de la mortalité par sexe, qui n'avait pas été envisagée dans le premier dépouillement de l'enquête.

Les calculs sont fondés sur l'hypothèse, très vraisemblable, que la mortalité est restée constante tant que les Aluku sont restés isolés et privés de tout secours médical. On peut donc introduire dans un même tableau, en vue d'additions, des individus nés vers 1900. et d'autres nés vers 1940.

Les enfants des femmes des deux groupes ont été classés par sexes et par années de naissance. Une difficulté est l'existence sur les fiches, d'un petit nombre d'enfants dont le sexe n'avait pas été indiqué. Ils ont été placés dans les cases correspondantes du tableau de mortalité, puis dans chaque case, ventilés par parties égales entre les sexes masculin et féminin. Cela fait, on a réparti les enfants des deux sexes dans les catégories : morts à la naissance, morts avant 1 mois (leur somme définit la mortalité périnatale), morts de 1 mois à 1 an, de 1 à 5 ans, de 5 à 10 ans.

	1	2	3	4	5	6	7
Sexe	Tous les indiv.	† à la naissance	† av 1 mois	† de 1 mois à 1 an	† de 1 à 5 ans	† de 5 à 10 ans	total † av 10 ans
Masc.	128 + 9	3+2	17+4	5+2	13+1	2	49
Fém.	124+10	5+1	11+5	1+2	8+2	3	38
Incon.	19	3	9	4			

Tableau 16. Mortalité des Aluku du haut Maroni de 1888 à 1940 d'après la descendance des femmes des groupes aluku I (nées de 1864 à 1895) et aluku II (nées de 1896 à 1915); sexes masculin et féminin

La mortalité périnatale est la somme figurant aux colonnes 2 et 3, divisée par le nombre occupant la colonne 1. La mortalité avant 10 ans est le quotient des nombres figurant aux colonnes 7 et 1. Le tableau montre l'importance de la mortalité périnatale, et la mortalité plus élevée du sexe masculin, à tous les âges jusqu'à 10 ans.

mortalité périnatale : sexe M : 19% mortalité avant 10 ans : sexe M : 36%
sexe F : 16% sexe F: 28%

Ces données seront reprises dans la seconde enquête et mises en corrélation avec les données postérieures à 1950.

2.3.2. Seconde enquête démographique (1989 – 1998)

Recensement

On s'est attaché à recenser la population sur une base résidentielle, en se fondant sur des plans topographiques détaillés des villages de la rive française. Les habitations occupées par des femmes ont toutes été visitées.

Les femmes constituent aujourd'hui encore, l'élément de base de la population des villages Aluku. Elles ont conscience de l'importance des liens claniques et de l'unité du *lo* (matrilignages) : elles trouvent normal et bénéfique de rester dans le village. Seules des raisons économiques impérieuses peuvent les amener à le quitter pour un centre extra-coutumier, et si elles le font, c'est à regret, en conservant des liens étroits, sociaux et religieux, avec leur village d'origine. Les femmes accueillent également chez elles leurs filles non mariées et les enfants de celle-ci. Dans un cas relevé à Boniville, une femme âgée logeait sa fille infirme et les quatre filles de celle-ci, ayant au total 16 enfants.

Une dizaine de femmes au plus avaient une activité partagée entre deux villages, ayant une maison dans chacun d'eux. Leur présence n'y était nullement clandestine ou sujette à caution comme l'est parfois celle des hommes.

Les enfants et les adolescents jusqu'à l'âge de 18 ans inclusivement ont été conservés sur la fiche de leur mère, avec laquelle ils sont supposés résider, même si au cours de l'année scolaire ils suivent un enseignement hors de leur village, situation nécessairement provisoire.

Les hommes sont affectés d'une grande mobilité, situation qui commence dès l'adolescence. Les liens claniques ont actuellement peu d'importance à leurs yeux ; ils sont plus sensibles à des motivations économiques, et leur activité se partage fréquemment entre deux localités. Beaucoup d'entre eux n'ont pas d'habitation permanente et quand ils sont présents dans leur village natal, les jeunes hommes résident habituellement chez leur mère, situation qui se prolonge jusqu'à l'âge adulte et qui les dispense de faire construire une maison.

Tranches d'âge	1998-1989	1988-1979	1978-1969	1968-1959	1958-1949	1948-1939	1938-1929	1928-1919	1918-1909	1908-1899
Sexe fém.	199	147	86	47	28	28	16	10	8	1
Sexe masc.	232	133	71	34	30	12	10	5	3	4
Total	431	280	157	81	58	40	26	15	11	5
Total général : 1 104										

Tableau 17. Répartition par âge et sexe de la population des Aluku de Papaïchton en août 1998 (tranches d'âge de 10 ans)

Deux faits importants résultent de l'examen du tableau 17 :

- les moins de 20 ans sont $711/1104 = 64\%$ du total;
- il y a dans toutes les tranches d'âge une différence entre les sexes en faveur des femmes. En ne comptant pas la différence observée dans la tranche d'âges 0 à 19 ans qui résulte nécessairement d'une inégalité dans les naissances, les tranches d'âges suivantes présentent des différences portant au total sur 55 personnes.

Cette différence peut être attribuée en partie à des omissions dans le collationnement des hommes, en partie à ce que des hommes avaient quitté définitivement les villages de Papaïchton.

En ce qui concerne les femmes ayant des habitations personnelles, aucune omission n'était à craindre, mais il est probable que certaines jeunes femmes dépourvues d'habitations personnelles, revenues depuis peu du littoral ou de l'étranger, ont été omises. Il ne semble pas que leur nombre ait dépassé quelques dizaines, avec un nombre d'enfants du même ordre.

Au total, il est possible qu'en dépit des précautions prises, ce recensement ait laissé échapper une centaine de personnes, et que la population réelle de la commune évaluée sur la base de la résidence effective des personnes, ait été d'environ 1 200 en août 1998.

D'autres modes d'évaluation sont concevables, en se fondant par exemple sur les listes électorales, mais ils ne peuvent correspondre à des réalités résidentielles.

L'INSEE en 1998 a publié deux chiffres sur la population de Papaïchton : en 1996 : 770 ; en 1999 : 1645. Le premier de ces chiffres est fortement sous-évalué, le second est surévalué, et ne peut pas se rapporter à la population résidant dans les villages de la rive française. Peut-être y a-t-on ajouté des ressortissants surinamiens qui au cours de l'année 1999, ont obtenu la nationalité française sans, à ma connaissance, avoir quitté leurs villages.

Années	Hommes		Femmes	
		*1000		*1000
1908	4	3,62	1	0,91
1918	3	2,72	8	7,25
1928	5	4,53	10	9,06
1938	10	9,06	16	14,49
1948	12	10,87	28	25,36
1958	30	27,17	28	25,36
1968	34	30,80	47	42,57
1978	71	64,31	86	77,90
1988	133	120,47	147	133,15
1998	232	210,14	199	180,25
Total	534,00	483,70	570,00	516,30

Tableau 17 bis

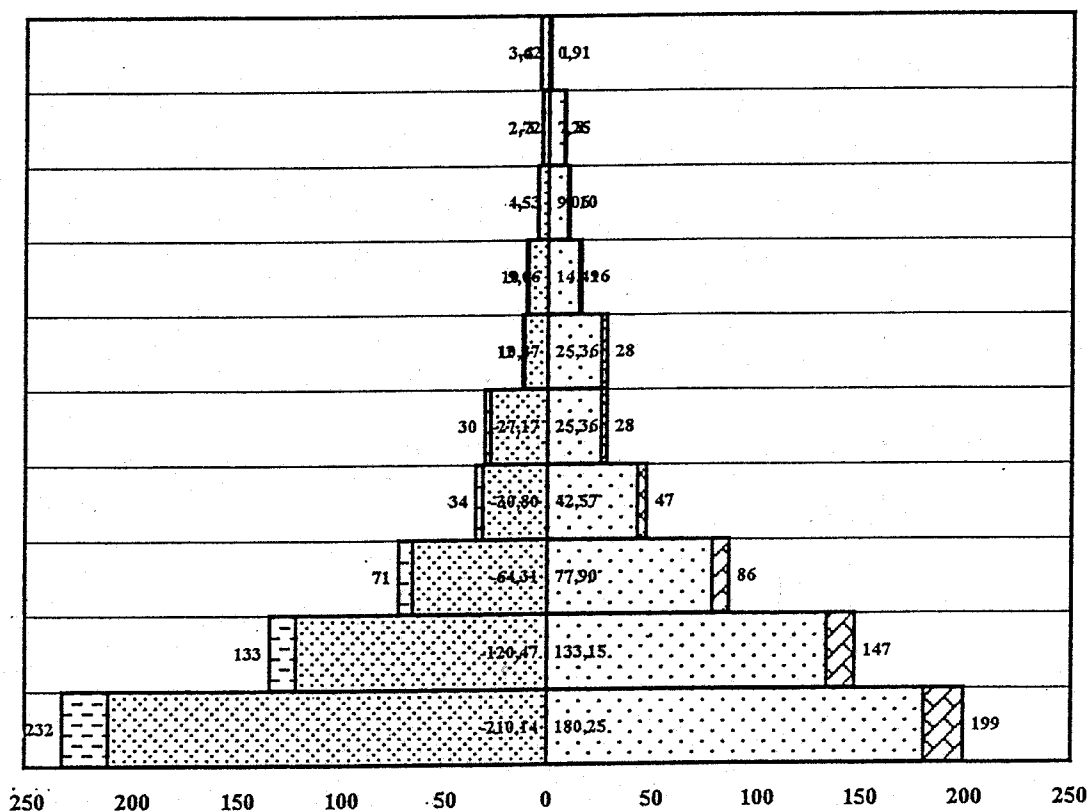


Figure 8. Pyramide des âges des Aluku de Papaïchton au 1^{er} août 1998 (tranches d'âge de 10 ans, total rapporté à 1000)

Confrontation des pyramides des âges de 1958 et de 1998

La répartition par âges et par sexes est plus facile à apprécier à partir de tranches d'âges de 20 ans (Tableaux 18 et 19, Figures 9 et 10).

Année de naissance	Hommes		Femmes	
		*1000		*1000
1862-1877	4	4,85	7	8,48
1878-1897	36	43,64	35	42,42
1898-1917	58	70,30	71	86,06
1918-1937	108	130,91	119	144,24
1938-1957	201	243,64	186	225,45
Total	407	493,33	418	506,67

Tableau 18. Répartition de la population des Aluku en janvier 1958 (tranches d'âge de 20 ans)

- Les moins de 20 ans sont $387/825 = 47\%$ de la population.
- Les individus compris entre 20 et 40 ans, qui sont les plus actifs tant sur le plan économique que comme reproducteurs sont 257 soit 31% de la population.
- Les 40-60 ans sont $132/825 = 16\%$ du total.
- Les 60-80 ans sont $71/825 = 9\%$ du total, ce qui est relativement considérable.

Cette répartition dans son ensemble, et notamment l'importance prise par les tranches 40-60 ans et 60-80 ans, est en rapport avec un médiocre taux de remplacement des générations, et résulte d'une faible fécondité des femmes, vraisemblablement pendant les quelques quarante années précédant l'enquête.

Celle-ci a mis en évidence une population faiblement progressive, qui a pu être stationnaire pendant un certain temps.

Les moins de 20 ans sont 711 sur 1104 = 64% du total

Les 20-40 ans sont 238 sur 1104 = 21% du total

Les 40-60 ans sont 98 sur 1104 = 9% du total

Les 60-80 ans sont 41 sur 1104 = 4% du total

Cette répartition est en relation avec une forte fécondité des femmes, pendant deux générations (vraisemblablement depuis 1960) et de façon continue.

Année de naissance	Hommes		Femmes	
		*1000		*1000
1862-1867	0	0,00	2	2,42
1868-1877	4	4,85	5	6,06
1878-1887	14	16,97	7	8,48
1888-1897	22	26,67	28	33,94
1898-1907	22	26,67	26	31,52
1908-1917	36	43,64	45	54,55
1918-1927	41	49,70	54	65,45
1928-1937	67	81,21	65	78,79
1938-1947	79	95,76	65	78,79
1948-1957	122	147,88	121	146,67
Total	407	493,33	418	506,67

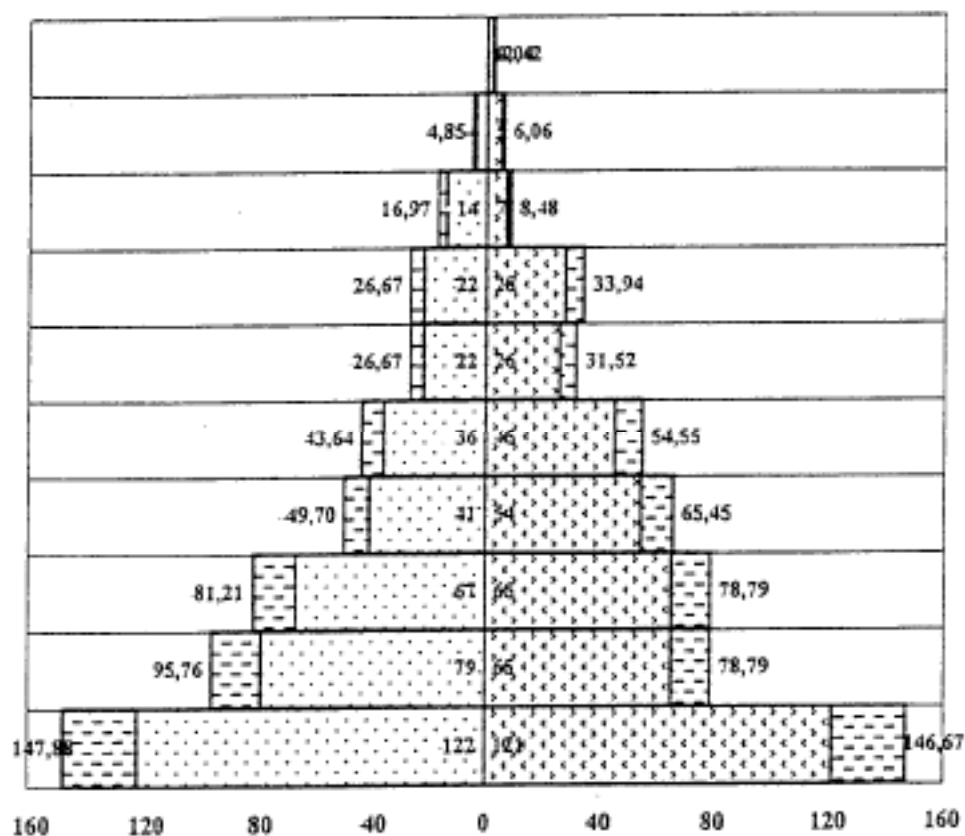


Figure 9. Pyramide des âges des Aluku au 1^{er} janvier 1958 (Tranches d'âge de 20 ans)

Identité des personnes

Dans le système social des Aluku, chaque individu ne recevait qu'un nom personnel. Quelques-uns en avaient deux, qui étaient utilisés concurremment. Ainsi le capitaine de Kormotibo décédé en octobre 1999 était appelé indifféremment Kazal ou Tobu.

Dans le cadre du programme de francisation on tenta de créer des noms de familles transmissibles par le père. Ainsi le nom du père d'un adulte était érigé en nom de famille, écrit en majuscules sur les documents d'état-civil⁹.

Odile est fille de Martin et d'Angèle. On écrira son identité : MARTIN Odile. On supposait qu'il se créerait des patronymes transmissibles d'une génération à l'autre, car chaque enfant porterait le patronyme de son père. Ces noms ont été adoptés sans opposition, au début des années 1970. Mais le mode de transmission n'a pas été celui que voulait le législateur. En effet, dans la plupart des cas, les enfants étant nés hors mariage recevaient le patronyme de la mère. Ainsi MARTIN Odile a enfanté MARTIN Alexis, MARTIN Nadine, etc... Quand il y a mariage coutumier, et création d'un lien durable, les enfants reçoivent en principe le patronyme de leur père, les enfants de MARTIN Odile et de DUVAL Léon doivent s'appeler DUVAL Théodore, etc.

Mais en fait, l'examen des livrets de famille montre que même si l'union est stable et les enfants issus d'un même père, une partie d'entre eux ont reçu le patronyme de la mère. En particulier ceux qui sont nés à l'hôpital de Cayenne. C'est ainsi qu'on trouvera sur le livret de famille la succession : duval Théodore, martin Adèle, martin Marie, duval Jeanne, etc. Les gens ne s'en formalisent pas, ils font confiance aux bureaux de la commune.

Ce n'est d'ailleurs pas toujours le nom du père qui a été choisi pour former le patronyme, parfois celui-ci se réfère au nom du grand-père paternel de la personne. En fait, tant que la personne n'a pas présenté une carte d'identité ou un livret de famille, il est impossible de connaître son nom d'état-civil...ceci ne résolvant en rien l'imbroglio généalogique. Ses voisins eux-mêmes peuvent se tromper, car ils continuent à utiliser exclusivement le nom aluku. La difficulté d'identifier les personnes a retardé beaucoup l'aboutissement de la présente enquête.

Années	Hommes		Femmes	
		*1000		*1000
1899-1918	7	6,34	9	8,15
1919-1938	15	13,59	26	23,55
1939-1958	42	38,04	56	50,72
1959-1978	105	95,11	133	120,47
1979-1998	365	330,62	346	313,41
Total	534,00	483,70	570,00	516,30

Tableau 19: Répartition de la population ALUKU en janvier 98 (tranches d'âges de 20 ans)

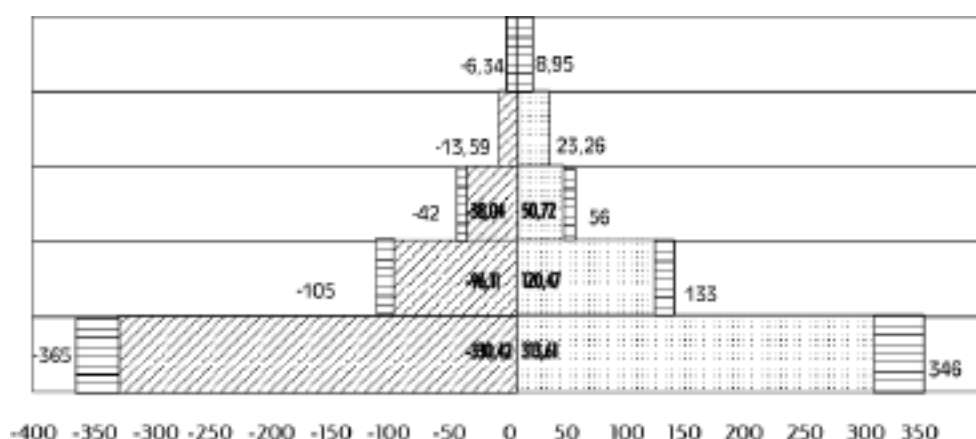


Figure 10 : Pyramide des âges des Aluku de Papaïchton au 1er août 1998 (tranches d'âge de 20 ans).

La fécondité

Je suis amené à grouper en un exposé unique des situations qui sont en fait variables, tant par l'appartenance aux divers villages auxquels s'attachent certaines traditions, que par les situations matrimoniales. Celles-ci sont elles-mêmes variées. Je me suis efforcé d'en dégager l'essentiel.

Les situations matrimoniales

Lors de la première enquête (1957), on se trouvait en présence de deux situations bien distinctes :

- les jeunes filles n'avaient pas d'activité sexuelle et restaient avec leurs mères.
- les femmes adultes étaient mariées. Car c'est seulement dans le mariage qu'elles pouvaient disposer d'une maison et d'un canot et recevoir les fournitures annuelles de base acquises par les hommes car leurs ressources monétaires étaient très faibles. La coutume leur reconnaissait le droit de divorcer ; mais elles étaient dans la nécessité de conclure un nouveau mariage, et cela sans tarder. Ainsi la

situation de femmes célibataires vivant sans le concours d'un conjoint, était inexistante.

Il en va tout autrement à notre époque, où au contraire les allocations familiales procurent aux femmes une situation économique prépondérante. Elles n'ont plus au même degré, besoin d'un mari : même pour couper leur abattis, elles peuvent à défaut de conjoint payer des manœuvres. Si elles conservent un mari, c'est pour des raisons affectives. Dans ce qui suit, on a divisé les femmes en trois grandes catégories d'âge :

- 25 ans et moins de 25 ans (1973 et au-dessus),
- 26 à 40 ans (1958 à 1972),
- 41 ans et plus (1957 et au-dessous).

On a formé deux groupes en relation avec les normes résidentielles : d'une part Papaïchton et Kormotibo, où les hommes sont présents en grand nombre (ils possèdent plus de 40% des habitations) et d'autre part Boniville et Loka où domine une situation opposée.

Ages	Papaïchton Kormotibo			Boniville Loka			Total		
	Mariées	Célibat.	Total	Mariées	Célibat.	Total	Mariées	Célibat.	Total
> de 25 ans	8	22	30	1	18	19	9	40	49
26 à 40 ans	16	16	32	20	14	34	36	30	66
41 ans et +	18	23	41	12	13	25	30	36	66
TOTAL	42	61	103	33	45	78	75	106	181

Tableau 20. Femmes aluku de Papaïchton : situation matrimoniale

Une autre contrainte, étroitement liée à la situation matrimoniale, est le logement : les femmes peuvent vivre soit chez leur mère (ou grand-mère), soit dans une maison personnelle, soit encore chez leur mari. Ces situations ont été répertoriées de la même façon que le mariage.

Abréviations : /m. = chez leur mère ; m.p. = maison personnelle ; /ma. = chez leur mari

Ages	Papaïchton Kormotibo				Boniville Loka				Total			
	/m.	m.p	/ma.	T	/m	m.p.	/ma.	T	/m.	m.p	/ma	T
> de 25 ans	21	5	4	30	16	3	-	19	37	8	4	49
26 à 40 ans	5	22	5	32	3	29	2	34	8	51	7	66
41 ans et +	-	38	3	41	-	25	-	25	-	63	3	66
TOTAL	26	65	12	103	19	57	2	78	45	122	14	181

Tableau 21. Femmes aluku de Papaïchton : logement

Les tableaux 20 et 21 ne mettent en évidence entre ces deux groupes de village aucune opposition évidente, sauf pour la résidence au domicile du mari, qui est nettement plus commune à Papaïchton-Kormotibo : 12 sur 103 femmes, contre 2 sur 78 à Boniville-Loka.

En fait, de nos jours comme autrefois, la proximité géographique ne joue pas

un rôle direct dans la conclusion des mariages. C'est ainsi qu'à Boniville, sur 14 maris, on relève les localisations suivantes :

Boniville	2	Kormotibo	3	Kotika	1
Loka	1	Papaïchton	1	Saint-Laurent	1
				Ndjuka	5

On remarque parmi ces conjoints cinq Ndjuka qui se déplacent le long du fleuve et ne viennent qu'assez rarement visiter leur épouse. C'est pourquoi même dans les ménages les plus unis, la résidence commune reste exceptionnelle. On n'en trouve que 14 cas sur 181 femmes. Dans l'ensemble de ces femmes, la situation de célibataire l'emporte dans la proportion de 58% au total.

On le voit, les jeunes filles de moins de 25 ans, bien qu'elles soient laissées tout à fait libres de leur choix, sont les plus rebelles au mariage (9 sur un total de 49). Elles préfèrent de beaucoup rester chez leurs mères et vivre dans l'irresponsabilité la plus totale, se contentant de relations de courte durée et mettant au monde des enfants naturels ("il n'a pas de père"). Leurs mères, à l'encontre des principes de l'ancien système familial, ne leur reprochent pas ces grossesses qu'elles ne déclarent même pas (la mère constate simplement que sa fille est enceinte). L'attribution de livrets de famille, puis d'allocations suffit à faire tolérer cette situation par leur entourage.

Ces jeunes femmes n'ont pour la plupart que deux enfants naturels. Cette situation est tolérée par l'opinion. On pense qu'à la naissance du troisième enfant, l'intéressée songera à quitter sa mère, à s'installer dans une maison distincte et à rechercher une liaison plus durable pouvant se transformer en mariage, ce qui est possible; mais on peut craindre que la plupart s'installent dans le célibat.

Les femmes de 25 à 40 ans, qui sont à la phase la plus active de leur vie génitale, et disposent d'un maximum de ressources du fait des allocations familiales, sont plus réceptives à l'égard du mariage : 16 mariées contre 16 célibataires à Papaïchton-Kormotibo, 20 contre 14 à Boniville-Loka. Ces célibataires sont en fait des divorcées qui en partie se remarieront selon la coutume. Mais certaines d'entre elles (à titre indicatif, environ un quart) affirment leur intention de demeurer célibataires et organisent leur vie en conséquence : en particulier elles rétribuent des manoeuvres pour réparer leurs constructions et couper leurs abattis.

Chez les femmes âgées (au-dessus de 55-60 ans) la proportion des célibataires s'accroît. Quand elles perçoivent l'allocation vieillesse en plus du RMI, elles estiment n'avoir plus besoin de mari. Si elles conservent ce lien, c'est par affection.

Une approche des situations matrimoniales

Dans ce qui suit on cherchera une approche plus précise de la situation matrimoniale des femmes Aluku des grandes catégories d'âges, par un sondage à 1/5 effectué sur les femmes citées ci-dessus, en décrivant sommairement leur passé ; les enfants morts en bas-âge ont été déduits des nombres d'enfants cités.

On distinguera, de façon assez incertaine :

- mariage : union autorisée par la parenté de la femme ;
- liaison : union non autorisée, mais tolérée, et connue du voisinage. Les relations dont sont issues les enfants naturels ont un caractère clandestin.

Les femmes ainsi désignées par le sondage n°1 ci-dessus ont peut-être moins divorcé que la moyenne. Deux d'entre elles seulement ont mentionné des enfants naturels, et en tous cas, la vie d'aucune d'elles n'a commencé par des enfants naturels. Ce qui jette un doute sur la possibilité des toutes jeunes femmes actuelles (moins de 25 ans), lesquelles n'ont que des enfants naturels, de parvenir à s'insérer dans une vie familiale régulière.

Sur 16 femmes de cette tranche d'âge retenues par le sondage n°2 ci-dessous :

- 3 n'ont jamais divorcé et demeurent avec leur premier conjoint;
- 6 ont divorcé une fois;
- 3 ont divorcé deux fois;
- 4 ont divorcé trois fois;

Aucune d'elles ne mentionne de liaison clandestine ou d'enfants naturels.

1. Femmes de 26 à 40 ans (nées de 1958 à 1973)			
Référence codée	Résumé de la vie de la femme	Naissances	Situation de la femme en 1998
Papaïchton			
E5 : 1960	1 ^o mari vers 1973, jusqu'à 1998	8 enfants	reste avec le 1 ^o mari
E18 : 1970	1 ^o mari vers 1985, jusqu'à 1998	6 enfants	reste avec le 1 ^o mari
E55 : 1972	1 ^o mari vers 1988	4 enfants	célibataire;
	2 ^o mari vers 1995	1 enfant	vit chez sa mère
E71 : 1970	1 ^o mari vers 1986	6 enfants	veuve non remariée
	décédé en 1997		
Kormotibo			
D2 : 1970	1 ^o liaison vers 1985	4 enfants	célibataire
	2 ^o liaison vers 1993	2 enfants	
D13 : 1971	1 ^o mari vers 1986	3 enfants	célibataire
	2 ^o liaison vers 1993	3 enfants	
D18 : 1962	1 ^o mari vers 1977, jusqu'à 1998	6 enfants	reste avec le 1 ^o mari
D38 : 1972	1 ^o mari vers 1987, jusqu'à 1998	5 enfants	reste avec le 1 ^o mari
Boniville			
A5 : 1958	1 ^o mari vers 1975	5 enfants	célibataire
	divorcée 1990		
A10 : 1967	1 ^o liaison	1 enfant	
	2 ^o mari	1 enfant	
	3 ^o liaison	1 enfant	
	4 ^o mari vers 1990	5 enfants	reste avec le 4 ^o mari
A25 : 1966	1 ^o mari (Saramaka) vers 1986	1 enfant	célibataire
A35 : 1972	liaisons cachées	3 enfants naturels	célibataire
Loka			
B1: 1972	1 ^o liaison vers 1988	3 enfants	
	2 ^o mari en 1997	1 enfant	reste avec le 2 ^o mari
B15 : 1964	1 ^o liaison vers 1980	1 enfant	
	2 ^o mari en 1995	pas d'enfant	reste avec le 2 ^o mari
B30 : 1972	1 ^o mari vers 1987	2 enfants	
	2 ^o liaison cachée	2 enfants naturels	
	3 ^o mari en 1998	pas d'enfant	reste avec le 3 ^o mari
B40 : 1963	1 ^o liaison en 1980	1 enfant	
	2 ^o mari en 1982	7 enfants	reste avec le 2 ^o mari

En considérant l'ensemble des femmes de cette tranche d'âges des quatre villages étudiés, au nombre de 66, on note qu'une dizaine de mariages demeurent en vigueur, après plus de 30 ans, durée rapportée à 1998. On voit que la fidélité conjugale était estimée et pratiquée par une partie des femmes aluku. Cette tendance existe toujours, mais sans doute dans une fraction plus réduite de la population féminine.

2. Femmes de plus de 41 ans (nées avant 1958)			
Référence codée	Résumé de la vie de la femme	Naissances	Situation de la femme en 1998
Papaïchton			
E2 : 1910	1° mari vers 1928,	5 enfants	divorcée
	2° mari vers 1950	1 enfant	
E15 : 1927	1° vers 1943, ≠1953	4 enfants	reste avec le 6°mari
	4 mariages de courte durée	pas d'enfants	
	6° mari Saramaka (Kourou)	pas d'enfants	
E523 : 1937	2 mariages de courte durée	enf. morts en bas âge	este avec le 3° mari
		7 enfants	
	3°mari vers 1964		divorcée
E40 : 1947	1° liaison vers 1960	1 enfant	
	2° mari vers 1965	4 enfants	reste avec le 1° mari
E50 : 1936	1° mari vers 1955	5 enfants	
E62 : 1934	1° mari vers 1951	2 enfants	reste avec le 1° mari
E 68 : 1946	1° mari (Ndjuka) vers 1962	pas d'enfant	
	2° mari vers 1964	pas d'enfant	reste avec le 4° mari
	3° mari vers 1965	1 enfant	
	4° mari vers 1968	5 enfants	
Kormotibo			
D7 : 1925	2 mariages de courte durée	pas d'enfant	divorcée
	3° mari (Ndjuka)	2 enfants	
	4° mari vers 1950	4 enfants	
D26 : 1937	1°mari vers 1955, ≠1980	10 enfants	reste avec le 4° mari
	2 mariages de courte durée	pas d'enfant	
	4° mari (vit à Maripasoula)	pas d'enfants	
D37 : 1953	1°mari vers 1968	13 enfants	reste avec le 1°mari
Boniville			
A1 : 1917	1°mari vers 1938, ≠	3 enfants	célibataire
	2° mari vers 1950, †	-	
	3° mari (Saramaka), ≠	1 enfant	célibataire
	4° mari vers 1955; ≠1958	-	
	5° mari	pas d'enfant	
A19 : 1917	1°mari, date ?	(stérile)	célibataire
	2°mari, date ?		
A30 : 1953	1° mari vers 1968	8 enfants	célibataire
	2° mari vers 1995, _	pas d'enfants	
Loka			
B7: 1948	1°mari vers 1963	3 enfants	reste avec le 3°mari
	2°mari en 1970	2 enfants	
	3° mari vers 1975	2 enfants	
B25 : 1924	1°mari vers 1942	2 enfants	célibataire
	2°mari (Ndjuka) vers 1948	1 enfant	
	3° mari vers 1951, † vers 1972	8 enfants	
B37 : 1957	1°mari vers 1973	4 enfants	reste avec le 2°mari
	2° mari vers 1983	4 enfants	

La fécondité : données numériques

Etant donné la grande diversité des situations matrimoniales, et l'effectif limité de la population, nous devons nous contenter des déterminations des quotients de fécondité pour les femmes classées en quatre catégories :

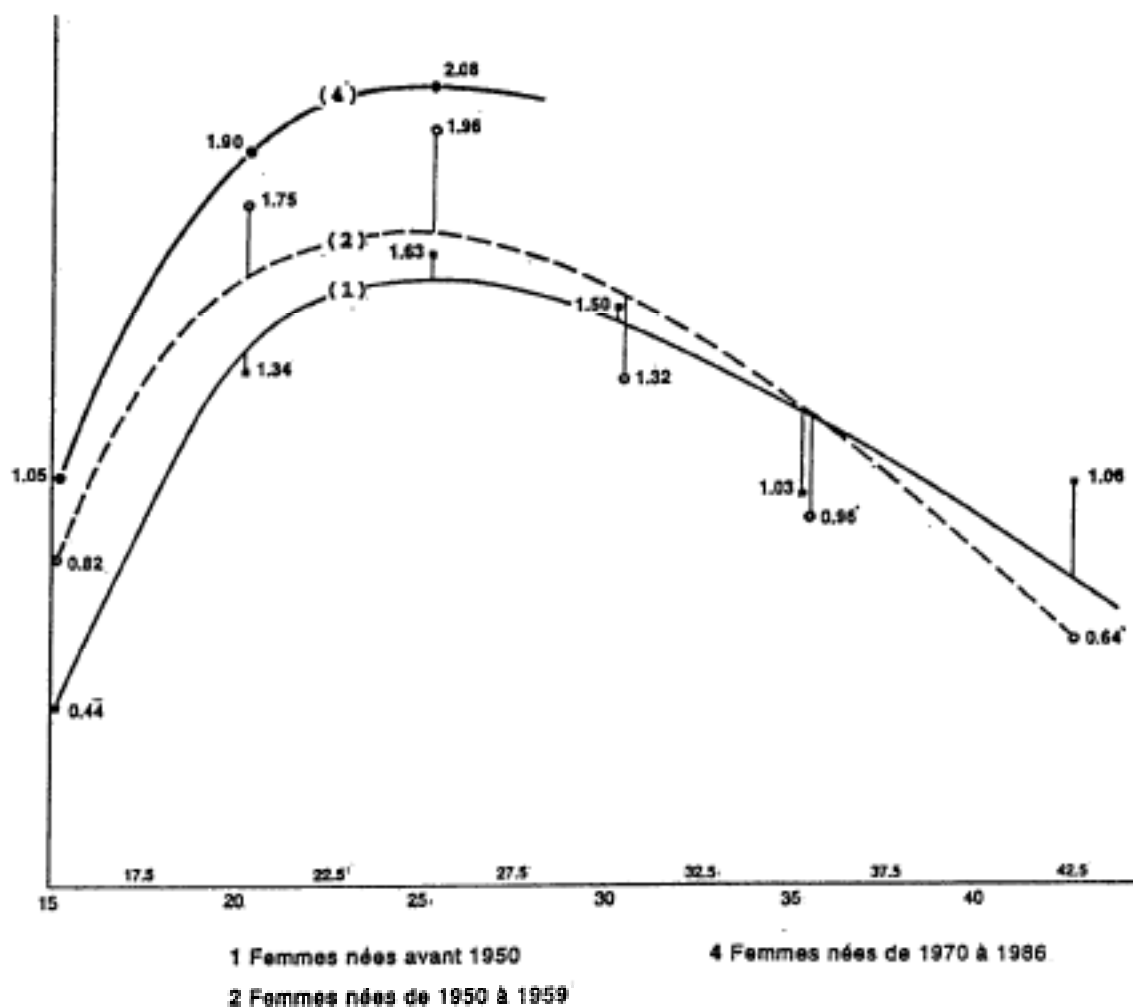


Figure 11 : Courbes de fécondité relatives aux femmes aluku des catégories 1, 2, 4

1. Nées avant 1950	127
2. Nées de 1950 à 1959	47
3. Nées de 1960 à 1969	55
4. Nées de 1970 à 1986	92
TOTAL	321

En dépit de fluctuations aléatoires importantes dues au nombre relativement faible des femmes dans chaque catégorie, la figure 11 a permis une représentation significative de l'évolution de la fécondité au cours de la période étudiée.

La courbe relative à la catégorie 3 n'a pas été tracée du fait de fluctuation trop importante. Toutefois les quotients relatifs à cette catégorie conservent leur valeur absolue et leur total conduit à une détermination vraisemblable de la fécondité cumulée des femmes.

Les fécondités cumulées déduites du tableau 22 sont :

Catégorie 1 :	7,00
Catégorie 2 :	7,45

Catégorie 3 : 8,82 (extrapolation)

Catégorie 4 : 9,20 (extrapolation)

Pour cette dernière catégorie, où l'on ne possède pas de détermination au-delà de 25 ans, on a extrapolé à partir de la courbe 1, en fonction des données relatives à l'ordonnée 25 ans : $7,00 \times 1,04 : 0,79 = 9,20$.

La courbe 1 est très semblable à celle obtenue dans la première enquête pour les femmes les plus âgées. On peut attribuer à l'action du poste médical de Maripasoula le retour aux normes traditionnelles, après élimination des maladies vénériennes.

Au cours des quelques 40 années que couvre l'étude de la vie des femmes de ces quatre catégories, cette représentation ne révèle aucune calamité comparable à celle qui avait frappé les Aluku dans les années 1920, du fait d'une infestation vénérienne massive. La fécondité s'est accrue d'âge en âge, en relation sans doute avec une amélioration générale de l'état de santé, on n'observe aucune tendance à un espacement volontaire des naissances, comme chez les Amérindiens Wayana. A cet égard les comportements des deux populations sont très différents.

1- Femmes nées avant 1950							
Intervalles années	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	Total 7,00
NE	30	91	111	102	70	72	
NF	68	68	68	68	68	127	
NA	340	340	340	340	340	680	
NE/NA:5	0,44	1,34	1,63	1,50	1,03		
NE/NA:10						1,06	
2- Femmes nées de 1950 à 1959							
Intervalles années	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	Total 7,45
NE	23	49	55	37	27	11	
NF	28	28	28	28	27	47	
NA	140	140	140	140	140	171,25	
NE/NA:5	0,82	1,75	1,96	1,32	0,96		
NE/NA:10						0,64	
3- Femmes nées de 1960 à 1969							
Intervalles années	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	Total 8,82
NE	51	100	96	63	38	non significatif	
NF	55	54	54	54	28		
NA	272,5	270	270	270	87,75		
NE/NA:5	0,93	1,85	1,78	1,49	2,17	0,60 ?	
NE/NA:10						extrapolation	
4- Femmes nées de 1970 à 1986							
Intervalles années	12,5-17	17,5-22	22,5-27	27,5-32	32,5-37	37,5-47,5	Total 9,20
NE	95	130	66				
NF	92	82	51				
NA	454,5	342,5	158,5				
NE/NA:5	1,05	1,90	2,08				
NE/NA:10						extrapolation	

Tableau 22. Quotients de fécondité des femmes des villages Bonville, Loka, Assissi-Awara Baka, Papaïchton et Kormotibo

La mortalité

Classement par tranches d'âge

Les méthodes de calcul de la survie utilisée pour la première enquête supposaient la mortalité constante depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à 1950, époque à partir de laquelle le poste médical de Maripasoula a commencé son action.

Du fait de la diminution progressive de la mortalité, à partir de cette époque, nous sommes amenés à distinguer fortement entre les tranches d'âges : en fait, deux tranches d'environ 20 ans ont été choisies : 1950-1969 et 1970-1988.

Les effectifs des enfants nés dans ces deux tranches étaient suffisamment nombreux pour permettre une détermination distincte de la mortalité par sexe. On s'est heurté comme dans la première enquête à la présence sur les fiches d'un certain nombre d'enfants de sexe inconnu. La méthode utilisée a été la même : ils ont été répartis entre sexe masculin et sexe féminin, dans chaque case du tableau de mortalité.

1950-1969							
Sexe	Tous les indiv.	† à la naissance	† av 1 mois	† de 1 mois à 1 an	† de 1 à 5 ans	† de 5 à 10 ans	Total † av 10 ans
Masc.	118+4	6+3	8+1	3	7	1	29
Fém.	109+4	4+4	9	5	3	0	25
Incon.	8	7	1				

1970-1988							
Sexe	Tous les indiv.	† à la naissance	† av 1 mois	† de 1 mois à 1 an	† de 1 à 5 ans	† de 5 à 10 ans	Total † av 10 ans
Masc.	241+4	14+3	10+1	7	8	2	45
Fém.	264+5	10+3	16+1	10+1	6	1	48
Incon.	9	6	2	1			

Tableau 23. Mortalité des individus des deux sexes localisés sur les fiches des mères des villages Bonville, Loka, Assissi-Awara Baka, Papaïchton et Kormotibo, période 1950 à 1988

Les pourcentages relatifs à la mortalité périnatale et à la mortalité avant 10 ans sont donnés par le tableau 24, où les données des deux enquêtes sont mises en corrélation.

On peut se demander si une mortalité périnatale si élevée peut être attribuée aux mauvaises conditions des accouchements, ou s'ils peuvent résulter en partie d'un facteur héréditaire. Le docteur Franck REMY, qui a travaillé à Maripasoula de 1990 à 1995, estime "qu'il n'existe pas en pays marron de pathologie spécifique susceptible d'expliquer cette mortalité périnatale. L'infection par le virus MTLV n'explique en rien ces chiffres" (lettre du 12-10-1994). Mais les archives de l'hôpital de Maripasoula ne contiennent pas de suivi spécifique des grossesses, et par conséquent aucun chiffre pouvant être opposé à ceux de la présente enquête. Les conditions des accouchements ne me paraissent pas pouvoir expliquer de telles pertes. Les femmes Aluku sont, sans nul doute, mieux informées que la plupart des femmes africaines, plus propres et bien mieux équipées.

Mortalité avant 10 ans : récapitulation des données des deux enquêtes

Nous n'avons aucun moyen direct pour déterminer la mortalité des adultes à partir de 1950. Seule la mortalité des enfants jusqu'à l'âge de 10 ans est directement accessible à partir des fiches des mères.

Dans le tableau 24, on a récapitulé les données des deux enquêtes relativement aux données les plus importantes caractérisant la mortalité des enfants :

- la mortalité périnatale, particulièrement élevée chez les Aluku;
- la mortalité totale avant 10 ans.

On a relevé deux données caractérisant la mortalité des enfants :

- Mortalité périnatale : morts à la naissance, plus morts au cours du premier mois.
- Total des morts avant 10 ans.

A. Sexe féminin				
Année de naissance	Mortalité périnatale	% mortalité périnatale	Total des morts avant 10 ans	% mortalité avant 10 ans
1888-1940	22/134	16,4%	38/134	28,4%
1950-1969	17/113	15,0%	25/113	22,1%
1970-1988	30/269	11,2%	48/269	17,8%

A. Sexe masculin				
Année de naissance	Mortalité périnatale	% mortalité périnatale	Total des morts avant 10 ans	% mortalité avant 10 ans
1888-1940	26/137	18,9%	49/137	35,8%
1950-1969	18/122	14,7%	29/122	23,8%
1970-1988	28/245	11,4%	45/245	18,4%

Tableau 24. : Evolution de la mortalité des enfants depuis 1888-1940 jusqu'à 1970-1988

En dépit des effectifs réduits des groupes étudiés, les données obtenues sont concordantes. La mortalité périnatale est dans tous les cas, plus élevée pour le sexe masculin. Elle a toutefois diminué postérieurement à l'introduction des soins médicaux (1950) ce qui laisse penser qu'elle n'est pas en totalité, de nature héréditaire.

Il en est de même pour la mortalité totale avant 10 ans. Celle-ci, du fait de l'incidence de la mortalité périnatale, est sensiblement supérieure à celle des Indiens Wayana. Chez ces derniers, la mortalité avant 10 ans pour la tranche 1970-1988 est tombée à 6,4%, tandis que chez les Aluku elle demeure voisine de 17,8% (sexe féminin) et de 18,4% (sexe masculin).

La correspondance entre les taux de survie à 10 ans et l'espérance de vie à la naissance est la suivante, d'après les tables-types de mortalité des Nations Unies.

1888-1940	Sexe masc.	42,5 ans	(p. 202)	Sexe fém.	45,0 ans	(p. 225)
1950-1969	Sexe masc.	48,2 ans	(p. 207)	Sexe fém.	48,9 ans	(p. 228)
1970-1988	Sexe masc.	51,0 ans	(p. 209)	Sexe fém.	52,8 ans	(p. 231)

L'espérance de vie des Aluku s'est sensiblement accrue sous l'effet de l'assistance médicale, sensiblement moins cependant que celle des Indiens Wayana.

2.3.3. Conclusion générale

L'étude démographique comparative des Aluku est extrêmement contrastée. Comme pour la plupart des communautés étudiées, ils sont en augmentation rapide en dépit d'un fort exode vers Maripasoula ou Saint-Laurent puisqu'ils sont estimés à près de 3 500 personnes dont 1 200 résidant dans les villages originels de la commune de Papaïchton, alors qu'ils ne dépassaient pas 800 personnes au début des années 50. L'assistance médicale a joué un rôle essentiel dans ce changement et 60% de la population de la commune de Papaïchton a moins de 20 ans contre 47% en 1958.

Mais l'essentiel des paramètres étudiés trahissent surtout des changements sociaux profonds. Ainsi l'âge tardif du mariage et l'interruption des rapports conjugaux pendant l'allaitement (12 mois) limitait les naissances. Cette coutume a été délaissée à partir des années 1960, notamment depuis que les Aluku disposent de secours médicaux réguliers et de distributions de lait en poudre. Cela aussi se traduit nettement sur les courbes de fécondité puisque celle-ci est de 9,2 chez les femmes nées de 1970 à 1986.

Les prestations sociales ont également contribué à modifier le système matrimonial en permettant aux femmes d'être économiquement autonomes. En conséquence les femmes célibataires représentent aujourd'hui 58% de la population féminine.

Si la mortalité a également fortement diminué, elle n'en reste pas moins forte chez les moins de 10 ans (17,8% chez les filles et 18,4% chez les garçons). L'espérance de vie bien qu'en croissance (43 ans en 1958) reste modeste (51 ans chez les hommes, 52,8 chez les femmes). Des enquêtes sociologique et épidémiologique permettraient sans doute de corréler ces chiffres avec l'impact des nouvelles perturbations : changement alimentaire, pollution par le mercure, drogues, maladies nouvelles...

2.4. THREE AMERINDIAN POPULATIONS IN GUYANA : NUTRITIONAL STATUS

Rédacteur : Alan DANGOUR

2.4.1. Introduction

Since 1994, data have been collected on the nutritional status of Amerindians living in the remote interior of Guyana. The data set now comprises information on more than 2500 individuals : 1300 Patamona living in the North Pakaraima mountains, 900 Wapishana living in the South Rupununi savannah, and 350 Macushi living in the North Rupununi savannah. The types of data available include a range of anthropometric measurements of the entire sample, and measures of farm crop diversity and housing quality of a sub-sample of the population. The purpose of this report is to summarise the main findings of the research and to make recommendations for possible health and nutrition interventions.

2.4.2. Anthropometry

Physical growth is a commonly-used indicator of nutritional status, which is thought to reflect, better than any other single measure, the state of health and nutrition of a population. In general, therefore, poor growth in childhood and small body size in adulthood indicates the possible presence of constraints to human welfare, including dietary inadequacies, infectious disease and other environmental health risks. Importantly, relative to children of normal height, short children have been shown to be cognitively impaired, and to be at greater risk of illness and death.

Figures 12 and 13 show attained height by age of boys and girls belonging to the three Amerindian populations along with that of the international reference sample of well-nourished North American children (the NCHS sample). The curve for the NCHS population is smoother than that of the Amerindian children because of its larger sample size. The figures show that children from the Amerindian populations are considerably shorter at all ages than their North American contemporaries. The data suggest that Wapishana and Macushi children are of similar height and are taller than Patamona children.

Table 25 demonstrates that these general trends are also present in adulthood. Adults from all three Amerindian groups are considerably shorter than adults from a North American reference population, and within the Amerindian groups, Wapishana and Macushi adults have similar height and are significantly taller than Patamona adults. Data on adult body mass index (BMI – a measure of relative thinness or fatness –calculated as $\text{weight(kg)/height(m)}^2$) suggest that adults from all three Amerindian groups are thinner than the reference adults. The data show that of the three Amerindian groups, Macushi adults are the fattest and Patamona adults the thinnest.

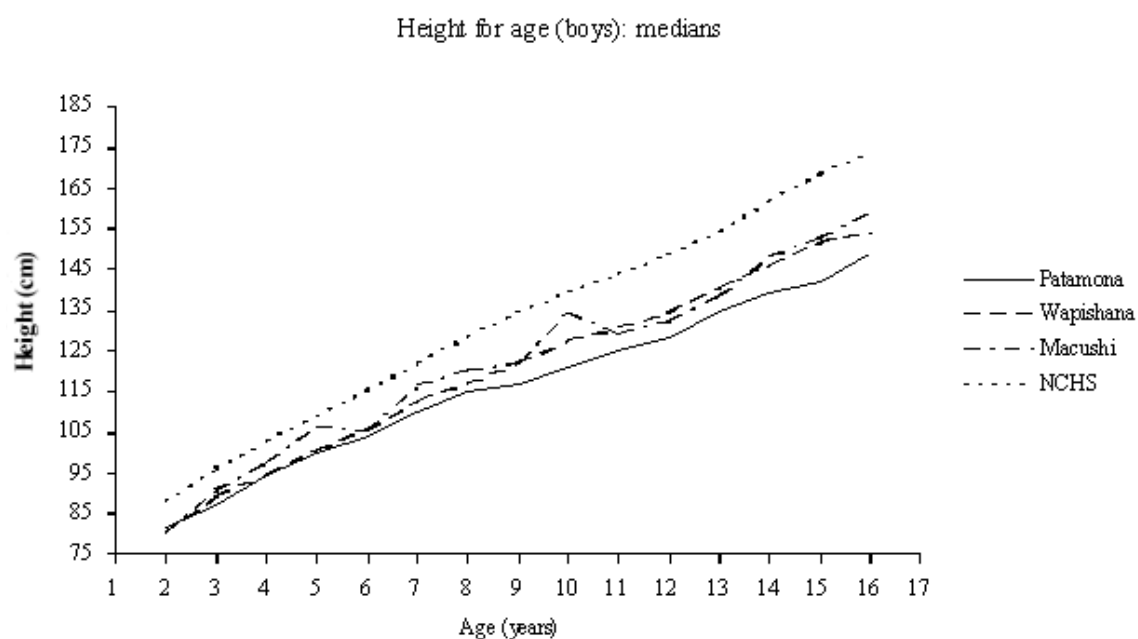


Figure 12

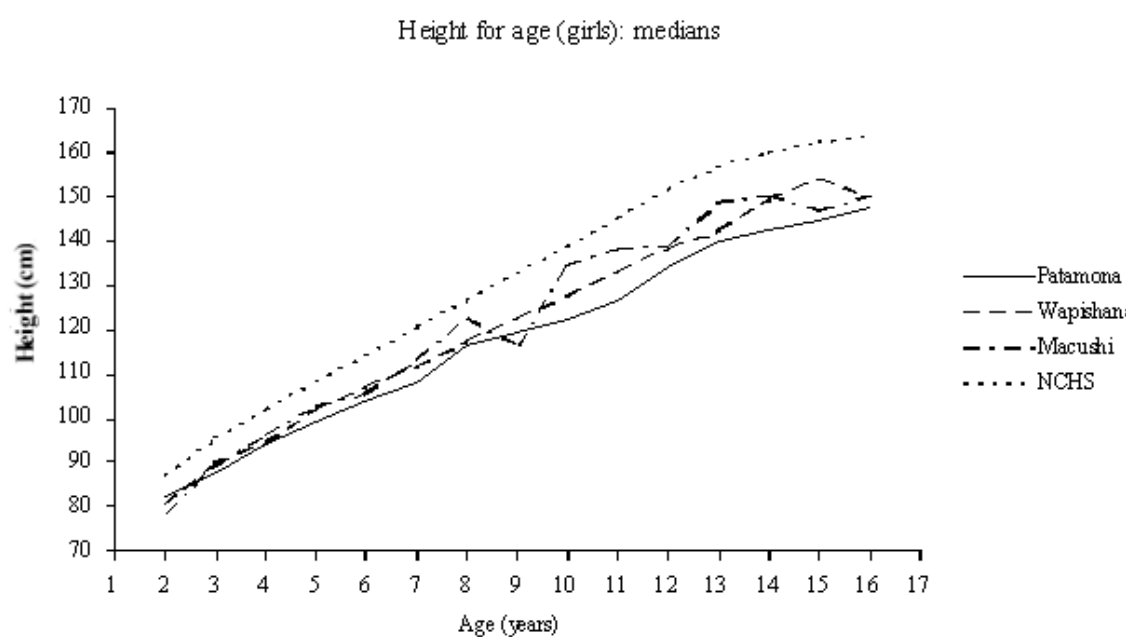


Figure 13

	n	Height (cm) Mean±s.d.	BMI (kg/m ²) Mean±s.d.
Male			
Patamona	135	158.6±5.0	23.0±1.7
Wapishana	74	161.0±4.8	23.8±1.8
Macushi	55	161.6±5.0	24.9±2.1
Reference Population	3329	176.6±6.9	25.6±3.8
Female			
Patamona	146	146.6±4.5	22.6±2.1
Wapishana	77	150.7±4.4	23.3±2.9
Macushi	49	149.3±4.6	24.1±2.4
Reference Population	5332	162.8±6.3	24.3±5.0

Table 25. Height and BMI of males and non-pregnant females aged 20.0 to 49.9 years

2.4.3. Crop diversity

Numerous studies have demonstrated the importance of dietary diversity in childhood growth, and in adult morbidity and mortality experience. In subsistence-farming communities, household dietary diversity is directly related to household farm crop diversity: the diversity of the diet increases as the diversity of crops on the farm increases. For this reason, data were collected on the number of different crops planted on household farms and these were used as a proxy for dietary diversity. Crop diversity ranged from 2 to 32 crop species per household, with the Wapishana and Macushi reporting similar diversity which was considerably greater than that of the Patamona.

Statistical analysis of the data has shown that children living in households with high crop diversity were significantly taller than children of the same age living in households with low crop diversity.

2.4.4 Housing quality

Data have been collected among the three Amerindian populations which has enabled the construction of an index of housing quality. The index grades residences on the materials used in their construction, the number of separate buildings belonging to the residence, the number of rooms in the main building of the residence, and the presence of a separate kitchen and a pit latrine.

The results suggest that the Macushi had the highest quality housing, followed by the Wapishana and then the Patamona. Statistical analysis of the data has shown that children living in good quality residences were significantly taller than children of the same age living in poor quality residences.

2.4.5. Conclusions

The following conclusions are derived from the results of field-work carried out

between 1994 and 1999 among three Amerindian populations in Guyana :

1. Patamona, Wapishana and Macushi children and adults are significantly shorter than their well-nourished North-American contemporaries. The difference in the growth performance between the Amerindian and North American populations suggests that, throughout their life-time, the Amerindian populations suffer considerable constraints to their health and nutritional welfare.
2. The Patamona are shorter than the Wapishana and the Macushi in childhood, and shorter and thinner than the Wapishana and Macushi in adulthood. This indicates that of the three Amerindian populations the Patamona face the most severe constraints to human welfare.
3. Farms crop diversity appears to be an important determinant of growth, as it seems that high household crop diversity is associated with improved childhood growth. It is possible that the availability of a greater range of crops may enhance the nutrient adequacy of the diet leading ultimately to improved growth performance.

Housing quality appears to be an important determinant of growth, as the data suggest that good housing quality is associated with superior childhood growth. It seems likely that the improved hygienic and environmental conditions of better quality residences may have a positive impact in childhood growth.

2.4.6. Recommendations

The following recommendations are relevant to all three Amerindian populations covered in this study. However, given their considerably poorer growth performance, it may be important in the first instance to direct the majority of effort towards Patamona communities.

Crop diversity

The available data suggest that crop diversity is positively related to physical growth in childhood, probably as a result of the enhanced nutrient adequacy of diets in households with high crop diversity. Improving the diversity of crops planted on household farms is therefore likely to have an important impact on the nutritional adequacy of diets in subsistence-farming Amerindian communities. Programmes aimed at improving the diversity of crops and fruit consumed by households could include :

- education of school-children and adults in the importance of consuming a greater range of crops and fruit;

- community participation to select the crops and fruit trees which are popular and known to grow well in the area;
- distribution of requested seeds;
- agricultural education for the techniques required to plant and sustain new crops over consecutive seasons;
- construction of kitchen gardens to enable households to have a source of fresh green vegetables close to their residence;
- culturally-oriented demonstrations of suitable methods to prepare and cook new crops.

Hygiene

The data suggest that the level of hygiene and housing quality in many Amerindian communities is poor, and it is likely that repeated episodes of illness and high levels of intestinal parasitic infestations play a major role in the developmental impairment of all three Amerindian populations. It is therefore crucial to improve the level of hygiene in villages as this will have a positive impact on the health and growth performance of Amerindian children. Programmes aimed at improving the level of hygiene in Amerindian villages could include :

- education of school-children and adults in the importance, and methods of attainments, of basic hygiene;
- construction of a pit-latrine for every household;
- construction of a separate kitchen or cooking area outside the main sleeping quarters of the household;
- community-specific planning for the collection of safe drinking water especially during the rainy-season.

Les questions clés

II. L'AGRICULTURE SUR BRÛLIS

1. DE L'AGRICULTURE ADAPTÉE À L'AGRICULTURE CONDAMNÉE : QUELQUES ÉVIDENCES VUES DES NÉOTROPIQUES

Rédacteur : Pierre GRENAND

1.1. LE SECOURS DE L'ARCHÉOLOGIE : UNE FORÊT ANTHROPISÉE

La Guyane, *terra incognita* jusqu'à récemment, nous dévoile peu à peu son passé grâce à des recherches archéologiques de plus en plus nombreuses et surtout de plus en plus significatives en matière de techniques de recherches appliquées et de problématiques développées.

On peut désormais concevoir pourquoi l'agriculture autochtone a été compatible avec le maintien de la forêt. Ainsi à partir d'observations anthracologiques multiples effectuées tant sur le littoral que dans l'intérieur, Tardy (1998) a pu montrer par extrapolation qu'un tiers du territoire de l'actuelle Guyane Française a sans doute été soumis au défrichement par brûlis au cours des dernières 2 000 années. Déjà dans un article pionnier, Balée (1989) démontrait que 11,8% de la forêt de terre ferme amazonienne était d'origine "culturelle".

Toutefois, si le peuplement ancien de la région peut actuellement se comprendre en terme de partition spatiale due aux seuls résultats de recherches archéologiques dans telle ou telle zone, en aucun cas on ne peut encore tenter le rapport avec une division culturelle effective. Les points de peuplement sont dispersés sur l'ensemble du territoire sans qu'aucun pivot chronologique ne puisse encore être réellement fixé.

Les peuplements littoraux anciens ont fait l'objet d'une synthèse doctorale présentée par Rostain (1994a, 1994b), dans laquelle l'ensemble des données connues à l'époque ont été rassemblées. Elles attestent d'une présence sinon intense, en tout état de cause continue, au moins spatialement, sur l'ensemble du littoral guyanais et qui s'inscrit plus largement dans un faciès géo-morphologique et culturel homogène, celui du plateau

des Guyanes.

Plus récemment, une synthèse s'intéressant au passé amérindien du fleuve Sinnamary (Vacher & al., 1998) a permis de mettre en évidence l'importance et la diversité des témoins archéologiques dispersés le long de ce fleuve et de ses affluents, dans des milieux topographiques diversifiés de l'intérieur du département.

Enfin, l'ensemble des opérations d'archéologie menées dans la région Guyane depuis 1992¹⁰ démontre la fréquence et l'importance des implantations humaines sur l'ensemble du territoire, en milieu sylvestre ou côtier.

Elles se rattachent plus largement à la connaissance que nous avons du bassin amazonien, sans pour autant distinguer des faciès spécifiquement guyanais. En effet, cette dernière réflexion est à interpréter à la lumière des techniques et méthodes archéologiques développées généralement dans cette vaste région et qui bien souvent ne correspondent qu'à de petits sondages manuels faisant fi de toute analyse spatiale intra- ou inter-site.

1.2. L'AGRICULTURE SUR BRÛLIS : UNE ACTIVITÉ PARMI D'AUTRES

Pratique généralisée chez les peuples forestiers d'Amérique tropicale, elle leur fournit l'essentiel de leurs calories, soit entre 45 et 90% selon les ethnies (Beckerman, 1987). Sous l'expression "agriculture sur brûlis", nous nous référerons dans les lignes et les textes qui suivent à un système parfaitement intégré aux sociétés humaines qui le pratiquent.

Il est important de souligner que ce système doit être très nettement distingué des systèmes pionniers fondés sur le défrichement par le feu qui concourt dans ce cas à l'exploitation permanente d'une parcelle gagnée sur la forêt par des populations tels colons ou éleveurs (Bahuchet & P. Grenand, 1994) dont les objectifs économiques, fondés sur l'agriculture de rente, sont distincts de ceux des agriculteurs amérindiens.

Néanmoins, l'agriculture sur brûlis, qu'il ne faut pas non plus assimiler à l'essart européen (F. Grenand, 1996b), qui lui aussi conduisait au défrichement permanent de l'espace forestier, ne fut pas la seule forme d'agriculture pratiquée dans le passé amazonien, d'autres systèmes sédentaires plus sophistiqués ayant été reconnus par les archéologues ou décrits à l'état de relique par les ethnologues, en particulier dans les savanes et/ou les zones inondables (Denevan, 1970).

Il n'en reste pas moins que l'agriculture sur brûlis s'est montrée particulièrement adaptée à l'atomisation et à la baisse démographique qui ont progressivement dominé la vie des Amérindiens après la conquête du continent par les Européens. Mais il convient immédiatement d'ajouter que ce système a toujours été profondément lié à la culture du manioc (même si le bananier ou d'autres tubercules ont pu être observés ici et là comme plantes de base) et que c'est bien lui qui, par sa capacité à persister longtemps en terre sans être récolté, a permis de libérer du temps consacré à la quête des protéines animales, autre volet essentiel de l'activité économique des Amérindiens. Dans cette perspective, on peut considérer que l'agriculture sur brûlis, et singulièrement la culture du manioc, constitue *le volant de sécurité à côté des aléas de la prédation*.

L'agriculture et la prédation sont donc interdépendantes (Sponsel, 1989). Cette affirmation n'est cependant vraie que dans le contexte culturel des deux à trois derniers siècles, car on ne sait encore que peu de choses concernant la subsistance des peuples amérindiens à une époque où les forêts d'Amazonie et des Guyanes étaient largement anthropisées.

1.2.1. Agriculture sur brûlis et manioc amer

En forêt néotropicale, la technique culturale la plus employée pour exploiter ce tubercule consiste à défricher entièrement une parcelle de forêt dense ou secondaire ancienne, à brûler la coupe de bois une fois sèche et à planter les boutures de manioc. En pratique, l'agriculture itinérante sur brûlis impose que l'espace gagné sur la forêt et exploité durant au moins deux ans, soit ou définitivement abandonné lorsque la parcelle a été récoltée, ou laissé en jachère pendant une période suffisamment longue pour que se reconstitue un couvert arboré. Même si cette reconstitution est parfois rapide (20 ans en forêt guyanaise), il n'en reste pas moins que la composition floristique restera fort longtemps différente (entre 50 à 100 ans) de celle de la forêt de référence voisine (Lescure, 1986).

Ce système est bien sûr consommateur d'espace, mais seule une régénération du couvert forestier sur le long terme permet, sur les sols pauvres et acides qui prédominent dans les régions de terre ferme de l'Amazonie, une reconstitution de la fertilité des sols. On sait par exemple que certains éléments nutritifs tels l'azote et plus encore le potassium se dégradent et disparaissent rapidement, généralement au bout d'un an, des terres mises en culture (Grandisson, 1997). A cette contrainte, il faut ajouter la prolifération d'adventices et la concentration d'insectes ravageurs (Levang, 1995), telles

les fourmis manioc (*Atta* spp.), qui peuvent contribuer à une dégénérescence rapide de la parcelle cultivée. La pratique de la jachère concourt donc à reconstituer le potentiel d'éléments nutritifs de la parcelle qui fut cultivée et conditionne ainsi en grande partie le rendement de celle-ci lorsqu'elle sera remise en culture. De plus les forêts secondaires sont elles aussi des milieux qui contribuent à la diversité végétale et concentrent certaines espèces animales.

Le besoin en espace est par ailleurs accentué par la mobilité spatiale des communautés, largement induite par les activités de prédation qui nécessitent à leur tour des mises en repos des zones de chasse et de pêche. Il faut en effet comprendre que l'agriculture itinérante sur brûlis ne conditionne pas à elle seule le mode d'occupation spatiale des communautés amazoniennes : la mobilité des individus et des groupes dépend de l'ensemble des facteurs économiques.

1.2.2. Un système agricole menacé par la sédentarisation

Les lignes qui précèdent témoignent surtout d'un modèle que l'on peut qualifier d'historique. Les excellentes études de cas qui vont suivre montrent que si plusieurs populations ont encore la chance de pratiquer une agriculture sur brûlis pratiquement en équilibre avec leur environnement (c'est notamment le cas des Wayana, développé par Marie Fleury ou celui de la communauté Makushi présenté par Marianne Elias), la plupart d'entre elles présentent des signes de mauvaise santé, qu'il s'agisse de temps de jachère raccourcis (région de la Barima, Palikur du bas Oyapock, Wapishana du Rupununi), de limitations de la surface des terres disponibles ou de difficultés pour y accéder (Palikur et Wapishana de nouveau) et plus rarement de perte de diversité spécifique (Palikur encore). En contrepartie, les Amérindiens se sont montrés de tout temps très perméables à l'adoption de plantes nouvelles, tendance qui persiste ces dernières décennies.

Jusqu'à tout récemment, les Amérindiens répondaient à une baisse de rendement de l'agriculture et de la prédation par un déplacement de leurs communautés. Les Noirs Marrons, eux, restaient liés à de grands villages sédentaires mais changeaient fréquemment d'habitation de culture. Aujourd'hui la dégénérescence montante ou largement consommée (cas des Galibi de Guyane Française décrits par Sordet en 1997) de l'agriculture sur brûlis se marque par deux facteurs :

- d'abord la sédentarisation; induite par les politiques des États, elle traduit leur désir d'une normalisation administrative des communautés isolées, sans mesurer les conséquences négatives qu'elle génère.
- ensuite la monétarisation, indicatrice de changements économiques importants,

les plus notables étant le salariat temporaire ou permanent essentiellement masculin et les transferts sociaux (ces derniers pour la seule Guyane Française) : en diminuant le temps consacré à la subsistance, en facilitant la consommation de nourritures importées, ces changements induisent une rupture dans la transmission des savoirs ainsi qu’une simplification des pratiques agricoles. Les travaux pesant plus fortement sur les épaules des femmes, celles-ci auront tendance à choisir des parcelles plus faciles d’accès et des jachères jeunes, dont l’abattage et le brûlage demanderont moins de temps. Certaines populations, comme les Wayana (Verwilghen, 1998) ou les Wayãpi (Ouhoud-Renoux, 1998) répondent à l’éloignement des parcelles par l’acquisition de moteurs hors-bord, mais cette solution implique par ailleurs l’existence de revenus monétaires.

2. DES EXEMPLES CONCRETS

2.1. L’APPORT DES OBSERVATIONS ETHNOGRAPHIQUES

À L’ARCHÉOLOGIE : LE CAS DES PALIKUR DE GUYANE

Rédacteur : Sylvie JÉRÉMIE

2.1.1. Contexte

Le problème sous-jacent à la reconnaissance et à l’étude de tout site archéologique est celui de la chronologie. En effet, l’approche chronologique aborde tout à la fois la succession des périodes d’occupation d’un lieu de vie mais aussi la chronologie de son ou de ses abandons, des phases où l’environnement naturel reconquiert le lieu anthropisé, en altérant les structures ou faits archéologiques laissés en place par les populations. La participation au programme APFT nous a permis de nous consacrer aux structures anthropiques “marquantes”, qui subsistent à priori dans le sol après une phase de secondarisation et donc une reconquête de l’espace naturel par la micro- et macro-faune et par la flore.

Dans le contexte du milieu équatorial et plus spécifiquement du milieu amazonien, de nombreuses interactions environnementales sont ignorées car non observées. Des anomalies reconnues en situation archéologique ne peuvent être corrélées à une action anthropique connue; elles sont aussi parfois confondues avec d’autres types d’action, naturelles ou anthropiques. Ainsi, les phénomènes de paléoincendies ou la mise en place d’abattis peuvent se superposer ou s’identifier l’un à l’autre, l’un correspondant à une action naturelle, l’autre à une action anthropique.



photo 13 : L'essorage de la pulpe de manioc amer dans une vannerie tubulaire (couleuvre, matapi) reste dans les Guyanes le meilleur procédé de détoxification de cette plante vénéneuse; ici chez les Wayãpi du Sud (Malili, Rio Amapari, Amapa, Brésil). (cliché P. & F. Grenand, 1988)

Cependant, à l'échelle d'un site archéologique, quelle hypothèse retenir ? quels paramètres marqueurs rechercher pour différencier deux causes aux conséquences semblables ?

Nous avons privilégié l'étude de structures anthropiques actuelles ou sub-actuelles, dont la chronologie d'utilisation reste bien marquée dans les mémoires de la population Palikur du bas Oyapock.

L'échantillonnage de trous de poteaux en cours d'utilisation ou d'abandon, de zones de combustion (anthropiques ou naturelles), de fosses, quelle que soit leur utilisation (puits en cours d'utilisation ou en abandon, zones de rejets, etc.), ainsi que le relevé de structures d'habitation pérennes ou spontanées, nous ont permis d'échantillonner un ensemble de causes, dont nous avons enregistré les différents paramètres de mise en place; elles correspondent à des gestes techniques dont les conséquences dans le paysage sont généralement pérennes et laissent des traces identiques à celles que nous, archéologues, retrouvons en situation de fouille, sans en évaluer l'impact chronologique. Pour exemple : quel est l'impact d'un foyer sur le sol sous-jacent et environnant selon la durée et l'intensité de son utilisation, de sa protection, etc. ?

Une démarche indispensable serait de proposer des sites de référence abandonnés (date d'abandon connue) et isolés (gage de leur préservation sans accélération des dégradations) afin de suivre, à période fixe, l'évolution des altérations, et ceci, grâce à des relevés photographiques, planimétriques, botaniques... De tels "sites-étalons" sont déjà recensés, les conditions géographiques et environnementales en permettent le suivi; parallèlement, il serait souhaitable d'accroître la base de données déjà existante de structures en cours d'utilisation, autant d'exemples "actifs" au service de l'archéologue mais aussi de l'ethnologue.

Jusqu'à présent, lors des fouilles archéologiques engagées en Guyane, le référentiel utilisé pour la reconnaissance des structures est un référentiel européen qui, s'il permet d'identifier des structures semblables, ne débouche pas sur une réflexion plus approfondie concernant la dispersion spatiale de l'habitat, la chronologie des structures et surtout les interactions entre le milieu environnemental et l'aménagement des sols ou des espaces forestiers ou côtiers dans lesquels s'inscrivent les occupations amérindiennes.

En dehors de tout comparatisme ethnographique, l'enregistrement d'aménagements contemporains ou sub-contemporains perceptibles dans le sol sur une chronologie estimée empiriquement de longue durée, permet de saisir les conséquences des interactions milieu-aménagement, d'envisager ainsi les perturbations à même d'occulter, de transformer ou de

conserver une structure fossoyée et/ou rubéfiée, puisque ce sont ces deux types essentiels d'atteinte au sous-sol que nous sommes actuellement capables d'identifier en Guyane.

Les données et remarques enregistrées pour chacune des structures débouchent naturellement sur des interrogations plus vastes concernant la forme de l'habitat, l'identification d'unités d'habitation, la capacité actuelle à différencier des structures principales d'habitation de structures connexes, parfois spontanées. Enfin et surtout elles posent le problème de la chronologie intra- et inter-habitat, ce questionnement ne pouvant trouver de réponse que dans une accumulation de faits archéologiques et de données ethnographiques à comparer.

2.1.2. Analyse des structures fossoyées

Nous présentons ici les réflexions issues de l'observation de différents types de structures présentes dans les habitats palikur du bas Oyapock, en berge française et en berge brésilienne.

Les poteaux et les trous de poteau

Les villages palikur visités se composent de deux types d'habitat :

- Le *carbet* ouvert, implanté directement sur le sol, couvert d'une toiture en palmes, en tôle ondulée, voire exceptionnellement en bardeaux et servant à abriter les fours à manioc destinés à la cuisson de la farine de manioc torréfiée (*couac*), ou à stocker du matériel (bois, feuilles, bidons, etc.).
- Le *carbet* d'habitation, constitué d'une plate-forme sur pilotis (la hauteur des pilotis varie de 50 cm à 1 m 50 selon les cas), la totalité du carbet ou une partie seulement de la plate-forme pouvant être ceinte de parois constituées de planches superposées les unes aux autres. La toiture peut être en palmes¹¹, mais aussi en bardeaux et depuis quelques années en tôle ondulée.

La présence au sol de ces habitations est uniquement marquée par des trous de poteaux.

Dans le cas d'une maison d'habitation, les trous de poteaux atteignent généralement 1m de profondeur pour un diamètre variable mais excédant rarement 50 à 60 cm lors de l'ouverture de la structure fossoyée. Après creusement du trou, le poteau est mis en place et le sédiment enlevé sert partiellement au rebouchage de la structure. Peuvent être rajoutées au remblayage, des cales : pierres, fragments de parpaing disposés dans le remplissage et/ou en surface de la structure. Après remblayage, le sédiment est généralement tassé. Celui restant en surface du sol est dispersé naturellement.

A partir de sa mise en place, le poteau subit différentes interactions naturelles : attaques par les insectes, lessivage et pourrissement éventuel par les eaux de ruissellement. Ainsi, nous avons pu observer des poteaux en place attaqués par des termites; l'action corrosive des insectes installés dans la structure aère le sédiment, fragilise le bois, ménage des espaces dans le remplissage qui sont comblés par des éléments en périphérie de la structure : terre, charbons de bois, fragments de plastique, graines, etc. Le remplissage du trou de poteau peut avoir lieu, au moins partiellement, au cours de son utilisation.

La structure peut aussi être érodée activement par les eaux de ruissellement. Le cas est particulièrement accentué pour les poteaux localisés en limite extérieure de carbet, donc en limite de toiture, là où les eaux de pluie s'accumulent et agissent activement sur des sols latéritiques peu stables.

Un trou de poteau peut être utilisé plusieurs fois après avoir été vidé de son contenu. Lors du réaménagement ou de l'agrandissement d'un carbet, le poteau est enlevé de la structure : celle-ci peut être surcreusée ou au contraire partiellement comblée pour être occupée par un poteau de moindre taille.

Un trou vidé du poteau qu'il contenait est rarement comblé volontairement; le remplissage s'effectue naturellement, au gré de l'occupation de l'habitat. Certaines structures partiellement comblées peuvent parfois servir de foyer temporaire si son emplacement s'y prête.

Plus généralement, si la profondeur et la forme des trous de poteau sont peu variables, le remplissage des structures se fait au gré des occupations et réoccupations d'un même site; il est aussi activement lié à l'action des insectes fouisseurs, des termites et des agents naturels.

En situation archéologique, le remplissage des trous de poteau doit être examiné attentivement afin de saisir les nombreuses perturbations naturelles qui ont pu avoir lieu; des prélèvements de sédiments et la fabrication de lames minces pourraient nous fournir les pistes qui nous font jusqu'à présent défaut concernant les remplissages. Enfin, les données chronologiques ou typologiques fournies par les structures fossoyées considérées bien souvent comme des ensemble clos, exempts de perturbation, sont à revoir à la lumière de ces informations collectées in vivo.

Les sols

Les sols liés aux habitations sont constitués par les zones de passage, les chemins d'habitation à habitation et par les aires de carbet sans plancher, à savoir les carbets destinés à la préparation et à la cuisson du manioc et/ou au stockage de certains matériaux.

Toutefois, sous les maisons d'habitation construites sur pilotis, l'espace ménagé

entre le plancher et le sol naturel sert à entreposer certains objets; les animaux domestiques (poules, canards, chiens) y circulent; enfin, le soubassement de l'habitat peut être une ancienne zone de passage, tassée, piétinée et au moins partiellement préservée par la présence d'un habitat en surplomb.

Le sol exempt de toute végétation est peu stable, comme nous l'avons dit précédemment; cependant, le tassement dû au piétinement entraîne la formation d'une "croûte" très compacte, dont l'épaisseur ne serait appréciable qu'à la lumière d'une étude micro-stratigraphique des sols occupés.

Ces sols sont soumis cycliquement à l'activité érosive des pluies auxquelles succèdent des phases de sécheresse (saison sèche parfois très accentuée). Les sols en périphérie d'habitat et sous le carbet-cuisine étant régulièrement balayés, des charbons de bois issus de foyers implantés temporairement pour la cuisine sont mêlés au sédiment naturel.

En situation archéologique, nous n'avons jamais encore observé de paléosol. Ceci peut s'expliquer aisément par les problèmes stratigraphiques spécifiques au milieu amazonien. En effet, les paléosols seraient à peu près au même niveau que le sol actuel, ils seraient situés dans la couche générique, 1a couche humifère très aérée par les réseaux de racines et radicelles et par l'activité intensive des insectes fouisseurs. Dans ces conditions quelles sont nos chances de découvrir des paléosols ?

- Une première remarque concerne la chronologie de revégétalisation des espaces anthropisés. Les processus naturels qui s'opèrent dans ce milieu lors de l'abandon d'un habitat sont actuellement à l'étude; il sera intéressant de suivre, à intervalle régulier, l'évolution d'un habitat abandonné, la transformation des sols et leur éventuelle disparition lors de la repousse des végétaux (Programme SOFT, sous la responsabilité de J.-L. Guillaumet).
- Une autre remarque concerne les caractéristiques micro-stratigraphiques des sols piétinés. Certains éléments marqueurs de sols anthropisés pourraient perdurer et n'être reconnus qu'au travers de l'analyse de lames minces; aucun référentiel de comparaison n'existe actuellement.

Nous soulignerons que le sol d'une zone d'habitat se caractérise par la dispersion ou le rassemblement de certains éléments issus des activités journalières : charbons de bois, détritiques organiques, fragments de poterie, de métal, de plastique, etc. Le sol d'une zone anthropisée se caractérise donc, a priori, par la fréquence d'éléments qui sont présents en moindre quantité, voire totalement absents d'un sol vierge d'occupation.

Enfin, la superposition d'habitations chronologiquement distinctes l'une de l'autre peut engendrer le mélange de leur mobilier respectif sur un sol peu stable, sujet à une

érosion active et à une activité naturelle (insectes, racines) parfois intense.

La dispersion spatiale des structures des unités d'habitation

Si les unités d'habitation, maisons, carbets, forment des ensembles apparemment clos au cours de leur occupation, l'observation des transformations continues des carbets, des agrandissements des maisons, de l'adjonction de structures connexes souvent d'utilisation ponctuelle, transforment les plans d'habitation en amalgame de trous de poteaux parfois juxtaposés, superposés, ne reflétant pas le plan de l'habitat en élévation.

Ainsi, un carbet quadrangulaire de 60 m², en cours de réaménagement à Ukumene, au Brésil), laissait au sol les traces de 31 trous de poteau marquant les empreintes des étapes successives de la construction ou de constructions différentes. L'adjonction périphérique de trous de poteau implantés pour supporter un échafaudage destiné à la mise en place de la toiture, agrandissait la maison de 20 m², si l'on se fiait au plan laissé au sol par les structures les plus périphériques. De même, des tables hautes destinées à la batterie de cuisine et à la vaisselle sont souvent installées à l'extérieur de la maison; elles sont constituées par deux ou quatre poteaux sur lesquels sont posées des planches servant de plan de travail. Le positionnement de telles structures en périphérie d'habitat laisse au sol des empreintes identiques à celles constituant le soubassement de la maison; la proximité de ces structures rend souvent impossible l'interprétation, au sol, de la dispersion des structures.

En situation archéologique, le premier problème consiste à différencier une structure anthropique d'une anomalie naturelle. Passé cet écueil, aucun plan de carbet n'a jusqu'à présent pu être mis en évidence; la superposition de trous de poteaux ou de piquets, la juxtaposition de faits archéologiques chronologiques distincts, ne permettent pas de distinguer des unités d'habitation au plan nettement identifiable. Il est évident que cette situation peut être typique d'un certain type d'habitat ou des habitudes architecturales de certaines populations.

Les fours

Seuls les fours à manioc appartiennent à cette catégorie. Il s'agit de structures quadrangulaires ou circulaires, composées d'une paroi en terre mêlée parfois à des pierres, d'une épaisseur de 20 à 30 cm dans sa partie la plus épaisse (la base de la paroi, au contact avec le sol) et haute de 70 cm environ.

Cette paroi délimite le foyer et sert de support à la platine à manioc, actuellement une plaque de fonte à bord éversé ou une plaque de métal (sont souvent utilisés des fûts métalliques de 200 l, fendus puis aplatis), à laquelle on ajoute des rebords de bois pour éviter que la farine de manioc balayée chauffée jusqu'à dessiccation complète sur la

plaque ne soit projetée à l'extérieur de la platine. D'autres variantes de four existent, mais elles reprennent la même disposition de base.

Le feu est allumé à l'entrée du four, généralement sur une plaque de métal, puis l'ensemble est poussé à l'intérieur du four; le feu est ensuite contrôlé, des bois enflammés sont parfois retirés, déposés à côté du four où ils continuent à se consumer avant d'être remis à l'intérieur du four quand la chaleur n'est plus suffisante. Après chaque utilisation, l'intérieur du four est nettoyé, des fragments de la paroi périphérique, désolidarisés sous l'action de la chaleur, sont évacués à l'extérieur.

Une coupe de four à manioc a été effectuée. Le four étudié avait été construit en 1991 et utilisé jusqu'en 1998. Le four était en activité de trois à cinq fois par an pour la cuisson du manioc (travail de 6 à 8 heures par jour durant 2 à 3 jours selon la récolte), mais la structure était ensuite utilisée ponctuellement pour la cuisson d'aliments, pour le boucanage. La coupe longitudinale de la structure nous a permis de reconnaître une sole de couleur grisâtre, épaisse de 2 à 4 cm, qui s'étend sur toute la surface du four. Le sol sous-jacent est rubéfié sur moins de 10 cm. En périphérie de la structure, on observe de nombreux nodules d'argile rubéfiée dispersés en surface du sol ou inclus dans le sol, piétinés, mêlés à de nombreux fragments de charbons de bois. Leur présence résulte du nettoyage de la structure et du balayage systématique du carbet.

Aucune structure semblable n'a été trouvée en situation archéologique. Toutefois, il est intéressant de systématiser les observations sur des structures de combustion nettement délimitées et dont la chronologie d'occupation et d'utilisation sont connues. La reconnaissance quantitative et qualitative de l'atteinte au sous-sol due à la combustion pourrait nous permettre de différencier des structures anthropiques d'anomalies générées par des incendies naturels et des combustions lentes de racines en place.

Les foyers

Il s'agit de foyers spontanés localisés en périphérie de l'habitat, sous le carbet-cuisine, ou dans l'aire du jardin et destinés soit à la cuisson soit au brûlage des ordures.

Ce sont parfois des foyers organisés avec quelques pierres servant à poser une grille ou à maintenir un récipient; le bois de brûlage peut aussi servir, durant la combustion, au maintien du récipient au-dessus du feu dans le cas de la cuisson alimentaire.

Ces foyers sont définis comme spontanés car ils ne sont pas statiques, ils sont déplacés à l'intérieur d'un même carbet ou en périphérie d'un même habitat, situation qui entraîne une rubéfaction ponctuelle mais répétitive du sol sur une surface non quantifiable.

Un foyer spontané mesure de 60 cm à 1 m de diamètre. Après utilisation, le foyer peut être abandonné, les bois ou les pierres de calage récupérés ou laissés en place.

Cendres, charbons de bois et argile rubéfiée pulvérulente sont dispersés sur le sol par les piétinements, le balayage, le passage des animaux domestiques. L'atteinte au sous-sol dépasse rarement 1 à 2 cm; elle est discontinue et matérialisée par des nodules d'argile rubéfiée dissociés les uns des autres.

En situation archéologique, nous avons souvent isolé des particules d'argile rubéfiée mêlées ou non à des charbons de bois. Leur présence peut cependant résulter de paléoincendie; seule leur association à du matériel archéologique pourrait permettre d'aller plus avant dans l'identification de telles structures.

Les canaux d'écoulement des eaux

En périphérie de tous les habitats, qu'il s'agisse de carbet destiné à la cuisson du manioc ou de maison d'habitation, se forme un fossé d'écoulement des eaux de pluie. La région est soumise à un fort régime pluviométrique pendant près de 6 à 9 mois par an. Le sol, exempt de toute végétation à l'emplacement des zones habitées et donc piétinées, est peu stable, aisément érodé par les eaux de ruissellement qui se concentrent en limite de toiture. Les couvertures de palmes, de bardeaux ou de tôle ondulée drainent ponctuellement les eaux de pluie et accentuent l'action érosive du ruissellement en périphérie de carbet. Le "canal" d'écoulement ainsi formé a un profil généralement en U, parfois très évasé selon le pendage du terrain. C'est aussi le pendage qui joue sur la profondeur et la largeur du canal. Il s'agit de canaux de 40 à 80 cm de large pour une profondeur de 20 à 70 cm. Dans certains cas, le canal peut être remodelé volontairement pour en accentuer le profil. Les canaux d'écoulement des eaux sont donc des aménagements naturels résultant de la présence d'un drain favorable à leur mise en place : la toiture. Aucune différence remarquable n'a été relevée entre les canaux situés sous les toitures en palmes, en bardeaux ou en tôle ondulée.

Ce type de structure peut entourer complètement un habitat ou n'être présent que ponctuellement, en fonction du pendage du sol. Aucune accumulation de sédiment n'est visible sur les côtés du canal puisqu'il s'agit d'un creusement par érosion et dispersion d'éléments fins transportés par ruissellement.

En situation archéologique, une structure identifiée sur le site BPS 230 (opération de Petit-Saut) pourrait se rapprocher de ce type de structure; toutefois, aucune observation ne permet d'étayer cette comparaison.

Le canal d'écoulement des eaux de ruissellement est l'exemple d'une interaction entre le milieu et l'habitat; indissociable de la présence d'une toiture, il n'est pourtant que rarement issu d'un creusement volontaire du sol. Sa mise en place entraîne l'érosion des poteaux et trous de poteau périphériques des carbets (quelle que soit leur destination). Enfin, dans le cas d'un surcreusement anthropique de telles structures, les remblais sont dispersés spontanément par les agents naturels.

Les puits

Ils se subdivisent en deux catégories : les puits d'extraction d'argile et les puits à eau.

Nous n'avons observé aucun puits d'extraction d'argile en cours d'utilisation mais nous avons visité une zone d'extraction d'argile où les potières palikur de Saint-Georges venaient autrefois s'approvisionner (com. orale Wirson La Bonté). Il s'agit d'une aire de savane cycliquement inondée. Le sous-sol est sondé à l'aide d'un bâton à fouir permettant de remonter à la surface une petite quantité de l'argile sous-jacente afin d'en tester la qualité. Une fosse est ensuite ouverte à la pelle pour en extraire l'argile, la fosse se rebouchant ensuite naturellement. Ailleurs en Guyane, dans la région de la basse Mana, sur le site de Couachi, nous avons identifié des puits d'extraction d'argile, généralement quadrangulaires à ovalaires, laissés en place par la population amérindienne locale, les Galibi (Kayamaré, 1997).

Les puits à eau constituent un élément important de l'aménagement villageois. Peu nombreux au village de l'Espérance à Saint-Georges, malgré la quasi-absence d'eau potable courante dans le village (il existe seulement trois robinets communs pour une population d'environ 400 personnes), ils se multiplient sur les sites où l'eau courante, non turbide, n'est pas accessible. C'est le cas du village Martin sur la crique Gabaret ou du village de Ukumene sur l'Urucaua. Les puits sont des fosses circulaires à quadrangulaires de diamètre variable (le diamètre maximum observé est de 1m 80). La profondeur du puits varie en fonction du niveau de la nappe phréatique; ainsi, dans un même village, selon l'altimétrie du puits, en bas ou en sommet de colline, sa profondeur évolue de 5 à 15 m.

Les puits sont généralement protégés, parfois ceints de parois; ils sont couverts pour éviter toute pollution : la contamination d'un puits signifie son abandon et la nécessité du creusement d'une nouvelle structure, lourd travail de forage effectué actuellement à la pelle-pioche.

Les puits abandonnés observés dans les différents villages visités servent souvent de zone de rejet pour tous les matériaux : végétaux, métalliques, plastiques, organiques, etc. Du sédiment peut y être rejeté; enfin dans plusieurs cas, des feux ont été entretenus dans ces zones de rejets afin d'éliminer les détritiques organiques trop encombrants. Le feu a rubéfié les parois et occasionné le dépôt de couches de cendres et de charbons de bois.

Enfin, un de nos informateurs palikur, Louis Norino, nous a signalé l'habitude qu'ont les Palikur de faire des puits en périphérie d'habitat, malgré la présence proche de source d'eau vive de qualité.

Aucune fosse d'extraction d'argile ou puits à eau n'a jusqu'à présent été identifié sur un site archéologique guyanais.

L'absence de la première catégorie peut s'expliquer facilement par la nature des terrains dans lesquels les extractions de matière première ont lieu : zones hydromorphes, souvent inondées, les aires d'extraction peuvent être rapidement comblées.

Quant aux puits à eau, aucune structure de ce type n'a été découverte jusqu'à présent. La tradition du creusement des puits chez les Palikur peut s'expliquer par la qualité de l'environnement dans lequel ils évoluent. Habitants de terres basses, inondées, privilégiant pour leur habitat les zones plus élevées où l'unique moyen d'avoir une eau filtrée est d'atteindre la nappe phréatique garante d'une certaine qualité.

Les abattis

Nous nous sommes intéressée aux abattis car ce sont des zones aménagées en partie au moins par le feu, en vue de culture. Les abattis sont parfois localisés à proximité du village; ils en sont plus souvent éloignés de quelques kilomètres. Un carbet peut être implanté sur l'abattis où il peut servir d'abri, de lieu de cuisson du manioc, etc.

Les abattis, soumis au feu, présentent un ensemble d'anomalies particulièrement intéressantes dues généralement à une combustion lente des racines en terre. Selon le type d'arbre et de système racinaire, on peut observer des anomalies comparables à des structures de combustion ou à des trous de poteau rubéfiés; ce sont pourtant les résultats d'une action décidée par l'homme mais soumise à des interactions naturelles. C'est le cas en particulier des palmiers brûlés en pleine terre : le résultat de leur combustion est une anomalie circulaire de 20 à 30 cm de diamètre, peu profonde, ressemblant à un trou de poteau vidé et rubéfié.

La situation générée par le brûlage d'une parcelle de forêt semble identique, qu'il s'agisse d'un incendie volontaire ou accidentel; il est alors difficile de dissocier structures et anomalies naturelles, si une étude préalable des différents types de structures de combustion et un enregistrement d'anomalies rubéfiées n'ont pas été réalisés. Le feu volontaire ou l'incendie accidentel vont contribuer à la mise en place de niveaux de charbons de bois et d'argile rubéfiée qui, soumis aux interactions naturelles, vont se disperser, se mêler au sédiment et offrir éventuellement un spectre sédimentaire identique à celui d'un sol d'habitat.

En situation archéologique, nous avons sans doute identifié comme structures anthropiques des anomalies dues à la combustion de racines en pleine terre, et ceci par méconnaissance de situations naturelles dans ce type de contexte environnemental¹².

2.1.3. Perspectives

Cette première enquête ethno-archéologique soulève de nombreuses interrogations quant à la qualité de l'habitat amérindien ancien, sa dispersion, voire sa reconnaissance. Ce travail ne se veut pas polémique, bien au contraire : il souligne les limites de nos connaissances archéologiques actuelles dans un milieu environnemental dont nous estimons mal les interactions avec les structures anthropiques, ou alors de manière empirique.

Enfin, il est bien évident qu'une opération d'une telle envergure quant aux objectifs qu'elle s'est fixée, ne peut être menée à bien dans le laps de temps réduit qui lui a été imparti. Exemple même des possibilités de l'interdisciplinarité, elle mêle en outre relevés scientifiques et savoirs traditionnels; un tel programme, qui se veut novateur dans ses méthodes et dans ses résultats qui agissent directement sur la connaissance patrimoniale d'une région, a besoin de plus de temps pour se développer et proposer des conclusions fiables et rigoureuses.

2.2. L'AGRICULTURE WAYANA : UNE TRANSITION VIABLE

Rédacteur : Marie FLEURY

Les Wayana pratiquent depuis toujours l'agriculture sur brûlis dans des zones de forêt de terre ferme. Ce sont surtout les femmes qui y consacrent leur temps, principalement à la culture du manioc qui constitue la base de l'alimentation. Bien que la sédentarisation ne concerne pas l'ensemble des communautés, cette activité occupe une place de plus en plus importante face aux activités de prédation. En outre, l'agriculture sur brûlis wayana n'avait pas été étudiée depuis les travaux de Jean Hurault (1965).

Dans ce contexte, voici les questions abordées :

- Quel est le cycle agricole et quelles sont les différentes espèces de plantes cultivées ?
- Comment la diversité du manioc est-elle pensée par les Wayana ?
- Y a-t-il une perte de la biodiversité des plantes cultivées dans les abattis en fonction des générations et de l'emplacement des villages ?

2.2.1. Pratiques culturelles

Ce sont les hommes qui font la prospection du terrain, les femmes ne sortant jamais seules en forêt. Le choix des sites se fait en juillet-août, les hommes repérant les terrains à défricher lors de leurs sorties en forêt, pour la chasse, par exemple. Il est fréquent de posséder un abattis proche du village (à jachère courte), et un autre plus éloigné (à jachère longue, jusqu'à 30 ans ou bien coupé en forêt primaire). La superficie des abattis est plus petite que chez les Aluku. En moyenne elle est légèrement inférieure à 0,5 hectare.

Le principal critère de choix pour défricher un abattis, semble être le sol. On distingue plusieurs types de sols, en fonction de leurs caractéristiques :

- *hamunman* : sablonneux (correspondant aux terrasses fluviales);
- *tiloptapume* : "terre noire", très bonne pour le manioc, les bananiers, les ignames;
- *tïpopilem* : terre rouge, "telle celle qu'on trouve à Maripasoula" (sols ferrallitiques), " terre peu propice aux cultures ".
- *kusilaman* = *heliumunman* (" ressemble au nid de *heli*"), espèce de fourmi qui aime la terre boueuse : sols boueux, argileux.

Ce dernier type de sol est le moins fertile. Si l'on reconnaît qu'il peut donner de bons résultats la première année, lors de la deuxième coupe, les tubercules de manioc ont tendance à pourrir.

La défriche de l'abattis est également réservée aux hommes, les femmes étant

chargées de préparer la bière de manioc (*cachiri*) prévue pour les participants aux travaux (souvent des membres de la famille). Les arbustes sont coupés au sabre. De nos jours, pour le gros abattage, on utilise le plus souvent la tronçonneuse, mais certaines personnes ne sachant pas s'en servir continuent à utiliser la hache. On reconnaît que l'usage de la tronçonneuse est dangereux, dans la mesure où on n'entend pas les arbres tomber à cause du bruit de la machine.

Le brûlage se fait après deux ou trois semaines de saison sèche : si l'on attend davantage, les arbres perdent leurs feuilles qui pourrissent au sol. Cette opération se fait en septembre-octobre, parfois plus tard en fonction des fluctuations des pluies et de la période où on a coupé l'abattis.

Les plantations commencent aussitôt, pratiquées par les hommes et les femmes ensemble. On commence par semer les pastèques et le maïs aussitôt après le brûlage, sinon rongeurs et insectes mangent les semences. On plante aussi les bananiers sur les tas de cendre les plus épais. En décembre on plante le manioc. Les plantations sont en principe terminées en février-mars.

Les récoltes débutent en février-mars avec les pastèques et le maïs. De juillet-août à novembre, on récolte les patates douces, les ignames et le manioc doux. La récolte du manioc amer s'étale sur 12 à 18 mois.

Une deuxième plantation de manioc, est faite systématiquement après le premier arrachage, ce qui signifie que les abattis sont exploités deux fois de suite, sans jachère. De nombreuses personnes m'ont dit avoir l'habitude de laisser ensuite une jachère de deux ans et de retravailler l'abattis une deuxième fois, avant de laisser une plus longue jachère (6-7 ans, voire plus, jusqu'à une trentaine d'années).

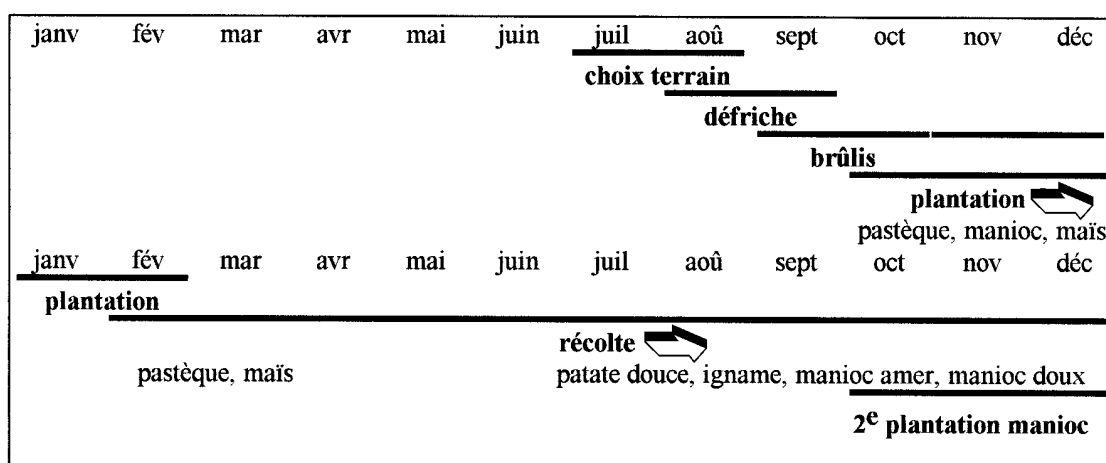


Figure 14. Wayana : cycle cultural sur deux années

2.2.2. La biodiversité du manioc

Cette étude sur la biodiversité du manioc nous a amené à faire la description de 45 cultivars de manioc¹³ et à relever l'existence de 16 autres. Chaque cultivar a fait l'objet d'une description morphologique très précise (étude de 40 caractères distinctifs). Cette étude morphologique sera complétée en 2000-01 par une étude génétique, en coopération avec le Bureau des Ressources Génétiques et le programme ISA-IRD.

nom(s)	remarques	usages	n° herbier
akuli ulu	"manioc de l'agouti"	bière jaune (<i>kasili</i>) ¹⁴	MF 1019
ale tumhakan	trop dur pour faire de la bière	cassave (<i>ulu</i>)	MF 1604
awalaimë	"grand palmier <i>Astrocaryum</i> ", variété ancienne à chair dense et dure	cassave	
awalalipë	"feuille du palmier <i>Astrocaryum</i> ", variété perdue de manioc amer blanc		
awawa pupu	"patte de loutre géante"	bière blanche (<i>hakula</i>) ¹⁵ ; cassave	MF 1024 MF 1603
dzawat alembo (E) ¹⁶	"pénis de chien", à très gros tubercule, apporté par Ti'iwan		MF 1593
galibi (E)	"(manioc des) Galibi", variété provenant de ces Amérindiens côtiers	cassave bière blanche (<i>hakula</i>)	MF 1592
itëhpomîn	"cuisson rapide (de la bière)"	bière jaune (<i>kasili</i>)	
kakawapë	?		
kaloipë	"ancien poisson <i>Gymnotus carapo</i> ", variété ancienne à chair assez dense et dure	cassave bière blanche (<i>hakula</i>)	MF 1020
kasili ulu	"manioc à bière"; Kasili est aussi le nom de la personne qui a apporté cette variété	cassave bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1003
kasili pulu (E)	"manioc à bière"	cassave bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1587
kawai alekan	"feuille de <i>Thevetia peruviana</i> "		MF 1606
kumaka alekan	"feuille de fromager"; variété jaune wayäpi	bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1609
kumakahpë	"variété du fromager"; ne fermente pas	cassave, bière blanche (comme <i>tapakula</i> mais non fermentée)	MF 994
kuna alekan	vient du Paru et du Tapanahoni; chair jaune	bière jaune (<i>kasili</i>)	
kuni ulu	"manioc de l'aëule"	bière blanche, légèrement violacée (<i>hakula</i>)	MF 996

kusi ulu	“manioc de Kusi”, Surinamais à qui la bouture a été prise	cassave, bière blanche (<i>hakula</i>), bière jaune (<i>kasili</i>), avec patates douces	MF 995
kusili ulu	“manioc du singe <i>Pithecia</i> ”, tige foncée		
kwakë	“manioc à farine (<i>couac</i>)”	couac jaune	MF 1586
kwamala	“(village tirio) de Kwamala”, tubercule blanc très mou	bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1599
kwamala	différent du précédent	bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1600
maïkasi	tubercule à chair jaune pâle		
mainakao	tubercule très mou et aqueux; sans patate douce, on en fait de la bière blanche; mélangé avec <i>mawapë</i> , on en fait de la bière jaune	cassave, bière blanche (<i>hakula</i>), bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1002 MF 1017
maïpuli imë	“variété du grand tapir”	cassave, bière blanche (<i>hakula</i>)	
makasila	du portugais du Brésil <i>macaxeira</i> , “manioc doux”; il est très mou	le tubercule est cuisiné comme légume	MF 1605
malika sika	“(manioc) urine de Malika”	couac jaune	MF 1021
maninkole	mot d'origine aparai	bière jaune (<i>kasili</i>) cassave	MF 999
mawapë	“variété de la grenouille <i>Leptodactylus</i> ” tubercule à chair blanche, variété ancienne	cassave	MF 992
mawapë	différent du précédent	cassave	MF 993
mawapë	différent des deux autres, variété ancienne	cassave	MF 1016
mbekolo (E)	nom émerillon des Aluku; manioc blanc à tige foncée	cassave, bière blanche (<i>hakula</i>)	MF 1591
meikolo kwakë	“manioc à farine aluku”	couac jaune bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1005
meleyo ulu	“manioc amer émerillon”	cassave bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1001 MF 1601
munkan	?		
oloi anokahpë	“pomme-cajou - ?”; la feuille ressemble à celle du cajou; longue tige comme <i>tëwahulen</i> ; il vient du rio Paru	cassave bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 997 MF 1004
palawa	“(manioc) de l'Amazone à tête jaune”	bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1057
palawa	différent du précédent	bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1058
pijukuku	“(manioc) bébé”; petit tubercule; vient du rio Jari	cassave, bière blanche (<i>hakula</i>)	MF 1608
taila ulu	“manioc amer galibi”; tubercule un peu jaune	cassave	MF 1598
takpilem	“(manioc) rouge”	couac jaune	MF 991
takpilem	différent du précédent ?	couac jaune, bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1018
takulapo ulu	“manioc de Takulapo”, femme apalai qui apporta la variété; tubercule dur à râper	cassave	MF 1602
talekili	“petite feuille”; tubercule à chair jaune	bière jaune (<i>kasili</i>)	
talesiwili	variété ancienne	cassave, bière blanche (<i>hakula</i>)	
taliliman	“(manioc) noir”, tige foncée	cassave	MF 990
tampak	tubercule mou; utilisé que pour la bière	bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1596
tampak	différent du précédent, tubercule plus dur	bière jaune (<i>kasili</i>), couac	MF 1597

tapakula	“manioc doux”, on en tire la boisson du même nom	bière blanche (<i>tapakula</i>) ¹⁷	MF 989
tapakula	différent des 2 autres	bière blanche (<i>tapakula</i>)	MF 1022
tapakula	différent des 2 autres	bière blanche (<i>tapakula</i>)	MF 1023
tapakula mawapë	“manioc doux de la grenouille <i>Leptodactylus</i> ”	bière blanche (<i>tapakula</i>)	
tapakula mawapë	tubercule semblable à celui de <i>mawapë</i>	bière blanche (<i>tapakula</i>)	
tapakula tikolokem	“manioc doux blanc”; tige claire	bière blanche (<i>tapakula</i>)	
tapakula taliliman	“manioc doux noir”; tige foncée	bière blanche (<i>tapakula</i>)	
tëwahulen	“longue tige”; variété ancienne donnée comme une des premières	cassave bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 998
tilio ulu	“manioc amer tirio”, la bière qui en est faite bout rapidement	bière jaune (<i>kasili</i>)	MF 1000
timunupkëlêhem	“qui est rayé”; tubercule blanc comme <i>mawapë</i> à écorce rayée	cassave	MF 1607
waktili watili	?	bière jaune (<i>kasili</i>) couac	MF 1059
wakolok	du wayâpi <i>wakoloke</i> ; variété de manioc amer; on en fait une très jolie bière	bière blanche (<i>hakula</i>)	MF 1060
wapu	“(manioc) <i>Euterpe</i> ”, la sous-écorce du tubercule a la couleur violette des fruits de ce palmier	bière blanche (<i>hakula</i>) bière jaune (<i>kasili</i>) cassave	
wayâpi ulu	vient de chez les Wayâpi; tubercule blanc	cassave	
yolok ulu	“manioc des esprits”, uniquement sur le Tapanahoni		

Tableau 26. Liste des cultivars de manioc répertoriés chez les Wayana

Un certain nombre de constantes ont été mises en évidence :

- les différents cultivars ont tous des usages bien déterminés en fonction des caractéristiques du tubercule : les tubercules durs, difficiles à râper, sont employés uniquement pour la confection de la cassave, tandis que les plus mous, très aqueux sont préférés pour la bière. Mais de nombreux cultivars peuvent être employés à la fois pour la cassave et la bière en raison de la consistance intermédiaire de leurs tubercules.
- le manioc doux est toujours cultivé à l’entrée de l’abattis (chez les Wayana comme chez les Aluku), la raison invoquée étant la facilité d’accès pour le prélèvement et sa plus grande attractivité pour les prédateurs expliquant son relatif isolement.
- certains noms génériques reviennent fréquemment; ainsi, il y a toujours au moins une sorte de manioc doux (*tapakula*), utilisée pour faire la boisson du même nom et *mainakao* pour faire de la bière jaune.
- on trouve toujours au moins un manioc amer blanc (*mawapë*), utilisé pour la fabrication de la cassave.

- on relève souvent un à deux cultivars de manioc amer jaune, (*takpirem*), employés pour la fabrication de la farine de manioc torréfiée jaune (*couac* en Guyane), comme chez les Aluku. Le nom parfois attribué à ces cultivars “*meikolo kwakë* ” (“manioc à couac des Aluku”), laisse entendre un emprunt culturel aux Aluku. En effet, si, à la fin du XVIII^e siècle, les Wayana ont bien aidé ces Noirs Marrons à établir leurs abattis dans le haut Marwini, ceux-ci ont ensuite privilégié par sélection des cultivars de manioc à pulpe jaune fournissant la farine, dont la très bonne qualité est actuellement réputée. Ce sont certaines de ces variétés qui furent ensuite fort probablement empruntés par les Wayana, chez qui le nombre de cultivars de manioc jaune utilisés pour faire du couac est très peu élevé (en général deux par abattis), contrairement au manioc blanc utilisé pour faire les galettes de cassave. C’est exactement l’inverse chez les Aluku. Rappelons que chez ces derniers le couac doit être le plus jaune possible, alors que les Wayana mangent essentiellement de la galette de cassave faite de manioc blanc et torréfient majoritairement du couac blanc.
- À travers les noms des cultivars de manioc, on peut également retracer les échanges qui ont eu lieu avec les Wayana du Paru, les Emerillon, Galibi, Tirio, Wayãpi, ou encore avec les Aluku et les métis surinamais...

nom	caractéristique usages	couleur pulpe	couleur tige	couleur pétiole	forme générale, folioles
tapakula	manioc doux	blanc	vert argenté ou doré	rouge	large 3-5-7 folioles
mawapë	manioc amer pour cassave	blanc	rose argenté ou brun	rouge	large 1-3 ou 5-7 folioles
takpirem	manioc amer pour farine jaune	jaune	brun argenté ou orangé	jaune	jeune feuille brun ou brun violacé 1-5 folioles
mainakao	manioc amer pour bière jaune	blanc	brun argenté gris argenté	jaune, parfois rose	jeune feuille vert-brun 1-3 folioles

Tableau 27. Wayana : Principaux cultivars de manioc présents dans les abattis

Nous souhaitons vérifier :

- si la diversité biologique des cultivars de manioc est conservée au fil des générations;
- si l’influence de Maripasoula se fait sentir (et jusqu’à quelle distance) sur les espèces cultivées et sur les méthodes de culture.

Nous avons ainsi travaillé sur différentes parcelles de cultures situés à plus ou moins grande distance de Maripasoula, et gérés par des femmes de plusieurs générations.

Les premiers résultats ne semblent pas valider notre hypothèse :

- le nombre de cultivars de manioc, variant de 7 à 11 par abattis, n'augmente ni avec l'âge (10 pour une femme de 20 ans, 7 pour une femme de 55 ans), ni avec la distance de Maripasoula;
- le choix d'une grande diversité, tant des cultivars de manioc que des autres espèces cultivées, semble plutôt dépendre de l'intérêt et de la sensibilité personnelle de l'agricultrice.

A titre d'exemple, voici les différents usages que permettent les variétés de manioc cultivées, sachant que les variétés à bière peuvent aussi servir à confectionner de la cassave.

- **une femme de 20 ans, village de Taluwen : onze cultivars.**

- 4 destinés à confectionner la bière de manioc jaune (*kasili*);
- 2 à faire de la cassave blanche (*ulu*);
- 2 à faire du couac (*kwakë*);
- 1 à faire une variété de bière blanche (*hakula*);
- 1 à faire une autre variété de bière blanche (*tapakula*);
- 1 à faire de la bière blanche et de la cassave.

- **une femme de 22 ans, village d'Antecume : treize cultivars.**

- 4 destinés à confectionner la bière de manioc jaune (*kasili*);
- 3 à faire de la cassave blanche (*ulu*);
- 2 à faire du cachiri blanc (*hakula*);
- 2 à faire du couac;
- 2 manioc doux (*tapakula*).

La culture de l'abattis reste une activité valorisée et valorisante dans la société wayana; la possibilité d'offrir du cachiri aux visiteurs ou d'organiser de grandes fêtes à cachiri pour tout le voisinage est toujours signe de convivialité et d'opulence et permet ainsi de mieux se situer au sein de la société.

2.2.3. Diversité des autres plantes cultivées

Chez les Wayana, on observe actuellement le maintien d'une forte diversité spécifique et variétale pour l'ensemble des autres plantes cultivées, aussi bien dans les abattis qu'autour des villages où l'arboriculture est pratiquée.

Ainsi ont été relevés :

- seize clones de banane, *palu*, plantains et bananes douces (*Musa* spp.), distingués par la forme et la couleur du fruit.
- huit variétés de piment, *asi* (*Capsicum* spp.) distinguées par la forme et la couleur des fruits.
- trois variétés de maïs, *ehnai* (*Zea mays*), distinguées par la couleur de la tige.
- cinq variétés de canne à sucre, *asikalu* (*Saccharum officinarum*) distinguées par la tige.
- quatre variétés de pastèque, *malasija* ou *kwatalamu* (*Citrullus lanatus*), distingués par la couleur de l'écorce du fruit.
- six variétés d'igname indien, *napek* (*Dioscorea trifida*), distinguées par la forme des tubercules.
- six variétés de patate douce, *napi* (*Ipomoea batatas*) distinguées par la couleur des tubercules.

Six autres espèces de plantes à rhizome ou à tubercule (Aracées, Dioscoreacées et une Marantacée, *Calathea legrelleana*) sont cultivées en petites quantités, ainsi que des citrouilles, des concombres, des ananas et des haricots indigènes ou importés.

abattis :	n°1	n°2	n°3	n°4	n°5
plantes cultivées					
ananas		x			x
banane	x	x	x		
<i>Calathea legrelleana</i>					x
canne à sucre				x	x
choux caraïbes (<i>Xanthosoma</i>)					x
citrouille			x	x	x
coton				x	x
dachine (<i>Colocasia</i>)					x
igname	x			x	
maïs	x		x		
manioc (nombreux cultivars)	4	?	9	9	5
pastèque	x	x		x	x
patate douce			x		x

Tableau 28. Wayana : Diversité des plantes cultivées sur cinq abattis différents

En dehors des plantes alimentaires, on cultive également du tabac, du coton (*Gossypium barbadense*), dont il existe huit variétés et une plante à fibres (*Bromelia plumieri*). Enfin seize espèces d'arbres fruitiers et de palmiers, sans oublier le roucou (*Bixa orellana*) utilisé il y a peu encore pour s'oindre le corps, ont été inventoriées autour des villages.



photo 14 : Fabrication de la bière de manioc bouillie (kasili) chez les Wayana (Taluwen, Itany, Guyane Française). (cliché M. Fleury, 1996)



photo 15 : Tressage d'une vannerie tubulaire (couleuvre, matapi) pour essorer le manioc amer chez les Wayana (Twenke, Itany, Guyane Française). (cliché M. Fleury, 1997)

On constate une grande variabilité dans la diversité des plantes cultivées d'un abattis à l'autre, diversité qui n'est pas liée à l'âge du ménage : l'abattis ayant le plus de diversité est également celui de la femme la plus jeune (15 ans). Néanmoins l'ensemble des plantes cultivées par les Wayana n'est jamais présente dans un abattis. On remarquera enfin que si l'essentiel des espèces cultivées est d'origine indigène ou d'emprunt très ancien, les Wayana n'hésitent pas à introduire des plantes nouvelles, comme c'est le cas pour la pastèque, le concombre ou les agrumes.

2.2.4. Conclusion

La culture sur brûlis continue à être le pivot de l'activité féminine wayana et à rythmer, suivant les saisons, les travaux des hommes. L'étude des cultivars de manioc a permis de relever une grande diversité infraspécifique, qui ne semble pas diminuer au fil des générations. Une grande proportion des cultivars est réservée à la fabrication de la bière de manioc, ciment des relations sociales pour les Amérindiens. La superficie moyenne des abattis est inférieure à un demi hectare et n'a donc pas évolué depuis les années soixante, puisque Hurault (1965) l'estimait à 0,42 ha. Parfois deux abattis peuvent se jouxter (cf. Carte 5), permettant un abattage commun. Le temps de jachère se situe autour de 7 années, ce qui, malgré l'absence de données comparatives, indique probablement une diminution.

Commence à émerger le problème d'accessibilité des terres autour de quelques villages (notamment Antecume Pata situé sur une île entourée de rapides), mais certains continuent malgré tout chaque année à couper un abattis en forêt primaire. L'accès à la terre n'est donc pas aussi aigu qu'à Maripasoula. La diminution du temps de jachère est parfois effective pour les emplacements à proximité des villages; le principal inconvénient de la diminution du temps de jachère est, selon les informateurs, l'envahissement par les mauvaises herbes (surtout des Poacées) auquel s'ajoute une diminution du rendement.

Un programme de recherche du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement sur le problème de la diminution du temps de jachère se déroule actuellement autour de Maripasoula, cependant que vont être réalisées des analyses génétiques des cultivars de manioc. Une cartographie de la diversité variétale de cette plante pourrait ainsi être réalisée, dans une problématique comparative avec celle rencontrée chez les Aluku voisins.

2.3. LE CAS PALIKUR :

UN COMBAT POUR UNE ADAPTATION À DES CONTRAINTES FORTES

Rédacteur : François OUHOUD-RENOUX

2.3.1. Le système agricole palikur et son évolution

Le travail entrepris chez les Palikur de Saint-Georges à propos des pratiques agricoles peut se décomposer en quatre phases d'enquête dont les outils d'analyse ont été empruntés à l'ethnologie, à la botanique et à l'écologie humaine. Selon les données collectées, la moitié de la population palikur installée en territoire français est, récemment ou non, émigrée du Brésil. Environ un quart de ce groupe est en situation illégale (sans papier ni titre de séjour). Les autres, soit possèdent un titre de séjour, soit sont en instance de naturalisation depuis plusieurs années, voire une ou deux décennies pour certains individus.

Il va sans dire que cette contrainte influe de manière évidente sur l'organisation socio-économique de la société. L'accès au marché de l'emploi local, aux subsides octroyés par l'Etat, la possibilité de circuler librement sur le territoire guyanais et la mise en avant de revendications politiques et sociales, constituent autant d'options que les Palikur partagent de manière inégale. Les stratégies de subsistance des Palikur en situation illégale s'appuient majoritairement sur l'exploitation de produits agricoles, soit autoconsommés, soit vendus sur le marché local (farine de manioc essentiellement) en dessous des cours habituellement pratiqués. A cette rente s'ajoute le produit de la vente d'objets artisanaux écoulés localement ou plus rarement sur le marché de Cayenne par des intermédiaires palikur installés sur le littoral dans la commune de Tonate-Macouria.

Mesurer l'impact des activités agricoles sur le milieu forestier afin d'en estimer la pérennité ne pouvait se faire en écartant les contraintes sociologiques. L'hypothèse forte pose que les Palikur en situation irrégulière et ne disposant pas de revenus réguliers, sont en partie contraints à la surexploitation du terroir disponible.

Matériel et méthode

Afin de vérifier cette hypothèse, il fut procédé au relevé de l'état initial de la situation agraire palikur à l'aide des moyens de mesure classiques (boussole et topofil) de 26 abattis ouverts durant l'année 1997, puis à l'établissement de plus de 50 points GPS qui ont permis d'établir une ébauche cartographique du terroir réellement exploité. Par la suite, avec la participation de M. Tsayem Demaze (DEA-ETES, Orléans, 1998), l'exploitation informatisée de photographies aériennes datant de 1958, 1987 et 1997 de la région de Saint-Georges a permis de constituer la base d'un Système d'Information Géographique (SIG), conduisant à l'établissement d'une carte précise de ce terroir

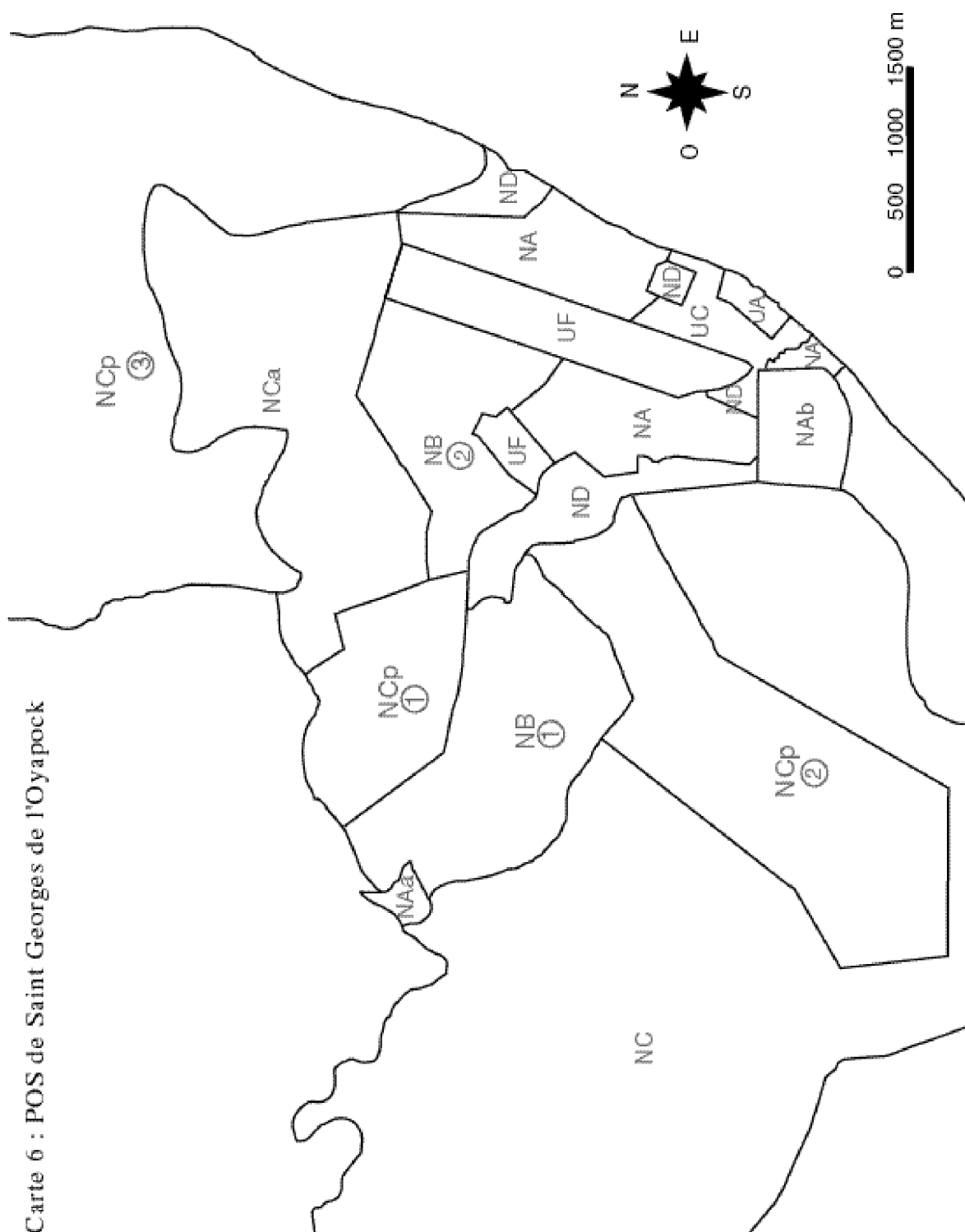
(Tsayem Demaze, 1998) en fonction de critères typologiques affinés par deux phases de terrain permettant de confirmer le diagnostic de laboratoire.

Ce document cartographique précise la surface agricole totale exploitée et potentiellement exploitable par la population de Saint-Georges de l'Oyapock. Outre les zones d'activité agricole, onze types de milieux ont été recensés selon leur nature (Tsayem Demaze, 1998). C'est à partir de ce document qu'un second SIG a pu être élaboré, pour lequel seule la problématique agricole palikur a été retenue. Cette phase fut menée en collaboration avec le service cartographique de l'ONF (Office National des Forêts, Guyane française) dans le cadre d'une expertise des activités agricoles des Palikur faisant suite à leur demande de terre à usage agricole dans la "forêt aménagée" de la région de Saint-Georges-Régina (cf. Carte 8). De manière plus générale, cette expertise entraine dans le cadre juridique d'un avis consultatif que l'ONF doit fournir à la Préfecture de Guyane et aux différentes instances administratives locales sur le plan d'occupation des sols (POS) produit par la commune de Saint-Georges. Il s'agissait de préciser ici si le POS, tel qu'il est défini, répondait à la demande en terre des populations tirant des produits agricoles une part substantielle de leur alimentation. Je reviendrai ultérieurement sur les résultats de cette expertise.

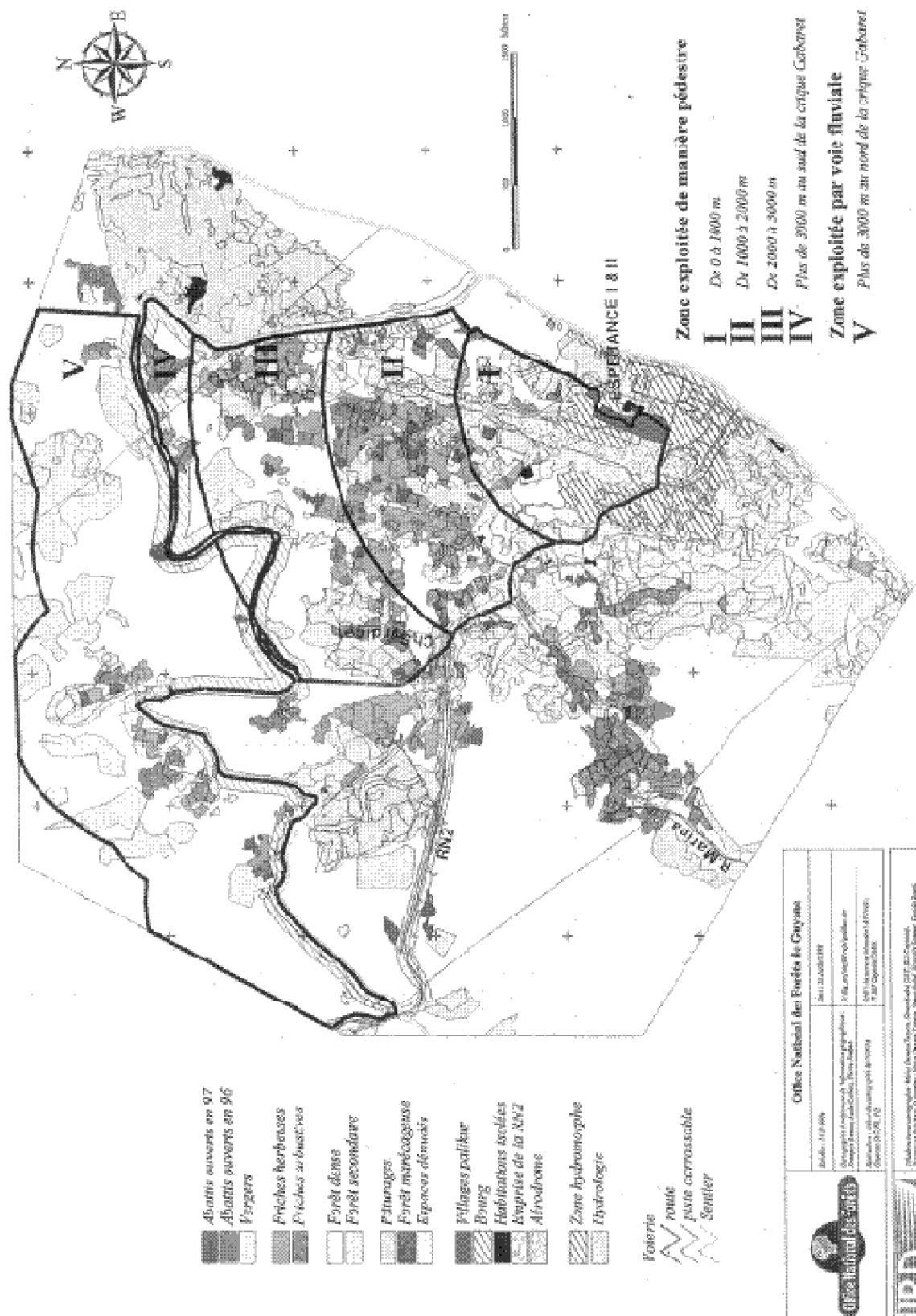
Le second SIG, produit à partir d'une compilation des données cartographiques de 1958, 1987 et 1997, a permis, d'une part de dresser un bilan des zones indubitablement secondarisées (cf. Carte 7) afin de déterminer précisément la surface de forêt dense potentiellement exploitable par les Palikur, d'autre part de préciser les limites du terroir réellement exploité par la communauté palikur de Saint-Georges.

Le terroir palikur

Le terroir palikur est constitué pour 50% (cf. Tableau 29) de forêts secondaires, recrû relativement jeune de 10 à 30 ans (cf. Carte 7) et produit d'une activité anthropique s'étalant sur plusieurs décennies. L'analyse typologique des zones, anthropisées ou non, du terroir, fait apparaître 10 types de milieux regroupés en quatre catégories, permettant de dresser un bilan écologique et social de la situation agraire des Amérindiens de la région. Le terroir a été divisé en deux unités de surface correspondant à un mode d'exploitation distinct. Au sud de la crique Gabaret, le terroir le plus vaste est exploité de manière pédestre (zones I, II et III) tandis que celui situé au nord de ce cours d'eau est exploité en épis à partir des berges (zone IV). On note une différence notable quant à l'occupation du terroir dans ces deux zones : la zone nord rassemble 0,7% des activités agricoles pour 15% des Palikur, alors que la zone sud, sur une surface équivalente, ne compte que 5,3% de cette population. La zone nord supporte non seulement les deux unités villageoises palikur de la crique Gabaret, mais encore deux petites unités villageoises saramaka et une brésilienne. L'occupation territoriale inter-communautaire est encore plus contraignante dans la zone sud.



Carte 6 : POS de Saint Georges de l'Oyapock, 1999



Carte 7 : Occupation du sol de St Georges de l'Oyapock et terroir Palikur, 1997

Cette carte se trouve détaillée en annexe du volume

On peut en outre constater (cf. Tableau 29) que la surface effectivement exploitée reste globalement assez faible au regard de l'emprise de la forêt dense qui représente, à elle seule, presque 25% de la surface disponible dans la zone sud et près de 60% dans la zone nord. Il reste que cette impression d'abondance, réelle dans la zone nord pour cause de faible pression démographique, doit être quelque peu révisée en ce qui concerne la zone sud. Si l'on examine attentivement la carte 7 et les données chiffrées du tableau 29, on constate que la zone sud est circonscrite au nord, à l'est et au sud par deux frontières naturelles (la crique Gabaret et le fleuve Oyapock) et à l'ouest par le terroir exploité par la communauté créole. L'absence de réseau de voirie sur la totalité de la zone entraîne une exploitation uniquement pédestre. Le découpage du terroir sud en unités concentriques selon un axe linéaire fixé au village Espérance (cf. Carte 7), permet d'illustrer ces contraintes d'ordre spatial et sociologique.

Analyse d'un espace communautaire contraignant

Zone I : Si quelques abattis ont pu être ouverts par les Palikur durant la dernière décennie en bordure de la piste d'aviation au nord-est et au nord-ouest, il reste que cette zone a été globalement considérée jusqu'à la fin des années 80 comme un *no man's land* dont l'exploitation et l'urbanisation ne font que commencer sous l'impulsion d'immigrés brésiliens et de créoles anciennement installés à Saint-Georges. Cet état de fait est surtout lié à la zone d'emprise de la piste d'aviation qui a entravé toute tentative d'exploitation agricole pérenne dans cette zone fortement urbanisée.

Zone II : Avec près de 57% de leurs terres exploitées, cette zone constitue la plus forte emprise agricole des Palikur. Les abattis se concentrent sur les pentes et les sommets de collines, unité de modelé caractéristique de cette zone. Les cultivateurs consacrent de 3/4 heure à 1 heure de marche pour accéder aux abattis distants de 1000 à 2000 mètres de leurs habitations. Un réseau de sentiers entretenus maille la totalité de la zone. La moitié de ce secteur reste soumise à une forte pression anthropique, matérialisée par des friches herbeuses liées aux recrus d'abattis récemment abandonnés (62%) et la forêt secondaire (33%), tandis que la forêt dense ne représente que 22% de sa surface. La marge nord-ouest fut d'abord exploitée à partir de 1958 par la communauté créole; puis la communauté amérindienne s'y établit de manière durable à la fin des années 60, sous l'impulsion du chef palikur du village Espérance, Auguste Labonté, l'un des premiers à s'être installé durablement à Saint-Georges en 1967. Le chef coutumier pris en effet l'initiative de découper en parcelles le terroir disponible, en fonction de l'afflux constant d'immigrés palikur. Le terroir occupé ne concernait alors qu'un secteur situé dans la périphérie immédiate des parcelles que le chef exploitait (secteur sud de la zone II). Au milieu des années 70 puis au début des années 80, une seconde puis une troisième vague migratoire d'agriculteurs palikur venus de l'Urucaua au Brésil, imposèrent d'étendre les limites du terroir dans la marge nord la plus éloignée, jusque là inoccupée. Le schéma

d'occupation du terroir dans cette zone est donc directement lié aux principes de distribution de la population sur les terres disponibles au cours de ces trois dernières décennies. Les habitants du village Espérance I, les plus anciennement installés, occupent les parcelles les plus proches du village; ceux immigrés au milieu des années 80, village Espérance II, exploitent les plus éloignées. L'extension du terroir s'est nécessairement effectuée au nord plutôt qu'à l'ouest, secteur déjà en partie occupé par la communauté créole le long de la piste dite "Chemin syndicat". Cette contrainte territoriale aura, au cours des années 80 et 90, un effet prégnant sur les possibilités d'extension du terroir palikur ainsi que sur les techniques de mise en culture des parcelles exploitées.

Zone III : Cette zone exploitée assez récemment, pour l'essentiel au cours des années 90, constitue la marge la plus éloignée du terroir potentiellement exploitable de manière pédestre. Est également établie dans la marge est de cette zone une fraction des abattis d'une des deux communautés palikur de la Crique Gabaret. L'emprise réelle de celle-ci, limitée à la zone ripicole jouxtant le village, est faible et ne présente que peu de contraintes d'exploitation. Il en va tout autrement des habitants du village Espérance, qui doivent consacrer entre une heure et une heure et demi de marche pour accéder à leurs abattis situés entre 2 et 3 km des habitations. On a vu plus haut que cet état de fait est directement lié à la parcellisation du terroir qui s'est opérée entre la fin des années 60 et le début des années 80.

Mais des contraintes beaucoup plus déterminantes que l'éloignement entrent ici en jeu. On peut distinguer d'abord des contraintes d'ordre social : les récents immigrés, les moins nombreux, se trouvent *de facto* rejetés dans les marges les plus éloignées du terroir palikur et ne peuvent s'imposer dans les secteurs de la commune anciennement ou encore exploités par la communauté créole. On peut ensuite souligner des contraintes d'ordre économique : les produits de l'abattis constituent, pour les récents immigrés ne disposant pas de subsides de l'Etat, la base journalière de leur alimentation et permettent d'autre part de produire un surplus, même minime, de farine de manioc qui peut être vendu sur le marché local ou départemental.

Pour toutes ces raisons, les surfaces cultivées sont notablement moins importantes dans la zone III (35% du total des terres cultivées) que dans la zone II (57%). Pour les terres laissées en jachère, l'écart est beaucoup moins notable : les friches herbeuses — surtout des jachères très récentes —, sont beaucoup moins importantes dans la zone III (30%) que dans la zone II (62%). La forêt secondaire de la zone III couvre une grande superficie; comme dans la zone II, elle est consécutive à une action anthropique plus ou moins ancienne. On trouve dans la marge est, une forêt en partie secondarisée durant les années 50 et dans la marge ouest, une forêt exploitée depuis au moins 1958, soit des forêts âgées de 40 ans et plus. Ce constat tranche radicalement avec les forêts secondaires de la

zone II, dont l'âge se situe entre un peu moins de 10 ans et 30 ans. Par ailleurs, une bande de forêt ripicole d'au moins 100 mètres de part et d'autre des rives de la crique Gabaret (concernant les zones III, IV et V) présente des contraintes édaphiques importantes : la nature du sol, en grande partie hydromorphe, empêche toute exploitation agricole, sauf sur les surfaces légèrement surélevées (cf. Carte 7), dont il a été tenu compte dans le tableau 29. Enfin, une partie des abattis ouverts par les Palikur anciennement immigrés est située dans la marge sud-ouest de cette zone, correspondant à une concession attribuée en 1974 à une quinzaine d'agriculteurs palikur (Grenand, 1981). Il y a encore peu de temps, l'accès à ce secteur s'effectuait de manière pédestre. L'ouverture récente de la RN2 et la réfection du chemin dit "Syndicat" permettent aujourd'hui aux cultivateurs de ce secteur de rejoindre leurs abattis en voiture-taxi.

Zone IV : Cette zone, située à plus de 3000 mètres du village, est largement dominée par une forêt ripicole sur sol hydromorphe, laissant apparaître çà et là quelques hauteurs qui n'ont pas manqué d'être exploitées il y a une vingtaine d'années. L'histoire du découpage territorial intra-communautaire montre, quoi qu'il en soit, que cette zone reste la "propriété" des Palikur résidant le long de la Crique Gabaret.

Zone V : Cette zone n'est accessible du bourg de Saint-Georges que par voie fluviale. Presque aussi vaste que le terroir situé au sud de la Crique Gabaret accessible de manière pédestre, elle n'est pourtant exploitée que par une population extrêmement faible. Bien qu'aujourd'hui encore majoritaires, les exploitants palikur sont néanmoins beaucoup moins nombreux qu'il y a 20 ou 30 ans. Il est d'ailleurs certain qu'une grande partie de la forêt secondarisée de cette zone, dont la surface est actuellement difficile à estimer, est consécutive à l'usage agricole que les Palikur ont fait de ces terres hautes.

L'ensemble de ces facteurs contraignants est actuellement renforcé par un "Projet de zonaison de la forêt Régina-Saint-Georges" qui se propose de définir des zones d'exploitation de protection dans le cadre de l'aménagement du massif forestier situé de part et d'autre de l'axe routier RN2, dont les travaux sont en cours d'achèvement. Ce projet piloté par l'ONF couvre une partie du terroir exploité actuellement par les Palikur qui revendiquent à court terme un terroir agricole en bordure du futur axe routier. Jusqu'à présent qualifié d' "anarchique" par la Direction de l'Agriculture et de la Forêt (Anonyme, 1998a), le mode palikur d'occupation du sol doit, pour se pérenniser, passer par le règlement de deux préalables : l'un, lié au foncier communal, est l'obtention d'un titre de "concession agricole" octroyé par l'administration française à chaque agriculteur; l'autre, lié à une demande motivée auprès de l'ONF, est la cession de surfaces agricoles supplémentaires fondée sur des facteurs démographiques, sociologiques et écologiques. En ce sens, une collaboration a été mise en place entre APFT, l'IRD, l'ONF et les Palikur, afin de délimiter les zones de droit d'usage actuellement exploitées et potentiellement exploitables à long terme par cette ethnie.

	0 et 1 km		1 et 2 km		2 et 3 km		3 km et +		Total Terroir	Sud Gabaret	Total terroir	nord Gabaret
	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%
Abattis ouvert en 96	0,3	2,0	7	47,3	7,4	50,0	0	0,0	14,8	2,1	1	0,1
Abattis ouvert en 97	0,9	5,8	9	58,4	5,5	35,7	0	0,0	15,4	2,1	4	0,6
Vergers	1,8	22,0	5,8	70,7	0,6	7,3	0	0,0	8,2	1,1	0	0,0
Total exploité	3	7,8	21,8	56,8	13,4	34,9	0	0,0	38,4	5,3	4,9	0,7
Friches arbustives	1,4	3,8	13,1	35,6	13,1	35,6	9,2	25,0	36,8	5,1	12,5	1,8
Friches herbeuses	5,6	5,7	61,3	62,2	29,5	29,9	1,7	1,7	98,5	13,7	11,8	1,7
Forêt secondaire	56	24,1	76,7	33,0	92,6	39,8	6,1	2,6	232,4	32,3	162,1	23,9
Total jachère	63	17,1	151	41,1	135	36,7	17	4,6	367,8	51,0	186,4	27,5
Forêt dense	20,8	12,0	38,5	22,2	99	57,1	14,5	8,4	173,5	24,1	405,5	59,8
Total forêt	20,8	12,0	38,5	22,2	99	57,1	14,5	8,4	173,5	24,1	405,5	59,8
Forêt marécageuse	0	0,0	2,8	93,3	0,2	6,7	0	0,0	3	0,4	1,3	0,2
Zone hydromorphe	0	0,0	6,4	13,6	19,1	40,6	21,4	45,5	47	6,5	78	11,5
Espaces dénudés	10,2	55,1	8,2	44,3	0	0,0	0	0,0	18,5	2,6	0,9	0,1
Aérodrome	27,9	84,0	5,1	15,4	0	0,0	0	0,0	33,2	4,6	0	0,0
Habitations isolées	0,7	31,8	1	45,5	0,4	18,2	0	0,0	2,2	0,3	0,2	0,0
Bourg	31,8	99,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	32	4,4	0	0,0
Emprise de la RN2	0	0,0	4,5	88,2	0,7	13,7	0	0,0	5,1	0,7	0,5	0,1
Total inexploitable	70,7	50,1	28	19,9	20,4	14,5	21,4	15,2	141	19,6	80,9	11,9
TOTAL	157,5	21,9	239,3	33,2	267,9	37,2	52,8	7,3	720,6	100,0	677,8	100,0

Tableau 29 : Occupation du terroir palikur selon l'éloignement par rapport au village et la nature des surfaces



photo 16 : abattis palikur fraîchement brûlé; on remarquera que les palmiers, ici Maximiliana maripa, sont volontairement épargnés par le feu (Rio Urucaua, Nord Amapa, Brésil). (cliché P. & F. Grenand, 1998)



photo 17 : Epluchage des tubercules de manioc amer chez les Palikur (Village Espérance, bas Oyapock, Guyane Française). (cliché P. & F. Grenand, 1998)

Techniques culturales

Comme bon nombre de sociétés amérindiennes, les Palikur considèrent la forêt qu'ils peuvent exploiter et les espaces humanisés comme des milieux dont l'histoire est cyclique. La forêt primaire (*ããdru* ou *aavui*), constitue un état particulier du milieu naturel qui peut être transformé en espace humanisé, comme un abattis (*was*), ou un village (*paitwimpa*). Une fois abandonnés, les abattis retournent à l'état de recrues herbues et arbustifs bas (*waseunivui*) puis à celui de recrues arbustifs hauts (*yãmã*) et enfin à celui de forêt dense (*ããdru*). L'espace villageois habité une fois délaissé (*paidukwen*), sera soumis au même processus de régénération que l'abattis, quoique plus lentement. Cette perception du milieu naturel conditionne fortement le savoir-faire traditionnel lié aux techniques agricoles employées par les Palikur. Il apparaît toutefois que les contraintes spatiales et socio-économiques auxquelles ils doivent faire face aujourd'hui imposent des réajustements techniques qui ne sont pas sans conséquence sur une utilisation durable de l'espace forestier (dense et secondarisé) dont ils disposent.

Les Palikur, comme bien d'autres groupes amérindiens amazoniens continuent à fonder une partie de leur alimentation sur la consommation de plantes cultivées et préférentiellement sur celle du manioc amer (*kaneg*, *Manihot esculenta*), duquel ils tirent de nombreux produits dérivés, dont la farine de manioc torréfiée (*unibdi*), journalièrement consommée.

Chaque ménage palikur de Saint-Georges dispose en moyenne aujourd'hui d'un terroir de 3,6 ha fractionné en parcelles annuelles d'une surface moyenne de 0,60 ha. Il y a 15 ans, ces parcelles mesuraient 0,75 ha (Boyé, 1982). Cette unité parcellaire correspond à ce que Gély (1983) nomme la "tendance autosubsistante" destinée à l'autoconsommation. Il faut rappeler néanmoins que bon nombre de Palikur dégagent de leur production annuelle de farine de manioc une quantité non négligeable revendue sur le marché local ou ailleurs sur le littoral. De manière générale, le cycle culture/jachère diffère peu de ce que l'on observe chez les agriculteurs amazoniens. Les Palikur exploitent trois parcelles au cours d'une année N : l'une est mise en culture l'année N; une seconde est exploitée et a été mise en culture en N-1; la troisième est exploitée et a été mise en culture en N-2. La figure 15 permet d'illustrer ce cycle tout en mettant en évidence le temps de jachère relatif à chaque parcelle.

Les cultivateurs palikur accordent qu'il ne peut être effectué plus de trois rotations culturales, voire exceptionnellement quatre, sur le même terroir. Cette contrainte, qu'ils lient à la qualité du sol, à celle du recrû, elle-même consécutive à la courte durée des jachères, a induit dans le temps un réajustement des techniques culturales.

Prolongement de la jachère

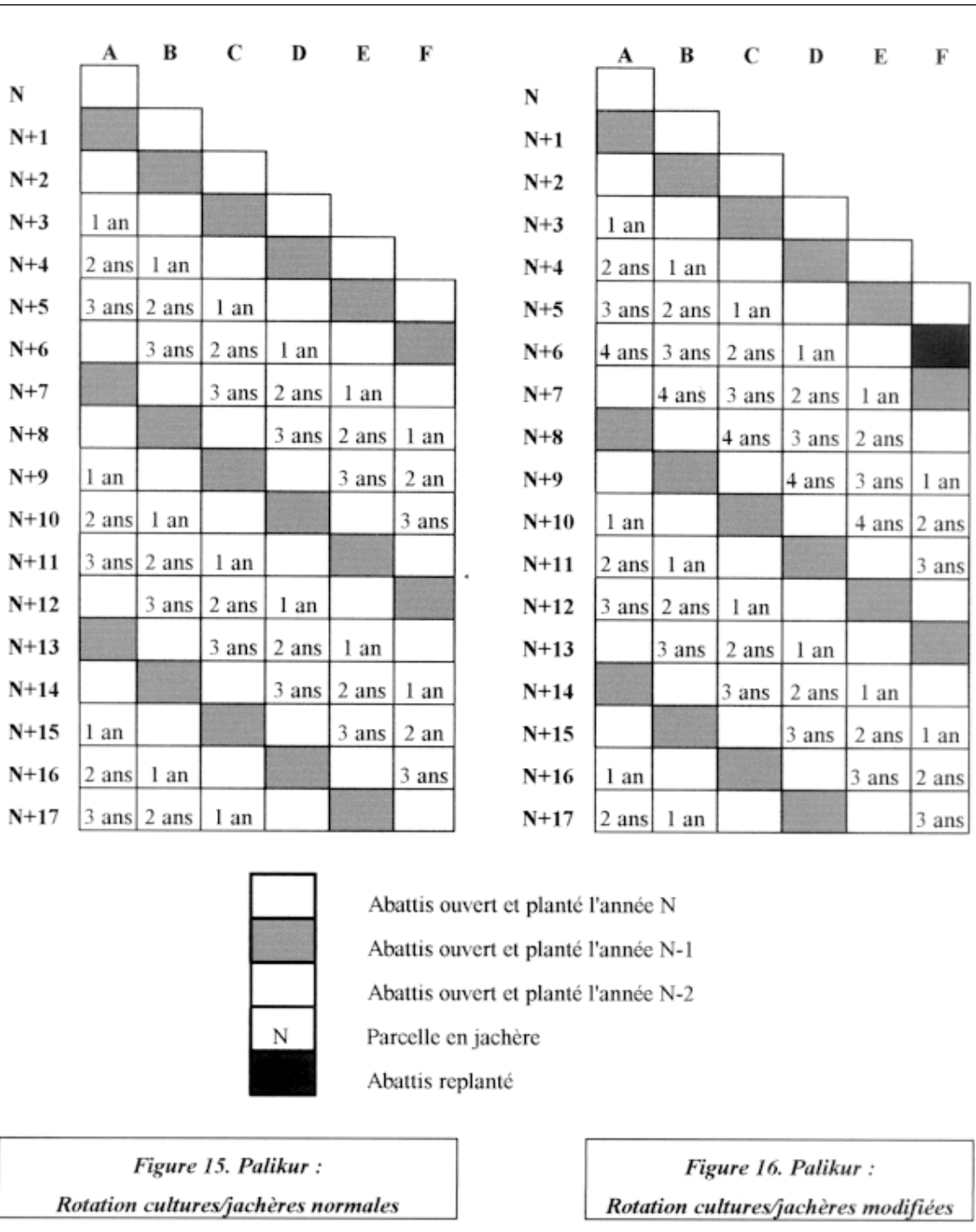
Le cycle de rotation cultural peut être modifié. Une des techniques employées pour palier de manière temporaire la courte durée des jachères, consiste, sur de petites surfaces, à replanter des boutures immédiatement après récolte, en prenant soin de sarcler. Cette technique, semblable au “*raché-planté*” créole, permet de cultiver deux années de suite une même parcelle et par extension permet de prolonger d’une année la durée de jachère des parcelles déjà exploitées (cf. N+5 et N+6, figure 16). Si ce principe cultural prolonge effectivement la durée de jachère des parcelles non plantées, il impose néanmoins une forte pression sur la parcelle replantée, celle-ci étant exploitée au moins quatre années avant d’être laissée en jachère. Il va sans dire que la parcelle ainsi manipulée ne pourra être réutilisée qu’au terme d’une jachère beaucoup plus longue et que le cultivateur ne dispose que de cinq parcelles au lieu de six. Si cette technique n’impose aucune contrainte lorsque le terroir disponible est assez vaste, en cas contraire, elle peut conduire à une profonde modification du cycle des rotations. Il suffit en effet qu’une des parcelles du terroir laissée en jachère ne dispose pas du potentiel séminal, édaphique et végétatif requis par le brûlis et la mise en culture, pour que le cycle soit modifié dans sa totalité. Dans la plupart des cas, le cultivateur qui a opté pour cette technique doit réduire durant une à deux années, la surface des abattis qu’il va ouvrir (entre 0,2 à 0,3 ha), seule garantie à long terme d’une exploitation optimale de son terroir. Cette contrainte impose en retour une production annuelle de farine de manioc autoconsommée beaucoup plus faible et annule toute possibilité de dégager un surplus négociable sur le marché.

Augmentation du rendement de la parcelle

Les cultivateurs palikur peuvent répondre techniquement au faible rendement de leur terroir en pratiquant ce qu’ils nomment “couper-brûler”(wōbataviye). Cette technique est employée sur des parcelles à jachère courte (≥ 3 ans) et à mauvais rendement. En effet, la grande majorité des parcelles ouvertes en jeune forêt secondaire présente une prolifération importante d’adventices, imposant trois à quatre sarclages par an. La technique du “couper-brûler” permet d’annuler ces fastidieux travaux et contribue à reconstituer temporairement le potentiel en éléments minéraux. L’abattis n’est pas sarclé durant toute la période de croissance du manioc et ce n’est qu’au bout de 10 à 12 mois que la totalité des plants est coupée, les racines étant laissées en terre; après séchage, les adventices et les tiges de manioc coupées sont brûlées. Selon les Palikur, cette technique accélère la croissance des tubercules qui n’auraient pas pu se développer normalement durant la première phase de mise en culture. Ce n’est habituellement que 4 à 6 mois plus tard que le manioc est récolté. Il faut souligner que cette technique culturale permet de prolonger, elle aussi, la durée d’exploitation d’une parcelle sans pour autant modifier de façon notable le cycle de rotation puisqu’elle n’augmente la durée

d'exploitation de la parcelle que d'une demie année au plus.

Ces deux techniques sont, selon les Palikur, des procédés traditionnels de culture du manioc amer. Il convient toutefois de noter que leur emploi est actuellement soumis à quelques contraintes qu'il est nécessaire d'identifier afin de les resituer dans un contexte socio-économique particulier. Compte tenu de la superficie du terroir potentiellement exploitable et du nombre de parcelles dont dispose chaque ménage, ces techniques sont mise en œuvre autant pour faire face à des contraintes d'ordre spatial, que dans le but de réaliser de bons rendements sur des sols en partie appauvris par de courtes jachères. Or, le poids de ces techniques impose en retour de laisser reposer la parcelle durant un temps beaucoup plus long que ne le permet le cycle de rotation cultural. Ainsi donc, la faible surface du terroir disponible, la courte durée des jachères, associées à la diminution des rendements des parcelles au cours du temps, imposent des choix techniques qui peuvent apparaître contradictoires. En effet ces techniques tendent à plus ou moins long terme non seulement à dégrader de manière irréversible la qualité du terroir exploité et potentiellement exploitable mais orientent le choix des espèces de plantes cultivées. Comme le soulignent en effet Floret & *al.* (1993) "lorsqu'on réduit le temps de jachère ou que l'on accroît exagérément le temps de culture sans autre pratique de maintien durable de la fertilité physico-chimique, on atteint ainsi des rendements potentiels très faibles, que l'on pourrait appeler *rendement basal*, tout en restreignant le choix de cultures possibles". On sait que le manioc amer se satisfait d'un calendrier cultural souple et que sa résistance aux insectes ravageurs et sa tolérance aux sols pauvres (McKey & Beckerman, 1993) en font une plante à haut rendement. Ce n'est donc pas sans raison que les Palikur se sont aujourd'hui orientés vers une quasi-monoculture du manioc amer, mais en maintenant une forte diversité variétale, délaissant tout un cortège d'autres plantes alimentaires à haute valeur nutritive et gustative (Boyé, 1982), telles celles nécessitant un apport en eau (dachine ou banane des bas fonds humides) ou en éléments nutritifs (maïs ou ignames). Il n'en reste pas moins que seule l'attribution aux Palikur d'une zone de droit d'usage importante leur permettra à moyen terme d'éviter une crise agricole. Le cadre de cette attribution sera analysé dans les paragraphes qui suivent.



Contraintes dans la dynamique de l'occupation de l'espace

Cette succession de facteurs limitant l'usage des terres est induite par toute une série de contraintes primaires.

Sédentarisation

La sédentarisation des pratiques agricoles sur un terroir a été générée dès les années 70, par une politique de fixation de familles palikur près du bourg créole de Saint-Georges, visant à disposer d'une main d'oeuvre à bas prix et de pourvoyeurs de produits forestiers, gibier et fruits de palmier *Euterpe* (Grenand, 1981). Or, cette migration s'est heurtée à une dynamique d'occupation ancienne des terres potentiellement cultivables par la communauté créole, ce qui réduisit toute possibilité d'expansion territoriale. Plus tard, la fixation des terroirs fut amplifiée par l'arrivée massive d'immigrants brésiliens; s'y ajoutèrent les contraintes sur les moyens d'accès (sentiers) et de locomotion (pédestre) dont dispose la communauté palikur pour atteindre les zones potentiellement cultivables (cf. Tableau 30).

Aliénation au terroir

Traditionnellement, il n'existe aucune forme d'aliénation de la terre : "la terre n'appartient à personne", aiment à répéter les Palikur. Aujourd'hui, les règles du statut foncier dictées par l'administration française induisent des stratégies individuelles et de groupe qui vont à l'encontre des valeurs traditionnelles liées à l'occupation du sol. L'itinérance des cultures s'effectue désormais sur un terroir communautaire limité qui a tendance à s'appauvrir.

Dans ces conditions, la mise en valeur des terres constitue avant tout un faire-valoir permettant de signifier à sa communauté d'origine et aux autres (hier créole, aujourd'hui brésilienne ou métropolitaine) l'appropriation pérenne d'un terroir acquis et travaillé; l'expression du droit d'usage temporaire des terres mises en culture passe ainsi au second plan. Autant de principes qui tendent à aliéner les Palikur au terroir dont ils disposent.

Statut des personnes et situation socio-économique

L'analyse de la structure de la communauté palikur de Saint-Georges fait apparaître nombre de contraintes s'opposant aux solutions proposées par les services de l'Etat pour le règlement du statut foncier du terroir qu'ils exploitent actuellement. En effet, près de la moitié des membres de cette communauté (106 personnes sur 232), récemment émigrés du Brésil et résidant dans le village Espérance II, est brésilienne et relève du *Statut de l'Indien* en vigueur dans ce pays. Elles disposent pour la très grande majorité

d'un titre de séjour variant d'un mois à un an renouvelable. Quelques individus sont dans une situation plus précaire : ils ne disposent que d'un certificat de naissance brésilien ne leur permettant ni de bénéficier des prestations sociales françaises (Allocations familiales, RMI), ni d'accéder à des emplois salariés, ni même de se déplacer librement dans le département. En revanche, les Palikur du village Espérance I, naturalisés français, peuvent bénéficier de tous ces avantages. Pour autant, le taux de chômage des Palikur tant français que brésiliens est exceptionnellement élevé : 4 hommes adultes du village Espérance I, aucun du village Espérance II, disposent aujourd'hui d'un emploi salarié à temps plein. On mesure dès lors l'importance que revêt d'un point de vue économique l'activité agricole.

Face à la précarité financière de la grande majorité des Palikur, les produits agricoles garantissent une autonomie alimentaire minimale, cependant que la vente des surplus, lorsqu'ils existent, apporte un revenu monétaire.

A ce revenu, qui ne concerne que six à sept ménages, principalement des Palikur brésiliens dont le gain se situe dans une fourchette de 5 000 à 7 500 FF¹⁸ annuels, il faut ajouter le produit de la vente d'objets artisanaux que se partage la quasi-totalité de la communauté de Saint-Georges¹⁹. Ces objets sont principalement des vanneries fabriquées à base d'arouman (*Ischnosiphon arouma*) ainsi que des colliers de graines. A l'instar de la farine de manioc, ces produits sont vendus sur le marché local ou départemental par l'intermédiaire des Palikur de Tonate-Macouria. Si cette seconde option permet, malgré les frais de transport (avion), de doubler les gains, il faut remarquer que les Palikur de Tonate-Macouria, eux aussi, vivent en grande partie de la vente de produits artisanaux. En d'autres termes, la concurrence qui s'opère entre les deux communautés laisse peu de place aux produits fabriqués par celle de Saint-Georges.

Statut juridique du foncier et usage traditionnel du terroir

Une récente enquête de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt (Anonyme, 1998a), conclut au caractère anarchique du mode d'occupation du terroir des Palikur. Cette situation n'est pas sans rappeler celle rencontrée dans la région nord-ouest du littoral guyanais et à laquelle l'Etat a dû faire front durant les années 90, face à l'afflux important d'immigrés surinamais, en grande partie Bushi Nenge, exploitant illégalement de vastes surfaces (Fabri & al., 1995).

Les solutions proposées par l'Etat (concession agricole et bail emphytéotique) conviennent aux citoyens français et aux étrangers en situation régulière disposant d'un titre de séjour d'au moins 10 ans. Seuls 55% des adultes palikur répondent à l'un ou l'autre de ces critères. Nombre d'individus ont déjà entrepris, pour certains depuis des années, des démarches individuelles afin de régulariser leur situation foncière. La Direction de l'Agriculture et de la Forêt a recensé pas moins de 23 exploitations palikur ayant fait l'objet d'une demande de concession agricole ou non et ayant été toutes mises en valeur. Il faut rappeler toutefois que la mise en valeur d'une concession agricole ne peut être effectuée avant accord des Services de l'Etat et de la commune. Dès lors, les demandes de concession effectuées après mise en valeur sont systématiquement rejetées par l'administration comme illégales. La concession ne peut donc constituer une solution à court ou moyen terme quant au règlement d'une occupation qualifiée d'anarchique.

Il reste à analyser la solution du bail emphytéotique qui suppose une stratégie plus collective qu'individuelle. La demande qui pourrait être effectuée au nom d'une personne physique ou morale implique d'établir un consensus sur deux points : la communauté doit confier le soin de diriger cette demande à un personnage unanimement reconnu pour ses compétences et son expérience, le chef coutumier par exemple, ou encore une association; elle doit en outre délimiter un terroir homogène et s'accorder sur les principes d'une redistribution des terres et des jachères concédées. Nous avons vu plus haut que les récents immigrés palikur brésiliens n'avaient pu bénéficier de terres que dans une zone très éloignée du village (cf. zones II et III, Carte 7) alors que les immigrés plus anciens disposaient de terres peu éloignées ou desservies par un réseau de chemins carrossables. Compte tenu de l'histoire de la dynamique communautaire d'occupation des sols et du principe de propriété auquel chacun accorde désormais une grande importance, nul doute que la redistribution des terres constituera un objet de conflit entre Palikur.

Enfin, l'attribution d'un bail emphytéotique sur tout ou partie du terroir exploité actuellement ne pourra constituer qu'un pis-aller : la qualité de plus en plus médiocre des sols et des milieux rencontrés, la surface concernée (environ 500 hectares si l'on excepte la zone I), enfin la durée d'exploitation prévue (30 ans), ne permettront pas d'absorber la demande en terre, liée à la forte pression démographique palikur ainsi qu'aux projets de développement économiques associés à la vente de produits agricoles.

La troisième solution repose sur le "droit de communauté tribale" qui seul peut garantir l'inaliénabilité. Elle a fait l'objet d'une expertise effectuée pour le compte de l'Office Nationale des Forêts de Guyane concernant la question foncière palikur dans le cadre du Plan d'occupation du Sol proposé par la commune de Saint-Georges et du plan d'aménagement de la forêt domaniale Régina/Saint-Georges, gérée par l'ONF. Cette expertise m'a conduit, en collaboration avec un agent ONF et la population palikur, à

établir un diagnostic des secteurs destinés aux pratiques agricoles proposés dans le POS (cf. Tableau 30 et Carte 6).

Les conclusions sont les suivantes

Il apparaît tout d’abord qu’aucune des zones destinées à “l’agriculture traditionnelle sur abattis” (zones Nca et NB) n’est suffisamment étendue pour soutenir à moyen et long terme la demande en terres que suppose ce type d’activité. Je ne reviendrai pas ici sur le diagnostic de la zone Nca (382 ha) dont nous avons vu qu’elle présente de nombreux inconvénients quant à une exploitation durable. Si l’on se penche à présent sur la zone NB1 (152 ha) qui présente, elle, de nombreux avantages (proximité de la voirie et du bourg), il apparaît que le découpage proposé de la zone en parcelles de 1,5 à 2,5 ha n’est absolument pas compatible avec une pratique de l’agriculture itinérante sur brûlis nécessitant des jachères d’au moins 5 à 6 ans. La zone Ncp1 (139 ha) en vis-à-vis de la précédente, est largement hydromorphe et semble plus propice à l’élevage, comme c’est le cas actuellement, plutôt qu’à l’agriculture. La zone Ncp2 (environ 400 ha), bien que située, elle aussi, à proximité d’une piste carrossable, présente dans sa partie inexploitée (200 ha) un relief trop accidenté, entrecoupé de talwegs humides qui ne permet pas d’ouvrir et d’exploiter aisément des abattis. Enfin la zone Ncp3 (plusieurs milliers d’hectares), au nord de la crique Gabaret, impose de s’y rendre en pirogue, moyen de locomotion dont disposent peu de Palikur, et nécessite d’effectuer de grandes distances dans l’intérieur des terres avant de parvenir à un terroir potentiellement exploitable. Quoiqu’il en soit, cette zone et les deux précédentes sont destinées à des pratiques culturelles professionnelles s’étendant sur de grandes surfaces (10, 20 ou 30 ha), critère encore incompatible avec une agriculture itinérante sur brûlis de rente.

Perspectives d’avenir

Compte tenu des contraintes liées à chacune de ces zones et de la nécessité de pérenniser les pratiques agricoles palikur, il est apparu nécessaire de prospecter un secteur encore intouché. Il devait répondre à différents critères considérés par les Palikur comme essentiels pour une exploitation agricole optimale :

- ne pas être source de conflit intercommunautaire quant à son occupation ancienne ou récente;
- présenter des facilités d’accès;
- offrir un relief adéquat à l’agriculture itinérante sur brûlis;
- avoir une surface qui puisse répondre à une demande en terre annuelle croissante;
- renfermer de bons sols.

	Néa (Agriculture sur abattis)	NB 1 (Agriculture pluriactive)	NB 2 (Agriculture sur abattis)
Situation par rapport au village	Nord du village palikur entre 2 et 3 km au nord de la piste d'aviation.	Nord du village palikur entre 1,5 km et 2,5 km au nord de la piste d'aviation.	Nord du village palikur, situé le long de l'axe de la RN2.
Topographie	Collines dans la zone nord-ouest délimitées par un relief situé entre 10 et 40 m. Pentas de 15 à 20%. La zone nord-est est caractérisée par un relief moins accidenté, entre 10 et 20 m, présentant çà et là des zones de for.	Relief marqué par deux collines, l'une située à l'ouest (30 à 40 m), l'autre à l'est (idéale) et une zone assez basse au centre (10 m).	Zone de collines aux pentes assez abruptes.
Hydrographie	Zone nord-est assez bien drainée par de petits cours d'eau secondaires (crisques). Niveau hydrographique nul dans la partie haute de la zone nord-ouest. Partie du terrain située dans la zone riparienne (crisques Gabaret) inondée annuellement sur 100 à 200 m dans l'intérieur.	Zone assez bien drainée par un maillage de crisques secondaires (principalement la Crispe Pétawa) et tertiaires.	Si dans sa partie sud, la zone est assez sèche, celle au nord située près de la crisque Gabaret présente une vaste zone hydromorphe.
Communauté	Palikur. Également les habitants du premier village dans la zone nord-est. Majoritairement habitants du second village dans la zone nord-ouest.	Palikur, dans la partie ouest (proche de la piste d'aviation) et est (fin du "chemin-avancé"). Créole, le long du "chemin-avancé". Quelques créoles et immigrés brésiliens dans la zone centrale.	Créole (2 abattis) et sarama dans la partie nord (1 abattis).
Exploitation	Abattis, vergers, jardins autour des carbet-platine	Abattis, vergers, jardins.	Abattis et vergers.
Partie d'occupation	Partie nord-ouest, début des années 70. Partie nord-est, début des années 80.	Par les Palikur, début des années 80 à l'est mais déjà en partie anthropisée depuis au moins 1938. Idem pour la partie ouest.	Occupée par la communauté créole dans les années 90.
Temps d'accès	Environ ¼ h de marche pour zone nord-ouest (piste interdite à la circulation automobile). Environ 1 h de marche ou 10 min en voiture pour la zone nord-est.	15 min à pied pour la partie ouest. De 30 à 40 min à pied et 10 min en voiture pour la partie est.	De 1 h (partie sud) à 2 h de marche (partie nord). 10 à 15 min en voiture
Région de déviation	Secteur pluvial pour la zone nord-ouest. Secteur et route communale pour la zone nord-est.	Piste pour la partie ouest. Piste et route communale pour la partie est ("chemin-avancé")	Véritable épave et route nationale.
Observations personnelles	Zone largement anthropisée (agriculture itinérante sur brûlis) Friches arborescentes et jeunes forêts secondaires prédominantes. Grande surface de forêt dense située dans la marge nord de la zone.	Zone pour une grande partie anthropisée (agriculture itinérante sur brûlis et vergers). Friches arborescentes et jeunes forêts secondaires prédominantes avec quelques îlots de forêt dense.	Zone secondarisée dans la partie sud au niveau de la jonction route Maripa et RN2. La route est largement couverte par la forêt dense.

Tableau 30. Palikur : diagnostic du plan d'occupation des sols de Saint-Georges de l'Oyapock

Caractéristiques palikur	Présence trop importante d'adventices dans les abattis couverts en milieux secondaires. Terrain exploités par chaque sous-tribu envahit et trop éloigné du village. Absence d'eau dans la partie haute du terrain. "Terre rouge" (terre sèche) mélangée à "terre rouge" (terre humide) favorable à la culture du manioc assez mais impossible sur la plus grande partie à la culture des bananiers, du maïs et des ignames. Sol appauvri par des périodes de jachère courtes (2 à 3 ans). La zone nord répulsive et hydromorphe limite la zone d'extension du terrain palikur.	Présence trop importante d'adventices dans les abattis couverts en milieux secondaires. Mécaniquement trop important du terrain exploités par chaque sous-tribu. La terre crée fixe et limite (et la zone d'extension du terrain palikur). Terre rouge et noire favorable à la culture du manioc assez. Terre marécageuse (marécage) favorable à la culture des échalotes, bananiers dans la partie est. Toutefois, dans la zone est, le terrain d'appauvrit à cause des temps de jachère trop courts (2 à 3 ans).	Terre favorable à la culture du manioc assez : terre rouge légèrement sablonneuse (terre humide). Toutefois la surface des parcelles propices (entre 1,5 et 2 ha) par la rusticité est bien inférieure aux besoins réels.
	Nep 1 (Agriculture professionnelle) Identique à Np 1.	Nep 2 (Agriculture professionnelle) Situé à l'ouest du village à environ 2,5 km.	Nep 3 (Agriculture professionnelle) Nord du village.
Situation par rapport au village			
Topographie	Zone assez plate (entre 1 m et 10 m). Ça et là de très légères pentes.	La zone nord-ouest est dominée par un relief de collines de 10 et 40 m. Pente de l'ordre de 15 à 20%. La zone sud-est est caractérisée par un relief très accidenté élevé entre 30 et 50 m.	Zone de plateau dans sa partie centrale de 40 à 60 m entourée par une zone de bas fonds humides au sud et à l'ouest. La pente est marquée par des escarpements de 70 à 80 m.
Hydrographie	La zone est largement hydromorphe (inondée par la crue du Fouta au sud et humide au nord par la crue du Gabon). Cela a pour conséquence de créer une succession de bas-fonds humides qui ne laissent apparaître qu'une bande de terre plus ou moins sèche de 200 à 300 m de large située le long de l'axe routier.	La zone nord-ouest est assez bien drainée par de petites crues torrentielles. La zone située au sud-est est traversée par des crues secondaires étiées entre des collines à fortes pentes.	La zone ouest est dominée par des forêts sur sol hydromorphe, tandis que la zone est est drainée par des crues secondaires (Séance et Lébouche) et torrentielles, créant un maillage hydrographique important. La zone sud est marquée par des sols marécageux localement par les crues de l'Oyapock et de la Gabon (zone répulsive).
Communauté	Palikur (3 abattis) au sud. Un abattis brésilien au nord.	La communauté créée occupe une bande de 200 à 300 m de part et d'autre de la piste sur 50% de la surface. On recense un abattis palikur.	Palikur (abattis des deux communautés villageoises situées le long de la Gabon). Créole (général) et Samoua (abattis) dans la zone ouest médiane.

Tableau 30 bis : Palikur : diagnostic du plan d'occupation des sols de Saint-Georges de l'Oyapock

Explication	Abatis et vergers.	Vergers, palmiers et abatis.	Palmiers et abatis.
Durée d'occupation	Occupé par la communauté palikur dans le courant des années 90 et en 1997 par un Brésilien.	Anciennement et fidèlement occupée par des Palikur au long du Brétil au début des années 80. Vergers et palmiers créés entre le fin des années 70 et le début des années 80. La zone est cependant anciennement occupée par la communauté aréte depuis plus de 40 ans.	La présence probable d'abatis sur les photos aériennes de 1958 indique une forte occupation humaine depuis au moins une cinquantaine d'années dans ce secteur sud.
Temps d'écoulement	Idéntique à Nb 1.	De 45 mn à 1 h de marche pour atteindre les abatis palikur (zones nord-ouest) de 2 à 3 h de marche pour le zone sud-est. De 15 mn à 1 h en voiture.	De 10 à 15 mn en pirogues depuis le bourg de Saint-Georges.
Régime de desserte	Idéntique à Nb 1.	Véhicule communautaire et privé.	Voie fluviale (Crique Gabaret).
Observations personnelles	Zone secondarisée à 50% de sa surface par des palmiers. Le reste est couvert par une forêt dense sur sol hydromorphe.	Zones largement anthropisées sur une bande de 200 à 300 m le long de la piste, soit 50% de la zone accessible. La bande de terre potentiellement exploitable reste plus au sud présente une unité de modelé très différente de la partie nord (forte pente, talweg, etc...). La plus grande partie de cette zone est couverte par la forêt dense.	Reste anthropisée dans la zone sud de la zone. Grande surface de forêt hydromorphe en bordure de la crique Gabaret.
Caractéristiques palikur	La bande de terre de 200 à 300 m de large située le long de l'axe routier est favorable à la culture de manioc amer et aux plantes qui nécessitent un fort apport en eau (désiccate, bananier, etc...). Secteur de terre rouge puis de terre noire légèrement sablonneuse. Toutefois, la surface disponible reste en dessous des besoins réels des Palikur.	La zone nord-ouest est favorable à la culture de manioc (terre rouge mélangée à de gros cailloux de limonite). La terre disponible a été trop travaillée pour être réexploitée. Les jachères sont pauvres en arbrustes (arbres en espèces plumeuses du genre <i>Chorophila</i>) et se transforment en friche herbacée. La partie sud-est a une assez bonne qualité de terre noire, trop légère et humide pour le manioc. Les fortes pentes sont peu favorables aux abatis. Enfin une ceinture de forêt anciennement exploitée (abatis) entre la piste et le fleuve a laissé place à une forêt secondaire trop jeune pour être exploitée.	Le terrain cultivable est situé dans un secteur éloigné de la crique Gabaret et du fleuve Oyapock. Pour les Palikur, forte proportion de zones inondables dans les secteurs les plus proches de la crique; ils admettent que les terres situées dans l'intérieur sont assez favorables à la culture du manioc amer et des autres plantes cultivées nécessitant de l'eau.

Tableau 30 ter : Palikur : diagnostic du plan d'occupation des sols de Saint-Georges de l'Oyapock

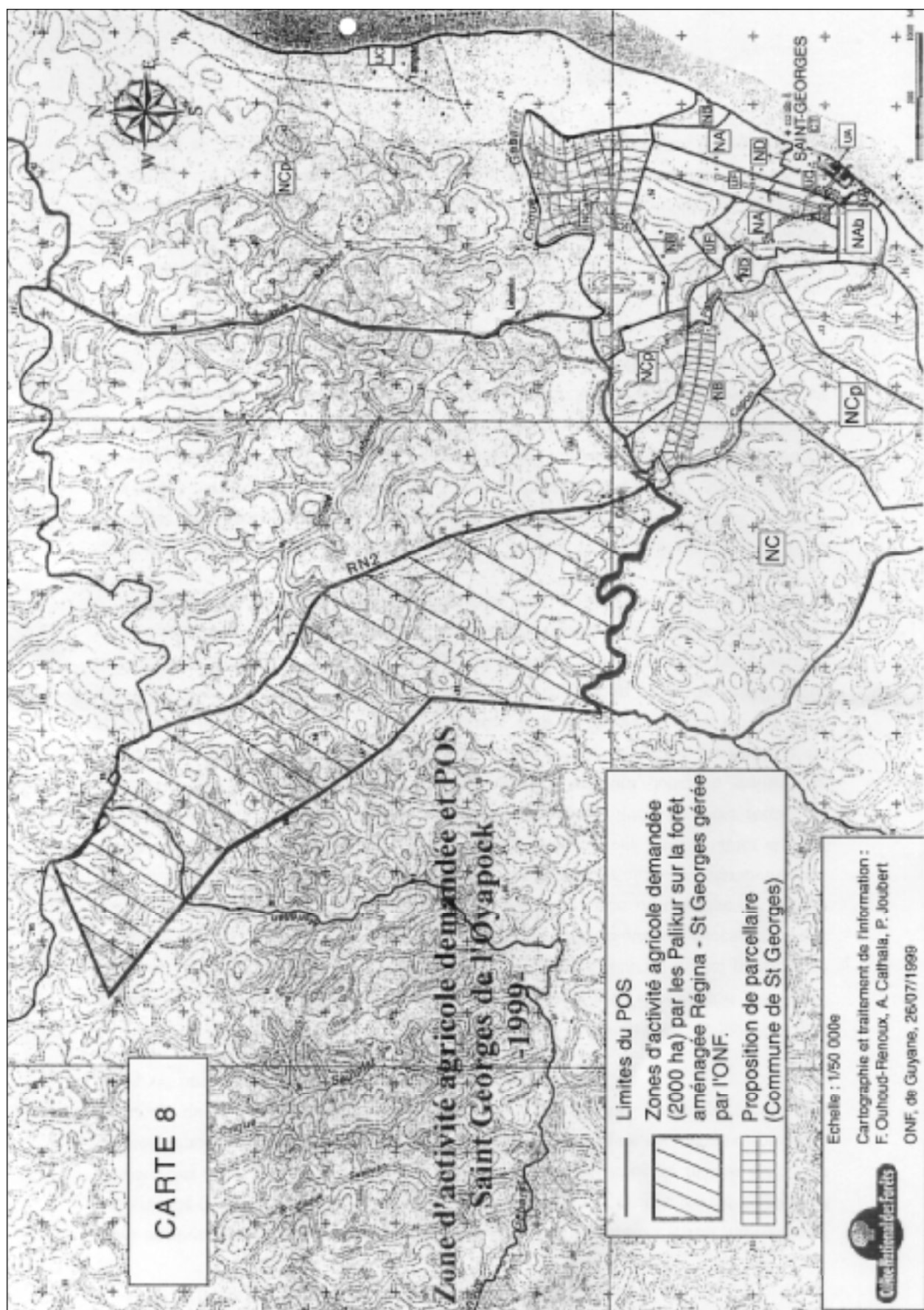
C'est ainsi que les Palikur ont isolé une zone d'environ 2.000 ha en bordure de l'axe de la Route Nationale 2 qui relie, par une ligne de crête, Saint-Georges à Régina, petite bourgade située en bordure du fleuve Approuague (cf. Carte 8). Cette vaste zone présente des caractéristiques topographiques et physiques tout à fait favorables à la culture sur abattis. Ses sols, qualifiés de "bonne terre" (waik kabay) mélange noir d'argile et d'humus, conviennent à la culture du manioc amer. Plus des trois quarts de sa surface sont couverts par une forêt primaire sur faible pente, entrecoupée et drainée par un complexe de petites criques qui permettrait de cultiver à proximité des zones de bas-fonds humides un cortège de plantes alimentaires exigeantes en eau.

La surface identifiée et demandée par les Palikur paraît disproportionnée au regard de leur actuelle consommation en terre, zone réellement exploitée et jachère mêlées. Une étude prospective établie à partir de la démographie permet de nuancer ce jugement en resituant la demande dans une perspective à long terme. Si l'on tient compte du fait que près de 65% de la population palikur a moins de 20 ans et si l'on associe cette donnée à la pression que cette communauté exerce actuellement sur la terre, ce n'est pas moins de 690 à 1.380 ha qui seront nécessaires dans vingt ans (cf. Tableau 31) pour continuer à pratiquer de manière durable une agriculture itinérante sur brûlis non destructrice de l'espace forestier. Il est important de noter que cette extrapolation est minimale, puisqu'elle s'appuie uniquement sur le chiffre brut de population et retient comme pertinent la base de 0,6 ha, surface annuelle défrichée dans la situation actuelle de contrainte spatiale. Enfin, il n'est pas tenu compte ici d'éventuels apports migratoires.

Le contexte économique régional étant fortement en la défaveur de la communauté palikur (taux d'échec scolaire et de chômage très élevés, forte proportion d'immigrés non francophones), il est apparu important d'établir cette prospective sur la base d'une évolution des pratiques agricoles traditionnelles qui puisse générer des revenus stables. La surface cultivée pour l'autoconsommation (0,6 ha), a donc été augmentée de 0,4 ha (soit 1 ha au total), afin de pouvoir dégager un surplus annuel rentable. La consommation moyenne annuelle de farine de manioc par maisonnée étant d'environ 1,5 tonnes²⁰, on peut estimer à 2 tonnes²¹ le surplus de farine de manioc pouvant être dégagé sur une surface de 1 ha, représentant un gain financier annuel d'environ 10 500 FF. Cette hypothèse implique donc une augmentation substantielle de la surface de la surface du terroir exploité, qui passerait de 690 ha à 1.150 ha (cf. Tableau 31), avec une surface moyenne par ménage de 10 parcelles et un surcroît de travail lié à la production de farine de manioc qu'il faut pouvoir amortir. Remarquons que le nombre de parcelles requis est minimal, puisqu'il n'entraîne qu'un cycle de rotation des jachères de 7 ans au plus, ce qui permettrait de conserver une marge de sécurité non négligeable de 4 années.

	Nombre d'adultes	Nombre d'adultes par abattis	Nombre d'abattis ouverts annuellement	Surface moyenne de l'abattis (ha)	Nombre moyen de parcelles par ménage	Surface totale moyenne exploitée par ménage (ha)	Total (ha)
<i>Situation en 1997</i>	75	2,2	34	0,6	6	3,6	122
<i>Hypothèse à 20 ans (parcelle de 0,6 ha)</i>							
1- Option minimale	253	2,2	115	0,6	10	6	690
2- Option optimale	253	2,2	115	0,6	20	12	1380
<i>Hypothèse à 20 ans (parcelle de 1 ha)</i>							
3- Option minimale	253	2,2	115	1	10	10	1157
4- Option optimale	253	2,2	115	1	20	20	2300

Tableau 31 : Palikur : terroir et pression démographique : prospective sur vingt ans



Carte 8. Palikur : zone d'activité agricole demandée et POS de Saint-Georges de l'Oyapock (1999)

Si l'on envisage à présent une rotation des mises en culture sur 20 parcelles par ménage, le temps de jachère de la parcelle exploitée monte à 17 années, soit une durée largement suffisante pour que le couvert arboré et le potentiel nutritif du sol puissent se renouveler. Dans ce cas, ce n'est pas moins de 1.380 à 2.300 ha qui sont nécessaires pour envisager une agriculture itinérante sur brûlis durable et non destructrice du milieu naturel. La dernière hypothèse peut être qualifiée d'optimale; or, il faut lui retrancher pas moins de 350 ha correspondant pour 200 ha aux zones de talwegs inexploitables et pour 150 ha à l'emprise forestière de deux couloirs écologiques situés sur l'axe routier et destinés à faciliter le passage d'animaux sauvages. Ce ne sont donc, en réalité, que 1.650 ha qui sont potentiellement exploitables à long terme. La surface demandée n'est compatible qu'avec les options 1, 2 et 3 reportées dans le tableau 31 et ne permet donc pas d'envisager la situation optimale (option 4) à savoir, un cycle de rotation des jachères sur 20 parcelles de 1 ha, qui aurait seul garanti une pérennisation des pratiques culturelles palikur et aurait pu permettre une meilleure intégration à long terme de cette communauté dans l'économie de marché régionale.

Quoi qu'il en soit, la surface demandée par les Palikur de Saint-Georges sur la forêt aménagée de Régina-Saint-Georges pourrait à court terme faire l'objet d'une demande auprès des Services de l'Etat au nom du "droit de communauté tribale". Cette solution constitue sans nul doute la seule permettant de soutenir totalement la pression démographique dans les vingt années à venir. En outre, il apparaît judicieux d'envisager de procéder à une demande de bail emphytéotique pour le terroir actuellement mis en valeur, auquel il faut associer les vergers de fruitiers sur les parcelles inexploitables.

Conclusion

Trois points méritent d'être retenus :

- L'agriculture itinérante sur brûlis exercée dans un contexte de contrainte spatiale génère des effets négatifs extrêmement forts sur le cycle de rotation des jachères : diminution des qualités nutritives et végétatives des sols, augmentation du couvert des adventices et des insectes ravageurs. Autant de facteurs qui tendent à long terme à dégrader aussi bien la qualité du terroir exploité que celui potentiellement exploitable (cf. phénomène de fragmentation du milieu forestier).
- L'agriculture itinérante sur brûlis constitue une pratique culturelle incompatible avec la fixation des terroirs, sans apports d'intrants chimiques ou sans enrichissement des jachères à l'aide de plantes, telles les légumineuses, utiles à la recomposition des sols et de la végétation (Gachet, com. pers.). Un tel constat implique que les développeurs régionaux

élaborent des projets de recherche à moyen et long terme en partenariat avec les cultivateurs contraints économiquement de pérenniser de telles pratiques.

- La non prise en compte par les développeurs des contraintes évoquées plus haut peut induire, à moyen et long terme, une paupérisation des cultivateurs, des conflits ouverts intercommunautaires pour accéder au terroir ou un exode massif des communautés les plus touchées par le manque de terre. Autant de facteurs qui sont hautement défavorables au développement économique et social durable de la Guyane.

2.3.2. Plantes cultivées et biodiversité

Les plantes cultivées palikur

Afin de situer la place du manioc amer dans l'alimentation et l'économie palikur, nous avons procédé à un inventaire de leurs plantes cultivées (*amutivui*). Celui-ci a été effectué dans neuf abattis ouverts durant l'année 1997 selon deux méthodes (quadrat centré sur 200 m et transect de 2 m x 200 m) afin de tester leur valeur statistique. Les résultats présentant des différences peu significatives (<5%), ne seront présentés ici que ceux issus de la méthode du quadrat centré. Parallèlement à cette opération, il a été constitué un herbier de 79 espèces cultivées ou entretenues pour leur valeur culinaire, technique et/ou médicinale. Cet herbier compte 29 échantillons de manioc dont 3 maniocs amers sont probablement "sauvages". L'un d'entre eux provient de la région de Tonate-Macouria (Guyane), où est installée une partie de la communauté palikur, tandis que les deux autres ont été collectés chez les Palikur résidant sur la rivière Urucaua (Brésil) durant une mission effectuée dans le courant de l'année 1998.

Cet inventaire permet de dresser un bilan quantitatif et qualitatif des plantes cultivées : 99% du matériel végétal cultivé présent dans les quadrats sont constitués par les diverses variétés du manioc amer. Ce constat tranche de manière radicale avec celui que Boyé (1982) effectua quinze ans plus tôt chez les mêmes Palikur, puisque dans un abattis qu'il nomme "marécage", il ne recensa pas moins de 18 plantes cultivées, avec une prédominance déjà nette du manioc amer. Il faut cependant noter que dans l'abattis typique de terre haute, le manioc occupe seul l'essentiel de la surface, les autres plantes formant une ceinture périphérique. Aussi, la méthode du quadrant centré dont la technique consiste à faire un inventaire en ligne droite et ce à plusieurs reprises dans un même abattis, n'a-t-elle pas permis d'apprécier quantitativement la place des autres espèces cultivées. Quoi qu'il en soit, les résultats de l'enquête qualitative montrent que nombre de plantes alimentaires encore connues sont abandonnées ou en voie d'abandon. La mauvaise qualité des sols, leur usure et leur déficit en eau, expliquent la régression de

certaines plantes, telles la dachine (*Colocasia esculenta*), la canne à sucre (*Saccharum officinalis*) ou le bananier (*Musa paradisiaca*) dont j'ai toutefois recensé 8 variétés douces et un plantain. Quant au maïs (*Zea mays*), qui exige des sols riches, il a été totalement abandonné, malgré sa valeur gustative et nutritive reconnue. Selon les informations recueillies, les sols potentiellement exploitables du terroir ne pourraient plus soutenir la culture de cette plante. Enfin, il faut noter une très faible emprise des buttes d'ignames (*Dioscorea trifida* et *D. alata*), en raison des rapines dont les cultivateurs palikur disent être régulièrement les victimes. Il reste en revanche que la culture de l'ananas (*Ananas comosus*) se maintient, essentiellement à la périphérie des abattis mais plus communément en périphérie des "carbets-platine"²² situés en bordure du terroir de chaque ménage.

Diversité variétale du manioc amer

La méthode du quadrat centré m'a permis d'estimer une densité moyenne (et relativement stable d'un abattis palikur à l'autre) de 11.346 pieds à l'hectare, situant les Palikur dans la moyenne haute des chiffres qui peuvent être recensées dans la littérature à propos des cultivateurs amazoniens (cf. Tableau 32). Il est important de noter que cette forte densité, tentative pour compenser la baisse du rendement par pied, est un marqueur de déséquilibre.

Site d'étude	Densité de pieds à l'hectare	Source
Trois Sauts (Guyane française)	5.000	Grenand F. (1993)
Laussat (Guyane française)	6.000	Grandisson (1997)
Careiro (Brésil)	6.600	Grenand F. (1993)
Awala (Guyane française)	7.100	Grandisson (1997)
Organabo (Guyane française)	7.200	Grandisson (1997)
Suapiranga (Brésil)	7.940	Empereire & al. (1998)
Suapiranga (Brésil)	10.980	Empereire & al. (1998)
Saint-Georges (Guyane fr.)	11.346	cette étude
Cuieiras (Brésil)	17.100	Grenand F. (1993)
Suapiranga (Brésil)	21.940	Empereire & al. (1998)

Tableau 32. Densités relatives du manioc amer dans quelques régions d'Amazonie

Le Tableau 33 montre que 18 variétés de manioc amer, sur les 29 connues des Palikur (cf. Tableau 34), sont préférentiellement cultivées. On constate toutefois que trois variétés (*sansan*, *waußiye* et *nosßaßui*) représentent, en fait, à elles seules 68% du total, ce qui dénote *a priori* un intérêt marqué seulement pour les quelques variétés rentables d'un point de vue qualitatif et quantitatif dans la confection de la farine de manioc.

L'essai de classification indigène des variétés de manioc amer cultivées (cf. Tableau 34) permet de mettre en lumière deux grandes catégories de variétés : les maniocs amers “jaunes” et les “blancs”. Cette distinction est fondamentale, puisque c'est l'association des tubercules appartenant à ces deux catégories qui permet de produire des farines de manioc hautement valorisées. Afin de faciliter le travail inhérent à la confection de la farine, qui en amont suppose une récolte conséquente de tubercules, les cultivateurs palikur emploient deux techniques de plantation. La première, la plus employée, consiste à planter le manioc en tache en regroupant les variétés blanches et jaunes. La seconde, qui demande plus de travail au moment de la plantation, impose d'associer sur un plot deux variétés, l'une blanche et dure, l'autre jaune et molle, qui entreront dans la confection de la farine. Cette technique permet selon les informateurs de gagner un temps précieux durant la récolte. L'association d'une variété dure à une variété molle est dictée, d'une part par un impératif technique : les variétés molles, moins denses sont plus faciles à râper; d'autre part par un souci de rentabilité : les variétés blanches, souvent plus dures et moins chargées en eau, permettent d'obtenir une farine d'une plus grande densité et d'un plus grand volume.

L'enquête sur la classification des maniocs menée dans deux communautés palikur de Guyane française (Saint-Georges et Tonate-Macouria) a permis de soulever deux problèmes très intéressants. D'une part, outre le problème lié à la synonymie, l'identification des maniocs amers n'est constante ni selon les individus ni selon les communautés villageoises, ce qui peut surprendre lorsqu'on connaît l'importance de ce tubercule pour les Palikur.

D'autre part, s'il existe une grande diversité variétale des maniocs amers cultivés à l'échelle de l'ethnie, cette diversité s'estompe fortement à l'échelle du cultivateur : en moyenne les 5 variétés les plus communes (cf. Tableau 33). Compte tenu de ces remarques, il apparaissait important de résoudre le problème lié à l'identification des variétés cultivées et à leur sélection.

Si l'enquête ethnographique avait permis de déterminer des variétés, il importait de les étudier à deux niveaux d'analyse :

- l'un longitudinal, pour déterminer si tous les pieds d'un même abattis nommés du même nom constituent une variété par rapport aux autres;
- l'autre transversal, pour déterminer si une “variété” reconnue par les Palikur est homogène du point de vue génétique dans les différents abattis échantillonnés.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	Variétés	N	%	Rang
64,9%	35,4%	55,7%	59,8%	47,7%	61,5%	•	76,8%	10,9%	sānsān	994	45,1	1
3,9%	11,4%	6,8%	31,4%	11,9%	•	31,6%	13,8%	7,0%	wauβiye	305	13,9	2
27,8%	0,3%	•	5,9%	21,8%	•	23,9%	0,8%	15,7%	nosβaβui	246	11,0	3
0,8%	1,3%			4,1%	0,4%	21,8%	•	38,4%	kutakwaβui	177	8,0	4
0,4%	15,9%	20,5%	2,9%	6,7%	•	•	2,8%	3,1%	bugin	128	5,8	5
1,9%	6,5	13,7%	•	7,3%	0,8%	1,5%	0,8%	18,8%	kaukiβui	121	5,5	6
•	•	•	•	•	35,1%	•	5,1%	•	ingeβui	105	4,8	7
•	•	•	•	•	•	20,9%	•	•	burink	71	3,2	8
•	8,1%	•	•	•	•	•	•	2,2%	ahaβaβui	30	1,4	9,5
•	7,5%	•	•	0,5%	0,8%	•	•	1,3%	paikwene	29	1,3	9,5
Total										2206	100	

Tableau 33. Importance des variétés de manioc amer les plus cultivées dans neuf abattis palikur de Saint-Georges

Afin de répondre à cette question, un projet d'étude fut élaboré en collaboration avec G. Second (généticien, IRD), le Grand Programme Forêt (J.-P. Lescure et P. Grenand, ERMES-IRD) et APFT. Le protocole d'enquête défini conjointement par G. Second et moi-même se décompose comme suit :

- échantillonnage d'un grand nombre de pieds de manioc amer (n = 75) cultivés dans 5 abattis (cf. Tableau 35), avec l'aide d'une informatrice ayant déjà participé aux recensements des plantes cultivées durant la phase des transects;
- analyse AFLP des échantillons (laboratoire AGROGENE);
- double identification des plantes échantillonnées par deux informateurs palikur différents, le propriétaire de l'abattis et l'un des meilleurs connaisseurs palikur de la flore sauvage et domestique.

Les analyses génétiques des 75 échantillons constitués à partir des 14 variétés de manioc amer les plus cultivées ont permis de mettre en évidence 22 génotypes formant 6 grandes familles de "variétés" (cf. Tableau 35). On peut dès lors répondre en partie aux deux questions posées plus haut :

- Les variétés de manioc amer les plus cultivées sont bien distinctes génétiquement les unes des autres et les appellations vernaculaires recouvrent effectivement des grandes familles génétiques. Compte tenu des difficultés rencontrées lors de la phase de vérification des échantillons, il convient d'admettre que les erreurs d'identification ont été assez faibles, excepté pour la variété *wauβiye*.
- Certaines familles sont très homogènes dans et entre abattis à savoir : *sānsān* (A) et *ingeβui* (I). Il convient toutefois de considérer avec réserve le cas de *wauβiye* (W2), déjà cité, et plus encore des autres variétés échantillonnées qui ont servi, il faut le rappeler, de base de données permettant de répondre à la première question.

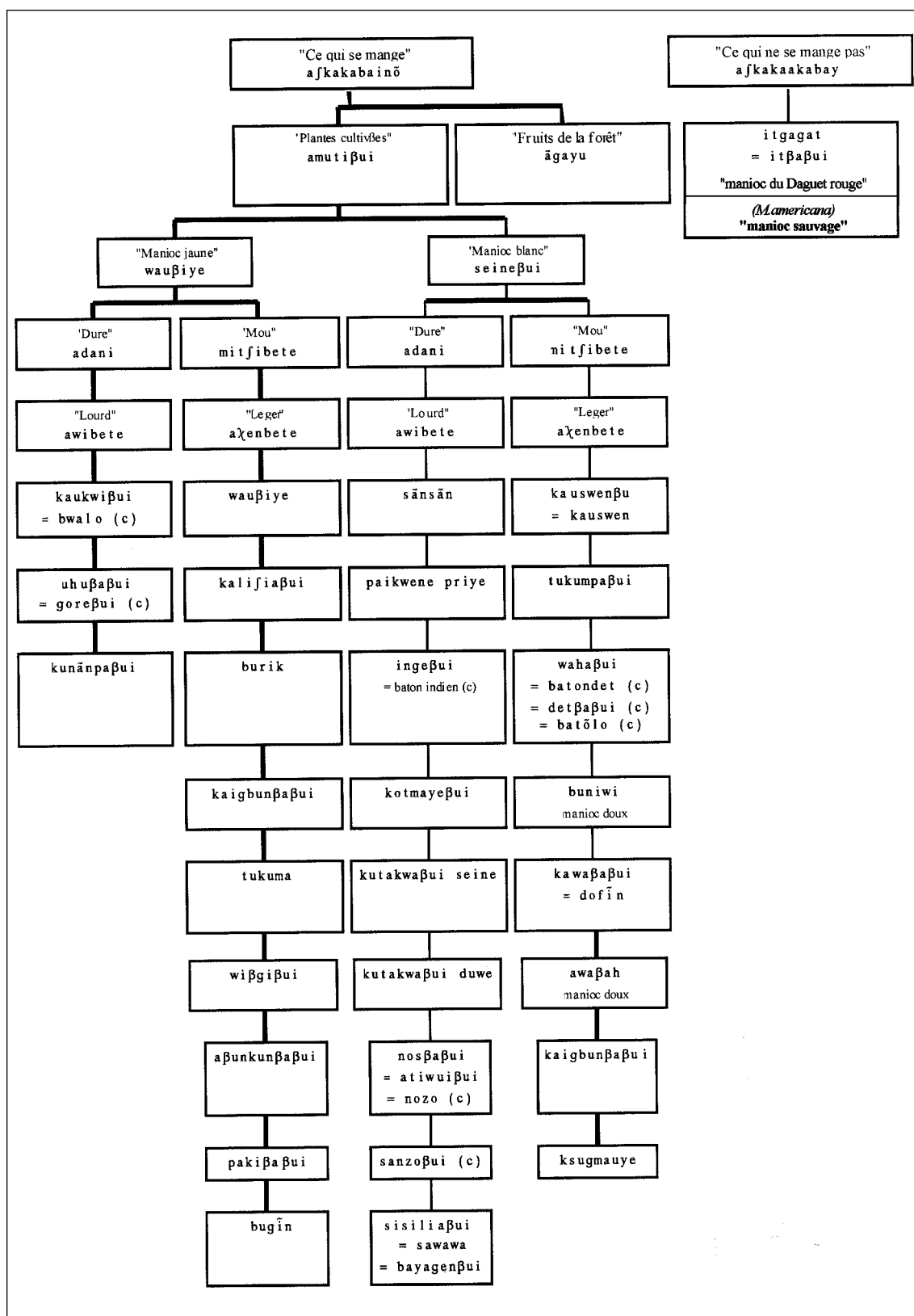


Tableau 34 : Essai de classification palikur des variétés de manioc amer et manioc doux

D'un point de vue ethnologique, ces analyses permettent de souligner deux faits contrastés. La variété la plus cultivée, *sānsān*, est génétiquement très homogène, ce qui laissait augurer un emprunt assez récent. Cette hypothèse a été confirmée par l'enquête ethnographique qui a permis de reconstituer l'histoire de la migration de cette variété.

Cultivée par les Créoles de la rivière Ouanary, affluent de l'estuaire de l'Oyapock, elle leur fut empruntée dans les années 50 par leurs voisins, des Palikur de Petit Toucouchy. De là, elle fut transportée par un parent résidant sur l'Urucaua au Brésil, d'où Auguste Labonté, actuel chef du village Espérance, la rapporta en Guyane française. On remarque en outre que l'identification de ce clone (effectuée auprès d'une dizaine d'informateurs) est constante d'un cultivateur à l'autre, confirmant ainsi le caractère récent de l'emprunt.

A l'inverse, les variétés les plus anciennement cultivées, qui sont du point de vue génétique les plus hétérogènes, comme *waußiye* (W2, W3, W4, W5, W7) sont celles pour lesquelles les identifications divergent le plus d'un cultivateur à l'autre. Elles constituent, en outre, un ensemble de clones quantitativement moins exploité, excepté en ce qui concerne *waußiye*.

L'intérêt de la génétique dans l'identification des génotypes des variétés de manioc cultivées par les Palikur a généré un ensemble de questions liées au processus de sélection des cultivars qu'ils exploitent. Prenons l'exemple de la variété *sãnsãn* : très homogène génétiquement, elle n'a été empruntée que récemment. Elle est aussi la plus cultivée, en raison de la qualité de sa chair blanche et dense, et de sa haute résistance aux maladies. A ces caractéristiques avantageuses, s'ajoute le fait qu'associée à une variété "jaune" quelconque, celle-ci fournit une farine de manioc très dense, permettant de rentabiliser les opérations de confection de farine de manioc. Les Palikur précisent en effet qu'à volume égal, cette variété permet d'obtenir un poids de farine supérieur aux autres. En d'autres termes, l'exploitation préférentielle de la variété *sãnsãn* permet aux Palikur de répondre à des besoins alimentaires croissants et souligne, comme le remarquent Emperaire & al. (1998) à propos des habitants du moyen Rio Negro, une adaptation des critères de sélection en fonction des exigences de l'économie de marché.

Notons enfin que la collection de variétés dont disposent actuellement les Palikur de Saint-Georges est en constante mutation. Les fréquents voyages qu'ils effectuent entre leur communauté d'origine (Urucaua au Brésil) et celles installées sur le littoral guyanais permettent d'établir un réseau d'échange de boutures de variétés anciennement cultivées ou empruntées à d'autres ethnies. S'ajoute à cela le fait que nombre de boutures obtenues naturellement par reproduction sexuée (*kiniki gayu* = "le fruit du manioc"), sont régulièrement sélectionnées dans les abattis âgés de deux ans et plus, pour être replantées dans les abattis nouveaux. De l'avis de nombreux cultivateurs, ce processus de sélection permet de revitaliser la variété cultivée lorsqu'elle présente des signes patents de dégénérescence (maladie, atrophisation du tubercule, etc...). On peut avancer l'hypothèse que l'hétérogénéité génétique de certaines variétés telles *bugin*, *kali'iaßui* et plus encore *waußiye*, reconnue comme une des plus anciennement cultivées, est imputable en grande partie à une forte sélection de plantes issues de graines.



photo 18 : Rapâge collectif du manioc chez les Palikur (Village Espérance, bas Oyapock, Guyane Française). (cliché P. & F. Grenand, 1998



photo 19 : Amérindienne de Koriabo devant sa maison; les habitants de ce village sont avant tout des agriculteurs sur brûlis (Barima River, Guyana). (cliché G. Ford, 1996)

Variétés	Génotypes	Nb d'échantillons	Nb d'abattis	Homogène	Hétérogène
sânsân	A	17	5	+	
bugin	B1	1	1		+
	B2	3	1		
	B3	1	1		
uhuβaβui	G	1	1	?	?
ingeβui	I	8	4	+	
kalifiaβui	K1	4	2		+
	K2	2	1		
	K3	1	1		
kutakwaβui	Kt1	1	1	?	?
wahaβui	L	1	1	?	?
nosβaβui	N2	3	1	?	?

Variétés	Génotypes	Nb d'échantillons	Nb d'abattis	Homogène	Hétérogène
kaukiβui	O1	1	1		+
	O2	3	1		
sanzoβui	s	1	1	?	?
sisiliaβui	s	1	1	?	?
uhuβaβui	w2	1	1	?	?
wauβiye	w2	7	2		+
	w3	1	1		
	w4	1	1		
	w5	1	1		
	w7	1	1		
paikwene	X	1	1	?	?

Tableau 35 : Récapitulatif synthétique des analyses génétiques des variétés de manioc amer palikur

Conclusion

Trois faits importants méritent d'être soulignés :

- Les contraintes spatiales liées à la sédentarisation de ces quinze dernières années ont conduit les Palikur à sélectionner un petit nombre de plantes cultivées rentables du point de vue alimentaire et économique, principalement le manioc amer, au détriment d'une grande diversité spécifique exploitée il y a encore peu de temps.
- Cette sélection a induit une réduction très nette de la diversité variétale des espèces cultivées à l'échelle du cultivateur, mais l'a préservée à l'échelle de l'ethnie. Ce fait dénote un maintien du savoir lié aux plantes cultivées et aux pratiques culturelles traditionnelles.
- La diminution du nombre de plantes cultivées par maisonnée a, sans nul doute, contribué à modifier de manière notable les habitudes alimentaires, notamment en substituant à la consommation de certaines espèces à haute valeur culinaire et nutritive, une consommation de plus en plus croissante de farine de manioc riche en glucides mais pauvre en protéines.

2.4. GUYANA, NORTH-WEST DISTRICT : LE CAS DE LA BARIMA RIVER

Rédacteurs : Terry ROOPNARAINÉ, avec quelques compléments de Géraldine FORD, Pierre GRENAND, Françoise GRENAND

L'étude a porté sur les villages de Red Hill et de Koriabo localisés sur la Barima River, qui peuvent être considérés comme représentatifs de la situation socio-économique prévalant chez les Amérindiens du Nord-Ouest de la Guyana.

Les habitants de ces villages sont, par essence, des agriculteurs de subsistance. La majorité de la production est destinée à la consommation familiale. Par le passé, les excédents de la production de Red Hill étaient transportés par canot monoxyle pour être vendus dans la basse Barima au marché de Kumaka; plus récemment c'est vers l'usine de coeurs de palmier AMCAR, toute proche, que ces excédents sont échangés ou vendus. C'est également vrai pour les habitants de Koriabo, qui portent de surcroît leurs produits en amont au placer d'Arakaka, profitant pour cela du passage sur les canots de chercheurs d'or. Bien que la présence économique de AMCAR soit lourde dans la région, un engagement total dans l'exploitation des coeurs de palmier (*Euterpe oleracea*) est rare. Nous n'avons rencontré à Red Hill qu'une seule famille qui n'avait pas ouvert d'abattis en raison de son engagement à plein temps à la récolte des coeurs de palmier. Il en résultait pour elle une situation délicate puisqu'elle devait acheter à ses voisins des produits alimentaires contre des marchandises ou de l'argent acquis grâce à son travail. La dépendance des habitants de Koriabo à l'égard de AMCAR est nettement plus faible qu'à Red Hill.

2.4.1. Pratiques horticulturales

Les habitants de Red Hill et de Koriabo distinguent plusieurs catégories dans leurs pratiques horticulturales, la plus importante étant la différenciation entre *permanent crops* (vergers familiaux) et *farm crops* (cultures d'abattis). Les cultures permanentes sont surtout des arbres fruitiers comme le cocotier (*Cocos nucifera*), le manguiier (*Mangifera indica*), le caféier (*Coffea arabica*), le citronnier vert (*Citrus aurantifolia*), l'oranger (*Citrus sinensis*), la banane (*Musa* spp.), le papayer (*Carica papaya*), la pomme rosa (*Eugenia malaccensis*), la cerise de Cayenne (*Malpighia puniceifolia*) la pomme-cajou (*Anacardium occidentale*) et les ingas (*Inga* spp.) auxquels s'ajoutent l'ananas (*Ananas comosus*), qui sont plantés de manière pérenne autour des maisons, tandis que les *farm crops* sont plantées, entretenues et récoltées selon un cycle annuel répétitif.

Les vergers familiaux se distinguent des cultures d'abattis parce qu'une fois plantés, ils deviendront une source permanente quoique saisonnière de nourriture. Ils ne nécessitent pas en outre d'efforts constants pour empêcher les ravages des fourmis-manioc (*cushi*, *Atta* spp.). Les vergers familiaux sont aussi importants socialement, car ils freinent les processus de scission et de migration ou même la construction de nouvelles habitations. Les gens hésitent en effet à quitter une terre sur laquelle ils ont établi des vergers florissants. Enfin, les vergers familiaux ont une valeur monétaire potentielle plus grande que les cultures d'abattis, puisque les fruits frais sont facilement vendables à l'usine AMCAR et aux chercheurs d'or, alors que les produits de l'abattis ont une valeur commerciale moindre.

2.4.2. L'agriculture sur brûlis

Pourtant, dans les deux communautés le "travail agricole sérieux" ne réside pas dans l'entretien des arbres fruitiers, mais bien dans la culture des plantes de l'abattis, parmi lesquelles le manioc amer (*Manihot esculenta*) est prééminent. Comme tous les Amérindiens des Guyanes et comme beaucoup d'autres sociétés amazoniennes, les Warau, les Arawak et les Carib de Red Hill et Koriabo dépendent largement de ce tubercule toxique, qui fournit un féculent de base consommé sous forme de galettes (cassave) après avoir été détoxifié et cuit sur une platine²³. Il fournit également un condiment (*cassareep*) produit à partir du jus extrait de la pulpe qui est bouilli jusqu'à ce qu'il devienne épais et que sa toxicité soit éliminée et enfin une variété de bière, appelée *paiwari*, faite de cassave brûlée mise à fermenter dans de l'eau à laquelle on ajoute du sucre²⁴. On pèle et on râpe les tubercules avant de procéder à la détoxification proprement dite : la pulpe est tassée dans un tube en vannerie nommé *matapi*. Celui-ci mesure environ deux mètres de long et quatorze centimètres de diamètre. Il est ouvert au sommet et se termine par un étranglement à la base. Une anse est tressée à chaque extrémité. Le *matapi* plein est suspendu à la solive d'un toit ou à la branche d'un arbre par l'anse supérieure et une perche est enfilée à travers l'anse inférieure. Cette perche sert de levier qui, quand l'opératrice s'assoit dessus, exerce une tension à l'extrémité du *matapi*. Le tressage du *matapi* est conçu de façon à convertir cette tension vers le bas en contraction latérale, pressant ainsi la pulpe de manioc et permettant au final l'extraction du jus toxique.

Le manioc est cultivé dans des abattis localisés près des communautés de Koriabo, Red Hill et Waruta. Les parcelles sont rarement situées à plus d'une demi-heure de

marche de l'habitation des agriculteurs. Ici doit être évoquée la seconde distinction opérée par ces Amérindiens, celle entre agriculture de colline et agriculture de marécage. Les activités agricoles doivent en effet tenir compte de la topographie, en particulier parce que la majorité des forêts du bassin de la Barima sont inondables, au moins à la saison des pluies ou même suivant le rythme des marées. En pratique, cela signifie que les parcelles cultivées peuvent être situées soit sur les collines au-dessus du niveau des marées sur des sols bien drainés sableux ou argilo-humifères parfois caillouteux, soit dans les marais, sur des sols tourbeux recouvrant une couche argileuse, où était aménagé un réseau compliqué de canaux de drainage et d'irrigation et de barrages. Dans le premier cas il s'agit d'une agriculture itinérante sur brûlis, dans le second d'une agriculture sédentaire. Ce n'est là cependant qu'une distinction théorique qui vise à opposer les systèmes agricoles du passé et ceux du présent : bien que les habitants de Red Hill et de Koriabo soient familiers du concept de culture de marécage, parce qu'il était prédominant par le passé, aucun d'entre eux n'adopte aujourd'hui cette stratégie, car ils admettent que les savoir-faire se sont érodés chez les dernières générations²⁵. Tout au plus quelques fragments de ces techniques survivent dans la mémoire et en particulier le fait que cette agriculture était répandue dans la région. D'ailleurs on peut observer dans la basse Barima une reprise de ces aménagements anciens par des non-Amérindiens. On se souvient aussi que dans les sols mous des marécages, les boutures de manioc devaient être plantées verticalement, tandis que dans les abattis collinaires, les boutures sont plantées avec un angle de 30° par rapport à l'horizontale pour tenir compte du sol plus résistant. On sait encore que les sols des marécages sont plus fertiles que ceux rencontrés sur les collines. Ce sont surtout les techniques de drainage et d'irrigation, base de l'agriculture de marais, qui ont en fait été perdues. On remarquera enfin, qu'à Red Hill l'agriculture collinaire a atteint la limite de sa viabilité (manque d'espaces nouveaux à défricher), mais que les habitants envisagent de former de nouvelles communautés plutôt que de tenter de retrouver les techniques de la culture de marais. Mais il est vrai que ce système ne pouvait être développé que dans un système politique, celui des chefferies fortes, bien attesté par les chroniqueurs du XVII^e siècle (Dreyfus, 1992) qui lui aussi a disparu à tout jamais.

La culture du manioc amer obéit à un cycle. Fin janvier, à la fin de la courte saison des pluies de Noël, de nouveaux abattis sont ouverts, de préférence dans ce que les habitants nomment *high bush*. Cette brousse haute est en fait la forêt qui n'a jamais été défrichée, ou au moins une forêt ne montrant pas d'évidence de défrichement récent. Ce milieu est typiquement caractérisé par des arbres bien espacés, avec une canopée haute et une végétation de sous-bois peu dense. Cette formation végétale est nommée *mixed*

lowland forest par les botanistes (Polak, 1992) et les espèces dominantes en sont *Ocotea rodiaei*, *Manilkara bidentata*, *Eschweilera* spp., *Licania* spp. et *Mora excelsa* près des cours d'eau. Elle offre un contraste frappant avec le *low bush* qui signale toujours un défrichement récent et est caractérisé par des arbres bas très rapprochés et un sous-bois s'apparentant plutôt à un fourré. Les espèces dominantes sont les *Cecropia* spp., les *Inga* spp. et *Bellucia pentamera*.

Il est tentant d'assimiler le terme *high bush* à celui de forêt primaire, mais il apparaît de plus en plus clairement pour de nombreux scientifiques que la notion de forêt primaire ou de forêt vierge a besoin d'être repensée voire d'être remise en question au fur et à mesure que sont cernés les modes d'occupation anciens des forêts néotropicales (cf. par exemple Posey, 1994). Cependant ceci réaffirmé, la différence entre *high bush* et *low bush* est bien réelle, dès lors où les cultivateurs indiquent que le premier est beaucoup plus productif lorsqu'on y plante de nouveaux abattis. Les abattis dans la région étudiée ont une superficie s'échelonnant entre 0,4 et 2 hectares avec une surface idéale en terme d'effort d'aménagement et de productivité de 1,6 hectare.

En mars, les nouveaux abattis sont suffisamment secs pour être brûlés. Le brûlis a lieu au plus tard début avril. Les boutures de manioc sont alors plantées, l'objectif étant d'en avoir terminé à la fin d'avril pour que la plantation soit prête pour l'arrivée de la principale saison des pluies qui commence en mai et dure jusqu'à la fin de juillet. Fin décembre ou au début de janvier de l'année suivante, les tubercules de manioc sont considérés comme suffisamment développés pour être récoltés. A Koriabo, mais pas à Red Hill, on a l'habitude d'ouvrir un second abattis plus petit qui est abattu et brûlé durant la courte saison sèche de août. En septembre et octobre, ces abattis peuvent être plantés avec des boutures de manioc prélevées sur des pieds des plantations précédentes. Ces abattis "inter-cycle" sont prêts pour la récolte en juin de l'année suivante. D'après les observations faites à Koriabo, les gens vont deux fois par semaine visiter leur plantation (10 heures au total) soit pour récolter le manioc ou d'autres plantes, soit pour sarcler les mauvaises herbes.

Les abattis peuvent être entretenus et replantés pendant trois ans, surtout pour la culture du manioc et des bananiers, les plantes à cycle court n'étant pas cultivées au delà d'une année. D'une façon générale cependant, les Amérindiens de cette région disposent de deux générations d'abattis en production. La jachère, très courte, est de trois à cinq ans; des périodes plus longues peuvent cependant être observées. Certaines parcelles sont même définitivement abandonnées car elles sont devenues trop peu fertiles, ce qui est dû à la brièveté de certaines jachères. D'une façon générale il y a dans la région peu de terres émergées et les Amérindiens doivent aller de plus en plus loin pour trouver de nouvelles forêts à défricher. De toute façon, l'archéologie montre que l'ensemble de ces forêts ont sans doute été plusieurs fois défrichées au cours des trois derniers millénaires (Williams,

1995).

Sur un abattis pourtant considéré localement comme productif, on obtient un rendement dérisoire de quelques 825 kilogrammes de tubercules frais par hectare chaque saison²⁶. Afin d'explicitier un tel rendement, rappelons qu'une cassave fine (galette de manioc) de 45 centimètres de diamètre nécessite 1,25 kilogramme de pulpe de manioc fraîchement râpée); des cassaves plus épaisses pour la bière de manioc nécessitent deux fois cette quantité. Si l'on considère un grand abattis de deux hectares, nous pouvons calculer qu'il fournit 1320 cassaves fines par an, soit 3,5 cassaves par jour. Cette quantité est manifestement insuffisante pour une seule personne et encore moins pour une maisonnée. Des apports supplémentaires en féculs de base s'avèrent donc indispensables. Ces apports sont satisfaits par d'autres plantes cultivées, nommées *provisions* telles que le manioc doux (forme peu toxique de *Manihot esculenta*), du taro localement nommé *dasheen* ou *eddo* (*Colocasia esculenta*)²⁷, du chou-caraiïbe localement nommés *tannia* ou *coco-yam* (*Xanthosoma sagittifolium*, *X. atrovirens* et *X. violaceum*) et des bananes plantains (*Musa paradisiaca*) mais aussi grâce au riz et à la farine de blé échangée à l'usine AMCAR. La culture du maïs (*Zea mays*), de l'igname violet nommé localement *buck yam* (*Dioscorea trifida*) et de la patate douce (*Ipomoea batatas*) n'a été signalée qu'à Koriabo probablement à cause de contraintes pédologiques.

En plus de ces cultigènes fournissant des carbohydrates, les cultivateurs de Red Hill et de Koriabo plantent un nombre important de légumes et de fruits consommés quotidiennement. Il s'agit de la tomate (*Lycopersicon esculentum*), des piments (*Capsicum* spp.), de l'oignon (*Allium cepa*), du pois de sept ans nommé localement *bora* (*Vigna unguiculata*), du gombo nommé localement *okra* (*Hibiscus esculentus*), du *calaloo* (*Phytolacca rivinoides*)²⁸, du *pak choi* ou chou chinois (*Brassica chinensis*), de la canne à sucre (*Saccharum officinarum*), du concombre (*Cucumis sativus*), de la citrouille (*Cucurbita maxima*), du *coreila* (*Momordica charantia*) et de la chayote (*Sechium edule*). Ils sont cultivés tout au long de l'année car ils possèdent un cycle végétatif court. Le tabac (*Nicotiana tabacum*) est communément cultivé, mais sa popularité diminue face aux cigarettes, obtenues par troc avec AMCAR. Bien que l'usage du tabac dans le chamanisme des Warau du district du Nord-Ouest et du delta de l'Orénoque soit réputé (Wilbert, 1987), son usage n'a été observé que pour le plaisir à Red Hill et à Koriabo.

Dans l'abattis, de nombreux secteurs sont plantés de façon monospécifique; c'est le cas surtout pour le manioc amer et pour les bananiers; les autres plantes sont cultivées en mélange dans des secteurs plus limités.

2.4.3. Organisation du travail

La division sexuelle du travail est sous-jacente à toutes les activités horticoles à Red Hill comme à Koriabo. Le travail d'abattage et de brûlis des nouveaux abattis est faite par les hommes alors que la plantation est menée par les deux sexes. Les travaux de routine tels que le sarclage ou le soin apporté aux plantes sont basiquement féminins mais pas exclusivement : les hommes peuvent y participer s'ils ne sont pas à la chasse ou à la pêche ou s'ils ne sont pas engagés à la coupe des coeurs de palmier. Le gros de la récolte est fait par les femmes ainsi que le pénible travail du transport effectué dans des hottes de vannerie munies d'un bandeau frontal en écorce, nommées quakes.

Comme c'est le cas dans presque toutes les sociétés amazoniennes fondées sur la culture du manioc, la transformation de cette plante est strictement féminine. La connaissance des cultigènes, des pratiques agricoles et de la transformation du manioc est transmise et reproduite à travers la pratique : depuis le plus jeune âge (quatre ou cinq ans) les enfants sont encouragés à aider leurs parents lors des travaux agricoles légers et pour les filles seulement au travail du manioc.

2.4.4. Conclusion

L'agriculture reste l'activité de subsistance principale pour les Amérindiens de la Barima et ce, en dépit d'un manque évident de terres pour certaines communautés. Cette contrainte est toute relative quand on sait que leurs ancêtres avaient su drainer et cultiver les terres marécageuses. Cependant, compte tenu de la croissance démographique, il est certain que l'agriculture est la seule capable à moyen terme d'assurer la sécurité alimentaire de ces populations. Une des réponses aux faibles rendements du manioc est l'arboriculture et la culture de légumes qui fournit sans aucun doute un complément essentiel à l'alimentation. Elle peut être également une alternative face à une éventuelle crise du secteur extractiviste. Néanmoins, au vu des conditions économiques prévalantes, il est à peu près certain qu'elle gardera longtemps encore ses caractéristiques d'agriculture familiale de subsistance.

2.5. LE MANIOC CHEZ LES MAKUSHI : UNE RICHESSE À VALORISER

Rédacteur : Marianne ELIAS

2.5.1. Introduction

Les cultures d'un agrosystème traditionnel sont soumises à deux types de pression qui déterminent son évolution. Il s'agit d'une part de l'action de l'homme désignée dans ce qui suit par le terme "sélection humaine" et d'autre part de l'intense pression constamment exercée par l'environnement, que nous qualifierons de "sélection naturelle".

Comment ces deux types de sélection agissent-ils et s'articulent-ils pour façonner la diversité des plantes cultivées ?

Nous avons choisi comme modèle d'étude la culture du manioc (*Manihot esculenta* Crantz, Euphorbiaceae) par les Makushi de Guyana, peuple autochtone vivant à la fois en savane et en forêt. Nous avons centré notre étude sur Rewa, une communauté Makushi établie le long de la rivière Rupununi et constituée d'une trentaine de familles. Pour les questions d'ordre plus général, nous avons élargi notre aire de recherche à tout le pays Makushi au nord des savanes du Rupununi.

2.5.2. Rewa : une histoire récente

Rewa, le village que nous avons privilégié pour cette étude, est situé à la confluence des rivières Rewa et Rupununi (cf. Carte 10). C'est l'un des 2 villages de la région nord du Rupununi qui ne se trouve pas en zone de savane, mais en forêt. La fondation de Rewa est un événement assez récent. L'emplacement a été découvert à la fin des années 50 par M. Nicholas Edwards, Makushi de Massara, village de savane. M. Edwards a installé un camp pour exploiter le balata, latex de *Manilkara bidentata* (Sapotacée). Poussée par la pénurie de terres fertiles en savane, la famille Edwards s'établit définitivement à ce qui deviendra Rewa par la suite au début des années 60. L'immigration d'autres familles de Massara (Alvin et Honorio, reliées par mariage aux Edwards) se fait ensuite de façon progressive. S'y joignent des familles Makushi d'autres villages (Annai, Kwataman, Yupukari), mais aussi quelques familles mixtes wapishana-makushi ou wapishana-patamona. Rewa comprend aujourd'hui 27 familles nucléaires (183 personnes en 1998). Parmi les adultes, 6 sont wapishana, et 2 sont patamona. En raison de sa petite taille et de son relatif isolement (accès uniquement par bateau), Rewa est moins soumis aux pressions politiques et économiques que les villages de savane. Rewa est aussi le seul village dont la majorité des champs est située à proximité des habitations²⁹.

2.5.3. Le manioc : la culture principale des Makushi

La consommation du manioc

Le manioc amer³⁰ est la nourriture principale des Makushi, ce qui explique son omniprésence dans les champs, où il n'est que très rarement intercalé avec d'autres cultures. Le manioc est consommé à tous les repas, sous diverses formes. Les femmes ont l'exclusivité de la préparation des différents produits. Ceux-ci se séparent en deux grandes catégories : les aliments solides et les boissons fermentées.

Dans la première catégorie, on trouve essentiellement la "farine" (*uwi*), composée de granulés torréfiés jaunes, et des galettes blanches (*kai*, cassave, localement *cassava bread*). Les Makushi préparent trois boissons fermentées principales : le *parakîrî*, boisson sociale par excellence, le *wo'*, aujourd'hui peu préparé et le *kasiri*, où le manioc est mélangé à une igname.

La première étape de chaque préparation est toujours la même : les racines sont pelées et râpées. Cette étape étant décisive pour la détoxification, il est essentiel qu'elle soit réalisée correctement. Selon la quantité de racines à préparer et le nombre de femmes y œuvrant, elle peut se prolonger durant plusieurs heures. Le râpage est ensuite suivi d'un pressage de la pulpe (sauf pour le *kasiri*, où la pulpe râpée est directement mélangée à de l'eau en ébullition), au moyen d'un long tube tressé, localement appelé *matapi* (*tinkî*), et connu sous le nom de *couleuvre à manioc* en Guyane Française. Dans le cas de la farine, la pulpe est préalablement mélangée à quelques racines de manioc rouies (fermentée après avoir été laissées 3 jours dans l'eau). La pulpe essorée qui sort du *matapi* est torréfiée dans une grande poêle jusqu'à former des granulés secs (farine), ou bien cuite sous forme de larges galettes sur une plaque appropriée. La fabrication du *parakîrî* et du *wo'* nécessite également la confection d'une galette, qui est ensuite mise en pièce, trempée dans de l'eau, et laissée à fermenter soit par action de la salive humaine (*wo'*), soit par infestation par un champignon entretenu par les Makushi (*parakîrî*).

Chacune de ces étapes présente un intérêt dans le processus de détoxification : le râpage permet la libération d'acide prussique HCN, par hydrolyse des glucosides cyanogéniques (sans cette étape, la libération d'acide prussique se ferait dans la bouche et l'estomac des consommateurs, entraînant leur mort immédiate). Le pressage de la pulpe permet d'éliminer la plus grande partie de l'acide, en solution dans l'eau contenue par la racine. Cette eau est d'ailleurs récupérée. Une fois bouillie, elle ne présente plus de caractère toxique (l'acide prussique s'est évaporé) et est utilisée comme bouillon dans la cuisson de viande ou de poisson. De même, la cuisson intervenant dans toutes les préparations a pour conséquence l'élimination des résidus d'acide prussique.

Le manioc étant très pauvre en protéines, les Makushi accompagnent tous leurs plats à base de manioc de viande ou de poisson, qu'ils chassent et pêchent eux-mêmes.

Du fait de son importance dans l'alimentation, le temps alloué à sa culture et à sa préparation représente une proportion non négligeable du budget-temps des hommes et surtout des femmes, estimé à 3 heures par jour en moyenne. La préparation des différents aliments valorise d'ailleurs socialement les femmes, et indirectement les maris de celles-ci. Chez les Makushi, le manioc ne revêt cependant pas l'importance qu'il a chez les Indiens Tukano par exemple (Rivière 1987, 178-201), où, tout en étant le facteur principal de reconnaissance sociale des femmes, il devient un véritable instrument de domination des hommes sur les femmes.



- Communautés Makushi
- Savanes au nord du Rupununi

Source : M. Elias, 1999

Carte 10 : Guyana : localisation des communautés Makushi dans lesquelles l'étude a été menée.

Le système de culture

Les Makushi pratiquent un système d'agriculture itinérante sur brûlis. Les abattis sont ouverts et brûlés pendant la saison sèche (septembre à mars), de préférence avant la petite (décembre) ou la grande (avril–août) saison des pluies. La culture quasi exclusive de ces abattis est le manioc amer : des boutures d'environ 60 cm de long sont plantées dans de petits monticules, par groupe de 4 ou 5. Un abattis est planté de façon progressive, de sorte que la récolte pourra elle aussi être effectuée progressivement, au rythme des besoins. Le manioc est prêt à être récolté après environ 9 mois : les cultivatrices coupent la ou les tige(s) à la base, et arrachent les tubercules du sol. Les tiges sont conservées, et triées par variété. Leur devenir est multiple. Une partie d'entre elles sera débitée sur place, le jour même ou le lendemain, pour initier une seconde culture. Une autre partie peut être transférée dans un nouvel abattis de la même cultivatrice. Certaines tiges peuvent aussi échoir à des agriculteurs demandeurs. Enfin, l'éventuel excédent est planté sous forme de faisceaux à la périphérie de l'abattis.

Parallèlement à ce système, basé sur la multiplication végétative des variétés de manioc, une autre voie de propagation est également utilisée par les Makushi. Il est fréquent que des plantules de manioc issues de graines (formées par reproduction sexuée, donc impliquant un brassage génétique) apparaissent spontanément dans de nouveaux abattis issus d'anciennes jachères. Ces plantules, appelées *tepuru pîye* (*seed stick*) sont épargnées lors du désherbage, et récoltées au même titre que les plantes issues de boutures lorsqu'elles parviennent à maturité. Si la taille et la couleur de la racine sont jugées satisfaisantes par la cultivatrice, la tige est alors séparée puis débitée en boutures et replantée. La nouvelle variété ainsi obtenue sera multipliée, jusqu'à ce qu'elle atteigne la fréquence désirée par la cultivatrice. L'intégration d'individus issus de reproduction sexuée dans un système dominé par la multiplication végétative peut sembler exceptionnelle. Un tel comportement a cependant souvent été décrit dans de nombreux cas d'agriculture traditionnelle (Boster 1984, 34-47, pour la culture du manioc par les Aguaruna; Salick et *al.* 1997, 6-19, pour la culture du manioc par les Amuesha; Empereire & *al.* 1998, 27-42, pour la culture du manioc par les *caboclos* de l'Amazonie brésilienne; Mukumbira & *al.* 1998 pour la culture du manioc par des agriculteurs du Malawi, mais aussi Brush & *al.* 1992, 365-87, pour la culture de la pomme de terre dans les Andes péruviennes, et Shigeta 1996, 233-268, pour la culture de l'*ensete*, *Ensete ventricisum*, par les Ari.). Chez les Makushi, la densité de plantules présentes dans les abattis (cf. Tableau 36), ainsi que la fréquence des incorporations (cf. Tableau 37) surpasse toutes les valeurs citées dans la littérature concernant le manioc (pas plus d'un événement d'incorporation pour un agriculteur en un an). L'utilisation de ces individus issus de reproduction sexuée est cruciale dans la dynamique du système de culture des Makushi.

Cultivateurs	surface de l'abattis (m ²)	nombre de plantules	densité (plantules/100 m ²)
Mathilda et Martin Alvin	1710	69	4.0
Pats et Victor Alvin	975	54	5.5
Esther et Nathalie Edwards	660	102	15.5
Dicky Alvin (Mathilda Alvin)	684	72	10.5
Nathan Edwards (Enid Edwards)	1290	52	4.0
Basalisa et Winston Edwards*	425	204	48.0
Eulyssia et Abel Edwards	1190	53	4.4
moyenne	1051	86.6	13.1

* Seule la moitié du champ a été étudiée. La surface et le nombre de plantules ont été multipliés par 2 pour calculer respectivement la moyenne des surfaces et le nombre de plantules.

Tableau 36 : Makushi : nombre et densité de plantules dans 7 abattis de Rewa

Cultivateurs	NE	LE	DH	T	NI	CS	MA	VA	RE	BN
Nombre de plantules incorporées au stock de variétés	5	5	2	13	8	0	23	3	3	17
Nombre de plantules délibérément abandonnées	9	2	0	2	1	2	12	11	0	15

Tableau 37 : Makushi : incorporation et sélection de plantules à Rewa chez dix cultivateurs (mai à décembre 1998)

2.5.4. perception et gestion de la diversité du manioc

Une importante diversité variétale

La première tâche que nous nous sommes donnée fut de recenser les différentes variétés de manioc cultivées par les Makushi. Dans ce but, les champs de 24 cultivatrices ont été visités, en compagnie de leur propriétaire. Chaque variété étant désignée par un nom, nous avons relevé 85 noms différents (cf. Tableau 38); mais des recoupements effectués par des informatrices ont réduit le nombre de variétés à 76. En effet, deux cultivatrices peuvent avoir des noms différents pour la même variété (synonymie), par exemple *tarekaya pîmoi pîye* (*water turtle egg stick*) et *five months stick*. A l'inverse, sous un seul nom se cachent parfois 2 variétés distinctes (homonymie), comme les 2 *kini'piye* (*dry stick*), distingués par les cultivatrices grâce à la largeur de leurs lobes foliaires.

Il n'en reste pas moins que la présence de 76 variétés différentes (en réalité sans doute plus, notre recensement, malgré nos efforts, n'étant sans doute pas exhaustif) dans un petit village représente une diversité variétale très importante, d'autant plus qu'il s'agit d'une plante à propagation végétative. Ce résultat est cohérent avec des informations publiées concernant d'autres cultivateurs de manioc en Amazonie : F. Grenand (1993, 447-462) a relevé 31 variétés de manioc dans une communauté wayãpi,

et Carneiro (1983, 65-111) en a compté 46 chez les Kuikuru du Brésil ; toujours au Brésil, Emperaire & *al.* (1998, 27-42) font état de 61 variétés de manioc dans un village *caboclo* du Rio Negro, et d'un total de 140 variétés sur l'ensemble des communautés *caboclas* étudiées ; Dufour et Wilson (1996, 1231-1238) ont compté plus de 100 variétés chez les Tukano de Colombie. Au Pérou, les Aguaruna cultivent également plus de 100 variétés de manioc (Boster 1984, 34-47) et les Amuesha, 117 (Salick & *al* 1997, 6-19).

La diversité variétale chez les Makushi n'est pas répartie de façon homogène entre les différentes cultivatrices (cf. Tableau 38), et personne ne possède la totalité des variétés du village. Le nombre de variétés cultivées par une famille est en moyenne 16 et varie entre 6 et 28. Ici encore, ces chiffres doivent être considérés comme inférieurs aux chiffres réels, du fait de la difficulté de réaliser un relevé complet pour toutes les familles. Les variétés sont plus ou moins adaptées à un type de produit particulier : les variétés à racine jaune sont très prisées pour la confection de la farine, tandis que celle de la cassave requiert des racines à pulpe blanche. Cependant, la diversité des produits élaborés à partir du manioc ne permet pas d'expliquer la diversité variétale observée. Afin de comprendre comment cette diversité a pu être mise en place, et surtout se maintenir, il est essentiel de s'intéresser à sa perception par les Makushi.

Perception de cette diversité

Il semble que les Makushi n'ont pas pleinement conscience de l'importance de la diversité variétale qu'ils gèrent. Ils ont en général tendance à sous-estimer le nombre de variétés qu'ils cultivent, aussi bien à l'échelle individuelle qu'à celle du village. Ce phénomène est poussé à l'extrême chez des personnes qui ne cultivent pas le manioc (commerçants, infirmiers, souvent issus d'unions mixtes), persuadés qu'il n'existe que deux variétés, les jaunes pour la farine et les blanches pour la cassave. Paradoxalement, les Makushi ont tout de même l'idée que la diversité variétale préexiste, même s'ils sont persuadés de n'en posséder qu'une infime partie. Ainsi, lorsqu'une plante issue de graine est multipliée, le problème se pose de lui donner un nom. Si cette plante ressemble par ses caractères morphologiques à une variété cultivée, elle sera nommée d'après cette même variété. Si en revanche elle possède une combinaison de caractères totalement originale, seules quelques audacieuses osent lui donner un nom qui lui sera propre. En effet, puisque d'après elles toutes les variétés préexistent, il en est de même en ce qui concerne leurs noms.

Quelques mythes relatant l'histoire de la diversité du manioc circulent encore, mais ils sont méconnus de la jeune génération. En voici un premier, très populaire.

Un canard et un hibou étaient mariés à deux sœurs. Leur belle-mère commune, pressentant une époque de famine, demanda à chacun d'entre eux d'ouvrir et de planter un abattis de manioc, en promettant de nourrir dûment le plus travailleur, tandis que le plus paresseux n'aurait que des épluchures de manioc. Le canard était si efficace qu'il abattait un travail considérable en très peu de temps et rentrait relativement tôt. Le hibou en revanche travaillait très lentement, finissait par s'endormir dans son abattis, et rentrait au crépuscule. Abusée par les apparences, la belle-mère nourrissait convenablement le hibou, tandis que le canard se contentait des épluchures. Au moment de la récolte, le champ du canard s'étendait à perte de vue, couvrant plaines et collines, tandis que celui du hibou était ridiculement petit... Mais les racines des maniocs de ce dernier étaient gigantesques, tandis que celles du canard étaient inexistantes. Quoi de plus logique, puisque le canard avait été mal nourri tout au long de son travail, tandis que le hibou goûtait aux meilleurs mets ? Le manioc du canard n'a pas été replanté, mais on le trouve toujours par endroit sur les collines de la région, où il est retourné à l'état sauvage (wild cassava).

Ce 'manioc du canard', comme il est encore désigné aujourd'hui, a été identifié comme étant du *Manihot esculenta* subsp. *flabellifolia* (Allem, com. pers.), forme sauvage la plus apparentée au manioc cultivé (Allem 1994, 133-150). Ainsi, pour les Makushi, ce sont les variétés cultivées qui sont à l'origine des formes sauvages, considérées comme dégénérées.

Un autre mythe, beaucoup moins répandu, retrace l'origine de toutes les variétés cultivées.

Une jeune adolescente fut mise en quarantaine dans la forêt le jour de ses premières règles. La jeune fille enfreint un tabou qui lui interdit de manger des fruits blancs et sucrés, à la suite de quoi elle est mordue par un serpent, et meurt. Lorsque ses parents la retrouvent quelques jours plus tard, ils l'enterrent sur place. Sur sa tombe pousse alors un pied de manioc – le premier porté par le monde, à l'origine de toutes les variétés actuelles. La conception selon laquelle la diversité préexiste est très présente dans la mythologie des Makushi.

Noms Makushi	Traduction	AM	NE	WE	VA	DP	JM	T*	RE	JE	MA	AE	DH	FW	JA	CS	EK	NI	W	JH	PH	CH	LE	ZP	HS
<i>ainis piye</i>	Inez stick				x										x				A					x	
<i>aknes piye</i>	agnes stick					x																			
<i>akuriu ye</i>	agouti stick					x			x											x					
<i>amilton ye</i>	Hamilton stick			x																					
<i>amo'ko piye</i> = <i>danal piye</i>	grand father st. = Danal stick	x				x			x		x									x					
<i>amuru piye</i>	thick stick		x		x													x					x		
<i>ankela piye</i>	Angela stick																				x				
<i>anra piye</i>	crane stick	x	x		x	x			x		x		x			x		x	x		x	x		x	
<i>dominko ye</i>	Domingo stick																				x				
<i>eti piye</i>	Eddie stick				x	x							x				x		x		x			x	
<i>eni piye</i>	Eni stick				x																				
<i>esekwipo ye</i>	Essequibo st.				x																				
<i>isman piye</i> = <i>sandra piye</i> = <i>amuru piye</i> ?	Isman stick = Sandra stick = thick stick ?				x	x			x						x				x		x				
<i>kaina piye</i> = <i>eri piye</i>	pumpkin stick = Ely stick	x	x		x	x		x		x	x		x	x			x		x	x			x	x	
<i>kanatima ye</i>	jombie stick				x						x													x	
<i>karmani piye</i>	Carmani stick						x																		
<i>kasiri piye</i>	kashiri stick		x										x										x		
<i>kediam piye</i>	Kediam stick							x																	
<i>kini' piye</i> (2 types) = <i>reni piye</i>	dry stick = Reni stick	x	x		x	x		x	x	x	x		x	x		x	x	x				x		x	
<i>ko'ko piye</i>	grand mother stick																					x			
<i>kraiva piye</i>	brazilian stick		x			x					x			x											
<i>kari'na piye</i>	Carib stick				x																	x			
<i>kompani piye</i>	company stick									x															
<i>krompi piye</i>	?																								
<i>kumita ye</i>	fish stick					x																			

Tableau 38 : Variétés de manioc cultivées à Rewa et leur distribution parmi 24 familles

Noms Makushi	Traduction	AM	NE	WE	VA	DP	JM	T*	RE	JE	MA	AE	DH	FW	JA	CS	EK	NI	W A	JH	PH	CH	LE	ZP	HS
<i>kunani piye</i>	fish poison st.					x							x												x
<i>kuracatuma piye</i> (2 types)	caiman stick	x	x	x	x	x	x	x		x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
<i>kurari piye</i>	curral stick	x	x	x	x			x		x	x			x			x			x	x	x			
<i>kuraswa piye</i> = <i>selia piye</i> = <i>waimko piye</i>	Crash Water st = Celia stick = Waimko st.	x	x			x		x		x	x		x		x				x	x	x	x	x		x
<i>lio piye</i>	Lio stick																		x						x
<i>mai piye</i>	bitter stick	x						x		x			x						x				x		
<i>maka piye</i>	maggah stick									x															
<i>makarpon ye</i>	Makar pond stick																			x					
<i>marasi piye</i>	marudi stick				x			x			x								x						
<i>mauri piye</i>	Mauri stick								x			x												x	
<i>meekoro piye</i>	black man stick		x		x		x				x	x	x	x		x		x							
<i>mepriko ye</i>	Elfrida stick					x										x				x					
<i>omano piye</i>	Omano stick																				x				
<i>oronki piye</i>	bamboo stick						x																		
<i>paapa ye</i>	father stick						x	x		x															
<i>pakaita ye</i>	buffalo stick							x			x														
<i>pali piye</i> = <i>kaiwan piye</i>	Bali stick = fat boy st		x	x				x			x		x					x						x	x
<i>papiro ye</i>	Pablo stick	x		x				x		x			x		x								x		x
<i>parakiri piye</i>	parakari stick		x							x							x				x				
<i>paranakiri piye</i>	white man stick	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
<i>paranakiri piye</i> <i>itakon ye</i> = <i>naman piye</i>	white man stick cousin = Naman stick		x		x					x															x
<i>paranakiri piye</i> <i>perurupe</i>	white man stick seedling																								
<i>pinkiu ye</i>	peccarie stick					x					x												x		x
<i>pirau piye</i>	Brown stick						x																		
<i>pirikwa piye</i> = <i>ipo ye</i>	bird stick = sweet stick	x	x		x	x		x		x	x		x	x		x							x	x	x

Tableau 38 bis : Variétés de manioc cultivées à Rewa et leur distribution parmi 24 familles

Nama Makushi	Traduction	AM	NB	WB	VA	DP	BM	T*	RE	IE	MA	AE	DH	FW	JA	CS	EK	NJ	WA	JN	PH	CH	LE	2P	HS
peari piye	Pearl stick					x																			
parua piye	brown stick				x					x															
reli piye	thick stick																								x
ruhuu piye	black stick			x																					
ruu piye	green stick	x						x																	
zaburi piye	Zacharie stick							x																	
zaburi piye	stick																								
zaburi piye	Stick																								
zaburi piye	fine fish stick	x						x																	
zaburi piye	3 months stick																								
zaburi piye	stick																								
zaburi piye	Stick		x					x																	
zaburi piye	curved stick		x					x																	
zaburi piye	See Wall stick							x																	
zaburi piye	long stick																								
zaburi piye	curved stick		x					x																	
zaburi piye	water bottle																								
zaburi piye	egg stick																								
zaburi piye	- yellow stick																								
zaburi piye	- 3 months stick																								
zaburi piye	- 3 months stick																								
zaburi piye	stick ?																								
zaburi piye	black																								
zaburi piye	potatoes stick																								
zaburi piye	?																								
zaburi piye	Yany stick																								
zaburi piye	phara stick																								
zaburi piye	door stick																								
zaburi piye	fish stick		x																						
zaburi piye	manu stick																								
zaburi piye	(manu)																								
zaburi piye	1 bone stick		x																						
zaburi piye	Water stick																								
zaburi piye	drink stick	x	x	x	x																				
total number of varieties : 76		14	22	7	28	22	12	21	9	20	27	6	20	15	10	12	11	10	23	11	11	19	16	7	27

Tableau 38 ter : Variétés de manioc cultivées à Rewa et leur distribution parmi 24 familles

Comment la diversité variétale est-elle appréhendée en pratique ?

Les variétés sont identifiées par certains de leurs caractères morphologiques. Le processus de reconnaissance est quasiment immédiat, la cultivatrice appréciant le phénotype (les caractères visibles) de la plante dans son ensemble. C'est seulement en cas de doute qu'elle regardera plus précisément un ou plusieurs caractères précis. Ce processus de reconnaissance presque instantanée, semblable à la reconnaissance d'une personne à partir des traits de son visage, a été qualifié de face-to-face recognition par Shigeta (1996, 233-268), qui observait le même phénomène chez les Ari cultivant l'ensete.

Les variétés cultivées à Rewa sont quasiment toutes dotées d'un nom. Ce dernier peut être en rapport avec une qualité de la plante (par exemple kini' pîye, dry stick dont la racine est très dense), avec un animal (akuriu ye, agouti stick, car les agoutis semblent préférer cette variété), avec une autre plante (oronki pîye, bamboo stick, dont le port est semblable à celui du bambou), avec un objet (supra pîye, cutlass stick, car la variété a été acquise au prix d'une machette), avec un produit pour lequel elle est particulièrement recommandée (u'wi pîye, farine stick, très appréciée pour sa couleur jaune), et enfin avec l'origine de la variété (lieu, ou personne de qui elle provient). Cette dernière catégorie de noms est souvent redondante avec les précédentes : en effet, une variété dont on aura oublié le 'vrai' nom sera instantanément renommée d'après son origine, ce qui peut aboutir à des phénomènes d'homonymie.

Les variétés cultivées, ainsi identifiées et classées selon un système taxonomique, permettent aux Makushi de gérer une grande diversité en termes de nombre de variétés. La classification locale, basée sur des critères morphologiques, reflète-t-elle une structure biologique sous-jacente ? En particulier, étant donné la propagation végétative des variétés, celles-ci sont-elles parfaitement clonales ? L'étonnante diversité variétale observée (diversité morphologique) correspond-elle à une diversité génétique tout aussi importante ?

Parce qu'il donne accès à des caractères non sélectionnés, qui se sont diversifiés en fonction de l'histoire évolutive des individus, l'outil génétique est à même de nous éclairer sur ces interrogations.

Diversité variétale et diversité génétique

Afin d'avoir accès à la diversité génétique des variétés de Rewa, nous avons utilisé des marqueurs génétiques neutres (AFLP³¹). De tels marqueurs permettent de caractériser chaque individu étudié, d'en établir une sorte de 'carte d'identité' qui lui est propre. Seuls deux individus parfaitement identiques génétiquement (donc des clones) auront des cartes d'identité génétiques identiques.

Nous avons choisi 31 variétés cultivées localement, et caractérisé 3 à 5 individus (échantillonnés à l'échelle du village) pour chacune d'entre elles. En comparant les cartes d'identité génétiques des individus deux à deux, on peut ainsi définir une indice de similitude (ou à l'inverse de distance) génétique³².

Les résultats sont présentés de façon synthétique sous la forme d'un 'arbre'³³ (figure 17), sur lequel les différents individus analysés sont regroupés en fonction de leur similitude génétique. La longueur totale des branches reliant deux individus correspond à la distance génétique qui les sépare. Ainsi, des individus totalement identiques sont représentés au bout de la même branche.

Les 31 variétés étudiées sont toutes différentes, dans le sens où aucun individu d'une variété n'est identique à un individu d'une autre variété. En revanche, contrairement à toute attente, seules 10 variétés sont clonales (pour chaque variété, tous les individus sont génétiquement identiques). Parmi les 21 variétés non clonales, 10 sont cependant homogènes : pour chaque variété, les individus ne sont pas tous identiques, mais ils présentent une plus grande proximité génétique entre eux qu'avec n'importe quel autre individu d'une autre variété, ce qui se traduit par un regroupement des individus sur l'arbre; 11 sont hétérogènes : les individus d'une même variété ne présentent aucune similarité génétique entre eux, et sont donc dispersés dans l'arbre.

Chacune des 20 variétés clonales ou homogènes correspond bien à une entité biologique : autrement dit, dans 2 cas sur 3 la nomenclature locale reflète bien la structure de la diversité génétique. Il est en revanche surprenant de constater que, malgré la propagation végétative des variétés, 21 variétés sur 31 ne sont pas clonales.

D'autre part, nous avons quantifié la diversité génétique présente dans l'échantillon étudié, à l'aide d'un indice couramment appliqué au type de marqueur utilisé (indice de Shannon). Afin d'avoir une base de comparaison, le même indice a été calculé pour un échantillon d'une collection mondiale de variétés de manioc, fourni par le Centre International d'Agriculture Tropicale (Cali, Colombie), soit 38 individus choisis sur des critères géographiques, morphologiques et génétiques pour représenter une diversité maximale. Les résultats sont frappants : l'indice vaut 4,293 pour l'échantillon de variétés de Rewa, et 4,289 pour la collection mondiale, soient des valeurs très similaires. En d'autres termes, la diversité génétique du manioc dans un village Makushi de 27 familles est aussi élevée que celle d'une collection mondiale.

Une étude comparative³⁴ avec d'autres types de marqueurs génétiques (marqueurs microsatellites) a mis en évidence dans certaines variétés de Rewa la présence de

diversité génétique nouvelle par rapport à la collection mondiale (formes du marqueur qui n'avaient jamais été détectées auparavant, ou bien que l'on croyait spécifiques des formes sauvages).

Ces résultats témoignent de deux phénomènes. D'une part, les Makushi (et certainement bien d'autres groupes amérindiens) sont capables de gérer une très grande diversité biologique, sans commune mesure avec celle gérée dans les systèmes de culture plus industriels. D'autre part, toute une partie de cette diversité n'est pas répertoriée par les organismes chargés de conserver la biodiversité du manioc. À l'avenir, les stratégies de conservation de la biodiversité des plantes cultivées devraient accorder beaucoup plus d'importance aux systèmes de culture traditionnels. En effet, chez les Makushi, les pratiques de culture sont un facteur essentiel de la création et du maintien de la diversité gérée.

Facteurs intervenant dans la dynamique de la diversité

La diversité entretenue par les Makushi est loin d'être statique : il n'est pas rare que des cultivatrices perdent des variétés, volontairement ou non, ce qui est compensé par l'acquisition de nouvelles. Des facteurs écologiques aussi bien qu'humains interviennent dans la dynamique de cette diversité.

Des conditions climatiques extrêmes (sécheresses ou inondations), malgré la mise en place de stratégies de défense (Rival 1998), peuvent conduire à la perte de certaines variétés. De façon générale, les plus vulnérables sont les variétés présentes en plus faible fréquence. L'exemple le plus récent est la sécheresse causée par El Niño en 1998, qui a frappé très durement les villages Makushi de savane.

En revanche, la région semble peu affectée par des maladies. La bactériose du manioc, qui sévit pourtant dans toute l'Amérique du sud, ne semble avoir aucune incidence, pas plus que des maladies virales. Les cultures de manioc de Rewa ont néanmoins été récemment affectées par un insecte redoutable (*Aonidomytilus albus*, Hemiptera : Diaspididae), causant ainsi la destruction de champs entiers.

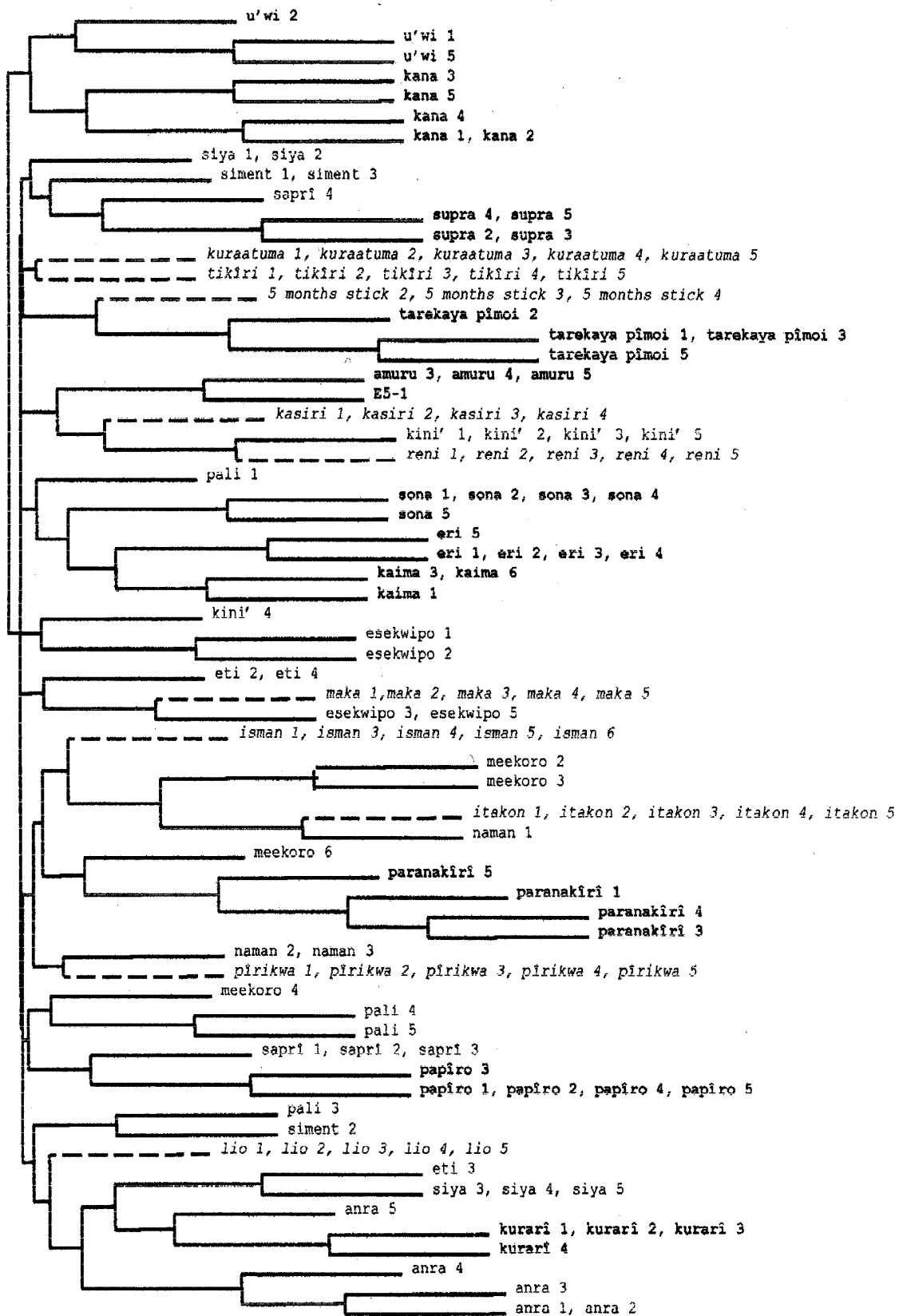


Figure 17 Visualisation des relations de proximité génétique entre les individus de 31 variétés cultivées de manioc à Rewa.

Les Makushi sont fréquemment confrontés aux attaques des herbivores. Les fourmis coupeuses de feuilles, *Atta* spp. (*kuinan*), sont identifiées comme le prédateur le plus dangereux, parce qu'une fois leur nid établi à proximité d'un champ, elles détruisent entièrement celui-ci. Il devient très difficile de s'en débarrasser, et il est parfois plus rentable d'abandonner le champ. Un autre insecte herbivore, *arari* (larves de *Erinnyis ello*, Lepidoptera, Sphingidae), cause aussi de sévères dégâts. Leur action est cependant limitée dans le temps, du fait de leur métamorphose synchrone en adultes inoffensifs. Plusieurs Mammifères se nourrissent également de manioc. Les animaux domestiques (vaches et chèvres) sont des prédateurs de feuilles de manioc, mais ils sont absents de Rewa. Les daguets (*Mazama americana* - *usari*) sont friands des jeunes feuilles, mais leurs dégâts restent relativement minimes. D'autres Mammifères se nourrissent des racines, en particulier les gros rongeurs (*Dasyprocta agouti* - *akuri*, et *Agouti paca* - *wîrana*), mais aussi les pécaris (*Tayassu pecari* - *pinkî* et *T. tajacu* - *pîraka*) et les tapirs (*Tapirus terrestris* - *waira*). Le manque de délicatesse des pécaris et des tapirs, qui piétinent l'ensemble des champs dans lesquels ils se nourrissent, peut ici encore conduire à la perte de variétés.

Ces facteurs environnementaux sont autant de pressions sélectives, favorisant les variétés les mieux adaptées. Ces pressions n'étant constantes ni dans l'espace, ni dans le temps, ce ne sont pas toujours les mêmes variétés qui réalisent les meilleures performances. Le maintien d'une grande diversité, bien supérieure à celle requise pour la confection des différents aliments à base de manioc, permet de limiter les risques face à un environnement instable.

La sélection humaine tend également à préserver la diversité, mais selon d'autres mécanismes. La propagation végétative du manioc permet de fixer immédiatement une variété intéressante et de la multiplier à volonté. Non seulement les cultivateurs peuvent décider de garder ou non une variété, mais ils peuvent en contrôler la fréquence. Certaines variétés sont ainsi multipliées, tandis que d'autres sont réduites à une faible fréquence. Les variétés peu appréciées peuvent ne pas être replantées du tout, mais elles sont en général tout de même conservées, représentées par quelques individus. Les critères de préférence sont en premier lieu la productivité et la couleur de la racine. La couleur jaune est particulièrement appréciée, et toutes choses étant égales par ailleurs, une variété jaune sera préférée à une variété blanche (les variétés blanches ont cependant leur importance, car elles ont l'exclusivité de la fabrication de la cassave). Des critères esthétiques viennent ensuite se superposer : une cultivatrice raconte avoir demandé une variété à sa tante parce qu'elle la trouvait très belle. Certaines vont même jusqu'à planter des variétés très peu productives, mais avec des caractères morphologiques très originaux, dans un but purement esthétique.

La productivité intègre en réalité beaucoup d'autres caractéristiques, qui ne sont

pas directement sélectionnées par les cultivateurs (Boster 1984, 34-47; McKey & Beckerman 1993, 83-112) : une variété qui présente une meilleure résistance à la sécheresse, à un prédateur... sera en effet plus productive que les autres dans les conditions pour lesquelles sa résistance s'exprime. La sélection sur la productivité s'exerce donc indirectement sur d'autres traits agronomiques, qui ne sont jamais considérés par les cultivateurs.

Une réseau d'échanges de boutures s'oppose également à la perte de diversité. Les boutures circulent entre les familles sans règles apparentes, mais les dons ou échanges se font en général entre des personnes qui interagissent socialement. Les boutures sont sollicitées par la cultivatrice demandeuse, et sa requête n'est jamais refusée. En échange, elle donnera un bol de farine, un seau de *parakîrî*... réalisés à partir de la récolte de la variété acquise. Elle peut aussi proposer une autre variété à la donneuse. Dans tous les cas, la demandeuse est tenue de 'rendre' les boutures une fois que celles qu'elle a plantées auront donné une plante adulte (elle en conserve bien sûr pour elle-même). Parfois saisies de timidité, certaines cultivatrices n'osent pas demander une variété. D'autres n'hésitent pas à voler discrètement des branches bouturables dans des champs voisins. De façon générale, il existe deux types d'échange : des échanges massifs, où la demandeuse a besoin d'un grand nombre de boutures pour planter dans un nouvel abattis, et accepte toutes les variétés ; et des échanges plus ponctuels, où la demandeuse désire acquérir une variété qu'elle ne possède pas.

Ces échanges, responsables d'une circulation du matériel végétal à l'intérieur de la communauté, mais aussi avec des communautés voisines ou plus distantes, contribuent au maintien de la diversité à l'échelle du village (une variété perdue par une cultivatrice ne l'est pas forcément à l'échelle du village) et à l'augmentation de la diversité à l'échelle d'une cultivatrice. Malgré ces échanges, la composition des champs de différentes cultivatrices est loin d'être identique (cf. Tableau 38), ce qui reflète aussi bien des goûts différents que des réseaux d'échanges sélectifs.

L'intégration de plantules issues de reproduction sexuée (*tepuru pîye*) est une autre pratique qui contribue à l'augmentation de la diversité, à tous les niveaux. Une plantule a une constitution génétique totalement nouvelle, résultant de la recombinaison entre le patrimoine génétique de la plante mère avec celui de la plante père. Dans plus de 70% des cas, les plantules présentent également une combinaison de caractères morphologiques originale par rapport aux variétés préexistantes. De telles plantules, si elles sont multipliées, reçoivent un nouveau nom, ou bien conservent la dénomination non spécifique de *tepuru pîye* (puisque'elles sont censées avoir déjà un nom, méconnu des cultivatrices). En revanche, une plantule peut présenter des ressemblances plus ou moins marquées avec une variété cultivée, et la cultivatrice interprète ceci comme un rapport de filiation direct. La plantule reçoit alors un nom composé de celui de la variété-mère

supposée, auquel le suffixe *perurupe* (*seedling*) est ajouté : *kuraatuma pîye perurupe*, *caiman stick seedling*. Si les Makushi ont une excellente connaissance de la physiologie du manioc, ils ignorent en revanche tout de sa reproduction sexuée, qui ne suscite d'ailleurs que peu d'intérêt, puisque ce processus se réalise très bien sans eux. Ils sont convaincus que les fruits portés par les plantes sont de simples organes de celle-ci, au même titre que n'importe quelle autre partie de la plante, par exemple les tiges capables de donner des boutures. Aussi s'étonnent-ils continuellement de constater que ce qui pousse à partir d'une graine de *kuraatuma pîye* n'est pas un autre *kuraatuma pîye*. Leur interprétation est qu'une graine est beaucoup plus petite qu'une bouture, et donc beaucoup plus sensible aux conditions du sol et à tout ce qui est susceptible de les modifier. Rien d'étonnant, alors, que les autres variétés du champ 'corrompent' les graines, et soient responsable des déviations morphologiques observées, parfois jusqu'à en brouiller l'origine de la graine. A quatre reprises cependant, nous avons pu observer des ressemblances si frappantes entre une plantule et une variété cultivée à Rewa que la cultivatrice assimilait directement la plantule à la variété.

Ces pratiques de culture permettent de rendre compte des résultats génétiques. Une grande diversité génétique est constamment maintenue, par le type de sélection conservatrice, ainsi que par les échanges à l'échelle du village (qui compensent au moins partiellement les pertes individuelles accidentelles). Par ailleurs cette diversité est continuellement alimentée grâce aux échanges sur de plus longues distances (certaines variétés de Rewa ont été importées du Brésil), et surtout par l'incorporation dans le pool de variétés de plantules issues de reproduction sexuée, ce qui représente autant de nouvelles associations de gènes. A l'échelle d'une variété, les analyses génétiques ont montré que dans 66% des cas étudiés, les variétés ne sont pas clonales. Lorsque les individus représentant une variété non clonale proviennent de cultivatrices différentes, l'explication la plus simple est que celles-ci donnent le même nom à des variétés différentes. Ceci a pu être confirmé par une enquête au cours de laquelle les femmes du village devaient nommer des variétés d'un champ expérimental. Les femmes ont reconnu en moyenne 40% des variétés qui leur étaient proposées, et 10% des variétés n'étaient pas nommées de la même façon par les différentes cultivatrices. Réciproquement, parmi les 32 noms utilisés par les femmes lors de l'enquête, 6 ont été appliqués à des variétés différentes selon les cultivatrices.

Mais cette discordance taxonomique ne permet pas de rendre compte de la détection de variétés non clonales chez une même cultivatrice, ce qui est le cas pour 12 des 31 variétés étudiées. Il faut ici invoquer l'incorporation des plantules, non seulement dans le stock de variétés, mais aussi au sein même d'une variété. Une variété est alors non plus un seul clone, mais un mélange d'entités génétiques distinctes – le clone 'receveur', et les plantules, dont la carte d'identité génétique est différente de toute autre.

Cela se produit de toute évidence lorsque la cultivatrice croit reconnaître en une plantule une variété cultivée (les quatre cas cités plus haut). Nous soupçonnons qu'une telle confusion soit en réalité plus fréquente, car dans certains cas, après quelques générations de multiplication, les plantes issues de reproduction sexuée qui avaient été attribuées à des variétés cultivées (*kuraatuma pîye perurupe*) ne sont plus distinguées de la variété mère.

2.5.5. Conclusion

La culture du manioc amer chez les Makushi est semblable dans ses grandes lignes à la culture du manioc chez d'autres groupes d'Amazonie. Dans cette région, la culture du manioc est caractérisée par une grande diversité variétale, soumise à une dynamique dans laquelle entre en jeu des facteurs écologiques (climat et herbivores), et des facteurs humains, qui interagissent avec les facteurs écologiques. Cette étude, en associant une approche ethno-écologique à des analyses génétiques, a permis de montrer que la diversité variétale était bien le reflet d'une véritable diversité biologique (en témoigne la comparaison avec la collection mondiale), méconnue des gestionnaires de diversité des plantes cultivées. D'autre part, ces résultats vont à l'encontre des idées reçues sur le caractère clonal des variétés de manioc, et pourraient remettre en cause les stratégies d'échantillonnage de variétés dans le but de constituer des collections.

Cette étude souligne l'importance des pratiques traditionnelles, elles-mêmes fortement liées aux valeurs culturelles, dans le maintien de cette diversité. Des travaux précédents (F. Grenand 1993; Salick & al. 1997; Emperaire & al. 1998) ont montré que la déstabilisation des valeurs culturelles (par exemple par des pressions commerciales) mettent en péril cette diversité, et par là, la stabilité alimentaire et sociale du groupe.

Dans ces conditions, quel avenir peut-on envisager pour les agrosystèmes des peuples des forêts tropicales ?

Face à des agrosystèmes certes menacés, mais véritables foyers de biodiversité dynamique d'une part, et à des interrogations mondiales sur la façon de préserver au mieux les ressources génétiques de la planète d'autre part, il apparaît de plus en plus urgent de réfléchir à des stratégies raisonnées de conservation *in situ* de la biodiversité. La mise en place de telles stratégies serait une façon de valoriser les savoirs traditionnels, tout en associant ceux-ci aux progrès scientifiques et techniques les plus récents.



photo 20 : Cuisson d'une galette de manioc (cassava bread) chez les Makushi (Rewa, Guyana). (cliché M. Elias, 1997



photo 21 : Cultivateur makushi plantant des boutures de manioc (Rewa, Guyana). (cliché M. Elias, 1997)



photo 22 : Récolte des racines de manioc chez les Makushi (Rewa, Guyana) . (cliché M. Elias, 1997



*photo 23 : Tiges de manioc
excédentaires plantées en
faisceaux en pays makushi
(Rewa, Guyana) . (cliché M.
Elias, 1997)*

2.6. WAPISHANA : UNE AGRICULTURE ENTRE FORÊT ET SAVANE

Rédacteur : Thomas HENFREY

Les Wapishana de Guyana et du Brésil, en dépit d'un contact prolongé avec les sociétés nationales, restent fondamentalement attachés à leur économie de subsistance. Ces activités sont d'autant plus cruciales, qu'il n'existe guère actuellement d'opportunités d'emplois rémunérés. Par ailleurs sous l'influence des Brésiliens et d'éleveurs pionniers britanniques, il se sont depuis soixante dix ans peu à peu familiarisés avec l'élevage bovin.

Si l'agriculture est l'activité de subsistance la plus importante, il n'en reste pas moins que l'ensemble de ces activités sont articulées dans l'espace et le temps. Ainsi la chasse est souvent pratiquée dans la vicinity des abattis; de même les habitations de culture servent souvent de base aux expéditions de chasse. Les observations ont été effectuées au village de Maruranau en 1997-98.

2.6.1. Plantes Cultivées

La plante cultivée de base des Wapishana est ici comme partout dans les Guyanes, le manioc amer (*Manihot esculenta*) dont de nombreuses variétés sont cultivées. D'autres plantes importantes sont le manioc doux, plusieurs espèces d'ignames (*Dioscorea* spp.), la patate douce (*Ipomoea batatas*), le maïs (*Zea mays*), l'arachide (*Arachis hypogaea*), les citrouilles (*Cucurbita maxima*) et la banane plantain (*Musa x paradisiaca*). Bien présents mais peu abondants sont la pastèque (*Citrullus lanatus*), la dachine (*Colocasia esculenta*), la banane douce, la papaye (*Carica papaya*), le riz pluvial (*Oryza sativa*), le gombo (*Hibiscus esculentus*) et la canne à sucre (*Saccharum officinarum*). Dans le cas des ignames Forte (1992), indique que ces tubercules sont appréciés, mais précise qu'ils ne poussent vraiment bien que dans les abattis de forêt. Plusieurs plantes cultivées telles que, l'arachide, la pastèque, le riz ou le gombo semblent d'usage récent car elles n'ont pas été signalées par Farabee (1918) au début du siècle.

2.6.2. Occupation de l'Espace

La majorité des espèces cultivées est plantée dans les abattis au coeur de la forêt (*kanuk*) et associées à une jachère longue. Ces abattis sont localisés à quelques kilomètres de la lisière qui sépare la forêt équatoriale de la savane (nommée localement *bush mouth*) soit à une heure ou deux de marche du village, lui-même situé à plusieurs kilomètres à l'intérieur de la savane. En général les familles construisent au milieu de leurs abattis une habitation de culture où ils transforment le manioc et où ils séjournent

longuement en saison sèche.

Dans les villages les plus savanicoles, les abattis peuvent également être ouverts dans des boqueteaux isolés nommés *bush islands* (Forte, 1992). Un nouvel abattis est coupé chaque année par famille. Une fois les sites repérés, l'abattage est effectué par les hommes. L'abattage de forêts secondaires est préféré à celui de la forêt primaire : dans ce dernier cas l'abattage des grands arbres est considéré comme épuisant et dangereux. Il s'agit probablement d'une justification *a posteriori*, car au début du siècle les Wapishana coupaient essentiellement leurs abattis en forêt primaire (Farabee, 1918). Les parcelles sont fréquemment localisées près des abattis de l'année précédente et apparaissent souvent comme leur extension. Les cultivateurs conservent leur droit de défricheur et quiconque désire couper un abattis en forêt secondaire doit demander l'autorisation au défricheur ou à ses héritiers. Les parcelles sont exploitées habituellement pendant deux ans, parfois une seulement, alors que Farabee (1918) parle de trois ans, mais certaines plantes pérennes comme les bananiers, les patates douces ou les ignames peuvent être récoltées dans des plantations vieilles de quatre ans. Ainsi, une famille récolte à la fois deux plantations et plus.

Même lorsqu'un abattis n'est plus entretenu (essentiellement plus sarclé), les plantes cultivées restent la propriété de celui qui les a plantées. Quelquefois les familles ont deux abattis bien distincts, l'un près de la lisière de la forêt, l'autre plus vers l'intérieur. Il s'agit d'une stratégie minimisant le risque de perte des récoltes : les parcelles forestières ne souffrent pas de la sécheresse, mais sont nettement plus sujettes aux attaques du pécari à lèvres blanches (*Tayassu pecari*), l'un des prédateurs les plus voraces des abattis, surtout en raison de ses moeurs grégaires. D'autres prédateurs sont le cerf de Virginie (*Odocoileus virginianus*) qui consomme les feuilles de manioc et de patate douce et les agoutis (*Dasyprocta agouti*). Face à cela, certains habitants ont abandonnés les abattis au plus profond de la forêt, alors que d'autres choisissent de créer des hameaux loin des grands villages sédentaires.

Les informateurs insistent sur la nécessité d'une jachère d'au moins cinq ans, avant la remise en culture d'une parcelle, quoique d'autres études avancent pour d'autres villages, des périodes encore plus courtes en réponse au manque de terres cultivables (Hills, 1968 : 5). Dans tous les cas, il s'agit sans aucun doute de jachères trop courtes, ne permettant pas une reconstitution naturelle de la fertilité. Ainsi dans deux petites zones excessivement cultivées proches de Marurana, la régénération forestière classique a été remplacée par une végétation buissonnante.

Une situation aussi extrême est cependant exceptionnelle. En effet la période de jachère est souvent plus longue, faisant partie d'un cycle long couvrant la vie d'un individu. Selon Forte (1992), une jachère de quinze ans est optimale. Pour satisfaire cette exigence, les hommes les plus jeunes ont tendance à couper en forêt primaire;

l'investissement en travail, bien que lourd, fournira pourtant plusieurs sites de forêt secondaire, où devenus âgés, ces agriculteurs pourront ouvrir sans efforts leurs abattis. Cette stratégie s'inscrit dans un contexte déjà ancien de pression sur les zones agricoles induite par une forte croissance démographique (de 7 200 personnes en 1970 à 14 000 aujourd'hui) et une accélération de la sédentarisation (Salisbury, 1968: 9-10; Eden, 1984 : 5-8, 1986: 261). La seule réponse viable reste donc l'ouverture de parcelles nouvelles sur la grande forêt.

2.6.3. Cycle Agraire

Le travail agricole s'étale tout au long de l'année, mais connaît deux pics, l'un en janvier lorsque les nouvelles parcelles sont défrichées, l'autre en avril, quand elles sont brûlées et que les premières espèces sont plantées juste avant le début de la saison des pluies. Le dur labeur qui accompagne ces périodes est échelonné grâce à deux modes de travail collectif:

- l'un nommé *manurin* est une forme d'aide sans réciprocité qui consiste à inviter des parents ou amis à participer à un travail en échange de quoi les hôtes offrent à boire, essentiellement de la bière de manioc (*parakari*) et souvent un repas.
- l'autre nommé *self-help* (groupe d'entraide) est un système fondé sur la réciprocité, au sein duquel tous les membres travaillent successivement tous ensemble dans chacun de leurs abattis.

Ces systèmes d'entraide sont largement répandus dans toute l'Amazonie indigène ou métis et ici comme ailleurs, s'ils s'étendent d'abord aux travaux agricoles, ils concernent parfois d'autres activités, comme par exemple le transport de matériaux de constructions tirés de la forêt.

La plantation, le sarclage et la récolte sont en revanche des activités routinières qui concernent tous les membres d'une famille. La participation des enfants est requise les samedis ou pendant les vacances scolaires. Cette alternance entre l'éducation scolaire et les activités de subsistance assurant la sécurité alimentaire est perçue comme essentielle par les parents.

2.6.4. Accès aux terroirs

Les abattis sont distribués le long de nombreuses pistes ou sentiers pénétrant la forêt, soit directement le long des axes, soit le long de bretelles de longueur variable. Ces voies sont très stables, souvent de façon immémoriale, mais peuvent être parfois abandonnées lorsqu'elles sont envahies par les chablis. Ces réseaux sont en fait l'un des meilleurs indicateurs de l'occupation ancienne du territoire par les Wapishana. Les chemins comme les parcelles sont liés à l'individu qui les entretient et sa permission est

requis si l'on veut défricher une parcelle le long de l'un d'entre eux; même si un refus est hors de propos, certains informateurs suggèrent que cela pourrait arriver en cas de manque de terre disponible le long d'une piste.

En général, les agriculteurs ouvrent leurs nouveaux abattis le long des pistes déjà occupées par leurs pères, leurs oncles ou leur beau-père. Ceci indique clairement que les facteurs sociaux pèsent autant dans la structuration du terroir que les facteurs environnementaux. De nouveaux arrivants dans une communauté devront ainsi soit demander l'autorisation d'ouvrir une parcelle le long d'une piste existante, soit créer un nouvel axe dans une zone isolée.

2.6.5. Alternatives et contraintes

La zone de transition forêt/savane dans laquelle vivent les Wapishana, ne semble pas aussi favorable à l'agriculture sur brûlis que les grandes forêts habitées par l'essentiel des ethnies du plateau des Guyanes. Les pluies excessives inondant les cultures, les invasions d'insectes et surtout la sécheresse prolongée sont autant de facteurs qui peuvent certaines années être cause de mauvaises récoltes accompagnées de brèves périodes de famine. Plusieurs pratiques alternatives permettent de faire face à ces situations dramatiques.

Une forme élémentaire d'agroforesterie est pratiquée près des habitations de culture et des camps de chasse et de pêche en forêt, où il est très commun de trouver plusieurs espèces de fruitiers : manguier (*Mangifera indica*), pommier cajou (*Anacardium occidentale*), goyavier (*Psidium guajava*), citronnier vert (*Citrus aurantifolia*) et pimentier (*Capsicum* spp.) sont les plus communs. C'est également le lieu où l'on cultive divers condiments, des citrouilles, du manioc doux et des patates douces qui croissent sans soins particuliers. Enfin on y trouve également de nombreuses plantes magiques et propitiatoires (*bina*). Certaines de ces plantes se retrouvent parfois le long des pistes de chasse, traduisant un comportement opportuniste : un chasseur plantera ainsi certaines d'entre elles le long d'un tronc couché. Évidemment, ces lieux sont visités par les prédateurs, mais en contrepartie maximisent les chances de rencontrer certains gibiers.

Le nombre des espèces protégées dans les abattis est très faible à l'exception du palmier *kokerite* (*Maximiliana maripa*) dont le fruit est comestible et dont les palmes servent à couvrir les maisons. Il est abondant dans la zone de transition forêt/savane et on l'épargne le plus souvent, sauf en cas de densités excessives³⁵. Parfois d'autres espèces consommées par les gros oiseaux comme les aras sont préservées en vue d'y installer des affûts.

Aucune manipulation des successions végétales n'a été observée, même s'il apparaît que la forêt secondaire renferme plusieurs espèces utiles telles que le *bishawud* (*Phenakospermum guianense*) indispensable à la fabrication de la bière de manioc *parakari*. Plus importante est la dormance des graines des plantes cultivées, qui germent spontanément dès qu'un ancien abattis est défriché à nouveau. La plus importante est sans nul doute, le manioc amer (alors qu'il est planté classiquement sous forme de boutures) que nous avons pu observer sur plusieurs parcelles en 1998.

Il est possible que leur abondance constitue une réponse au manque de boutures à la suite de la sécheresse de l'année précédente dû à El Niño (Rival, 1998), mais le manque d'observations lors d'années plus clémentes condamne toute affirmation. Quoi qu'il en soit, ces germinations sont bien une source pour de nouveaux cultivars, même si leur importance relative reste à déterminer.

Les distances entre les champs et les communautés modèlent profondément le rythme de vie des Wapishana. Une heure de marche est le minimum requis pour atteindre les abattis. Des durées doubles ou triples sont fréquentes. Ainsi, bien que la préparation du manioc ou la consommation d'autres produits soit souvent faite sur place, le transport au village reste indispensable pour l'essentiel. De nombreuses familles possèdent des boeufs qui servent d'animaux de bât ou attelés à une charrette. Les familles ne disposant pas d'animaux de transport, acheminent les produits agricoles sur leurs dos dans de lourdes hottes (*dopao*).

En réponse à ces lourdes contraintes, de nombreuses personnes tentent de nos jours de planter sur les sols pauvres de la savane. Une technique plus adaptée est pratiquée par les propriétaires de bétail : ils cultivent en rotation les corrals utilisés pour garder le bétail la nuit. C'est alors le fumier qui assure la fertilité du sol. Si cette méthode est sans nul doute efficace, il n'est possible que pour les Wapishana disposant de troupeaux importants (cf. ci-dessous). Une agricultrice à Sand Creek pratique ce système depuis de nombreuses années et souhaite le promouvoir comme une activité à plein temps. Les habitants de Maruranau ont également conçu un projet expérimental d'agriculture en savane sur trois ans et cherchent pour cela un soutien financier.

Hormis ces innovations, la savane a toujours été utilisée pour planter autour des zones habitées des arbres fruitiers ou des petits potagers. Les espèces les plus fréquentes sont le manguier (*Mangifera indica*), le pommier cajou (*Anacardium occidentale*), les ingas (*Inga* spp.), le pommier d'eau (*Syzygium aqueum*), le cocotier (*Cocos nucifera*), l'oranger (*Citrus sinensis*), le pamplemoussier (*Citrus paradisi*) et les citronniers (*Citrus aurantifolia* & *Citrus limon*). On notera que la plupart de ces arbres sont introduits soit de l'Ancien Monde, soit du Pacifique. Aujourd'hui cependant, ils jouent un rôle important dans l'alimentation; ils sont très utilisés sous forme de jus ou mis à fermenter pour préparer des boissons alcoolisées aux degrés variés. Une étude antérieure (Eden,

1986) avance que ces vergers sont peut-être à l'origine de la formation des îlots de forêt (*tun*) qui parsèment la savane. Ils sont également un abri contre le soleil et le vent pour les hommes et les animaux tandis que les fruits tombés sont un aliment pour ces derniers.

Les potagers pour leur part, renferment des plantes alimentaires, des condiments, des plantes médicinales ou magiques et quelquefois des plantes purement ornementales. Depuis quelques années, les légumes d'origine exogène, introduits par des migrants amérindiens ou créoles de la côte, tels l'aubergine, le chou, le petsaï, la tomate, la laitue et la courge, se sont lentement diffusés dans ces jardins. L'influence des ONG, distributrices de semences, est ici perceptible, car beaucoup de Wapishana cultivent ces espèces mais ne les consomment pas. En outre, ces légumes ont d'abord été considérés comme une source de revenus, mais l'état des voies de communication jusqu'à la ville-marché de Lethem grève cette perspective.

On notera enfin que la seule culture de rente tentée dans la région à l'instigation du gouvernement est celle de l'arachide. Elle n'a eu que peu de succès parmi les Amérindiens qui en plantent parfois un à deux hectares en savane.

2.6.6. Elevage

L'élevage a été introduit par les Portugais à partir de 1780 dans la région du Rio Branco, mais son développement réel dans le sud de la Guyana commença en 1891 avec l'arrivée de H. P. C. Melville, un éleveur écossais. En 1919, la famille céda ses droits à une compagnie publique, la *Rupununi Development Company*. Bien que l'on soit face à un élevage extensif, le cheptel éteignait 60 000 têtes lors de l'indépendance de la Guyana. En 1969, une tentative de sécession du sud du pays entraîna une période de troubles et une diminution rapide de ce troupeau, même si l'essentiel des pâturages reste contrôlé par la compagnie (Forte, 1992).

Cette période a permis aux Wapishana de se familiariser avec le travail de *vaqueiro* et aujourd'hui on peut rencontrer des troupeaux dans toutes les communautés. Certaines possèdent même un corral géré par le conseil communautaire. Néanmoins la quantité de bétail possédé par famille varie de zéro à 1 000 têtes pour un éleveur habitant Aishalton.

En dehors de l'usage comme animaux de trait, certaines communautés comme Aishalton, Maruranau et Karaudarnawau tirent incontestablement des revenus de l'élevage et certains Wapishana sont devenus des *ranchers* qui ont réussi. Cependant, le convoiement du bétail pour la vente jusqu'à Lethem, ne va pas sans pertes (animaux morts, diminution du poids) et demande du temps. De plus, les Wapishana connaissent mal les lois du marché, les réseaux d'acheteurs et sont en général obligés de vendre vite.

Le bétail est souvent vendu en territoire brésilien où la demande est plus forte, le paiement étant effectué en argent ou en marchandises. Ce sont surtout les villages proches de la frontière qui bénéficient de ce commerce. En outre Forte (1992) signale l'importance du vol et de la contrebande vers le Brésil pratiquée par certains Amérindiens au détriment soit de leurs frères, soit de la RDC.

Les autres animaux d'élevage sont la volaille, les cochons et les chevaux. Ces derniers sont l'un des plus sûr mode de transport pendant la saison des pluies. Poules, oeufs et cochons sont auto-consommés; il s'agit d'une évolution moderne, car Farabee (1918) signale le dégoût des Wapishana pour la chair de ces animaux impurs.

2.6.7. Conclusion

En termes d'association systémique avec l'habitat forestier, la subsistance des Wapishana peut être qualifiée de mixte et d'extensive, bien qu'elle soit basée sur une agriculture sur brûlis à longue jachère. C'est autour d'elle que vont s'organiser toutes les autres activités. On a vu par ailleurs que d'autres milieux tels que les savanes ou les îlots de forêt étaient également exploités. La conversion en forêt secondaire reste faible et peu de zones semblent irrémédiablement dégradées. La zone agricole combinant recrus et parcelles en exploitation est en augmentation constante en raison de la pression démographique, mais il ne semble pas y avoir pour l'instant pénurie de zones agricoles disponibles.

Le rôle écologique des jachères n'est pas connu dans cette zone de contact forêt/savane, mais il semble bien qu'elles constituent un habitat particulier pour les animaux brouteurs, ce qui faciliterait grandement leur chasse. Des études nouvelles sur les successions florales et la synécologie de certaines espèces animales, combinées aux données ethnoécologiques, permettrait sans doute de vérifier cette hypothèse.

Si l'on se limite à ces simples critères écologiques, le mode de vie des Wapishana demeure incontestablement viable. Comparé aux menaces extérieures, l'impact de leur système agricole reste bien limité et les solutions aux problèmes actuels résident essentiellement dans une meilleure prise en compte des besoins de ces populations en terme d'espace.

Les questions clés

III. UTILISATION DU MONDE SAUVAGE

1. PRISE DE CONSCIENCE OU FUITE EN AVANT

Rédacteur : Pierre GRENAND

1.1. L'AMAZONIE AU COEUR DE LA GESTION DES RESSOURCES DE LA FORÊT

La gestion durable de l'écosystème forestier tropical constitue un thème de recherche très largement ouvert aux analyses pluridisciplinaires. Les sciences sociales et plus particulièrement l'ethnoécologie contribuent à donner à ces analyses une dimension humaine trop souvent négligée dans les travaux naturalistes. Près de 15 millions de personnes à travers le monde appuient leur système de subsistance sur la consommation et l'utilisation de ressources tirées des forêts denses humides (Bahuchet & P. Grenand, 1994). En Amazonie, ce sont près de 561 000 Amérindiens et plusieurs centaines de milliers de Métis (P. & F. Grenand, 1994) qui tirent des ressources forestières une part essentielle de leur régime alimentaire. Cela fait inévitablement de la compréhension des faits sociaux inhérents à leur exploitation une composante essentielle des recherches menées dans cette perspective.

Les questions auxquelles tentent de répondre les ethnoécologues sont les suivantes :

- Quelles sont les modalités sociales et les techniques mises en oeuvre par les sociétés sylvicoles pour exploiter les ressources naturelles ?
- Sont-elles, comme l'a suggéré Balée (1989) à propos de bon nombre de sociétés amérindiennes d'Amazonie, davantage des gestionnaires (*managers*) que des prédateurs (*foragers*) de ces ressources ?
- Enfin, des modèles de gestion durable et efficace de la biodiversité peuvent-ils être élaborés à partir des savoirs et des savoir-faire qu'elles mettent en pratique quotidiennement ?

Ces questions soulèvent dans les sciences sociales et naturelles un débat dont la portée s'étend bien au delà de la communauté scientifique, comme en témoigne l'intérêt

que les politiques accordent à la gestion des ressources naturelles et à leur préservation. Ces questions sont abordées dans la contribution de Ouhoud-Renoux sur les Wayãpi.

1.2. L'AMAZONIE ET L'ABONDANCE : RETOUR À L'HISTOIRE

Avant d'aborder la réalité contemporaine, il convient de rappeler que l'aspect de virginité qui a caractérisé l'Amazonie pratiquement jusqu'au dernier quart du XX^e siècle est largement une production historique. L'archéologie et l'histoire nous montrent que le peuplement ancien se répartissait harmonieusement sur l'ensemble du territoire, occupant aussi bien la côte et les fleuves que les interfluves, ce qui impliquait des gestions des ressources du monde sauvage assez différentes de celles d'aujourd'hui.

Les évidences archéologiques et linguistiques, mais aussi les traditions orales indiquent sans ambiguïté que les hommes ont beaucoup bougé en Amazonie et qu'une forte compétition pour accéder aux meilleurs territoires a présidé à ces mouvements (Roosevelt, 1980). On sait aujourd'hui que l'effet combiné des épidémies, des missions religieuses et du travail forcé (Hemming, 1978), ont vidé cet immense territoire de ses habitants, ce qui a nécessairement diminué considérablement la pression humaine sur le milieu naturel dans les régions isolées. Les sociétés amérindiennes qui ont survécu dans ces régions difficiles d'accès, sensiblement moins diversifiées politiquement et économiquement que les sociétés précolombiennes, ont ainsi pu développer des économies de l'abondance, politiquement acéphales, où la chasse, la pêche et la cueillette occupaient une place centrale et où l'agriculture sur brûlis dominée par le manioc assurait la sécurité alimentaire. Le discours scientifique contemporain sur l'adaptation des peuples amazoniens est en fait fondé sur ces sociétés post-colombiennes.

Progressivement, les colonisateurs vont étendre leur contrôle de plus en plus en amont sur les affluents de l'Amazone, de l'Orénoque et sur les rivières des Guyanes : en conséquence les sociétés post-colombiennes vont de nouveau connaître la décadence démographique, la pression des missionnaires et le travail forcé (Hemming, 1987).

Ce processus, particulièrement violent au XIX^e siècle mais atteignant les différentes régions concernées de façon très inégale, va perdurer pratiquement jusqu'à nos jours, où il sera relayé par la mondialisation. Cette évolution aura pour conséquence de modifier profondément le rapport des Amérindiens au territoire.

Classiquement la notion de propriété foncière n’existait pas. Le territoire, dont chaque membre d’une communauté était un usufruitier, ne se définissait qu’en fonction de son exploitation et pour la seule durée de cette exploitation. C’est la dure expérience de l’invasion massive de leurs terres par des populations allogènes qui obligea les Amérindiens à reconsidérer leur position, les amenant à concevoir des bornes à leur territoire et surtout à en réclamer la garantie des limites au niveau national et aujourd’hui international.

1.3. L’EXCEPTION AMAZONIENNE : LA FIN D’UN MYTHE

Depuis Rio 92, les sociétés amazoniennes sont devenues, aux yeux du grand public, l’exemple emblématique de la gestion équilibrée de l’environnement. Cette reconnaissance a cependant un goût amer car, pour de très nombreuses sociétés indigènes, elle intervient trop tard. En effet ces sociétés *modèles* ou presque s’inscrivent dans ce que nous avons défini il y a quelques années (P. & F. Grenand, 1994) comme des économies “totalement autosubsistantes” ou “basiquement autosubsistantes”, soit 34% seulement des sociétés de la Grande Amazonie. Si l’on se penche sur les sociétés étudiées dans le présent rapport, aucune d’entre elles n’entre dans la première définition et deux seulement, les Wayana et les Wayãpi (dont l’exemple est développé ici par F. Ouhoud-Renoux), dans la seconde. Il faut cependant nuancer le propos en affirmant que de plus en plus la gestion du milieu, à l’intérieur d’une culture, varie d’une communauté à l’autre, voire d’une famille à l’autre : c’est ce qui semble transparaître du travail de T. Henfrey chez les Wapishana.

En vérité, le développement anarchique de la Grande Amazonie submerge depuis trente ans les populations forestières qui se trouvent face à un dilemme : plus elles ont les moyens de valoriser, par un combat identitaire, leur système de valeurs écologique ou culturel, plus celui-ci s’écarte de leur pratique économique, qui vise, elle, à tirer parti des richesses du terroir dans une perspective libérale.

Si ces bénéfices sont parfois gérés collectivement, on assiste la plupart du temps à l’émergence d’initiatives individuelles ou familiales. Des ressources comme l’or ou le bois sont au cœur de cette évolution, mais la vente de gibier, de poisson et d’animaux vivants fournit également des revenus importants. Certes les populations indigènes ou les Noirs Marrons sont loin d’être les seuls à se livrer à des prélèvements abusifs sur la faune, mais l’on sous-estime trop souvent le fait que leur savoir et leur savoir-faire font d’eux des prédateurs particulièrement efficaces et redoutables.

1.4. VERS LA FIN D'UNE PRÉDATION VIABLE ?

Paradoxalement, la chasse, la pêche et la cueillette restent des activités primordiales, ainsi que nous le verrons dans les pages qui suivent, même chez les sociétés qui en tirent des revenus (voir le travail de T. Roopnaraine pour la Barima River et celui de F. Ouhoud-Renoux pour les Palikur). De plus elles s'inscrivent encore pour beaucoup de communautés dans une conception cohérente du monde, comme le montre pour les Wayana, le travail de M. Fleury ou pour les Wapishana celui de T. Henfrey. Enfin foncièrement masculines, les activités de prédation sont le pendant vital de l'agriculture dominée par les femmes. Y renoncer reviendrait pour la plupart des Amérindiens et des Noirs Marrons à perdre leur âme.

Pourtant, sédentarisation, économie monétaire et prédation viable apparaissent de plus en plus comme inconciliables. M. Fleury (1998) le souligne excellemment : "On assiste dans ces sociétés à un mouvement inverse du nôtre dans la perception de la place de l'homme dans la nature : le passage d'une vision holiste où l'homme fait partie de la nature et doit traiter avec elle en la respectant, à une vision moderne où il se pose en dominateur de la nature. Cette dernière est le résultat du reflet de notre propre société occidentale. N'est-ce pas l'argent, ou plus largement l'économie marchande qui dirige nos sociétés ? L'argent y donne le pouvoir de manière encore plus ostentatoire que les *obia* dans la tradition aluku. Ce changement dans l'attitude vis-à-vis du milieu naturel ne résulte-t-il pas du fait d'avoir pris la société occidentale pour modèle ?"

Que ce soit en Guyane Française et en Guyana, il est clair que ce modèle est de plus en plus prégnant et que sa progression, associée à une forte consommation, a été fulgurante au cours de la dernière décennie. Dans certaines régions comme le haut Maroni, le bas Oyapock, ou autour d'Iracoubo (Sordet, 1998) la pression sur les ressources naturelles est aggravée par la concurrence croissante entre communautés ethniques ou avec des migrants.

Enfin, la destruction des habitats, en particulier ceux des cours d'eau pollués par l'exploitation aurifère et la fragmentation du massif forestier, affectent directement les populations animales. Hier gestionnaires de leur milieu, les peuples des forêts doivent aujourd'hui de plus en plus s'adapter à des facteurs qu'ils ne contrôlent plus, alors qu'une forte cohésion sociale leur serait plus nécessaire que jamais.



photo 24 : Des pêches trop intensives et la pollution par les activités minières entraînent parfois une raréfaction des ressources halieutiques, comme c'est le cas dans le haut Maroni; ici une pêche collective à la nivrée chez les Aluku (haut Maroni, Guyane Française). (cliché M.Fleury, 1987)



photo 25 : La grande iguane (Iguana iguana) recherchée pour sa chair et pour ses oeufs par tous les populations rurales des Guyanes est un bon exemple de gibier en voie de raréfaction. (cliché M.Fleury, 1988)

2. DES EXEMPLES CONCRETS

2.1. WAYĀPI DE TROIS SAUTS : UN CAS PRESQUE IDÉAL DE PRÉDATION ?

Rédacteur : François OUHOUD-RENOUX

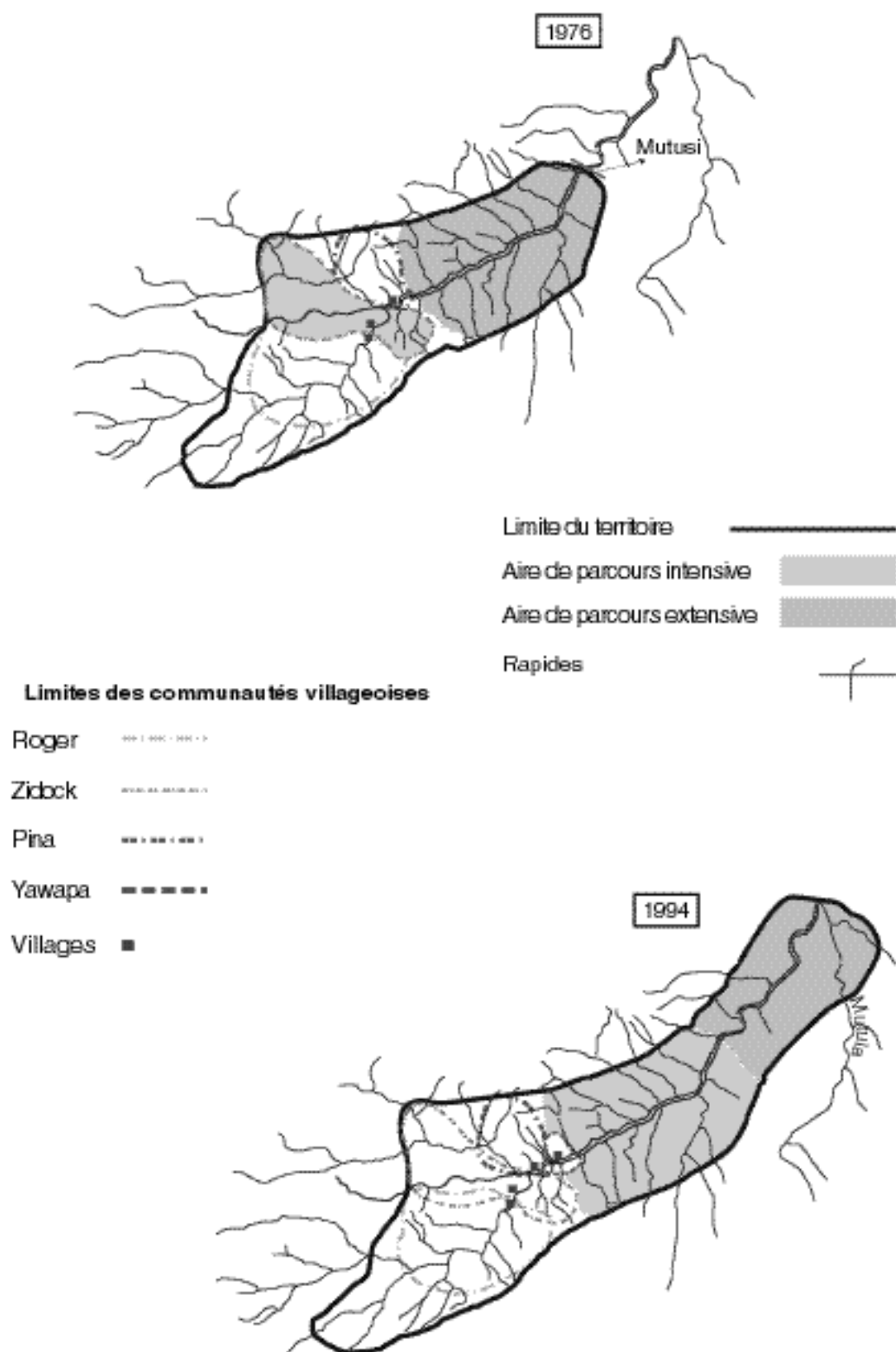
2.1.1. Introduction

Les stratégies d'exploitation des ressources forestières des amérindiens Wayãpi installés dans le haut Oyapock en Guyane française et par extension leur dynamique d'occupation du territoire sont soumises à des contraintes socio-historiques et écologiques pesant de manière sensible sur le choix et la quantité des ressources naturelles qu'ils exploitent. L'adaptation à ces contraintes sera analysée selon une approche diachronique, afin de mettre en lumière la capacité d'ajustement au changement dont ont fait preuve les Wayãpi durant ces vingt dernières années. Loin de constituer un modèle de gestion des ressources forestières, leurs stratégies peuvent néanmoins alimenter la base de connaissances sur laquelle pourraient s'appuyer des politiques de gestion durable et efficace de la biodiversité dans le contexte amazonien.

2.1.2. Méthodologie

Les données présentées ici s'appuient sur une comparaison des résultats de deux enquêtes quantitatives sur la production de la prédation wayãpi : l'une effectuée durant le cycle annuel 1994-95 (Ouhoud-Renoux, 1998) dans le village Zidock (cf. Carte 11) et l'autre menée en 1976-77 (P. Grenand, 1993 ; P. & F. Grenand, 1996a, 1996b) dans ce même village. La population considérée dans l'enquête la plus ancienne, que j'appellerai pour la commodité de l'exposé l'enquête de référence, renvoie à la totalité des habitants du village, soit 125 personnes ravitaillées par 29 hommes âgés de plus de 15 ans alors que l'échantillon considéré dans l'enquête la plus récente concerne un ensemble de 14 hommes résidant dans le même village qui compte actuellement 212 personnes, ce qui en fait l'établissement amérindien le plus important du haut Oyapock. Cet échantillon représente 25% des producteurs âgés de plus de 15 ans et chacun d'eux ravitaille en moyenne 4,71 personnes contre 4,31 dans l'enquête de référence.

L'analyse comparative porte sur la productivité différentielle des adultes et met en balance les rendements annuels réalisés par un producteur au cours de ses activités de prédation, c'est-à-dire la chasse, la pêche et la collecte ainsi que les différentes catégories de ressources exploitées, à savoir : les mammifères, les oiseaux, les reptiles, les poissons, les fruits et les ressources *diverses* (cf. Tableau 39). Enfin, une attention particulière est portée à l'analyse croisée des rendements liés à certaines ressources d'origine animale et aux outils de prédation empruntés au monde moderne, dont nous verrons que l'efficacité a contribué à modifier de manière sensible le régime alimentaire des Wayãpi du haut Oyapock.



Source : P. Grenand et F. Ouhoud-Renoux, 1997

0 10 20 km

Carte n°11: Aires de parcours exploitées par les Wayãpi en 1976-77 et 1994-95

Les enquêtes ont été quotidiennes, recueillant les informations directement auprès des hommes, femmes et enfants qui composent les maisonnées retenues. La quantification des productions journalière, mensuelle et annuelle de chaque producteur s'appuie sur deux principes de calcul. Il a été associé à chaque ressource exploitée un poids moyen brut, exprimé en kilogrammes, calculé sur la base de données issues de la littérature naturaliste (Haverschmidt, 1968; Grzimek, 1974; Emmons & Feer, 1990), elles-mêmes réévaluées à partir de nombreuses mesures effectuées sur le terrain à l'aide d'outils appropriés (balance et peson). Les valeurs moyennes ainsi obtenues (cf. Tableau 39), considérées comme des valeurs standard, furent ensuite appliquées aux différentes catégories de ressources rapportées au village par les producteurs.

Famille	espèce	nom wayäpi	poids moyen
MAMMIFERES			
Agoutidae	<i>Agouti paca</i>	paa	8,030
Bradypodidae	<i>Bradypus tridactylus</i>	a'ikay	4,800
	<i>Choloepus didactylus</i>	a'ie'e	6,900
Callitrichidae	<i>Saguinus midas</i>	kusilipiyũ	0,485
Cebidae	<i>Alouatta seniculus</i>	akiki	7,710
	<i>Ateles paniscus</i>	kwata	8,280
	<i>Cebus apella</i>	ka'i	3,020
	<i>Cebus olivaceus</i>	ka'iwololo	3,250
	<i>Pithecia pithecia</i>	yaliki	2,000
	<i>Chiropotes satanus</i>	kusiu	3,000
Cervidae	<i>Mazama americana</i>	so'o	32,000
	<i>Mazama gouazoubira</i>	kaliaku	14,500
Dasypodidae	<i>Dasypus novemcinctus</i>	tatue'e	4,500
Dasypodidae	<i>Dasypus agouti</i>	akusi	4,350
	<i>Myoprocta aconchy</i>	akusiway	1,120
Tapiridae	<i>Tapirus terrestris</i>	tapi'i	222,000
Tayassuidae	<i>Tayassu pecari</i>	tayau	31,080
	<i>Tayassu tajacu</i>	taitetu	20,960
REPTILES			
Chelidae	<i>Phrynosoma macleayi</i>	ayuluta	3,600
Crocodylidae	<i>Paleosuchus palpebrosus</i>	yakale	10,200
Iguanidae	<i>Iguana iguana</i>	yamaka	1,990
Pelomedusidae	<i>Podocnemis unifilis</i>	tawalu	6,000
Teiidae	<i>Ameiva ameiva</i>	teyu	0,500
Testudinidae	<i>Geochelone denticulata</i>	yäwi	2,990
famille	espèce	nom wayäpi	poids moyen
Poissons			
Callichthyidae	<i>Callichthys callichthys</i>	amata	0,070
Characidae	<i>Acestrorhynchus falcatus</i>	aikã	0,050
	<i>Boulengerella lucia</i>	pilapuku	1,140
	<i>Charax pauciradiatus</i>	pilasingway	0,150
	<i>Cyphocharax helleri</i>	kululupi	0,010
	<i>Hemiodopsis quadrimaculatus</i>	yalaki	0,050
	<i>Hoplias aimara</i>	tale'i	4,275
	<i>Hoplias malabaricus</i>	tale'isi	0,150
	<i>Leporinus despaxi</i>	walakuwili	0,020
	<i>Leporinus friderici</i>	kaunali	0,610

	<i>Leporinus melanostictus</i>	walakupitã	0,260
	<i>Myleus pacu</i>	paku	1,705
	<i>Myleus rhomboidalis</i>	kumalu	1,915
	<i>Myleus rubripinnis</i>	pakupitã	0,900
	<i>Myleus ternetzi</i>	pakusi	0,140
	<i>Petits Characidae spp.</i>	Piki	0,020
	<i>Prochilodus rubrotaeniatus</i>	kullmata	0,870
	<i>Serrasalmus humeralis</i>	ipilây	0,100
Cichlidae	<i>Cichlidae spp.</i>	Akala	0,020
	<i>Crenicichla johannae</i>	yakunã	0,100
	<i>Crenicichla saxatilis</i>	matawale	0,050
Gymnotidae	<i>Gymnotus carapo</i>	alapo	0,050
	<i>Sternopygus macrurus</i>	molokisi	0,050
Locariidae	<i>Locariidae spp.</i>	Mili	0,090
Siluridae	<i>Ageneiosus brevifilis</i>	matupe	0,620
	<i>Hemiodoras carinatus</i>	waku'i	0,605
	<i>Pimelodus ornatus</i>	pilatuleãkã	0,220
	<i>Pseudopimelodus zungaro</i>	yawanukunuku	0,100
	<i>Pseudoplatystoma fasciatum</i>	suluwi	4,920
	<i>Siluridae spp.</i>	mani'i	0,020

famille	espèce	nom wayãpi	poids moyen
Oiseaux			
Anatidae	<i>Oxyura dominica</i>	sekululu	0,420
Anhingidae	<i>Anhinga anhinga</i>	kalala	1,400
Columbidae	<i>Leptotila rufaxilla</i>	yelusi	0,170
Cotingidae	<i>Cotinga spp.</i>	Winame	0,080
	<i>Perissocephalus tricolor</i>	ayãleati	0,350
Cracidae	<i>Crax alector</i>	mitũ	2,720
	<i>Ortalis motmot</i>	alãkwã	1,090
	<i>Penelope marail</i>	malay	1,090
	<i>Aburria pipile</i>	kuyuwi	1,510
Icteridae	<i>Psarocolius decumanus</i>	yapu	0,270
Psittacidae	<i>Amazona farinosa</i>	kule	0,660
	<i>Ara macao</i>	alala	1,110
	<i>Derophtus accipitrinus</i>	malakanã	0,240
	<i>Pionus menstruus</i>	kullkull	0,270
Phasianidae	<i>Odontophorus gujanensis</i>	ulu	0,400
Psophiidae	<i>Psophia crepitans</i>	yakami	1,070
Rallidae	<i>Aramides cajanea</i>	alaku	0,420
Ramphastidae	<i>Pteroglossus aracari</i>	pini	0,270
	<i>Ramphastos tucanus</i>	tukane'e	0,540
	<i>Ramphastos vitellinus</i>	kilo	0,380
Tinamidae	<i>Crypturellus cinereus</i>	inãmupiyũ	0,550
	<i>Crypturellus variegatus</i>	suwi	0,420
	<i>Tinamus major</i>	inãmu	0,940
Trogonidae	<i>Trogon viridis</i>	uluku'a	0,080

famille	espèce	nom wayäpi	poids moyen
Divers			
Ampullaridae	<i>Asolene sinamarica</i>	uluwa	0,040
Curculonidae	<i>Rhynchophorus palmarum</i>	pisu	0,010
Leptodactylidae	<i>Leptodactylus knudseni</i>	yuwe	0,300
Meliponidae	Miel de diverses espèces	ei	-
Pelomedusidae	Oeufs de <i>Podocnemis unifilis</i>	tawalulupl'a	0,040
Potamonidae	<i>Fredius denticulatus</i>	uwa	0,050
Fruits			
Anacardiaceae	<i>Spondias mombin</i>	akaya	0,012 ^(a)
	<i>Tapirira guianensis</i>	tatapilili	*
Apocynaceae	<i>Lacmellea aculeata</i>	tapeleyuwa	*
Burseraceae	<i>Tetragastris altissima</i>	yaya'i	*
Caryocaraceae	<i>Caryocar glabrum</i>	pekealã	0,060
	<i>Caryocar villosum</i>	pekea	0,060
Clusiaceae	<i>Rhedia macrophylla</i>	kulupitã	0,100
Mimosaceae	<i>Inga</i> spp.	inga	0,040
Moraceae	<i>Pourouma</i> spp.	kulumã	*
Arecaceae	<i>Astrocaryum paramaca</i>	kunãñã	*
	<i>Astrocaryum sciophilum</i>	mulumulu	*
	<i>Euterpe oleracea</i>	wasey	2,900
	<i>Maximiliana maripa</i>	inaya	*
	<i>Oenocarpus bacaba</i>	pino	10,630
Quiinaceae	<i>Lacunaria crenata</i>	tulumele	*
Sapotaceae	<i>Pouteria guianensis</i>	wau	0,100
Sterculiaceae	<i>Theobroma cacao</i>	walapulu	0,300

Notes : (a) : Les mesures sont relatives au poids moyen d'un fruit; pour les palmiers, au spadice.

* : Aucune mesure n'est disponible pour ces espèces.

Tableau 39. Inventaire et poids moyen brut des ressources animales et végétales exploitées par les Wayäpi du haut Oyapock (valeurs exprimées en kilogramme)

2.1.3. De la norme à l'exploitation des ressources naturelles

Dans toutes les sociétés humaines, la valeur d'un produit et celle du travail fourni sont perçues au travers d'une norme. Les Wayäpi prescrivent, eux, tout simplement de "faire bonne mesure", wote ekoy, conduite qui a pour corollaire d'éviter de "trop en faire", e'ite-piaso. (P. & F. Grenand, 1996b). Ainsi, un chasseur qui tue trop de gibier ou qui ne distribue pas une partie de sa production — lorsqu'il a déjà largement satisfait les besoins de sa maisonnée — "en fait trop". Inversement, celui qui adopte une attitude de fainéant ou au contraire qui distribue trop, a lui aussi un comportement déviant, car dans le premier cas, il ne subvient pas correctement aux besoins de sa famille et dans le second, il dénigre les principes de distribution et d'échange en nourrissant parents et alliés plus qu'il n'est convenable. Tout contrevenant à la règle de la bonne mesure encourt une sanction de la part des esprits, ayã, qui lui infligeront — mais les proches peuvent aussi être visés — une maladie qui peut parfois mener à la mort. La malchance à la chasse et à la pêche, pane, constitue d'ailleurs une des sanctions les plus communes d'un manquement à la norme.

L'univers wayãpi, c'est-à-dire la forêt et le fleuve, est dominé par les esprits, auxquels sont soumis les animaux et sur lesquels les êtres humains ordinaires, à l'exception du chamane, n'ont aucun contrôle. Les bandes d'animaux se déplacent, se font et se défont au gré du bon vouloir de leurs maîtres, *ya*, qui régulent leur abondance ou leur rareté. Ainsi, la quantité de proies que les humains peuvent prélever dans cet univers est aussi liée aux décisions imprévisibles des maîtres des animaux.

C'est pour cette raison que la chasse et la pêche sont considérées par les Wayãpi comme des entreprises hasardeuses (P. Grenand, 1980, 1982 et F. Grenand, 1982) nécessitant de conserver son potentiel de chance, *polã*, pour être menées à bien. Toutefois, comme le souligne P. Grenand (1993), si l'idéologie wayãpi associée à l'entreprise de prédation met en avant la prééminence des notions de hasard et de chance, il est néanmoins possible de soutenir que les captures d'un grand nombre d'espèces animales sont liées à des événements écologiques prévisibles. En ce sens, l'auteur avance qu'en fonction des connaissances précises qu'ils ont de la phénologie des végétaux, du comportement saisonnier des animaux et de la nature de leur régime alimentaire, les Wayãpi élaborent des stratégies de prédation que l'on peut qualifier d'optimales. Dès lors, on peut admettre que cette démarche cognitive d'une part, contribue à amoindrir le caractère hasardeux de l'entreprise de prédation, d'autre part, permet dans bien des cas de l'optimiser.

2.1.4. Les modalités d'exploitation du territoire en 1976 et 1994

Afin de saisir le contexte particulier dans lequel s'inscrit l'analyse diachronique, il me paraît nécessaire de préciser ici quelques points concernant les modalités d'exploitation du territoire qui prévalaient en 1976 et de souligner les ajustements stratégiques que les Wayãpi du haut Oyapock ont opérés depuis lors.

On peut estimer que leur territoire couvrait en 1976 une surface totale de 770 km² (P. Grenand, 1992 : 36). La zone de parcours *exploitée de manière intensive* par les habitants de Zidock lors d'une simple sortie se distribuait de manière concentrique autour du village. Elle chevauchait légèrement les zones exploitées par les habitants des deux autres villages wayãpi du haut Oyapock, Roger et Pina (cf. Carte 11). Il était toutefois de règle de ne pas chasser sur le territoire du village voisin sans y avoir été invité ou sans avoir obtenu l'accord de ses habitants, principe qui reste toujours d'actualité. Un réseau de layons, dont certains sont aujourd'hui abandonnés, maillait cette zone d'une superficie d'environ 160 km². Le territoire *exploité de manière extensive* durant les expéditions était, lui, délimité au nord par le Saut Mutusi, bordure septentrionale du territoire des communautés du haut Oyapock, tandis que sa limite méridionale se situait alors au

niveau de l'actuel emplacement du village Yawapa. Les layons, qui se distribuaient en épi de part et d'autre du fleuve dans cette zone et qui pénétraient de un à cinq kilomètres en forêt, permettaient d'exploiter une surface d'environ 360 km². Le territoire des communautés du haut Oyapock couvre aujourd'hui une superficie que l'on peut évaluer à environ 1 180 km², soit une augmentation de près de 35% de sa surface par rapport à 1976. La zone de parcours exploitée intensivement lors d'une simple sortie par les habitants du village Zidock dont les limites ont été repoussées plus au nord, recouvre une surface d'environ 268 km² (cf. Carte 11).

Ce bref historique des modalités d'exploitation des aires de parcours fréquentées par les Wayãpi du haut Oyapock en 1976-77 et 1994-95 permet de souligner que le fleuve constitue aujourd'hui l'axe linéaire de pénétration de deux zones de parcours qui se chevauchent mais dont l'exploitation doit être nettement différenciée :

- l'une est exploitée intensivement lors de sorties ne dépassant pas une journée;
- l'autre est exploitée extensivement aux cours d'expéditions de chasse menées sur plusieurs jours.

En 1976, ces deux zones de parcours se juxtaposaient : le village représentait l'axe autour duquel se distribuait en cercles concentriques l'aire de parcours exploitée de manière intensive lors d'une simple sortie pédestre, tandis que le territoire associé aux expéditions, exploité de manière extensive, ne pouvait être atteint qu'à partir du fleuve. Il faut, pour définir les raisons précises d'un tel changement, tenir compte de deux contraintes. La première, d'ordre socio-historique, est liée à la politique de francisation menée par l'administration française à l'encontre des Wayãpi du haut Oyapock à partir des années 70, lorsqu'ils s'installent dans le secteur de Trois Sauts³⁶. Leurrés par les promesses de l'administration et les discours électoralistes des politiciens locaux, les Amérindiens consentirent assez rapidement à endosser la nationalité française, sans bien sûr en mesurer les conséquences pour leur avenir. Celle qui nous intéresse ici n'est pas la moindre, puisqu'il s'agit, en dernière instance, d'empêcher la mobilité de leur habitat.

Le second facteur, consécutif au premier, est d'ordre écologique. La fixation de l'habitat des Wayãpi du haut Oyapock sur un même territoire les a contraints à exercer une forte pression sur le potentiel cynégétique. Cette pression a probablement contribué, comme cela fut déjà décrit à propos de quelques sociétés amazoniennes (Vickers, 1980, 1991; Hames, 1980 ; Hames & Vickers, 1982; Redford & Robinson, 1987), à affaiblir sensiblement, dans la zone de parcours exploitée de manière intensive, l'abondance de certains gibiers, en particulier celle des gros mammifères et des primates les plus imposants³⁷. On constate en outre, dans le courant des années 70, que les subsides octroyés par l'État sont en partie employés à acquérir un grand nombre de fusils

(P. Grenand, 1994) dont l'emploi au détriment de l'archerie a peut-être accéléré la diminution des densités des gibiers cités plus haut. Rappelons ici que les analyses comparant la productivité des groupes amazoniens qui utilisent le fusil et l'archerie ont démontré que le fusil a une efficacité supérieure à celle de l'archerie et un impact à l'évidence négatif sur les densités des gros mammifères (Yost & Kelley, 1983; Redford & Robinson, 1987) et des primates (Hames, 1979). Ainsi, les rendements diminuant dans la zone exploitée de manière intensive, c'est-à-dire dans l'aire de parcours qui se distribue autour du village, les Wayãpi furent contraints de déplacer graduellement la pression de chasse dans une portion du territoire moins fréquentée, en l'occurrence dans celle qui était associée aux expéditions. Ce mouvement s'est amorcé au cours des années 80, bien avant que l'abondance de gibiers qui nichaient dans la zone exploitée intensivement n'ait diminué au point que le rendement de la chasse ne soit tombé au plus bas. Il faut enfin remarquer que la croissance démographique et donc l'augmentation du nombre de chasseurs ont joué un rôle assez négligeable quant à la pression exercée sur le potentiel cynégétique durant au moins la première décennie qui suivit l'installation des Wayãpi dans la zone de Trois Sauts. En effet, on peut estimer que le nombre de chasseurs n'a que faiblement progressé (8,25%), passant de 25 en 1976 à 33 en 1982. Cette remarque pourrait renforcer l'hypothèse selon laquelle l'introduction massive des armes à feu a entraîné une baisse sensible de l'abondance de certains gibiers.

Ce raisonnement appelle surtout une autre conclusion : lorsqu'une communauté totalement autosubsistante estime que ses rendements de chasse baissent, elle déplace son village; si des pressions allochtones quelconques l'en empêchent et l'obligent à la sédentarisation, elle se contente de déplacer sa zone de chasse. Les mêmes stratégies étant employées pour l'exploitation du terroir agricole, on se rend compte que le fait d'utiliser l'arc ou le fusil n'entre donc probablement que faiblement en ligne de compte.

Ces nouvelles modalités d'exploitation du territoire n'ont pu devenir effectives qu'en améliorant l'efficacité des moyens de déplacement. Les voyages à la pagaie devenant de plus en plus longs et pénibles pour atteindre les zones de parcours exploitables lors d'une simple sortie, les Wayãpi ont alors acquis, toujours grâce aux subsides de l'État, des moteurs hors-bord et de l'essence afin de diminuer le temps et l'effort consacrés au trajet. Ce changement s'est opéré aux alentours de 1985, soit après quinze années d'exploitation du même territoire. C'est en effet à partir de cette date que le parc de moteurs hors-bord a augmenté de manière substantielle, puisqu'entre 1985 et 1995 il croît d'un facteur six, passant de 5 à 30 moteurs.

2.1.5. Analyse comparative des rendements

A la lecture de la figure 18, on constate qu'un Wayãpi obtient, en 1994-95 comme en 1976-77, un rendement plus élevé à la chasse que dans les autres activités de prédation, bien que cette activité, hautement valorisée d'un point de vue symbolique, tienne aujourd'hui quantitativement une place moins importante au niveau de la production de la prédation. Les rendements liés à la pêche sont, quant à eux, beaucoup plus importants actuellement, ce qui permet d'affirmer que les produits tirés de cette activité entrent plus qu'hier pour une part substantielle dans le régime alimentaire des Wayãpi.

Si l'on compare à présent les rendements annuels moyens par producteur relatifs aux grandes catégories de ressources (Figure 19), il apparaît que ceux liés aux mammifères et aux oiseaux sont nettement supérieurs dans l'enquête de 1976-77. En revanche, les rendements liés aux reptiles, aux poissons et aux fruits sont supérieurs dans la dernière enquête. Les quantités de ressources diverses collectées sont, elles, quasiment équivalentes. Ces différences sont dues à des facteurs d'ordre écologique mais aussi technologique; j'en donnerai une illustration à partir des données du tableau 40 qui compare, pour chaque type de ressources, les rendements annuels moyens d'un producteur en 1976 et en 1994.

Les mammifères

La baisse du rendement des mammifères constatée dans la dernière enquête est liée en grande partie à une diminution des quantités de gros gibiers capturés au hasard, c'est-à-dire les espèces des genres *Tayassu* et *Mazama*. Je soulignais plus haut que les densités des gros mammifères terrestres et arboricoles avaient probablement atteint dans le courant des années 80 un seuil que les Wayãpi jugèrent minimal et que cet événement était peut-être imputable à l'impact du fusil et à une pression de chasse trop longtemps exercée dans une même zone de parcours. Si cette hypothèse paraît plausible pour cette période, elle doit être réexaminée en ce qui concerne la situation actuelle. En effet, il semble que la pression de chasse exercée sur les gros mammifères dans la totalité des zones de parcours exploitées aujourd'hui (celles liées aux sorties et aux expéditions) n'ait pas eu le même impact. Les rendements liés à *Tayassu tajacu*, à *Mazama gouazoubira* et dans une moindre mesure à *Mazama americana* sont effectivement en nette diminution dans la dernière enquête et l'on peut admettre une relation entre ce fait et une diminution de leurs abondance. Il faut néanmoins souligner que la première espèce, bien que très farouche, continue à être capturée aussi bien dans des zones éloignées du village que

dans la zone anthropisée, particularité qui a déjà été soulignée par des travaux naturalistes (entre autres Peres, 1996 : 120). En ce qui concerne les deux espèces de Cervidés, Emmons & Feer (1990 : 161) accordent que le Daguet gris semble, partout en Amazonie, beaucoup moins fréquent que le Daguet rouge, lequel reste pourtant assez commun dans la zone anthropisée des communautés wayãpi.

Nous sommes donc ici face à une incertitude qui peut se résumer à ces simples questions :

- La diminution des rendements de ces espèces constitue-t-elle la preuve d'une diminution de leur abondance ?
- Révèle-t-elle une capacité adaptative de ces gibiers face à la pression de chasse ?
- Enfin, met-elle en lumière une stratégie de conservation de la faune de la part des Wayãpi ?

Répondre à de telles questions, que l'on peut d'ailleurs formuler pour la plupart des mammifères terrestres et arboricoles, nécessite la collecte de données quantitatives précises sur l'abondance ou la densité de la faune afin de les comparer aux résultats obtenus.

En examinant, dans les deux enquêtes, les rendements associés au Pécari à lèvres blanches (*Tayassu pecari*), on s'aperçoit qu'ils sont relativement proches. Néanmoins, si la comparaison avait été établie à la fin des années 80 — pendant laquelle très peu de Pécaris furent abattus dans le haut Oyapock (P. Grenand, comm. pers.) — l'analyse comparative aurait mis en évidence une très nette diminution du nombre de leurs captures. Cette remarque reste en outre pertinente en ce qui concerne le Tapir (*Tapirus terrestris*) qui, bien que capturé une seule fois durant la dernière enquête par les chasseurs appartenant à l'échantillon, et à trois reprises durant le cycle annuel de l'ensemble des chasseurs du village Zidock, est néanmoins absent des mammifères prélevés durant l'enquête de référence.

Nous constatons qu'il est actuellement délicat de déterminer si la baisse des rendements de chasse aux gros mammifères est imputable :

- à la pression de chasse,
- à des facteurs écologiques particuliers,
- ou tout simplement au hasard de l'enquête.

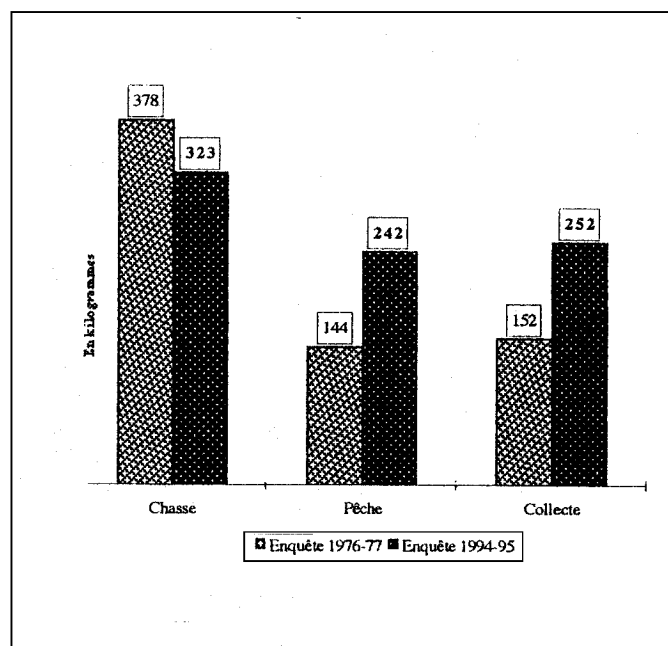


Figure 18 : Wayäpi : rendement annuel moyen par adulte des activités de prédation menées en 1976-77 et 1994-95

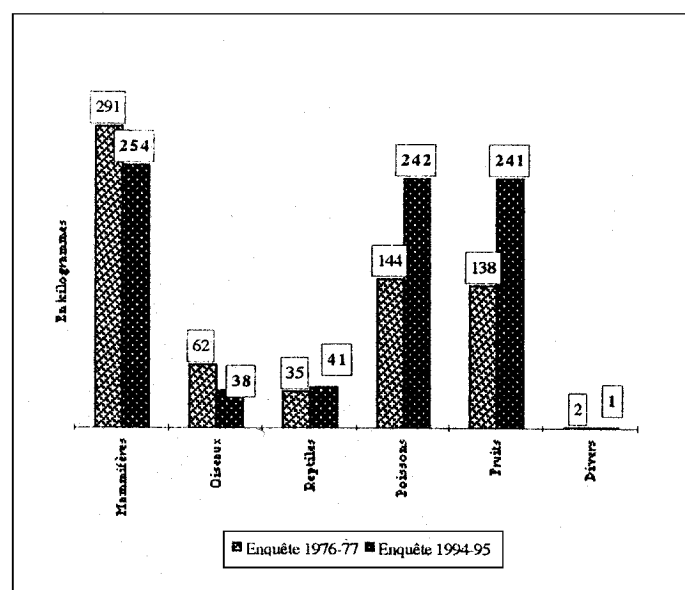


Figure 19 : Wayäpi : Rendement annuel moyen par adulte selon les grandes catégories de ressources exploitées en 1976-77 et 1994-95

Compte tenu du caractère hasardeux de la capture des espèces citées ci-dessus, il apparaît plus pertinent de comparer les rendements relatifs de ce que l'on peut nommer des gibiers d'appoint dont les captures sont en outre optimisées par des facteurs écologiques et éthologiques plus ou moins prévisibles.

Les valeurs reportées dans le tableau 40 montrent que certains gibiers sont capturés actuellement avec une plus grande fréquence. Ceci est particulièrement significatif pour le Paca (*Agouti paca*) dont le rendement est quatre fois plus élevé aujourd'hui qu'en 1976-77. Ce mammifère tient ainsi le deuxième rang au niveau de la production de la chasse, alors qu'il se situait en treizième position en 1976-77.

Si l'on compare à présent les rendements de quelques gibiers d'appoint associés au milieu anthropisé, tels l'Agouti (*Dasyprocta agouti*) et dans une moindre mesure, l'Acouchi (*Myoprocta acouchy*), on constate qu'ils baissent très nettement dans la dernière enquête. L'importance des écarts peut paraître ici surprenante, car l'abondance de l'une et l'autre de ces espèces ne paraît pas avoir diminué, que ce soit en forêt primaire ou secondaire. Il semble en fait que ces écarts soient tout simplement imputables à la sélection que les Wayãpi ont opérée sur certains gibiers en fonction des moyens techniques dont ils disposent et qui permettent d'optimiser leur capture. Ainsi, la diminution du rendement associé à *Dasyprocta agouti* doit vraisemblablement être imputée à la croissance du rendement lié à *Agouti paca*. Cette hypothèse s'appuie en fait sur une démonstration de Vickers (1991 : 69) qui a mis en évidence le même type de relation entre les rendements liés à ces deux mammifères chez les Siona-Secoya. On peut, en outre, admettre que l'augmentation du rendement relatif à *Agouti paca*, mammifère nocturne, est de toute évidence liée au développement de la chasse nocturne, elle-même associée à l'emploi de la lampe frontale.



photo 26 : Un campement de chasse chez les Wayãpi du haut Oyapock (au nord de Trois Sauts, Guyane Française). (cliché J. M. Levy et R. Bacon, 1982



photo 27 : Retour de battue aux pécaris à lèvres blanches (Tayassu pecari) chez les Wayãpi du haut Oyapock (Trois Sauts, Guyane Française). (cliché F. & P. Grenand, 1995)

	Rendement annuel moyen par producteur adulte (en kg) ^(a)		Pourcentage par rapport au total de chaque catégorie de ressources ^(b)	
Mammifères	1976-77	1994-95	1976-77	1994-95
<i>Agouti paca</i>	6,72	29,83	2,38%	11,75%
<i>Alouatta seniculus</i>	43,34	21,48	14,87%	8,46%
<i>Ateles paniscus</i>	19,70	21,29	6,76%	8,38%
<i>Bradypus tridactylus</i>	5,63	5,86	1,93%	2,30%
<i>Cebus apella</i>	12,08	15,53	4,15%	6,12%
<i>Cebus olivaceus</i>	0,41	*	0,14%	*
<i>Chiropotes satanus</i>	0,41	*	0,14%	*
<i>Choloepus didactylus</i>	4,28	1,48	1,47%	0,58%
<i>Dasyprocta agouti</i>	22,50	10,56	7,72%	4,16%
<i>Dasyprocta novemcinctus</i>	0,88	*	0,30%	*
<i>Mazama gouazoubira</i>	17,00	10,06	7,72%	4,16%
<i>Mazama americana</i>	26,48	18,29	9,09%	7,20%
<i>Myoprocta acouchy</i>	2,20	1,20	0,76%	0,47%
<i>Pithecia pithecia</i>	0,14	0,29	0,05%	0,11%
<i>Saguinus midas</i>	0,69	2,15	0,24%	0,85%
<i>Tapirus terrestris</i>	*	15,86	*	6,24
<i>Tayassu pecari</i>	91,10	82,14	31,27%	32,35%
<i>Tayassu tajacu</i>	37,58	17,97	12,90%	7,07%
TOTAL	291,35	253,94	100,00%	100,00%
	Rendement annuel moyen par producteur adulte (en kg) ^(a)		Pourcentage par rapport au total de chaque catégorie de ressources ^(b)	
Oiseaux	1976-77	1994-95	1976-77	1994-95
<i>Aburria pipile</i>	1,51	0,22	2,42%	0,57%
<i>Amazona farinosa</i>	0,75	0,57	1,21%	1,50%
<i>Anhinga anhinga</i>	0,10	0,70	0,15%	1,85%
<i>Ara ararauna</i>	0,30	*	0,48%	*
<i>Ara macao</i>	1,88	0,08	3,00%	0,21%
<i>Aramides cajanea</i>	0,24	0,03	0,39%	0,08%
<i>Aratinga leucophthalmus</i>	0,01	*	0,01%	*
<i>Columba speciosa</i>	0,03	*	0,05%	*
<i>Cotinga spp.</i>	0,26	0,19	0,42%	0,50%
<i>Crax alector</i>	13,32	10,69	21,31%	28,20%
<i>Crypturellus cinereus</i>	0,08	0,08	0,12%	0,21%
<i>Crypturellus variegatus</i>	0,77	0,82	1,24%	2,15%
<i>Deroptyus accipitrinus</i>	0,07	0,15	0,12%	0,41%
<i>Leptotila rufaxilla</i>	0,08	0,32	0,12%	0,83%
<i>Odontophorus gujanensis</i>	0,42	0,40	0,67%	1,07%
<i>Ortalis motmot</i>	*	0,47	*	1,19%
<i>Oxyura dominica</i>	*	0,12	*	0,32%
<i>Penelope marail</i>	3,00	2,33	4,80%	6,15%
<i>Perissocephalus tricolor</i>	0,18	0,15	0,29%	0,40%
<i>Pionus menstruus</i>	0,02	0,02	0,03%	0,05%
<i>Psarocolius decumanus</i>	0,06	0,40	0,09%	1,06%
<i>Psophia crepitans</i>	9,73	11,04	15,57%	29,13%
<i>Pteroglossus aracari</i>	0,49	0,10	0,79%	0,25%
<i>Ramphastos tucanus</i>	20,91	7,42	33,46%	19,58%
<i>Ramphastos vitellinus</i>	4,00	0,05	6,39%	0,14%
<i>Tigrisoma lineatum</i>	0,22	*	0,35%	*
<i>Tinamus major</i>	4,03	1,55	6,45%	4,09%
<i>Trogon viridis</i>	0,03	0,01	0,05%	0,02%
TOTAL	62,49	37,89	100,00%	100,00%

Reptiles	1976-77	1994-95	1976-77	1994-95
<i>Ameiva ameiva</i>	0,08	0,07	0,23%	0,18%
<i>Geochelone denticulata</i>	11,75	9,40	33,15%	23,07%
<i>Iguana iguana</i>	5,98	5,12	16,88%	12,58%
<i>Paleosuchus palpebrosus</i> & <i>Caiman crocodilus</i>	16,18	24,77	45,63%	60,81%
<i>Phrynosops nasutus</i>	0,83	0,51	2,35%	1,26%
<i>Podocnemis unifilis</i>	0,62	0,86	1,75%	2,10%
TOTAL	35,46	40,74	100,00%	100,00%
	Rendement annuel moyen par producteur adulte (en kg) ^(a)		Pourcentage par rapport au total de chaque catégorie de ressources ^(b)	
Divers	1976-77	1994-95	1976-77	1994-95
<i>Asolene sinamarica</i> (E)	0,34	0,32	19,00%	22,89%
<i>Fredius denticulatus</i> (C)	0,23	0,14	12,54%	10,28%
Larves de diverses guêpes	0,07	*	3,80%	*
<i>Leptodactylus knudseni</i> (A)	*	0,23	*	2,08%
<i>Macrobrachium nattereri</i> (C)	0,01	*	0,23%	*
Miel de diverses Mélipones	0,84	0,68	46,56%	49,30%
Oeufs d' <i>Iguana iguana</i>	0,04	*	2,38%	
Oeufs de <i>Podocnemis unifilis</i>	*	0,02	*	1,56%
<i>Rhynchophorus palmarum</i> (I)	0,28	0,19	15,49%	13,91%
TOTAL	1,81	1,38	100,00%	100,00%
	Rendement annuel moyen par producteur adulte (en kg) ^(a)		Pourcentage par rapport au total de chaque catégorie de ressources ^(b)	
Poissons	1976-77	1994-95	1976-77	1994-95
<i>Acestrorhynchus falcatus</i>	0,04	0,03	0,03%	0,01%
<i>Ageneiosus brevifilis</i>	6,65	9,92	4,62%	4,10%
<i>Boulengerella lucia</i>	0,31	3,66	0,22%	1,51%
<i>Callichthys callichthys</i>	0,47	0,04	0,33%	0,01%
<i>Characidae</i> spp.	8,40	2,69	5,83%	1,11%
<i>Charax pauciradiatus</i>	(c)	0,04	*	0,02%
<i>Cichlidae</i> spp.	(c)	0,12	*	0,05%
<i>Crenicichla johanna</i>	1,01	0,07	0,70%	0,03%
<i>Crenicichla saxatilis</i>	*	0,09	*	0,04%
<i>Cyphocharax helleri</i>	(c)	0,02	*	0,01%
<i>Gymnotus carapo</i>	1,06	0,23	0,74%	0,09%
<i>Hemiodoras carinatus</i>	0,21	2,24	0,14%	0,93%
<i>Hemiodopsis quadrimaculatus</i>	*	0,03	*	0,01%
<i>Hoplias aimara</i>	59,70	59,24	41,42%	24,47%
<i>Hoplias malabaricus</i>	1,71	1,15	1,19%	0,47%
<i>Leporinus despaxi</i>	*	0,03	*	0,01%
<i>Leporinus friderici</i>	4,59	8,95	3,19%	3,70%
<i>Leporinus melanostictus</i>	4,18	9,71	2,90%	4,01%
<i>Loricaridae</i> spp.	1,98	5,45	1,37%	2,25%
<i>Myleus pacu</i>	28,77	71,78	19,96%	25,52%
<i>Myleus rhomboidalis</i>	0,79	10,00	0,55%	4,13%
<i>Myleus rubripinnis</i>	5,85	14,69	4,06%	6,07%
<i>Myleus ternetzi</i>	3,72	7,26	2,58%	3,00%
<i>Pimelodus ornatus</i>	0,97	1,40	0,57%	0,58%
<i>Prochilodus rubrotaeniatus</i>	2,58	23,15	1,79%	9,58%
<i>Pseudopimelodus zungaro</i>	*	0,06	*	0,03%
<i>Pseudoplatystoma fasciatum</i>	10,18	16,17	7,06%	6,68%
<i>Serrasalmus humeralis</i>	0,14	1,47	0,14%	0,61%
<i>Siluridae</i> spp.	0,50	1,19	0,35%	0,49%
<i>Sternopygus macrurus</i>	0,25	1,21	0,17%	0,50%
TOTAL	144,06	242,09	100,00%	100,00%

Fruits	Rendement annuel moyen par producteur adulte (en kg) ^(a)		Pourcentage par rapport au total de chaque catégorie de ressources ^(b)	
	1976-77	1994-95	1976-77	1994-95
<i>Ambelania acida</i>	0,16	*	0,11%	*
<i>Astrocaryum paramaca</i>	0,28	1,45	0,20%	0,60%
<i>Astrocaryum sciophilum</i>	*	0,11	*	0,04%
<i>Caryocar glabrum</i>	5,17	0,57	3,74%	0,23%
<i>Caryocar villosum</i>	*	4,15	*	1,72%
<i>Euterpe oleracea</i>	122,83	93,15	88,89%	38,59%
<i>Fusaea longifolia</i>	0,01	*	0,01%	*
<i>Inga spp.</i>	1,29	14,04	0,93%	5,81%
<i>Lacmellea aculeata</i>	0,04	0,64	0,03%	0,27%
<i>Lacunaria crenata</i>	0,72	*	0,52%	*
<i>Macoubea guianensis</i>	0,07	*	0,05%	*
<i>Maximiliana maripa</i>	0,98	3,15	0,71%	1,30%
<i>Mouriri grandiflora</i>	0,01	*	0,01%	*
<i>Myrcia sp. nov.</i>	0,04	*	0,03%	*
<i>Oenocarpus bacaba</i>	4,04	10,23	2,93%	41,51%
<i>Pourouma spp.</i>	*	3,21	*	1,33%
<i>Pouteria franciscana</i>	0,08	*	0,06%	*
<i>Pouteria guianensis</i>	*	0,15	*	0,06%
<i>Pradosia ptychandra</i>	0,10	*	0,07%	*
<i>Rheedia macrophylla</i>	1,38	1,08	1,00%	0,45%
<i>Rollinia mucosa</i>	0,13	*	0,10%	*
<i>Spondias mombin</i>	0,02	2,77	0,01%	1,15%
<i>Talisia longifolia</i>	0,03	*	0,02%	*
<i>Tapirira guianensis</i>	*	0,14	*	0,06%
<i>Tetragastris altissima</i>	0,34	6,00	0,24%	2,49%
<i>Theobroma cacao</i>	0,45	10,59	0,32%	4,39%
TOTAL	138,18	241,42	100,00%	100,00%

Notes concernant l'ensemble du tableau 40 :

* indique que la ressource n'a pas été exploitée lors de l'une ou l'autre des enquêtes.

(a) : rendement annuel moyen pour un producteur : production totale de la ressource divisée par n = 29 (en 1976) et n = 14 (en 1994).

(b) : part de chaque type de ressource rapportée à la production totale de la catégorie : production annuelle de la ressource divisée par la production annuelle de la catégorie de ressource.

(c) : lors de l'enquête de 1976, ces espèces furent regroupées sous l'appellation "Characidae spp".

(A) : Amphibien. (C) : Crustacé. (E) : Escargot d'eau. (I) : Insecte.

Tableau 40. Wayãpi : Rendement par producteur selon chaque type de ressource en 1976-77 et en 1994-95

En effet, si elle constituait, durant l'enquête de référence, un outil encore assez rare que l'on employait de surcroît avec parcimonie, elle est aujourd'hui fréquemment utilisée par tous les adultes. Hames & Vickers (1982 :370) ont d'ailleurs montré que la lampe frontale a aussi contribué à optimiser la capture d'*Agouti paca* lorsque les Yekwana l'ont empruntée.

Si les primates tiennent dans les deux enquêtes une place quasiment équivalente dans la production de mammifères (26,1% en 1976 et 23,8% en 1994), on constate toutefois que le rendement associé aux Singes hurleurs roux (*Alouatta seniculus*) est quasiment deux fois plus élevé dans l'enquête de référence que dans la dernière. Il convient de remarquer que cette espèce semble très sensible à la pression de chasse,

même si certains travaux ont montré que sa densité au kilomètre carré est un peu plus élevée que celles des autres primates (Emmons & Feer, 1990; Robinson & Redford, 1991; Phillips-Conroy & Sussman, 1995). En effet, préférant se camoufler plutôt que de fuir face aux assauts des chasseurs, ce qui est la stratégie commune aux autres primates, *Alouatta seniculus* adopte une attitude de défi qui le rend de fait très vulnérable. L'écart des rendements suggère donc que la densité de cette espèce serait peut-être en diminution dans le territoire exploité actuellement de manière intensive. Il faut toutefois souligner que les rendements de *Cebus apella* (Sapajou fauve) et d'*Ateles paniscus* (Singe atèle) sont en revanche en augmentation dans la dernière enquête. Ce constat me conduit à avancer *in fine* l'hypothèse que l'effort de chasse exercé à l'encontre de ces deux espèces de primates a permis de compenser la diminution du rendement inhérente à *Alouatta seniculus*, dont la chair est d'ailleurs beaucoup moins appréciée culinairement que celle des deux autres espèces.

Les oiseaux

La quantité moyenne d'oiseaux capturés par chasseur est nettement supérieure dans l'enquête de référence : 62,5 kg par producteur en 1976-77 contre 37,9 kg en 1994-95. Il apparaît, d'après l'analyse comparative des rendements relatifs à chaque espèce d'oiseau, que l'écart entre les productions annuelles de 1976 et 1994 est principalement imputable aux captures de *Ramphastos tucanus* (Toucan à bec rouge) et dans une moindre mesure à celle de *Ramphastos vitellinus* (Toucan ariel). La première espèce fut d'ailleurs prélevée en si grande quantité en juillet 1976 que la production liée à l'avifaune fut ce mois-là sensiblement équivalente à celle des mammifères, qui comptait pourtant de nombreuses captures de Pécaris à lèvre blanche. Selon P. Grenand (comm. pers.), le nombre de Toucans tués cette année-là fut exceptionnel. Il faut souligner ici que les fruits d'*Euterpe oleracea* qui entrent pour une part importante dans le régime alimentaire des Toucans à cette période de l'année, étaient encore exceptionnellement abondants au mois de juillet 1976. Il faut souligner également que le régime pluvial qui a caractérisé l'année 1976 a sans doute influé sur la phénologie du palmier *Euterpe*, sa période de fructification, qui s'étend habituellement de janvier à juin, n'ayant débuté qu'en mars pour finir en juillet dans l'enquête de référence. Il est donc fort probable que l'abondance végétale a exercé sur ces oiseaux migrateurs un pouvoir attractif qui les a autorisé pour un temps à différer leur départ de la zone de parcours exploitée intensivement.

L'analyse comparative des rendements montre en outre que les Wayãpi maintiennent une pression de chasse assez soutenue sur trois espèces particulières : *Crax alector* (Hocco), *Psophia crepitans* (Agami) et *Ramphastos tucanus* (auquel on peut secondairement ajouter *R. vitellinus* et *Pteroglossus aracari*) et Si ces dernières représentent, dans l'une et l'autre des enquêtes, plus des deux tiers de la production d'oiseaux (70,3% en 1976 et 76,9% en 1994), il convient cependant de remarquer

qu'outre le rendement de *Ramphastos tucanus*, celui de *Crax alector* est en diminution dans la dernière enquête. Ce bilan est en fait pertinent pour l'ensemble des espèces les plus massives. Les rendements associés à *Ara macao*, *Penelope marail*, *Aburria pipile* et *Tinamus major* (Grand Tinamou) confirment cette tendance, puisque ces derniers diminuent dans la dernière enquête dans des proportions parfois très importantes (de 3 à 20 selon les espèces). Il semble peu probable toutefois que ces écarts soient imputables à une pression de chasse si intense qu'elle aurait contribué à diminuer globalement l'abondance de l'avifaune dans le territoire wayâpi. Mes propres observations permettent d'avancer que la plupart des espèces de Psittacidés et de Toucans, par exemple, y sont partout abondantes. Il apparaît néanmoins vraisemblable que la baisse des rendements associée à *Tinamus major* et aux Cracidés soit liée à la pression de chasse³⁸ exercée dans le territoire exploité de manière intensive. On peut en effet remarquer que ces deux espèces d'oiseaux sont capturées en grande partie durant les expéditions, c'est-à-dire dans une zone exploitée en partie de manière extensive.

Ces quelques remarques permettent d'avancer que les Wayâpi exercent actuellement une pression de chasse moins importante sur l'avifaune que par le passé, en sélectionnant essentiellement un petit nombre d'oiseaux à fort rendement. On peut enfin souligner que la chasse aux oiseaux est coûteuse en cartouches et que de ce fait les chasseurs hésitent très souvent à tuer une espèce dont ils n'apprécient que moyennement la chair; ceci peut en partie expliquer, en dépit de leur abondance, les faibles rendements associés actuellement aux Psittacidés qui durant l'enquête de référence étaient chassés en grande majorité à l'arc et à la flèche.

Les reptiles

Les écarts de rendement associés à la plupart des reptiles sont peu importants, excepté en ce qui concerne celui associé aux Caïmans (*Paleosuchus palpebrosus* et *Caïman crocodilus*) qui est actuellement un tiers plus élevé qu'en 1976-77. Autrefois convoités durant les expéditions menées sur le fleuve dans la zone la plus septentrionale du territoire, ils sont aujourd'hui capturés essentiellement dans trois affluents de l'Oyapock exploités exclusivement lors des expéditions. Comme pour l'*Agouti paca*, il est très vraisemblable que le rendement important inhérent surtout à *Paleosuchus palpebrosus*, chassé la nuit, soit dû à l'emploi de la lampe frontale qui a contribué, là aussi, à optimiser de manière sensible sa capture. Il faut toutefois souligner que seuls les Caïmans adultes d'une taille supérieure à 1m 50 sont abattus, afin de préserver le

potentiel de ce reptile dont les Wayãpi apprécient beaucoup la chair mais dont ils savent aussi qu'il est sensible à la pression de chasse.

Si la Tortue terrestre (*Geochelone denticulata*) tient dans l'enquête de référence le second rang au niveau des ressources collectées et le cinquième rang dans la dernière enquête, on peut néanmoins remarquer que les rendements associés à ce reptile présentent un écart assez faible. Ne faisant pas l'objet d'une pression de chasse très soutenue, l'abondance des Tortues terrestres ne semble pas avoir diminué dans la totalité du territoire exploité actuellement par les Wayãpi. D'ailleurs, la grande majorité des sorties consacrées exclusivement à leur ramassage durant les mois de février et mars est menée en forêt primaire dans la zone de parcours qui était exploitée intensivement en 1976. Cette zone abrite en effet de nombreux peuplements de *Tetragastris altissima* qui, lors de leur fructification, exercent un fort pouvoir attractif sur ce reptile. Les rendements associés à cette activité sont généralement très importants, ce qui tend à confirmer une densité sinon élevée, du moins stable dans le temps, des Tortues terrestres dans cette zone.

L'enquête de terrain a permis de constater que la collecte des œufs d'Iguane (*Iguana iguana*) a diminué en intensité durant ces cinq dernières années, mais on remarque que les rendements associés à ce reptile présentent un écart assez faible. Il convient de souligner toutefois qu'il est principalement chassé durant les expéditions, soit, comme pour les Caïmans, dans l'aire de parcours la plus septentrionale du territoire où il reste relativement abondant. On peut donc avancer que l'abondance des Iguanes a très probablement diminué de manière importante dans au moins deux tiers de la zone exploitée par les Wayãpi, c'est-à-dire là où, justement en 1976, ils effectuaient la totalité de leurs captures.

Les poissons

La pêche constitue chez les Wayãpi l'activité de prédation la plus perméable au changement technique et il apparaît, au vu de l'analyse comparative des rendements relatifs à certaines espèces de poissons, que l'épervier employé de manière continue dès la fin des années 70 et le tramail dès la fin des années 80, ont contribué à augmenter de manière significative la production de poisson.

L'épervier joue en effet actuellement un rôle non négligeable quant aux quantités de poisson capturées annuellement. Si l'on compare les rendements relatifs aux deux espèces de *Myleus* (*M. pacu* et *M. rubripinnis*) les plus couramment pêchées et recherchées (Figure 20) dans les deux enquêtes, on s'aperçoit que leurs captures sont assurées toute l'année durant la dernière enquête, alors qu'elles restent essentiellement liées aux grandes *nivréés*³⁹ du fleuve (mois d'octobre novembre) et à l'emploi de la canne

à pêche (des mois de février à mai) dans l'enquête de référence.

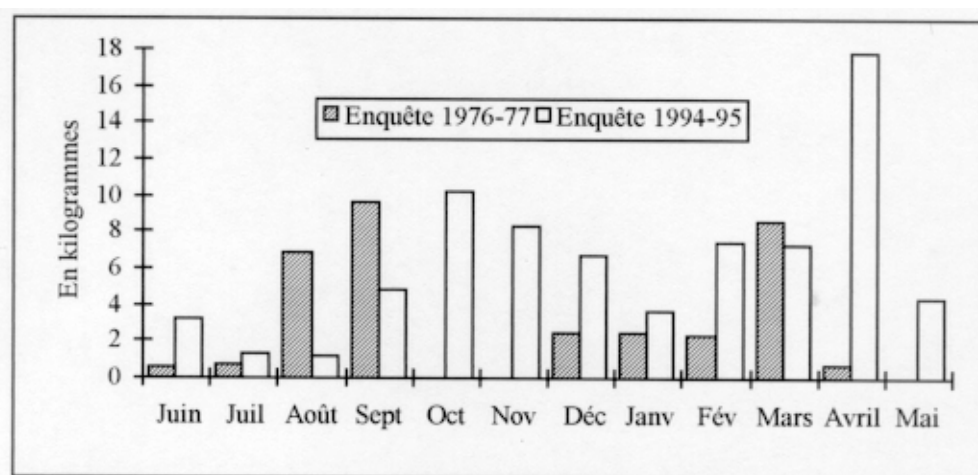


Fig. 20 : Rendement par pêcheur de deux espèces de *Myleus*.

Il est nécessaire de remarquer ici que l'épervier n'est jamais employé durant les grandes *nivrées* du fleuve, alors qu'il permettrait de capturer de manière optimale bon nombre de prises en un temps beaucoup plus court qu'à l'aide d'un arc et de flèches. Il apparaît donc de façon assez claire qu'il y a une disjonction entre la nature de l'outil, son efficacité et la représentation que s'en font les Wayãpi. Ceci tend à confirmer que ces grandes *nivrées* sont, de manière symbolique, plutôt liées à un acte cynégétique qu'à une pratique halieutique.

On peut ensuite souligner que l'épervier ajouté à l'emploi de la canne et du végétal ichtyotoxique permet aujourd'hui de maintenir à un niveau relativement élevé les quantités produites. Ceci est particulièrement pertinent en ce qui concerne les premiers mois de la saison sèche, puisque les quantités de poisson qu'il permet de capturer compensent largement aujourd'hui les faibles quantités produites à la chasse. Il contribue en outre, au tout début de la saison des pluies, à diversifier le régime alimentaire des Wayãpi qui, en 1976 à cette même période, était largement dominé par la viande des mammifères.

En ce qui concerne le tramail, il apparaît encore ici de manière indéniable que cet outil permet d'optimiser la capture d'espèces qui, en 1976, ne constituaient qu'une faible part de la production halieutique. Cette remarque est surtout pertinente en ce qui concerne *Prochilodus rubrotaeniatus* qui migre de façon grégaire chaque année dans le cours supérieur du fleuve Oyapock et de ses affluents pendant les grandes crues ponctuelles de mars et avril. Son rendement est actuellement quasiment dix fois plus élevé qu'en 1976, période durant laquelle cette espèce était capturée essentiellement à l'aide de l'archerie. L'efficacité du tramail permet en outre d'expliquer l'augmentation très nette des rendements liés à quelques espèces du genre *Leporinus* — en particulier

L. friderici et *L. melanostictus* — qui adoptent, elles aussi, un comportement grégaire lors de la période du frai au moment des crues. Enfin, il apparaît que le tramail contribue à optimiser la capture de quelques espèces qui n'étaient capturées qu'assez rarement à l'aide des techniques traditionnelles de pêche. Il en est ainsi, par exemple, de *Boulengerella lucia* qui est aujourd'hui capturé assez fréquemment tout au long de l'année ou de *Hemidoras carinatus* qui, hier, n'était capturé que durant les grandes nivrées et qui est actuellement pêché en assez grande quantité pendant les crues du fleuve.

Il faut noter, en outre, que les Wayãpi au cours de ces quinze dernières années ont sélectionné avec un soin extrême de nombreux matériels importés en fonction de leur qualité, de leur taille (hameçons) et de leur résistance (fils Nylon, bas de ligne en acier). Cette sélection a contribué à optimiser la capture d'espèces de poissons spécifiques. Ainsi on peut remarquer, pour appuyer cette hypothèse, que les rendements de la plupart des espèces du genre *Myleus*, pêchées à l'aide d'une canne selon la technique dite "à la volante", ont augmenté de manière très significative. Si l'on examine plus particulièrement les rendements liés à *Myleus ternetzi* et à *M. rhomboïdalis*, capturés préférentiellement à l'aide d'une canne, on s'aperçoit qu'ils ont augmenté respectivement d'un facteur deux et treize par rapport à l'enquête de référence.

Toutefois, comme en ce qui concerne l'emploi du fusil, il apparaît que les moyens techniques employés dans le cadre des activités halieutiques ont eu aussi une influence sur les densités de certaines espèces. Il est indéniable, par exemple, que les densités de *Myleus pacu* et de *Hoplias aimara* sont beaucoup moins élevées dans la portion du fleuve qui traverse la zone anthropisée qu'à l'extérieur de cette dernière. Enfin, on peut noter que le poids moyen de certaines espèces telles *Ageneiosus brevifilis*, *Pimelodus ornatus* et de quelques espèces de la famille des Loricariidés pêchées actuellement dans cette zone, diminue quelque peu par rapport aux mesures effectuées en 1976. Pour les Loricariidés, ce phénomène doit sans doute être imputé à la pression de pêche très importante qui est exercée à leur encontre à l'aide de l'épervier.

Pour conclure sur les activités de pêche, l'analyse comparative des données d'enquête montre que les outils de pêche importés ont permis, entre autre, d'augmenter de manière substantielle la quantité de protéines tirée des produits halieutiques puisqu'elle passe de 14 g en 1976-77 à 26 g en 1994-95.

Les fruits

Les régimes pluviaux des cycles annuels 1976-77 et 1994-95 ont très probablement influé sur la phénologie de certaines espèces végétales. Cette hypothèse paraît tout à fait pertinente en ce qui concerne *Euterpe oleracea*, dont la période de fructification, en

1976, a été asynchrone par rapport aux autres années. L'abondance des fruits d'*Euterpe* en une période inhabituelle (notamment en juin et juillet) a contribué à modifier sensiblement le régime alimentaire des Wayãpi au tout début de la saison sèche. Les produits de nature végétale y tiennent en effet une place beaucoup plus importante que durant la dernière enquête. Par ailleurs, l'abondance des fruits de palmier a permis d'optimiser les captures de Toucans en juillet, de même les fruits, une fois tombés au sol, ont aussi pour un temps attiré et concentré les Pécaris à lèvre blanche (*Tayassu pecari*). Il est dès lors possible d'avancer l'hypothèse que la fructification, en une période atypique, d'une espèce végétale particulière dont les fruits entrent dans le régime alimentaire de gibiers migrateurs (que leur capture soit optimale ou non) peut influencer sur leur comportement et par conséquent, contribuer à modifier de manière très sensible leur production d'une année sur l'autre.

La cueillette des fruits de *Euterpe oleracea* totalise, à elle seule, près de 88,9% de la production de fruits en 1976 alors qu'elle ne représente que 38,6% en 1994. La forte proportion des fruits de *Euterpe* dans l'enquête de référence permet de souligner que la pression de collecte a été exercée principalement sur cette espèce végétale au détriment d'autres espèces. Ainsi, les rendements de *Oenocarpus bacaba*, *Spondias mombin*, *Tetragastris altissima* et *Theobroma cacao*, qui constituent des fruits généralement très recherchés sont, en 1976, largement inférieurs à ceux de la dernière enquête. Le cas d'*Oenocarpus bacaba* permet d'ailleurs d'illustrer au mieux les variations annuelles de la production de certains types de ressource végétale. Le rendement associé à la cueillette des fruits de ce palmier est en effet pour 1994, vingt-cinq fois supérieur à celui de l'enquête de référence. On peut donc, sans trop extrapoler, affirmer que le régime pluvial et/ou d'autres facteurs écologiques ténus, impossibles à déterminer ici, ont affecté particulièrement la fructification de cette espèce de palmier.

Pour conclure sur les fruits, il est intéressant de noter que certains arbres fruitiers sauvages ont fait l'objet d'une domestication réussie. Il en est ainsi de *Rollinia mucosa* dont le nombre de plants cultivés dans l'enceinte du village permet très probablement de collecter actuellement des quantités de fruits beaucoup plus importantes que celles qu'on pouvait obtenir, en 1976-77, à partir de l'exploitation d'individus sauvages. Il est d'ailleurs fort probable que l'exemple de *Rollinia mucosa* ne confirme qu'une tendance croissante des Wayãpi septentrionaux à pratiquer une arboriculture tournée vers la domestication d'espèces sauvages prélevées en forêt et tournée aussi vers l'exploitation d'espèces cultivées dans le bas Oyapock ou la côte, rapportées de leurs déplacements dans ces régions.

Les ressources "diverses"

Si l'on compare les ressources les plus riches en matière énergétique, c'est-à-dire le miel et les vers palmistes, il apparaît que leurs rendements sont plus faibles dans la

dernière enquête. Il convient de remarquer à propos de la collecte des vers palmistes qu'elle implique l'abattage, par deux fois durant le cycle annuel, d'au moins deux à trois palmiers de l'espèce *Oenocarpus bacaba*⁴⁰ par maisonnée afin de réaliser une récolte acceptable (entre 0,5 et 1 kg). Si l'on étend cette estimation à l'ensemble des maisonnées recensées aujourd'hui dans le village Zidock, c'est entre 50 et 75 palmiers qui devraient être abattus sur l'année. Il faut remarquer que les peuplements de palmiers les plus proches du village ne peuvent soutenir une telle pression. En d'autres termes, la collecte des vers palmistes implique d'investir aujourd'hui beaucoup plus de temps qu'en 1976 dans la recherche et la sélection des palmiers potentiellement exploitables, c'est-à-dire les sujets trop vieux et trop hauts pour pouvoir y grimper afin d'en prélever les fruits. Si les larves sont actuellement collectées principalement dans des peuplements situés dans l'aire de parcours exploitée pendant une simple sortie à la chasse, on peut aussi constater que quelques Wayãpi commencent à abattre des palmiers situés en bordure du fleuve dans la zone la plus septentrionale du territoire lorsqu'ils y mènent une expédition. Les larves sont alors collectées trois à quatre mois plus tard, durant une autre expédition. Ce comportement n'est pas typique de l'échantillon considéré dans l'enquête. Il indique toutefois une augmentation de la pression exercée sur ce type de ressource et met donc en lumière une tendance qui peut se généraliser dans un avenir proche.

Si les quantités de miel produites en 1976-77 et 1994-95 tiennent une place plus ou moins équivalente au niveau des ressources collectées, on constate en revanche une baisse sensible de son rendement durant la dernière enquête. Il faut ajouter à cette remarque que seuls neuf des quatorze producteurs considérés dans l'enquête de 1994-95 ont exploité cette ressource. Même s'il paraît quelque peu hasardeux d'explicitier un tel constat, il est possible sans trop extrapoler d'avancer que le nombre de nids d'abeilles mélipones découverts dans le territoire exploité de manière intensive ne permet plus actuellement de produire suffisamment de miel pour l'ensemble des maisonnées du village Zidock. On peut admettre que la croissance du nombre de producteurs et de consommateurs liés à cette ressource quantitativement limitée a très probablement contribué à générer une telle situation.



photo 28 : Femmes harponnant les petits poissons lors d'une pêche collective à la nivrée chez les Wayãpi du haut Oyapock (Trois Sauts, Guyane Française). (cliché C. Haxaire, 1975)



photo 29 : Récolte des fruits du palmier wasey (Euterpe oleracea) chez les Wayãpi du haut Oyapock (Trois Sauts, Guyane Française). (cliché F. & P. Grenand, 1995)

2.1.6. Conclusion

La politique de fixation de l'habitat des Wayãpi du haut Oyapock les a contraints à exercer depuis le début des années 70 et jusqu'au milieu des années 80 une forte pression de chasse sur le potentiel cynégétique de la zone de parcours qu'ils exploitaient de manière intensive. Associée à l'emploi du fusil, cette pression a selon toute vraisemblance contribué à diminuer l'abondance de gibier à haut rendement qui occupait cette zone, en particulier les grands mammifères et les primates.

Dans le but d'optimiser leurs rendements cynégétiques, et en employant les techniques de navigation importées (moteur hors-bord) ils ont alors déplacé la pression de chasse dans une zone de parcours peu fréquentée et éloignée des établissements villageois. Enfin, l'analyse comparative des moyens techniques employés en 1976-77 et en 1994-95 dans les actes de prédation a montré que ceux-ci ont permis d'optimiser les rendements associés à certains types de gibier (le Paca et les Caïmans) chassés de nuit à la lampe frontale et à certaines espèces de poissons (des genres *Myleus* et *Leporinus*) pêchées à l'aide du tramail et de l'épervier.

Ce faisceau d'innovations a eu pour conséquence de modifier de manière notable le régime alimentaire des Wayãpi sans pour autant en dégrader la qualité puisqu'ils consomment individuellement et quotidiennement aujourd'hui autant de protéines animales sauvages qu'il y a vingt ans (50 g en 1976-77 contre 54 g en 1994-95).

L'analyse diachronique révèle en outre que certains événements écologiques, réguliers ou non, ont sur les rendements associés à certains types de ressources saisonnières des conséquences tout à fait inattendues. On a pu constater en effet que la périodicité variable d'une année sur l'autre de la fructification du palmier *Euterpe* a très probablement modifié temporairement le comportement de certains gibiers migrateurs, tels les Toucans (*Ramphastos* spp.) et le Pécari à lèvre blanche (*Tayassu pecari*) avec pour conséquence l'intensification ou la diminution du nombre de leur capture durant l'une ou l'autre des enquêtes.

On peut ajouter à ce constat que le rendement important associé à *Prochilodus rubrotaeniatus* en mars 1995, bien qu'imputable en grande partie à l'emploi du tramail, doit aussi être lié aux exceptionnelles crues du fleuve qui de toute évidence ont favorisé, plus particulièrement durant la dernière enquête, la migration de cette espèce de poisson. Il est en outre intéressant de noter que l'écart de rendement relatif à la cueillette des fruits

des palmiers *Oenocarpus bacaba* et *Euterpe oleracea* en 1976, ne peut s'expliquer que dans la mesure où la phénologie de la fructification de ce palmier a été modifiée durant la dernière enquête par un ou des facteurs écologiques imprévisibles.

Enfin, la zone de parcours concentrique autour du village, exploitée hier de manière intensive, est encore peuplée de gibier à haut rendement. Un nombre important de Daguets rouges (*Mazama americana*) est capturé chaque année dans les abattis, confirmant que la densité de cette espèce, pourtant sensible à la pression de chasse, reste relativement élevée dans cette zone. Il en est de même en ce qui concerne *Tayassu tajacu* qui continue à être capturé durant les premiers mois de la saison sèche dans la forêt qui ceint les abattis. Ensuite, la relative abondance des captures de Tortues terrestres (*Geochelone denticulata*) dans la zone de forêt primaire entourant la zone de forêt anthropisée peut éventuellement constituer, comme certains auteurs l'ont suggéré (Werner, 1985 in Balée, 1985 : 499), un indicateur assez fiable de la bonne tenue des densités des autres gibiers.

Dès lors, si les densités de certains gibiers ont effectivement diminué à une certaine époque dans la zone de parcours qui se distribue en cercles concentriques autour du village et compte tenu du fait que cette zone n'est plus exploitée aujourd'hui que sporadiquement, il est cependant permis d'avancer que son potentiel cynégétique s'est probablement en partie régénéré. En d'autres termes, il apparaît ici que les Wayãpi ont adopté sur le temps long une stratégie de conservation de leurs ressources cynégétiques. Cette démarche est, à mon sens, absolument comparable au principe de la jachère qui permet d'optimiser le potentiel agricole de leur terroir.

L'hypothèse d'une stratégie conservatrice peut être soutenue par quelques données pertinentes. Si l'on considère comme fiable le modèle de "récolte perdurable"⁴¹ (*sustainable harvest*) élaboré par Robinson & Redford (1991) à propos des mammifères d'Amazonie, il apparaît que seul le nombre des captures de deux espèces de primates (*Cebus apella*, *Ateles paniscus* et dans une moindre mesure, *Alouatta seniculus*), chassés durant l'année 1994-95 sur 50% du territoire (c'est-à-dire 560 km²) par 66 chasseurs, est au dessus du maximum écologiquement viable (Tableau 41). En revanche, le nombre des captures de tous les autres mammifères, y compris ceux sur lesquels est exercée une forte pression de chasse, est très largement en dessous du seuil admis par le modèle⁴².

ordre	famille	espèce	nom commun	pression de chasse
Ongulés	Cervidae	<i>Mazama americana</i>	Daguet rouge	10 fois moins
		<i>Mazama gouazoubira</i>	Daguet gris	15 fois moins
	Tapiridae	<i>Tapirus terrestris</i>	Tapir	4 fois moins
	Tayassuidae	<i>Tayassu pecari</i>	Pécari à lèvres blanche	3 fois moins
		<i>Tayassu tajacu</i>	Pécari à collier	24 fois moins
Primates	Atelidae	<i>Ateles paniscus</i>	Singe atèle	2 fois plus
	Cebidae	<i>Alouatta seniculus</i>	Singe hurleur roux	équivalent
		<i>Cebus apella</i>	Sapajou fauve	3 fois plus
Rongeurs	Agoutidae	<i>Agouti paca</i>	Paca	3 fois moins
	Dasyproctidae	<i>Dasyprocta agouti</i>	Agouti	31 fois moins
		<i>Myoprocta acouchy</i>	Acouchi	33 fois moins

Tableau 41. Wayãpi : pression de chasse et durabilité

Ce constat tendrait donc à soutenir l'hypothèse que les Wayãpi ont bien maintenu sur le temps long une stratégie visant à conserver une grande partie du potentiel cynégétique de leur territoire et ce, en dépit d'une forte croissance démographique et de l'utilisation d'outils de prédation importés et efficaces.

Si les moyens techniques modernes de prédation employés par les Wayãpi ont pu causer une baisse des densités de gibier, il convient d'admettre qu'ils exercent aujourd'hui un fort contrôle social sur les manières d'exploiter les ressources naturelles dont ils disposent, empêchant ainsi toute forme de destruction du potentiel cynégétique, halieutique et de cueillette; cet équilibre est lié à une philosophie de l'évitement des excès en matière de prélèvement, qui normalise l'acte de prédation. Il faut ajouter que la règle du partage et le principe de réciprocité entre parents et alliés assurent à chacun une plénitude alimentaire. Soulignons enfin que l'extension du territoire exploité, dans les limites toutefois du territoire possédé traditionnellement, ainsi que l'absence de compétition allogène sur les ressources sauvages, constituent des facteurs favorisant une exploitation mesurée des ressources. C'est l'ensemble de ces traits culturels et de ces faits sociaux qui semblent garantir la pérennité d'un système de subsistance reposant largement sur l'exploitation de ressources spontanées. Mais de nombreux exemples en Amazonie montrent toutefois, et cette remarque n'est pas contradictoire avec celle que je viens de formuler, que lorsque les produits de la chasse et de la pêche viennent à manquer à un groupe qui fonde son système de subsistance sur ce type de ressources, alors s'ensuit inévitablement une désorganisation sociale qui peut se traduire par un effondrement de la règle du partage, une intensification de la compétition inter- et intra-villageoise sur les faibles quantités

de ressources disponibles, tendant à les amoindrir puis à les anéantir. La cohésion sociale d'un groupe forestier et la disponibilité des ressources naturelles semblent donc être prises dans une fonction symétrique.

Loin d'être achevée, cette recherche mérite bien entendu d'être prolongée par des études complémentaires et pluridisciplinaires. Il en va ainsi d'une confrontation des résultats quantitatifs obtenus sur les enquêtes de chasse et de pêche avec ceux que les naturalistes notamment pourraient nous fournir en ce qui concerne un inventaire précis de la faune disponible dans la zone étudiée. L'originalité, pour le bassin amazonien, de la présente étude menée à quinze ans d'intervalle, à laquelle il faut ajouter celle de Vickers menée sur une période de dix ans chez les Siona-Secoya du nord de l'Equateur (1991), est de montrer l'intérêt de la diachronie. Nous disposons ainsi d'une analyse ethno-écologique unique en son genre au niveau du Plateau des Guyanes.

On sait aujourd'hui que les mammifères et l'avifaune jouent un rôle non négligeable dans la régénération et l'hétérogénéité du couvert forestier tropical, notamment à travers la dissémination des graines. La baisse de densité de certains mammifères frugivores causée par leur surexploitation, induite elle-même par des bouleversement sociaux ou la chasse commerciale par exemple, pourrait donc à long terme modifier la composition de la flore de la zone forestière qu'ils occupent. En outre, le modèle de récolte perdurable évoqué plus haut ne constitue qu'une des approches possibles, compte tenu de la faible quantité des inventaires faunistiques en Amazonie dans les zones chassées.

Il apparaît que des analyses ethno-écologiques associées à des inventaires faunistiques en Amazonie devraient nous conduire à parfaire nos connaissances en ce qui concerne les conséquences de l'action anthropique sur les dynamiques de la faune et de la flore de la forêt tropicale. Ce n'est qu'à partir de ces perspectives de recherche que nous pouvons espérer tenter de poser de manière pertinente les bases de modèles de gestion durable de la biodiversité. En d'autres termes et pour conclure sur cette recherche, si l'on considère aujourd'hui que de nombreuses populations humaines sont susceptibles d'exercer une trop forte pression sur les ressources naturelles dont elles disposent et doivent de ce fait être soumises à de strictes réglementations d'exploitation, il me paraît nécessaire d'analyser et de régler en premier lieu les déséquilibres sociaux qui affectent ces populations (fixation de l'habitat et monétarisation, par exemple) et de vérifier ensuite leur impact réel sur la faune et la flore. Ces précautions scientifiques permettraient sans nul doute d'éviter de leur imposer de nouvelles mesures contraignantes élaborées, trop souvent, sous couvert de prétextes issus d'une pensée écologique institutionnelle.

2.2. PALIKUR : LA FIN D'UNE PRÉDATION VIABLE

Rédacteur : François OUHOUD-RENOUX

2.2.1. Introduction

Parmi les ressources que les Palikur de Saint-Georges tirent du milieu naturel, ne seront retenues que celles liées aux pratiques cynégétiques et à la collecte, les produits halieutiques étant très peu exploités et donc peu susceptibles d'être analysés finement.

La chasse, la collecte et dans une moindre mesure la pêche constituent des activités qui fournissent à chaque Palikur une partie, certes minime, de son alimentation quotidienne mais renvoient à des pratiques hautement valorisées socialement. Aujourd'hui, les contraintes économiques et la pression de sectes millénaristes (Adventistes et Pentecôtistes) génèrent de nouveaux comportements vis-à-vis des produits tirés du milieu naturel.

2.2.2. Protocole d'enquête

L'enquête sur la chasse et la collecte a été menée de septembre 1998 à septembre 1999. Seuls les 10 premiers mois ont été exploités. Elle permet d'apprécier la production annuelle globale, en fonction des contraintes climatiques (saison des pluies et saison sèche) et des contraintes économiques et sociales (travaux liés à l'agriculture, emplois salariés temporaires, disponibilités financières, etc...) qui pèsent de manière sensible sur la production (P. Grenand, 1980, Ouhoud-Renoux, 1999).

Cette enquête a été effectuée selon deux modalités. La première a consisté à dresser la carte du territoire traditionnellement reconnu sur lequel les Palikur exercent leurs activités de subsistance. Il a été procédé à un inventaire des zones de chasse exploitées quotidiennement, dites *zones intensives*, et de celles exploitées temporairement, dites *zones extensives*, liées aux expéditions de chasse menées dans des secteurs éloignés du village. La seconde a consisté en un comptage systématique des produits naturels entrant au village. Afin d'évaluer la quantité brute totale de ces produits, à chaque catégorie de ressource a été affecté un poids moyen en kilogramme calculé durant une précédente étude sur la chasse menée chez les Wayãpi du haut Oyapock (Ouhoud-Renoux, 1998).

Cette partie de l'enquête fut d'abord conduite par mes soins pour être ensuite confiée à un jeune couple palikur francophone résidant dans le village Espérance II. L'enquête menée quotidiennement s'appuie sur des questionnaires fermés dans lesquels sont retenus au moins sept items : l'identité du chasseur, le lieu exploité, la date, la période d'activité, le moyen de locomotion employé, le nombre de participants, le nombre de produits rapportés, les quantités autoconsommée et vendue, enfin pour les mammifères et les oiseaux, leur sexe et leur état de maturité. Ces données constitueront une base utile et nécessaire pour une collaboration entre ethnologues et naturalistes dans

les recherches naturalistes qui seront menées dans la région de Saint-Georges de l'Oyapock.

Les informations recueillies par questionnaire, recoupées avec celles collectées durant l'enquête ethnographique, ont permis sur un total de 49 hommes palikur, de dénombrer 33 chasseurs, répartis dans les villages Espérance I et II, et dont l'âge se situe dans une fourchette de 15 à 59 ans. Compte tenu du nombre total de Palikur ($n = 234$) résidant à Saint-Georges, un chasseur ravitaille en moyenne sept individus soit un peu plus d'individus que ne compte une maisonnée (cinq en moyenne).

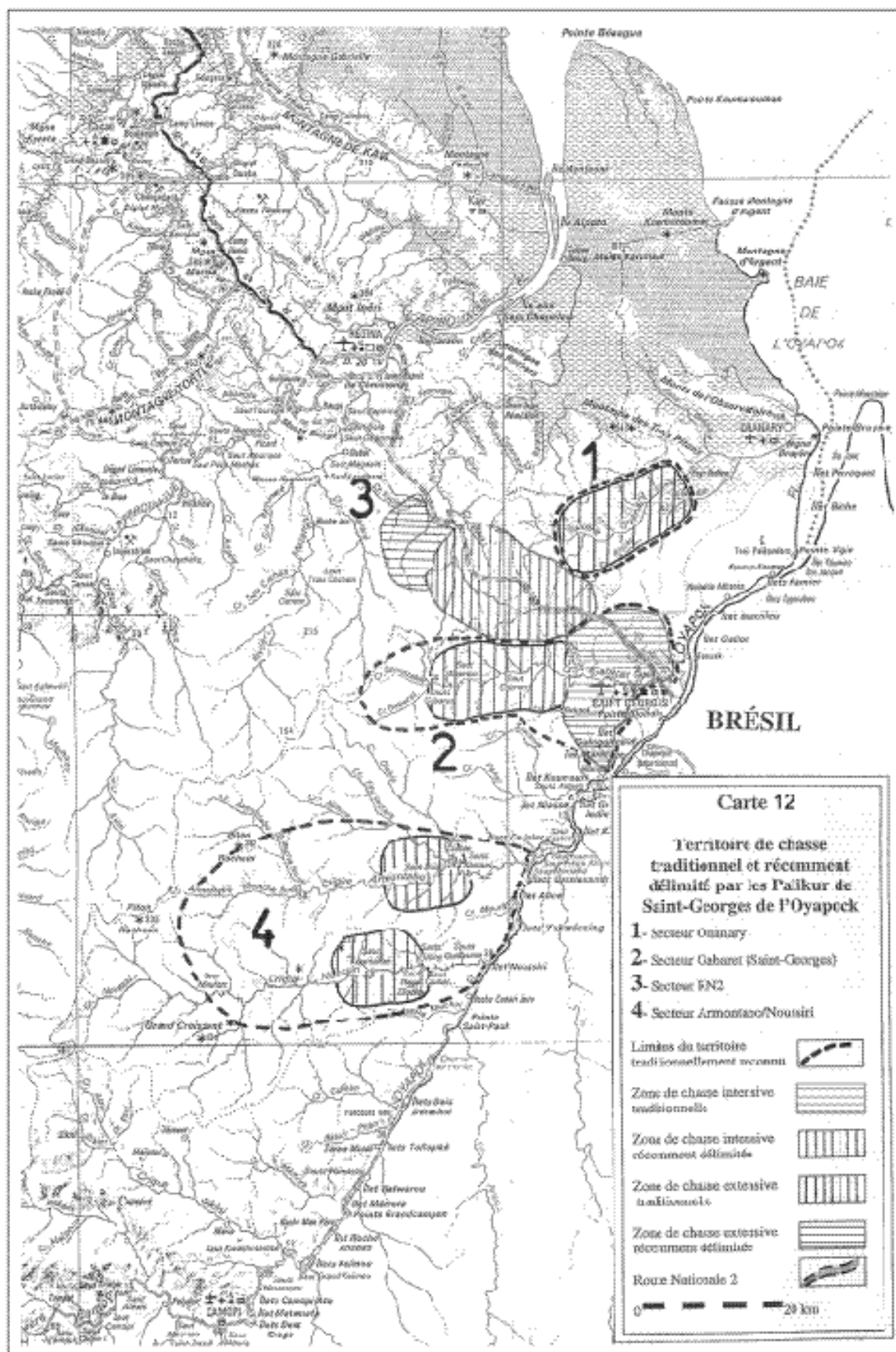
Les résultats obtenus restent soumis à quelque aléas :

- quelques chasseurs furent d'abord réticents à répondre au questionnaire. J'ai donc évalué à 5% la partie de la production qui nous a échappé.
- gibiers ou poissons consommés sur le lieu de chasse, n'ont pu être, eux non plus, comptabilisés. La perte d'information se situe en dessous des 5%.
- enfin, un grand nombre de chasseurs mentionnent préférentiellement leurs grosses et moyennes prises au détriment des petites. Ce fait constitue sans nul doute le biais majeur de ce type d'enquête par questionnaire et ne représente pas moins de 10% du total.

2.2.3. Le territoire de chasse

Aux trois zones sur lesquelles s'exerce une pression de chasse intensive ou extensive, il faut ajouter un quatrième secteur récemment délimité et exploité le long de l'axe de la RN2. La zone de chasse intensive (cf. Carte 12, Secteur 2) située dans un rayon de 10 à 12 kilomètres du village, est exploitée selon un axe défini en demi-cercles concentriques alors que celle située le long de la RN2 est exploitée en épis de part et d'autre de la route. Ces modalités d'exploitation rappellent celles adoptées par les Wayãpi du haut Oyapock (ce volume), étendant leur territoire en aval du fleuve pour compenser la baisse de productivité dans les zones de chasse jouxtant les villages après 15 années d'exploitation intensive.

Le territoire réellement exploité aujourd'hui de manière intensive et extensive couvre une surface d'environ 942 km^2 (cf. Tableau 42). Le territoire traditionnellement reconnu est, pour sa part, de 60% plus vaste puisqu'il couvre une aire de $1\,406 \text{ km}^2$. Si l'on ajoute à ce territoire, le secteur nouvellement exploité le long de l'axe routier Régina-Saint-Georges, c'est une zone de près de $1\,666 \text{ km}^2$ qui est potentiellement exploitable.



Carte 12 : Territoire de chasse traditionnel et récemment délimité par les Palikur de St Georges de l'Oyapock.

	Limites du territoire anciennement définies (km ²)		Territoire réellement exploité (km ²)	Territoire traditionnellement reconnu (km ²)	Total (km ²)
	intensif	extensif			
1- Secteur Ouanary		139	139	139	139
2- Secteur Gabaret	195	174	369	486	486
3- Secteur RN2	195	65	260		260
4- Secteur Armontabo/ Noussiri		174	174	781	781
Total	390	661	942	1 406	1 666

Tableau 42 : Palikur : secteurs et surfaces des territoires traditionnellement exploités et nouvellement définis (surfaces en km²)

L'extension de la zone d'activité de chasse intensive et extensive des Palikur sur les abords de la RN2 (Secteur 3) est liée à la pression grandissante qu'exercent les chasseurs amateurs et professionnels brésiliens dans les autres secteurs, où les Palikur n'ont pas manqué de remarquer depuis quatre à cinq ans une lente mais nette diminution des populations de gibier. Basés principalement à Oiapoque au Brésil, bourgade d'environ 5 000 personnes, les chasseurs brésiliens ne peuvent prétendre étendre leurs activités, en raison des fréquents contrôles que la Gendarmerie nationale et la Légion étrangère exercent dans le secteur de la RN2. Si aucune réglementation de la chasse n'intervient d'ici l'ouverture de la route à la circulation en 2001, les chasseurs professionnels non patentés brésiliens ou guyanais ne manqueront pas d'étendre leurs activités dans ce secteur jusque-là encore inexploité. Pour l'instant, la répression exercée par les Services de l'Etat français⁴³ à l'encontre de la chasse professionnelle non patentée et de la vente illégale de gibier a porté ses fruits. Cependant la demande en gibier reste assez forte dans les grands centres urbains bien que l'offre tende, elle, à diminuer ou plutôt à se faire plus discrète.

2.2.4. Comestibilité des ressources exploitées

Tous les aliments consommables de nature végétale ou animale entrent dans la catégorie *a]ka kabainõ*, "ce qui se mange", opposée à la catégorie, *kakabay a]ka*, "ce qui ne se mange pas". La première inclut non seulement les plantes cultivées, mais aussi la viande (*puikne*) des animaux à quatre pattes, *puiknedsi* (mammifères, reptiles), à deux pattes, *kwivgads*, (oiseaux) ou à nageoires, *im* (poissons). Dans la catégorie des animaux à quatre pattes, les Palikur distinguent des sous-catégories de mammifères, tels les singes, *wakukwa*, les écureuils (*Sciuridae*), *meg*, les souris (*Muridae*), *kuuku*... ou bien encore des grands ensembles de reptiles, tels les tortues terrestres et aquatiques, *wayam*, et les caïmans (*Crocodylidae*), *punamna*. A cette conception du vivant s'applique une distinction fondamentale : à l'instar de la distinction entre plantes domestiques, *amutivui*, et plantes sauvages, *ãgayu*, existe la distinction entre animaux sauvage de la forêt, *kahihotniviye*, dont font partie tous les gibiers, et animaux domestiques des espaces

humanisés, *mahihotniviye*.

2.2.5. Le paradoxe de la pêche

Les Palikur sont traditionnellement un peuple de marais; leurs communautés vivant encore dans les savanes inondées de l'Urucua au Brésil, ou même celles de l'embouchure de l'Oyapock, tirent la plus grande partie de leurs protéines du poisson d'eau douce⁴⁴ ou dans une moindre mesure, d'eau saumâtre.

Si dans les communautés palikur de Saint-Georges, la pêche ne constitue plus aujourd'hui une entreprise de prédation valorisée ni productive, elle est en revanche perçue comme une activité de loisir à laquelle se prêtent volontiers les adultes et les enfants.

Cette nouvelle tendance s'inscrit dans un contexte économique local particulier. Le secteur de la production halieutique est actuellement tenu dans la région de Saint-Georges par les pêcheurs professionnels et occasionnels brésiliens qui écoulent quotidiennement leurs produits sur les marchés des bourgades situées de part et d'autre du fleuve Oyapock, Saint-Georges en Guyane et Oiapoque au Brésil. Leur production, constituée en grande majorité de prises réalisées en eaux saumâtres dans l'embouchure de l'Oyapock, est vendue selon les espèces entre 10 et 15 FF le kilogramme, soit à un prix de vente 4 à 5 fois moins élevé que celui du marché de Cayenne ou du littoral guyanais.

D'autre part, le poisson salé ou boucané (surtout *Cichla monoculus* et *Arapaima gigas*) constitue un des produits phares du troc que les Palikur du territoire brésilien entretiennent constamment avec leurs frères guyanais. Compte tenu des conditions d'approvisionnement quotidien en produits halieutiques et de leur prix de vente attractif, les Palikur avancent qu'il est bien plus rentable de se procurer du poisson sur le marché local plutôt que d'investir en temps, en carburant et en matériel (canot, moteur hors-bord, filets...) dans une entreprise qu'ils jugent très hasardeuse. Cette remarque mériterait d'être analysée au vu du paradoxe qu'elle soulève.

2.2.6. Les productions de la chasse et de la collecte dans l'économie palikur

En effet il n'en va pas de même de la chasse qui reste valorisée et dont nous présentons dans le Tableau 43 et la Figure 21 un bilan quantitatif mensuel et par grande catégorie de gibier.

Comme nous l'avons montré plus haut, les Palikur ne sont pas les seuls à pratiquer cette activité. En effet, si les Brésiliens disposent du monopole de la vente de produits halieutiques, ils exercent aussi leur hégémonie commerciale sur la vente illégale de

gibier. On ne compte pas moins de 30 chasseurs brésiliens dans le secteur du bas Oyapock, dont 4 au moins peuvent être considérés comme des chasseurs professionnels à temps plein non patentés. Ceux-ci ravitaillent essentiellement le marché local français, la législation brésilienne⁴⁶ interdisant sur une grande partie du territoire brésilien, toute forme d'activité cynégétique et par extension la vente de gibier. Les gibiers, principalement le Pécari à lèvres blanches (*Tayassu pecari*), le Tapir (*Tapirus terrestris*), le Paca (*Agouti paca*) et l'Agouti (*Dasyprocta agouti*), sont vendus localement à un prix extrêmement bas, de 25 à 30 FF le kilogramme, comparativement à celui pratiqué sur le marché informel cayennais qui est de l'ordre de 50 à 60 FF.

Bien que très avantageux, le prix du gibier ne constitue pas pour autant, aux yeux des Palikur, un atout susceptible de les détourner des activités cynégétiques. En fait, il apparaît que, comme pour bon nombre de populations amérindiennes continuant à exploiter leur milieu naturel, la chasse est perçue davantage comme une entreprise socialement et philosophiquement valorisée que comme une activité éreintante et fastidieuse.

Rappelons au passage que la mobilisation des chasseurs français contre les nouvelles législations européennes et françaises en matière de pratiques cynégétiques est davantage justifiée par la mise en péril de valeurs historiques et sociales valorisées que liée à la remise en cause d'une occupation ludique ou alimentaire. Les pratiques cynégétiques constituent encore pour les Palikur autant un moyen de garantir une certaine autonomie alimentaire qu'elle permet de mettre en lumière dans et hors de la communauté des valeurs socialement reconnues.

Il faut néanmoins remarquer que si la chasse permet encore aujourd'hui aux hommes palikur de démontrer à leurs parents ou à leur future épouse leur habileté, leur courage, leur force physique et des capacités à exploiter un savoir lié au milieu naturel, elle permet aussi à un certain nombre d'entre eux de tirer un profit financier non négligeable de la vente de gibier. Jadis, le surplus des captures était partagé entre villageois, mais dès les années 70, cette pratique commerciale apparut, la vente s'effectuant alors auprès des Créoles du bourg.

Tableau 43 Palikur : production sur 10 mois des différentes catégories de ressources

	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Total
Mammifères	199,5	837,8	331,9	996,6	158,4	358,7	330,9	376,0	611,7	434,8	*	*	4636,0
Oiseaux	26,0	45,7	55,7	12,2	28,0	18,3	3,9	10,5	12,5	16,3	*	*	229,2
Reptiles	12,2	0,0	0,0	20,4	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	6,0	*	*	48,8
Fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	133,4	197,2	464,0	*	*	794,6
Total	237,7	883,5	387,6	1029,2	186,3	387,2	334,8	520,0	821,4	921,0	*	*	5708,6

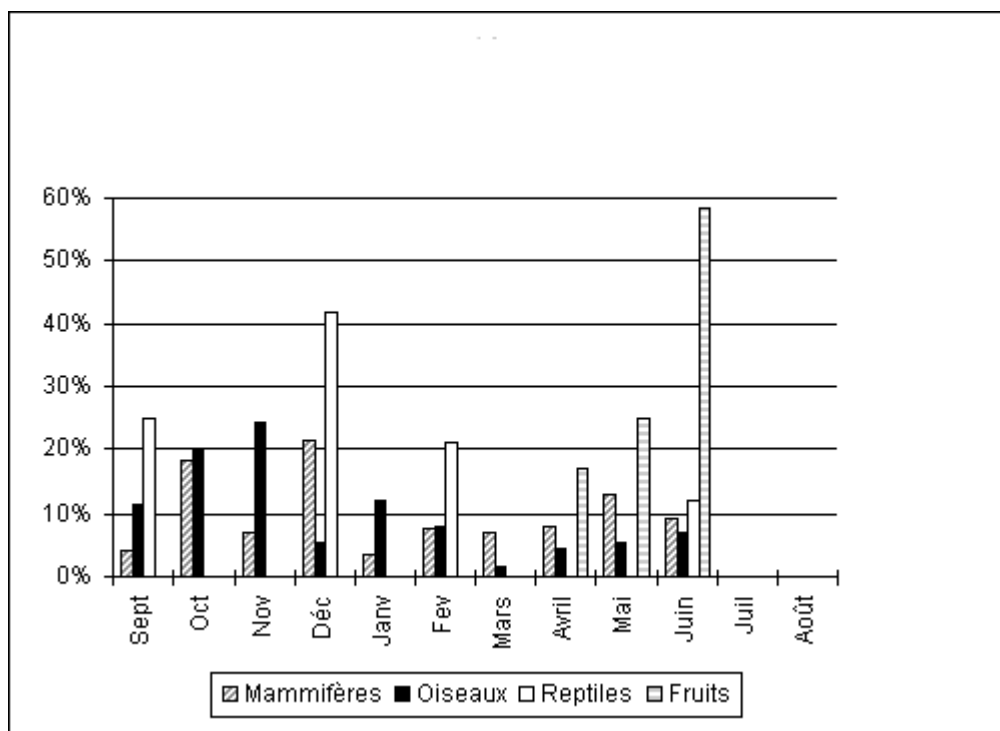


Figure 21 : Palikur : répartition de la production sur 10 mois selon les différentes catégories de ressources

Notre enquête montre qu'aujourd'hui près de 38% du produit de la chasse sont destinés à la vente (cf. Tableau 45a,b,c) pratiquée presque exclusivement au sein de la communauté. Si l'on compare à présent les quantités produites durant les sorties journalières à la chasse et celles liées aux expéditions, dont les volumes sont équivalents (cf. Tableau 46), on s'aperçoit que 50% des prises faites durant cette dernière activité sont vendues contre 26% de celles issues des sorties journalières (cf. Tableau 47). Il convient donc d'admettre que les expéditions de chasse sont davantage tournées vers la vente de gibier au sein même du village; elles permettent en effet d'obtenir un gain annuel non négligeable si on affecte au volume produit les prix de vente moyens pratiqués par les chasseurs palikur sur certaines espèces de gibier vendues au kilogramme ou à la pièce (cf. Tableau 44).

Nom scientifique	Nom commun	Prix
MAMMIFERES		
<i>Tayassu pecari</i>	Pécari à lèvres blanche	20 FF/kg
<i>Tapirus terrestris</i>	Tapir	20 FF/kg
<i>Mazama americana</i>	Daguet rouge	20 FF/kg
<i>Mazama gouazoubira</i>	Daguet gris	20 FF/kg
OISEAUX		
<i>Crax alector</i>	Hocco	150 FF/pièce
<i>Penelope marail</i>	Marail	30 FF/pièce

Tableau 44. Prix de vente moyen pratiqué dans la région de Saint-Georges-Régina pour les gibiers couramment chassés

Il faut noter que la grande majorité des gibiers les plus vendus se situent aussi dans les quinze premiers rangs des 30 espèces chassées par les Palikur (cf. Tableau 46). On retrouve, pour les plus importants des mammifères, le Pécari à lèvres blanche et le Pécari à collier (*Tayassu tajacu*), le Daguet gris (*Mazama gouazoubira*), le Sapajou brun (*Cebus olivaceus*) et le Sapajou fauve (*Cebus apella*) et pour les oiseaux, le Hocco (*Crax alector*), l'Agami (*Psophia crepitans*) et le Marail (*Penelope marail*).

L'inventaire des espèces les plus chassées par les Palikur est assez typique de ceux relevés dans la littérature à propos des communautés de chasseurs du bassin amazonien (Baldus, 1970; Hames, 1979; Fuentes, 1980; Vickers, 1980; P. Grenand, 1980, 1993; Hames & Vickers, 1982; Berlin & Berlin, 1983; Yost & Kelley, 1983; Balée, 1984; Redford & Robinson, 1987; Robinson & Redford, 1991; Kaplan & Kopischke, 1992; Richard-Hansen, 1998), mais il convient d'admettre que les rendements obtenus restent en revanche bien inférieurs à ceux réalisés par les Amérindiens totalement autosubsistants. Ce fait est paradoxal, la chasse constituant pour un certain nombre de Palikur une activité lucrative.

En fait, les pratiques cynégétiques suivent aujourd'hui deux tendances inverses liées à une contrainte d'ordre économique. Nous avons vu plus haut qu'un chasseur ravitaille en moyenne près de 7 individus : comparée à celle calculée pour les Wayãpi du haut Oyapock, totalement autosubsistants, cette moyenne se révèle presque deux fois plus importante (7 individus contre 4).

Ces chiffres indiquent deux choses :

- d'une part l'émergence d'une classe de chasseurs Palikur "semi-professionnels", essentiellement de nationalité française, disposant de moyens techniques et financiers (tirés des subsides de l'Etat et du travail salarié occasionnel) suffisants pour mener à bien leurs expéditions (essence, moteur hors-bord et pirogue) et revendant en partie leur production;
- ils indiquent d'autre part qu'un grand nombre d'hommes (adultes et adolescents) délaissent temporairement ces pratiques, compte tenu des coûts qu'elles imposent, préférant alors acheter du gibier.

La collecte présente un profil sensiblement différent. Cette activité est centrée principalement sur la cueillette des fruits de palmier *wassey* (*Euterpe oleracea*) dont les peuplements sont extrêmement abondants dans les bas-fonds humides du bas Oyapock. Comme l'indique la figure 21, le volume de la collecte représente de 17 à presque 60% du poids total des ressources forestières durant les mois de mai, avril et juin. On constate d'autre part que pas moins de 60% de cette production est vendue dans et hors de la communauté villageoise, au prix de 15 FF le litre de jus obtenu après trituration des fruits. Notons que si la moitié du gibier vendu est capturée durant les expéditions de chasse, la collecte, elle, n'est pratiquée que durant une simple sortie dans une zone située à 4 ou 5 kilomètres du village. Cette activité ne nécessite aucun investissement financier mais requiert en revanche une dépense physique importante, le produit de la collecte étant généralement rapporté au village à l'aide d'une brouette. Cette activité est principalement exercée par la majorité des Palikur récemment immigrés, qui ne disposant que de peu de subsides.

Ajoutons enfin à cette analyse de la chasse un fait sociologique important. Si la culture palikur est encore marquée quotidiennement par les valeurs traditionnelles qui la fonde en l'occurrence, la langue, *parikwene*, mais aussi l'alimentation dont font partie les produits dérivés du manioc ainsi que le gibier ou encore le recours au chamanisme ou aux remèdes à base de plantes médicinales dont l'emploi reste fréquent, il faut souligner que les Palikur fondent néanmoins aujourd'hui plus qu'hier une partie de leur culture sur des principes religieux issus de la pensée occidentale.

45 a	Total		Total		Total			
	vendu	%	consommé	%				
Mammifères	1746,1	38	2889,9	62	4636,0			
Oiseaux	129,4	56	99,9	44	229,3			
Reptiles	0,0	0	48,8	100	48,8			
Total chasse	1875,5	38	3038,6	62	4914,1			
Fruit	481,4	61	313,2	39	794,6			
Total collecte	481,4	61	313,2	39	794,6			
Total	2357,0	41	3351,8	59	5708,7			
45 b	Sortie	%	Expédition	%	Total			
Mammifères	2369,1	51	2266,9	49	4636,0			
Oiseaux	40,0	17	189,3	83	229,3			
Reptiles	28,4	58	20,4	42	48,8			
Total chasse	2437,5	49,6	2476,6	50,4	4914,1			
Fruit	794,6	100	0,0	0	794,6			
Total collecte	794,6	100	0,0	0	794,6			
Total	3232,1	50	2476,6	50	5708,7			
45 c	Sortie				Expédition			
	Vendu	%	Consommé	%	Vendu	%	Consommé	%
Mammifères	637,6	27	1731,5	73	1108,5	49	1158,4	51
Oiseaux	0,0	0	40,0	100	129,4	68	59,9	32
Reptiles	0,0	0	28,4	100	0,0	0	20,4	100
Total chasse	637,6	26	1799,9	74	1237,9	50	1238,7	50
Fruit	481,4	61	313,2	39	0,0	0	0,0	0
Total collecte	481,4	61	313,2	39	0,0	0	0,0	0
Total	1119,1	13	2113,1	37	1237,9	24	1238,7	25

Tableau 45 a,b,c : Palikur : répartition de la production obtenue durant les sorties et les expéditions selon les différentes catégories de ressources, consommées et vendues

FAMILLE	ESPECE	NOM VERNACULAIRE	Production totale en kg. brut	Rendement en kg. brut	Rang -	Autoconsommé (%)	Vendu (%)
---------	--------	---------------------	-------------------------------------	--------------------------	-----------	---------------------	--------------

Mammifères		(n=33)					
Dasypodidae	<i>Dasypus novemcinctus</i>	tat	24,0	0,7	16	75	25
Atelidae	<i>Alouatta seniculus</i>	mauksi	123,4	3,7	6	63	38
	<i>Ateles paniscus</i>	kwat	49,7	1,5	11	33	67
Cebidae	<i>Cebus apella</i>	wakukwa priye	111,7	3,4	7	32	68
	<i>Cebus olivaceus</i>	wakukwa seine	42,0	1,3	13	50	50
	<i>Pithecia pithecia</i>	makanku	2,0	0,1	25	100	0
Callitrichidae	<i>Saguinus oedus</i>	kusir	1,5	0,0	27	100	0
Cervidae	<i>Mazama americana</i>	yit	96,0	2,9	8	33	67
	<i>Mazama gouazoubira</i>	kaiku	174,0	5,3	4	42	58
Dicotylidae	<i>Tayassu tajacu</i>	kavine	691,7	21,0	3	42	58
	<i>Tayassu pecari</i>	paki	2206,7	66,9	1	68	32
Tapiridae	<i>Tapirus terrestris</i>	audiki	888,0	26,9	2	75	25
Dasypodidae	<i>Agouti paca</i>	uwan	64,2	1,9	10	50	50
	<i>Dasypoda agouti</i>	bukutru duwē	152,3	4,6	5	80	20
	<i>Myoprocta acouchy</i>	ku fiway	9,0	0,3	20	88	13
Total			4636,0	140,5			

Oiseaux							
Anhingaidae	<i>Anhinga anhinga</i>	waaduwa	1,4	0,0	28	100	0
Cracidae	<i>Crax alector</i>	timuβu	89,8	2,7	9	30	70
	<i>Penelope marail</i>	magas	26,1	0,8	15	38	63
Psittacidae	<i>Amazona farinosa</i>	surusuru	22,5	0,7	17	79	21
	<i>Ara macao</i>	kawu duwē	5,6	0,2	22	80	20
	<i>Derophas accipitrinus</i>	audikaβga	0,2	0,0	30	100	0
Phasianidae	<i>Colaptes auratus</i>	tuku	1,0	0,0	29	100	0
Psophiidae	<i>Psophia crepitans</i>	maitu	46,1	1,4	12	30	70
Rhamphastidae	<i>Rhamphastos nicanor</i>	yauk	13,5	0,4	19	92	8
	<i>Rhamphastos vitellinus</i>	mwokiabβga	3,4	0,1	23	13	88
Tinamidae	<i>Crypturellus variegatus</i>	inam suiu	2,5	0,1	24	50	50
	<i>Tinamus major</i>	inam	17,0	0,5	18	56	44
Total			229,2	6,9			

Reptiles							
Crocodilidae	<i>Paleosuchus palpebrosus</i>	punamna	40,8	1,2	14	100	0
	<i>Caiman crocodilus</i>	watuu					
Iguanidae	<i>Iguana iguana</i>	iwan	2,0	0,1	26	100	0
Testudinidae	<i>Geochelone denticulata</i>	wayam	6,0	0,2	21	100	0
Total			48,8	1,5			

Fruit							
Arecaceae	<i>Euterpe odorata</i>	was	794,6	24,1		20	80
Total			794,6	24,1			

Tableau 46 : Palikur : rendement par chasseur selon les espèces exploitées et quantité auto-consommée et vendue selon chaque espèce.

Une grande majorité de Palikur, et en particulier les femmes, accorde une grande importance aux principes édictés par divers mouvements religieux tels les adventistes, les évangélistes, les pentecôtistes ou les catholiques qui ont érigé au sein même du village des lieux de culte. L'influence de ces mouvements sur la philosophie palikur et la vie quotidienne implique qu'un grand nombre d'activités traditionnelles ont été en partie abandonnées. Il en est ainsi des fêtes durant lesquelles était consommé la bière de manioc, *wōska*, ou des chants et danses traditionnels qui ne sont plus organisés aujourd'hui que de manière très épisodiques. Il faut ajouter à ce triste constat, le fait que certaines habitudes alimentaires ont, elles aussi, subi une influence pernicieuse des mouvements religieux cités plus haut, surtout parmi les femmes et les enfants. L'ensemble des Singes et des Pécari et plus particulièrement l'Atèle (*Ateles paniscus*) et le Pécari à lèvres blanches, sont considérés par les adventistes comme des animaux impurs impropres à la consommation.

On remarquera dans le tableau 7, que la quantité obtenue en ce qui concerne l'Atèle est extrêmement basse et qu'elle n'est pas due à sa raréfaction. En effet l'analyse des données quantitatives liées aux expéditions de chasse menées sur les criques Armontabo et Noussiri, pourtant très fortement peuplée en Atèles, ne montre pas une pression importante exercée à l'encontre de cette espèce. On notera enfin que, si les quantités indiquées pour les Pécari sont les plus importantes, les rendements par chasseur pour ces gibiers restent excessivement bas, comparés à ceux obtenus par des populations non soumises à ce type d'influence, tels les Wayãpi du haut Oyapock par exemple (ce volume), alors même que cette espèce est partout représentée abondamment. Il semble dès lors qu'on puisse attribuer à ces nouveaux comportements normatifs d'ordre culinaire et culturel une forte influence exercée par les mouvements religieux allogènes.

2.2.7. Les moyens techniques liés aux pratiques de chasse

Tous les hommes ne disposent pas d'un fusil mais on peut inventorier au moins une arme, dans la plupart des cas de calibre 12, dans chaque maisonnée (soit environ 47 fusils pour l'ensemble de la communauté). J'ai pu en outre comptabiliser 8 moteurs hors-bord pour l'ensemble de la communauté pour un parc de trois pirogues monoxyles seulement. Il apparaît de manière assez claire que les Palikur de Guyane, dont le foyer d'origine connu depuis des siècles se situe dans les marais situés en Amapá au Brésil (P. & F. Grenand, 1987), ont tendance ces dernières années à abandonner les activités de prédation menées depuis ou à partir des cours d'eau. On peut constater cette tendance forte à partir des résultats portés dans le tableau 47, qui montrent que seulement 22% des

sorties journalières de chasse sont effectuées au moyen d'une pirogue. Si on s'attarde à présent sur les autres types de locomotion employés, il apparaît que 33% sont effectuées à pied et, tendance tout à fait récente, 45% d'entre elles sont menées en voiture. Ce constat souligne l'intérêt grandissant que les Palikur portent aux zones de chasse intensives et extensives situées de part et d'autre de la RN2. On notera la même tendance à propos des expéditions de chasse, puisque 61% d'entre elles, contre 39% en pirogue employée traditionnellement, sont, elles aussi, menées en voiture principalement dans la zone de chasse extensive située sur la RN2. Les véhicules employés par les chasseurs appartiennent aux Palikur français et brésiliens, salariés temporaires ou à temps plein. On compte actuellement dans les villages Espérance I et II, cinq véhicules dont quatre sont des véhicules tout-terrain dont la valeur d'achat est de 220.000 FF. Les propriétaires de ces véhicules endossent de temps à autre la fonction de chauffeur de taxi, soit en louant leurs services aux chasseurs contre dédommagement financier en échange de la course qu'ils effectuent, soit en participant comme c'est assez souvent le cas, à la partie de chasse. Dans le premier cas, la course coûte au moins 100 FF aller-retour par personne pour se rendre dans le secteur situé en marge sud de la zone intensive de la RN2, soit à 10 kilomètres du village, et 200 FF pour accéder à la marge nord de la zone extensive, soit 50 kilomètres. On conviendra que peu de Palikur peuvent investir régulièrement une telle somme dans une entreprise de chasse, le pourcentage important de sorties menées à pied (33%) étant en partie révélateur de cette contrainte⁴⁶.

Toutefois le fait de se rendre en voiture dans des zones encore peu exploitées permet d'obtenir de bons rendements assez rapidement, ce qui réduit considérablement la durée d'une sortie. On constate, en partie pour cette raison, que pas moins de 37% des sorties sont effectuées durant une matinée (soit en moyenne 6 heures) contre 57% durant une journée (soit 8 à 10 heures). Enfin le pourcentage très faible des sorties nocturnes qui, là encore, montre un désintérêt croissant des Palikur pour la chasse menée la nuit depuis une pirogue le long des berges, a pour conséquence la faible quantité de prises de Paca (*Agouti paca*) et de Caïmans (*Paleosuchus palpebrosus* et *Caiman crocodilus*), animaux ripicoles aux mœurs nocturnes.

Tableau 47 : Palikur : pratiques de chasse et d'expédition selon les moyens techniques employés

Chasse	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	Août	Total	%
Nombre de sorties	7	10	0	14	4	0	1	6	4	5	*	*	51	
à pied	2	4	0	4	0	0	0	3	1	3	*	*	17	33
en voiture	3	5	0	6	2	0	0	3	3	1	*	*	23	45
en pirogue	2	1	0	4	2	0	1	0	0	1	*	*	11	22
matin	4	2	0	7	0	0	0	0	2	4	*	*	19	37
journée	3	8	0	5	3	0	1	6	2	1	*	*	29	57
nuit	0	0	0	2	1	0	0	0	0	0	*	*	3	6
avec un chien	0	5	0	4	0	0	0	1	0	0	*	*	10	20
Nombre moyen de chasseurs/sor	3	3	0	2	2	0	3	2	3	2	*	*	1,4	

Expéditions	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	Août	Total	%
Nombre d'expéditions	2	3	2	4	1	3	1	2	1	1	*	*	18	
en voiture		1	0	3	0	1	1	1	1	1	*	*	9	50
en pirogue	2	2	2	1	1	2	0	1	0	0	*	*	11	61
Nombre moyen de jours	3,5	4	2	2,5	4	2,5	3	3	4	5	*	*	3	
Nombre moy de chasseurs/expéd	4	5	4	4	3	4	3	3	3	5	*	*	4	

* Données non collectées

Il apparaît, dans le cas des Palikur que la pression de chasse exercée à l'encontre du Paca, assez classique aujourd'hui en Amazonie (Vickers, 1991, Ouhoud-Renoux, 1998) se soit reportée en grande partie sur l'Agouti (*Dasyprocta agouti*) qui, soulignons-le, est un des principaux ravageurs des cultures de manioc amer. Ainsi cet animal aux mœurs diurnes et matinales est préférentiellement chassé au petit matin dans les abattis,

ce qui explique en partie le fort pourcentage de sorties de chasses menées à pied et durant une matinée au plus.

Soulignons enfin que les chiens dressés pour la chasse sont assez communément employés durant les sorties journalières (20% des cas) alors qu'ils ne le sont jamais durant les expéditions. Ces derniers sont surtout utilisés pour débusquer les bandes de Pécaris à collier occupant les vastes étendues de forêts secondaires du terroir palikur qui forment transition avec la forêt dense.

2.2.8. Conclusion

Il paraît nécessaire de retenir trois points en conclusion de cette analyse des activités cynégétiques :

- Compte tenu du contexte particulier dans lequel s'inscrivent les pratiques de chasse dans le bas Oyapock, dont les produits sont destinés d'une part à l'autosubsistance et d'autre part à la vente, il apparaît de plus en plus urgent d'imposer une réglementation stricte quant à la commercialisation du gibier sauvage afin d'en pérenniser l'exploitation et ce, à travers une concertation entre les communautés de chasseurs, les chercheurs scientifiques, les autorités administratives françaises et brésiliennes.
- Il convient en outre de garantir légalement à la communauté palikur mais aussi aux communautés créole et brésilienne résidentes à Saint-Georges un droit d'usage collectif sur des territoires traditionnellement reconnus et nouvellement délimités afin, d'une part de préserver les zones de chasse potentielles, encore peu ou pas exploitées, des incursions de chasseurs professionnels non patentés et de permettre d'autre part, d'établir un accord tacite entre les communautés dans le but d'éviter tout conflit de droit d'usage à long terme.
- Enfin, il faut souligner que la demande de terre à usage agricole formulée par la communauté palikur le long de l'axe RN2, ainsi que la pratique cynégétique qu'ils mènent avec une grande fréquence aujourd'hui dans ce secteur, doivent être comprises comme une dynamique globale d'occupation traditionnelle de l'espace forestier. En d'autres termes, cette dynamique est générée par un faisceau de contraintes, ici d'ordre économique, sociologique et écologique auxquelles les Palikur répondent par la pratique traditionnelle de la mobilité qui a permis, jusqu'à présent, à quelques populations forestières de pérenniser des activités liées à l'autosubsistance.

2.3. LE DISTRICT DU NORD-OUEST : UNE TRADITION PRÉDATRICE INDISPENSABLE À LA SURVIE

Rédacteurs : Terry ROOPNARAINÉ, Tinde VAN ANDEL

Les activités de prédation, et en particulier la pêche, restent très importantes pour les habitants de la Barima River. En l'absence de revenus monétaires permanents et en dépit d'une prolétarianisation importante, elles assurent, avec l'agriculture, la sécurité alimentaire en fournissant l'essentiel des protéines animales. Si les ressources halieutiques sont abondantes et facilement accessibles à tous, le constat doit être plus nuancé en ce qui concerne la chasse.

2.3.1. La pêche : un savoir-faire essentiel

La Barima River, rivière lente affectée par la marée sur la moitié de son cours, fournit aux habitants de Red Hill et de Koriabo un nombre très important d'espèces de poissons pour la consommation domestique. Le gibier est certainement la source de protéines la plus estimée, aussi bien des Arawak, Warau et Carib de Koriabo, que des Warau de Red Hill. Cependant, dans cette dernière région, il est rare; aussi le poisson y est-il de loin la nourriture la plus fréquente.

La préparation de poisson la plus populaire est un court-bouillon fortement réduit à base de jus de manioc très pimenté (régionalement appelé *pepperpot*), invariablement accompagné de cassave. Le riz ou tout autre légume serait considéré comme totalement inapproprié.

Le poisson est conservé par salage-séchage ou boucanage. Dans tous les cas, l'animal est ouvert, vidé, débarrassé de ses branchies; puis la chair est très finement entaillée et salée. En saison sèche, il est mis à sécher en plein soleil pendant un jour ou deux; le poisson séché se garde aussi longtemps qu'il est préservé de l'humidité. Pour être consommé, il est réhydraté par ébullition, l'excès de sel étant éliminé dans plusieurs eaux. Durant la saison des pluies, il est mis à boucaner sur une grille de bois suspendue au-dessus du feu domestique. Le poisson boucané, qui cuit en même temps qu'il est fumé, a une durée de conservation beaucoup plus courte, puisqu'il se gâte au bout d'une semaine. Il peut être consommé tel quel, mais peut aussi être préparé au court-bouillon pimenté, comme du poisson frais.

Comme pour toutes les activités de production dans ces communautés, la pêche est soumise à la spécialisation sexuelle du travail : en l'occurrence, il s'agit d'une occupation purement masculine, même si, à l'occasion, les enfants aiment à tremper une ligne dans l'eau des ruisseaux pour y capturer des petits poissons. La technique de pêche la plus répandue est de tendre un filet droit muni de bouées en travers de l'embouchure d'un affluent (*creek*) de la Barima River durant toute une nuit. On affirme que le vol du

poisson et du filet, bien que non gardé et placé parfois dans des lieux éloignés des villages, est rarissime. Occasionnellement, les hommes pratiquent la pêche à la ligne montée sur canne flexible; cette technique est connue comme la meilleure pour la capture d'un poisson très apprécié, *Colossoma brachypomum* (*moricut*), à l'aide d'amandes de *Caryocar nuciferum* comme appât. Certains gros poissons sont aussi capturés à l'arc et à la flèche harpon barbelée à pointe détachable qui, se fichant dans le corps du poisson, permet au pêcheur de ramener sa prise au canot en tirant sur la cordelle. Par contre, la pêche au poison ne semble plus guère pratiquée, même si des plantes ichtyotoxiques restent connues. Les grandes expéditions de pêche auxquelles elles donnent lieu, très populaires chez les populations de l'intérieur comme les Patamona ou les Makushi, sont ici remplacées par des sorties de collecte de crabes (*Callinectes exasperatus*). En Août et Septembre, les crabes migrent en très grand nombre sur les plages de l'estuaire de la Waini. Des familles pagaient deux jours entiers ou font du bateau-stop dans le but de camper sur les plages où ils tressent spécialement de grands paniers pour les y enfermer vivants. Il n'est pas rare qu'une famille revienne avec plusieurs centaines de crabes. Jusqu'à leur consommation, ils sont nourris et arrosés de saumure durant une dizaine de jours, après quoi, la mortalité devient trop importante. Comme le poisson, ils sont préparés au court-bouillon très pimenté; occasionnellement, ils peuvent aussi être apprêtés au curry et servis alors avec du riz ou des légumes.

A côté de la distinction entre gros et petits poissons, les habitants de Koriabo et de Red Hill différencient *poissons à écaille* et *poisson à peau lisse* (cf. Tableau 48). Cela n'est pas une distinction propre aux populations warau, carib ou arawak, ni même à tous les groupes amérindiens, mais bien une opinion partagée par l'ensemble des Guyanans. Le poisson à peau lisse est considéré comme fétide et bien trop écoeurant au goût, défauts qui peuvent être corrigés en frottant la chair avec un citron ou en la trempant dans une eau vinaigrée. Pourtant, les gens de la Barima River le mangent, et ne l'évitent que s'ils ont le choix. Le poisson à écaille ne pose pas de problème et sa chair douce ne nécessite aucun traitement particulier avant consommation.

Dans tous les cas, la pêche n'est pratiquée que pour l'autoconsommation; on ne connaît qu'un seul cas de pêcheur professionnel, d'ailleurs bien équipé. En cas de surplus, les poissons les plus prisés sont salés-séchés pour être vendus ou échangés à l'usine de traitement de coeurs de palmier AMCAR. Contrairement au gibier, il y a peu d'obligation à partager le poisson entre parents et amis; il est difficile de savoir si ce fait est dû à la présence d'AMCAR ou si le poisson n'a jamais été inclus dans les règles traditionnelles de réciprocité. La pêche étant un savoir-faire important pour tous les hommes de la Barima River, les enfants sont entraînés dès leur plus jeune âge à pagayer, à bien poser les filets et à les remailler, à confectionner arc et flèche harpon; de plus, comme toutes les activités traditionnelles de prédation, la pêche nécessite l'apprentissage de connaissances écologiques approfondies. Ils apprennent entre autre à connaître les

habitudes alimentaires des poissons, ainsi que les particularités saisonnières, comme, par exemple, le fait que la saison des pluies soit pauvre en poissons. Enfin, la technique de salaison n'est pas aussi simple qu'il y paraît : elle nécessite un poisson vidé avec grand soin, un entaillage pointilleux, un dosage précis du sel et une surveillance attentionnée.

	FINE FISH		BIG FISH	
SCALE FISH	Houra (<i>Hoplias malabaricus</i>)		Basha (<i>Plagioscion auratus</i>)	
	Patwa (<i>Cichlasoma bimaculatum</i>)		Haimara (<i>Hoplias aimara</i>)	
	Warapa (<i>Erythrinus erythrinus</i>)		Moricut (<i>Colossoma brachypomum</i>)	
	Yarrow (<i>Hoplerythrinus unitaeniatus</i>)		Pacu (<i>Myletes spp.</i>)	
SKIN FISH	Káshi (<i>Rhamdia sebae</i>)		Piranha (<i>Serassalmus spp.</i>)	
	Hassa (<i>Hoplosternum littorale</i>)		Gilbacker (<i>Arius parkeri</i>)	
	Imiri (<i>Ageneiosus sp.</i>)		Karass (<i>Arius spp.</i>)	
			Lau-lau (<i>Brachyplatystoma vaillanti</i>)	
			Tiger-fish (<i>Pseudoplatystoma fasciatum</i>)	

Tableau 48. Taxonomie des principaux poissons à Red Hill et Koriabo, Barima River

2.3.2. La chasse

La chasse étant l'un des seuls éléments de subsistance à présenter des différences marquées entre Red Hill et Koriabo, il est nécessaire de leur consacrer une étude séparée.

La chasse à Red Hill : une simple manière de protéger les cultures

Le gibier est peu abondant dans la vicinity immédiate de Red Hill. Ainsi, bien que la viande soit une source estimée de protéines, voire même la seule vraie nourriture pour les Warau, on constate une désaffection marquée pour la chasse, allant à l'encontre de l'extrême valeur que lui donne la société. Lorsque les femmes se plaignent avec véhémence de la rareté de la viande entrant dans la maison, leurs maris, désabusés, arguent que la rareté du gibier nécessite des déplacements longs et difficiles dans des régions reculées, alors que leur temps et leur énergie sont mieux employés à pêcher, cultiver la terre ou exploiter le coeur de palmier pour AMCAR.

La chasse est tout de même pratiquée par les hommes, le plus souvent à l'arc et à la flèche, dont la forme est fonction de la proie : de courtes flèches légères sont idéales pour le petit gibier, tandis que la chasse aux pécaris, au tapir ou aux cervidés en requiert de plus longues et plus lourdes. Toutes les flèches de chasse sont équipées d'une pointe métallique façonnée dans un morceau de vieille machette. A Red Hill, on ne compte qu'une seule licence de port d'arme pour un fusil de calibre 16 possédé par le chef du village. Deux autres hommes, qui ne résident pas toute l'année au village mais se sont installés en amont, là où la chasse est plus facile, possèdent une arme à feu qu'ils utilisent sans port d'arme. L'un d'entre eux fait de la chasse semi-professionnelle, troquant ses

prises à AMCAR contre des biens de consommation.

La sortie de chasse, ou chasse devant soi, forme la plus traditionnelle de la chasse amérindienne en Guyana, incluant la débusque, la traque et l'utilisation de chiens bien entraînés, est rare parmi les hommes de Red Hill; ils lui préfèrent la chasse à l'affût, qui reflète leur répugnance à s'éloigner très loin ou à investir trop de temps dans la poursuite du gibier. Cela n'empêche pas les hommes d'aimer chasser à l'occasion, en particulier lors de la longue saison des pluies, lorsque le poisson se fait rare. La méthode la plus employée consiste à construire un affût (*wábini*) dans un arbre; le chasseur y reste assis durant des heures, attendant que le gibier passe à sa portée. Les abattis sont des endroits particulièrement réputés pour la construction de tels abris, car le petit gibier, tel l'agouti ou le paca, aime à venir se nourrir des plantes cultivées à tubercules.

Chasser, dans ces conditions peu valorisées par les hommes eux-mêmes, remplit donc la double fonction de procurer de la viande et de protéger les cultures; mais c'est ce dernier rôle qui est mis en avant, le gibier acquis étant qualifié de voleur de cultures. Ainsi, les hommes font preuve ici d'un manque total d'intérêt envers une activité très prisée des générations qui les ont précédés, contrairement aux autres communautés amérindiennes de Guyana, où l'on discute sans fin des techniques de chasse, où l'on raconte les fois où l'on a raté sa cible, où l'on répète sans se lasser les bonnes prises mémorables. A Red Hill au contraire, les hommes abordent peu ces sujets, car la chasse est une activité sans grand sens culturel. Cette réticence, combinée au faible temps qui lui est consacrée et donc à son faible rapport, rend délicate toute enquête sur la chasse; lorsqu'ils parlent de gibier, les gens de Red Hill énumèrent plus volontiers ceux dont ils apprécient la chair que ceux qu'ils aiment chasser. Ce sont le paca et l'agouti, les deux pécaris, le tapir, les cervidés et la tortue terrestre. Quelques Warau apprécient la chair des tatous, habituellement délaissés en raison de leur réputation à creuser leurs terriers sous les tombes des défunts. Quant à la sarigue, elle dégoûte en raison de sa tendance au cannibalisme. Les oiseaux consommés sont le hocco et les tinamous.

Selon les informateurs, les grosses pièces étaient autrefois divisées et partagées entre parents et alliés; de nos jours, les rares fois où la chasse rapporte de grandes quantités de viande, la majeure partie est vendue à AMCAR, au seul profit de la famille du chasseur. Les anciens sont consternés du développement de cette pratique au cours de la dernière décennie et la rendent responsable de la raréfaction du gibier dans la région.

La chasse à Koriabo : une passion qui nourrit son monde

A Koriabo, le gibier est infiniment plus abondant. Les maisonnées sont rarement dépourvues de viande de chasse, pour deux raisons : en premier lieu, le gros gibier, tel le tapir, les pécaris et les cervidés, n'est pas vendu; en second lieu, le gibier continue d'être partagé : la pression sociale en matière de réciprocité est si forte que chaque chasse donne lieu à des dons et des contre-dons de viande entre parents, voisins et amis. Néanmoins, ces réseaux d'échange ne franchissent généralement pas la frontière existant entre les personnes d'ascendance arawak ou warau d'un côté et carib de l'autre.

Comme à Red Hill, la chasse à Koriabo est une activité exclusivement masculine. Personne ne possédant d'arme à feu, elle se pratique à l'arc et à la flèche. Par contre, les chasseurs de Koriabo n'aiment guère la technique de l'affût, qu'ils qualifient de paresseuse, ennuyeuse et dont ils assurent qu'elle rapporte peu; lorsqu'il leur arrive de piéger à la flèche tendue, ils disent que c'est l'arme qui patiente à leur place ! Dans ce cas, la flèche est maintenue en tension sur un arc horizontal bien amarré par deux pieux fourchus; la corde de l'arc est retenue par une cheville à un long fil tendu en travers d'une sente animale, en général celle d'un agouti ou d'un paca. Le gros gibier, tel les pécaris ou le tapir, requérant le jet de plus d'une flèche avant d'être mortellement atteint, il n'est pas recherché par cette technique. Les cervidés peuvent occasionnellement être piégés; dans ce cas, on espère qu'un seul trait sera suffisant.

Ce que les gens de Koriabo préfèrent, c'est la chasse devant soi dans la vicinity du village où le gibier est abondant. L'équipage idéal est composé d'un ou deux guetteurs en canot, d'un chasseur-rabatteur à pied et de deux ou trois chiens bien dressés. Si durant son parcours, le rabatteur manque ou blesse le gibier que ses chiens ont levé, c'est alors au tour des guetteurs, en poste sur la rivière, de le tirer. Cette technique de chasse est physiquement éprouvante, car les chiens sentent la piste et commencent leur poursuite, bien avant que le rabatteur ait vu les foulées. Les guetteurs en canot se positionnent en fonction de la voix des chiens. Le rabatteur crie, autant pour contrôler ses chiens que pour donner sa position aux guetteurs.

Le dressage des chiens de chasse est une affaire sérieuse, qui requiert une forme d'éducation douloureuse, nommée localement "perçage" (*drilling*). Lorsqu'un chiot montre des dispositions à la chasse par un bon pedigree, de la hardiesse, de l'agressivité, de l'endurance, il est "percé" par son maître : celui-ci prélève les parties qui sentent fort sur le ou les deux animaux dont il veut rendre son chien spécialiste. Ces parties (par exemple la glande à musc d'un pécaris ou les entrailles d'un tapir) sont écrasées avec des piments, du jus de citron et du sel; cette mixture est barbouillée sur la truffe du chiot, tandis qu'on lui enfourne dans l'anus de la purée de piment. Howard (1991), qui a déjà observé cette pratique chez les Waiwai du sud de la Guyana et du Brésil voisin, la considère comme l'expression d'une socialisation connectant, par une triple onction de

purée de piment, le maître, son chien et ses armes. Les chasseurs de Koriabo attribuent pour leur part au “perçage” une finalité plus prosaïque : le chien associera pour toujours la forte odeur du gibier choisi au souvenir de la douleur aiguë occasionnée par le piment. Une autre divergence avec les Waiwai est que les chiens sont chez eux un grand produit d’échange, dont le prix en marchandises peut atteindre 400 US\$. Rien de tel à Koriabo, où les chiens dressés ne sont pas troqués mais où il est courant de distribuer une partie des chiots d’une portée à sa parenté ou ses amis. Sans doute s’agit-il là encore d’une forme de réciprocité différée.

PETIT GIBIER		GROS GIBIER	
consommation familiale seule :		consommation familiale + excédents : - distribués aux parents et alliés, - vendus ou troqués à AMCAR	
Agouti	<i>Dasyprocta agouti</i>	Daguet rouge	<i>Mazama americana</i>
Paca	<i>Agouti paca</i>	Cerf de Virginie	<i>Odocoileus virginianus</i>
Hocco	<i>Crax alector</i>	Singe hurleur	<i>Alouatta seniculus</i>
Tinamou	<i>Tinamus spp.</i>	[pour les seuls Carib]	
Tortue terrestre	<i>Geochelene denticulata</i>	Pécari à collier	<i>Tayassu tajacu</i>
Tatou	<i>Dasybus spp.</i>	Pécari à lèvres blanches	<i>Tayassu pecari</i>
Sarigue	<i>Didelphis spp.</i>	Tapir	<i>Tapirus terrestris</i>

Tableau 49. Viande de chasse : consommation, échange ou vente sur la Barima River

Profitons-en pour aborder le problème de la domestication des animaux sauvages, dont la plupart sont capturés lors de parties de chasse. Lorsqu’est tuée une femelle accompagnée de ses petits, ils sont ramenés à la maison et élevés par les femmes comme animaux de compagnie. Cette pratique est peu fréquente à Red Hill, où, même parmi les familles de chasseurs, elle ne concerne que quelques petits oiseaux et perroquets. A Koriabo au contraire, les animaux sauvages en captivité sont nombreux : on profite du piégeage des perroquets et des aras rouges adultes qui seront ensuite vendus, pour conserver leurs poussins au village. D’autres animaux sont nourris et dorlotés : agoutis, marassins, jeunes singes, jusqu’au tapir s’il est capturé jeune. Jamais aucun de ces animaux ne sera consommé. Bien que cette socialisation ne soit pas aussi élaborée que dans d’autres régions d’Amazonie (Descola, 1996; Hugh-Jones, 1996), il est clair que les habitants de Koriabo partagent avec tous les Amérindiens cette ambivalence de l’animal sauvage : gibier dans la forêt, il devient membre de la maisonnée une fois capturé.

2.3.3. Cueillette et Produits forestiers

En dehors des ressources de la chasse et de la pêche, les Amérindiens de la Barima exploitent diverses ressources alimentaires ou présentant un intérêt technologique.

Cueillette alimentaire

Lorsqu'ils voyagent en canot ou en forêt pour chasser ou récolter des coeurs de palmier à des fins commerciales, les adultes comme les enfants cherchent à repérer différentes espèces fruitières. La liste suivante, bien que non exhaustive, indique les espèces les plus communes récoltées (observations de Ford et van Andel, 1998)

<i>nom scientifique</i>	<i>nom vernaculaire</i>	<i>partie consommée</i>
<i>Astrocaryum vulgare</i>	awara	pulpe
<i>Astrocaryum tucuma</i>	akuyuru	pulpe
<i>Bellucia tetramera</i>	sakwa sepere	pulpe
<i>Caryocar nuciferum</i>	souri	amande
<i>Duroia eriopila</i>	kumaromara	pulpe
<i>Euterpe oleracea</i>	manicole	coeur
<i>Euterpe precatoria</i>	winamoro	coeur
<i>Inga spp.</i>	whitey	arille
<i>Jessenia bataua</i>	turu	pulpe
<i>Maripa scandens</i>	monkey syrup	pulpe
<i>Marlierea schomburgkiana</i>	haimaracushi	pulpe
<i>Maximiliana maripa</i>	kokerite	pulpe, amande
<i>Passiflora flavicarpa</i>	simatou, semitoo	pulpe
<i>Passiflora garckeii</i>	simatou, semitoo	pulpe
<i>Pouteria cuspidata</i>	kokeritiballi	pulpe
<i>Pouteria guianensis</i>	asepoko	pulpe
<i>Tapirira guianensis</i>	waramia	pulpe

Tableau 50 : Principaux produits alimentaires de cueillette récoltés sur la Barima River

Certaines espèces sont consommées comme *snacks* alors que d'autres ont une réelle importance dans l'alimentation : ainsi les fruits du palmier *Jessenia bataua* dont on fabrique une boisson nourrissante couleur chocolat, ou encore les coeurs de palmier *Euterpe oleracea*, bouillis et coupés finement comme du chou. D'autres espèces, les noix de *Caryocar nuciferum* ou les fruits de passiflore, sont très appréciés, mais ne sont pas toujours récoltés en grande quantité. La cueillette ici, comme fréquemment en Amazonie, peut être considérée comme un appoint gourmand aux produits agricoles.

Artisanat et culture matérielle

Dans un article récent (van Andel, 1998), l'attention a été attirée sur l'importance économique des produits forestiers non-ligneux et leur transformation dans le District Nord-Ouest de la Guyana. Qu'en est-il pour la Barima River ?

Bien que la consommation d'objets ménagers et d'outils provenant du commerce soit largement répandue, les objets locaux indispensables à une bonne exploitation du milieu restent encore bien présents. Il s'agit des canots monoxyles, des arcs et des flèches ainsi que des vanneries. Celles-ci sont nombreuses, allant des hottes de divers types (*quake* et *warishi*) et autres paniers, au matériel pour transformer le manioc. Il s'agit de

la presse à manioc (*matapi*) et d'un grand tamis (*bihi*). Un large éventail est en outre utilisé pour attiser le feu. La râpe à manioc en bois avec des fragments de roche enchâssés a été remplacée par des râpes métalliques achetées à Kumaka.

Contrairement à ce qui a été observé ailleurs, l'émergence d'artisans spécialisés reste modérée dans la Barima. La plupart des objets continuent à être fabriqués dans toutes les maisonnées surtout les paniers, les hottes, les arcs et les flèches. Les vanneries sont confectionnées avec les lames du roseau *mukru* (*Ischnosiphon arouma*) et les arcs en *purpleheart* (*Peltogyne venosa*) ou en *yariyari* (*Duguetia* spp.) tandis que les hampes de flèches proviennent du roseau *Gynerium sagittatum*. Néanmoins, certaines personnes se sont spécialisées et tirent des revenus de leurs talents. Ainsi à Waruta deux frères fabriquent des canots sans bordages (*corial*) ou des barques (*balahoo*) les uns pour 5 000 \$ de Guyana, les autres pour 25 000 \$. L'essence la plus couramment utilisée est le *silverballi* (*Ocotea canaliculata* et *O. glomerata*). Un *corial* est fabriqué en une dizaine de jours. D'autres personnes de Koriabo et de Red Hill se sont spécialisées dans la fabrication des hottes (400 \$ de Guyana pièce) ou des presses à manioc (600 \$). D'autres objets recherchés sont les hamacs en fibres de palme du *Mauritia flexuosa* (*tibisiri*). Bien que non négligeables, ces productions sont essentiellement vendues localement. Il existe cependant un potentiel important dans la région pour tout ce qui concerne les produits forestiers non ligneux qui pourraient connaître un net essor dans les années à venir.

2.3.4. Conclusion

Dans l'état actuel des choses, les activités de prédation reposent très largement sur des savoir-faire et une perception de l'environnement spécifiquement amérindienne. On peut même considérer que se conservent ici des techniques souvent disparues chez d'autres sociétés, pourtant apparemment moins acculturées. Enfin et surtout les habitants de la Barima semblent bien disposer – malgré l'absence d'une étude quantitative – de ressources suffisantes pour le maintien de leur équilibre alimentaire. Pourtant, le développement d'activités comme la chasse commerciale ou la capture d'animaux vivants sont très dommageables à moyen terme pour l'environnement et il est clair qu'il faut encourager les habitants de la Barima à se tourner vers l'exploitation de ressources plus renouvelables.

2.4. WAPISHANA : UN POTENTIEL VRAISEMBLABLEMENT GÉRABLE

Rédacteur : Thomas HENFREY

2.4.1. Introduction

The research programme seeks to establish the basis, within pre-existing patterns of resource use, skills and knowledge relating to the natural world, for community-led initiatives in the conservation and management of natural resources, with an emphasis on forest resources. The research presented is the first stage of this, a study in human ecology and ethnoecology providing a description of present uses of the forest and the nature of the knowledge attained and applied in these uses. Further research beginning in late 1999 will build upon this by further investigation of issues of particular interest arising in the course of this research, and also involves the commencement of a programme of ecological research, designed by and to be conducted in collaboration with recognised experts in natural history within the village. Anthropological research programmes involving local co-researchers will also be initiated in several other villages at this time. These will seek to replicate the Maruranau study, with modifications according to differences in local priorities, and it is hoped they will also provide the basis for specific projects related to natural resource management within these areas.

Settlement within villages is somewhat dispersed: each village is composed of a number of hamlets, each typically located at a separate hilltop site on the savannah. These hamlets are clusters of households linked by diverse combinations of cognatic relatedness and affinity, which generally correspond to the basic unit of social organisation identified as characteristic of the Guiana Shield region (Riviere 1984). This pattern is the result of the nucleation of settlements formerly dispersed more evenly along the forest-savannah boundary, as people have progressively relocated closer to village infrastructure - most villages are now located a church, school and health centre. This process has been ongoing since missionisation and the building of churches began in the first few decades of the 20th. century (Bridges 1985).

Archaeological and archaeobotanical evidence of former settlements sites at the forest edge can be seen in many places. In addition to the major residence on the savannah, most families also have one or more domiciles within the forest at which some or all family members will spend extended periods of time. These are most commonly located at the farm, where many families relocate for extended periods during periods of intense agricultural activity or during school holidays when the children are available to assist with farm work.

Many people also maintain semi-permanent hunting and fishing camps at fixed

locations deeper in the forest, which provide bases for trips from a few days to several weeks in duration. Wapishana settlement is most accurately regarded in the broader sense of the entire area of occupation and usage and incorporating these secondary dwellings, and is therefore somewhat more dispersed than would be indicated by the location of savannah houses alone. It is also worth noting that the common designation of ‘savannah Indians’ that the Wapishana hold in common with their northern neighbours, the Macushi, is a somewhat misleading one. Both of these tribes exhibit as full a dependence upon forest resources as other Guyanese Amerindians, and are better regarded as taking advantage of the high diversity of habitat afforded by residence across the savannah-forest ecotone (Potter 1993: 2, Hills 1968: 54-55).

2.4.2. Hunting

Owing to a severe lack of income-generating opportunities, the lifestyle of the vast majority of people is overwhelmingly dominated by subsistence activities. Most important of these are agriculture, hunting, fishing, and the gathering of plant and animal products. All of these activities are integrated to some extent - for example much hunting is done opportunistically, on the way to or in the vicinity of the farm, on the way to or from fishing areas or on trips to gather wild fruits from the forest; similarly, farm houses often serve as bases for expeditions deeper into the forest for hunting, fishing or other activities.

Several species of wild animal commonly predate crops, and may cause extensive damage. This behaviour is sometimes taken advantage of by hunters, and there are a few species of game animal which are most commonly caught in or near farms. Agoutis (*Dasyprocta agouti*) are common in the farming area, and are often shot opportunistically when spotted or flushed by dogs while people are at their farms. Collared peccaries (*Tayassu tajacu*) often damage root crops, especially sweet cassava; as their movement patterns are somewhat predictable, they can often be caught by anticipating their return to a farm where they have fed, several days later. Raised platforms are built in farms upon which hunters will wait at night for red brocket deer (*Mazama americana*), which often come to eat the young pods of beans or young leaves of cassava and many other crops. Similar platforms may be constructed for laba (*Agouti paca*) or armadillos (*Dasypus novemcinctus* and *D. kappleri*) when their tracks are found in or near farms, as they tend to use the same routes repeatedly. Laba are also commonly shot at the base of mango trees in the forest, to which they come during the fruiting to feed on the seeds: most such trees have a platform built at the crotch for this purpose. Despite this, there appears to be no notion of game management via farm predation - the latter seems always to be viewed in a negative light, and no advantage accorded to the fact that crops might attract game

animals. Ethnoecological interviews (see below) did reveal that people were aware, however, of the ecological importance of the secondary growth that occurs in old farms and other anthropic gaps, which increase the availability of food for many species of browsing mammals, including important game animals such as tapirs (*Tapirus terrestris*) and deer (*Mazama americana* and the related grey brocket deer, *M. gouazoubira*). Some primates are also reported to thrive in secondary forest, as do numerous bird species, including a disperser of cassava seeds.

Much hunting also takes place deeper in the forest, beyond the farm area. Perhaps the majority of vertebrate species are considered suitable as food, but a relatively small number of species dominates hunting effort and take. Most popular of all game species is the white-jawed peccary (*Tayassu pecari*), thanks to its great size and habit of moving in vast herds. Sightings and captures of 'wild hogs' are a major topic of conversation within the village, which may assist people to keep track, to some extent, of herds which move unpredictably and over vast distances. Occasional instances when herds emerge from the forest onto the savannah, sometimes coming right into the centre of villages, usually lead to wholesale slaughter as everyone within earshot, women and children included, joins in the hunt; such occasions may be remembered and talked about for years afterwards. More usually, hunting is the work of men, in which they are assisted by hunting dogs. Specialised hunting trips may last between a few days and several weeks. Parties vary in size and composition - they may be any combination of relatives, affines, friends and neighbours, although often all the men from a particular hamlet will go hunting together. The most popular game species after white-jawed peccaries are collared peccaries, laba, wild deer - *Mazama americana*, *M. gouazoubira* and the savannah-dwelling white tailed deer (*Odocoileus virginianus*) - capybara (*Hydrochaeris hydrochaeris*), agoutis and armadillos. Other mammals less commonly caught include tapirs - highly prized owing to their great size but rarely caught, spider monkeys (*Ateles paniscus*), howler monkeys (*Alouatta seniculus*) and occasionally the smaller primates, acouchis (*Myoprocta acouchy*), anteaters (*Myrmecophaga tridactyla*, *Tamandua tetradactyla*) and giant armadillos (*Priodontes maximus*).

Most carnivorous mammals are not regarded as being food, although some people report having eaten these on occasion; some species such as sloths and foxes are avoided owing to the low quality of their meat, and many species are not hunted simply because their small size makes them not worth the effort. However, it appears that all these categories of animals may be eaten if the situation is sufficiently desperate to demand it. The only mammal species that appears to be subject to a specific taboo is the haka (*Eira barbara*); people report that this is traditionally not eaten, but no-one was able to suggest why. As this omnivorous mustelid is a disperser for several species of fruit tree, this taboo may be part of a resource management strategy, although this suggestion is merely conjectural.

Many species of birds are regularly shot and eaten: most popular are the galliforme

birds such as maam (*Tinamus major*), powis (*Crax alector*), marudi (*Penelope spp.*) and warakobra (*Psophia crepitans*), although most other species, raptors aside, are regarded as edible. Among reptiles caimans (*Caiman crocodilus*), and iguana (*Iguana iguana*) are commonly hunted; snakes are never eaten.

The majority of hunting uses bows and arrows, which are manufactured mostly from local materials, the most important exception being the use of metal from old knives for arrow points. Shotguns are a preferred form of weapon, but firearms licences are reported to be difficult to come by in the Rupununi, and the cost of guns and ammunition is prohibitive to most people. Hunting techniques are specialised according to species; many exploit a detailed understanding of game behaviour and ecology.

The role of the hunting dog is also specialised, such that dogs require specific training for particular species. In some cases this includes the application of *beenas*, one example of which is allowing the dog's nose to be bitten by a certain species of ant. The application of hunting *beenas* to oneself is reported to have been discontinued, although their use is widely remembered.

Any wild meat obtained is widely shared. The members of a hunting party will divide their catch equally among themselves; on return to the village meat will be consumed by all members of the household. Male relatives of single mothers will provide them with a share of any meat obtained, and when meat is abundant pieces are commonly given to neighbours or relatives who have none. All meat caught is therefore distributed fairly widely according to custom, although this appears to be quite informal and no specific rules concerning meat sharing beyond that of equitability within the hunting party were divulged.

It is impossible to determine at this stage whether current levels of hunting are sustainable. Hunters report that game is scarcer within the main hunting area and particularly in the vicinity of established hunting trails than in rarely hunted areas, both through depletion and avoidance behaviour on the part of game animals. Reduced populations are not in themselves an indication that hunting levels are unsustainable. No forest species appears to have suffered local extinction through hunting. One species of armadillo formerly hugely abundant on the savannah is reported to have suffered a massive decline in the past few decades, following the introduction by outsiders of a technique for forcing them from their burrows using water.

2.4.3. Fishing and Gathering

All fish are regarded as edible, and are caught in rivers, creeks, streams and ponds both in the forest and on the savannah by a variety of methods. These methods include hook and lines, seine nets in deep pools in rivers, spring rods and traps of various sizes ranging from funnels a few feet in length to formidable stockades taking weeks to build and completely blocking sizeable creeks for several weeks at a time. Poisoning is also commonly employed - several species of fish poison (*Clibadium sylvestre*, *Euphorbia cotinoides*) are cultivated in farms, and many wild plants like *Lonchocarpus* vines, can also be used for this purpose. Often forest creeks are temporarily dammed for poisoning, and during the dry season, pools that are left behind as watercourses fragment are also popular poisoning sites. There is widespread concern, particularly among the Wapishana leadership, about the ecological impact of the latter practice, mainly because young fish too small to catch are killed along with those used for food, which can have a negative impact on recruitment. Village leaders have apparently met little success in persuading people to refrain from poisoning and move to other methods, and many people point out the cultural importance of the practice. The manager of Dadanawa ranch, a committed conservationist, recently imposed a ban on fish poisoning on Rupununi Development Company lands which has proved less than universally popular in the surrounding villages.

A variety of animal and plant foods are obtained by gathering. Among animals, most important nutritionally is the yellow-footed tortoise (*Geochelone denticulata*). They may be found by active searching through leaf litter, especially in the vicinity of fruiting trees of species upon which they are known to feed, and are occasionally found by hunting dogs. Some people consciously regulate their impact on the population by leaving very young or female tortoises, especially along their own hunting line where they are likely to be the major beneficiaries. I have also observed people taking female tortoises found in rarely-visited areas in order to release them in their own hunting area. The related red-footed tortoise (*Geochelone carbonaria*), mostly resident on the savannah, is also taken when found but is far rarer. Tortoise eggs are also eaten, and men from Shea travel long distances down the Kwitaro to the Rewa River to collect the eggs of the giant river turtle (*Podocnemis expansa*) during its nesting season in March. The latter is also an important festive food in some villages - a hunting party from Sand Creek travels in the Rupununi River prior to Christmas every year, but the *tushau* of this village reported dramatic declines in the catch in recent years. This is less likely the result of subsistence hunting than a substantial commercial trade that is reported to operate between the Rupununi and Brazil, despite the CITES status of this species. Another commonly gathered egg is that of the green iguana (*Iguana iguana*), whose burrows are excavated. There is evidence of incipient management of this species also, in the release of females caught in their burrows, the leaving behind of four eggs per nest, and the

clearing of sandy riverside areas to create suitable nesting sites. Birds' eggs are also collected when found - most commonly those of ground-nesting birds such as the maam. Although the eating of frogs is mentioned in many Wapishana stories, informants told me that these were not regarded as food.

Many foods of invertebrate origin are also gathered, including crabs, snails and caterpillars, although the consumption of the latter is reported to be in decline. Honey from several species of bees is gathered, sometimes by felling the tree in which they are nesting. Palm grubs (*Rhynchophorus* sp.) are occasionally cultivated - any of several species of palm trees (including *Mauritia flexuosa* and *Oenocarpus bacaba*) may be felled for this purpose, two holes are made in the trunk to allow the laying of eggs, and the grubs mature after several weeks.

Palms are also the most important providers of wild fruits. Those of several species are collected, including kokerite (*Maximiliana maripa*), low (*Oenocarpus bacaba*), turu (*Jessenia bataua*) and, mostly on the savannah, ite (*Mauritia flexuosa*). A huge variety of wild fruits is taken from non-palm forest trees, including balata (*Manilkara bidentata*), wild cashew (*Anacardium giganteum*), wild guava (*Calycolpus goetheanus*) and kaziman (*Couma macrocarpa*). The collection of these fruits may be very destructive, as sometimes the entire tree is felled for this purpose. High levels of concern about this practice were expressed by many people in Maruranau and by village leaders throughout the South Rupununi. As many of these fruits are important foods for animals, including many important game species, the potential long-term ecological consequences of this practice could be enormous. On the other hand, many people obtain the fruits by climbing and chopping down a single branch in order to leave fruit available for animals, or gather fallen fruits from the forest floor.

Numerous species of wild plants are also used for purposes other than food.

The extraction of building materials focuses on a relatively small number of species. Balata and cedar (*Tabebuia* sp.) are commonly used for posts in both savannah dwellings and forest camps. Struts cut from the wood of the manicole palm (*Euterpe oleracea*, *E. stenophylla*) are ubiquitous in houses as supports for the roof. Roofs are thatched with palm leaves - savannah houses usually use those of the ite palm, while in the forest camps may use a variety of species, most commonly kokerite, but on occasion low or manicole. Palm leaves are sometimes used for roofing temporary shelters, but a more common material is wild banana leaves (*Phenakospermum guianense*), which also make temporary rain shelters, umbrellas, covers for barbecues, plates, drinking vessels and serve many other uses. Palm leaves are also woven into a variety of craft products for local use; another important weaving material is mokoro (*Ischnosiphon* sp.). Tree resins also serve a variety of purposes, most important of which is the use of balata gum to make durable water containers known as *gobis*. Balata gum formerly had tremendous commercial value as an export product, and at one stage Guyana was producing over a

millions pounds annually, much of it originating in the Rupununi region (Baldwin 1946: 44-5). Wapishana men were extensively involved in the trade as bleeders and in associated service industries, and informants report that formerly in Marurana all men aside from the few working in ranching were employed in the balata trade. The seasonal nature of the work made it practically reconcilable with subsistence activities. This source of livelihood vanished with the collapse of the balata industry in the early 1980's, and is much missed - apparently, many people made requests for the re-opening of the trade to politicians canvassing prior to the 1997 general election. Many wild plants are also used for medicinal purposes; some of these uses are widely known among the populace, knowledge of some others is more restricted. There are high levels of awareness of the dangers of biopiracy, to the extent that the people of Marurana requested that all information relating to ethnopharmacology remain confidential. This request specifically included not passing on ethnopharmacological data to any governmental body, one of the obligations of researchers in Guyana, a situation which highlights the need for the problem of the relationship between intellectual property rights at the national, tribal and individual levels to be addressed if the developmental potential of such knowledge is to be realised.

2.4.4. Ethnozoology : wild life perception

Preliminary ethnozoological surveys indicate that the Wapishana language inexhaustively partitions the zoological domain. Among the larger vertebrates, named terminal divisions in the Wapishana language mostly show a one to one correlation with scientific species. Smaller, less familiar groups may be highly lumped with respect to the scientific classification - the murids and didelphids are lumped to sub-family level - although within these groups phenotypically distinct forms can be readily recognised, indicating that these aggregations are purely linguistic, not perceptual. Most invertebrate taxa are also highly lumped, commonly to the level of the order. Those invertebrate groups that are divided into terminologically distinct forms almost all have nutritional value or some other special significance to people - e.g. those that are dangerous or have some symbolic significance. These include many hymenopterans, larval lepidopterans, some chelicerates and a few dipterans. Most polytypic terminal categories in Wapishana appear to correspond closely to phylogenetic groupings. The majority of terms in the zoological lexicon correspond to Berlin's definition of the 'folk generic' (Berlin 1992). Of these, a few are subdivided into folk species, which latter are named by a binary system.

Some evidence was found for degeneracy within the ethnozoological lexicon: sometimes informants, when presented with an obscure specimen for identification, suggested that although they did not know the name, an older person might, or that it might once have had a name but that this was now forgotten. Further work aims to

investigate the patterning of knowledge among different age groups further. Zoological terms appeared to be consistently applied by different people, regardless of age or gender.

The extent to which zoological groups are aggregated into broader, named groups in the Wapishana language is limited; few words corresponding to higher-order folk categories are in regular use. No single, unique term exists that corresponds in meaning to the term ‘animal’ in scientific English - the nearest equivalent is a word more commonly used to mean ‘things’. The animals are linguistically subdivided into higher order groups along at least three cross-cutting systems. One of these is a binary one based on human usage, another is ecological, based on habitat use, and a third appears to be based on perceptual similarity - in this latter system, higher order categories often correspond closely to phylogenetic groupings. These systems do not appear to be conceptually separate - terms from each are used as appropriate, and interviews aimed at elucidating patterns of higher-order categorisation could result in the emergence of any combination of terms from all three systems. Only a small number of consistently named intermediate categories exist, including terms roughly equivalent in meaning to ‘parrot’ and ‘carnivore’. Many more intermediate categories appear to exist - the constituents are aggregated on the basis of perceptual or ecological similarity and named by pluralising the name of one of their constituent folk species. Naming and composition of these groups varies in consistency - some appear largely consistent among informants and over time, others are less stable and appear to be constructed on an ad hoc basis as the situation demands. Many informants commented on the contrast between English and Wapishana in the extent to which names for groups of species are employed, and in many cases, the English or Creolese term for certain higher order groupings seemed to be more readily used. In cases where Creolese terms for higher-order groupings had rough correspondents in Wapishana, they were used in a way which reflected the Wapishana meaning - e.g. the terms *monkey* and *tiger* were used to refer to the Wapishana groups *dukoronainao* and *baudukorunao* respectively, rather than the scientific groups Catarrhini and Felidae. In general, Creolese names for animals appeared to be widely known.

2.4.5. Ethnoecology

Interviews were conducted to determine the extent of people's knowledge of the community ecology of their local forest environment.

These interviews focused on individuals with extensive experience of the forest, much of which had been acquired over long periods spent working there as balata bleeders. Knowledge had also been acquired, and was applied, in hunting and trapping animals, as well as by casual or, in some cases, concerted observation during time spent in the forest for a variety of reasons.

The majority of interviews were based around the synecology of particular species: focal species were the major game animals, ecological information on which is likely to be particularly important for the development of management plans, and the primates, for which relatively large amounts of ecological data is available for comparison. Detailed information, consistent among informants and largely in agreement with available data from scientific publications was elicited in certain subject areas: particularly diet and habitat use. In other subject areas the information given was either sketchy and inconsistent, or largely incompatible with scientific theory: these included ranging behaviour, life histories and sociality. The distribution of this knowledge was strongly patterned among individuals - it appears that the majority of knowledge on community ecology is retained by a relatively small number of men, seasoned forest goers informally recognised within the community as experts on forest lore.

The results obtained demonstrate the body of local knowledge on ethnoecology to have great potential value as a database of ecological information with possible applications in the development of local plans for the conservation and management of natural resources (following Townsend 1995). In particular, in being highly detailed and specific to the local area it is complementary in nature to the body of scientific theory in community ecology. The latter forms a framework of great explanatory and heuristic value, but relies on the collection of large amounts of detailed local information in order that it be applied in any particular, unique, ecosystem. Local ethnoecological knowledge is a rich source of such information, and its use can provide an efficient and rapid alternative or complement to the methods conventionally used by ecologists in collecting it. Its strengths lie in areas such as description of the relationships of predation, dispersal, competition and mutualism among species, the identification of keystone floral and faunal species, and prediction of the effects upon the ecosystem of changes in the populations of particular species. While in many cases it can not substitute for research by scientific methods, which have a rigour and consistency not, of course, reproduced in

the means by which ethnoecological information is acquired, many scientific studies could benefit at the design stage if extensively informed by the prior collection of ethnoecological data.

2.4.6. Symbolism

Although almost all present-day Wapishana are practising Christians, most people retain a rich body of traditional beliefs concerning the natural world. The spirit world is believed to be populated by a vast menagerie of nature spirits, whose activities have profound implications for the Wapishana relationship with the natural world. Each species of animal has a representative in the spirit world. These animal spirits play a role in regulating human consumption of the species, and may cause harm to a hunter or trapper taking any animal in excessive numbers. On the other hand, the spirit associated with the white-jawed peccary is reported to favour high hunting rates, which is interesting in the view of the importance of this particular game species, and the fact that its ecology makes it the species of large mammal best suited to maintaining its population in the face of heavy hunting pressure.

Animal spirits are also the cause of ritualistic prohibitions on the consumption of certain kinds of meat, both wild and domestic, at certain times, particularly following the birth of a child and in its early months or years of life, or when a member of a household is suffering from any of a variety of illnesses. With regard to the former, the practice of couvade appears to have been almost universally retained. This post-natal practice includes extensive dietary prohibitions and a ban on hunting for the father of any newborn infant: highly reliable informants have given startling accounts of the dramatic consequences when incredulous fathers have failed to observe these. Post-natal prohibitions on the consumption of certain meats apply to the entire household, as do those during illness. The former vary in duration, depending on the type of meat in question, from a few months to several years, and there are specific ceremonial practices associated with the re-introduction of any kind of meat to the household.

Numerous nature spirits exist which are not associated with particular animal species, but which also appear to have roles in regulating human access to natural resources. Some of these have physical forms, for example as dragons, giants, anacondas or large cats. These are known to reside in particular places, commonly mountain tops and deep pools in rivers, and said to respond aggressively to human intrusion, particularly the cooking of peppers, in the vicinity of these places. This severely limits the extent to which certain areas are visited by people - large areas of the Rewa-Kwitaro watershed, for example, are thus highly dangerous to visit. Informants report that human

interactions with all of these spirits were formerly mediated via the action of piaimen, who were able to communicate and negotiate with them directly, and also knew methods by which particular places could be tamed by the removal or destruction of their resident spirits. The number and competence of piaimen among the Wapishana is said to have diminished greatly, as well as the extent of knowledge of magical and ritual practices among the population as a whole. This is largely a consequence of acculturation, and in particular the aggressive nature with which such beliefs and practices have been attacked by missionaries. What the above systems appear to represent, in part, is what remains of a complex system for the regulation of access to ecological resources administered by the piaimen according to their privileged access to esoteric knowledge about nature. The exact nature of the intact system, and the extent to which its remnants can still fulfil its original function, can not easily be determined. However, it remains an important issue for consideration by anyone interested in the conservation and management of natural resources in the South Rupununi and its vicinity.

2.4.7. Conclusions

Wapishana subsistence utilises a broad range of natural resources from forest, savannah, riparian and lacustrine habitats. The species utilised are from a range of taxonomic groups; however certain taxa with potential food value are not eaten, notably the fungi. The taxonomic pattern of subsistence is reflected in the classification of the natural world in the Wapishana language. In particular, the criterion of consumption forms the basis for one of the major divisions of the animal kingdom. The extent to which numbers of animal species are 'lumped' under a single name, relative to a classification according to scientific criteria, in many cases appears to reflect consumptive value, along with other factors relevant to the human relationship with particular species, though this is not by any means hard and fast. Further research will attempt to achieve a more detailed understanding of Wapishana ethnozoological nomenclature, to be complemented by a parallel ethnobotanical study. Practises suggestive of incipient management of certain species were observed.

Although much hunting takes place within the farming area, there appears to be no conscious notion of game management within fallows or via crop predation. The major hunting zone is a large expanse of land beyond the farming area, which mostly bears primary forest although there are small areas of secondary forest around semi-permanent camps, most of which are situated close to major rivers or creeks. Anecdotal reports suggest a certain extent of game depletion around the hunting area, but no forest game species appears to have suffered local extinction as a result of hunting pressure.

Fishing is another major subsistence activity, and occurs in all types of aquatic habitats. The entire range of ichthyofauna known to the people is exploited via a variety of methods - of these methods, poisoning in pools on the savannah is thought by many people to have deleterious consequences for the local ecology. A variety of animal and plant foods is gathered, the latter with possible damaging consequences when mature trees are felled for their fruits. Future research aims to advance this area of research to the point where the human position in the local food web can be elucidated as fully as possible.

There is some evidence for conscious management of certain species, and it appears that an elaborate system of regulation of access to natural resources via symbolic means still exists, at least in part. This system operates at a species level by limiting pressure on individual species, and also at an ecosystem level by restricting access to particular geographical locations. As the systems of thought behind these systems are degenerate, owing to the widespread adoption of Christian beliefs, both their original nature and the extent to which they remain functional are unclear. It is hoped that further research will illuminate this somewhat, and in particular determine any possible implications for resource management.

Local knowledge with potential management applications has also been demonstrated to exist in the area of ethnoecology, the collective body of which represents a large body of accurate and detailed, locally specific information on community ecology, with the potential to play a role equivalent or complementary to ecological data collected by conventional means in the design of local management plans.

2.5. DÉNOMINATIONS ET REPRÉSENTATIONS DES VÉGÉTAUX CHEZ LES WAYANA ET LES ALUKU

Rédacteur : Marie FLEURY

2.5.1. Introduction

Notre étude se situe sur le haut Maroni, fleuve formant frontière avec le Surinam, où se côtoient principalement deux populations : les Wayana et les Aluku (anciennement Boni). Ces deux groupes se sont rencontrés en Guyane au XVIII^e siècle : les Wayana, Amérindiens installés originellement dans la région du haut Paru et du haut Jari au Brésil, ont migré progressivement vers le nord-est après 1750. Les Aluku fuyant les militaires hollandais, ont trouvé refuge du côté français en traversant le Maroni en 1776. Repoussés par leurs ennemis Ndjuka, ils remontèrent ensuite progressivement vers l'amont du fleuve. Pendant plus d'une vingtaine d'années, entre 1793 et 1815, Wayana et Aluku vécurent en étroit contact le long du Marouini, affluent du Maroni. Cette période fut certainement essentielle dans le développement d'échanges culturels et technologiques (Fleury, 1996 : 977).

Cette histoire de leur contact sur le fleuve est racontée différemment par les deux protagonistes : selon les Aluku, ce sont eux qui sont allés chercher les Wayana, “alors Indiens sauvages vivant dans les bois”, les ont amené à vivre au bord des rivières, et leur ont apporté les premiers objets de la civilisation occidentale. Ils se considèrent un peu comme leurs grands frères protecteurs. Pour leur part, les Wayana racontent la guerre impitoyable qui avait eu lieu entre les Boni et les Ndjuka, guerre qui avait obligé les Boni à venir se réfugier sur cette rivière, “*de la même manière que les Kukuyana (les ancêtres fondateurs des Wayana) avaient été repoussés jusqu'à cet endroit par les guerres tribales*”.

“Les Ndjuka sont venus les harceler jusqu'ici; il y a eu un affrontement terrible où tous les Boni furent exterminés, tous sauf une femme enceinte. Celle-ci s'enfuit dans la forêt et finit par trouver refuge chez les Wayana, qui la cachèrent dans une jarre à cachiri. C'est ce qui la sauva des Ndjuka. Plus tard, cette femme mit au monde un garçon, avec qui elle fit des enfants plus tard.”

Ainsi selon cette version wayana, tous les Boni actuels seraient les descendants de cette relation incestueuse entre une mère et son enfant, et devraient leur survie à la protection des Wayana.

Ces deux versions, à mi-chemin entre mythe et réalité, illustrent bien comment les hommes se créent des représentations avantageuses de leur histoire.

Qu'en est-il de leur environnement ? Quelles sont leurs représentations de la forêt tropicale, source de vie tant sur le plan matériel que spirituel ? Pour aborder cette étude, nous avons choisi d'étudier leur système de nomenclature des végétaux, qui constitue la

porte d'entrée la plus accessible.

2.5.2. Reconnaissance, nomenclature et classification des plantes

La classification des objets naturels, en particulier des plantes pour le domaine qui nous préoccupe ici, est un phénomène retrouvé dans toutes les sociétés, cette exigence d'ordre étant à la base de toute pensée (Lévi-Strauss, 1962 : 22). Son étude fait partie intégrante du champ de l'ethnobiologie.

Actuellement, deux grandes tendances se dégagent des études sur les taxinomies populaires : une recherche s'attachant à mettre en évidence les universaux, traits communs à toutes les cultures, ou au contraire l'inscription profonde de ces modes de catégorisation dans une culture particulière (Métailié & Roussel, 1998). En réalité ces deux approches ne nous semblent pas contradictoires, mais plutôt superposables pour une approche globale de la manière dont les sociétés ordonnent les objets naturels.

Il est important, comme l'a souligné Friedberg (1968 : 309; 1974 : 319) de distinguer les trois étapes du processus classificatoire :

- l'identification
- la dénomination
- et l'insertion dans un système de référence.

Nous nous attacherons ici à la nomenclature, premier élément s'offrant au chercheur qui s'intéresse aux objets naturels.

Nomenclature des végétaux

La nomenclature est un des premiers éléments du système taxinomique qui soit accessible au chercheur, ou à toute personne s'intéressant aux savoirs sur les plantes ou autres objets naturels. Et si, comme le souligne Berlin " il est important de bien distinguer la conceptualisation psychologique des plantes et des animaux et les reflets linguistiques de cette structure conceptuelle sous-jacente, la meilleure entrée dans le système se fait par le langage " (Berlin, 1992 : 20).

Les spécialistes de la lexicographie ont défini différents types de dénomination désignant les objets naturels; nous distinguerons ici les lexèmes définis respectivement par Conklin (1962) et par Berlin (1992) :

- lexèmes qui ne sont pas analysables linguistiquement : ce sont les " lexèmes unitaires simples " de Conklin (1962 : 122), ou les " lexèmes primaires simples " de Berlin (1992:34).

ex : *batoto* (*Physalis* spp., Solanaceae).

- lexèmes analysables pouvant être de plusieurs types :
 - ceux qui n'indiquent pas la catégorie supérieure à laquelle la plante appartient : ce sont les “ lexèmes unitaires complexes ” de Conklin, ou les “ lexèmes primaires improductifs ” de Berlin.

ex : *kii faya* // tuer / feu (*Cissus* spp., Vitaceae).

- ceux qui indiquent la catégorie à laquelle la plante appartient : ils sont alors composés d'un “ terme de base ” et d'un “ déterminant ” ou “ attribut ”. Ce sont les “ lexèmes composés ” de Conklin.

ex : *sume wiwii* // odeur / herbe.

Dans ce cas, Berlin distingue encore deux types de lexèmes :

- les lexèmes primaires productifs,
- et les lexèmes secondaires.

Les lexèmes secondaires se distinguent des lexèmes primaires productifs par le fait qu'ils se présentent, sauf exception, seulement en ensembles contrastés dont les membres partagent un constituant désignant le taxon qui les inclut immédiatement (Berlin, 1992 : 28).

ex :

lebi kii faya // rouge / tuer / feu (*Cissus erosa* L.C. Rich., Vitaceae)

weti kii faya // blanc / tuer / feu (*Cissus verticillata* (L.) Nicolson & Jarvis, Vitaceae).

Une étude détaillée de la nomenclature des plantes chez les Aluku (Fleury, 2000), nous a permis de mettre en évidence un grand nombre (66%) de lexèmes composés d'un terme de base et d'un déterminant. Sur 656 lexèmes étudiés désignant les végétaux, 225 (soit 34%) sont des lexèmes simples, c'est-à-dire non analysables linguistiquement.

Le fait qu'environ la moitié des lexèmes (333/656) indique la catégorie supérieure à laquelle la plante appartient, nous a permis d'appliquer la méthode de Berlin (*ibid*) pour aborder l'étude de la classification ethnobiologique à travers l'étude de la nomenclature. En effet selon cet auteur “la nomenclature peut servir de guide presque parfait à l'étude des classifications”. Selon lui, il existe un certain nombre de règles universelles qu'on retrouverait dans tous les systèmes classificatoires des objets naturels : les taxa ethnobiologiques sont distribués en 6 rangs mutuellement exclusifs qui sont : le règne, les formes de vie, les catégories intermédiaires, les “genres”, les “espèces” et les “variétés”, ces trois catégories ne devant pas être confondues avec celles de la nomenclature linnéenne. Les formes de vie, les catégories intermédiaires et les genres sont généralement désignés par les lexèmes primaires, tandis que les taxa subgénériques sont désignés par des noms secondaires. (Pour une autre vision, voir Atran, 1988.)

Le fait que nous ayons trouvé 30% de lexèmes secondaires (228/656) dans la nomenclature, nous a permis de mettre en évidence un grand nombre de taxa subgénériques dans le système classificatoire.

En bref, nous avons avec la terminologie végétale aluku un bel exemple de structure hiérarchique, correspondant presque point pour point aux principes définis par Berlin et ses collaborateurs. En réalité, nous avons tout de même trouvé de nombreuses exceptions à la règle, et surtout montré qu'une simple étude de la terminologie ne suffit pas et qu'il faut nécessairement y ajouter des enquêtes spécifiques (Fleury, 2000).

Chez les Wayana, la terminologie ne se présente pas du tout de la même manière. En effet, au stade actuel de notre étude, nous avons recensé près de 400 noms de plantes, dont plus de 80% sont des lexèmes simples. Cette forte proportion de noms qui sont non analysables linguistiquement rend évidemment beaucoup plus difficile l'application de la méthode de Berlin, car elle ne permet pas à elle seule de mettre en évidence une structure hiérarchique.

Nous allons donc nous pencher sur d'autres particularités de ces systèmes de nomenclature apparues lors de nos enquêtes, et qui nous semblent essentielles pour aborder le mode de représentation du végétal.

Dénomination des végétaux et société aluku

La nomination des plantes par les Aluku obéit à des règles bien caractéristiques où l'anthropomorphisme tient une place centrale.

Vocabulaire botanique

Le vocabulaire botanique, désignant les différentes parties du végétal est très révélateur d'une vision anthropomorphique, particulièrement pour les arbres (*udu*) :

Inversement certains termes d'anatomie humaine font référence à des végétaux : ainsi le crâne est désigné par *kaabasi ede* (calebasse/tête) ou *ede/ bon* (tête/arbre) (Vernon, 1992 : 80).

<i>terme aluku</i>	<i>partie du corps animal et humain</i>	<i>partie de l'arbre</i>
<i>wiwii</i>	cheveu, poil	feuille
<i>futu</i>	pied, jambe	base du tronc (<i>udu futu</i>)
<i>siki</i>	corps	tronc (<i>udu siki</i>)
<i>ana</i>	main, bras	branche (<i>udu ana</i>)
<i>ede</i>	tête	sommet de l'arbre (<i>udu ede</i>)
<i>buba</i>	peau	écorce (<i>udu buba</i>)
<i>ndugundugu</i>	chair	aubier
<i>aye</i>	oeil	bourgeon

Sexes et liens de parenté chez les plantes

L'existence de couples *mâle/femelle* est très vite apparue dans notre étude sur les noms de plantes. Ces couples existent surtout chez les herbacées (*wiwii*) et concerne souvent des plantes présentant une certaine ressemblance morphologique : la plupart du temps, le mâle est plus grand, plus robuste ou plus foncé. Citons par exemple le couple :

- *uman batoto* + *man batoto*
(*Physalis pubescens* L., Solanaceae) (P. *angulata*, Solanaceae)

dans lequel *uman* désigne la *femelle* et *man*, le *mâle*.

Cette forme de catégorisation n'est pas toujours indiquée dans la nomenclature; en effet deux plantes peuvent porter des noms différents (bien que ce soit assez rare), et être considérées comme *mâle* et *femelle* :

- *ko wiwii (uman)* + *kwataka futu (man)*
(*Selaginella radiata* (Aubl.) Spring, Selaginellaceae) (*Adiantum latifolium* Lam., Adiantaceae).

D'autres liens de parenté sont parfois indiqués, cette fois-ci dans la catégorie des arbres (*udu*) ou arbustes (*tiki*) : il s'agit de *frères* qui appartiennent à la même *famille (fami)*. Ces associations entre frères, qui ne sont pas précisées dans la nomenclature, sont toutefois apparues dans nos enquêtes sur le système classificatoire.

Il est intéressant de remarquer à ce sujet que la société aluku étant matrilineaire, l'appartenance à un lignage se fait par référence aux liens généalogiques passant par les femmes. Le système de "famille de frères" chez les arbres est donc symétrique au système de parenté de la société aluku.

Différentes dénominations d'un même végétal

Il est fréquent que les végétaux aient différents types de dénomination en fonction des circonstances :

- un nom commun faisant souvent référence à une caractéristique de la plante, par exemple : *gadu mi dede mi dede* "Dieu je meurs, je meurs" (*Tripogandra serrulata* (Vahl) Handlos), plante très difficile à arracher quand elle pousse dans les endroits indésirables (village, abattis).
- un nom précisant sa place dans la classification, par référence à une autre; par exemple cette même plante sera appelée *lebi namiao* (rouge-*namiao*) par rapprochement avec mais en opposition à *weti namiao* (blanc-*namiao*), qui désigne *Commelina erecta* L., plante de la même famille botanique des *Commelinacées*.
- un nom secret utilisé dans les rituels (en réalité seules les plantes les plus significatives sur le plan magico-religieux portent un tel nom).



photo 30 : Psychotria poeppigiana (famille des Rubiacées), arbuste du sous-bois, illustre bien la perception que les peuples des forêts guyanaises ont de leur environnement. Il est nommé lebi koko ede (tête de tortue rouge) par les Aluku, apiakwala'ïpoã (remède contre le mal d'oreille) par les Wayãpi, radié-zoré (plante oreille) par les Créoles et maoksikan avey (remède contre le cri du singe-hurleur, c'est-à-dire la coqueluche) par les Palikur. Pour tous ces peuples, il s'agit soit d'une plante médicinale, soit d'une plante magique. (cliché M. Fleury, 1988)

Or on retrouve ces différents types de dénominations pour désigner les êtres humains, en fonction des circonstances :

- Ainsi un homme porte un (ou plusieurs) surnom(s) familial(s), utilisé(s) dans la vie courante, qui peuvent faire référence à un épisode de son enfance ou à une caractéristique; ainsi une enfant a été appelée *Komukomu*, “Concombre”, en souvenir d’une quantité impressionnante de concombres ingurgitée.
- Il porte aussi un nom officiel, correspondant à l’état civil, celui qu’on porte sur les papiers, qu’on donne aux étrangers, qu’on utilise à l’école et dans les démarches administratives.
- Enfin, il porte son nom de naissance, traditionnellement donné en fonction de son jour de naissance (cette coutume d’origine africaine a toutefois tendance à être oubliée), ou encore en fonction de sa place dans la fratrie, ou enfin en raison de sa jumeauté. C’est un nom fortement significatif du point de vue culturel que seuls les proches connaissent.

On peut donc mettre en correspondance le nom familial d’une personne avec le nom énonçant une caractéristique de la plante, le nom officiel avec celui qui fait référence à la classification, enfin le nom de naissance de l’individu avec le nom rituel de la plante. On peut ainsi établir un parallèle entre le système de nomenclature des végétaux et celui des humains.

Les différents noms utilisés n’ont ni le même statut, ni le même pouvoir. Pour ce qui est du nom rituel de la plante, il porte en lui-même un certain pouvoir, et l’on ne doit le prononcer qu’en certaines circonstances; de manière symétrique, le nom de naissance de quelqu’un, connu d’un petit nombre de gens seulement, ne saurait être inconsidérément prononcé.

Lorsque l’on sait que *kali nam* (“appeler le nom”) signifie “envoyer un sort”, on comprend toute l’importance du nom, que ce soit pour les humains ou les végétaux. Si *le nom*, comme le dit Lévi-Strauss, est un *signe linguistique situé à mi-chemin entre précepte et concept, comme les éléments de la pensée mythique* (Lévi-Strauss, 1962), nous voyons qu’il existe un certain gradient le long duquel se situent les différentes dénominations; ainsi le nom secret, intime, que ce soit celui de l’individu ou du végétal, est le plus proche du concept, contrairement au nom officiel, ou au nom classificatoire qui en semble le plus éloigné. Ce système correspond en outre à un goût prononcé du secret chez les Noirs Marrons. En effet l’existence de plusieurs noms permet de parler d’une personne ou d’une plante, devant une tierce personne, sans que celle-ci soit capable d’identifier l’objet de la conversation, si elle ne connaît pas les synonymies employées.

Dénomination des végétaux et mythologie wayana

Chez les Wayana, il est fréquent qu'une plante porte le nom d'un autre végétal avec le suffixe *imë*, ce qui signifie à la fois, "grand, immense", mais aussi "sauvage" (De Goeje, 1941). En fait, on connaît des *imë* de presque tous les animaux, ainsi *alawata imë* est une sorte de singe hurleur, *alawata* (*Alouatta seniculus*) mais beaucoup plus gros, bien plus immense, que l'on a vu apparaître une fois sur les rochers devant le lieu appelé désormais *alawataimë ine*. Il existe également des *wayanaimë* (les *imë* des Wayana), des *meikoloimë* (les *imë* des Noirs marrons), et aussi des *palasisiimë* (les *imë* des Blancs). Tous les êtres vivants sont ainsi susceptibles d'avoir un double *imë*, qui relève plus du domaine des esprits que de celui de la réalité.

Qu'en est-il du point de vue des végétaux ? Les plantes portant le suffixe *imë* sont souvent des végétaux sauvages, le plus souvent inutilisés, contrairement à leur homologue, parfois domestiqué ou du moins employé par l'homme. Citons l'exemple de *napek*, l'igname (*Dioscorea trifida*), et *napekimë* (*Cissus erosa*), liane sauvage de la famille des Vitacées, ou encore *ulu* (manioc) et *uluimë* (*Alchornea schomburgkii*) de la même famille des Euphorbiacées, ou bien *wama* (*Ischnosiphon arouma*), l'arouman utilisé pour la vannerie et son homologue non utilisé, *wamaimë* (*Ischnosiphon puberulus*). On peut ainsi multiplier les exemples (cf. Tableau 51). Parfois, il s'agit essentiellement d'une référence à la taille, plus grosse pour l'homologue *imë* : ainsi *onohkoi* désigne les espèces d'arbres du genre *Ormosia* donnant de petites graines rouges et noires, souvent utilisées dans les colliers; *onohkoiimë* pour sa part est le nom d'une espèce (*Ormosia coutinhoi*) dont les graines sont quatre à cinq fois plus grosses et brun foncé. Ce système permet de réunir un certain nombre de plantes qui sont donc associées deux par deux.

nom wayana	identification botanique	équivalent <i>imë</i> (wayana)	identification botanique
<i>alaule</i>	<i>Bactris brongniartii</i>	<i>alauleimë</i>	<i>Bactris maraja</i>
<i>holoi</i>	<i>Anacardium occidentale</i>	<i>holosimë</i>	<i>Anacardium giganteum</i>
<i>kunani</i>	<i>Clibadium sylvestre</i>	<i>kunanimë</i>	<i>Mikania guaco</i>
<i>kuniweju</i>	<i>Miconia</i> sp.	<i>kuniwejuluimë</i>	<i>Desmodium</i> cf. <i>axillare</i>
<i>mawu</i>	<i>Gossypium barbadense</i>	<i>mawulu imë</i>	<i>Helicteres pentandra</i>
<i>napek</i>	<i>Dioscorea trifida</i>	<i>napekimë</i>	<i>Cissus erosa</i>
<i>onohkoi</i>	<i>Ormosia</i> spp.	<i>onohkoiimë</i>	<i>Ormosia coutinhoi</i>
<i>pisusuk</i>	<i>Genipa spruceana</i>	<i>pisusukimë</i>	<i>Gustavia augusta</i>
<i>ulali</i>	<i>Strychnos medeola</i>	<i>ulaliimë</i>	<i>Strychnos erichsonii</i>
<i>wama</i>	<i>Ischnosiphon arouma</i>	<i>wamaimë</i>	<i>Ischnosiphon puberulus</i>

Tableau 51. Wayana : quelques exemples de plantes avec leurs homologues *imë*.

Lorsque je l'ai questionné pour comprendre à quoi faisait référence ces *imë* des êtres vivants, Sintaman, fils de chamane, me conta ce mythe :

Tout a commencé par un habitant du village, qui coupa la queue d'un lézard et prit un arbuste nommé yawilëkë (Siparuna guianensis Aubl.), et un autre awalepokan (Siparuna decipiens (Tul.) A.D.C). C'est avec leurs feuilles qu'il ventila la queue du lézard. Pendant qu'il ventilait, la queue bougea et devint un animal. L'homme devint le maître de l'animal qui s'appelait tulupele. L'animal ressemblait à un jaguar à queue de chenille et portait différents dessins.

La bête grandit et son maître la laissa aller dans la forêt. Plusieurs années passèrent, l'animal était devenu l'ennemi des gens, que ce soit les Upului (ethnie amérindienne venant du Jari au Brésil), ou les Apalai (vivant sur le Paru). L'endroit où habitait l'animal était dans la colline, sous la terre; en bas de la colline se trouvait le fleuve où les gens passaient. Ils étaient toujours victimes de la bête. Lorsqu'un canot passait, un ara qu'on appelle alalawa (Ara ararauna) criait : il était l'alarme de l'animal. Lui se réveillait, descendait de la colline et plongeait dans l'eau; il retournait le canot et tuait les passagers. Les Upului descendaient chez les Apalai, mais disparaissaient et vice versa : c'était la même chose pour les Apalai qui montaient chez les Upului, ils ne revenaient plus jamais au village.

Un jour, les gens partirent à la recherche des disparus. Ils étaient plusieurs canots et virent ainsi le premier canot attaqué par tulupele; ils firent demi-tour. De retour au village, ils se réunir entre hommes et expliquèrent aux villageois ce qu'étaient devenus les disparus. Le lendemain, ils installèrent des pièges et coupèrent des bois qu'ils attachèrent à une hauteur permettant à la bête de passer dessous. Quand ils eurent terminé tous les pièges, une personne handicapée, servant d'appât pour l'animal, se mit dans le canot et remonta le fleuve à la pagaie, jusqu'à ce qu'il entende le signal de l'oiseau. L'animal ne sachant rien, sortit de sa cachette et descendit la colline jusqu'au bord du fleuve. Les chasseurs, installés en haut des arbres, commencèrent à flécher l'animal; ayant reçu de nombreuses flèches dans le corps, il plongea dans l'eau et mourut...

Les chasseurs étaient à la fois des Apalai et des Upului. C'est à ce moment là qu'ils firent la paix. Ils se partagèrent alors la peau de l'animal. Les Upului prirent la partie droite et les Apalai la partie gauche. Ces sont les dessins de la peau de l'animal qui ont été copiés jusqu'à aujourd'hui par les hommes qui savent faire de la vannerie, et même les femmes qui font des ceintures de perles. Et c'est pour cela que les Apalai aussi savent tresser les vanneries en recopiant les dessins pris sur l'animal tué."

Ce mythe explique ainsi comment les deux tribus ennemies, ancêtres des actuels Wayana et Aparai, durent s'unir et faire la paix pour tuer cet animal mythique, symbole de la sauvagerie. Par cette action de bravoure, les hommes se libéraient du monstre qui bloquait le fleuve, et se civilisaient en apprenant les symboles des animaux reproduits depuis lors sur leurs vanneries. Qu'est-ce donc que le *imë*, sinon un double sauvage, souvent monstrueux, de chaque être vivant ?

Référence au monde animal

On trouve également de nombreuses références au monde animal, qui peuvent être de plusieurs types : ressemblance morphologique ou organoleptique ou affinités de type écologique :

- *affinité morphologique*

Certaines plantes portent simplement le nom d'un animal, tel l'arbuste lianescent (*Machaerium leiophyllum* DC. (Benth), *Fabaceae*) désigné par *alimina*, qui est le nom de l'anguille électrique (*Electrophorus electricus*), parce que son bois est plat comme l'anguille". Une autre liane (*Salacia miqueliana* Loes, *Hippocrateaceae*) est appelée *alokole*, nom du paresseux à deux doigts, parce que les pétioles renflés et crochus qui persistent après la chute des feuilles, évoquent les griffes du paresseux.

- *affinité organoleptique*

Parfois la référence au monde animal n'est pas liée à la morphologie mais à l'odeur : la plante *pëinëkë pokan* (*Coccoloba cf. gymnorhachis* Sandw., *Polygonaceae*), porte un nom signifiant "odeur de pécari à lèvres blanches" (*Tayassu pecari*), soulignant ainsi la ressemblance entre les odeurs très fortes et caractéristiques se dégageant de l'animal et de la plante. Soulignons que la référence à l'odeur n'est pas anodine : en effet la plante est utilisée pour soigner la fièvre quand celle-ci est imputée à un sort envoyé par l'intermédiaire de l'esprit du pécari à lèvres blanches. Une association est ainsi faite entre la plante et l'animal, le végétal étant utilisé comme exorcisme pour réparer les sorts envoyés par l'intermédiaire de l'animal.

- *affinité écologique*

La liane *Orthomene schomburgkii* (Menispermaceae) est appelée *ëlukëju* "chenille-nourriture", en raison de la présence fréquente de chenilles sur ses feuilles.

Des correspondances sont ainsi faites entre végétal et animal, qui évoquent le temps mythique des métamorphoses, le temps où les animaux pouvaient se transformer en êtres humains ou en végétaux, comme l'illustre ce mythe, conté par le chamane Alupki et traduit par Kupi Aloïke :

"Le tabac (tamï) est une création de la chenille (ëlukë). C'est pour cela qu'il y a des chenilles sur ses feuilles. Autrefois, la chenille avait pris la forme d'un humain. Et plus tard, il est devenu nos feuilles de cigarettes. On ne sait pas comment les

anciens ont décidé que cela deviendrait la cigarette des esprits (jolok) pour soigner les malades avec sa fumée. Ce sont ses excréments qui sont aujourd'hui les feuilles de tabac. Il a été un humain avant, c'est pour cela qu'on dit que la chenille est le premier créateur et c'est pour cela qu'il y a des chenilles sur le tabac. Tout cela s'est passé au temps des transformations..."

"De même le roseau à flèche est une création de l'anaconda. C'est au temps de l'anaconda qu'a pris naissance le roseau à flèche. Le serpent avait alors forme humaine, et on aurait dit que c'était un humain. Mais ensuite, il a repris la forme d'un anaconda. Seul le roseau à flèche est resté parmi nous, et on ne l'a plus oublié. Ce sont nos ancêtres qui se sont chargés de nous le transmettre. Ceux qui ont recueilli le roseau à flèche sont morts depuis longtemps, mais c'est grâce à eux que nous l'avons aujourd'hui. On dit la même chose au sujet de l'arc, on dit qu'il date de la même époque que le roseau..."

2.5.3. Conclusion

En conclusion à cette étude, nous pouvons remarquer que les systèmes de nomenclature des végétaux présentent des particularités différentes dans chacune des deux sociétés étudiées ici :

Les Aluku ont bâti un système calqué sur le fonctionnement de la société humaine. Comme le dit si bien Haudricourt (1962), le traitement des végétaux est à mettre en parallèle avec le traitement d'autrui. Cette caractéristique se retrouve dans le système de catégorisation des plantes; ainsi il existe des "capitaines des plantes", qui sont "les plantes les plus fortes", et sont présentes dans de nombreux rituels et remèdes magiques (*obia*). Leur statut est donc mis en parallèle avec celui des chefs de lignage, *edeman* ou capitaines, éléments clés à la fois dans l'organisation sociale et dans le système religieux.

Les Wayana ont construit leur système de nomenclature en référence constante avec la mythologie. Des correspondances sont faites avec le monde animal, rappelant le temps des métamorphoses, l'époque mythique où les chenilles se transformaient en feuilles de tabac, et l'anaconda en roseau à flèche... Ce système renvoie à une vision du monde, fréquente chez les Amérindiens d'Amazonie, où il n'y a pas de distinction radicale entre les humains et les espèces animales et végétales (P. Grenand, 1980; F. Grenand, 1982; Descola, 1996), mais où les êtres humains sont hiérarchisés en fonction de la puissance de leur *jolok*, "double spirituel" (Chapuis, 1998).

Si enfin l'on s'en tient à la thématique générale du présent rapport, on doit surtout retenir que c'est dans ce cadre conceptuel que vont évoluer les activités de subsistance de ces populations. La disparition du système traditionnel de représentations au profit d'autres valeurs, chez les jeunes classes d'âge, ne peut que gravement nuire à la cohérence de l'usage de l'environnement.

Les questions clés

IV. LA MODERNITÉ

1. DES TENDANCES ÉVOLUTIVES ALARMANTES

Rédacteur : Pierre GRENAND

Longtemps soumis à un processus colonial de la part des nations européennes puis des Etats indépendants, les Amérindiens et les Noirs Marrons se trouvent de plus en plus engagés dans une mondialisation qui peut également être qualifiée de *modernité*. Celle-ci opère à travers la normalisation administrative, les politiques environnementales, les systèmes éducatifs, la consommation de produits nouveaux, etc... Dans les pages qui suivent, Jean Chapuis définit ainsi la modernité : “Ce terme doit ici être entendu comme la gestion du contact accru des Amérindiens avec une société occidentale”.

On se gardera d'omettre qu'avant de parvenir à la gestion de la modernité, les Amérindiens comme les Noirs Marrons doivent d'abord en avoir cerné les contours, les acteurs, les buts et les errances, toutes choses au demeurant que notre propre société a bien du mal à faire.

1.1. DES POLITIQUES ASSIMILATIONNISTES

Les peuples indigènes sont-ils plus faciles à digérer lorsqu'ils sont assimilés ? Bien sûr l'assimilation plonge ses racines dans les politiques coloniales, mais c'est au cours des dernières décennies que ses effets se sont fait le plus sentir. En particulier la scolarisation, massive depuis le milieu des années 70, s'est révélée être un formidable outil d'assimilation négative en ce sens qu'elle a détourné progressivement les jeunes générations de leur culture et en particulier de leurs connaissances et de leurs savoir-faire sur le milieu naturel, sans pour autant leur permettre une bonne intégration dans la société régionale.

Cette dimension est centrale dans les textes présentés par Jean Chapuis et Jean Hurault, qui donnent à voir de façon détaillée les engrenages de la politique de

francisation massive des populations amérindiennes et noires marrons depuis la fin des années 60. Les résultats, tels qu'ils apparaissent dans leurs textes ainsi que dans celui de Jean-François Orru, offrent plus le constat d'une déstructuration, voire d'une paupérisation — en dépit de flux monétaires croissants — qu'une réelle intégration. En Guyana, où cette assimilation est en route depuis plus longtemps, Terry Roopnaraine montre que la prolétarianisation est encore plus avancée.

Si les opérations de développement ont partout un solde négatif, sauf en ce qui concerne la santé, il est certain que la situation de la Guyana s'inscrit dans un cadre de pénurie, tandis que celle de Guyane relève pour sa part du gâchis financier.

Une des conséquences les plus visibles de l'assimilation est l'urbanisation des populations forestières. Comme le montre J. Hurault pour les Aluku, elle est la conséquence directe du rejet du système coutumier ou de l'incapacité à poursuivre les activités de subsistance, qui bien souvent vont de pair. L'urbanisation s'opère soit par migration vers des centres urbains importants, soit par agrégation de populations composites autour de villages extra-coutumiers (le plus souvent des centres administratifs), comme Lethem en Guyana ou Maripasoula en Guyane Française. Il s'agit de populations flottantes, faiblement socialisées et surtout présentant tous les stigmates de la marginalité : alcoolisme, familles monoparentales, prostitution, délinquance, habitat précaire... Même si, le plus souvent, les ressortissants des différentes communautés ethniques gardent un lien avec leur village d'origine, le nombre de ceux qui s'immergent définitivement dans la marginalité va crescendo. On voit bien qu'à long terme, c'est la pérennité des communautés forestières qui est en jeu à travers cette évolution dramatique.

1.2. L'AMBIGUÏTÉ DE LA CITOYENNETÉ

A l'exception du texte de Jean-François Orru, ce problème a été peu abordé. En Guyana, les autorités villageoises amérindiennes sont avant tout perçues comme relais du pouvoir central, tandis qu'en Guyane les communes sont des structures imposées parallèlement aux autorités coutumières. Il semble que peu d'autochtones vivent pleinement leur citoyenneté : ce n'est qu'avec une extrême lenteur qu'ils prennent conscience des droits et des devoirs que ce concept renferme.

Les autorités coutumières, lorsqu'elles parviennent à subsister, sont vieillissantes et ne possèdent pas les outils conceptuels, soit pour dialoguer à égalité avec les représentants du monde extérieur, soit tout simplement pour évaluer les problèmes nouveaux.



photo 31 et photo 32 : Sur ces deux photos du village wayãpi de Zidock prises à vingt ans d'intervalle, on peut visualiser les méfaits de la francisation et de l'assistanat (Trois Sauts, haut Oyapock, Guyane Française). (clichés C. Haxaire -photo 31-, 1975 et F. & P. Grenand -photo 32-, 1996)

Dans les Guyanes, l'interculturel, fondé le plus souvent sur des rapports asymétriques, prime largement sur l'économique (Chalifoux, 1997). Mais cette interculturalité ne débouche guère sur une intégration pluraliste.

En Guyana, la lutte pour le pouvoir se joue entre *East Indians* et Créoles, tandis qu'en Guyane Française les Créoles monopolisent de fait le pouvoir, manipulant au gré d'alliances stratégiques à géométrie variable le concept de "guyanité". Comme en écho, si la référence à la tradition reste encore fréquente avec une fonction emblématique pesante, les jeunes générations autochtones en parlent désormais justement comme d'un obstacle réel à la conquête de nouveaux statuts sociaux ou économiques ou plus simplement comme d'une entrave à leur liberté individuelle. C'est pour cette raison qu'elles se fondent désormais sur des identités génériques et donc floues, presque désincarnées et donc plus faciles à manipuler, telles qu'Amérindien ou *Bushi Nenge*, pour asseoir des revendications politiques à travers un système associatif bourgeonnant. Dans ces conditions, la citoyenneté devient un outil parmi d'autres et n'intéresse les individus que dans la mesure où elle leur permet l'accès aux transferts sociaux. Il en découle une très faible adhésion à des projets de développement communaux (Guyane Française) ou communautaires (Guyana), l'engagement n'allant jamais au delà des avantages immédiats qu'ils peuvent rapporter.

1.3. DES INDICATEURS SOCIAUX NÉGATIFS

Si tous les observateurs s'accordent à dire que les épidémies destructrices ne sont plus aujourd'hui qu'un mauvais souvenir pour les Amérindiens des Guyanes, à l'exception des groupes récemment contactés, d'autres fléaux socio-sanitaires atteignent de plus en plus fréquemment ces populations. Il en va tout particulièrement des parasitoses intestinales ou du paludisme, voire de la malnutrition infantile, largement favorisés par les politiques de sédentarisation (voir le texte de J. Chapuis). Il en va des maladies sexuellement transmissibles, largement favorisées par les contacts nouveaux et la dislocation du tissu familial.

Mais par dessus tout, le phénomène social le plus destructeur est l'augmentation dramatique de la consommation d'alcool, débouchant parfois sur un alcoolisme chronique; s'y est plus récemment ajoutée celle de drogues comme le cannabis, la cocaïne ou le *crack*. Ainsi Lartigau (1996) signale une alcoolémie supérieure ou égale à 0,1 g/l chez 58% d'un échantillonnage de

Wayãpi et Emerillon de Guyane pris au hasard; 35% des décès survenus entre 1993 et 1996 avaient un rapport plus ou moins direct avec l'alcool. D'autres remarques sur les conséquences sociales de l'alcoolisation en Guyana apparaissent également dans Forte (1992, 1996a).

Il semble que partout la monétarisation et la multiplication des débits de boisson ou des magasins, soient venus relayer les distributions d'alcool effectuées par des employeurs ou des hommes politiques peu scrupuleux. Mais on doit préciser que cette tendance à consommer de la bière ou des alcools importés se surajoute à une habitude traditionnellement socialisée de consommation de bière de manioc faiblement alcoolisée (Grenand F., 1996a). L'alcool fort entre d'abord par le biais des fêtes traditionnelles, puis gagne les maisonnées, pour aboutir à la consommation individuelle. Cette dérive relativement progressive entraîne son cortège habituel de conséquences sociales : enfants ou épouses délaissés et battus, divorces, paupérisation, réduction des activités de subsistance...

1.4. L'ENJEU TERRITORIAL : UNE HISTOIRE SANS FIN

La lutte pour la terre est un sujet dont il fut déjà débattu dans les chapitres précédents; dans les pages qui suivent, Thomas Henfrey le précise davantage pour la Guyana. Face aux invasions sans cesse renouvelées et, ces dernières années, de plus en plus massives et destructrices (Colchester, 1993, 1995; Orru, 1998b), les peuples autochtones ont été amenés à durcir leurs revendications : le droit à la terre passe désormais non plus par une reconnaissance par l'État des aires occupées par les populations forestières, mais par une autodétermination interne. Ceci implique que chaque peuple puisse choisir son propre régime politique et sauvegarder son identité culturelle, ethnique, historique ou territoriale (Tiouka & Karpe, 1998). Mais derrière cette revendication forte des communautés indigènes où l'on retrouve une bonne partie des ethnies ici étudiées, se profile l'usage qu'elles font désormais et qu'elles feront demain de leur terre.

Les textes qui suivent et particulièrement ceux de Terry Roopnaraine & *al.* ou de Jean-François Orru, montrent que nous sommes loin d'une gestion durable.

Extractivisme et autres économies prédatrices pour la vente et non plus seulement pour l'autosubsistance, sont devenus le lot quotidien de nombreux Amérindiens et Noirs Marrons. Leur adhésion à l'économie de marché, même s'il ne s'agit le plus souvent que d'une réponse à des contraintes externes, s'intensifie. Dans ces conditions, et alors que se mettent en place des politiques d'environnement, la position des autochtones est de plus en plus délicate à soutenir.

La mise en place d'aires protégées est devenue, nous venons de le suggérer, une composante essentielle de l'enjeu territorial. Elle est particulièrement bien illustrée par Jean-François Orru dans le cas de la Mission pour la Création d'un Parc du Sud en Guyane Française, qui oppose d'un côté les conservationnistes (essentiellement extérieurs à la région) et de l'autre les élus guyanais qui craignent de perdre le contrôle politique et économique sur le sud du département. Les communautés locales quant à elles, dont les *intérêts* sont diversement mis en avant par les deux camps, se sont d'abord senties exclues pour ne pas dire menacées par le projet, puis ont adopté une attitude plus pragmatique face aux offres d'emploi et d'infrastructures proposées par les instances du futur Parc. Mais la mise en échec du projet est en vérité tout autre : elle est instrumentée par un groupe d'orpailleurs aluku ayant envahi le pays wayana à partir de 1996 en quête de nouveaux sites aurifères et qui nargue aujourd'hui l'autorité de l'Etat français.

Dés lors, on comprend bien que l'autonomie interne est un instrument politique plein d'aléas : elle peut permettre une véritable rénovation culturelle des Amérindiens comme des Noirs Marrons si elle est soutenue par une forte cohésion sociale et une volonté de dialogue interculturel. En l'absence de cette cohésion, elle peut signifier l'ouverture à des dérives économiques et des manipulations externes, accélérant tout à la fois la déstructuration des sociétés et la destruction de leur environnement.

2. DES EXEMPLES CONCRETS

2.1. EN GUYANA, LE DISTRICT DU NORD-OUEST : IDENTITÉ ET PROLÉTARISATION

Rédacteurs : Terri ROOPNARAINÉ, avec la collaboration de Tinde VAN ANDEL, Géraldine FORD, Pierre GRENAND, Françoise GRENAND

Les populations du District du Nord-Ouest de la Guyana sont parmi les premières des Guyanes à s'être trouvées au contact des envahisseurs européens dès la première moitié du XVI^e siècle. Celles des sociétés qui ont réussi à survivre durant cinq siècles à travers le brassage des identités et la prolétarisation entrent aujourd'hui dans une phase extrêmement dynamique de leur transformation. Le *North-West District* de la Guyana regroupant plus de 10 000 Amérindiens illustre parfaitement cette évolution.

2.1.1. Organisation sociale et transformation culturelle

Il est important de préciser d'entrée de jeu que, tant à Red Hill qu'à Koriabo, l'organisation sociale est fluide et ne s'encombre pas de règles très strictes concernant le mariage, la résidence ou la vie sociale. On peut observer des tendances à certains mariages préférentiels, qui paraissent refléter une opinion largement répandue entre les différents groupes ethniques en présence, mais il est difficile de discerner pour l'alliance, le mariage ou la filiation, des règles, tant injonctives que prescriptives, qui soient véritablement opérationnelles. Les enquêtes généalogiques corroborent d'ailleurs ce que disent les membres de ces communautés : n'importe qui est totalement libre d'épouser qui bon lui semble, sans autre obligation que le respect du tabou de l'inceste (celui-ci s'étendant cependant à toutes les catégories de cousins, y compris les cousins croisés) et celle d'endogamie tribale pour les Carib de Koriabo. Profitons-en pour éclaircir un point : par *mariage*, il faut entendre ici une relation consensuelle et monogame socialement reconnue, de laquelle peut légitimement naître une nouvelle unité domestique, mais on ne note aucune cérémonie particulière. Dès lors qu'un couple a commencé à vivre ensemble dans la famille du mari ou dans celle de l'épouse, le mariage est reconnu, même s'il est de bon ton d'attendre la venue d'un prêtre ou d'un pasteur pour l'officialiser.

L'ethnographie de la Guyana contemporaine répugne à donner une place trop importante aux différences tribales. Dans la Barima River, on est en principe en présence de trois ethnies, Arawak, Carib et Warau. Or, les distinctions tribales que chérissent tant les anthropologues sont ici difficilement perceptibles. Par exemple, les langues indigènes sont en déclin et l'on ne parvient guère à trouver de jeunes locuteurs; les systèmes de parenté ne servent à plus rien d'autre qu'à marquer l'ascendance, tandis que la tradition

orale et les rituels ont été largement amputés par une longue présence missionnaire. En bref, même si l'identité tribale reste forte à Koriabo, l'homogénéisation culturelle et la mobilité sociale vont croissant et influencent la vie quotidienne des communautés.

Ceci posé, nous examinerons les règles d'appartenance tribale, de mariage, de résidence, de filiation et de relation intertribale.

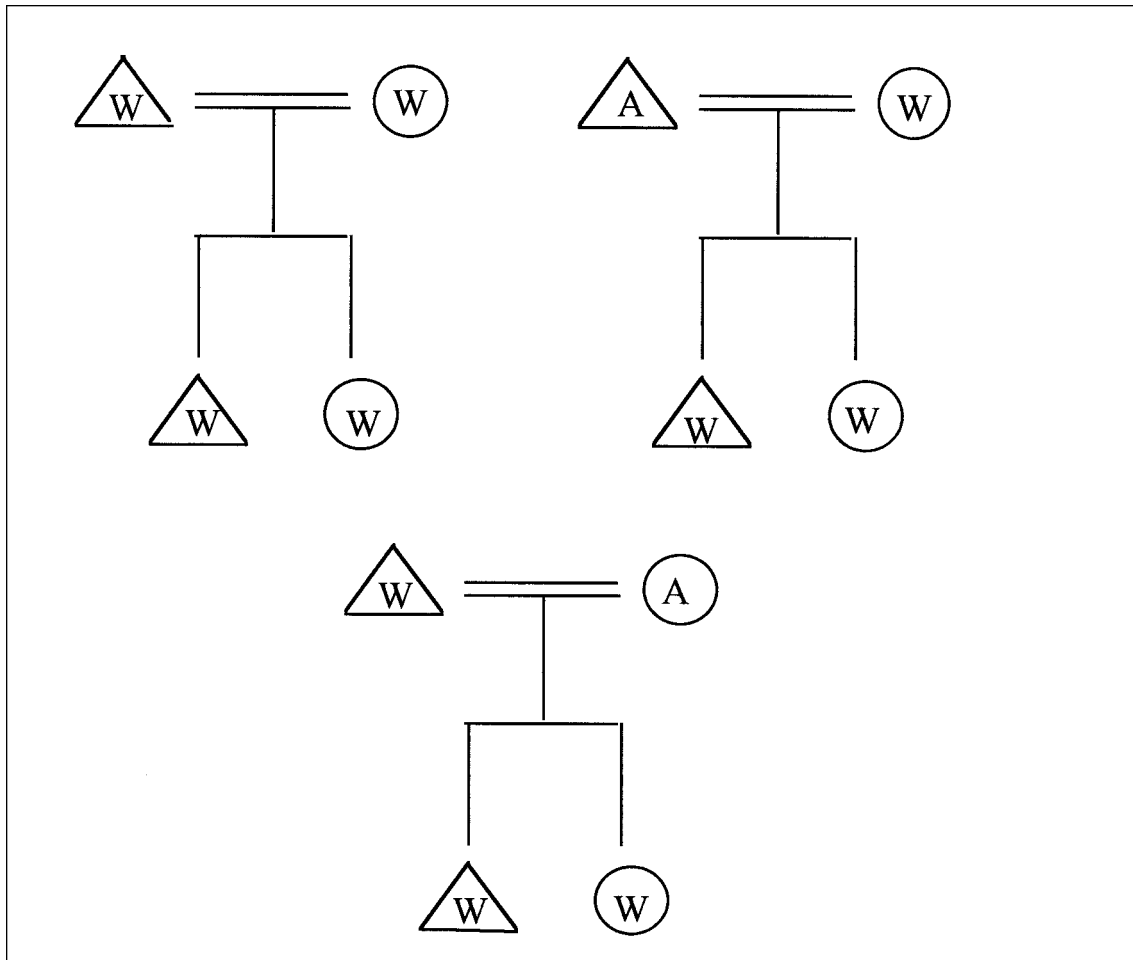
Appartenance tribale et mariage à Red Hill

Il est convenu de considérer les gens de Red Hill comme des Warau. Or, lorsqu'on les interroge, quatre des dix neuf maisonnées sont constituées soit de couples mixtes warau/arawak, soit de gens qui se désignent eux-mêmes comme "Warau descendants de mariages mixtes warau/arawak". Quelle que soit l'origine de leur père ou de leur mère, que pourtant ils connaissent, tous ces métis se dénomment Warau, sans tenir compte d'aucune règle de matri- ou de patrilinéarité, et cette préférence warau se poursuit à la seconde génération. Red Hill est officiellement, historiquement et culturellement à considérer comme une communauté warau. Comme dans d'autres cas en Guyana, c'est donc le lieu de résidence qui imprime désormais l'appartenance tribale, et l'on peut rattacher ce phénomène au processus déjà ancien de fixation des communautés amérindiennes dans des villages missionnaires sédentaires (Menezes, 1979; Bridges, 1985).

Ainsi, les habitants de Red Hill peuvent s'épouser librement entre Warau et Arawak, et même, plus rarement certes, à l'extérieur de la communauté. D'ailleurs, la présence de l'usine AMCAR, en offrant un choix beaucoup plus large de partenaires potentiels dans ses dortoirs pluriethniques, a fait augmenter le nombre de mariages exogames à Red Hill. Durant les premières années de mariage, la résidence du jeune couple est fonction du poids et des besoins des familles, pour s'assouplir ensuite et évoluer vers la néolocalité et une tendance certaine à l'autonomie, avec ses marqueurs que sont la construction d'une maison individuelle, l'ouverture des abattis et la naissance des enfants.

La scission villageoise à Red Hill

Les scissions villageoises ont beau être dues au manque de terres agricoles, elles débouchent sur des réajustements sociaux. Les habitants de Red Hill sont conscients d'avoir atteints la limite de capacité de leur terroir : les rotations agricoles, et donc les temps de jachère sont de plus en plus courts, et il devient difficile de trouver des terres nouvelles à défricher dans la vicinity du village. En 1997, deux groupes de famille ont ainsi créé de nouvelles installations, l'un à mi-chemin entre Red Hill et Koriabo, l'autre loin en amont sur un proche affluent de la Barima River. La scission est un processus lent qui commence avec le choix du nouvel emplacement, sur lequel on défriche des abattis et où l'on construit des habitations provisoires.



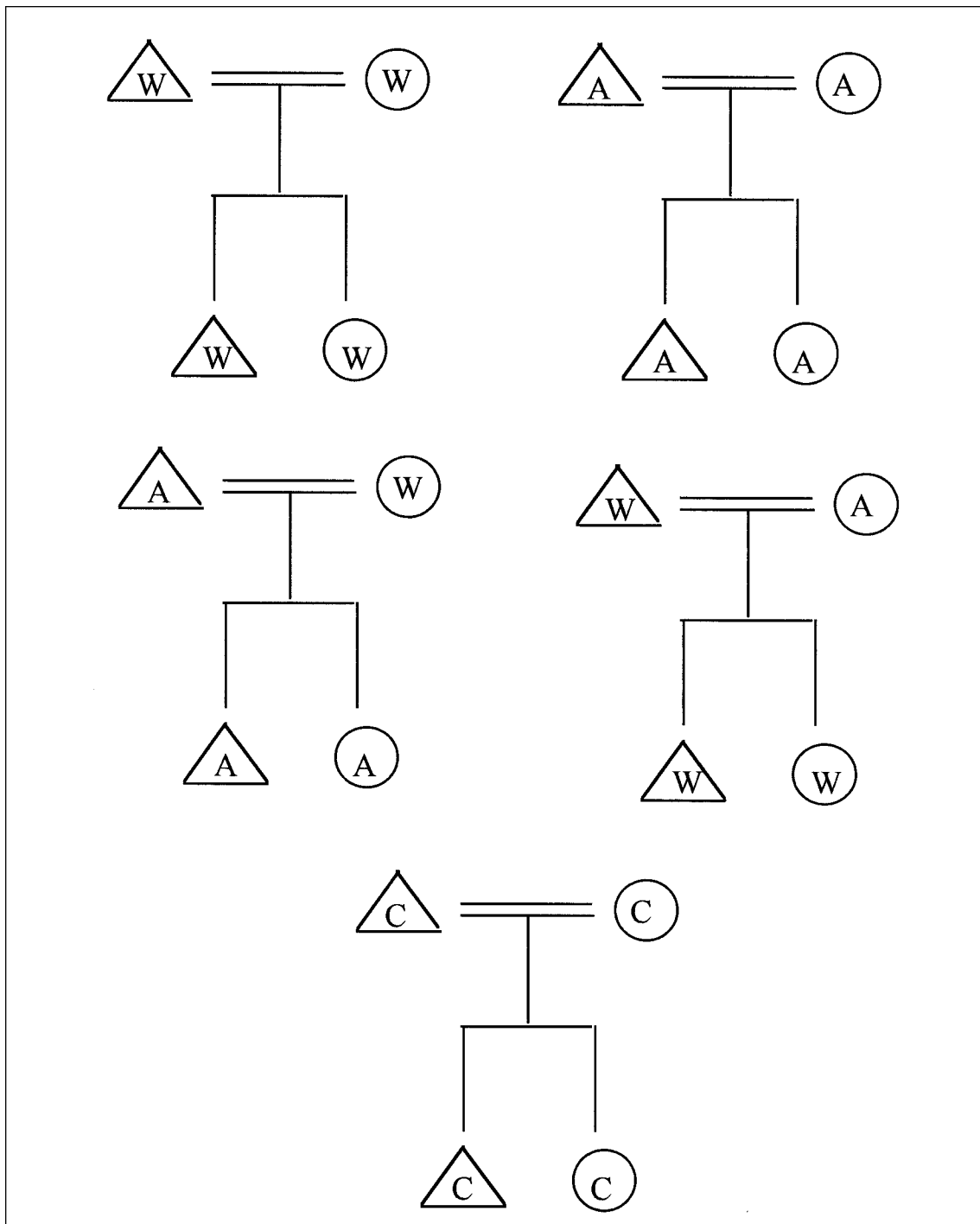
A = Arawak; W = Warau

Figure 22. Mariage et filiation à Red Hill

On ne quitte définitivement le village pour le nouveau site que lorsque les récoltes commencent; on édifie alors des maisons plus conséquentes et les relations entre les deux communautés se raréfient. On ne dit plus seulement que l'on cultive, mais que l'on habite à tel endroit : le nouvel établissement a dès lors acquis son statut de village.

Parenté et différenciation ethnique à Koriabo

Les conditions de mariage et de résidence du jeune couple sont identiques à Koriabo et Red Hill, à deux exceptions près. A Koriabo, l'appartenance tribale n'a pas encore débouché sur une homogénéisation monoethnique, cependant que l'on compte la présence d'une population carib endogame à côté des Arawak et des Warau; la descendance des mariages mixtes existants entre ces deux derniers groupes est définie par une patrilinéarité de fait : sont warau les enfants de père warau et de mère arawak; sont arawak les enfants de père arawak et de mère warau. Les anciens systèmes de parenté, clans matrilineaires pour les Arawak, filiation indifférenciée pour les Warau, ont volé en éclat.



C = Carib; W = Warau; A = Arawak

Figure 23. Mariage et filiation à Koriabo

Les Carib de Koriabo, venus dans les années 50 de la Barama River, continuent à ne pas se mélanger et à trouver leurs partenaires dans leur région d'origine. Ce manque d'ouverture est réciproque et cette règle d'endogamie n'est qu'un des aspects du climat de conflit latent qui les oppose partout ailleurs aux Warau/Arawak, hautains et supérieurs à leur égard (Forte & Melville, 1997). La perception des Carib par les Warau/Arawak est cependant nettement ambivalente, puisque ces derniers les créditent

d'un savoir et d'une culture traditionnelle qu'ils ont perdus. La notion de savoir indigène est elle-même ambivalente, puisqu'elle recouvre des aspects positifs, la cure chamanique, et un pôle négatif, la sorcellerie (*kanaima*); il s'agit là d'une activité bien répandue chez les peuples de langues karib de Guyana, inséparable d'une tradition chamanique dans laquelle des maîtres enseignent la transcorporalité à des élèves qui se transforment ainsi en esprits assassins et cannibales.

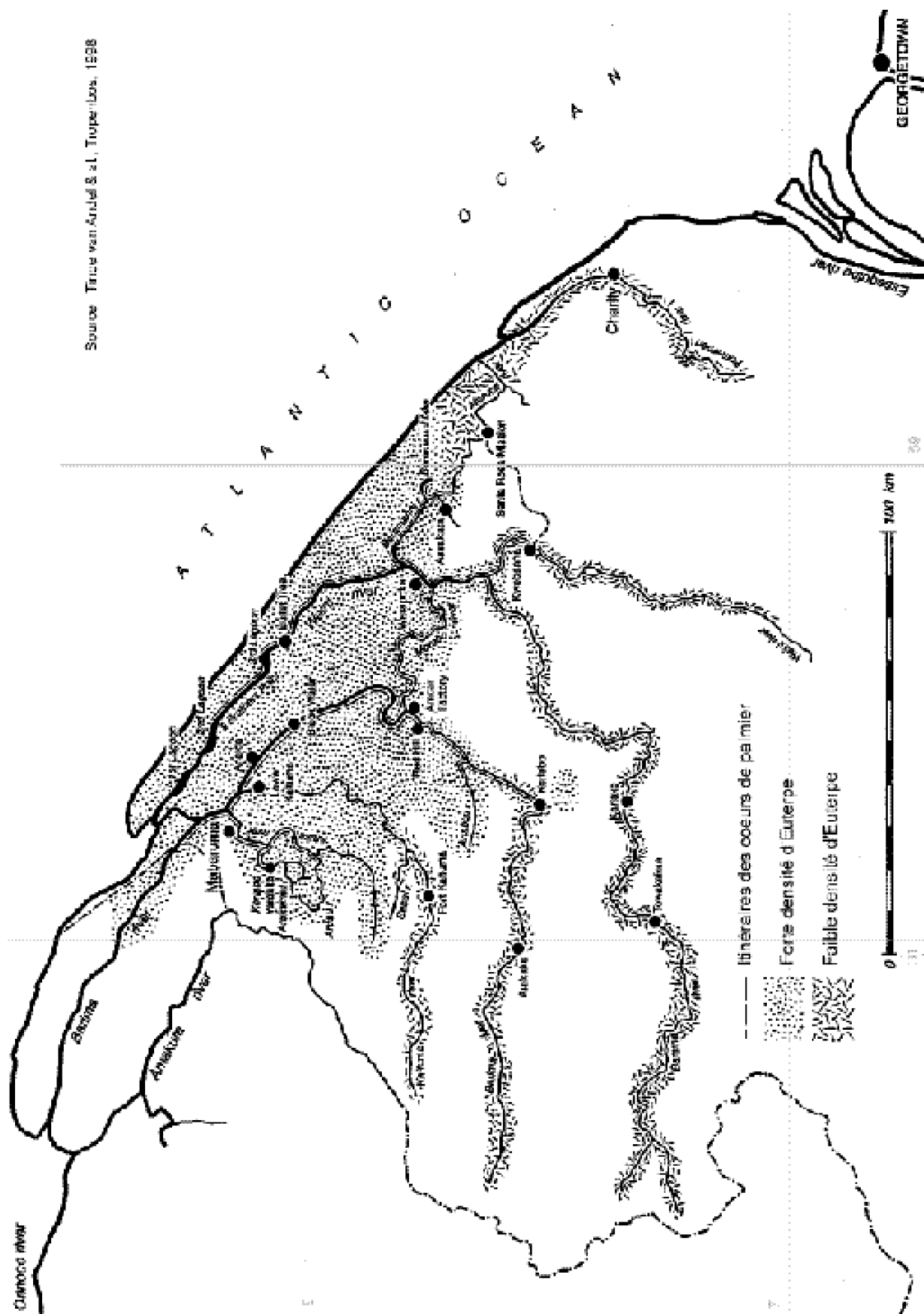
Sauvagerie, savoir et pouvoir peuvent ainsi être réunis en une forme de puissance originelle (Taussig, 1987). Attribuer tant de talents primordiaux aux Carib constituent pour les Warau/Arawak une manière de se donner une bonne place dans la séquence évolutive de l'altérité.

2.1.2. Économie contemporaine

Des Amérindiens prolétaires : l'industrie du coeur de palmier

L'économie de la Barima River a été profondément modifiée ces dix dernières années par l'installation de la firme d'origine française AMCAR (*Amazon Caribbean*). En 1995, l'exportation des coeurs de palmier a rapporté 2.070.000 US \$ à la Guyana (van Andel, 1998). On peut raisonnablement avancer qu'il n'existe aucune famille à Red Hill ou Koriabo qui n'ait pas été touchée d'une manière ou d'une autre par l'exploitation industrielle du coeur de palmier. On peut cependant utiliser le terme d'économie extractiviste, car l'espèce de palmier en cause, de par le mode d'exploitation auquel il est soumis par la firme AMCAR, est une ressource non renouvelable : si la coupe des jeunes sujets est déconseillée, la firme fait peu d'efforts d'investissement dans la replantation, ne possède pas de plantations et se dit découragée par la pousse jugée trop lente du palmier (5 à 7 ans).

Selon van Andel & *al.* (1998), ce sont uniquement les espèces du genre *Euterpe* connues localement sous le nom de *manicole* qui sont exploitées. Les coupeurs amérindiens distinguent cinq "types" qui se rattachent aux espèces botaniques *Euterpe oleracea* qui pousse en touffes et *E. precatoria* qui ne comporte qu'un seul stipe. *E. oleracea* est de loin la plus commune dans la région, poussant en fortes concentrations dans les zones inondables; elle est pratiquement la seule récoltée.



Carte 13 : Distribution des marais à Euterpe dans le district du Nord-Ouest

La zone de récolte couvre une surface considérable et concerne l'essentiel des communautés de la Barima, de l'Aruka et de la basse Waini jusqu'à Santa Rosa, d'où proviennent d'ailleurs de nombreux ouvriers de l'usine (cf. Carte 13).

Sur place, AMCAR contrôle la chaîne d'un bout à l'autre, de l'abattage du palmier à la mise en boîte du coeur, l'ensemble de ces opérations devant obligatoirement tenir en trois jours; les boîtes sont ensuite acheminées vers le port principal de Georgetown d'où elles sont expédiées par container, principalement vers la France qui occupe la première place sur le marché.

Les coeurs sont fournis par des coupeurs à la mesure obligatoire de 60 cm (correspondant à la longueur étalon des machettes fournies par la firme) et déjà débarrassés de leurs premières enveloppes. Selon van Andel & *al.* (1998) ils sont livrés avant trois jours car ils se détériorent ensuite très rapidement. Arrivés à l'usine, les coeurs (nommés localement *cabbages*) sont empilés et charroyés au premier poste de travail, où ils sont débarrassés de leurs dernières enveloppes et mis à nu. Ne sont conservés que les coeurs frais, indemnes et supérieurs à 25 mm de diamètre. Ils sont alors longuement brassés dans des bassins d'eau claire puis coupés à la longueur de la boîte, grâce à des gabarits de bois. Les tronçons sont ensuite baignés dans une saumure acidulée pour éviter toute oxydation et toute décoloration, puis serrés dans des boîtes de 220 ou 500 g, avec cette saumure. Une fois le poids vérifié, les boîtes sont serties, lavées et enfermées plusieurs heures dans un autoclave. A la sortie, elles sont vernies et stockées en palette jusqu'à l'embarquement sur le prochain bateau, qui en profite pour acheminer à l'usine un stock de boîtes neuves.⁴⁸ AMCAR traite 35 000 coeurs de palmier par jour. Chacun d'eux représente la mort d'une tige même si chaque touffe récoltée émet sans cesse de nouveaux rejets.

Les habitants des deux communautés sont impliqués dans le processus selon quatre formes principales :

- Les offres d'emploi concernent tout d'abord le travail à la chaîne dans l'usine :

Les ouvriers de l'usine, qui proviennent de nombreux villages du North West District, habitent sur le site dans de vastes dortoirs couverts de palmes lorsqu'ils viennent de loin, comme ceux de Koriabo. Ceux de Red Hill sont ramassés en bateau du lundi au samedi à 6 heures du matin; le soir, ils ne quittent l'usine que lorsque la chaîne opératoire est terminée et le site parfaitement nettoyé. Celle-ci dépendant de l'ampleur de l'approvisionnement en coeurs frais, ils peuvent avoir terminé aussi bien à 18 h qu'à minuit. Les ouvriers sont nourris sur place par la cantine de l'usine. La majorité des personnes travaillant sur la chaîne de mise en boîte sont des jeunes filles et jeunes femmes d'une vingtaine d'années. En 1997, chacune gagnait 8 000 \$ guyanais par mois; la solution préférée est une partie en salaire, une partie en biens de consommation achetés

au magasin de l'usine. Les heures supplémentaires ne sont pas payées, mais une gratification est quelquefois accordée. Les ouvriers et leurs familles se plaignent que le temps de travail hebdomadaire ne leur laisse de temps pour aucune autre occupation. C'est particulièrement vrai pour les jeunes mamans, qui doivent laisser leur bébé au village aux bons soins de leur mère ou d'une amie. Ceux qui habitent loin se plaignent amèrement de leurs conditions d'hébergement : la nourriture est selon eux insuffisante et médiocre; les dortoirs, unisexes et trop vastes. Les jeunes gens qui ont auparavant séjourné dans des chantiers forestiers ou des placers reconnaissent que si leur travail était dangereux, au moins, ils étaient mieux nourris.

- Il n'existe qu'un nombre limité d'emplois spécialisés.

Ce sont les mécaniciens, les capitaines et pilotes de bateau, les conducteurs d'engins et les charpentiers, tous des hommes. En 1997, ils gagnaient de 10 à 12 000 \$ guyanais par mois, mais avec des horaires irréguliers et, pour les équipages, souvent nocturnes. Eux aussi peuvent choisir de recevoir une partie de leur salaire en nature.

- AMCAR traite autant de coeurs de palmier que ses coupeurs peuvent lui fournir.

L'abattage est ouvert à quiconque peut soutenir le gros effort physique qu'il exige. C'est donc un travail exclusivement masculin, réservé le plus souvent aux jeunes gens travaillant par équipe de deux, et dont les conditions se durcissent : les peuplements de palmier s'étant de plus en plus éloignés des berges, les hommes doivent marcher plusieurs heures, alternant collines et marécages, avant de trouver des densités commercialement exploitables. Le coupeur abat le stipe aussi haut que possible; à terre, le palmier est étêté, le coeur débarrassé de ses premières et lourdes enveloppes, puis coupé à la bonne dimension. Les coeurs sont empilés puis rapportés au bateau par hottée d'une cinquantaine. Un coupeur expérimenté peut rassembler jusqu'à 150 coeurs en une journée. Les bateaux ayant un circuit bien rodé, les coupeurs s'arrangent pour attendre leur passage sur une estrade spécialement construite au-dessus de l'eau, le plus souvent en plein nuit. La récolte est inspectée avant d'être embarquée et payée. A Koriabo, le bateau passe une fois par semaine, généralement le dimanche matin. Les coupeurs peuvent aussi vendre leur récolte à un agent intermédiaire comme à Blackwater, mais celui-ci dispose rarement de quoi la payer.

L'abattage est reconnu pour être dangereux : à côté des risques de paludisme et de morsure de serpent, les chutes et le portage peuvent être la cause de blessures graves, dont on dit qu'elles ne donnent lieu à aucune indemnité de la part d'AMCAR.

- Des possibilités de promotion existent.

Les très bons coupeurs peuvent se voir offrir l'opportunité de devenir agents de récolte, mais ils doivent par contrat apporter à l'usine 2 000 coeurs par semaine. AMCAR espère rendre sa proposition alléchante en rachetant 9 \$ guyanais chaque coeur que l'agent a lui-même acheté 8 \$ guyanais au coupeur, ou bien en lui avançant le prix d'achat d'un canot et d'un moteur, qu'il faut ensuite rembourser. Seuls les plus

industrieux et les plus entreprenants peuvent espérer réussir.

En termes d'organisation du travail, il existe une grande différence entre les coupeurs et tous les autres emplois suscités par AMCAR. Si ces derniers sont des emplois à plein temps qui implique que l'éducation des enfants et les activités de subsistance pèsent sur les épaules des personnes d'âge mûr, il est bien rare que les coupeurs travaillent plus de trois jours par semaine, ce qui leur laisse du temps libre pour les autres activités. Par ailleurs si la coupe des coeurs de palmier est d'un rapport modeste, elle est d'un rapport sans aléas, au contraire de la capture d'animaux vivants ou la quête de l'or.

Les opportunités d'embauche à AMCAR sont variables. Même en cas de surplus, l'usine ne refuse jamais un bon chargement, préférant augmenter les cadences de traitement que de décourager les bons coupeurs. Aussi l'incitation à la coupe est-elle permanente et les possibilités d'emploi que cela permet toujours attrayantes.

A la chaîne, les offres d'emploi non spécialisées sont peu fréquentes, mais existent cependant en raison des départs volontaires. Obtenir un poste de mécanicien ou de pilote de bateau requiert de posséder la formation ad hoc et une bonne expérience. D'une manière générale, quel que soit l'emploi envisagé, la firme aime à embaucher sur recommandation d'un parent ou d'un ami déjà bien placé dans la hiérarchie. La firme insiste particulièrement lorsqu'il s'agit de membres d'une communauté éloignée, car elle peut ainsi effectuer un meilleur contrôle sur les individus.

Tous les échanges avec AMCAR se font sur la base d'un troc asymétrique. Pour obtenir de la firme un produit quelconque, le transacteur doit offrir sa force de travail, des coeurs de palmier, du poisson, du gibier. La monnaie joue un rôle d'indicateur de valeur qui n'est pas négociable. Le seul choix laissé au vendeur est d'indiquer la proportion qu'il souhaite recevoir en argent ou en marchandises. Le système est rigide et le salarié ne peut en aucun cas revenir sur sa décision. En général les travailleurs choisissent les 3/4 en produits manufacturés et le quart restant en argent. Seuls quelques jeunes hommes célibataires perçoivent leur salaire en liquide qu'ils dilapident dans les *cantinas*.

L'économie de production et l'échange non- ou semi-monétarisé que l'on trouve sur les fronts pionniers amazoniens appartiennent à une longue et brutale histoire d'esclavage, de péonage et de surendettement, dans lequel s'est perverti l'antique système de don et de contre-don si bien représentatif des sociétés tribales, la logique interne de l'échange traditionnel se trouvant remobilisée au profit d'un entrepreneur allogène (Taussig, 1987; Hugh-Jones, 1992). Tandis qu'AMCAR peut très certainement être accusé d'exploitation de la force de travail, de bas salaire, de manquement aux règles de santé de ses employés, de mauvaises conditions d'hébergement et d'irresponsabilité

en matière d'environnement, il mérite d'être souligné que la firme (sauf dans le cas de l'achat d'embarcation et de moteur) n'est jamais entrée dans cette infernale spirale du surendettement de ses salariés, qui piège tant de pauvres gens en Amazonie. Et comme la firme possède sa propre flotte et contrôle toute la chaîne jusqu'à Georgetown, elle est capable d'offrir à ses employés toute une gamme de produits qui, même une fois rendus dans son magasin sur le site, restent infiniment moins chers que dans le commerce de détail de la capitale, alors que partout ailleurs dans l'intérieur, les prix doublent pour le moins. Les employés ou les coupeurs disent conserver en liquide une partie de leur salaire soit par sécurité, soit parce que le magasin de la firme ne vend ni alcool, ni vêtements.

On comprend alors mieux la rigidité du système de paiement de AMCAR. Si la firme acceptait de transformer son magasin en point de vente ouvert à tous, très rapidement les Amérindiens se livreraient à des activités plus rémunératrices et ne viendraient à AMCAR que pour acheter des produits manufacturés bon marché... Ce serait la fin du système, d'autant plus que la firme ne possède pas de moyens de coercition.

Cependant le système offre quelques opportunités connexes en terme de production et d'échange. Ainsi il est fréquent qu'un coupeur ou un ouvrier de AMCAR revende une partie de ses produits manufacturés à des prix intermédiaires entre ceux de la firme et des magasins de la rivière. Les marges bénéficiaires sont évidemment plus intéressantes si les transactions sont conclues en dehors des réseaux de parenté. Cette activité n'est pas systématique et ne parvient pas au niveau d'un commerce permanent.

Plus subtil est le commerce complexe établi par quelques habitants de Koriabo profitant de leur position géographique à mi-chemin entre l'usine et le placer de Arakaka dans la haute Barima où les prix sont trois fois supérieurs à ceux du littoral. Ces entrepreneurs amérindiens vendent des produits traditionnels (cassave, poisson...) à Alakaka en début de semaine contre du liquide (premier bénéfice); en milieu de semaine, avec cet argent ils achètent les coeurs aux jeunes coupeurs qui veulent faire la fête pendant le week-end; en fin de semaine, ils vendent les coeurs à AMCAR contre des produits manufacturés qui seront vendus à Arakaka à un prix intermédiaire (second bénéfice). Même si ce négoce est dépendant depuis quelques années de la baisse du cours de l'or, on observe ici à l'état naissant l'émergence d'une mentalité *capitaliste*, rarement observée jusqu'à nos jours chez les Amérindiens du bassin amazonien.

En définitive la durabilité de l'économie du coeur de palmier dépend essentiellement de la gestion des ressources. Si les palmiers semblent toujours abondants, il est certain que les secteurs les plus accessibles sont surexploités et devraient être mis "en jachère" pendant au moins cinq ans. De plus si de nombreux coupeurs épargnent par touffe d'*Euterpe oleracea* les stipes les plus grands, considérés comme reproducteurs, cette pratique n'est pas généralisée. Enfin *Euterpe precatoria* ne possédant qu'un stipe par pied et régénérant uniquement par germination, devrait être banni de coupe (van Andel, 1998). Sans une planification qui devient urgente, il est probable que cette économie ne sera viable qu'à très court terme.

Autres activités économiques

Dans ce sous-chapitre, nous décrivons les autres activités économiques pratiquées à Red Hill et surtout à Koriabo.

La capture d'animaux vivants est une activité essentielle dans le North West District et en Guyana en général, puisqu'elle rapporte officiellement 2.100.000 US \$ au pays chaque année. Pour s'en convaincre, il suffit de se trouver, lorsqu'un avion est attendu, sur la piste de Mabaruma au milieu de dizaines de paniers pleins d'oiseaux. La capture des animaux vivants est autorisée en Guyana, mais depuis 1993 ont été instaurés des quotas par espèce et des périodes de fermeture.

Les espèces convoitées sont les aras (*Ara chloroptera*, *A. macao*, *A. ararauna*, *A. manilata*), les perroquets (particulièrement ceux du genre *Amazona*), plusieurs espèces de perruches et divers toucans. La part la plus importante est exportée. Viennent ensuite les petits singes du genre *Cebus* et surtout le singe écureuil (*Saimiri sciureus*). Les boas, constrictor (*Constrictor constrictor*) et anaconda (*Eunectes murinus*) capturés jeunes ainsi que le superbe petit boa émeraude (*Corallus caninus*) sont aussi valorisés mais le marché en est plus étroit. Ces animaux sont vendus à des commerçants de Georgetown, par l'intermédiaire de leurs agents basés à Mabaruma.

Il s'agit d'une activité lucrative mais risquée. Tout d'abord parce qu'une expédition de capture est loin d'être couronnée de succès, mais aussi parce que les intermédiaires jouent sur les prix (arguant que telle ou telle espèce est surabondante) et surtout que les trappeurs ne peuvent retourner chez eux avec une cargaison aussi fragile. Une Amazone est généralement achetée au trappeur 1000 \$ guyanais et revendue 600 US\$ en Amérique du Nord.

La capture est dangereuse, puisque les trappeurs grimpent et s'embusquent dans les arbres avec un appelant et capturent leurs victimes avec un noeud coulant disposé au bout d'une perche. En dépit de cela, ce travail est perçu comme offrant plus de liberté et d'un

meilleur rapport que le travail à AMCAR.

La seconde activité extra-traditionnelle est l'orpaillage, auquel on prête les mêmes avantages que la trappe. L'or est exploité de façon artisanale (*porkknocking*) sur la rivière Manari en amont de Koriabo, avec des dragues à Arakaka sur la haute Barima et clandestinement sur la mine fermée de la rivière Tassewini, affluent de la Barama à l'est de Koriabo. C'est donc cette dernière communauté qui est la plus concernée par le travail épisodique de l'or.

Le problème reste que l'argent gagné grâce à l'orpaillage ou à la trappe ne peut être dépensé à AMCAR. Quant aux magasins de la rivière, leurs prix sont si élevés que les gains réalisés sont vite annihilés. Il faut alors passer par le commerce complexe décrit plus haut si l'on veut faire fructifier son capital.

2.1.3. Conclusion

En dépit de variantes locales, ce qui précède montre de toute évidence que les habitants de la Barima tendent vers un même type d'organisation sociale et une participation généralisée à l'économie extractiviste.

Les cibles principales de cette économie extractiviste sont les coeurs de palmier, la faune sauvage, l'or et éventuellement le bois. Le succès de chaque individu dans ces entreprises dépend de son habileté et de sa force de travail, qui lui permettent de transformer des ressources naturelles en biens marchands. Néanmoins la diversité des ressources extractives enrichit quelque peu les possibilités d'entrée des Amérindiens dans l'économie de marché, à la différence de ce qui se passe souvent ailleurs⁴⁹..

Ce qu'il convient surtout de retenir, c'est que les Amérindiens continuent, vaille que vaille à pratiquer les divers types d'activités : agriculture et prédation (chasse, pêche, cueillette et extractivisme), et surtout qu'il n'y pas vraiment disjonction entre les activités de subsistance et l'engagement dans l'économie de marché, les individus pouvant toujours tenter d'exploiter *conjointement* ces sphères de production et d'échange.

Opposer de façon trop systématique une économie amérindienne *traditionnelle* à une économie de marché devenue *non-traditionnelle* est un piège dans lequel il faut se garder de tomber. Placer ces deux formes d'économie en situation dualiste, risque d'entraîner les mêmes critiques que celles faites à d'autres

formes de dichotomie fréquemment utilisées en anthropologie économique. Ainsi quand Forte & Pierre (1995 : 29) affirment que “l’économie *naturelle* est dominante à Koriabo”, c’est bien pour caractériser le fait que ces gens “ dépendent de l’agriculture familiale, de la pêche et de la chasse pour leur alimentation quotidienne”. Cette vérité se fonde cependant sur une interprétation quelque peu fixiste de la *naturalité*. L’extraction des coeurs de palmiers, la capture des animaux et dans une moindre mesure la quête de l’or sont toutes des activités qui nécessitent une connaissance sophistiquée du milieu naturel et sont reliées à une même épistémologie de la nature que les activités de subsistance.

Le vrai problème réside dans la nature des relations de pouvoir sur lesquelles s’appuient les interactions économiques et sociales entre producteurs et acheteurs. Il est évident que la firme AMCAR est en ce sens une force économique très puissante dans la vallée de la Barima. La question essentielle est de savoir combien de temps la compagnie va continuer à opérer dans la région. Déjà les zones exploitées sont de plus en plus éloignées : ainsi la rivière Kaituma a été abandonnée dès 1997 et la région de Koriabo devait l’être en 1998. Il est certain que cette exploitation peu soucieuse de gestion durable parviendra à son terme lorsqu’elle ne sera plus économiquement rentable.

Il est bien difficile de prévoir les conséquences pour les populations locales d’un tel départ, au-delà de la simple perte de revenus. Pourtant leur adaptabilité est aussi grande que leur acculturation et il est fort probable qu’elles sauront, dans le cadre de l’économie de marché, se tourner vers des opportunités nouvelles ou celles ayant déjà fait leurs preuves.

2.2. LAND CONFLICTS AND CULTURAL CHANGES IN SOUTH GUYANA

Rédacteur : Thomas HENFREY

2.2.1. General Situation

Within Guyana, of numerous cases of conflict between Amerindian communities and the central government over land ownership, two are particularly noteworthy owing to the size of the areas involved. The more advanced of these is that of the Akawaio and Arecuna (Pemon) peoples of the Upper Mazaruni River basin. They have collected substantial geographical information to support their claim to an area of around 3,000 square miles beyond the extent of their present titles, having recently completed an extensive project to produce highly detailed maps locating farms, hunting, fishing and gathering areas, and sacred sites. In an unprecedented action, in October 1998, the leaders of the six villages involved filed a suit on behalf of their communities in the Guyanese High Court. The Government of Guyana has not issued any official response, but in July 1999 did grant a South African mining company a licence for mineral prospecting over an 8 million acres area encompassing the disputed land.

The other major outstanding land claim is being pursued by the Wapishana people of the six villages comprising the Rupununi savannahs' Deep South District, along with their southern neighbours the Waiwai. In late 1998, the deep south *tushaus* submitted a collective claim for an area stretching from the Brazilian border east to the Essequibo River, and south to the Kassikaityu, an expanse which had originally been requested for title by their antecedents at the time of the 1969 Amerindian Lands Commission. In October 1998, the Waiwai submitted a claim for a large area of land bordering the southern and eastern edges of the Wapishana claim. Both groups hope to follow the example of the Upper Mazaruni communities by undertaking mapping projects in support of their claim, and in taking legal action if necessary. Large areas within both these claims have been made available as exploratory concessions to the logging and mining industries.

Many other Amerindian land issues remain to be settled in Guyana, largely dating back to the Amerindian Lands Commission of 1969. This commission recommended that 128 villages be granted title to 24,000 of the 43,000 square miles of land claimed by Amerindians at this time. Guyana's Amerindian People's Association contends that to date 6,000 square miles has been allocated to only 74 villages. Many titled communities

are pressing for extensions to their lands, either maintaining that these were insufficient in the first instance, or that population growth and nucleation have caused substantial increases in land requirements since 1969. The extension of Kaieteur Falls National Park in March 1999 caused controversy following a claim by the neighbouring Patamona village of Chenapau that they had thus been denied access to clean water sources and essential hunting and fishing lands. The April 1999 *tushau*'s conference released a statement of support for Chenapau in his issue, and also reiterated the position that resolution of outstanding Amerindian land claims is an essential component of the development of a protected areas network within Guyana.

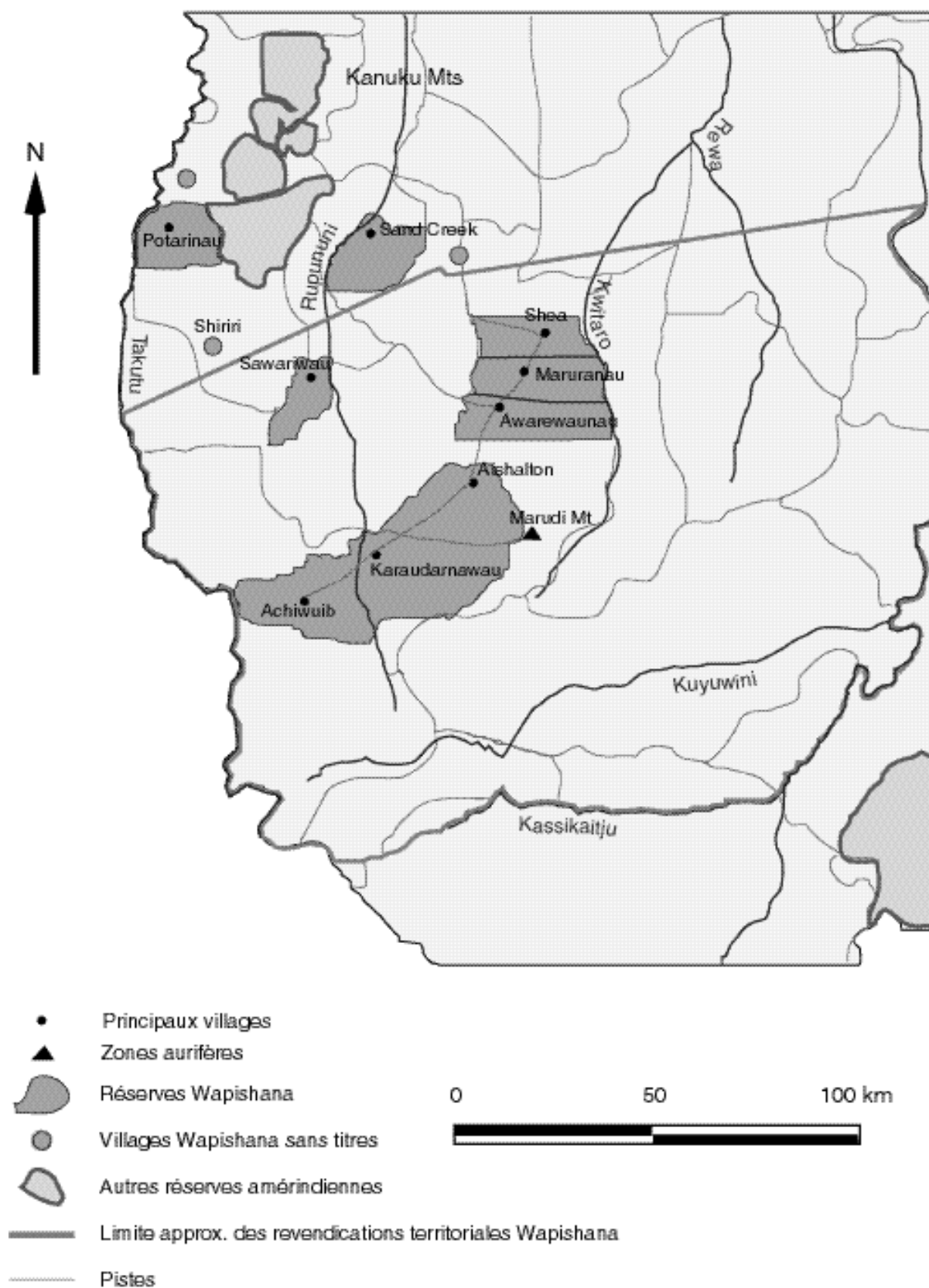
2.2.2. The Wapishana Case

Modern Settlement

The Wapishana homelands comprise a large area of land in the Rio Branco savannahs, Roraima State, Brazil, the contiguous South Rupununi savannahs, Region 9, Guyana, and their adjacent forests. Villages are widely dispersed across this area. Large numbers of people have emigrated - most notably in a significant labour migration from both sides of the border to the city of Boa Vista, Roraima's state capital, and the agricultural and ranching areas in its environs.

Within the South Rupununi, most people live in partially nucleated settlements distributed in a broad arc around the forest-savannah boundary - Sand Creek and Rupunau close to the foothills of the Kanuku Mountains, Shea, Maruranau and Awarewaunau adjacent to the Kwitaro River basin, and Aishalton, Karaudanawa and Achiwuib close to the catchment of the Kuyuwiní river or its tributaries. The other settlements are located on the savannah within reach of more isolated areas of forest: extensive pockets of forest on the savannah known as 'bush islands' (Potarinau, Sawariwau and Katoonarib) or small areas of montane forest (Parikwarawaunawa and Shiriri). Small numbers of people are reported live in isolated settlements outside the major villages, some in highly remote locations deep in the forest.

Settlement within villages is somewhat dispersed : each village is composed of a number of hamlets, each typically located at a separate hilltop site on the savannah. These hamlets are clusters of households linked by diverse combinations of cognatic relatedness and affinity, which generally correspond to the basic unit of social organisation identified as characteristic of the Guiana Shield region (Riviere 1984). This pattern is the result of the nucleation of settlements formerly dispersed more evenly along the forest-savannah boundary, as people have progressively relocated closer to village infrastructure - most villages are now located near a church, school and health centre. This process has been ongoing since missionisation and the building of churches began in the first few decades of the 20th. century (Bridges 1985).



Carte 14. Territoire actuel des Wapishana

The extent of titled land holdings is a controversial issue. Several villages - Rupunau, Parikwarawaunawa and Shiriri - entirely lack land title. Others face severe shortages of suitable agricultural land within their titled areas: of the villages visited, many villagers in Sand Creek and Achiwuib are reported to be forced to keep their farms beyond the village lands. Many important fishing and hunting areas are also located beyond village boundaries, including the Kuyuwini River, upon which Achiwuib people depend for fish, and Rewa River, fished seasonally by people in Marurana.

The present study has also found evidence to suggest that areas outside titled lands and not actively used, nevertheless may fulfil important ecological functions in traditional systems of broad-scale management of forest resources. The extent of perceived land shortage varies among villages depending upon location, population size and the distribution of natural resources. The Wapishana people collectively lay claim to substantial areas of land: Rupunau and Parikwarawaunawa are both actively seeking to obtain land title, Sand Creek has applied for extension of its title, and the six villages of the Aishalton sub-district collectively lay claim to an area extending from the Brazilian border east to the Essequibo river, and between the Kanuku mountains and Kassikaityu river north to south.

Threat on lands

Concern is high among the people about claims by outside interests upon lands within the South Rupununi and its environs. The Canadian exploration company, Vanessa, has a mineral prospecting licence covering vast areas, including the entire Kanuku mountains and large areas in the forests to the east of the South savannahs - in response to local concerns, a committee was recently set up to allow communication between this company and residents of the areas in which it plans to work. AMPA, a Guyanese mining interest, prospected for gold at several sites in the Kwitaro river in the last few years, but did not apparently find commercially viable deposits; however the concessions for this area are rumoured still to be valid.

Australian company Hardman Resources M.L. is currently negotiating a licence for petroleum exploration over the entire Takutu River basin, an area of 10,000 square miles. And, controversially, large areas along the Rewa river have been made available as four exploratory concessions for logging interests - all of these were initially taken up by foreign lumber companies, although a combination of the remoteness of the areas, absence of infrastructure and the Southeast Asian financial crisis led to their withdrawal. Many sites within the area have also been mooted as possible protected areas, most notably the Kanuku Mountains, although given the stop-start nature of Guyana's *National Protected Areas System Programme* thus far it is unclear which, if any, of these will actually achieve this status.

2.2.3. Involvement in the cash economy

Income-generating opportunities are few in the South Rupununi, and little money is in circulation. It has already been mentioned that some individuals have achieved varying degrees of success in the commercial raising of livestock. The ranching industry also provides a certain number of jobs for people in the South Rupununi, as hands at Dadanawa and other ranches. Very few jobs are available for the well-educated, teaching and health work being the main exceptions, although the scarcity of highly qualified people among the Wapishana and the reluctance of some recipients of outside education to return to their home villages means that there are shortages of trained staff in both these sectors. Opportunities for commercial agriculture are limited, largely as a result of the difficulty and cost of transporting these to markets outside the Rupununi.

Peanuts are the major cash crop, and are grown commercially even in the more remote villages such as Maruranau. Here people are dependent on relations with a small number of buyers, who fortunately are reported to deal with their suppliers in an honest and fair manner. Most people wishing to earn a cash income must, however, look beyond their home area - most commonly to Brazil, where large numbers of Wapishana, especially young people, migrate on both temporary and permanent bases. The jobs available are mostly menial and low-paid, although in a number of cases they do provide an essential input of cash into the local economy, either when people return, as many do for holidays, and spend money in their home village, or when money is sent home to parents or other relatives of the labour migrants. Many people also migrate to other parts of Guyana in search of work, mostly to either the mining areas or Georgetown. Although some people appear to settle happily in other areas, much dissatisfaction is expressed by parents whose children have moved away, and by young people themselves, who would prefer to remain at home but feel compelled to leave in order to find a wage.

2.2.4. Conclusion

The major development problems identified in earlier studies, (Forte 1992, ARU 1993, Forte & Pierre 1995, Tang 1995) of which the most striking are transport and health care, still remain priorities for development as identified by the people themselves. Beyond this, it seems futile to add another to the list of outsiders' prescriptions for development in Amerindian communities. This has not been the purpose of this study, which has rather sought to add support to the notion of self-determination in development, by exploring the basis for this to proceed on a basis of environmental sustainability. Such is necessary for employment to the maximum benefit the resources already available, both physical - the forests and savannahs themselves - and intellectual - skills and knowledge relating to these natural habitats which can make major contributions to adapting their usage to the novel challenges of modern times.

The importance of conservation to the future prosperity of their people is widely recognised by the Wapishana leadership, who are currently promoting the development of a sustainable management plan for their lands, suggestions relating to which include the designation of reserved areas such as an ‘Amerindian Iwokrama’ and an extractive reserve based upon the harvesting of Brazil Nuts (*Bertholettia excelsa*). Appropriate outside intervention must be directed to respond specifically to requests for assistance in such endogenous schemes, in recognition of the fact that the future of the Wapishana people can be a bright one, so long as they can determine the form that future takes for themselves.



photo 33 : Souvent habitat traditionnel et habitat moderne de type pauvre coexistent, comme c'est le cas ici chez les Emerillon (Edouard, Tampok, Guyane Française). (cliché J. F. Orru, 1997)



photo 34 : Le moteur hors-bord facilite les déplacements liés à la subsistance et accélère le contact avec le monde extérieur. Ici Wayãpi du haut Oyapock partant faire des achats dans le bas Oyapock. (cliché F. & P. Grenand, 1989)



photo 35 : Le filet droit en nylon facilite grandement la pêche, comme c'est le cas ici chez les Wayana (Twenke, Itany, Guyane Française), mais ne permet pas d'opérer de sélection, ce qui risque à court terme de réduire les stocks de poisson. (cliché M. Fleury, 1996)



photo 36 : Le contact avec la médecine occidentale a sauvé les Amérindiens de l'extinction, mais a bouleversé également leurs conceptions de la maladie. Ici le Dr. E. Bois, lors d'une campagne médicale chez les Wayana de l'Itany (Guyane Française). (cliché E. Bois, 1962)

2.3. LES WAYANA : UNE ENTRÉE FULGURANTE DANS LA MODERNITÉ

Rédacteurs : Jean CHAPUIS, avec la collaboration de Jean HURAUULT

2.3.1. Introduction

Les Wayana sont un peuple de langue karib qui n'eut, jusqu'à une époque récente, que fort peu de contacts directs avec les Occidentaux : on comprend dès lors notre longue ignorance à leur égard. Depuis le milieu du siècle, la relation a pris un nouveau tour, les rapports se multipliant jusqu'à devenir permanents.

Après avoir dressé un bilan sommaire de cette histoire moderne, nous aborderons le processus de contact sous les différents aspects particulièrement significatifs que sont l'habitat et la mobilité, la médecine, l'enseignement et l'économie.

Pour chaque aspect nous ne retiendrons que les éléments les plus marquants et les plus sûrs, ainsi que les grandes tendances. Nous relèverons les problèmes les plus cruciaux, signalant les réponses ou propositions qu'y ont apporté les Amérindiens ou, à l'occasion, donnant notre propre point de vue.

2.3.2. Survol de l'histoire récente

Depuis une cinquantaine d'années, les contacts que la société française a entretenu avec les Wayana ont été très variés, en qualité comme en quantité. Au tout début, dans les années cinquante, ils eurent encore à subir les dernières attaques des maladies épidémiques, premiers effets de leur rencontre avec l'Occident, atteignant leur chiffre de population le plus bas, soit environ 350 personnes. Une vigoureuse campagne de vaccination ne tarda pas à stopper les ravages et la courbe s'inversa.

Rappelons que la Guyane devint département français en 1946, mais que le Territoire de l'Inini perdura jusqu'en 1970, géré par des gendarmes sous la direction du sous-préfet de Saint-Laurent du Maroni. Ce fut, pour les Wayana une période de protection de leurs institutions coutumières. Ce fut aussi l'époque où un certain nombre de jeunes hommes s'employèrent comme manoeuvres pour la construction du bourg de Maripasoula, tandis que d'autres s'embauchaient épisodiquement pour les campagnes de cartographie du sud guyanais menées par l'IGN (Institut Géographique National), puis pour celles du BRGM (Bureau de la Recherche Géologique et Minière), et ce jusqu'à une époque récente. Toujours à la même époque, ils allaient travailler à Paramaribo, où nombre d'entre eux contractaient la tuberculose et la syphilis. Ces maladies ont pu être jugulées.

Dans les années soixante-dix, tout devait changer : en 1969, le Territoire de l'Inini fut supprimé par le gouvernement français pour répondre aux vœux d'un Conseil Général créole, dominé par la même majorité politique qu'en métropole. Maripasoula fut érigé en commune et une politique de *francisation* résolue fut entreprise. Néanmoins la mise en place d'une autorisation préfectorale (1970) pour pénétrer en "pays indien",

autorisation qui se justifiait initialement par le désir d'éviter l'afflux de touristes et la recrudescence des maladies épidémiques, fut jugée comme une offense par les Créoles frustrés.

C'est donc dans ce contexte général et sous ces aspects majeurs que s'accéléra le processus d'acculturation des Wayana. Plus que les Blancs d'ailleurs, ce furent les Créoles qui représentèrent la société dominante aux yeux des Wayana, tandis que les Noirs Marrons Aluku jouaient le rôle d'intermédiaires.

Rive surinamienne, c'est au début des années soixante que des évangélistes nord-américains créèrent une mission à Anapaiké; cette initiative donna naissance à une réaction messianique du type *cargo cult*, sous l'impulsion d'un jeune chamane. La résistance dura moins d'un an mais, parallèlement, l'intérêt suscité par les missionnaires fut assez vite circonscrit. Bien que leur influence s'y fit sentir, ils n'intervinrent quasiment pas dans les villages français.

Au début des années soixante-dix, la création d'une école au village de Twenke vint compléter le tableau; deux autres furent implantées (Antecume et Kayode) une dizaine d'années plus tard. Pour la première fois, des Blancs venaient séjourner à titre professionnel chez les Amérindiens pour de longues périodes, modifiant leurs relations avec le monde occidental : les Wayana se découvrirent avec eux plus d'affinités qu'ils ne le pensaient, et trouvèrent chez eux plus de sollicitude et d'intérêt que chez les Créoles ou les Aluku.

Dans le même temps, en partie du fait d'une politique communale désireuse de s'ouvrir sur le tourisme de masse, des villages wayana furent incités à se rapprocher du bourg de Maripasoula, hors de la limite soumise à autorisation.

Dans les années quatre-vingt, la décentralisation fit dépendre les Wayana de la commune de Maripasoula, dirigée par les Aluku. Si la "période blanche" puis la "période créole" leur avait offert un certain nombre de garanties et la libre expression de leur ethos, la "période aluku" les plaça en danger comme ils ne l'avaient jamais été. Non seulement les Aluku monopolisèrent les financements divers, mais une fièvre de l'or s'empara de la région à partir de 1995. Par ailleurs, c'est durant cette époque que fut décidée par le Ministre de l'Environnement, lors du Sommet de la Terre de Rio (1992), la création d'un vaste Parc Naturel englobant l'ensemble des Amérindiens du sud de la Guyane. Le contact, qui s'était jusque-là déroulé essentiellement à travers l'enseignement et un salariat temporaire connu de nouveaux développements.

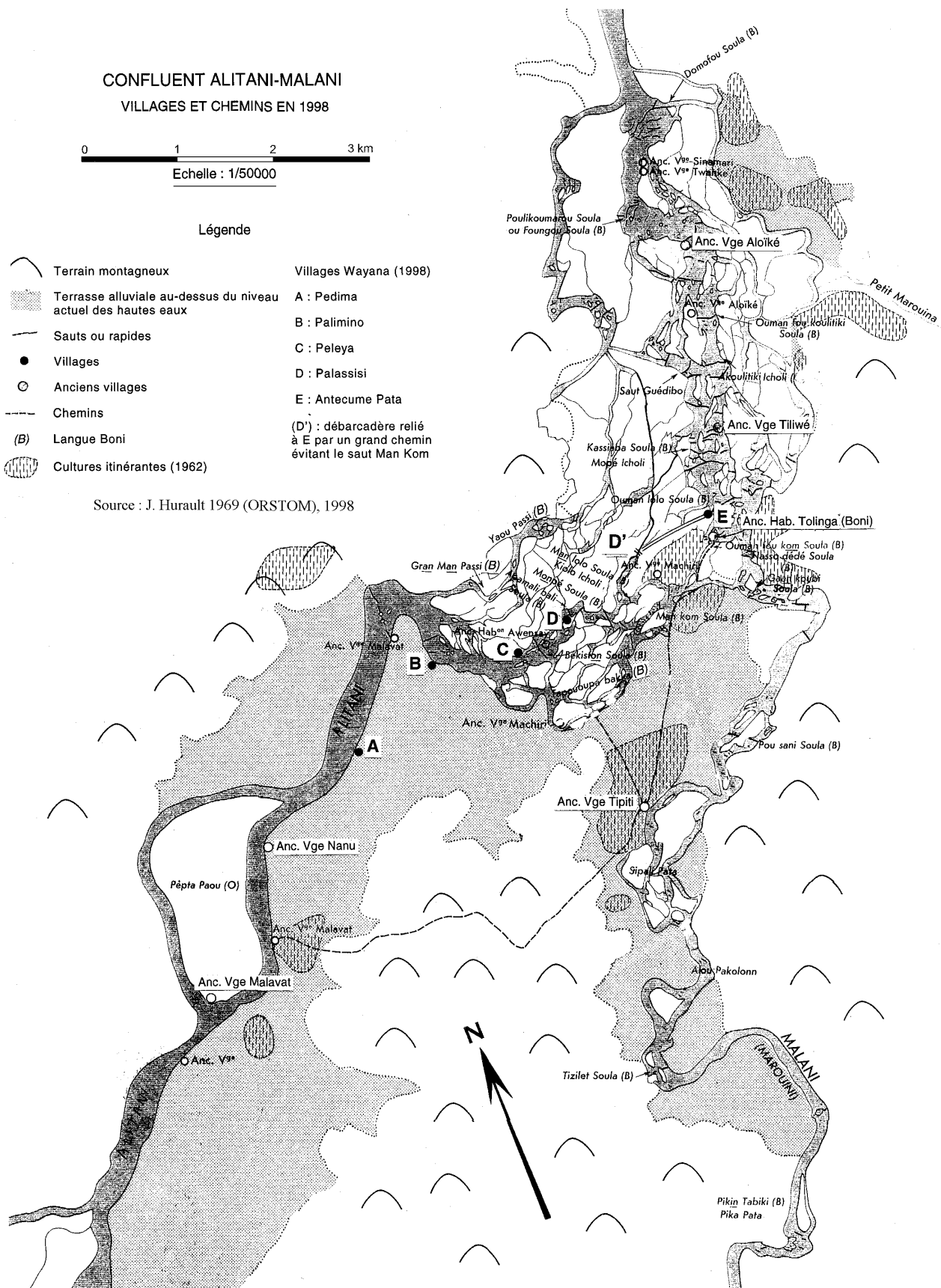
Il est bon de signaler à ce niveau que les Wayana constituent une curiosité juridique en ce que les terres ancestrales sur lesquelles ils vivent ne leur appartiennent pas (bien qu'il leur soit garanti depuis peu un droit d'usage), qu'ils ne possèdent aucun statut, et que certains ne sont toujours pas détenteurs de la nationalité française (la régularisation est en cours depuis 1996) : de ce fait, ils ne peuvent, sauf autorisation expressément demandée au Préfet, quitter leur forêt.

2.3.3. Aspects de la modernité

Habitat, mobilité et structure sociale

Les villages sont formés comme par le passé par coalescence de noyaux constitués par un père de famille, ses filles et ses gendres; les jeunes garçons quittent leur père pour se rattacher au groupe de leur épouse. La polygamie, qui a toujours été rare chez les Wayana, a presque disparu. Les ménages sont généralement unis.

Avec le coût des infrastructures modernes, la sédentarisation des villages est encouragée et les grosses communautés se multiplient. Les villages wayana offrent une grande variété d'habitations, tant dans la construction que dans la toiture. Les Amérindiens maîtrisent encore mal les techniques importées du charpentier. Une partie d'entre eux, surtout dans les villages les plus en amont, demeure fidèle aux constructions traditionnelles sans parois, en bois ronds assemblés par des ligatures. Plus en aval, domine la toiture en tôle. Beaucoup de ces constructions sont faites sans aucun soin et donnent l'impression, comme au village Anapaiké, d'une dégradation de l'habitat traditionnel et d'une évolution vers le bidonville. Dans d'autres villages, se manifestent une tendance à la rénovation de l'habitat et une certaine émulation. Des constructions très soignées, montées par des charpentiers professionnels, ont été édifiées par la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) vers 1985 dans les principaux villages amérindiens de la rive française. Ces constructions ne sont habitées qu'en partie et n'ont pas été imitées, car elles correspondent mal aux besoins des intéressés, mais aussi car elles impliquent un niveau technique qu'ils ne dominent pas. Les formes et les dimensions des constructions neuves sont très variables. Peu de Wayana construisent des cases en planches entièrement closes, qu'ils jugent trop chaudes. Ils s'orientent vers des constructions de grande dimension sans parois, avec un réduit en planches destiné à abriter les objets de valeur.



Carte 15 Confluent Alitani-Malani, villages wayana et chemins en 1998, carte de J. Hurault.

Comme dans toute la Guyane, l'emploi de tondeuses et de débroussailleuses a permis, au prix d'un travail soutenu, d'entraver le développement de la brousse secondaire et de la remplacer par des pelouses de graminées annuelles. Cet aménagement a permis d'aérer les villages et d'espacer les habitations d'une cinquantaine de mètres, ce qui est un facteur de salubrité.

Les Wayana disposent désormais seuls des bassins des rivières Alitani et Marouini, ce qui, outre les ressources de la pêche, leur permet grâce à l'emploi des moteurs hors-bord, d'ouvrir leurs abattis loin des villages et de conserver la dissémination indispensable à un bon rendement des cultures sur défrichement et brûlis (cf. Carte 15). Une entrave à la production agricole est que le développement de la scolarisation prive les femmes du concours nullement négligeable des enfants. Il est probable que les hommes devront participer de plus en plus à l'exploitation des cultures. Actuellement cette population produit l'essentiel de sa nourriture, n'achetant dans le commerce local que huile, sucre, café, sel et des boissons alcoolisées. Néanmoins la part des produits alimentaires importés augmente régulièrement depuis une vingtaine d'années.

Médecine

C'est à partir de 1949 qu'il y eut des postes administratifs permanents dans le sud de la Guyane (Bois, 1967 : 6), avec pour effet, dans la zone qui nous intéresse, une amélioration spectaculaire de l'état de santé des Wayana qui étaient alors en proie aux épidémies. C'est à cette époque que fut créé un dispensaire à Maripasoula.

Considérée dans son ensemble, l'organisation des soins en Guyane a une structure dichotomique : sur la côte, c'est celle de métropole, alliant médecine libérale, dispensaires et hôpitaux, alors qu'à l'intérieur règne la "médecine de secteur", prolongement du modèle colonial. En 1984, l'esprit de la régionalisation amena le transfert d'une grande partie des compétences de l'Etat en matière d'action sociale et de santé, au département. La médecine de secteur, jusqu'alors tenue à bout de bras par des médecins métropolitains, aurait donc dû logiquement être supprimée; or il n'en fut rien, car malgré des incitations répétées et un certain nombre d'avantages, il ne se trouva aucun Créole à vouloir risquer l'aventure : pour un Cayennais, la forêt est un monde dangereux, étrange, sauvage.

En 1991, le centre de santé intégré de Maripasoula (CSI), dont la mission concerne les soins curatifs et la protection maternelle et infantile, était un bâtiment vétuste en bordure de fleuve, assiégé chaque matin par une foule disparate. En 1993, fut mis en fonction un nouveau bâtiment, dont la construction répondait clairement à une politique clientéliste bien dirigée : avec l'école, le dispensaire constitue en Guyane un élément important de prestige pour une localité. Malheureusement, ce bâtiment ne prenait pas en compte les considérations proprement médicales : sa taille démesurée ainsi que son éloignement de la berge, alors que l'essentiel des malades arrive par voie fluviale, sont une aberration. Pis encore, des infrastructures de base, telles le système de fourniture d'eau potable, l'évacuation des eaux usées du bourg, ainsi que le ravitaillement en électricité restaient archaïques; quant au matériel médical, il est insuffisant. Dans une structure qui a coûté huit millions de francs à la France, il est arrivé que des médecins effectuent des accouchements à la lampe torche. Le personnel soignant est sous contrat annuel avec le Conseil Général, ce qui précarise la fonction. Un des agents du dispensaire est un Wayana qui fait office de traducteur.

Une fois par mois a lieu la tournée médicale en pays wayana. En quarante huit heures, un médecin et un infirmier visitent environ cinq villages, grâce à la pirogue et aux piroguiers du service de lutte départementale de désinfection; souvent cette tournée n'est effectuée que tous les mois et demi, soit à cause d'un problème d'organisation (il faut que la pirogue soit libre), soit à cause d'un problème d'essence. En dehors de soins d'opportunité (traitement d'une crise de paludisme, d'une bronchite ou d'une conjonctivite purulente...), des vaccinations et d'éventuels rapatriements (pour tuberculose par exemple), le but de ces tournées est principalement relationnel : rassurer les responsables des postes de santé, dont les médecins savent qu'ils n'ont pas de formation, et montrer aux Wayana qu'ils seront les bienvenus au dispensaire.

Le service de lutte départementale antivectorielle, qui fonctionne indépendamment du CSI mais sous l'autorité de la DDASS-Guyane, effectue régulièrement des tournées de dépistage sanguin des hématozoaires, associées à des actions de lutte contre l'anophèle et de pulvérisation contre les puces chiques.

Du CSI dépendent deux postes de santé, l'un à Antecume, l'autre à Twenke, réalisés sur fonds privés puis intégrés dans le système. Les principaux problèmes de santé rencontrés dans ces centres sont des problèmes infectieux (paludisme au premier plan, quelques foyers de tuberculose), des diarrhées de l'enfant avec déshydratation, des problèmes dentaires, des blessures diverses et tout ce qui touche à la grossesse, à l'avortement et à l'accouchement. Les cas graves bénéficient d'évacuations sanitaires sur Cayenne. Cependant, les agents locaux sont unanimes à réclamer la création d'un poste spécifique à l'hôpital du chef-lieu destiné à réguler les séjours des gens des fleuves : en effet, les familles restent souvent sans nouvelles des malades durant l'hospitalisation, ce qui fait redouter ce mode de prise en charge.

On est donc dans la situation, rare, d'une médicalisation réalisée de façon centrifuge et presque contre le gré des autorités sanitaires, qui ont néanmoins fini par accepter la fusion des soins privés "clefs en main" avec le système médical régional; à ce processus, les médecins de secteur ont prêté leur bonne volonté. L'initiative locale a, en quelque sorte, forcé la main à l'institution, mise devant le fait accompli; dans un second temps, cette dernière a récupéré le projet dont elle aurait dû être l'initiatrice. On comprend que les Wayana ne perçoivent pas la biomédecine comme un système homogène et organisé, mais comme un ensemble de recours éparpillés qu'il convient de ne pas négliger pour certains problèmes précis.

Depuis trois ans, les choses se sont bien améliorées à Maripasoula, dont le CSI est maintenant bien pourvu en personnel médical et paramédical. Par contre rien n'a changé en pays wayana (un des postes de santé, vétuste, menace ruine), mais aussi du fait de l'agent amérindien qui, pourtant fort bien rémunéré, s'en occupe peu et irrégulièrement. Cette situation a conduit certains responsables wayana à demander l'installation d'un véritable infirmier métropolitain sur place.

Qu'en est-il des problèmes spécifiques à la dentisterie ? Une rocambolesque compétition entre dentistes libéraux, contractuels et militaires, a fait rage dans la région de 1988 à 1993, les soins étant, en conséquence, donnés en dent de scie; les tournées en pays wayana, devenues plus rares, ont été finalement supprimées, le seul recours restant André Cognat, fondateur du dispensaire d'Antecume, improvisé dentiste autodidacte par la carence généralisée. En 1995 on était arrivé à un délaissement complet de la zone en ce qui concerne les soins dentaires.

On l'a compris, nous sommes encore, en ce qui concerne la dentisterie, dans une logique de pays sous-développé. Aussi la solution qui est en train de se mettre en place dans ce département français est-elle une solution pour pays sous-développé : un accord a été conclu avec une ONG, l'Association Odontologique Internationale, afin qu'elle prenne ce secteur en charge. Un dentiste n'a pas manqué de souligner le problème éthique posé : "En mobilisant une ONG pour un département français, ne prive-t-on pas des populations bien plus nécessiteuses de cet avantage ?"

Les Wayana sont devenus familiers de l'emploi des principaux médicaments. Ils donnent l'impression d'une bonne santé, notamment les enfants. Il ne fait aucun doute cependant qu'ils demeurent une population vulnérable, et que si l'assistance médicale venait à leur manquer, ils retomberaient rapidement dans la situation critique dans laquelle ils se trouvaient dans les années 1950.

On ne saurait en terminer avec la médecine dans le haut Maroni sans aborder la question de l'intoxication au mercure. Ce problème ancien (la région a connu une première ruée vers l'or à la fin du XIX^e siècle) resurgit de façon singulièrement plus nette, aujourd'hui qu'une seconde ruée, beaucoup plus mécanisée et menée par des Aluku, défigure de nombreux cours d'eau (Grasmick & *all.*, 1998; Fleury, 1998; Orru, ce volume). Il s'agit là d'un problème politique qui peut être posé de la façon suivante : comment les autorités françaises vont-elles se positionner par rapport à l'orpaillage dont dépend la santé des Amérindiens et des Aluku ? Dans ce contexte, les Wayana se montrent particulièrement attentifs à toute action de l'Etat. Par exemple, ils ont eu du mal à comprendre comment le Préfet, après avoir ordonné l'évacuation des barges du Tampok en 1997, a pu toléré leur retour quelques temps après...

Enseignement

Le développement inconsideré de la scolarité est un autre pilier capital de la modernité. Sans tenir aucun compte de la spécificité culturelle des Wayana, on leur a imposé le système d'enseignement de la Métropole, les mêmes programmes et la même orientation. Après une période marquée par un enseignement ouvert aux aménagements, l'inadaptation triomphe aujourd'hui : on ne compte pas moins de six écoles de village et quinze enseignants, la plupart métropolitains, pour 360 enfants amérindiens. La *francisation* ayant été poussée à ses dernières conséquences, on a entrepris de verser dans le cycle secondaire, sans sélection, la totalité des adolescents.

Le collège d'Antecume (de la Sixième à la Troisième, relié à la structure nationale de haut niveau qu'est l'enseignement par correspondance (CNED), tente aujourd'hui d'établir une contre-offensive nécessitant le soutien d'enseignants titulaires et un matériel pédagogique perfectionné, notamment informatique, avec cependant le risque d'une inégalité d'accès des jeunes Wayana à la culture occidentale.

Il n'en demeure pas moins que la suggestion exercée sur l'ensemble de la jeunesse est si profonde que la quasi-totalité d'entre eux sont persuadés d'entrer à l'âge adulte dans la fonction publique. A ce niveau, la rupture culturelle est irrémédiable : ils tendent à devenir des étrangers dans leur propre pays. Le petit Wayana apprend exactement les mêmes choses que le petit métropolitain, l'Education Nationale n'ayant pas voulu adapter l'enseignement. Parler de Charlemagne plutôt que du héros culturel Kailawa,

parler de la Guerre de Cent Ans plutôt que des guerres interethniques constituent un acte politique critiquable; à côté de cela, ne pas profiter de cette occasion pour présenter les institutions de la République et leur fonctionnement est une ineptie...

Le bilan est globalement négatif. Jusqu'en 1992, il n'y avait aucun adulte wayana réellement francophone, même si un certain nombre d'hommes jeunes parvenaient à formuler quelques phrases, résultant de leur salariat épisodique. Seuls deux adolescents pouvaient se targuer d'être bilingues; après des études secondaires sur la côte, l'un jusqu'en seconde technique, l'autre jusqu'en Première, ils sont actuellement employés dans le cadre du Parc Naturel, sans avoir abouti à aucun diplôme.

L'école est très valorisée : on souhaite pour les garçons des diplômes débouchant sur des métiers précis leur permettant de travailler dans la communauté, comme infirmier, instituteur, agent d'entretien, employé du Parc Naturel. La création d'une maternelle a même été demandée par certains parents désireux d'être déchargés, pour quelques heures et en toute sécurité, de leur encombrante progéniture.

Depuis 1992, de nombreux jeunes des deux sexes capables de s'exprimer en français sont utilisés comme traducteurs. Tandis que l'immense majorité des garçons continue en Sixième à Maripasoula, beaucoup de filles arrêtent leur scolarité à la fin du primaire, lorsqu'il leur faudrait quitter le village : d'une part, les parents ne veulent pas prendre le risque de se séparer de leurs filles devenues nubiles, d'autre part, puisque dans cette société, il revient aux hommes de décider pour leur famille et de parlementer avec les étrangers, on préfère envoyer les garçons se perfectionner dans l'éducation occidentale considérée d'une certaine façon comme une discipline du contact.

Néanmoins, même si pour les garçons le séjour à Maripasoula tient désormais lieu d'initiation, au sens de passage au stade adulte et d'initiation à la modernité, il ne va pas sans poser des problèmes d'ordre financier, affectif et culturel : on invoque notamment l'alimentation exotique déséquilibrée qu'ils absorbent comme motif d'annulation des antiques cérémonies d'initiation. Cette éducation/initiation reçue à Maripasoula est devenue fondamentale dans la vie wayana : là les jeunes reçoivent une formation complexe, à la fois intellectuelle et existentielle, où se mêlent savoir scolaire et contacts interethniques; au bourg, ils apprennent à manipuler d'autres langues que la leur ou celle de l'école (aluku, anglais, pidgin surinamien, portugais), à maîtriser d'autres techniques (football, poste, mairie...), d'autres pratiques sociales (débrouillardise, alcool, drogue...) et d'autres types de relations (négociation, soumission, coterie politique...) que celles qui sont codifiées par leur culture; ils apprennent à situer ces savoirs et à les gérer, à se les représenter...

Le jeune scolarisé revient dans son village vecteur d'une image ambiguë de la modernité : ambiguïté car Maripasoula, village frontière, dangereux et sans loi, est une caricature de l'Occident; ambiguïté car sur les épaules de l'adolescent déphasé reposent encore les espoirs des siens; ambiguïté car son savoir scolaire au rabais a été dispensé par

un personnel peu qualifié; ambiguïté enfin car le jeune ne peut totalement satisfaire l'attrait que lui procure ce mystérieux monde des Blancs, si éloigné qu'il en demeure frustré.

Les Wayana ont une connaissance approfondie du milieu forestier et ont développé des techniques remarquablement efficaces. Si ces connaissances ne sont pas acquises entre 8 et 14 ans, elles ne pourront plus l'être par la suite. L'individu est alors irrémédiablement handicapé. Il ne peut plus prétendre à une vie autonome et à des ressources suffisantes. Sans qualification ni argent, ni le plus souvent sans envie de vivre ailleurs que chez les siens, l'adolescent qui revient au village après une scolarité tronquée, vit un peu à la façon d'un poids mort, jusqu'à ce que ses parents ou lui-même décident de le marier.

Deux tendances extrêmes se dessinent alors. Ou bien l'adolescent, armé de volonté, réintègre dans toute l'acception du terme sa qualité de Wayana : se marier, faire l'abattis, apprendre à construire un canot, compensant son déficit par un ensemble de connaissances étrangères devenues indispensables à la vie quotidienne et à la promotion sociale. Ou bien il se prend à rêver : travailler sur la côte ou en métropole, voire même épouser une blanche. Ceux-là ne font guère d'efforts pour acquérir le savoir traditionnel, alors qu'ils sont dépourvus de toute qualification qui leur permettrait de trouver un emploi à l'extérieur. Prisonniers de la situation, dans un entre-deux pénible tant sur le plan psychologique que social, ils ne peuvent pour autant rester d'éternels oisifs. Tel jeune homme, après deux années d'indolence, fut marié à une sienne cousine et mis en demeure d'assumer son rôle.

Des quelques adolescents qui ont pu suivre des filières techniques à Cayenne, aucun n'a encore obtenu de diplôme. Les conditions de leur séjour ne sont pas optimales, plongés qu'ils sont dans un univers inconnu plein d'interférences, sans soutien réel, livrés à eux-mêmes et démunis d'argent. Certains parents en viennent à désirer que leurs enfants, grâce à une bourse, s'expatrient en métropole où, placés dans un milieu stimulant, ils acquerraient véritablement une culture occidentale.

En conclusion, dans l'état actuel des choses, on ne peut que recommander cette dernière solution, qui paraît la moins mauvaise, et la suppression de l'étape de Maripasoula.

Les adultes, les femmes surtout, ayant marqué un grand intérêt pour une tentative d'alphabétisation de bon niveau ayant tourné court faute d'horaires suffisants, l'entreprise mériterait d'être réactivée sur des bases plus volontaristes. On reste persuadé qu'une information civique sur les institutions (mairie, département, Région, État...), les financements (allocations familiales, RMI...) ou encore le projet de Parc Naturel, trouverait là un accueil favorable.

Il est souhaitable que les Wayana maîtrisent les fonctions d'enseignement, de santé, et quelques fonctions techniques (mécanique moteur, électricité) qui leur permettront de fonctionner de façon relativement autonome, ce qui correspond à leur façon de voir. Tant que les Wayana manqueront non pas d'une élite interne à leur système, mais d'une élite qui ait acquis des savoirs et des savoir-faire scolaires, techniques et politiques suffisants pour négocier avec le monde extérieur, ils resteront tributaires soit des Aluku, soit des Créoles, soit des Blancs, soit encore d'autres groupes amérindiens dominants comme les Galibi : ils ne pourront guère influencer, pour autant que cela soit possible, leur propre devenir.

Économie

Les Wayana ont coupé leurs cheveux et sont désormais habillés comme tout le monde. Il leur est devenu impossible de se passer d'argent. Ils doivent se procurer de l'essence, acheter des moteurs hors-bord, des pièces pour les entretenir, les ingrédients culinaires devenus indispensables (huile, sel, sucre, café...), se vêtir et vêtir leurs enfants, acheter les fournitures scolaires... Pour autant, tous font encore leur abattis et fabriquent l'artisanat nécessaire au quotidien, puisque l'autosubsistance demeure la règle. Passons rapidement en revue les principales solutions que les Wayana ont mis en oeuvre pour gagner de l'argent :

- Chasser ou pêcher davantage, seul ou en groupe, pour revendre le surplus à Maripasoula, aux orpailleurs des placers, voire même, désormais, à d'autres familles ou la sienne propre (toujours au même prix). Cela nécessite l'achat d'un congélateur.

- Devenir pêcheur artisanal. La confluence Alitani-Marouini marquée par une zone de 20 km² de rapides, concentre les poissons attirés par la végétation aquatique. Conjuguant les techniques, telles que arc traditionnel, lance-harpon, filet, pêche de nuit à la lampe branchée sur batterie automobile, quelques uns vendent quasi-quotidiennement le produit de leur pêche. De surcroît, on assiste en saison sèche à un abus des pêches au poison (nivrées) qui finissent par avoir un impact raréfiant sur le potentiel halieutique.

- Fabriquer de l'artisanat pour la vente; authentique vitrine de la culture wayana sur la côte, c'est là une activité qui a beaucoup évolué au sein de deux structures concurrentes, l'une privée, l'autre coopérative, qui ont su rapporter des revenus non négligeables à un certain nombre de Wayana (entre 10.000 FF et 23.000 FF annuels). Soulignons que cette vente d'un artisanat qui a su garder un caractère authentique et une très bonne facture esthétique, combine deux particularités importantes : c'est la seule

activité économique qui permette aux femmes de gagner de l'argent, et la seule qui soit accessible aux personnes âgées.

- Etre salarié à temps plein. C'est une activité enviée, mais rare ! On comptait en 1998, pour le haut Maroni : trois agents de santé, trois agents pour le Parc Naturel, trois médiateurs culturels bilingues, quatre chefs traditionnels et un chef général (Grand Man) rétribués. Ce secteur est appelé à se développer avec la généralisation des écoles, celle des postes de santé et, peut-être un jour, la mise en place du Parc Naturel.

- Etre salarié épisodique. Il s'agit d'une activité plus répandue que la précédente, qu'il s'agisse de travailler quelques mois comme boussolier ou layonneur pour le BRGM ou toute autre compagnie minière, de collaborer avec le chercheur scientifique en mission, d'assurer des transports en pirogue, rarement de travailler à l'orpaillage avec des Brésiliens... Une activité se détache ici : grâce à l'obtention de fonds divers (CES, LES...), A. Cognat développe, selon une politique qui lui est propre, son village de façon massive, ce qui nécessite de nombreux travaux (fabrication de bardeaux, de planches, construction de maisons, entretien...) pour lesquels il emploie les hommes du village; il s'agit là quasiment d'une entreprise.

- Monter un petit commerce de détail. Nombreux sont ceux qui ont essayé, rares ceux qui ont persisté. La tendance est aujourd'hui à la concentration, contrairement aux années 95 où les points de ventes essaïmaient : on y trouvait selon le cas quelques bières tièdes, des cartouches, des poulets soi-disant congelés, de l'essence, des sucreries ou des cigarettes... En fait, beaucoup se constituaient comme agents de commanditaires de Paramaribo. A la suite d'une série de déconvenues de part et d'autre, il ne reste plus que cinq commerces, dont un conséquent (propriété d'un salarié permanent combinant ainsi deux sources de richesses, la première lui ayant permis de constituer la seconde). On trouve aussi quelques fournisseurs réguliers d'essence.

- Il faut ajouter à cette liste variée celle, naissante et profitant surtout aux femmes, des avantages sociaux. Ces dernières ont mis du temps à se rendre compte que les livrets de famille que leur délivre la municipalité de Maripasoula leur donnent droit aux allocations familiales et/ou aux allocations de parent isolé. Aucune information n'a été fournie aux Wayana sur l'origine de ces subsides, dès lors conçus comme des droits liés à la nationalité française. Depuis peu le RMI, qu'ils n'ont pas demandé mais qu'on leur impose, pénètre le monde wayana, sur le modèle des Aluku... Si l'on se réfère à ce qui se passe chez les Amérindiens de la commune de Camopi, on peut craindre que ce soit là le début de l'alcoolisme, dont on sait les effets désastreux sur les Amérindiens. On peut raisonnablement penser qu'en 1998 une vingtaine de foyers étaient concernés par ce mode de financement appelé à s'étendre par le processus de naturalisation en cours.

- La liste serait incomplète si l'on omettait de signaler l'octroi de bourses pour les jeunes qui vont en secondaire, ces dernières étant généralement considérées comme une forme d'allocations parmi d'autres. Il n'est donc pas étonnant de rencontrer tel

adolescent, bon élève, obligé d'interrompre sa scolarité à Cayenne car sa mère gardait pour elle cette manne inespérée.

On voit ainsi le large éventail de pratiques qui permettent aux Amérindiens de pourvoir à leurs besoins d'ordre monétaire. Les Wayana n'avaient demandé aucune forme d'assistance. A quoi bon redire après tant d'autres, que le RMI et les autres allocations sont des absurdités dans ce milieu socioculturel où ils sont distribués sans aucune contrepartie. Qui peut dire si, dans ces conditions, ils n'abandonneront pas, d'ici quelques années, leurs activités ? Il y a encore assez de bras pour cultiver et pêcher. Mais que l'assistanat conjugué avec l'éducation inadaptée continuent encore dix ans, et cette société ne produira plus sa nourriture. Elle sera encombrée de demi-intellectuels qui se refuseront à tout travail manuel et qui y vivront en parasites. En outre, les plus doués seront partis, absorbés par le milieu urbain. Le désastre ne sera perçu que quand il sera trop tard.

Il est évident qu'il serait bien plus productif et raisonnable d'aider les associations existantes afin de dynamiser une production artisanale actuellement en perte de vitesse. Cette aide comporterait un versant éducatif (formation des responsables d'associations), un versant économique (subvention pour la relance) et un versant logistique (acheminement des objets vers les points de vente...). A ce propos, un projet de maison commune à Cayenne, où chaque groupe ethnique de Guyane trouverait une vitrine en même temps qu'un lieu de promotion de sa culture et de son artisanat, n'a toujours pas vu le jour.

Cela étant, trois éléments semblent dignes d'intérêt, à différents niveaux :

- Quelques rares personnes accumulent les sources de profit et commencent à capitaliser. L'argent procure prestige et pouvoir, alors que jusque là c'était l'excellence dans les activités traditionnelles - pêche et chasse principalement - qui primait. Il ne faudra donc pas s'étonner si, à court ou moyen terme, les jeunes s'orientent vers sa quête, au prix de l'abandon des activités vivrières traditionnelles. Le critère qui déterminera une élite dans quelques années risque fort d'être exclusivement économique, sans compter l'irruption des inégalités sociales dans une société qui en était jusqu'alors préservée.

- Les instituteurs, qui jouent généralement le rôle d'instigateurs, d'initiateurs et de préposés aux écritures, ont su favoriser l'émergence dans les villages d'associations à but culturel ou sportif. Leurs fonds proviennent du Conseil Général ou de l'Etat, à l'exception notable des associations artisanales. Une subvention versée par le Parc Naturel a permis de construire un *tukusipan* (grande case collective destinée aux visiteurs

et aux fêtes) au village Taluwen; ce fut d'ailleurs un acte politique important de la part d'un jeune leader wayana. Pour l'instant, il faut bien dire que ce sont les Blancs (pour ne pas dire les instituteurs) qui dynamisent et soutiennent ces activités. En tout cas il y a là un réseau prêt à recevoir certains types de financements communautaires.

- Depuis quelques années les Amérindiens ressentent des difficultés croissantes à se procurer des aliments carnés. Il faut aller de plus en plus loin pour chasser et pêcher, en utilisant toujours davantage d'essence... Cette tendance avait déjà été signalée par Chodkiewicz (1980) à la fin des années 70. Le problème de l'espace et des ressources, généré par la sédentarisation, se pose de plus en plus vivement, contribuant à valoriser encore davantage les activités monétaires et induisant de nouvelles attitudes qui témoignent d'une crise du tissu social : apparaissent des tensions pour le choix de l'emplacement des abattis; nécessitant de la nourriture en abondance, les fêtes s'espacent; on commence à se vendre les produits de la chasse et de la pêche entre membres d'une même famille... Or c'est ce moment difficile que les instances oeuvrant à la création du Parc Naturel choisissent, pour dire aux Amérindiens qu'ils devront limiter leur périmètre agricole et leurs activités prédatrices, alors que dans le même temps, l'orpaillage sauvage induit des intoxications au mercure et des invasions de territoire. Sur ce problème aussi les Wayana réagissent : un chef de famille réclame une étude pour la pisciculture; il est demandé de l'aide pour étudier, conseiller et mettre en place des élevages de poulets, de pécaris, pour implanter des plantes nouvelles... Aussi intéressantes que peuvent sembler ces suggestions, elles ne remplaceront jamais le mode d'exploitation équilibré et rationnel de l'écosystème, tel qu'ils le pratiquaient il y a encore une petite quinzaine d'années.

2.3.4. Conclusion

Ce survol de la situation des Amérindiens aux confins d'un territoire français a permis de mettre en lumière les principaux problèmes existant et ceux qui risquent de se poser à brève échéance. A la base des rapports actuels que la société wayana entretient avec la modernité se rencontre une grave crise de confiance envers les représentants de l'Etat, générant incertitude sur l'avenir, méfiance pour le présent, perte de dynamisme...

Ce que les Wayana attendent de l'Etat, ce sont des actes, non des paroles. Leurs interrogations sont multiples : où est le pouvoir ? Entre les mains des Aluku, qui tiennent la municipalité de Maripasoula, exploitent l'or en bravant la législation, polluent et empiètent sur leurs terres ? Entre celles des Créoles, qui tiennent le Conseil Général et le Conseil Régional, les postes de députés et de sénateurs, et viennent, au moment des élections, distribuer quelques gadgets sans prendre la peine de faire de promesses (n'étant pas encore tous français, les Wayana ne représentent que peu d'électeurs) ? Ou bien entre celles des Blancs, qui passent rapidement faire de beaux discours dont on ne voit jamais les résultats ? Et quels Blancs : le Préfet ? Le responsable de la Mission pour la Création du Parc Naturel ? Des gens là-bas, à Paris ? Un ministre ? C'est quoi, à propos, un ministre ? Qui détient le pouvoir ? Qui décide ? Et finalement, qui croire ? Qui écouter ? A qui adresser des propositions ? Pour l'instant, les Amérindiens ne disposent d'aucune réponse claire à ces questions : le pouvoir partenaire dont ils ont l'expérience est émiétté, changeant, variable, lointain, vague, inefficace...

On pourrait souhaiter, de leur côté, la création d'une sorte de conseil communautaire, composé de représentants de chaque groupe familial de chacun des villages (tout autre mode de représentation serait illusoire), qui serait l'organe chargé de proposer et de négocier. On préfère jusqu'à maintenant faire venir à Cayenne ou à Paris quelques jeunes non représentatifs et non mandatés par les adultes pour prendre la parole ou s'engager, et leur donner l'illusion d'un débat...

Une plus grande attention aux associations autochtones, qui sont un des pôles potentiels du dynamisme wayana, semble requise : formation, aide, valorisation sont les maîtres mots de cette intervention. Les Wayana ont conservé leur individualité ethnique, leur langue et l'essentiel de leurs coutumes. Ils auraient ainsi la pleine maîtrise d'un des modes de gestion du rapport à la modernité auquel ils sont le plus habitués et qui paraît le plus proche de leurs valeurs : laisser à chacun le choix de ses activités, de sa production, tout en restant dans le cadre traditionnel.

2.4. QUARANTE ANS DE MODERNITÉ CHEZ LES ALUKU DE GUYANE

Rédacteurs : Jean HURAUULT, avec la collaboration de Jean-François ORRU

2.4.1. Introduction

Les Aluku ont été mes compagnons de travail dans les missions astrogéodésiques entreprises par l'I.G.N. dans le haut Maroni en 1958, 1959, et lors des travaux de délimitation de la frontière Guyane Française-Brésil (1956-57). J'avais beaucoup apprécié leur habileté et leur courage, leur aptitude à faire face à toutes les situations.

Sur ma demande, je fus à cette époque chargé par l'ORSTOM de missions d'étude dans le haut Maroni portant sur la géographie humaine au sens large du terme et sur le système social. Ces travaux ont donné lieu à des publications (Hurault, 1961; 1965; 1968) qui serviront ici de base comparative. A cette époque, les Aluku vivaient dans une totale indépendance et n'étaient soumis à aucun contrôle administratif.

En juin 1989, une invitation du Conseil Régional de Guyane dans le cadre du programme "Sur les traces de Boni", m'a donné l'opportunité de reprendre contact avec les Aluku, qui avaient beaucoup changé. Je me suis trouvé en présence d'une situation toute différente, la *francisisation* ayant été réalisée dans l'intervalle. Dans le cadre d'une enquête démographique, je suis retourné chez eux en Juillet-Août 1995, puis en Juillet-Août 1996. J'ai ainsi pu compléter et comparer mes observations précédentes.

Les Aluku contrôlaient traditionnellement le cours de l'Alawa⁵⁰ et de ses affluents de la rive ouest, entre les sauts Abattis-Cottica (*Suleini*) au nord et le confluent Alitani-Marouini. Les villages de résidence (*kondre*) étaient au nombre de neuf, chacun groupant les membres d'un matriclan (*lo*), parfois de deux, ou davantage; chacun de ces clans réunit les descendants par les femmes.

D'aval en amont :

Papaïchton	<i>lo</i> Kawina
Kormontibo	<i>lo</i> Dipelu
Assissi (trois unités)	<i>lo</i> Awara Bakka
	<i>lo</i> Dju
	<i>lo</i> Dipelu
Loka	<i>lo</i> Loka
Boniville	segments de plusieurs <i>lo</i>
L'Enfant Perdu	<i>lo</i> Dipelu
Kotika (rive surinamienne)	<i>lo</i> Kotika

Dans la partie sud du territoire des Aluku, on ne trouvait que des habitations de culture (*kampu*), créées sur des initiatives individuelles; la propriété collective des clans sur la terre ne s'était pas étendue à ces installations précaires et mobiles. C'est là qu'a été créée en 1970 la commune de Maripasoula, à partir d'un noyau de population hétérogène qui s'était constitué autour d'un poste administratif créé vers 1950. C'est une agglomération extra-coutumière, dont la municipalité est contrôlée par les Aluku. En 1999, la population a été évaluée par l'I.N.S.E.E. (Anonyme, 1999a), à 3 699 personnes dont plus de 65% sont aluku.

2.4.2. Les villages coutumiers aluku : contraintes et principes d'organisation

Environnement géographique

La région de Papaïchton ne présente pas les mêmes formations géomorphologiques que Maripasoula. En particulier les surfaces planes et sèches en relation avec de très anciens dépôts d'alluvions n'existent pas sur son territoire, ce qui constitue un grave handicap.

On rencontre les formations suivantes :

- des roches basiques uniformément qualifiées de diorites par la carte géologique à 1/100 000e; elles forment de hautes collines à fortes pentes longitudinales, et fréquemment des reliefs tabulaires en relation avec des cuirasses. Par endroits, notamment aux débouchés de la route de Maripasoula, elles donnent des surfaces subhorizontales mises à profit par les cultivateurs. Mais de façon générale, c'est un milieu hostile à l'homme.
- des lambeaux des très anciens dépôts d'alluvions, représentés surtout dans les aires sommitales à Boniville et Loka. C'est sur cette formation qu'ont été édifiés le village Nouvel Assissi, et les extensions récentes de Loka et de Boniville. Plus à l'est, un autre lambeau, déjà mis à profit pour le site de Kormotibo, a été choisi pour établir, vers 1970, le nouveau village de Papaïchton, siège de la Commune.
- des alluvions récentes, presque partout inondées à l'époque des hautes eaux. Cette formation est occupée par une forêt inondable comprenant un grand nombre de palmiers.

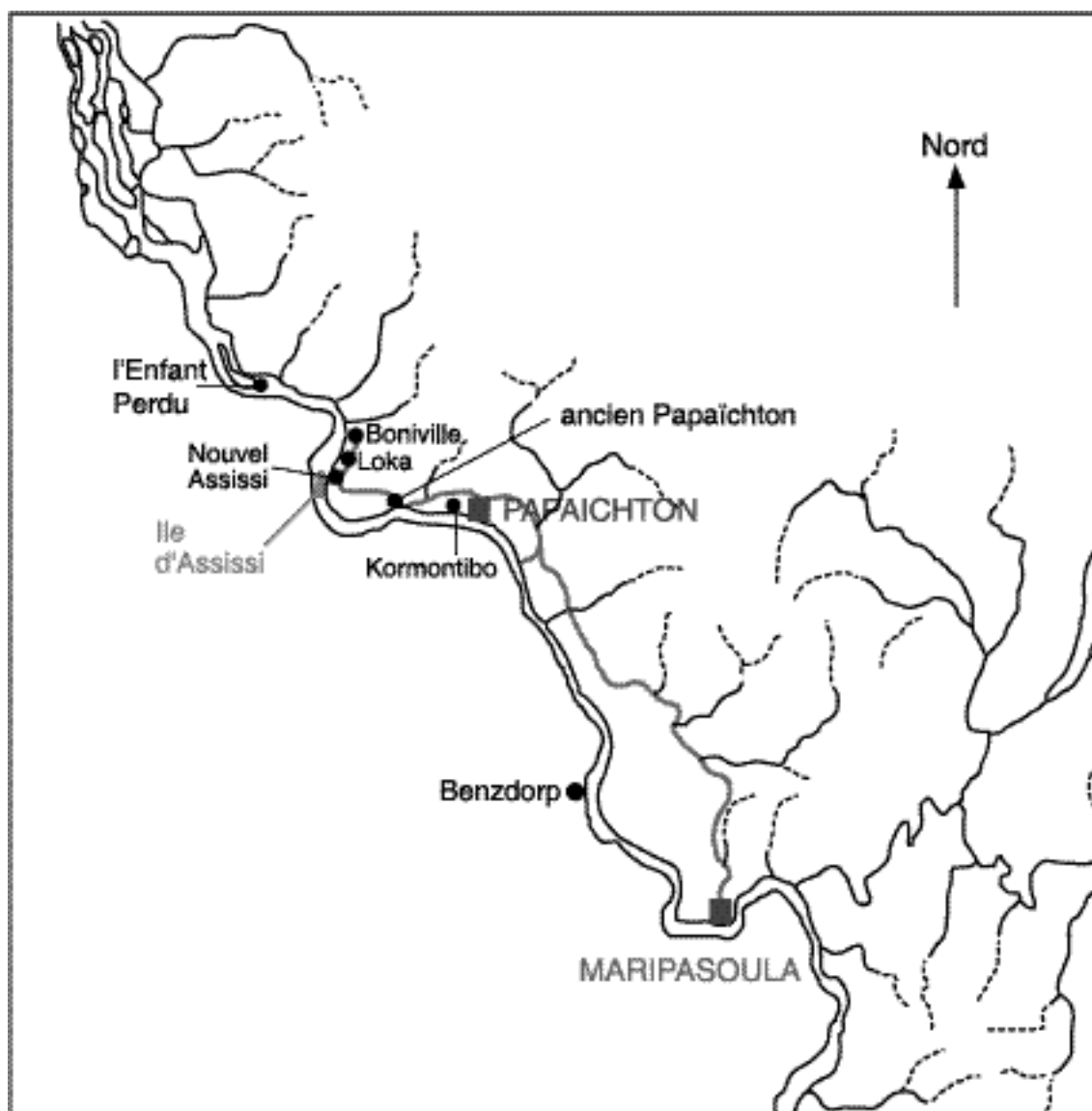
Seul un petit nombre de cultivateurs qui cherchent à produire séparément des bananes ou des arachides font de petits abattis sur cette formation (aucun n'est visible sur les photographies aériennes de 1992). Les cultivateurs ordinaires les évitent soigneusement, car les tubercules de manioc exigent avant tout des sols bien drainés.

Les placages d'alluvions anciennes étaient utilisés depuis longtemps par les Aluku pour faire leurs abattis, mais on n'avait pas cherché à y construire des villages, car il ne

s'y rencontre que de très petits cours d'eau, à sec plusieurs mois par an. C'est la présence d'un cours d'eau permanent, alimenté par un massif de diorite de plus de cent mètres de dénivelé, qui a déterminé le choix du site du nouveau Papaïchton. Le placage d'anciennes alluvions est un peu plus élevé au-dessus du niveau des basses eaux (7 à 8 m) que les alluvions récentes. Il permet la construction d'habitations de divers types, pourvu que les fossés bordant les routes et chemins fassent l'objet d'un minimum de drainage. Sa surface peut être évaluée à une centaine d'hectares, mais moins de la moitié peuvent bénéficier de l'adduction d'eau à partir du cours d'eau permanent décrit ci-dessus. Ce précieux espace ne comporte aucune possibilité d'extension. On peut l'utiliser de plusieurs façons en fonction des types et des densités d'habitat, mais on ne peut pas y ajouter un hectare.

Les villages traditionnels rattachés à la commune de Papaïchton : Assissi (trois unités), Loka, Nouvel Assissi et Boniville, sont au bord du fleuve, et n'ont jamais comporté que des liaisons par voie d'eau. On a entrepris d'ouvrir une route depuis Maripasoula, mais son tracé est en grande partie inclus dans les roches basiques, et elle doit s'accommoder du relief inhospitalier propre à ces formations. Du fait de ses très fortes pentes, il est douteux qu'on puisse en tirer parti. Je crains qu'on ait lourdement obéré l'avenir de la Commune par cette création impossible à entretenir. Les transports par voie d'eau ont toujours un bel avenir dans le haut Maroni, si l'on considère les moyens en canots et en moteurs utilisés par le secteur privé pour l'acheminement de carburants. Ne pourrait-on améliorer ces transports en dérochant, aux très basses eaux, certaines passes, et en balisant les itinéraires reconnus ?

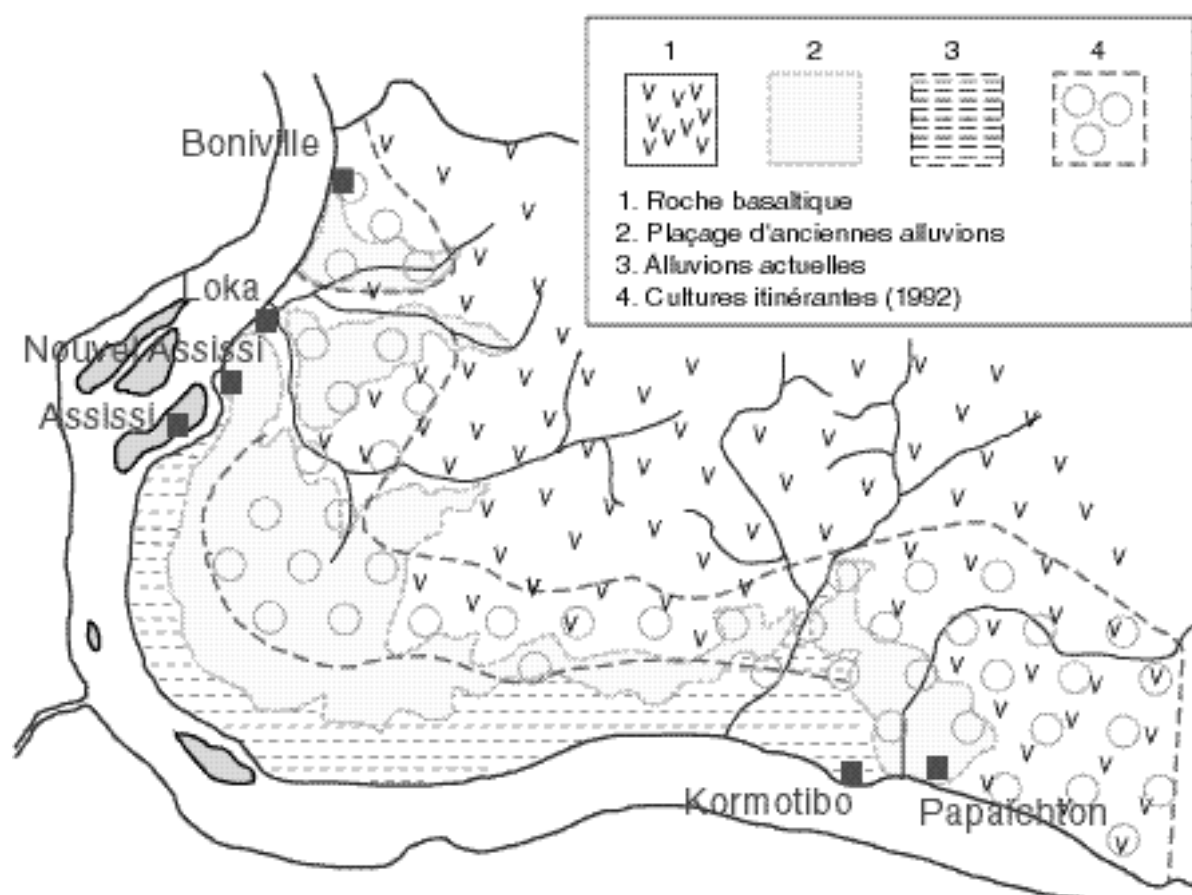
Les photographies aériennes de la mission IGN 1992 GUY, n°065/500, qui sont postérieures aux efforts de déconcentration de l'habitat et à la création de Nouvel Assissi, donnent une représentation expressive de l'emprise agricole. Les abattis couvrent en réseau serré les surfaces occupées par les anciennes alluvions, en raccord avec les collines les moins accidentées du domaine basique. C'est seulement à l'est de cette surface que les abattis du bourg de Papaïchton, très denses et subissant manifestement l'attraction de la route, ont été en partie établis sur de fortes pentes.



- Piste Maripasoula - Papaïchton - Boniville
- Fleuves et rivières
- Communes habitées par les Aluku
- Autres villages aluku

Carte 16 : Localisation des communautés Aluku.

*Echelle approximative : 1/323 000e Source : carte IGN. Composition cartographique de J.F. Orru (1996)
Toponymie révisée par J. Hurault en 1999*



Carte 17 : Papaïchton et son environnement géographique. Photographie 1992 Guyane, mission 065/500, n°797. Echelle 1:50 000.

Contraintes

Jusqu'à l'introduction récente de tondeuses et de débroussailleuses, la principale contrainte régissant le choix des sites des villages aluku, et leur disposition intérieure, était la lutte difficile contre le recrû forestier. Les moyens dont on disposait étaient très réduits : la machète, mais surtout le piétinement répété du sol, qui imposait un habitat fortement groupé.

Propriété du sol

Le système foncier des Aluku est fondé sur un principe simple : la terre est la propriété du clan (*lo*). L'individu ne possède même pas l'emplacement sur lequel est construit sa maison. Ce principe, abandonné à Maripasoula qui est une agglomération extra-coutumière, est toujours en vigueur dans les villages aluku. L'inventaire de la population montre qu'à de rares exceptions près, on ne trouve à Papaïchton que des ressortissants du clan Kawina, et à Kormotibo des ressortissants des deux unités qui constituent le clan Kormotibo.

Ainsi, l'attribution des emplacements nécessaires aux constructions ne pose aucun problème. L'individu s'adresse au *capitaine*, chef de son clan, qui lui accorde l'emplacement gratuitement. Même des constructions vastes et coûteuses ont été implantées ces dernières années selon ce principe. Au cours de cette enquête, je n'ai relevé aucune revendication foncière, et personne n'a manifesté d'inquiétude.

Il existe dans la commune de Papaïchton un courant d'idées en faveur de l'introduction de la propriété individuelle et d'un cadastrage. Cette opération, si elle était suivie d'exécution, jetterait le plus grand désordre dans la société aluku, et la menacerait dans son avenir. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point.

Habitat groupé

Dans l'habitat groupé traditionnel, les maisons n'ont pas d'orientation définie. Elles ne sont espacées que d'une dizaine de mètres. Cette proximité s'explique par le fait que les possesseurs des maisons sont tous parents. Dans la mesure du possible, hommes et femmes s'établissent à proximité de l'emplacement de la maison de leur mère, et leurs façades sont orientées vers celle-ci.

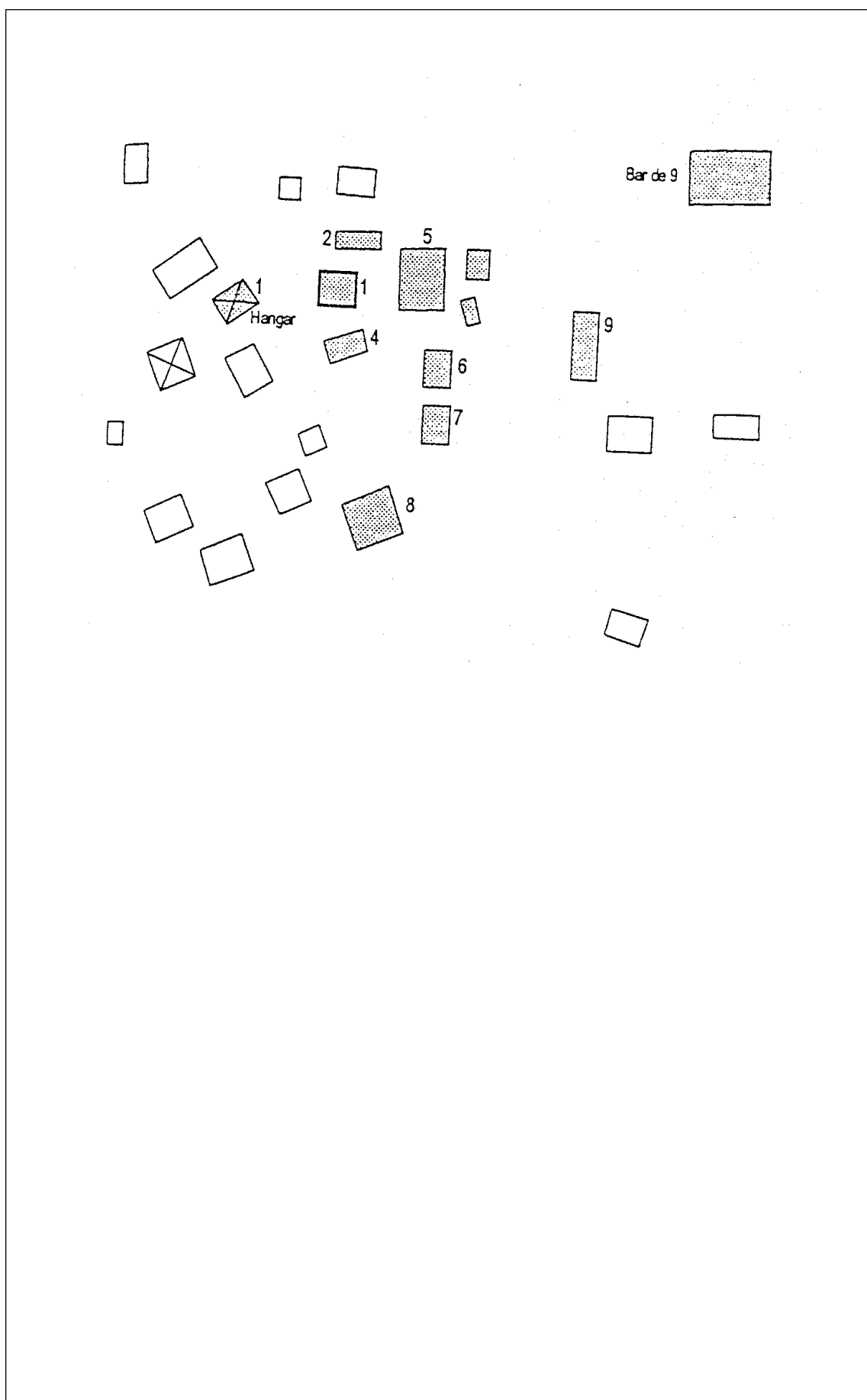


Figure 24 : Groupe d'habitations des descendants de Madame ABISTELLI Anawéli

L'aménagement du bourg de Papaïchton, réalisé vers 1970, était fondé sur une division en damier matérialisée par le tracé de larges rues. En dépit du modèle nouveau ainsi proposé, l'habitat groupé traditionnel a été reconstitué spontanément par la plus grande partie de la population. Il faut croire qu'il présente aux yeux des Aluku des avantages importants, avant tout la convivialité et le resserrement des liens familiaux.

Nous donnerons un exemple pris dans le quartier sud-est de Papaïchton⁵¹. Le groupe d'habitations est centré sur la maison de l'aïeule Mme ABISTELI Anawéli, née vers 1910. Il comptait en août 1998, 9 habitations :

1. Mme ABISTELI Anawéli
2. Mme KWATA Debun, fille de 1
3. Mme KWATA Maissi, fille de 1
4. Mme KWATA Benzi, fille de 1
5. Mme FELIX Kilina, fille de 4
6. Mme Senki, fille de 4
7. Mme Emilia, fille de 4
8. M. MANOU Daniel, fils de 3, constructeur
9. M. MANOU Madé, fils de 3, propriétaire d'un bar (n°10)

Soit 8 habitations, centrées sur celle de l'aïeule 1, et dont les façades sont en parties orientées vers celle-ci. Elles ne sont pas très serrées. La surface qu'elles occupent, et qui antérieurement était déserte, est d'environ 25 ares, soit un espacement moyen de 7 à 8 mètres entre les habitations. On doit admettre que ces normes, choisies intuitivement, devaient correspondre pour les intéressés, à un optimum. Notons que les habitations n° 5 et 8 sont très récentes — elles étaient en achèvement en août 1996 — et d'une haute qualité de construction.

Les groupes ainsi constitués sont fréquemment en intrication avec d'autres groupes; cette interpénétration dans les villages de noyaux différents ne semble gêner personne, même si beaucoup d'habitations ont été construites isolément. En fait, l'habitat groupé s'établit spontanément sous les influences opposées de la contrainte (lutter contre le développement de la brousse secondaire) et d'un fort sentiment de convivialité.

La convivialité : un facteur culturel

Les Aluku avaient développé depuis longtemps, dans le cadre de cet habitat groupé, une riche création esthétique : musique et chant, et ils avaient le sentiment que la proximité des auditeurs contribuait à enrichir leur inspiration. Dans les années 1950, cette puissance créatrice demeurait partout observable. L'invasion de la musique commerciale à partir de 1970, l'a privée de sa meilleure inspiration, mais il subsiste, surtout dans

certains villages comme Assissi, l'idée que la possibilité de communiquer intensément et à courte distance entre voisins, conserve une valeur spirituelle. C'est pourquoi, en dépit de ses inconvénients, les Aluku ne sont pas prêts à renoncer à l'habitat groupé.

Un habitat moins fortement groupé est désormais possible. Il présente cependant des inconvénients non négligeables, et la population demeure hésitante. Dans ce qui suit, nous examinerons la situation dans chaque village.

2.4.3. Monographies de villages aluku

L'Enfant Perdu

Occupant l'île du même nom, le village L'Enfant Perdu était, dans les années 1950, une prospère communauté de cultivateurs et de pêcheurs qui comptait 46 maisons. Etant la plus éloignée des unités rattachées à la commune de Papaïchton, elle était la plus exposée à disparaître dès que la scolarité obligatoire aurait rendu caduque le système économique traditionnel. Ce village a effectivement disparu en peu d'années. En 1998, il n'y restait que deux habitations de retraités de l'administration et une commerçante.

Le pointage en août 1996 des 39 adultes recensés fin 1964 a permis de saisir le processus de cette extinction.

	Hommes	Femmes
Cayenne	1	2
Saint-Laurent	4	1
Boniville		4
Papaïchton		1
Benzdorp	1	
Maripasoula	10	15
Total	15	24

Lieux de refuge de 39 adultes présents à l'Enfant Perdu en 1964

Comme on le voit, Maripasoula a tenté les deux tiers des migrants, alors qu'un seul s'est établi à Papaïchton, où pourtant le courant électrique avait été mis en place. Ceci tient au statut hybride de Maripasoula. Dès l'origine, ce fut un territoire multi-ethnique, échappant à la loi tribale : n'importe qui pouvait s'y établir, alors que Papaïchton demeure le territoire d'un *lo*, réservé à ses ressortissants.

BONIVILLE

Plan expédié par J.HURULT en août 1996
Complété en août 1998

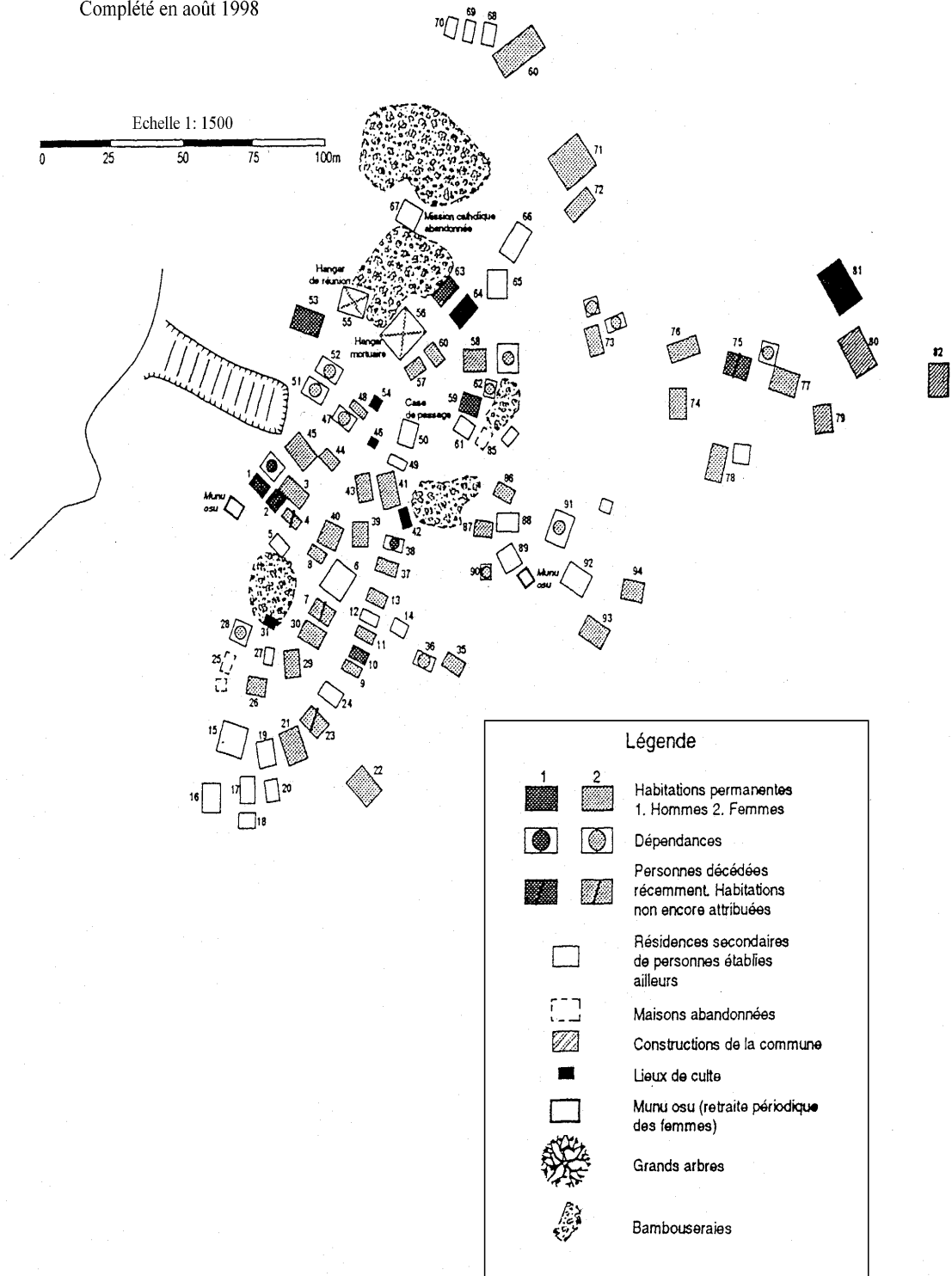


Fig. 25. Village de Boniville; levé de J.Hurault au 1/1500ème

Boniville

Le passé

Boniville a été créé tardivement par une volonté politique à la fin du XIX^e siècle : afin de maintenir autour de lui un minimum de population, le *grand man* l'a constitué par prélèvements de petits groupes de parenté sur les divers *lo*, car le sien propre, Dikan, était en extinction. Après cette réorganisation, il y eut à Boniville de petites fractions des *lo* Kotika, Dju et Papaïchton, qui se trouvaient soumis à une double appartenance, car si les *capitaines* de leurs villages d'origine évitaient de leur donner des ordres, ils n'en demeuraient pas moins reliés à leurs cultes. Cette organisation était une source de mésententes. Elle a cependant persisté jusqu'à nos jours. Notons qu'en 1996, plusieurs femmes de Boniville, issues du *lo* Papaïchton, sont allées s'établir à Papaïchton.

Le *grand man* Difu, décédé vers 1965, fut le dernier membre du *lo* Dikan. Il vivait très simplement, occupant une petite maison en planches (n° 49). Après lui, la fonction de *grand man*, passée à Tolinga, eut pour siège Papaïchton.

L'habitat groupé

Le plan topographique, établi en août 1996, a été reproduit à l'échelle 1/1 500e. Le quartier le plus dense, au sud du village, compte environ 22 maisons pour une surface de 25 ares, soit 1,1 ares par maison. Au nord de celui-ci, pour la même surface, on ne compte plus que 20 maisons, soit 1,25 ares par maison. On peut considérer ces chiffres comme représentatifs de l'ancien mode d'habitat.

Répartition entre hommes et femmes :

En août 1998, le village, déduction faite des constructions administratives et des lieux de culte, ainsi que des petits hangars et des cuisines, comptait 72 maisons, se répartissant ainsi :

* propriétés de :			
- femmes	39		(27 occupées) (7 occupées)
- hommes	9		
- personnes récemment décédées femmes	2	51	
- personnes récemment décédées hommes	1		
* résidences secondaires de personnes établies à :			
Maripasoula	14		
Cayenne	3		
Saint-Laurent	2	21	
Saint-Jean	2		
TOTAL		72	

Les femmes possèdent la plus grande partie des habitations, ce qui est une donnée quasi constante dans ces anciens villages aluku en voie de désorganisation. Possédant des ressources permanentes, elles représentent maintenant la composante stable de la

population. Peu d'hommes au contraire, ont une activité suffisamment bien définie et des ressources suffisantes pour entreprendre des constructions.

Dans l'ancien système économique, la construction d'une maison n'impliquait aucun investissement. Elle nécessitait un acte de volonté et une certaine dépense de travail, en relation le plus souvent avec la conclusion d'un mariage. On dénombrait dans les villages des années 1950, un nombre égal de maisons d'hommes et de maisons de femmes.

De nos jours, la plupart des hommes, déçus de leur fonction traditionnelle, en sont réduits jusqu'à l'âge adulte, à vivre chez leurs mères ou chez leurs sœurs, mais aussi chez leurs épouses. Ajoutons que les héritages des maisons semblent avoir principalement bénéficié aux femmes. Cela seul peut expliquer le nombre élevé de femmes qui possèdent deux maisons.

Evolution récente

Ces dernières années, la plus grande partie du village donnait une impression de délabrement et de pauvreté. Les gens se plaignaient de leurs faibles ressources monétaires, qui consistaient presque exclusivement en les allocations familiales perçues par les femmes. Peu d'entre eux ont pu faire les frais d'installation des grands réservoirs servant au stockage de l'eau de pluie. Ils vont en canot remplir des fûts d'eau potable aux confluents de petites criques.

Peu de femmes de Boniville ont des mariages solides et peuvent compter sur le concours de leurs maris pour leurs abattis. Plusieurs se plaignent de l'effort pénible que nécessite le transport des récoltes en canot. En août 1998, quatre d'entre elles venaient de décider d'abandonner leurs habitations et d'aller s'établir à Maripasoula, quartier Abdallah, dans le seul but de pratiquer désormais leurs abattis le long d'une route et de faire transporter leurs récoltes par un camion.

Un nouveau quartier : évolution vers un habitat déconcentré

Cependant, un petit quartier se développe aux niveaux supérieurs du site (n° 60 et 82) animé par des personnes qui disposent soit d'emplois permanents, soit de retraites. On remarque que la tendance à la déconcentration de l'habitat est modérée. On ne relève aucune tendance à l'appropriation des terrains : les intéressés me l'ont confirmé.

Notons que les habitations 76, 77, 78, 79 et 80, appartiennent à de très proches parents. On peut admettre que leurs intervalles correspondaient, dans l'esprit des intéressés, à un optimum. La densité de ce quartier est de 10 maisons pour 25 ares, soit 2,5 ares par maison. On peut admettre ce chiffre comme un ordre de grandeur à retenir en vue de nouvelles extensions de ce type d'habitat.

Loka

L'ancien village

Ce village a été l'un des plus importants et des plus actifs. Il a particulièrement souffert de la ruine du système économique traditionnel, qui a conduit la plus grande partie de ses habitants à le quitter, principalement au profit de Maripasoula. La plupart de ses habitations sont anciennes et délabrées. Elles appartiennent à des personnes, hommes et femmes, qui résident habituellement à Maripasoula ou sur le littoral, et ne viennent à Loka que pour les cérémonies coutumières.

Evolution contemporaine

Les quelques habitations neuves appartiennent à des retraités de l'administration ou à des commerçants. Riches et pauvres manquent d'eau potable. La commune avait construit un grand château d'eau qui n'a jamais été mis en service. Il n'aurait d'ailleurs pu être rempli que par l'eau du fleuve. Les riches recueillent l'eau de pluie dans de très grands réservoirs en matière plastique (800 litres) de couleur noire, achetés 1 100 FF rendus sur place.

Les densités de cet ancien habitat varient sensiblement du nord au sud du village. La partie nord dans son foyer le plus dense, compte 40 maisons par 25 ares, soit 0,6 are par maison. Au sud, entre de grands arbres, on compte 25 maisons pour 25 ares, soit 1 are par maison. Ces chiffres sont voisins de ceux que nous avons obtenus à Boniville et de ceux que nous trouverons à Assissi.

L'émigration a littéralement vidé de sa substance le village Loka (61 maisons sur un total de 87, soit 70 %). En fait, elle a vraisemblablement porté sur une fraction plus importante de la population, car beaucoup d'émigrés partaient définitivement et ne voyaient par la nécessité d'entretenir une maison à Loka.

La répartition entre les personnes, (déduction faite des constructions de la commune et des lieux de culte), est la suivante :

• propriétés de :			
- femmes	15		(12 occupées)
- hommes	10		(10 occupées)
- personnes récemment décédées femmes	-	26	
- personnes récemment décédées hommes	1		
• résidences secondaires de personnes établies à :			
Maripasoula	53		
Cayenne	4		
Saint-Laurent	2	61	
Saint-Jean	2		
TOTAL		87	

Notons cependant que ceux des émigrés qui entretiennent une maison à Loka conservent des liens étroits avec la population locale et assistent en grand nombre aux cérémonies funéraires qui s'y déroulent.

Un nouveau mode d'habitat à l'est de la route

Dans la partie est de Loka, qui bénéficie d'un terrain meuble subhorizontal, se développe à l'imitation du Nouvel Assissi, un nouveau type d'habitat déconcentré, avec des constructions plus spacieuses, certaines grandes et confortables, la plupart assez modestes mais bien construites, œuvre de spécialistes surinamiens. On comptait en août 1998, seize grandes habitations, dépendances non comprises. Douze de celles-ci avaient été financées par des femmes et quatre par des hommes. La plupart étaient habitées en permanence. Deux seulement étaient des résidences secondaires de personnes établies à Maripasoula.

Les intéressés n'ont pas subi de pression de la commune : chacun a choisi son emplacement sans contrainte après s'être assuré qu'il n'avait pas été réservé par un autre. Nulle part, je n'ai observé de soucis d'ordre foncier : pas de bornage, pas de clôtures. D'ailleurs, les gens n'utilisent que leur maison et un espace destiné à des plantes ornementales : l'espace non construit ne les intéresse pas, ils le regardent comme impropre aussi bien à l'agriculture qu'à l'élevage.

Le levé topographique montre chez ces novateurs l'absence d'un projet cohérent, conduisant à une répartition raisonnable entre espace construit et savane en vue de la création de nouvelles habitations. Chacun n'a pensé qu'à lui. Les habitations neuves construites à Boniville par un groupe de proches parents, sont à cet égard, plus représentatives. Il semble indiqué de présenter ici le nouveau village d'Assissi, qui offre une continuité topographique et écologique avec le quartier est de Loka. Il sera représenté, comme ce dernier, à l'échelle 1/1 600e.

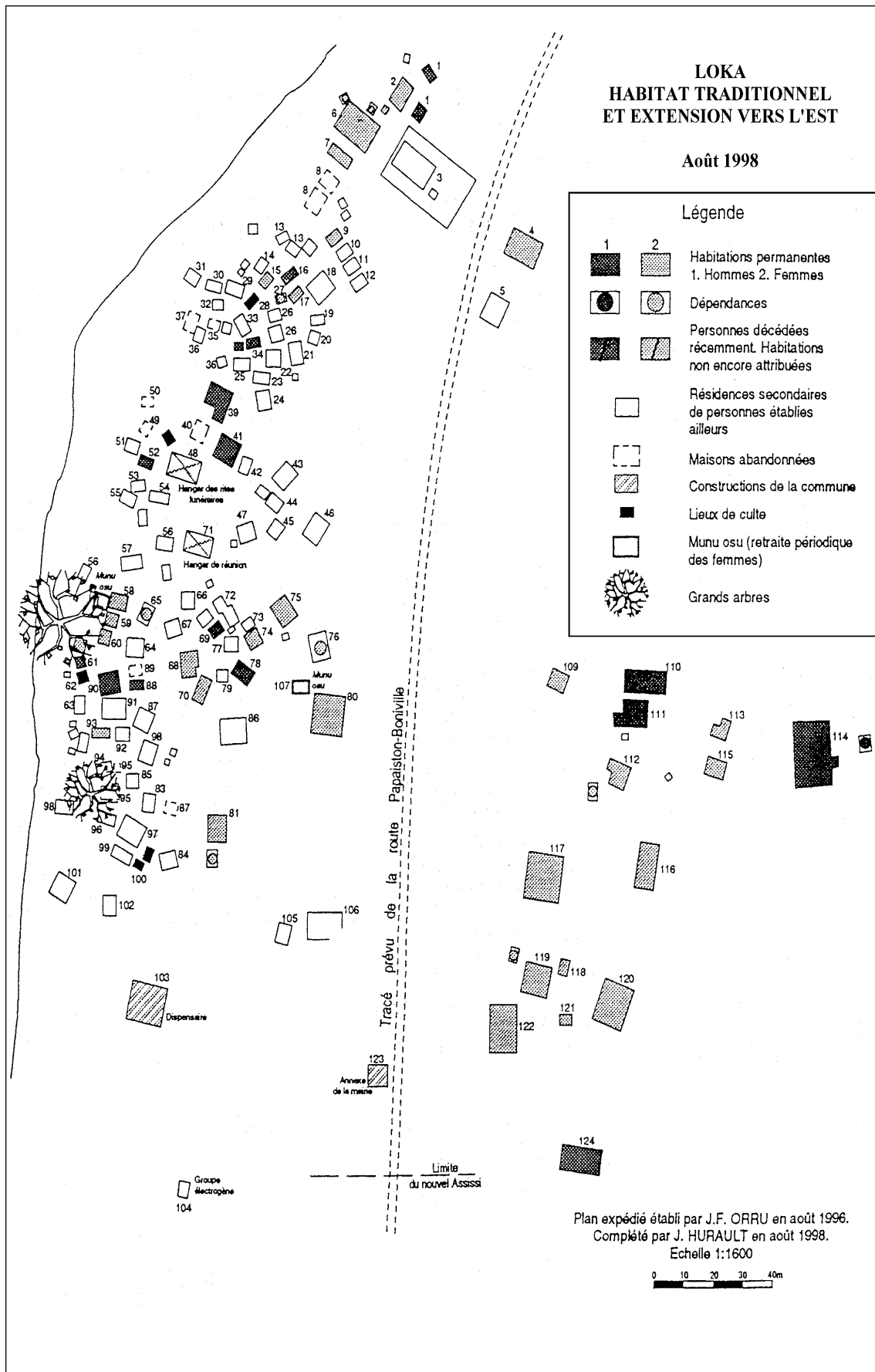


Fig.26 Loka: habitat traditionnel et extension vers l'est, août 1998, JF. Orru & J. Hurault (1996 & 1998), 1/1600ème

Nouvel Assissi

Essai de création d'un nouveau village

A Nouvel Assissi ce même type d'habitat s'est développé sur l'initiative de la commune, qui voulait supprimer le village d'Assissi, d'une part jugé trop concentré et insalubre, d'autre part rongé par l'action du fleuve déplaçant les bancs de sable le long de sa passe principale. La commune a fait édifier à Nouvel Assissi les deux constructions nécessaires à la vie d'un village traditionnel : le hangar mortuaire (krey osu), et le lieu où l'on lave les morts (wasi osu). Mais ces constructions n'ont pas été utilisées : elles supposaient en effet qu'Assissi constituât un seul village. Or, l'île est divisée entre trois lo dont chacun constitue une unité sociale distincte, toujours reconnue de nos jours. Aussi réduite qu'elle soit, la population demeure fidèle à l'ancien habitat et chacun des trois capitaines conserve ses fonctions traditionnelles dans les cérémonies funéraires.

La commune a d'autre part édifié une école maternelle et deux classes CM1, deux logements d'enseignants, ainsi qu'une annexe de l'église. Les soins sont assurés par le dispensaire de Loka, tout proche. La création de nouvelles habitations s'est heurtée à l'attachement que beaucoup des insulaires conservent à l'ancien habitat groupé. Elle s'est heurtée d'autre part, au coût élevé des nouvelles constructions (environ 40 000 FF). Peu de villageois disposaient des moyens financiers suffisants.

Les réalisations se sont échelonnées entre 1990 et 1998. En août 1998, on comptait

• propriétés de :

- femmes	15
- hommes	2
- personnes récemment décédées femmes	-
- personnes récemment décédées hommes	1

TOTAL	18
--------------	-----------

La supériorité des moyens financiers des femmes est particulièrement évidente ici. Sur ces 18 personnes :

- 10 venaient d'Assissi – Awara Bakka,
- 3 d'Assissi – Dju,
- 1 de Boniville,
- 4 de Maripasoula.

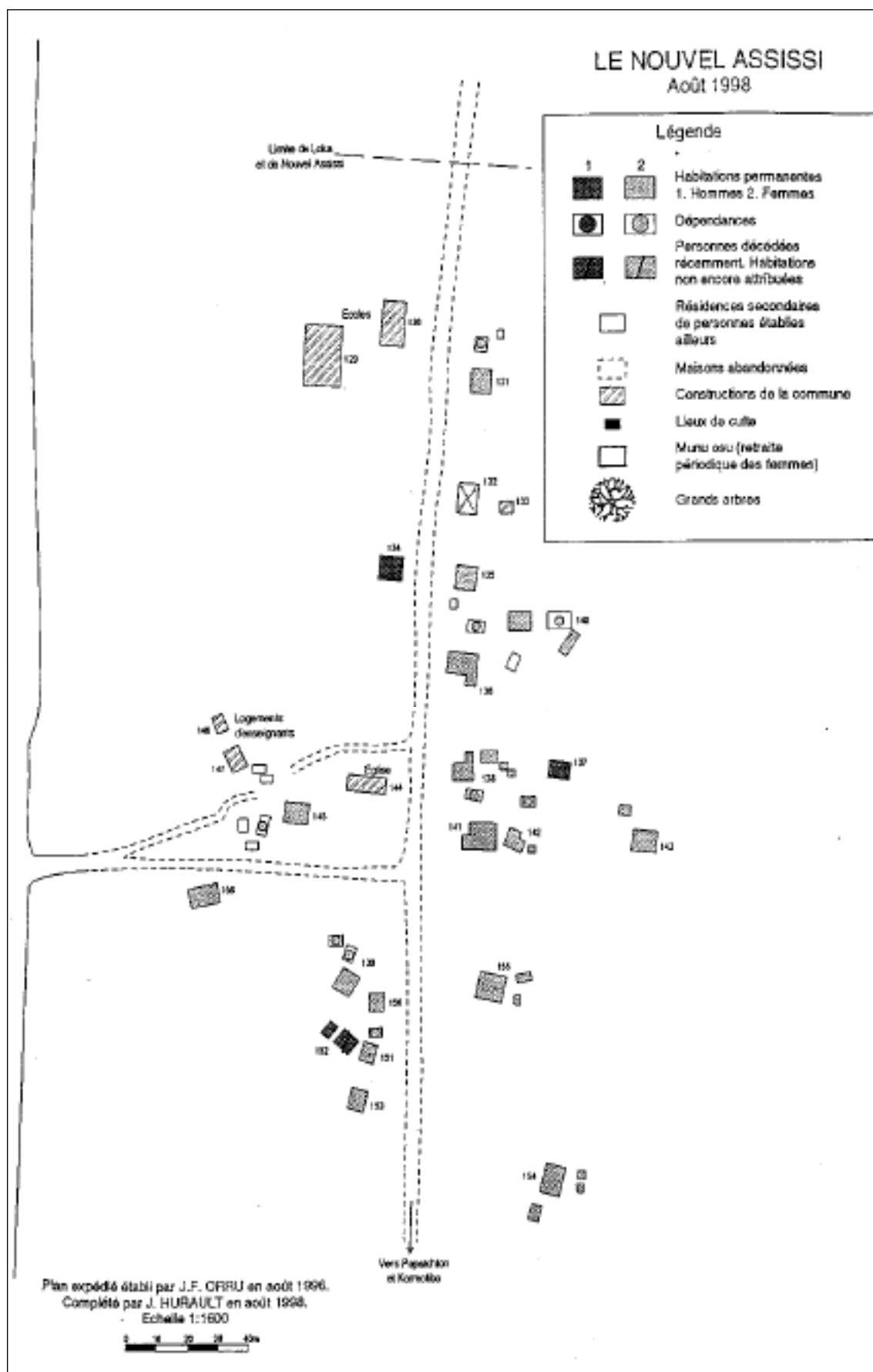


Fig. 27 : Le Nouvel Assissi, août 1998, JF. Orru & J. Hurault (1996 & 1998), 1/1600ème

Ces nouvelles habitations ont été disposées de façon plus rationnelle qu'à Loka, en tenant compte pour la plupart de la direction de la route. Certaines sont des créations individuelles, mais plusieurs forment des grappes réunissant de proches parents, comme l'habitat traditionnel. D'août 1996 à août 1998, soit en deux ans, il n'y a eu que deux constructions neuves. Par contre, une habitation semble abandonnée et une autre, incendiée, n'a pas été reconstruite. Le hangar construit par le curé de Maripasoula pour le catéchisme est pratiquement abandonné : très peu d'enfants suivent le catéchisme, quant aux parents ils sont indifférents.

La lutte contre la brousse secondaire

Les habitants de Nouvel Assissi ont tous à se préoccuper de la brousse secondaire, problème ignoré de ceux de l'île d'Assissi, où la circulation d'une population dense suffit à dénuder le sol.

Dans ce type d'habitat, il faut couper à ras de terre la brousse arbustive qui tend à remplacer la forêt. On y parvient grâce aux puissantes tondeuses-débroussailleuses existant maintenant dans le commerce. Dans un premier stade, il se développe une pelouse de graminées annuelles du plus bel effet. Mais après 3 ou 4 semaines, des tiges ligneuses apparaissent et une brousse très dense se développe, atteignant vite la hauteur du mollet. A ce stade, on y trouve déjà de nombreux insectes et le milieu devient dangereux pour les jeunes enfants. Puis c'est très vite le retour à la brousse arbustive. C'est dire combien est précaire le nouveau mode d'habitat.

Dans l'une des plus grandes habitations, la propriétaire a fait construire un muret en maçonnerie sur tout le pourtour du terrain : puis elle a enlevé à la houe la totalité de la terre meuble sur une épaisseur d'environ 15 cm. Elle se trouve en présence d'un sol blanc sur lequel la brousse secondaire ne se développe pas. Elle a interdit aux jeunes enfants d'en sortir et de franchir le muret : solution judicieuse dans l'immédiat. Mais ce sol est entraîné par l'érosion à raison d'un centimètre par an au minimum. Les fondations des nouvelles constructions sont pratiquement inexistantes : elles sont comme posées sur le sol. Elles devraient donc être reconstruites avec des fondations profondes d'au moins 50 cm. Ce problème comme beaucoup d'autres n'avait pas été perçu.

On doit regarder Nouvel Assissi comme une expérience : ce n'est ni un succès, ni un échec. Il faut plutôt le considérer comme un modèle d'habitat, convenant à des personnes relativement aisées. Actuellement, c'est l'absence du courant électrique qui est ressentie comme le principal obstacle. Si la commune parvient à étendre jusqu'à Loka, et si possible jusqu'à Boniville, la distribution du courant, il est vraisemblable qu'une nouvelle impulsion sera donnée à la modernisation de l'habitat.

Les villages de l'île d'Assissi

L'île d'Assissi semble être l'un des plus anciens foyers de peuplement des Aluku. Bien qu'en apparence continu le long de la rive sud, ce peuplement est divisé en trois unités distinctes (*lo*). Ce sont : Dipelu II, Dju et Awara Bakka. Chacune d'elles a un lieu de culte exclusif, le *fraga tiki*, et un *capitaine* élu, seul qualifié pour diriger les cérémonies funéraires des ressortissants du *lo*, qu'ils soient décédés dans le village ou hors de celui-ci.

Les villages d'Assissi ont été sévèrement atteints par l'émigration de leurs ressortissants, principalement vers Maripasoula, mouvement qui d'après l'analyse des plans de village a porté sur plus de la moitié de l'effectif d'Awara Bakka. De plus, l'évolution des courants et des flux de sable le long de la passe principale du fleuve, a pour effet de ronger la rive sud de l'île, et en particulier sa pointe (*lo* Awara Bakka). Par comparaison avec le levé expédié de 1957, on peut estimer à une largeur d'environ 10 m, la partie enlevée, entraînant la disparition de toute une file de maisons. Le sapement se poursuit, amenant les villageois fidèles à l'île à édifier de nouvelles habitations sur la rive nord qui ne paraît pas actuellement menacée.

Persistance des institutions coutumières

Dans les années 1980, un mouvement s'était fait jour à Maripasoula en vue de la création sur place d'un cimetière qui échapperait au contrôle des chefs des villages traditionnels, et où les inhumations pourraient être faites avec un minimum de rites et de dépenses. La société Aluku a été lente à se prononcer, mais finalement dans les années 1990, elle s'est avérée favorable aux maintien des pratiques traditionnelles. Non seulement les *capitaines* se sont vus confirmer dans leur contrôle des rites funéraires, mais on a rétabli les rites de l'interrogatoire du mort. Nous devons donc dans ce qui suit, considérer Dju et Awara Bakka comme deux villages distincts.

Des habitats fortement groupés

Assissi Dju est limité à l'est par le petit territoire de Dipelu II, qui n'est plus représenté que par une seule maison habitée (n°1), les autres ressortissants de cette unité étant partis à Maripasoula. Dans l'enquête démographique, la fiche n°1 a été incluse dans le *lo* Dju.

Le schéma topographique à l'échelle 1/1500e, met en évidence pour le *lo* Dju une haute densité d'occupation : 65 habitations pour une surface de 63 ares, soit sensiblement 1 par are. La dimension moyenne de ces habitations est de $4 \times 5 = 20\text{m}^2$, mais un grand nombre ne dépassent pas $3 \times 5 = 15\text{m}^2$

Awara Bakka est plus fortement groupé encore, avec environ 50 maisons pour 45 ares, soit une moyenne de 0,90 are par habitation. Mais cela peut provenir de déplacement de constructions menacées par le sapement des rives.

Ces deux villages offrent le mode d'habitat le plus fortement groupé de tout le pays aluku, car si les densités ci-dessus ne dépassent pas ce que l'on voit à Loka, elles portent ici sur la totalité de la surface des villages.

Assissi Dju

Ce village n'est pas réellement menacé par le sapement de la rive sud : il n'a encore subi ni destructions, ni déplacements d'habitations. La disposition de celles-ci ne met en évidence aucun mode défini d'organisation. On note la présence, à l'ouest du village, de plusieurs lieux de culte importants (n°67, 77, 78), qui peuvent avoir contribué au maintien du village dans son cadre traditionnel. La place libre située au nord du *fraga tiki* (n°80) et du hangar *krei osu* (n°79), sert aux cérémonies funéraires.

La répartition des maisons d'Assissi-Dju, après élimination des dépendances et de lieux de culte, est la suivante :

• propriétés de :			
- femmes	23		(18 occupées) (9 occupées)
- hommes	11		
- personnes récemment décédées femmes	4	40	
- personnes récemment décédées hommes	2		
• résidences secondaires de personnes établies à :			
Maripasoula	19		
Saint-Jean	2	21	
TOTAL		61	

La proportion des émigrés est de 21/61, soit 35%.

Trois seulement des ressortissants d'Assissi-Dju (trois femmes) ont construit des habitations neuves à Nouvel Assissi, sans toutefois abandonner leurs maisons antérieures.

Awara Bakka

Le sapement de la rive sud a entraîné la destruction d'une file de maisons dont certaines ont été reconstruites, d'où une accentuation du désordre de leur disposition.

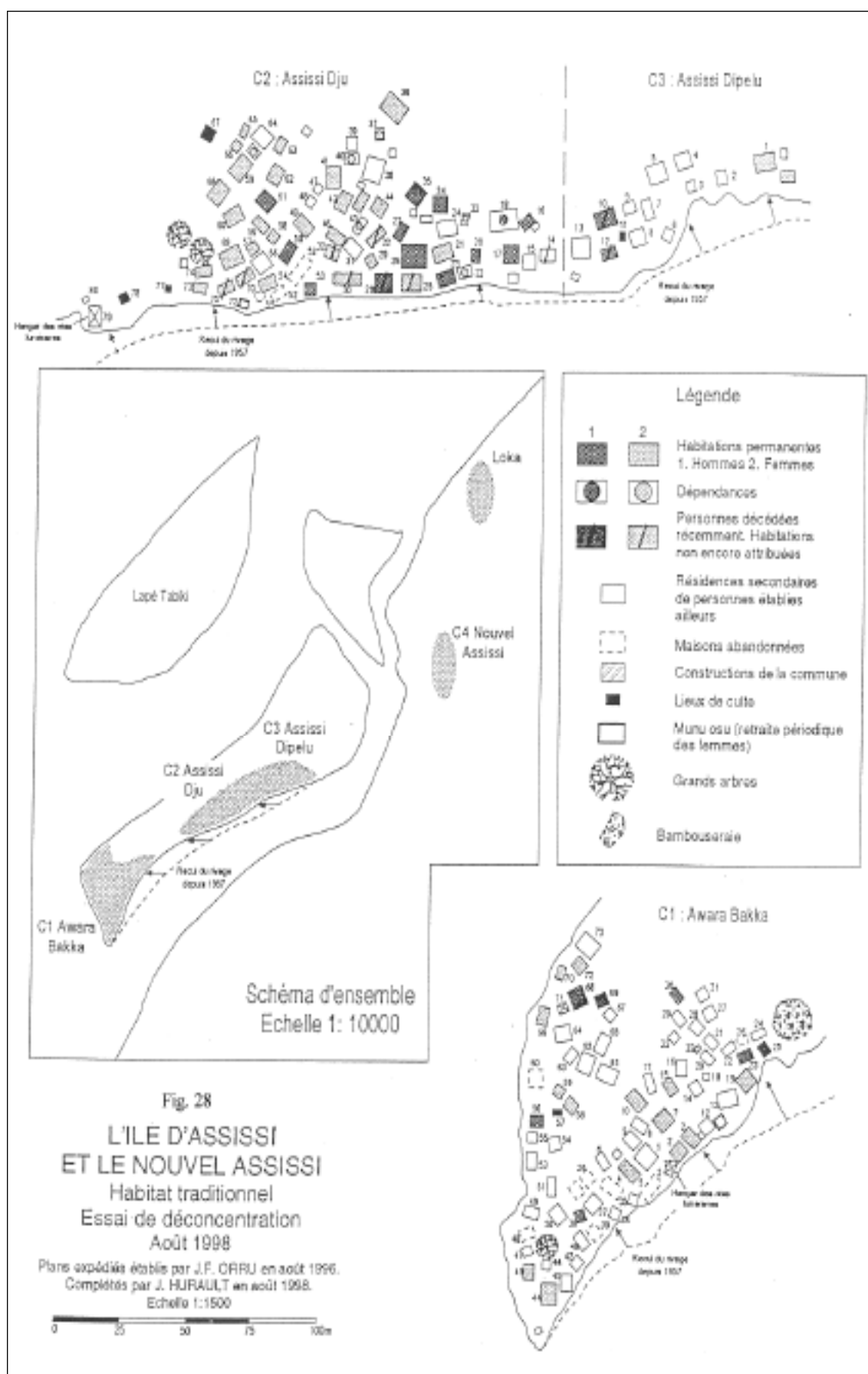


Figure 28. L'Île d'Assissi et le Nouvel Assissi

Le pointage des propriétaires conduit au tableau suivant :

• propriétés de :			
- femmes	12		(12 occupées) (4 occupées)
- hommes	5		
- personnes récemment décédées femmes	1		
- personnes récemment décédées hommes	-	18	
• résidences secondaires de personnes établies à :			
Maripasoula	26		
Cayenne	1	32	
Saint-Laurent	5		
TOTAL		50	

Les émigrés représentent ici 60 % du total des propriétaires d'habitations, proportion très élevée.

En août 1998, les funérailles d'une femme à Assissi-Awara Bakka mirent en évidence l'importance des liens spirituels que conservent les émigrés. Ceux de Maripasoula étaient tous venus et sont restés trois jours après la cérémonie. Ceux qui ont construit des maisons neuves à Nouvel Assissi avaient, pour la circonstance, réoccupé leurs anciennes habitations, ne voulant rien perdre du spectacle. Une très vive animation régnait dans le village, on aurait pu se croire revenu aux années 1950. Seule la capacité de création esthétique faisait défaut, remplacée, hélas, par la musique commerciale.

Papaïchton et Kormotibo

Constituant le chef-lieu de la commune, ces deux agglomérations associées ont en grande partie conservé leur organisation clanique. Celle-ci les a préservées de l'évolution vers une agglomération multiethnique et multiculturelle, dont Maripasoula donne un fâcheux exemple. De ce fait, Papaïchton représente authentiquement la société aluku.

Topographie

Le plan expédié établi par J.-F. Orru en août 1996, s'est avéré en partie incomplet et défectueux, surtout dans sa partie est, et de plus, la liste des titulaires des habitations ne m'est pas parvenue. J'ai tenté d'utiliser un plan que j'avais établi l'année précédente, qui s'est lui aussi avéré défectueux. J'ai utilisé la liste jointe à ce dernier plan, après l'avoir actualisée en août 1998.

Quoi qu'il en soit, je ne suis pas en état de distinguer sur le plan les surfaces appartenant aux hommes et aux femmes, ainsi que les résidences secondaires. A cet égard, j'admettrai que le répertoire actualisé en août 1998 nous donne une répartition suffisamment fiable. Malgré les réserves émises ci-dessus, le levé de J.-F. Orru, reproduit à l'échelle 1/2 000e, offre le meilleur document topographique dont nous disposons.

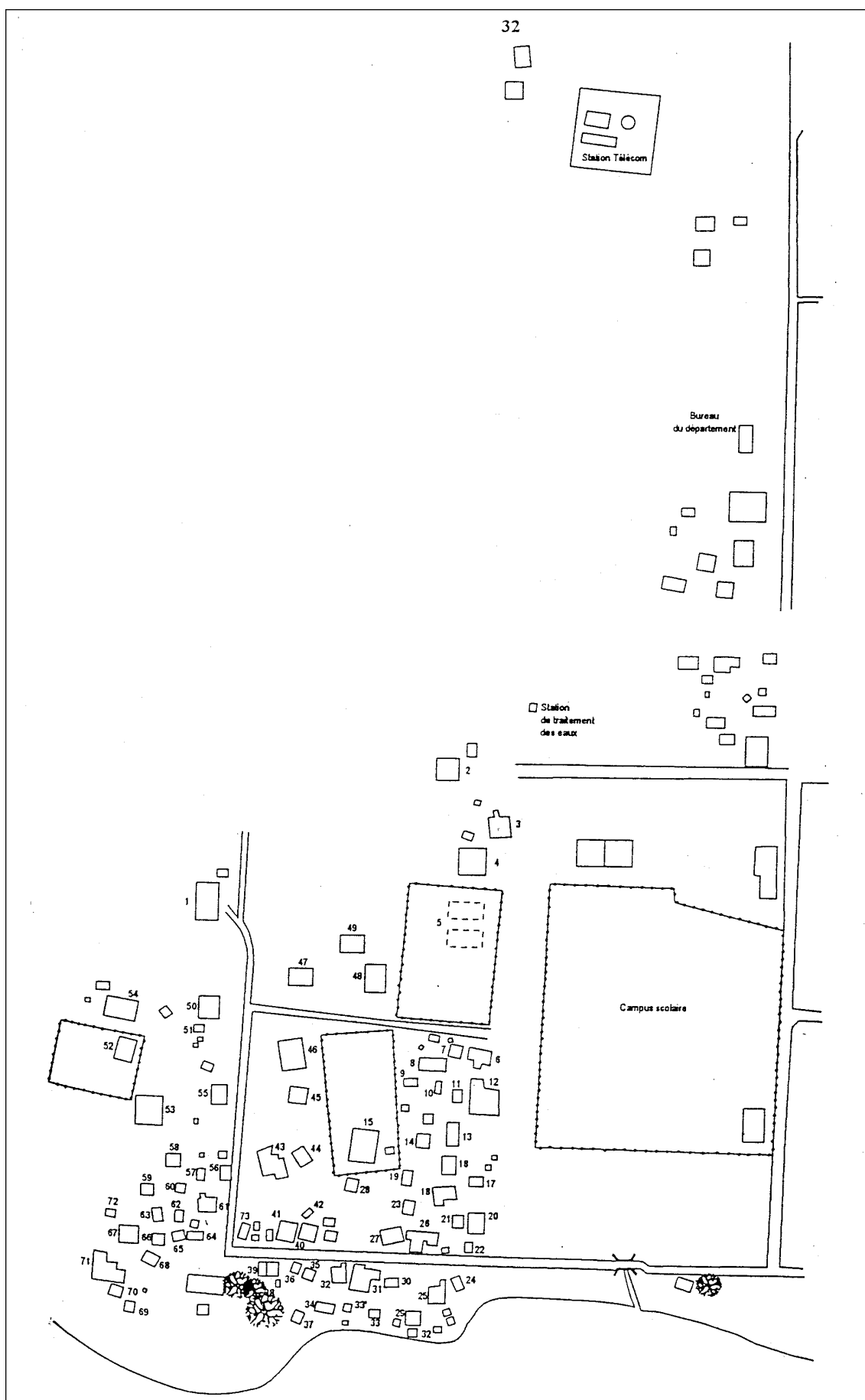


Fig. 29. Papaïchton (partie ouest) & Kormotibo, JF.Orru, août 1996, 1/2000ème

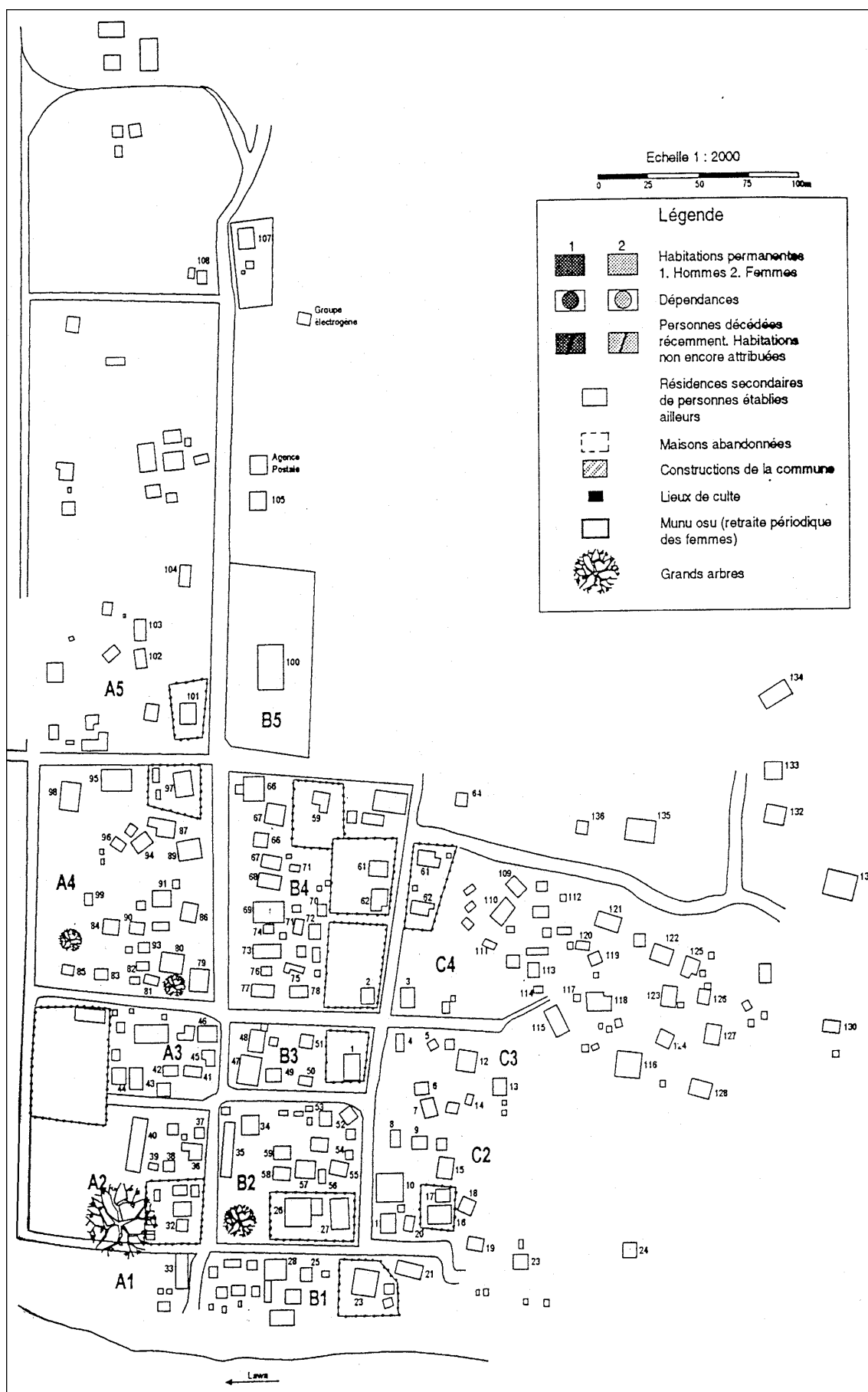


Fig. 30. Papaïchton (partie est) , JF.Orru, août 1996, 1/2000ème

Modes d'habitats, densité d'occupation

A Papaïchton, où rappelons-le, le nouveau village a été créé vers 1970, il semble que les parties peuplées les premières ont été A2, A3, A4, B2, B4. Ces nouveaux quartiers ont conservé les normes de l'habitat groupé, influencées toutefois à des degrés divers par l'orientation des rues. Les densités sont ici difficiles à déterminer. On peut admettre dans A2 (partie est) 12 maisons pour 15 ares, soit 1,25 ares par maison. Dans A4, on relève 15 maisons pour 25 ares, soit 1,7 ares par maison.

Les parties C2, C3 et C4 ont été peuplées ensuite, alors que le quadrillage constitué par les rues n'avait pas encore été étendu à l'est du village. On voit que les occupants de ce nouveau quartier avaient perdu de vue les contraintes imposées plus à l'ouest, par la direction des rues. Ils étaient revenus à leurs normes traditionnelles, avec toutefois des densités allégées : 12 maisons pour 25 ares en C2, soit 2,1 ares par maison; 15 maisons pour 25 ares en C4, soit 1,7 ares par maison.

On doit surtout retenir la persistance du mode d'habitat groupé. Mais on remarque aussi la présence d'unités clôturées (nous éviterons l'emploi du terme *propriétés*), qui auraient été créées sur l'initiative de la commune pour loger des employés. L'enclos n°2 (une seule maison) a une surface de 32 x 20 m = 6,4 ares ; le n°59 (1 maison) 22 x 3 = 6,6 ares. Il semble que le but était de répandre un modèle d'habitat disséminé, clôturé sur la base de 6 ares par habitation. Cela s'est fait jusqu'ici sans que la propriété collective des terrains ait été contestée. La généralisation de ce système aurait pour effet de multiplier au minimum par trois ou par quatre la surface nécessaire à une population donnée, ainsi que les frais d'aménagement incombant à la commune (adduction d'eau, courant électrique, etc...).

Répartition des habitations

Le tableau ci-dessous met en évidence la répartition des maisons entre hommes et femmes établis à Papaïchton, et celle des résidences secondaires.

• propriétés de :			
- femmes	41		(36 occupées)
- hommes	39		
- personnes récemment décédées femmes	2	83	
- personnes récemment décédées hommes	1		
• résidences secondaires de personnes établies à :			
Maripasoula	2		
Saint-Jean	2		
Cayenne	5	17	
Saint-Laurent	8		
TOTAL		100	

Cette répartition est très différente de celle que nous avons observée dans les petits villages et montre une société fondée sur d'autres normes :

- la primauté des femmes dans la répartition des maisons ne se retrouve plus. Hommes et femmes ont ici des parts presque égales.

- les maisons appartenant à des émigrés ou à des étrangers sont peu nombreuses; deux seulement se rattachent à Maripasoula. L'introduction d'étrangers dans la communauté ethnique de Papaïchton a pu être évitée. Seuls trois Paramaka et un Ndjuka ont été autorisés à louer des habitations dont les propriétaires étaient partis sur le littoral.

- aucun des immigrés qui viennent travailler temporairement, notamment aux constructions, n'a cherché à s'implanter durablement à Papaïchton. Leur présence est discrète. La situation est donc tout à fait opposée à celle qui prévaut à Maripasoula.

Persistance de la structure clanique

La persistance de la structure sociale traditionnelle a été mise en évidence au cours de l'enquête démographique. La totalité des femmes ont été interrogées, et leurs généalogies relevées en se référant aux répertoires de la première enquête (1964). On a éliminé les plus jeunes filles (moins de 20 ans), car seules les données relatives aux adultes sont significatives à l'égard des enchaînements de parenté. Seule la filiation utérine est prise en considération.

Papaïchton est fondé traditionnellement sur l'association de deux *lo* : Kamina et Toïna.

Les femmes adultes interrogées se répartissent comme suit :

• issues des deux unités constituant Papaïchton	49
• issues d'autres villages	8
Total	57

Sur les huit femmes issues d'autres villages, on compte deux groupes de quatre originaires respectivement de Boniville (lignage Poti) et d'Assissi – Awara Bakka (lignage Afi).

La persistance à Papaïchton du système social fondé sur le *lo* repose exclusivement sur le consensus de la population, et tout particulièrement des femmes. Au cours de cette enquête, aucun indice n'a laissé penser que ce principe tombait en désuétude.

Kormotibo

Le village de Kormotibo, d'origine ancienne, a été inclus dans l'aménagement réalisé vers 1970 lors de la création de la commune. Son territoire a été divisé en grands carrés par de larges rues disposées en damier. Comme à Papaïchton, l'habitat groupé traditionnel s'est reconstitué spontanément, influencé toutefois, par un certain souci de

parallélisme et de perpendicularité. Dans les parties les plus denses, on compte 15 à 17 constructions pour 25 ares, soit en moyenne 1,5 ares par maison.

Répartition des habitations

On note, comme à Papaïchton, qu'un certain nombre de personnes ont pris l'initiative d'isoler leurs constructions par des haies, sans pour autant revendiquer de droit foncier, et faire poser des bornes. La plus représentative me paraît avoir été le n°15, de surface 52 x 35 m = 18 ares pour trois maisons (non figurées sur le plan), soit 6 ares par maison, comme à Papaïchton. Les intéressés sont les personnes les plus fortunées de Kormotibo. Il ne paraît pas que leur initiative ait suscité de jalousie. On se demande toutefois si l'on n'assiste pas aux prodromes d'une revendication foncière susceptible de jeter la société aluku dans le plus grand désordre.

La répartition des maisons en août 1998, était la suivante :

* propriétés de :			
- femmes	33		(25 occupées)
- hommes	21		(14 occupées)
- personnes récemment décédées femmes	2	58	
- personnes récemment décédées hommes	2		
* résidences secondaires de personnes établies à :			
Maripasoula	1		
Kourou	1	3	
Saint-Laurent	1		
TOTAL		61	

Cette répartition est assez proche de celle que nous avons observée à Papaïchton. Elle est moins favorable aux hommes (21 sur 58, soit 36% contre 39 sur 83 = 47%) qu'à Papaïchton, tout en étant bien plus favorable que les proportions relevées à Boniville (17%) et à Assissi (27%). Ces chiffres suffisent à montrer que nous sommes en présence d'un système social sensiblement différent.

On remarque l'absence quasi totale d'habitations servant de résidence secondaire à des émigrés, en particulier à des ressortissants de Maripasoula. Il ne fait aucun doute que l'émigration vers Maripasoula a été la cause principale de la désorganisation des villages traditionnels. Papaïchton et Kormotibo ont échappé à cette fatale attraction.

Persistance de l'organisation clanique à Kormotibo

Le village de Kormotibo était fondé sur l'association de deux *lo*, Dipelu II et Afi. En 1998, les femmes de plus de 20 ans étaient au nombre de 35. Après examen des généalogies, 32 de ces femmes se rattachaient sans doute possible aux deux groupes constitutifs de Kormotibo, deux autres étant d'une origine incertaine, et la dernière d'origine ndjuka.

La fidélité aux groupes constitutifs porte donc ici sur 92% des femmes. Comme à Papaïchton, elle résulte essentiellement du consensus de la population.

L'activité économique

Il est fort difficile (voir supra l'analyse démographique) de répertorier avec précision la population masculine adulte de Papaïchton. En effet, une partie d'entre ces hommes a des activités mal définies, impliquant un certain degré de mobilité entre Papaïchton, Maripasoula et les centres du littoral. Le rattachement de certains d'entre eux, soit à Papaïchton, soit à d'autres centres, implique un choix mais aussi une possibilité d'erreur induite par l'enquête.

La plupart de ces hommes, jusqu'à l'âge adulte, n'ont pas d'habitation personnelle et logent chez leur mère ou chez une sœur, parfois chez une épouse, même si le lien conjugal est assez ténu. Le fait que certains d'entre eux aient fait construire des maisons, n'est pas une raison suffisante pour les inclure dans la population masculine du bourg, car cette maison a pu devenir une résidence secondaire.

Une enquête est donc nécessaire dans beaucoup de cas, principalement auprès des mères. Dans ce qui suit, j'ai répertorié 65 hommes de plus de 18 ans répartis en deux groupes d'âges : nés avant 1967, nés de 1967 à 1980. Le second groupe (19 à 32 ans), avait été le plus directement influencé par l'école, mais la génération précédente a été scolarisée aussi. Le tableau montre que les plus jeunes avaient de grandes difficultés à s'insérer dans la société aluku. A l'époque de l'enquête, sur un total de 28 jeunes gens, 17 demeuraient des marginaux, deux seulement s'étaient classés comme artisans (1 électricien, 1 plombier). Un seul avait obtenu un emploi d'un haut niveau technique (à FRANCE-TELECOM), contre 5 petits emplois sans responsabilité, principalement à la commune.

Si nous considérons maintenant l'activité de leurs aînés, elle satisfait aux besoins courants de la consommation, y compris le ravitaillement des commerçants, mais les transports à longue distance, notamment le ravitaillement des placers en carburant, ont presque totalement échappé aux Aluku. Ces transports sont de plus en plus organisés à Saint-Laurent par des sociétés utilisant la main-d'œuvre ndjuka. Il en est de même pour le débardage du bois d'œuvre. Les Aluku, ayant totalement abandonné les travaux de force, sont exclus de ce domaine d'activité; s'ils y cherchent des fonctions d'organiseurs, ils se voient contraints de confier l'exécution de leurs travaux à une main-d'œuvre ndjuka indispensable par ses qualités athlétiques et son habileté technique, et rétribuée à des tarifs très élevés.

Une autre constatation surprenante est qu'aucun parmi les jeunes n'ait cherché de ressources dans la chasse, la pêche, ou dans des productions agricoles spécialisées. Parmi les aînés, un seul, un Ndjuka établi à Papaïchton se dit cultivateur et être venu pour

produire et exporter des bananes.

L'artisanat est laissé aux Surinamiens

L'insertion défectueuse de l'école dans la société aluku est mise en évidence par le fait qu'elle n'a conduit directement à aucune amélioration de cette société et de ses techniques. En particulier, elle n'a conduit à aucun développement d'un artisanat spécialisé.

Notons que dans les communes de l'intérieur, l'Education Nationale a introduit l'enseignement primaire et secondaire sous leurs formes les plus abstraites. Les Aluku sont persuadés de la faible efficacité de l'enseignement professionnel dispensé sur le littoral : il conduit bien plus fréquemment à gérer le travail qu'à l'exécuter. Seul l'enseignement professionnel développé à Surinam est considéré et a fait ses preuves.

En fait, les habitations sont presque entièrement construites par des Surinamiens, ouvriers habiles et discrets, dont le séjour dans la commune est bref. Ils ont atteint un haut niveau technique et les Aluku évitent d'entrer en concurrence avec eux.

	Nés avant 1967	Nés de 1967 à 1980
I FONCTIONS POLITIQUES		
- Maire et adjoint au Maire de Papaïchton	2	
- <i>Grand man</i> aluku	1	
II ACTIVITES ECONOMIQUES INDEPENDANTES		
- Transporteurs	3	
- Industriels. Propriétaires de chantiers d'orpaillage	4	
- Commerçants importants	2	
- Propriétaires de bars et de restaurant. Boulangers	3	
- Artisans	1	2
- Orpailleurs	2	3
- Cultivateurs. Chasseurs. Pêcheurs	1	
III EMPLOYES		
- Emplois d'un haut niveau technique	1	1
- Fonctions d'enseignant	1	
- Commune. Gendarmerie. Ecoles. Dispensaires. Emplois d'un faible niveau technique (retraités inclus)	9	5
IV MARGINAUX		
- Etudes secondaires ou Service militaire		7
- Sans profession (<i>jobs</i>)	3	5
- Chômeurs	2	5
- Vieux. Inactifs	3	
total	38	28
TOTAL GENERAL		66

Tableau 52. L'activité économique à Papaïchton : relevé des professions des hommes de plus de 18 ans en août 1998

Les constructions nouvelles en pays aluku

Les dernières décennies ont vu dans tout le pays aluku un effort pour renouveler les constructions, effort d'autant plus nécessaire que les constructions antérieures à l'époque 1970, encore nombreuses, n'étaient plus entretenues et tombaient en ruine. Cet effort n'a pas toujours été heureux, dans la mesure où il a contribué à la perte ou à la décadence des techniques traditionnelles.

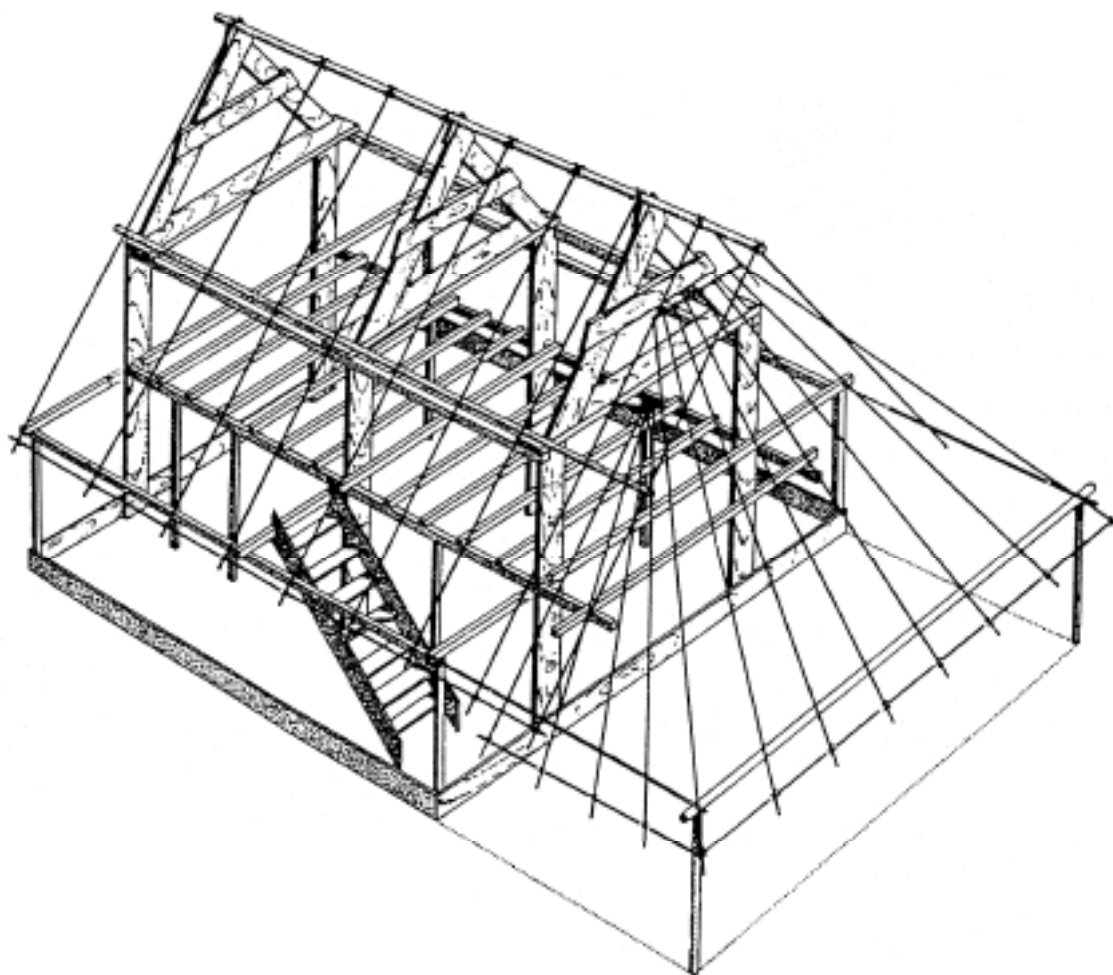


Figure 31. Charpente de la maison de Biten, épouse du Grand man Difou. L'Enfant Perdu, 1952

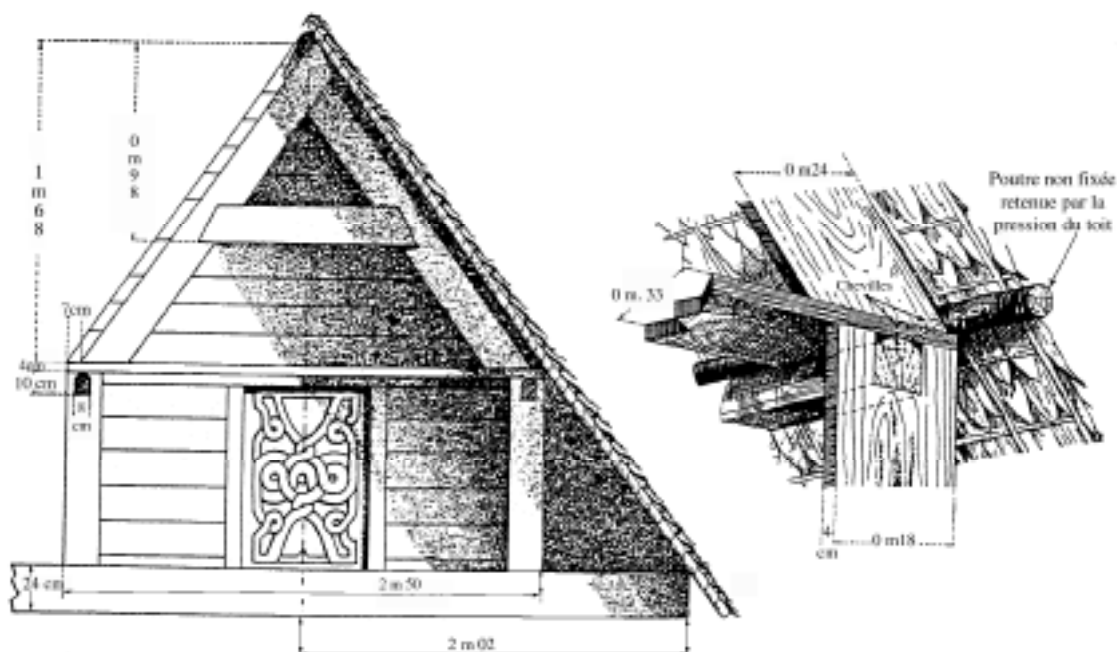


Figure 32. Une maison sans étage Boniville, 1948

Les constructions traditionnelles

Elles étaient entièrement en planches, découpées à la scie de long, tandis que les madriers étaient taillés à l'herminette. Ces travaux nécessitaient à la fois beaucoup d'habileté et beaucoup de force. Les constructions ne faisaient appel à aucun matériau importé, à l'exception des clous. Elles ne comportaient pas de sole en ciment. Leur appui au sol ne résultait que de l'enfoncement en terre de piliers, lesquels étaient découpés dans les bois les plus durs et les plus résistants à l'humidité. Ces piliers étaient enfoncés d'environ 0,70 m dans le sol. Ils ne pouvaient être remplacés. La maison ne durait que ce que duraient ces piliers, au maximum une cinquantaine d'années.

La toiture était équipée de pannes de palmes way (*Geonoma baculifera*), dont l'étanchéité était parfaite uniquement grâce à une forte pente des deux pans de la toiture. Ces constructions étaient très esthétiques, mais très étroites à leur partie supérieure. C'est sur ce point que l'introduction de la tôle ondulée comme matériau de couverture a apporté l'amélioration la plus importante.

L'introduction de matériaux préfabriqués

Le montage de maisons de dimensions modestes est facilité de nos jours par des matériaux préfabriqués, importés du Surinam et transportés en grande quantité sur le fleuve. Dans ce système, les planches sont de dimensions standard, et leur assemblage est facilité par des rainures et des gorges. Quiconque sait se servir d'un marteau et de clous parvient sans difficultés à monter, disons une cabane.

La plupart de ces constructions comportent deux niveaux, mais à l'encontre des

conceptions antérieures, le niveau inférieur est toujours en retrait par rapport au niveau supérieur. Une autre amélioration importante est la présence très générale d'une sole en ciment de quelques centimètres; cette faible épaisseur est déchaussée en quelques années par l'érosion et se brise.

A un niveau technique et culturel nettement plus élevé, se situent les maisonnettes à étage à escalier extérieur protégé par un auvent. Ce type de construction repose, par de puissants piliers, sur une forte sole en ciment. Dans certains cas le rez-de-chaussée est laissé sans parois et sert de magasin; seul l'étage est habité.

Les constructions modernes sont presque toujours dépourvues d'ornementation. Les Aluku actuels, même fortunés, n'en ressentent plus le besoin. Dans quelques cas, un panneau sommairement peint introduit un motif conventionnel.

Quelques-uns des Aluku les plus fortunés, hommes et femmes, ont entrepris des constructions en ciment de type européen. Ces constructions n'ont plus rien qui rappelle les normes des Aluku. Elles sont plus chaudes que les maisons en planches et à moins d'un développement improbable de la climatisation, il est difficile de croire qu'elles puissent se multiplier.

Presque toutes ces constructions sont l'œuvre d'artisans surinamiens. D'une façon générale, les Aluku évitent de travailler les uns pour les autres, car ils seraient amenés à une demande des rétributions sensiblement plus élevée que les immigrés. Si quelqu'un utilise toutes les ressources de son art, c'est en général pour une construction personnelle.

Projet de cadastrage de Papaïchton

A plusieurs reprises, il a été préconisé l'introduction à Papaïchton de la propriété individuelle, sanctionnée par un bornage et par l'établissement d'un cadastre. J'estime que ces projets sont irréalistes et risquent de conduire à une crise foncière majeure.

Le système foncier des Aluku est fondé sur un principe simple : la terre est la propriété du clan (*lo*). L'individu ne possède même pas l'emplacement sur lequel est construit sa maison. Ce principe, abandonné à Maripasoula qui est une agglomération extra-coutumière, est toujours en vigueur dans les villages aluku. Au cours de cette enquête, je n'ai relevé aucune revendication foncière individuelle et personne n'a manifesté d'inquiétude.

Contrairement aux vues des théoriciens économistes, je considère que le principe de la propriété collective du clan sur la terre est plus souple, plus efficace et mieux adaptée au pays que la propriété individuelle. Pour les terrains de culture, cela paraît évident : étant donné que l'agriculture itinérante nécessite des jachères minimales de 10 ans et que friches herbacées denses et parasites peuvent amener à changer d'emplacement, la propriété collective élimine toute difficulté. Pour les villages, ce principe demeure la meilleure solution tant qu'il correspond au consensus de la population : c'est le cas actuellement, et même en tenant compte de l'accroissement de la population, il se passera encore longtemps avant qu'il ne devienne caduc.

Si l'on procède à un cadastrage, on sera obligé de définir la terre comme une propriété individuelle. Cela peut se concevoir à Maripasoula, où il est néanmoins facile d'imaginer que l'idée même d'impôt foncier sera rejetée. Mais dans les villages aluku originels, cette opération ne pourrait être entreprise sans renverser les bases de la société. Outre que le concept de la propriété individuelle des terrains conduirait à détruire le principe même du rattachement des individus au clan, on se heurterait à des difficultés pratiquement insurmontables : l'habitat traditionnel groupé ne se prête pas à un cadastrage, non seulement à cause de la proximité extrême des habitations, mais surtout en raison de leur disposition, qui traduit des liens de parenté. On ne peut pas davantage envisager un cadastrage collectif, car les divers groupes de parenté sont en interpénétration. Les plans illustrant ce rapport permettront de saisir ce problème dans toute sa complexité.

L'habitat déconcentré souhaité par la commune se trouve matérialisé par les enclos n°59 et 62-63 de Papaïchton. Il correspond à environ 6 ares par habitation, contre 1,5 à 2 dans l'habitat groupé. Si cet habitat était réalisé, la surface occupée par les villages se trouverait triplée ou quadruplée; et peut-être même multipliée par dix ou plus si les jeunes adultes, hommes et femmes, qui vivent actuellement chez leurs mères, demandaient eux aussi des lots de terrain et si les adultes émigrés sur le littoral qui demeurent inscrits sur les listes électorales avaient la même exigence. L'espace réservé pour les villages échapperait à toute gestion. Les problèmes d'adduction d'eau et de distribution du courant électrique deviendraient insolubles.

On peut penser – et l'exemple de l'Ile d'Assissi le confirme – qu'une grande partie des villageois décidera de conserver cet habitat groupé et de rester en dehors du nouveau système. On arrivera alors à la situation déplorable, si fréquente en Amérique Latine, d'une opposition entre des riches ayant des titres fonciers et des pauvres qui n'auront qu'une tenure précaire.

Pis encore, si un cadastrage est établi, les plus pauvres pourront être amenés à vendre leurs terres et les riches à acheter des terrains pour y faire des lotissements. Ils revendront aux plus offrants, à des Brésiliens, à des Surinamiens, etc. En peu de temps, une population hybride et déculturée se substituera à la société aluku, actuellement encore structurée. On risque d'introduire chez les Aluku la spéculation foncière, un des pires fléaux du Tiers-Monde. Face à cette perspective on ne peut qu'adjurer les notables de Papaïchton de renoncer à ce projet.

2.4.4. Maripasoula : le mauvais exemple

Effets directs de la francisation sur l'habitat

Les mesures de *francisation* adoptées en 1968-1970 avaient prévu la division du pays aluku en deux communes, Maripasoula et Papaïchton; à cette époque, la population avait un double habitat : une habitation dans un des “grands villages” et une habitation de culture (*kampu*); ainsi la population, disséminée à l'extrême, occupait les deux rives du fleuve Alawa et les îles depuis les sauts Abattis-Cottica en aval, jusqu'au confluent Alitani-Marouini en amont, où elle se trouvait en concurrence avec les Amérindiens Wayana.

Dans les années 1970-75, la population incluse dans la commune de Maripasoula abandonna ses habitations de culture pour s'établir autour des bâtiments administratifs. Le motoriste et les canotiers des gendarmes furent les initiateurs du mouvement. Dès 1975, un bourg s'était constitué dans le plus grand désordre. Les ressortissants des divers *lo* s'étaient mêlés et associés individuellement avec des Ndjuka et des Paramaka, puis, à la fin des années 80, avec des Brésiliens, constituant un centre extra-coutumier échappant à la loi tribale. Cette évolution n'avait été ni voulue, ni prévue.

En 1980, la commune de Maripasoula demanda à un architecte d'établir un plan de développement du bourg qui venait de se constituer. Le problème posé à cet architecte lui parut si surprenant qu'il vint me voir. On lui demandait de dessiner des chemins et des maisons. Mais comment vivraient leurs occupants ? Où cultiveraient-ils ? De quelles ressources disposeraient-ils ? Je ne pus lui donner qu'une indication générale : ces gens étaient en quelque sorte des réfugiés. On avait détruit leur système économique et ils venaient chercher des subsides faute de pouvoir vivre conformément à leur modèle traditionnel.

Le mouvement d'abandon des habitations de culture eut pour effet d'amputer le territoire des Aluku de près de trente kilomètres en amont, et notamment de leur faire perdre les lieux de pêche des sauts de l'Alitani, qui dès cette époque passèrent sous le contrôle des Amérindiens Wayana. Cette évolution eut de lourdes conséquences sur la

production agricole et l'alimentation. Elle ne fit que s'accroître au cours des années 1980, du fait de la création à Maripasoula de nombreux emplois, notamment de canotiers, payés au mois et affectés à des administrations qui ne les utilisaient que quelques heures par semaine.

La création d'une centrale électrique gérée par l'EDF, qui devait permettre l'acquisition de réfrigérateurs et de congélateurs, a beaucoup contribué à la formation d'un habitat groupé, en partie au détriment des anciens, Boniville, Assissi et Loka, rattachés à la commune de Papaïchton qui n'avait pas les mêmes ressources. Le souci de rapprocher les enfants des écoles a influé aussi, ainsi que la création de bars diffusant de la musique commerciale, qui à l'époque était une nouveauté.

Le poste de Maripasoula avait été créé pour administrer une population disséminée et productive. Du fait de la création de très nombreux emplois, il a absorbé cette population, et l'ensemble ne fait que s'administrer lui-même, ne produisant plus rien et important une partie croissante de sa nourriture.

Avantages géographiques du site

On doit noter que Maripasoula est avantagé par la nature du relief et possède de ce fait des possibilités de développement qui n'existent pas dans le reste du pays aluku : la commune offre un relief de plateau en relation avec une très ancienne terrasse du fleuve, formée vraisemblablement au début de l'ère quaternaire. La surface correspondante, utilisée notamment pour le terrain d'aviation et pour l'hôpital est à plus de 20 mètres au-dessus du niveau actuel du fleuve. Ce niveau de terrasse se poursuit de façon irrégulière sur des distances de plusieurs dizaines de kilomètres à partir du centre. Il permet notamment l'aménagement de petites routes desservant des chantiers d'orpailleurs, mais aussi des abattis de culture dont les produits peuvent être collectés en voiture. Incapables désormais de rapporter leurs produits en canot, bien des femmes utilisent ces routes, notamment au départ du dégrad Abdallah. Chaque année des femmes aluku de Papaïchton abandonnent leurs villages pour s'établir à Maripasoula sans autre but que la sécurité et l'exploitation commode d'abattis situés sur ces routes.

2.4.5. Les aluku et le monde moderne

Importance de la dissémination

Dans une lettre adressée le 4 novembre 1980 à M. H. Masse, alors sous-préfet de Saint Laurent du Maroni, j'écrivais :

“ ... La forêt guyanaise n'offre que des ressources restreintes, ne

pouvant être exploitées dans de bonnes conditions que par des populations disséminées et mobiles. Ainsi tout ce qui tend à fixer les populations tribales en agglomérations autour d'écoles ou d'équipements constitue une fatale erreur. Dans une agglomération de 200 personnes, les gens ont déjà du mal à se procurer le poisson frais nécessaire à une saine alimentation; l'environnement devient insalubre par le pullulement des parasites; les plantes cultivées souffrent d'attaques multiples et le rendement des abattis ne cesse de baisser. C'est une des raisons qui avaient entraîné l'échec des missions des Jésuites. D'une façon générale, rien n'est plus redoutable pour l'avenir des populations tribales que les atteintes portées à leur habitat et à leurs habitudes alimentaires".

Les Aluku avaient bien conscience de ces contraintes, et c'est pourquoi ils recherchaient systématiquement la dissémination. Dans ce système, chaque petit groupe avait ses propres sentiers de chasse et de cueillette, ses propres lieux de pêche. Ses abattis étaient disséminés en forêt primaire ou secondaire haute, ce qui assurait une production maximum. Les Aluku se nourrissaient remarquablement bien et exportaient sur Saint-Laurent un excédent de récolte. Les hommes complétaient leurs ressources monétaires par plusieurs mois annuels de travaux salariés dans les chantiers du littoral, se faisant envoyer de la nourriture par leurs femmes; ils avaient reconnu en effet que ce système était plus avantageux que le salariat permanent. Les entreprises du littoral admettaient parfaitement ce renouvellement du personnel, notamment dans les chantiers forestiers, dont ils constituaient une main-d'oeuvre hautement spécialisée et de ce fait valorisée.

L'excédent de la chasse et de la pêche était largement distribué. Il n'était pas honorable de vendre de la nourriture; la déconsidération s'attachait au commerce, qui était exclusivement pratiqué par des Antillais ou des Créoles de Surinam. Il n'y avait même pas de marché dans les villages.

L'exploitation des abattis était l'affaire des femmes; chacune d'elles en exploitait à l'ordinaire deux, l'un au voisinage du village de résidence, l'autre dans une habitation de culture. De ce fait, elles étaient très mobiles. On rencontrait chaque jour sur le fleuve la nuée de petits canots que leurs maris leur avaient construits. A l'avant, un enfant de 10 à 12 ans maniait le takari; la mère de famille pagayait, assise à l'arrière; les plus jeunes enfants étaient assis au milieu de l'embarcation. Les responsabilités étendues confiées aux femmes dans la production agricole étaient la base même du système économique traditionnel. Le travail des femmes assurait aux Aluku une réelle indépendance, tant politique qu'économique.

Effondrement du système économique traditionnel

Ce système a été entièrement ruiné, principalement du fait de la scolarisation. Les promoteurs de l'entreprise de *francisisation*, qui ignoraient tout du pays, n'avaient pas compris l'importance du rôle des enfants dans l'économie traditionnelle. Privées de leur concours, les femmes ne pouvaient plus se déplacer sur la rivière; elles étaient désormais réduites à surexploiter les abattis proches des villages de résidence. Les femmes ont perdu totalement leur mobilité, qui avait autant d'importance sur le plan social que pour la production agricole : c'était l'affirmation de leur autonomie. Dans leur presque totalité, elles n'ont même plus de canots. D'ailleurs, du fait d'une instabilité conjugale croissante, leurs maris n'acceptent plus de leur en construire ! Elles parviennent encore (en surexploitant les abattis proches des villages) à produire la farine de manioc nécessaire à l'alimentation des ménages. Mais le riz est désormais importé en presque totalité. Le pays aluku n'exporte plus de produits agricoles comme auparavant; la ration alimentaire est constituée principalement de produits importés, conserves de viande, légumes secs et riz décortiqué. Le manque de protéines a pour effet l'apparition chez les jeunes enfants de troubles de carence autrefois inconnus.

Effets de l'introduction de l'économie monétaire

L'économie monétaire s'est imposée à partir de 1970-75, entraînant un renversement total des principes et du système de valeurs de la société aluku. Autrefois, des principes coutumiers s'opposaient à la dévastation des ressources naturelles. Chacun devait à la chasse limiter les prises aux besoins de son groupe familial. La nivrée ne pouvait être pratiquée sans une autorisation spéciale du Grand Man. Les excédents étaient distribués.

Marie Fleury (1996) qui a étudié en 1988 l'alimentation des Aluku, écrit :

“En fait, pour beaucoup de jeunes, le modernisme signifie entrer dans notre société de consommation et, entre autre, acheter sa nourriture. Dans la plupart des villages, il existe un ou plusieurs magasins proposant articles et aliments importés. Le ravitaillement se fait essentiellement par les canots de transport sur le fleuve. Un avion reliant quotidiennement Maripasoula à Cayenne permet l'importation de certains surgelés.”

De nos jours, les personnes âgées sont délaissées. Elles ne bénéficient plus de distributions, et personne ne les aide à réparer leurs habitations. Elles seraient dans la pire

détresse si elles ne bénéficiaient pas des allocations-vieillesse. Encore nombre d'entre elles en sont-elles privées, du fait d'une sous-évaluation fréquente des âges par l'état-civil.

La vie matérielle : une révolution technique

Les Aluku sont devenus familiers de toutes les techniques modernes. Ils possèdent un parc très diversifié d'appareils ménagers et d'outils fonctionnant sur le courant électrique. La hache et l'herminette ont presque disparu au profit de la tronçonneuse, qui est utilisée tant pour les abattages que pour la préparation des planches.

Les habitations récentes construites à Maripasoula notamment n'évoquent en rien les maisons aluku traditionnelles. Toutes sans exception sont couvertes en tôle. Environ un tiers sont spacieuses, très bien construites et meublées à l'européenne : buffets, fauteuils, tables et chaises, avec réfrigérateur, congélateur, et souvent chaîne Hi Fi et télévision. Mais ces maisons sont de type tout à fait disparate : les unes allongées, d'autres trapues, avec ou sans étage, avec des fenêtres ordinaires ou des baies vitrées. Un second tiers de constructions regroupe des cabanes très modestes sans étage, avec toit en tôle à deux pans et sol cimenté. Un troisième tiers est formé de cabanes vieillies et sordides évoquant un bidonville. Cette différence de qualité traduit une gamme étendue de ressources, contrastant avec la relative égalité des Aluku de la génération précédente.

Les maisons les mieux construites, comme les cabanes des pauvres, ne comportent plus d'ornementation ciselée ou peinte : de toute évidence les Aluku n'en sentent plus le besoin et leur inspiration est tarie. Seules deux maisons de Papaïchton portent des panneaux peints de couleurs criardes et réalisées à la hâte. Les techniques de la charpente et de la menuiserie sont toujours pratiquées avec efficacité, mais elles tendent à se concentrer entre les mains de spécialistes. Il en est de même de la construction des grands canots de transport, qui n'est nullement en décadence.

Une mutation est intervenue parallèlement dans le costume : hommes et femmes sont désormais vêtus à l'européenne; ils ne reprennent pagne (*calimbé* pour les hommes et *kamisa* pour les femmes) que pour les travaux les plus pénibles. Une partie des jeunes femmes sont très élégantes. Les jours où ils ne vont pas à l'école, les enfants sont laissés nus comme autrefois ou ne portent que de petits slips, ce qui convient beaucoup mieux à ce climat.

Les Aluku sont devenus familiers des dépôts à la caisse d'épargne et dans les banques. Ils disposent de fonds importants, surtout les femmes. Celles-ci sont remarquablement économes. On observe sans surprise que telle d'entre elles, qui vivait depuis vingt ans dans une cabane sordide, fait construire une maison à étages dont le coût n'est pas inférieur à 50 000 FF.

Dévastation des ressources naturelles

L'introduction de l'économie monétaire chez les Aluku a eu les mêmes conséquences qu'en Afrique tropicale : des groupes de professionnels de la chasse et de la pêche se sont mis à dévaster systématiquement la forêt et les rivières.

Autrefois, quand des chasseurs rencontraient une bande de singes hurleurs, ils en tiraient quelques uns pour leur consommation et laissaient les autres; maintenant les professionnels tirent tout, y compris les petits. En Afrique tropicale, la faune des savanes pourtant abondante, a été presque entièrement détruite en quelques dizaines d'années. Elle a été consommée sous forme de viande fumée à demi pourrie et maintenant sur de vastes étendues on ne rencontre plus rien, pas même une perdrix. De même la faune de la forêt guyanaise, disséminée et peu nombreuse, a disparu des régions commodément accessibles aux Aluku.

Les rivières ont été semblablement dévastées par des groupes d'Aluku disposant de groupes électrogènes et de congélateurs. Employant la *nivrée* et les filets à petites mailles, ils ont réussi à faire disparaître les poissons des rivières accessibles sans trop de dépenses.

Un autre facteur néfaste est l'installation à Maripasoula et à Papaïchton de puissantes centrales électriques permettant aux Aluku l'achat de nombreux congélateurs, qu'ils utilisent dans un but de spéculation : acheter tout un lot de poisson ou de gibier, chacun contribuant ainsi à la dévastation des ressources naturelles. Finalement, la mise en oeuvre par les Aluku des matériels et des techniques les plus modernes a eu pour effet la ruine totale d'un environnement très vulnérable dans le rayon immédiat des communautés. Personne ne s'en est inquiété et l'on n'a pas songé à rétablir les principes coutumiers qui limitaient la pêche : désormais chacun ne s'occupe plus que de son intérêt personnel. Même la pêche à la ligne par les femmes et les enfants aux dégrads des villages est délaissée car elle est devenue improductive. La disparition presque complète des ressources en poisson et en gibier n'a pas incité les Aluku à développer le petit élevage; on ne voit presque plus de poulets ni de canards autour des habitations. On les nourrissait autrefois de l'excédent de la production de maïs; il faudrait maintenant acheter leur nourriture. Quelques boeufs ont été introduits dans les savanes artificielles au voisinage de la route de l'aéroport, mais le succès de cet élevage est problématique. Les propriétaires des congélateurs en sont réduits à importer de Cayenne par avion de la viande ou des poulets surgelés.

L'attitude à l'égard du travail

Le système de pensée des anciens Aluku valorisait au plus haut degré la force physique et son usage légitime : le travail bien fait était regardé comme la garantie de la liberté individuelle. La déconsidération s'attachait aux maladroits et aux paresseux, mais aussi à un moindre degré aux faibles. Les nécessités de l'économie contraignaient la plupart des hommes à travailler plusieurs mois par an sur les chantiers du littoral; mais ils changeaient chaque année d'employeurs, afin d'éviter de créer un lien qui aurait pu apparaître comme une aliénation de leur liberté. D'une façon générale, chacun avait à coeur de choisir son destin, et de supporter l'entière responsabilité de ce qu'il entreprenait. Ce système de valeurs a été lui aussi renversé : la considération s'attache maintenant à la possession d'un emploi stable et d'une rémunération élevée.

Les Aluku actuels semblent considérer que la société française les ayant adoptés, elle leur doit des emplois. Ceux qui n'en ont pas obtenu (environ 3/5 du total) se jugent brimés et sont aigris. Peu d'entre eux cherchent à se faire une situation dans le secteur privé. Parmi ceux-ci, les orpailleurs et les fournisseurs des chantiers d'orpaillage sont bien sûr au premier rang; on manque pour Papaïchton de données numériques, cette activité étant bien davantage centrée sur Maripasoula.

Presque tous les hommes ont des abattis. Mais la déconsidération s'attache désormais au travail agricole, dont on évite de parler. Personne ou presque ne se déclare cultivateur. Les Aluku sont beaucoup moins dynamiques que voici une trentaine d'années, et moins musclés. On ne sent plus chez les hommes cette gaieté débordante qui imprégnait la société traditionnelle. Beaucoup de physionomies traduisent le souci.

La scolarisation

J'écrivais en 1980 à M. le Sous-Préfet Masse :

“Réserve faite de l'école de Trois Sauts, les groupements tribaux ont été soumis à une scolarisation doublement inadaptée : par ses programmes, qui représentent une négation radicale de leur culture et par ses effets sur l'habitat, l'obligation scolaire conduit les parents à se fixer progressivement au voisinage de l'école, perdant ainsi la mobilité indispensable. Eprouvant des difficultés croissantes à produire leur nourriture, ils sont amenés à consacrer à l'achat de conserves une partie des allocations reçues : évolution néfaste, qui les rend de plus en plus

dépendants, de plus en plus passifs, tandis que la qualité de leur alimentation se détériore et qu'apparaissent des maladies de carence autrefois inconnues. Il en est de même à Surinam.”

Ces considérations sont au premier chef applicables au pays aluku. A Papaïchton comme à Maripasoula, l'enseignement est l'activité principale; elle occupe plusieurs dizaines d'instituteurs, de professeurs et de directeurs d'école, presque tous métropolitains. En dépit de la compétence de certains et malgré quelques brillants succès, cette entreprise présente plus d'ombres que de lumière. Les promoteurs de la *francisation* n'ont pas compris que les Aluku possèdent des connaissances et des techniques spécialisées, dont la transmission est indispensable. L'enseignement qui est dispensé aux enfants constitue une négation radicale de leur culture, du seul fait qu'il n'en tient aucun compte. Il leur propose des buts qui ne sont pas réalisables dans le pays et impliquent presque nécessairement leur départ pour la ville. On rend du reste ce départ quasi inévitable en envoyant d'office à Cayenne et à Saint-Laurent les élèves ayant terminé le cycle primaire (ce n'est qu'en 1989 seulement qu'un collège a été créé à Maripasoula).

L'enseignement étant calqué de façon exclusive sur le cursus français, rien n'a été fait pour valoriser la langue aluku et développer un système d'écriture comparable à ce qui existe à Surinam pour les Ndjuka. Cette langue a été niée au même titre que la culture des Aluku. Mais le plus grave est que rien n'a été fait pour assurer la transmission des connaissances des Aluku relatives au milieu physique et à l'apprentissage de leurs techniques. Comment les enfants actuels pourront-ils se familiariser avec les centaines de plantes de la forêt ? Auront-ils le sens de l'orientation que possèdent les adultes élevés dans le pays ?

L'apprentissage des techniques supposait non seulement l'acquisition de l'habileté, mais un développement précoce de la force physique : autrefois dès l'âge de 8 ans les enfants commençaient à naviguer et à apprendre le travail du bois. La force ainsi mise en oeuvre au cours de l'adolescence n'avait rien de commun avec ce que développent les exercices physiques de l'école; elle ne pouvait se développer n'importe comment : l'apprentissage traditionnel supposait qu'un enfant fût confié à un homme qui prenait en charge la responsabilité de son éducation; ce système a été abandonné sous l'influence des allocations familiales, les mères ne voulant pas se séparer de leurs enfants. Ce n'est pas, bien sûr, le rôle de l'école de se substituer à l'apprentissage familial tombé en désuétude.

Ainsi l'avenir des enfants est programmé presque entièrement hors du pays aluku. Les plus doués feront carrière dans l'administration ou dans le secteur privé comme les autres Guyanais. Mais qu'advient-il des moins doués ? Les emplois

créés sur place sont tous pourvus, et il est peu probable qu'on en crée de nouveaux. On voit plus de la moitié des garçons de 20 ans, n'ayant pas réussi dans les études à Cayenne, revenir chez leurs mères où ils sont au moins sûrs d'être logés et nourris. Mais ils reviennent dans un pays qu'ils ne connaissent pas, et ils ne savent comment s'y insérer.

Evolution du système matrimonial

Dans la société aluku, le mariage ne comportait aucun contrat, pouvait être rompu unilatéralement, mais devait être autorisé par la famille de l'épouse. L'instabilité des unions s'est accrue depuis la *francisisation* sous l'effet notamment des allocations familiales. Les femmes ont exigé que ces fonds leur soient versés, car elles se considèrent comme seules responsables des enfants. Cette mesure a entraîné un renversement des valeurs et des comportements. Le lien conjugal, déjà faible, est de plus en plus ténu. Le mari ne se voit plus reconnaître aucune autorité; il n'a rien à dire quant à l'opportunité des naissances; les tentatives d'introduction d'un planning familial ont totalement échoué chez les Aluku : les femmes n'ont plus d'autre but que de produire des enfants, imitées en cela par les toutes jeunes filles; de nos jours, on considère comme normal qu'une fille de 16 ans ait un enfant naturel, et une fille de 19 ans trois enfants. Les exceptions concernent surtout les élèves du collège, qui en général s'abstiennent d'enfanter en cours d'études. Le développement de l'éducation secondaire qui, ces dernières années, s'étend à la totalité des jeunes, a eu à cet égard un effet favorable.

Dans la société traditionnelle, régnait un principe de respect de la jeune fille : le premier mari devait verser à la mère un cadeau symbolique (*pikiumã paimã*) qui était le prix de la virginité, auquel la famille attachait une grande importance : l'inconduite d'une jeune fille jetait la déconsidération sur ses proches. Cette coutume, est-il besoin de le dire, a été abandonnée dès l'introduction des allocations familiales. Autrefois la maternité, comportant des risques, était accompagnée de très nombreux rituels (Fleury, 1991) : le principe était d'attendre qu'un enfant fût sevré pour en enfanter un autre. Désormais il n'y a plus aucun risque : les accouchements se font sous surveillance médicale et à la moindre complication, la femme est transportée par avion à l'hôpital de Cayenne. L'allaitement au sein ayant été abandonné, rien ne s'oppose plus à des naissances très rapprochées : au cours de l'enquête démographique, j'ai relevé plusieurs cas de naissances espacées de 11 mois. Le nombre moyen de naissances par femme âgée de plus de 40 ans est supérieur à 10. La mortalité étant maintenant faible, le taux d'accroissement de cette population est un des plus élevés du monde.

Un quart seulement des femmes ont des ménages stables, notamment au bourg de Papaïchton. Environ un quart n'ont que des enfants naturels et se déclarent célibataires. Les autres changent de conjoint au bout de quelques années et il n'est pas rare qu'une femme présente une dizaine d'enfants nés de 4 ou 5 pères différents. Les relations entre conjoints étant désormais marquées par la méfiance, la femme ne peut plus compter que son mari lui construira une maison : il faut qu'elle aille vivre chez lui, ou qu'elle se fasse construire une maison personnelle. La plupart des femmes y parviennent grâce aux économies faites sur les allocations familiales et certaines même, grâce à ces ressources, parviennent à monter des commerces.

Selon le mode traditionnel d'éducation des Aluku, la mère n'élevait que quelques uns de ses enfants, les autres étant répartis entre de proches parents, afin que chaque enfant fût élevé par un adulte distinct. Les Aluku estiment en effet que leurs enfants sont insupportables et malfaisants quand ils sont en groupe. Ce système a fait la preuve de son efficacité; mais le nombre des enfants étant désormais très supérieur à celui des adultes désireux de s'occuper d'eux, ce principe, même si on voulait le conserver, est devenu inapplicable.

Les femmes entendent conserver la totalité des allocations familiales, et de ce fait élèvent elles-mêmes la totalité de leurs enfants. Il en résulte la formation autour de chacune d'elles d'un groupe d'enfants de tous âges, y compris des adolescents et de grands garçons de plus de 20 ans, qui n'ont eu aucun contact avec des hommes, et de ce fait n'ont pas reçu les connaissances autrefois dispensées par un oncle. Ils connaissent mal le pays, et les techniques traditionnelles leur demeurent étrangères. Ainsi l'instauration des allocations familiales a ruiné la famille et dégradé les relations entre adultes et enfants.

Le système social et la culture

Si l'art de la sculpture a presque entièrement disparu, le chant choral et la danse sont toujours pratiqués et ont su garder leur inspiration originale. La faculté d'invention des Aluku semble s'être concentrée dans ce domaine. Quelque satisfaction que l'on éprouve devant cet art toujours vivant et ses somptueuses manifestations, on s'interroge sur sa signification profonde : une culture forme un tout; elle est faite pour être vécue, pour guider le comportement des êtres et des groupes; sinon les manifestations qui subsistent sont du folklore.

Bien que les villages anciens, Assissi, Loka, Boniville, soient en grande partie délaissés, les cadres coutumiers sont toujours en place et retrouvent leurs fonctions lors des cérémonies relatives à la mort et au deuil, qui occupent une place centrale dans le système de croyances des Aluku, ce que l'on peut regarder comme un facteur positif (Hurault, 1961). A l'opposé, on doit constater l'effondrement du système de valeurs morales sur lequel était fondé le monde aluku. Les lois de *Odun* interdisent la violence et réprouvent toute action armée. Or, dans les années 1990, plusieurs Aluku de la rive française faisaient notoirement partie des bandes armées du rebelle surinamien Brunswick. Aujourd'hui, la violence s'est généralisée, en particulier sur les chantiers d'orpaillage contrôlés par les Aluku.

Actuellement la fonction de *Grand Man* se trouve revendiquée par deux postulants, l'un et l'autre de peu d'envergure; les Aluku ne se pressent pas de résoudre ce litige. En fait, ils n'éprouvent plus le besoin d'un arbitrage de la coutume. La fonction de *Grand Man* ne comporte plus aucune influence politique, le pouvoir ayant été progressivement transféré aux maires de Maripasoula et de Papaïchton.

Un autre aspect négatif de l'évolution des Aluku est la déculturation très avancée du groupe de Maripasoula, qui représente plus de la moitié du total. Les gens qui sont venus là avaient en partie pour but de se soustraire à toute autorité coutumière. A Maripasoula, il n'y a ni autel des ancêtres (*fraga tiki*) ni aucune manifestation d'un culte tribal. Les gens ne sont pas davantage intéressés par le culte catholique, pourtant largement représenté. Ils semblent n'avoir plus en vue que des intérêts matériels. Ceux qui gardent des préoccupations spirituelles se sont regroupés au Nouveau Wacapou (une vingtaine de ménages). Ils ont adhéré au culte évangélique et de ce fait rejettent plus ou moins totalement la culture aluku.

2.4.6. Conclusion

Il ne faut pas se leurrer : cette société était fondée sur des principes diamétralement opposés à ceux de la société française. Vingt cinq ans de *francisation* des Aluku ont pratiquement détruit leur organisation politique, tandis que l'agriculture était en partie délaissée, les ressources naturelles dévastées et les liens familiaux en grande partie dissous.

A leur organisation sage, efficace, bien adaptée à leur environnement, en a été substituée une autre, entièrement artificielle et qui coûte extrêmement cher sans rendre heureux ses ressortissants. Ainsi, la plupart des Aluku désirent aujourd'hui s'enrichir sans cependant épouser les valeurs s'attachant au système économique libéral.

Le plus consternant, pour qui a connu le pays dans les années 1950, est que désormais les Aluku sont dépendants de l'administration et des fonds dans la quasi-totalité de leurs activités. Pourtant comme nous le verrons ci-après (cf. Orru, même ouvrage), les Aluku ne sont pas dépourvu d'initiative. On espère, sans trop le croire, qu'ils sauront retrouver une partie de leur indépendance. Mais à quel prix ?



photo 37 : Les biens de consommation importés sont acheminés jusque dans les villages les plus isolés. Ici, chez les Wayana, l'installation d'un lit dans la maison traditionnelle n'a pas relégué pour autant l'emploi du hamac (Elahé, confluent du Tampok et de l'Itany, Guyane Française). (cliché J. F. Orru, 1997)



photo 38 : Ce carbet aluku en ruine traduit un abandon accéléré depuis quinze ans de l'habitat ancien, au profit de maisons à étage couvertes de tôles ondulées (Papaïchton, haut Maroni, Guyane Française). (cliché J. F. Orru, 1996)

2.5. DÉVELOPPEMENT DES COMMUNES RURALES DE GUYANE : GENÈSE D'UNE CARICATURE

Rédacteur : Jean-François ORRU

2.5.1. Introduction

Durant les trois années de ma participation au programme APFT en Guyane, j'ai parcouru la plupart des communes isolées du département en m'efforçant d'en faire des diagnostics objectifs. Ce texte représente la synthèse de sept rapports de missions effectuées entre 1995 et 1998.

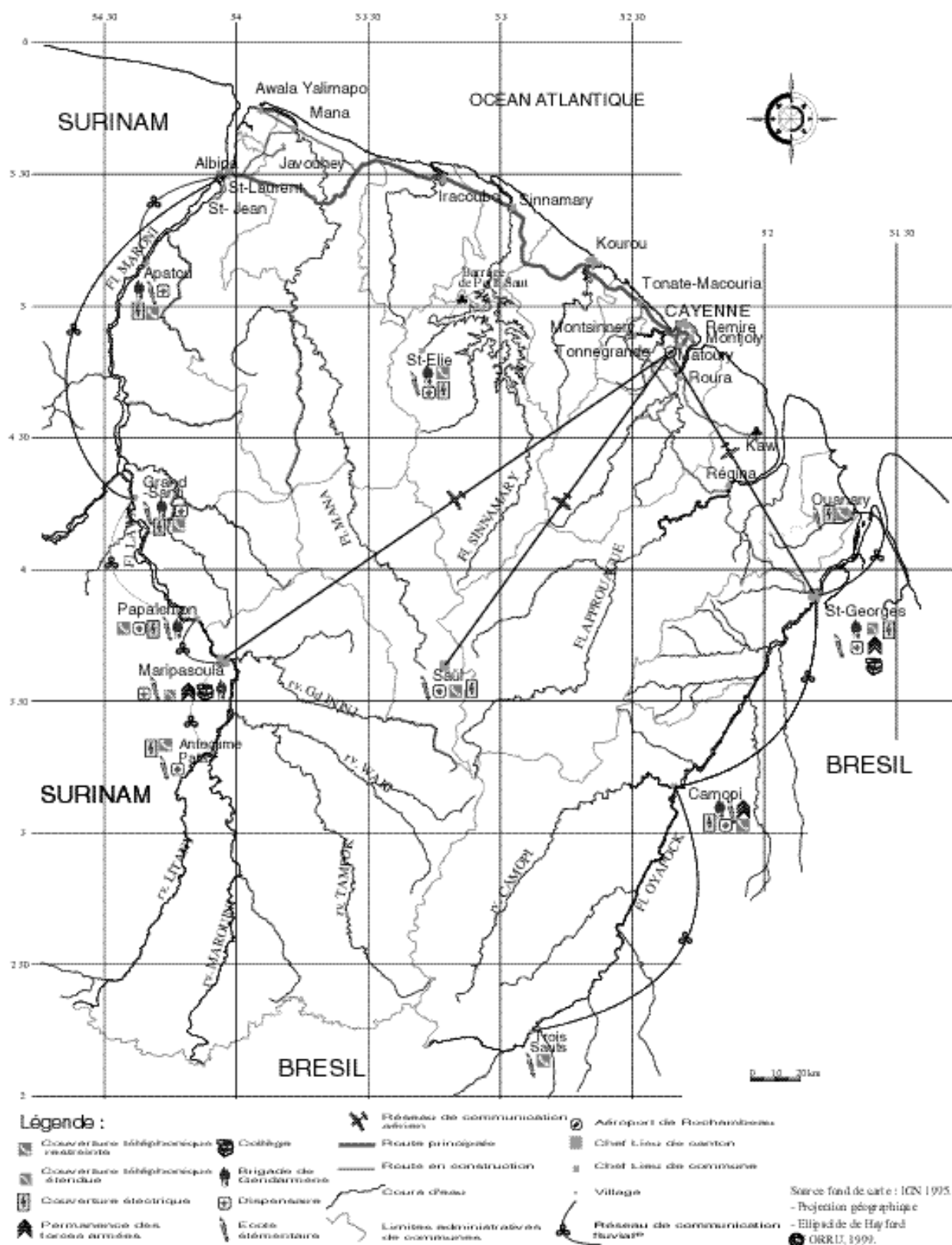
En étudiant la problématique du développement et de l'aménagement du territoire dans ces zones enclavées, il s'agissait d'appréhender, non pas le fonctionnement de telle ou telle ethnie, mais plutôt d'identifier les apports exogènes et leur poids sur les sociétés autochtones, ainsi que leurs influences et les effets induits in fine sur les individus et les communautés.

Parmi les vingt deux communes que compte la Guyane, neuf d'entre elles ne sont pas reliées directement par une voie terrestre. Certes, les accès fluviaux ou aériens atténuent en partie cet enclavement, mais les spécificités qui les caractérisent restent avant tout liées à l'histoire et au fonctionnement des communautés locales. A l'exception de Saint-Georges de l'Oyapock et de Ouanary, toutes ces localités étaient incluses dans le Territoire de l'Inini, sorte de protectorat administré d'abord directement par le Gouverneur puis par le Préfet à partir de 1946. Ce n'est qu'après 1968 que ce territoire fut rattaché au département de la Guyane. Par souci d'homogénéité, j'ai divisé l'aire géographique d'étude en trois grandes zones.

L'axe Maroni

Frontière occidentale de la Guyane, il s'étend de la sous-préfecture de Saint-Laurent, située au nord-ouest, au fond de l'estuaire, jusqu'au village amérindien de Pédima sur le Litany (nom que prend le Maroni sur son haut cours), limite sud-ouest du peuplement de la rive française.

Avec quatre des neuf communes isolées, le fleuve Maroni est sans aucun doute l'axe de peuplement le plus important et surtout le plus dynamique de l'intérieur de la Guyane. Les Noirs Marrons — Aluku, Ndjuka et Paramaka — y sont majoritaires, tandis que la section supérieure du fleuve et de ses affluents est le domaine des Amérindiens, Wayana, Apalai et Emerillon.



Carte 18. Les communes isolées de Guyane Française, infrastructures et services publics

L'Oyapock

Frontière orientale de la Guyane, la région de l'Oyapock fut par le passé l'un des premiers pôles d'implantation coloniale. Aujourd'hui, ce fleuve se divise en deux segments : d'une part les cours moyen et supérieur, avec deux pôles de peuplement amérindien (Camopi et Trois Sauts), d'autre part la région de l'estuaire, où convergent les échanges avec Cayenne. Le désenclavement de Saint-Georges (chef-lieu du Canton de l'Oyapock) par l'ouverture du dernier tronçon de la Route Nationale n°2 accentuera sous peu son rôle de passerelle avec le Brésil.

Les communes du centre

Comparées aux deux axes de peuplement frontaliers, les communes de Saint-Elie et de Saül font figures de villages résiduels, ultimes témoins de ce que fut l'occupation de l'espace en Guyane aux grands moments de la première ruée vers l'or, au tournant du XIX^e et du XX^e siècles. Aujourd'hui subsistent quelques témoins de ce peuplement créole, la plupart de ses descendants étant partis s'installer sur le littoral, remplacés par un peuplement pluri-ethnique.

Au delà de cette répartition sommaire, se déclinent des ramifications dictées par un système de classification géographique et historique reposant sur la période et l'aire d'implantation des différents groupes ethniques et des communes. C'est selon cette logique culturelle et administrative que j'ai réparti mes recherches comme autant de terrains d'étude.

2.5.2. Choix de la méthodologie

Mes premières investigations menées en Guyane (Orru, 1995), m'avaient conduit sur la piste de l'activité aurifère et indirectement sur la question des populations de l'intérieur. Isolés, les habitants des communes de l'intérieur se définissent d'abord comme les membres de sociétés traditionnelles, de par l'appartenance à une ethnie, l'usage d'une langue et de techniques spécifiques, ainsi qu'à un ensemble de références culturelles qui représentent l'héritage historique de chaque ethnie. Cependant, comme partout en France, les habitants des communes de Guyane sont régis, dès lors qu'ils sont en majorité des citoyens français, par les mêmes instances administratives que sur le territoire métropolitain, avec des obligations, des responsabilités et des devoirs mais aussi des droits et des pouvoirs. Trente années après la création des communes de l'intérieur, l'intrication entre ce qui représente la tradition et la modernité est telle qu'il m'est apparu important d'analyser l'interface société *traditionnelle*/société *moderne* et toutes les interactions qui en résultent.

En m'appuyant sur le postulat selon lequel le passé permet de mieux comprendre le présent et d'envisager l'avenir, les perspectives diachroniques de ma recherche ont été

considérées avec un grand intérêt. De ce fait, mes travaux se sont d'abord orientés vers l'analyse de la bibliographie, la consultation des documents d'archives (à Cayenne, Aix-en-Provence et Paris), des ouvrages, rapports et articles, afin d'établir une synthèse des connaissances déjà acquises.

Cette solide base de travail fut ensuite confrontée à la situation présente par des travaux in situ dans les communes et auprès des organismes avec qui elles ont des interactions. Il s'agissait alors de confirmer ou de réfuter le bien fondé des données de base mais surtout, de décrire et de comprendre, par des observations actualisées, les transformations ayant affecté les communautés et de dresser le bilan du développement des communes.

La plupart des communes isolées ont donné lieu à des missions de terrain dont les résultats ont été présentés sous la forme de monographies (Orru, 1996, 1997, 1998a). Afin de fournir une vision la plus juste possible, cette recherche a fait appel aux sciences humaines en s'appuyant sur l'histoire, la géographie, l'anthropologie, la sociologie, avec l'utilisation de la cartographie comme outil de représentation graphique.

L'éventail des investigations menées sur le terrain était volontairement très ouvert au départ (arpentage, enquêtes, recensements...), l'objectif étant d'identifier les apports exogènes, leur degré d'assimilation ou d'appropriation par tout un chacun, ainsi que la variabilité de leurs conséquences, qui dépend d'une part des choix des individus et d'autre part de l'engagement de la communauté dans un autre mode de vie.

2.5.3. Quel contexte initial ?

Le contexte initial remonte à la période précolombienne qui fut sans nul doute l'ère d'apogée des Amérindiens du plateau des Guyanes et du bassin Amazonien en général. Cette période durant laquelle les groupes ethniques vivaient du et avec le milieu naturel, s'est achevée par l'avènement et le développement de la politique d'expansion territoriale des puissances économiques et politiques européennes. Les contacts conduisirent à l'éclatement d'un monde.

En contre choc, les populations de l'intérieur s'atomisèrent et cherchèrent refuge au plus profond des forêts, sur les très hauts cours des rivières (P. et F. Grenand, 1994; 1997). Elles y furent rejointes au XVIIIe siècle par des Noirs Marrons, esclaves fugitifs ayant durement conquis leur liberté sur leurs maîtres hollandais. On peut définir le contexte de base comme étant celui d'une communauté traditionnelle relativement isolée, ne bénéficiant que de très peu d'apports exogènes, régie par des coutumes, des traditions, des règles et un mode d'existence dominés par une économie d'autosubsistance reposant sur l'utilisation et l'exploitation d'un territoire donné. De facto une telle définition

pouvait s'appliquer il y trois décennies encore à l'ensemble des communautés du sud du département, même si les premiers contacts avec les Occidentaux remontent au XVIII^e siècle (Hurault, 1972).

Si l'on considère que ce modèle représente un équilibre, tout change dès lors que la communauté devient une commune, ses membres, des citoyens libres et égaux face aux droits garantis par la Constitution et le système législatif national. Au—delà de la reconnaissance ou de l'implication administrative, qui sont d'ores et déjà des apports exogènes agissant sur les individus et la communauté, c'est le mode de vie et de consommation d'un pays occidental industrialisé qui vient se surimposer à un mode de vie basé sur des réseaux de parenté et l'autosubsistance (P. & F. Grenand, 1972). La communauté n'est pas directement remise en question par le pouvoir national et régional, mais chaque membre de la communauté pris individuellement est plus ou moins contraint de *bénéficier* des apports exogènes, en consommant des biens et des services et en adoptant de nouvelles références politiques, économiques, sociales et culturelles.

De fait, les recherches historiques sur la période contemporaine nous indiquent que les populations traditionnelles de Guyane ont suivi une implication croissante selon ce schéma, à des rythmes toutefois différents.

2.5.4. Les apports exogènes

Des communautés aux communes

D'une manière générale, l'Etat-Nation français a impulsé dès la fin des années 60 un processus assimilatoire, afin d'intégrer à la Guyane les différentes communautés résidant dans les limites administratives du département, alors que l'on avait essentiellement à faire à des populations transfrontalières (Hurault, *ibid*).

L'interventionnisme de l'Etat s'est tout d'abord traduit localement par la création d'organismes structurants visant à impulser une dynamique communale. Ce fut le cas des gendarmeries, écoles et dispensaires dont le caractère public des retombées a progressivement sensibilisé les individus au nouveau système. Ces pôles administratifs soit se sont implantés dans des villages déjà existants (Papaïchton, Saint-Georges, Ouanary, Saül), soit ont été créés ex nihilo (Camopi, Maripasoula). Dans le sillage des services publics, ce sont d'autres règles de vie et de consommation qui se sont installées. La multiplication des échanges et les avancées en termes de progrès techniques qui ont accompagné la seconde moitié du XX^e siècle ont contribué à présenter la vitrine de la société de consommation du monde occidental industrialisé jusque dans les villages les plus isolés. Par ailleurs, dans un souci d'équité pour tous, la France a appliqué sa politique sociale à l'ensemble de ses citoyens.

Concrètement, ces influences percolent insidieusement à travers les obligations envers la République, comme la scolarité pour tous, le service militaire ou encore le devoir civique, par la participation aux élections des représentants de la population et de l'Etat que sont les maires, les conseillers généraux, les députés... et le Président de la République. Mais cela se traduit aussi par des avantages publics et individuels. Ainsi, les services de l'Etat sont gratuits pour tous, les représentations des administrations fournissent des emplois salariés, et pour les personnes sans emplois, l'Etat pourvoit à une compensation financière (allocations familiales, RMI...), variable en fonction de différents paramètres. En définitive, l'Etat, en créant les communes, a surtout garanti l'accessibilité des populations isolées à un certain niveau de pouvoir d'achat sans pour autant obtenir leur adhésion réelle à notre système socio-politique.

Les corollaires de la francisation administrative

L'adhésion au modèle de consommation de masse

En installant ses institutions, l'Etat a aussi mis en place des équipements publics tels que l'électrification, l'adduction d'eau... Ces nouveaux équipements conjugués à l'apparition d'un pouvoir d'achat chez les populations traditionnelles ont révélé un marché économique et ouvert la voie de la consommation des produits occidentaux. Le pouvoir d'achat s'est brutalement accéléré après la mise en place des prestations sociales dans les années 1975-1980. Les différentes formes que revêt cette consommation, ne sont pas sans conséquences sur la vie quotidienne et sur la tradition.

* Des objets nouveaux sont *utiles* dans la vie courante (s'ils sont bien entretenus!). Ils permettent des gains de temps et une augmentation de la productivité dans les activités traditionnelles de prédation et l'agriculture. Ce sont les fusils, les moteurs hors-bord, les tronçonneuses, les râpeuses à manioc, et, dans une moindre mesure, les réfrigérateurs et congélateurs, les machines à laver...

* D'autres objets nouveaux sont *inutiles* en ce sens que leur usage est totalement étranger à la société traditionnelle et que leur durée de fonctionnement dans les conditions climatiques et d'habitat prévalantes, est très limité. Il s'agit par exemple des chaînes hi-fi, des magnétoscopes, des télévisions... D'autres objets de "luxe" tels que vêtements, bijoux ou parfums s'intègrent mieux au sens du paraître très développé dans



photo 39 et photo 40 : Ces deux dessins d'enfants wayãpi, réalisés en 1995, illustrent les nouvelles références des populations de l'intérieur des Guyanes : le gendarme symbole de force, l'hélicoptère symbole de complexité technique et le drapeau français flottant sur un petit village de la forêt, symbole du pouvoir politique. (clichés F. & P. Grenand, 1999)

ces sociétés.

* Enfin, des objets viennent se *substituer* à des productions locales et concourent notamment à la diffusion de nouveaux matériaux, tel le plastique, les peintures industrielles. Par exemple, les tabourets, bassines et seaux en plastique remplacent les bancs et calebasses sculptés ou les corbeilles en vannerie.

La dépendance la plus forte et sans doute la plus pernicieuse est l'introduction d'aliments et de boissons nouvelles qui non seulement grèvent inutilement les budgets mais nuisent à la santé (alcoolisme, obésité, maladies cardio-vasculaires....).

Ces biens de consommation sont maintenant largement répandus dans les bourgs des communes de l'intérieur. Dans les villages les plus isolés, où les équipements publics ne sont pas autant répandus que dans les sièges administratifs, les appareils ménagers sont moins nombreux, encore que les groupes électrogènes fournissent une alternative individuelle en l'absence d'équipements électriques collectifs. Ainsi, les objets les plus sophistiqués, et juste en amont les énergies nouvelles agissent à deux niveaux sur les sociétés traditionnelles, mais le résultat est le même, à savoir une oblitération des rythmes de vie et des modes de subsistance. Le gain de temps ou la facilité d'exécution de tâches autrefois longues et laborieuses peuvent à terme conduire à l'abandon de procédés traditionnels.

Par exemple, la gazinière remplace le feu de bois pour la cuisson des aliments, comme le congélateur vient prendre le relais de la technique de conservation des aliments par salage et boucanage. L'acquisition, le fonctionnement et l'entretien de tous ces objets demandent un investissement financier qui n'est pas, en soi, une action difficile à mener dans le contexte d'assistanat social propre à la Guyane, et surtout si on le compare aux efforts et au temps nécessaires pour fabriquer des objets traditionnellement utilisés. Cette solution de facilité a pour corollaire l'abandon ou à tout le moins l'abaissement du niveau de technicité des savoirs et savoir-faire des individus, ainsi qu'une dépendance croissante à l'argent pour satisfaire des besoins hier assurés par l'autosubsistance.

L'accès au confort, l'amélioration des échanges et l'insertion dans le monde des Créoles et des Blancs apportent des avantages significatifs au moins à court terme. Le pouvoir, à l'origine religieux ou lié au respect de l'âge, change progressivement de nature : aujourd'hui, le pouvoir politique et celui de l'argent, passés aux mains des relais autochtones des autorités nationale et régionale, sont les véritables indicateurs de la reconnaissance sociale. Le droit coutumier cesse ainsi d'être une référence, les jeunes ayant tendance à se désintéresser de la coutume et des principes d'organisation sociale tribale, sauf en cas de conflit avec des membres de sociétés allogènes.

Les anciens n'accédant que rarement aux nouveaux critères de pouvoir (une bonne pratique de la langue française étant désormais nécessaire), voient leur autorité faiblir et refusent, par mesure de rétorsion, de transmettre aux jeunes générations un savoir coutumier méprisé; le mode de vie de celles-ci ne peut alors qu'évoluer de manière précipitée vers la modernité. Le pouvoir de décision des anciens est de plus remis en cause par les représentants officiels (locaux ou métropolitains) du système occidental qui considèrent, le plus souvent avec aménité (d'où la formule désormais rémanente "d'évolution dans le respect des cultures"), le système traditionnel comme un vestige d'une époque révolue.

Pourtant chaque ethnie est détentrice d'un ensemble de valeurs et de connaissances que l'on pourrait qualifier d'héritage culturel unique. Il regroupe :

- * des savoirs et des savoir-faire, élaborés au fil du temps ou acquis au contact d'autres ethnies,
- * une histoire, des croyances et surtout des principes d'organisation sociale,
- * enfin des manifestations culturelles, accompagnant l'individu de sa naissance à sa mort et concourant à son ancrage et à sa reconnaissance au sein de la communauté.

Les enquêtes menées auprès des différentes communautés ont révélé que la connaissance du fonctionnement de la société traditionnelle tend à échapper de plus en plus aux jeunes générations, qui sont soumises à de nouveaux modèles culturels. Les moins de vingt ans, majoritairement scolarisés, n'ont que ponctuellement des liens avec la coutume, en particulier lors de cérémonies. D'ailleurs, un nombre d'entre eux sans

cesse croissant, rejettent ses aspects contraignants et se tournent résolument vers la société occidentale dont ils se fabriquent une image idéalisée à travers la télévision⁵². Cette transformation progressive des sociétés traditionnelles ne signifie pas pour l'instant l'abandon total de la coutume. L'agriculture sur brûlis, la culture et la transformation du manioc amer, les techniques de prédation, la fabrication des canots, le maintien du chamanisme, des rites mortuaires et des langues vernaculaires malgré un apprentissage obligatoire du français à l'école, prouvent la capacité de résistance des sociétés traditionnelles à un nouveau mode de vie : chercher à accaparer du nouveau modèle quelques aspects utiles et garder de l'ancien les plus irremplaçables.

Concernant les savoir-faire et les techniques, on remarquera une évolution qui marque tout type de société moderne : leur acquisition et leur pratique, autrefois le fait de tous, se concentrent aujourd'hui dans les mains de quelques personnes qui maîtrisent chacune une technique spécifique. Compte tenu du fait que l'évolution se fait toujours plus avant en direction du modèle dominant, on peut cependant se demander si nous ne sommes pas davantage en présence de formes transitoires vers une assimilation totale au système mondialiste que devant l'émergence de sociétés syncrétiques.

2.5.5. Trente ans après la création des communes, quel bilan ?

La scolarité et l'après-scolarité

L'implantation de l'école laïque dans les communes et villages isolés est un phénomène relativement récent (entre vingt et quarante ans) basiquement liée à la mise en place des services publics. Ainsi, c'est seulement à partir de la fin des années 60 et surtout dans les années 70 que des instituteurs ont été affectés dans les communes de l'intérieur. Dans certains bourgs (Ouanary, Saint-Georges...), l'enseignement prodigué par les religieux avait précédé l'école laïque. Avec la départementalisation, un plan de scolarisation des populations tribales fut mis en oeuvre et des moniteurs furent recrutés dans le cadre du régime du Territoire de l'Inini.

Bien que le décalage socioculturel entre les élèves de métropole et ceux des villages isolés de Guyane ait été considérable, jamais les procédés pédagogiques, ni le contenu de l'enseignement ne firent l'objet d'aucune spécificité ou même d'adaptation aux particularités du contexte local (F. Grenand & Renault-Lescure, 1989). Lentement, mais inexorablement, le nombre des écoles et des élèves scolarisés n'a cessé de croître, soustrayant toujours plus d'enfants à l'éducation traditionnelle.

Aujourd'hui, la plupart des individus de moins de 30 ans ont eu une expérience de la scolarisation. Cependant, les résultats restent largement en dessous des moyennes nationales et les élèves comme leurs familles sont confrontés à de nombreux obstacles qui gênent l'acquisition des connaissances de base dans le cycle primaire et freinent la poursuite d'études secondaires et supérieures, ne concourant donc pas à la formation d'une élite parmi les populations de l'intérieur.

Les causes de ces mauvais résultats s'expliquent à différents niveaux.

Au niveau de l'enseignement :

Le choix de l'affectation des enseignants dépend de leurs résultats au concours de fin d'étude de l'IUFM⁵³ et d'une grille de priorité. Ainsi, les postes les plus difficiles reviendront, faute de volontaires, aux célibataires sans enfants ayant obtenus les résultats les moins bons. Sur place, les difficultés que rencontrent ces jeunes enseignants n'ont rien à voir avec les cours théoriques qu'ils ont suivis. Au quotidien, les conditions de vie peuvent devenir très pénibles (absence d'eau potable, logement insalubre, vols, isolement intellectuel, culturel et linguistique...). Il en va de même pour les conditions de travail (locaux délabrés, sous équipés, absence d'outils pédagogiques et ludiques...). Dans ces conditions, on peut comprendre la perte de motivation de certains enseignants qui ne reçoivent pas de formation suivie en anthropologie, en psychologie ou encore dans l'apprentissage du français-langue étrangère. Le résultat est une absence du continuum pédagogique de par les fréquentes mutations d'une année sur l'autre, par un absentéisme important avant et après les vacances scolaires et exceptionnellement par des suicides.

Au niveau des parents d'élèves :

Les parents ne peuvent apporter leur soutien dans le suivi de la scolarisation de leurs enfants parce qu'eux-mêmes n'ont pas été (ou trop peu) scolarisés, parce qu'ils ne maîtrisent pas ou très approximativement la langue de l'école et surtout parce qu'ils ignorent, pour la plupart, la finalité de l'école. Enfin, lorsque se présente l'éventualité de la poursuite des études pour leurs enfants, se posent alors les problèmes du choix du tuteur et du financement des études. Pour les résidents des bourgs de Maripasoula et de Saint-Georges, où des collèges existent, la même question se pose en fin de Troisième.

Au niveau des élèves :

Comme leurs parents et leurs enseignants, les élèves souffrent du problème linguistique. La langue française n'est pratiquée que dans les rapports que les individus entretiennent avec les services administratifs ou à l'extérieur en général. Mais entre les

membres des différentes communautés, c'est la langue de l'ethnie, ou lorsqu'il y a pluri-ethnicité, la langue véhiculaire régionale dominante (sranan tongo, créole de Guyane, portugais d'Amazonie...) qui est employée. Pour les élèves des écoles de l'intérieur, la pratique de la langue française se restreint donc au contexte scolaire. Paradoxalement, l'école est encore peu considérée comme un moyen d'ascension sociale en dépit du fait qu'une bonne maîtrise du français soit recherchée, mais les modèles de réussite sont trop rares pour être devenus des références à imiter.

La poursuite des études est trop souvent associée à des échecs dont les causes sont multiples. L'attrait pour la côte est le plus souvent suivi de désenchantement : en premier lieu, l'éloignement obligatoire (pour aller au collège ou au lycée) est associé au bouleversement des repères et de l'encadrement socioculturel qui déstabilisent les élèves isolés hors de leur communauté d'origine. A tel point que peu d'entre eux parviennent au terme de leur cursus scolaire ou d'une formation professionnelle spécialisée. Parmi ceux qui réussissent une formation qui leur garantit un emploi, rares sont ceux qui reviennent au village où le marché du travail est très limité et où les rapports monétaires sont biaisés par les règles de parenté.

Pour la majorité, le passage par les collèges de Saint-Georges et de Maripasoula et les lycées de Cayenne ou de Saint-Laurent, aura des conséquences très négatives. Le manque ou le mauvais encadrement des tuteurs laisse les élèves livrés à eux-mêmes, d'où de mauvais résultats et une influence certaine des phénomènes de délinquance que concentrent, depuis dix ans, les villes du littoral. A contrario, un encadrement trop strict n'aura pour conséquence que de provoquer la nostalgie du pays et des états dépressifs pour un résultat identique. Le retour au village avec des vices (usage et trafic d'alcool et de stupéfiants, sexualité permissive, vols et agressions...), des enfants à naître (grossesse très précoces) est souvent douloureux et tout particulièrement pour les jeunes filles. Il se traduit le plus souvent par une formation inexploitable et l'absence de repères, que ce soit au sein de la société traditionnelle dont l'école les a éloignés, mais aussi au sein de la République, dont le système scolaire n'a pas réussi à produire des citoyens insérables dans le monde moderne. Cette triste situation est particulièrement visible chez les Aluku et les Emerillon, mais elle frappe désormais toute les populations isolées de Guyane.

L'exiguïté du marché du travail

Les activités économiques dans les communes isolées se répartissent en deux catégories, celles qui relèvent de la tradition et les autres, qui fournissent des emplois salariés ou des *jobs*, dans les secteur public et privé.

Parmi les activités traditionnelles, l'agriculture itinérante sur brûlis est à présenter en premier lieu. Base de l'économie de subsistance des Amérindiens, des Noirs Marrons et des Créoles de Guyane, le procédé fut mis au point par les Amérindiens et n'a guère changé en plusieurs siècles si ce n'est par l'apport de nouveaux outils (haches, machettes

puis récemment tronçonneuses, râpes mécaniques...). Une parcelle de forêt est défrichée puis la biomasse sèche est brûlée afin de fournir un substrat fertilisant aux sols généralement pauvres. La parcelle que l'on nomme *abattis* est alors plantée de manioc amer et d'autres légumes (dachines, ignames, patates douces...) et de riz pluvial chez les Noirs Marrons. Le manioc tient une place de première importance chez les populations de l'intérieur. Une fois transformé en *couac*⁵⁴ ou en *cassave*⁵⁵, il représente la base de l'alimentation complétée par la chasse et la pêche.

En dehors de l'agriculture, qui répond à l'organisation familiale et dont les surplus sont distribués plus que vendus, il existe d'autres activités traditionnelles qui génèrent des revenus monétaires. Ces activités, que l'on pourrait définir comme artisanales concernent la construction de pirogues surtout chez les Noirs Marrons, mais aussi la fabrication de planches et de divers objets et ustensiles variant considérablement selon les ethnies et qui répondent à des commandes locales ou sont vendus aux touristes de passage. Cependant, comme elles génèrent peu de revenus monétaires au regard des efforts fournis, les activités traditionnelles et plus particulièrement l'agriculture ne sont pas considérées localement comme des activités économiques, mais plutôt comme un mode d'existence. D'ailleurs, les personnes engagées dans un emploi salarié continuent pour la plupart de cultiver un *abattis*.

Les autres activités économiques, qu'elles soient des secteurs public ou privé, déclarées ou informelles, représentent, avec les prestations sociales et pour les individus qui les pratiquent, une source plus importante de revenus monétaires. Cependant le marché de l'emploi demeure très restreint au regard de l'échec de la formation. Les emplois du secteur public fournissent l'essentiel des emplois déclarés. Ce sont les postes très convoités d'employés et d'ouvriers municipaux et départementaux. Toutefois, en l'absence d'une élite locale, les emplois qui couvrent les domaines de l'enseignement, de la santé, de la poste, de l'équipement ou de la météorologie, sont pourvus par des personnels extérieurs, détachés localement. Quant au secteur privé, il est embryonnaire et souffre de l'absence d'un tissu économique suffisamment dense pour permettre le développement de petites et moyennes entreprises, en particulier pour tout ce qui concerne le bâtiment.

C'est à ce niveau qu'intervient le secteur informel en permettant à la majorité des actifs de bénéficier de revenus monétaires par la voie des petits boulots ou *jobs*. Ce secteur concerne les Noirs Marrons et de façon très secondaire les Amérindiens. C'est notamment le cas du transport fluvial, activité historique qui fluctue depuis la fin du XIX^e siècle et de l'orpaillage, de retour depuis quinze ans, mais aussi des petits commerces de distribution et de certains services privés tels la sécurité des placers, leur ravitaillement en gibier et poisson frais ou salés (opportunité exploitée par presque toutes les communautés) ou la prostitution (qui est plutôt le fait de personnes exogènes). En dehors du transport fluvial, lié à l'histoire héroïque des Noirs Marrons, ces *jobs* généralement temporaires n'apportent pas une solution sur le long terme, mais fournissent aux jeunes actifs les moyens financiers de répondre à des besoins immédiats.

La situation foncière

Dans le département de la Guyane et plus particulièrement dans ses 4/5 méridionaux, l'Etat est propriétaire de la majeure partie du territoire. Cette propriété forestière domaniale s'étend sur une superficie de plus de sept millions quatre cent mille hectares. C'est à l'Office National des Forêts (ONF) que revient la charge de gérer, équiper et aménager près de la moitié de ce domaine. Cependant, si la zone littorale fait l'objet d'exploitations forestières industrielles limitées et d'une pression foncière à but agricole assez peu dynamique, la pression humaine sur l'intérieur s'avère encore plus restreinte, se concentrant essentiellement le long des fleuves et de leurs affluents principaux.

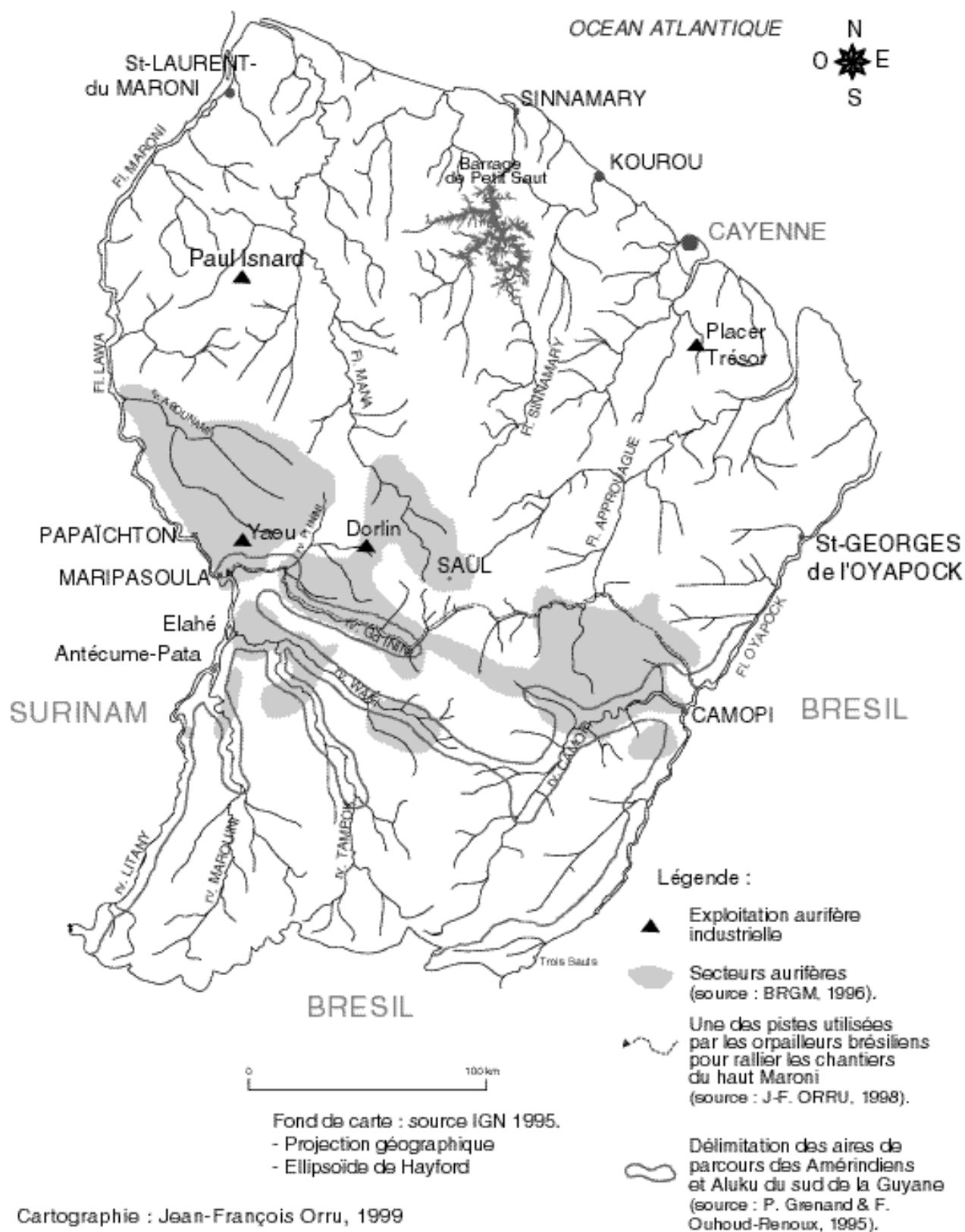
Jusqu'à présent, en l'absence de voies de communication terrestre et de moyens d'exploitation industrielle, l'utilisation du territoire répond d'abord à des besoins locaux. Ceux-ci sont clairement identifiés et correspondent au mode de vie des populations autochtones. Il s'agit en l'occurrence de l'exploitation des ressources ligneuses pour la construction (habitations, canots, pontons, objets et ustensiles...), de la collecte des productions de certaines espèces végétales (feuilles, fruits...) à des fins artisanales, thérapeutiques, magiques... et de la prédation sur la faune forestière et fluviale (chasse et pêche). Cette stratégie d'adaptation des communautés isolées au milieu naturel est reconnue sous la dénomination d'autosubsistance.

Selon le décret de 1987 (Art. R 170-56), “le commissaire de la République constate au profit des communautés d’habitants qui tirent traditionnellement leur moyens de subsistance de la forêt, l’existence sur les terrains domaniaux de la Guyane de droits d’usage collectifs pour la pratique de la chasse, de la pêche et d’une manière générale, pour l’exercice de toute activité nécessaire à la subsistance de ces communautés”.

Aujourd’hui, les communautés d’habitants reconnues comme tirant traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt sont d’une part, les Amérindiens (Wayana, Emerillon, Wayãpi, Kaliña, Arawak et Palikur) et d’autre part les Noirs Marrons (Aluku, Ndjuka, Paramaka et Saramaka). Il revient à ces différentes communautés de déposer à la préfecture des demandes de reconnaissance par arrêté de zone de subsistance. Ces zones nommées aussi *de droit d’usage* correspondent à une certaine emprise sur le territoire. Mais si les communautés venaient à déménager, les territoires réservés reviendraient à l’Etat qui en reste le propriétaire exclusif.

Certes, les populations autochtones peuvent accéder à la propriété mais selon certaines conditions. La première étape est une demande de concession. Obligatoirement formulée par un groupement (association...), elle doit être adressée aux services fiscaux. Cette concession recouvre en principe l’assiette du village demandeur ainsi que l’emprise agricole des cultures pérennes. Cette demande de concession est examinée par une commission qui donne un avis. Si celui-ci est positif, le Préfet signe un arrêté et la concession est octroyée. L’association peut alors formuler une demande de cession en vue d’obtenir la propriété du territoire choisi.

Cependant, si cette accession à la propriété collective est administrativement possible, elle est limitée dans les faits par les taxes foncières sur la propriété privée.



Carte 19 : Guyane Française : synthèse socio-économique

2.5.6. Quels sont les projets à venir ?

La création d'une mine à ciel ouvert

L'éventualité de l'ouverture d'une exploitation aurifère industrielle qui s'était posée au début des années 90 avec l'implantation en Guyane de filiales de compagnies multinationales tend à se préciser. La phase d'exploration durant laquelle les différents opérateurs ont pu vérifier, sur leurs permis de recherches, les prospections effectuées par le BRGM dans le cadre de l'inventaire minier, ont donné des résultats prometteurs.

Ainsi, de part leur importante concentration de minerai aurifère primaire, trois sites ont été identifiés pour faire l'objet d'une exploitation industrielle. Il s'agit de la montagne de Kaw, au nord du département et des zones Yaou et Dorlin au sud-ouest. Pour ces derniers sites, les permis de recherche de la société Guyanor Ressource S.A.⁵⁶ arrivent à expiration, l'étude de préfaisabilité est achevée et une demande de concession a été déposée. Les ressources aurifères qui ont été déterminées (plus de 30 tonnes d'or primaire) justifient la mise en exploitation des gisements, mais des paramètres, tels les difficultés d'accès à la mine et la faiblesse du cours de l'or, freinent pour l'instant cette éventualité.

Quoi qu'il en soit, l'hypothèse d'ouverture d'une mine dans la commune de Maripasoula, pose d'ores et déjà de nombreuses questions quant aux choix d'accessibilité, aux travaux de construction, d'exploitation et de maintenance ou quant au nombre d'emplois à pourvoir et aux priorités du recrutement... Mais en dehors des contraintes techniques et financières, c'est l'insertion d'une société industrielle dans le tissu économique et social local qui représente la plus grande interrogation.

La création d'un parc naturel

Lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992, la France avait affirmé sa volonté de participer activement à la préservation des forêts tropicales, notamment dans le département de la Guyane, par la création d'un parc naturel. En 1993, une mission fut mise en place pour conduire à la création du Parc de la forêt tropicale guyanaise. Les premiers rapports d'avancement proposaient des projets clé en main, élaborés sur le modèle des parcs nationaux métropolitains (Deviers, 1995). Mais le manque de concertation et de coopération régionale et locale engendra rapidement de vives réactions. A tel point qu'en 1996, la mission ne pouvait que constater l'incompréhension et la méfiance, voire la colère des populations concernées, des collectivités territoriales et des représentants scientifiques. Suite à cet échec, la mission est passée par une phase d'autocritique qui a débouché sur une volonté de diffusion de l'information auprès des populations locales par des relais, choisis au sein des groupes concernés.



photo 41 : Drague pour l'exploitation de l'or sur les cours d'eau. Son fonctionnement est simple : en amont, un plongeur oriente, du fond de la rivière, un tuyau d'aspiration relié sur le ponton à une pompe qui déverse les alluvions sur une table inclinée où l'or est retenu par des moquettes (haut Maroni, Guyane Française). (cliché J. F. Orru, 1997)



photo 42 : Exploitation de l'or éluvionnaire. Les lances monitors permettent la liquéfaction des argiles dans lesquelles l'or est piégé. Sur ce chantier, les pompes fonctionnent en continu 24 heures sur 24. Nous voyons ici la relève d'une des équipes (Dorlin, Petit-Inini, Guyane Française). (cliché J. F. Orru, 1998)

A partir de la fin de l'année 1997 (Anonyme, 1997), le Comité de pilotage fut composé des représentants des différentes communautés qui assistaient aux réunions plénières et aux groupes de travail, au même titre que les scientifiques, les élus et les représentants des collectivités et des associations. Ainsi, derrière la thématique de la protection de l'environnement, se retrouvaient l'Etat, des Instituts scientifiques, des collectivités, des élus, des ONG et des acteurs économiques pour qui la gestion du milieu naturel représente un ensemble d'enjeux souvent divergents, mais qui pourrait conduire à un développement pensé par certains des intervenants comme durable.

La création d'un Parc national en Guyane est souhaitée comme un outil d'aménagement du territoire avec des champs de compétence à définir. Outil d'autant plus important que la plupart des communes de l'intérieur présentent un important déficit en infrastructures, et offrent peu de perspectives de développement. Pour l'instant, et malgré sa bonne volonté, le plus gros reproche adressé à la Mission pour la création du parc est de se substituer aux administrations locales et non pas seulement de les accompagner. C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1999, les deux assemblées territoriales, Conseil Général et Conseil Régional, dominées par les Créoles, ont à l'unanimité voté contre la création d'un parc naturel, mais elles ont échoué à entraîner dans leur sillage l'Assemblée des Maires.

Aujourd'hui, le futur Parc de la Guyane est encore à l'état de chantier et de nombreux paramètres restent à préciser, tant au niveau de la délimitation géographique de l'aire de protection, des droits territoriaux des populations locales, du cadre juridique et administratif, des activités autorisées qu'au niveau de la vocation réelle de ce futur Parc, qui n'a jusqu'à présent pas été nettement énoncée. Ainsi, se posent une foule de questions qui restent encore sans réponses, et un nombre de possibilités d'orientations extrêmement contrastées quant à l'utilisation du futur parc et des financements qui pourraient l'accompagner.

Par ailleurs, la présence et l'exploitation régionale presque centenaire du minéral aurifère complique la situation. La récente reprise d'une activité d'orpaillage quasi industrielle mais totalement anarchique dans le haut Maroni, aux retombées économiques directes et locales pour l'ethnie dominante des Aluku, contribue à remettre en cause les objectifs et la finalité du projet de Parc.

Enfin, dans l'esprit d'une politique de développement durable, les pôles d'attractions et les images qui seront présentées pour attirer les visiteurs devront être

choisis avec soin, afin d'éviter les phénomènes de ruée et de destruction des sites. Je pense notamment aux capacités réelles d'accueil des touristes par les populations locales, qui ont déjà formulé leur refus. En d'autres termes, les effets pervers de l'orpaillage ne doivent pas laisser la place aux effets pervers liés au tourisme qui pourraient être assimilés à un néocolonialisme.

L'ouverture de la route Régina-Saint-Georges

La Route Nationale n°2, allant de Régina à Saint-Georges de l'Oyapock à travers 85 kms de piste, représente le dernier tronçon de la route littorale, reliant enfin les frontières occidentale et orientale de la Guyane. En désenclavant l'est du département, cette route permettra l'ouverture terrestre de la Guyane sur le Brésil. D'ailleurs, l'État d'Amapá voisin envisage la réfection (par couverture d'asphalte) de la piste qui relie sa capitale Macapá à la ville frontière Oiapoque.

En décembre 1997, les Présidents Chirac et Cardoso, respectivement chefs des États français et brésilien, se retrouvaient dans la commune française de Saint-Georges de l'Oyapock, pour une rencontre qui se voulait symbolique dans la perspective de développement d'une politique d'échange et de coopération régionale (entre le département de la Guyane et l'État d'Amapá) et internationale (entre la France et le Brésil; entre l'Union Européenne et le Mercosur). D'ailleurs, la construction d'un pont enjambant le fleuve Oyapock et reliant directement Saint-Georges à sa voisine Oiapoque est d'ores et déjà envisagée. Le Président du Conseil Régional de Guyane avait annoncé l'achèvement de cet ultime tronçon du réseau routier littoral pour la fin de l'année 1998, mais ce qui restera dans un premier temps une piste ne sera réellement praticable qu'en 2002. Elle permettra alors le désenclavement de Saint-Georges, jusqu'à présent plus proche du voisin brésilien que de la lointaine Cayenne.

L'achèvement de cette fameuse route, dont tout le monde parle et attend la réalisation depuis plusieurs dizaines d'années, bouleversera très certainement le paysage économique et social de la région et sans doute même de l'ensemble du département. Outre cette ouverture vers l'est sur le Brésil qui pourrait permettre à terme de rejoindre Manaus, la portion ouest permettra d'atteindre Caracas au Venezuela, traversant le Surinam, la Guyana et les savanes du Roraima au Brésil.

2.5.7. Conclusions

En se surimposant au modèle traditionnel de l'économie d'autosubsistance, les apports extérieurs ont inexorablement transformé les communautés isolées. Ceux de leurs membres qui, en adoptant le nouveau mode de vie, ont pu s'insérer dans l'ensemble du processus, sont devenus salariés (dans l'administration ou le privé), plus rarement entrepreneurs, et consommateurs (par le pouvoir d'achat garanti par un salaire régulier ou les prestations sociales). Les autres, qui n'ont pu acquérir de revenus constants ont tout de même accès à la vitrine de la société de consommation occidentale, mais ils ne peuvent jouir que partiellement des biens et services proposés.

Au niveau individuel, les réactions aux apports exogènes sont variables. Certains sont opportunistes et vont profiter au maximum des avantages, d'autres, déçus ou laissés en marge des retombées, résignés, utilisent les apports exogènes au coup par coup. Entre ces deux attitudes se trouvent ceux qui ressentent l'exclusion comme une sorte de frustration et pour qui la délinquance et le *business* représentent le moyen de satisfaire leurs envies plus que leurs besoins.

Au niveau collectif, la situation est nettement plus complexe. Trente années se sont écoulées depuis la création des communes de l'intérieur. Ceux qui furent les acteurs ou les spectateurs de la création et du développement des communes restent partagés entre tradition et modernité. La génération montante est déjà majoritairement tournée vers le monde extérieur. Restent les anciens qui ont vécu le temps où les seules règles en vigueur étaient celles du groupe sous l'autorité du pouvoir coutumier. La multiplication des apports exogènes, véhiculés par la création des communes, a ouvert une brèche dans le système traditionnel en offrant l'illusion du choix de s'intégrer dans un autre fonctionnement social. Le simple fait de choisir ne peut que renforcer deux sentiments : l'individualisme et son corollaire la jalousie.

Des critères de classification se sont donc insérés à l'intérieur des communautés. Ils concernent en premier lieu le pouvoir d'achat qui varie de 0 à 20 voire 25 000 FF par mois selon les individus.

Les signes extérieurs de richesse, associés aux habitudes de consommation font apparaître le phénomène de différenciation économique que sont les classes sociales, jusqu'alors inconnues. Mais ici, la variable est simple, puisqu'il s'agit de l'écart de richesse. C'est par cette différence de niveau de richesse, intimement liée à de nouvelles références culturelles, que les liens intra-ethniques se sont relâchés, le pouvoir coutumier

perdant de sa puissance et de son influence sur les individus.

Néanmoins, si le schéma général de mutation des sociétés traditionnelles est relativement homogène, la situation dans le détail est toute autre. En effet, les différentes communautés ne suivent pas toutes le même cheminement. Des facteurs tantôt ralentissant voire bloquant, tantôt accélérant, mettent en évidence une notion d'échelle, une sorte de graduation de l'implication des communautés dans le modèle occidental.

Les différences observées entre les communes de l'intérieur sont intimement liées au degré d'ouverture de ces dernières sur le reste du département guyanais. En effet, si certaines, comme Maripasoula ou Saint-Georges sont desservies ou moins une fois par jour par une compagnie d'aviation, toutes les autres communes (Apatou, Camopi, Grand-Santi, Papaïchton...) ne disposent que du réseau fluvial pour correspondre avec Maripasoula, Saint-Georges ou Saint-Laurent du Maroni. Ce contexte géographique engendre pour les communes qui sont reliées par avion, des échanges directs et donc privilégiés avec Cayenne, tandis que les autres communes dépendent d'abord de Maripasoula, de Saint Laurent, ou Saint-Georges et ensuite seulement de Cayenne. Les communes isolées subissent donc différemment l'influence de la première ville du littoral et évoluent par conséquent à des rythmes plus lents. Ces différences entraînent des conditions bien particulières dans le domaine de la santé, de la scolarisation et de l'emploi. Sans oublier que les contextes humains des différentes communes de l'intérieur sont bien distincts les uns des autres, conditionnées qu'elles sont par le nombre de leurs habitants et leur héritage culturel.

2.5.8. Recommandations

L'accélération des mutations sociales observées depuis une trentaine d'années au sein des communautés isolées de Guyane nous montre comment les processus assimilatoires, qu'ils soient directs ou non, ont su trouver un terrain favorable pour une implantation durable. La mondialisation des échanges et ses effets pervers a pénétré les villages les plus isolés, alors que les principaux intéressés restent peu préparés à une telle ouverture. Cependant, comme il paraît impossible de faire machine arrière, il convient dès à présent sinon de corriger, du moins d'adapter les principaux phénomènes structurants.

C'est dans ce sens que je formule les recommandations qui suivent.

Un enseignement et des formations adaptés

La scolarisation, nous l'avons vu précédemment, a concouru pour beaucoup à l'éloignement des valeurs traditionnelles dans les communautés isolées. Par ailleurs, elle ne remplit pas ses objectifs car les résultats sont médiocres et les débouchés professionnels très limités. La revalorisation d'une école, lieu d'acquisition des connaissances, doit à mon sens passer par une sensibilisation des acteurs.

L'école doit développer, en fréquence et en volume, ses rapports avec les parents d'élèves et les municipalités en général en favorisant les manifestations culturelles et les échanges (avec les autres écoles du département et avec les autres départements français ou pays francophones). Mais cette politique de communication ne doit pas être à sens unique et doit permettre dans le cycle élémentaire d'y incorporer les cultures traditionnelles. Je pense notamment à l'adaptation des programmes pédagogiques aux modes de vie autochtones (aménagement des calendriers et des emplois du temps, réelle introduction d'éléments de la culture traditionnelle dans les enseignements...). En outre, le réajustement nécessaire (construction d'écoles et de logements d'enseignants) entrepris ces dernières années doit se poursuivre et s'accompagner d'un apport continu d'outils pédagogiques (bibliothèque, informatique...).

Dans le cycle secondaire ou supérieur, l'accueil des élèves dans des structures (familles d'accueil ou internats) doit être réajusté afin de ne pas induire de sentiment de mal-être tout en garantissant des conditions optimales de travail. Enfin, dans un souci de reconnaissance des efforts fournis et des résultats acquis, et surtout pour rendre à l'école un rôle d'outil d'ascension sociale, des concours devraient être organisés et récompensés par des prix et bourses d'étude.

Au niveau des enseignants, les affectations en communes isolées sont à considérer comme des postes très spécifiques comparables en quelques sorte à ceux des Zones d'Education Prioritaire. Les postes ne doivent être confiés qu'à des enseignants expérimentés, à qui il serait judicieux de dispenser une spécialisation (acquisition de connaissances psychologiques, sociologiques, anthropologiques, géographiques, historiques et surtout linguistiques inhérentes au poste à pourvoir). Par ailleurs, ces postes devraient faire l'objet de mesures particulières (durée d'affectation révisable, relation intense et privilégiée avec l'administration de tutelle...).

L'appui à la structuration d'un tissu économique durable

Le secteur économique privé, en grande partie informel, représente pourtant une part non négligeable des activités. L'orpaillage, le commerce ou les services mobilisent une large proportion des actifs sous forme d'emplois précaires. Ces *jobs* constituent actuellement la principale alternative au chômage ou à l'absence de revenus monétaires pour les jeunes actifs.

Pourtant, le développement d'un tissu économique durable ne paraît pas chose impossible dès lors où :

** La demande existe :*

Les nouveaux produits de consommation doivent pouvoir être entretenus ou réparés, ce qui sous-entend une technologie, des outils et un savoir-faire ignorés de tout un chacun. La maintenance passe donc obligatoirement par les ateliers du littoral, alors que dans bien des cas, elle pourrait être réalisée localement.

** La ressource existe :*

Les enquêtes menées localement sur les savoir-faire acquis lors du cycle scolaire ou par des formations ultérieures (service militaire, stages...) ont prouvé l'existence d'un potentiel technique de base. Cependant, en l'absence d'entreprises locales, ces connaissances ne sont pas valorisées et finissent par se perdre.

Pourtant, l'apprentissage de nouvelles techniques reçoit généralement localement un bon accueil. Citons deux exemples :

La formation en petite mécanique organisée en 1998 à Maripasoula a permis la formation d'une dizaine de personnes à la réparation et à l'entretien des outils courants (tronçonneuses, moteurs hors-bord...). De même, un autre stage dans la même commune portant sur le maraîchage a eu pour résultat l'introduction sur le marché local de légumes jusqu'alors transportés par avion depuis le littoral.

La solution semble passer, par des formations à la gestion et au commerce d'une entreprise, au sens administratif et juridique des termes ainsi qu'à la communication et la prospection de marchés, locaux et autres.

Le sport comme alternative à l'oisiveté des jeunes

Depuis plusieurs années maintenant, répercussion incontournable de la mondialisation, le sport a conquis les communautés traditionnelles. C'est d'abord le football puis le volley-ball et le basket-ball qui ont rassemblé hommes et femmes, enfants et adultes (chaque village ou presque est représenté par une équipe), ce malgré des infrastructures le plus souvent inexistantes.

L'installation d'une station de réception de télévision à Maripasoula en juin 1998 (juste avant que ne commence la Coupe du Monde de football) n'a fait que renforcer l'engouement pour les sports.

Durant le mois de novembre 1998, un rassemblement à caractère sportif a été organisé au bourg de Maripasoula. Cette première édition des *Jeux du fleuve* a été organisée par un collectif d'associations locales. Elle réunissait des équipes venues des communes d'Apatou, Grand-Santi, Papaïchton et Maripasoula. A l'image du peuplement de la région, les Noirs Marrons étaient majoritaires, mais des représentants des autres communautés de la région (Amérindiens Métropolitains et Brésiliens) avaient été invités et se sont affrontés, chacun défendant les couleurs de son village, dans des joutes sportives et une ambiance conviviale.

Durant deux jours, les enfants puis les adultes ont disputé des tournois (football, course à pied, volley-ball, basket-ball, triathlon, course cycliste) mais aussi des épreuves plus traditionnelles (tir à l'arc, course de pirogue à la pagaie, slalom en pirogue à moteur...). Cette manifestation, qui s'est déroulée dans une ambiance de fête et sans heurts prouve les capacités fédératrices de rassemblements à caractère sportif. Le sport entouré de règlements sportifs stricts et neutres permet en effet aux différentes communautés de s'affirmer sans violence tout en favorisant les relations inter et intra-ethniques.

Si la demande sportive existe, l'offre est jusqu'à présent très limitée. Les terrains de sport (football principalement) existent, même s'ils sont souvent très rudimentaires et sans infrastructures annexes, mais l'encadrement, en dehors de l'éducation physique dispensée à l'école, fait cruellement défaut. D'ailleurs, les quelques volontaires animant des clubs locaux (kayak, Ken-do, rugby...) doivent limiter les inscriptions et dispenser des entraînements avec un matériel assez fruste.

L'appui au développement des activités sportives est une recommandation importante. Outre le fait d'échapper à l'oisiveté qui conduit dans la plupart des cas aux vices et à la délinquance, le sport permet à beaucoup d'individus de se redonner une envergure ou une reconnaissance sociale que l'éloignement de la tradition a fait disparaître. Comme pour la question de la scolarisation, je préconise tout particulièrement d'intensifier les échanges (participation à des compétitions régionales...) et de favoriser l'attribution de prix individuels (trophées, sélection en équipes régionales ou en section sport-études...) et collectifs (aide matérielle et humaine aux clubs et associations).

Une revalorisation des cultures autochtones

Ecrasées par le mode de vie occidental, la pratique des cultures traditionnelles a pour beaucoup perdu de son intensité. Certes, les principales cérémonies continuent d'être célébrées (même si elles sont remises en question par les nouvelles générations), mais, fait nouveau, on assiste à un détournement des instruments culturels. Ce que l'on pourrait désigner comme l'Art autochtone est accaparé et transformé pour devenir plus léger, perdant en symbolique mais gagnant en popularité.

Il est ainsi chez les Noirs Marrons des groupes de danse ou d'orchestres qui trouvent un écho certain auprès de leur communauté. Cependant, comme dans le cas du sport, les infrastructures et les ouvertures sont assez limitées et la diffusion reste, le plus souvent faute de moyens, très restreinte.

Pour les artistes et les artisans, les contraintes sont identiques et, s'ils participent, non pas seulement à la pérennisation d'un art de vivre, mais aussi au maintien d'un ensemble de techniques et d'utilisations spécifiques de matériaux, les débouchés sont limités. Il faut cependant ici nuancer, car certaines populations comme les Palikur ou les Wayana tirent encore une bonne partie de leurs revenus de leur artisanat de qualité.

Tout comme le sport, les activités culturelles permettent de soustraire les jeunes générations à l'inactivité, tout en permettant une certaine revalorisation des cultures autochtones.

CONCLUSION GENERALE

Rédacteur : Pierre GRENAND

1. BIODIVERSITÉ ET GESTION DE LA NATURE
2. UN COMBAT VITAL :
L'AGRICULTURE SUR BRÛLIS DOIT PERSISTER
3. LA TERRE : VERS DES GARANTIES DURABLES
4. QUESTIONS IDENTITAIRES
5. LE MOT DE LA FIN



Les textes présentés dans ce rapport mettent en évidence davantage une diversité de situations économiques et sociales qu'une importante diversité culturelle. Il y a encore quelques décennies, celle-ci était encore très marquée pour les groupes les plus isolés, mais elle tend désormais à s'atténuer pour laisser place à une culture amérindienne générique. Ce *générisme* est moins caractérisé par la prise de conscience d'un destin commun (la Fédération des Organisations des Amérindiens de Guyane ne parle-t-elle pas *du peuple amérindien* ?) que par une simplification de société, accentuée par l'adoption d'éléments culturels exogènes.

Témoin depuis trente ans de l'évolution des Amérindiens de Guyane Française, il ne nous a malheureusement pas été donné d'observer un seul exemple de revivalisme culturel et encore moins d'accès à une autonomie culturelle durables. Le cas des Noirs Marrons est sensiblement différent : s'ils sont bien laminés par la même déculturation que les Amérindiens, ils n'entendent pas se soumettre politiquement ni économiquement et tentent d'utiliser à leur profit les structures qui leur sont imposées.

Cette évolution vers une culture *générique* ne signifie pas pour autant que les populations forestières soient devenues des citoyens à part entière des États guyanais. Face aux autres composantes sociétales des Guyanes, elles restent des communautés à part, pauvres en Guyana et à Surinam, assistées en Guyane Française. Dans l'état actuel des choses, et sans un changement radical de politique :

- soit cette situation perdurera;
- soit se cristalliseront des raidissements identitaires plus ou moins belliqueux;
- dans tous les cas, un nombre croissant d'individus sera appelé à se fondre dans le tissu urbain.

Cependant, si l'on considère les Amérindiens d'Amazonie dans une perspective diachronique longue, on s'aperçoit que des ondes de raidissement ethnique ont régulièrement traversé leurs sociétés au fur et à mesure du contact avec les envahisseurs de l'Ancien Monde. De plus, dans cette immense région, la possibilité de s'isoler dans un univers difficilement pénétrable pour les Européens a longtemps permis une véritable reculturation de nombreux peuples indigènes.

Il n'en reste pas moins qu'à chaque génération des cultures disparaissent, soit que leurs membres s'éteignent, soit qu'ils rejoignent la masse des métis. Ainsi, les communautés amérindiennes des Guyanes pourraient être perçues comme autant d'illustrations d'étapes vers l'assimilation totale, leurs traits originaux contribuant *pro parte* à la constitution des différentes cultures nationales.



photo 43 : Anciennement, les Amérindiens apprivoisaient les animaux capturés et les choyaient comme n'importe lequel de leurs enfants; la vente d'animaux sauvages par certaines communautés est pour le moins alarmante. Ici jeune femme wayãpi du haut Oyapock et son jeune chat-margay (Felis wiedi). (cliché M. F. Prévost, 1980)



photo 44 : Face au changement, la continuité est aussi très présente. Ces Amérindiennes contemporaines de Koriabo pagayent dans un canot monoxyle sans bordage, identique à ceux observés au XVIème siècle. (cliché G. Ford, 1996)

Les éléments contrastés fournis par les contributions à ce rapport viennent tour à tour confirmer ou infirmer ces deux scénarios, montrant surtout que la plupart du temps, ils se superposent en un dérisoire imbroglio.

1. BIODIVERSITÉ ET GESTION DE LA NATURE

Depuis un vingtaine d'années et surtout depuis le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, il est admis que les peuples des forêts tropicales sont de fins connaisseurs et de bons gestionnaires de leur environnement. Or, le présent rapport met l'accent sur plusieurs points alarmants :

- Si les peuples autochtones tirent bien encore l'essentiel de leur subsistance de leur environnement, leurs modes de gestion sont loin d'être restés excellents : ainsi sur les sept sociétés étudiées, cinq ont, à des degrés plus ou moins aigus, des pratiques non durables d'utilisation de l'environnement.
- Battues en brèche par un système éducatif importé, par des activités professionnelles requérant moins de connaissances sur le milieu ou par des valeurs religieuses exogènes contraires à une perception cohérente de la nature, les connaissances sur le milieu naturel, de moins en moins transmises, vont en s'amenuisant. La connaissance fine, délicate et en même temps englobante de l'univers ambiant n'est plus majoritaire que dans quelques villages; ailleurs, elle ne concerne désormais que les personnes de plus de quarante ans. Un peu partout le *savoir encyclopédique* caractéristique de ces sociétés se transforme au mieux en un *héritage pragmatique* s'adaptant aux nouveaux impératifs économiques.
- La commercialisation de produits naturels à faible taux de renouvellement (viande de chasse, poissons, oiseaux vivants) est un indicateur fort du changement de perception de l'environnement. Obéissant surtout à une demande externe, elle implique des chasses, des pêches ou des collectes toujours plus rapides, toujours plus intensives et toujours plus sélectives.
- Enfin, l'engagement des autochtones devenus travailleurs dans ces activités industrielles ou semi-industrielles à fort impact sur l'environnement que sont l'exploitation de l'or, la coupe de bois ou la récolte des coeurs de palmier, montre une fois encore, que l'ensemble de ces activités, toujours induites de l'extérieur, amène bien davantage une sous-prolétarianisation des populations que leur réelle intégration dans la nation.

Face à cette réalité, il semble bien que les décideurs du Nord aient pris conscience de la richesse cognitive et de la valeur des savoir-faire des peuples des forêts... quelques décennies trop tard. En particulier, il est frappant que les différents programmes de parcs naturels considèrent les populations forestières comme d'excellents gestionnaires de leur environnement, aujourd'hui qu'elles ne le sont plus. En vérité, il semble plutôt souhaitable de promouvoir de véritables programmes d'éducation aux sciences de l'environnement auprès des jeunes générations, afin qu'elles prennent vraiment conscience de sa fragilité. Parallèlement, prenant modèle sur les *Écoles de Survie* des Indiens d'Amérique du Nord, il conviendrait de valoriser le savoir des vieilles générations afin de restaurer le respect réel pour le patrimoine.

Le maintien de la libre pratique de la prédation est pourtant revendiqué par la quasi-totalité des communautés amérindiennes et noires marrons. Mais leur viabilité ne peut être préservée que par l'intervention des gouvernements, à travers une législation adaptée aux réalités locales et respectueuse des systèmes de prédation perdurable. Cette législation nécessite au préalable une meilleure connaissance des populations animales et de l'impact des prélèvements de la pêche, de la chasse et même de la cueillette.

C'est cette orientation que semble avoir actuellement choisi les représentants de la République en Guyane Française. Elle se heurte, de la part des politiciens régionaux ayant su trouver quelques alliés dans les communautés, à une volonté d'ouverture à l'économie de marché des territoires occupés par les Noirs Marrons et les Amérindiens.

En Guyana, il est évident que la situation est pire encore puisque jusqu'à ce jour la destruction du milieu naturel par les compagnies forestières et minières porte autrement atteinte à la subsistance des Amérindiens qu'une prédation quelque peu dévoyée. Dans ce pays, selon Forte (1996b) c'est une citoyenneté pleine et entière et des garanties contre le saccage de leurs terres ancestrales dont les Amérindiens ont besoin.

2. UN COMBAT VITAL : L'AGRICULTURE SUR BRÛLIS DOIT PERSISTER

Dans ce tableau quelque peu sombre, l'agriculture sur brûlis occupe une situation à part. L'ensemble des études qui lui sont consacrées ici montre qu'elle joue un rôle central dans la subsistance et que d'elle dépend désormais l'équilibre alimentaire des populations forestières des Guyanes, comme de bien d'autres populations des tropiques humides. Quant à celles des études focalisées sur le manioc, elles pointent clairement que la biodiversité reste très élevée dans ces systèmes agricoles. On constate enfin qu'elle est rarement source de revenus monétaires et que lorsqu'elle l'est, il ne s'agit que de vente de surplus, ce qui renforce sa position d'activité majeure de subsistance.

Si l'on veut maintenir une présence humaine viable dans les forêts tropicales, il semble donc raisonnable de penser qu'une attention toute particulière doit lui être portée. Au-delà de la subsistance, elle seule permettra à moyen terme la cohésion sociale des communautés forestières, du moins de celles qui souhaiteraient maintenir une autonomie minimale. Allant dans le sens contraire le plus absolu, les politiques étatiques de concentration des populations en gros bourgs minent à long terme le dynamisme agricole. En effet, à côté de zones vides, apparaissent désormais des zones surexploitées, l'indicateur principal étant la réduction du temps de jachère, laquelle entraîne une baisse des rendements. Le maintien de l'agriculture sur brûlis passe donc par quelques recommandations simples :

- Seule la stimulation d'un habitat dispersé, répondant d'ailleurs à une réelle volonté locale, permettra le maintien d'une agriculture sur brûlis véritablement durable. Cette dispersion pourrait être très largement encouragée par la multiplication et la maintenance d'infrastructures légères garantissant l'accès à l'énergie, la santé et l'éducation.
- Le manioc occupe une place de plus en plus importante dans l'alimentation des peuples indigènes, sa rusticité répondant mieux que toute autre espèce à la sédentarisation croissante. Dans ce sens, sa diversité génétique mérite d'être stimulée ou du moins préservée.
- On sait qu'une monoalimentation à base de manioc peut entraîner des carences alimentaires graves (Prinz, 1993), il convient donc parallèlement d'encourager le maintien de la diversité des autres cultigènes qui ont fait leurs preuves en milieu

amazonien (bananes, maïs, ignames, patates douces....).

- Face à la remise en question de la prédation, dont la commercialisation de la viande de chasse et des animaux vivants grève la durabilité, l'agriculture sur brûlis, à condition d'être diversifiée, demeure plus que jamais le pilier de l'indépendance alimentaire. Dans ce sens, le développement du petit élevage pourrait être une alternative à la raréfaction des protéines animales; il convient d'ailleurs d'intensifier les recherches concernant l'élevage d'animaux sauvages comme le paca ou le pécari à collier.

Arrivons-en à une grande vérité : *il n'y a pas d'agriculture sans terre.*

Une agriculture sur brûlis viable passe par la régénération forestière, laquelle nécessite des jachères longues et donc le maintien d'un important couvert forestier. Pour parvenir à une gestion stable de leurs terroirs, les populations forestières doivent ainsi disposer de surfaces suffisantes pour que la révolution complète du cycle puisse se faire, ce qui est loin d'être le cas.

On l'a vu précédemment, et l'on ne pourra manquer d'y revenir, la solution du problème est avant tout politique.

Plus personne ne peut nier que le maintien d'une population rurale adaptée à son environnement passe par une valorisation de l'agriculture sur brûlis. La recherche agronomique pouvant permettre de desserrer l'étau, tout doit être mis en oeuvre pour lui donner les moyens d'y parvenir.

Même si les techniques permettant la réduction des temps de jachère restent, dans le contexte sociologique actuel, difficilement applicables, la recherche de leur mise au point doit être poursuivie. Ainsi, on observe un peu partout une progression spontanée de l'arboriculture sous forme de vergers familiaux qui pourrait constituer une alternative partielle à la limitation des aires dont disposent certains peuples forestiers. Les forêts secondaires sont en effet des candidates naturellement désignées à une transition vers l'agroforesterie, soit par la stimulation ou l'introduction d'espèces utiles, soit par celles d'espèces fertilisantes. La tendance est intéressante, surtout lorsque l'on sait que l'agroforesterie n'a guère été présente dans les Guyanes par le passé. On pourrait stimuler cette tendance à l'arboriculture familiale, par exemple en améliorant les ressources fruitières forestières disponibles avant que le savoir ethnobotanique ne soit perdu.

En bref, si l'agriculture sur brûlis disparaît, non seulement les populations rurales des Guyanes seront culturellement condamnées, mais le cercle de la pauvreté se refermera définitivement autour d'elles; elles n'auront plus d'autre alternative que de se tourner soit vers une économie informelle souvent en marge de la légalité, soit vers l'intensification d'une économie de prédation que le milieu ne supportera pas indéfiniment.

3. LA TERRE : VERS DES GARANTIES DURABLES

L'appropriation et la gestion de l'espace dans le bassin amazonien sont indissolublement liées à la question de l'appropriation du sol. Pour les puissances coloniales, les droits indigènes sur le sol étaient par définition inexistants. D'ailleurs, pour des espaces immenses, la question ne se posait même pas, dès lors qu'ils n'étaient que peu ou pas parcourus par les colonisateurs.

Cette évolution historique n'empêcha nullement les Etats souverains ayant succédé aux puissances coloniales de voir dans les particularismes autochtones une menace pour l'intégrité territoriale de la nation. Au début du XX^e siècle, et particulièrement au Brésil, la question était devenue centrale. Le fait que les populations amérindiennes se soient vues attribuer au cours des dernières décennies de plus en plus de terres n'est partout que le résultat d'un âpre combat. D'ailleurs les Guyanes restent, comme nous l'avons vu dans la première partie, très en retard sur ce dossier épineux.

La question de la délimitation d'aires indigènes garde pourtant un caractère ambigu, car elle est porteuse d'une contradiction non encore résolue :

- Tout d'abord, la grande masse des intéressés se sent surtout concernée par l'existence et l'exploitation de ressources dans l'espace qu'elle occupe, et non par d'éventuelles limites qui le borneraient. Le besoin d'une délimitation est née de l'opposition conflictuelle entre le mode de vie indigène et celui des populations allogènes. C'est en ce sens que les indigénistes ont oeuvré dans la seconde moitié du XX^e siècle, menant souvent des combats politiques difficiles.
- La revendication de la délimitation territoriale des espaces indigènes n'est désormais plus l'apanage des seuls indigénistes au sens large, mais bien des leaders amérindiens eux-mêmes. Les exigences se sont faites de plus en plus fortes et désormais ce sont

souvent de véritables territoires qui sont réclamés (cas des Wapishana en Guyana et du tiers méridional du département par les Amérindiens de la Guyane Française). Les plus politisés des autochtones tentent d'utiliser de façon subtile l'arme politique de la revendication territoriale, s'appuyant tantôt sur la légitimité de la tradition, tantôt sur le libre accès à une modernité revendiquée comme un droit.

Face à ce constat, on est alors en droit de se poser la question suivante : "des terres indigènes aujourd'hui : pour quoi faire ?" Un clivage assez net est en train de se dessiner entre :

- d'un côté, des communautés qui cherchent à maintenir un mode d'utilisation de la forêt inséparable de leur culture propre; pour elles c'est l'adhésion à un mode de vie commun qui constitue leur raison d'être. Ce type de choix doit être respecté, aussi longtemps qu'il sera l'expression d'une majorité;
- de l'autre, des communautés qui fondent leur existence sur une identité pensée comme un mode de lutte contre des discriminations séculaires. Dans ce cas, le territoire est considéré comme une valeur, qui devrait leur permettre à long terme de sortir de la marginalisation et de la paupérisation.

Si l'on se place du point de vue des autochtones, les deux types d'évolution présentent cependant leur part de risque : le premier cas de figure laisse en grande partie les communautés démunies face aux forces externes; dans le second, la perte d'authenticité culturelle peut les amener à une exacerbation identitaire avec les résultats que l'on connaît ou pire encore à une perte complète d'identité par absorption progressive des valeurs dominantes allochtones.

On arrive ainsi progressivement à un mode de revendication qui n'a plus grand chose à voir avec les cultures amérindiennes en soi, mais qui s'apparente désormais aux revendications nationalistes des peuples minoritaires, tels ceux d'Europe. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que les communautés les plus auto-subsistantes sont celles qui présentent les revendications les plus pondérées : en effet, elles gardent en tête autant la nature fragile des ressources exploitées que le danger que fait peser sur les ressources exploitables l'envahissement de leurs aires de parcours. En ce sens elles savent bien qu'un territoire immense est absolument incontrôlable.

Face à une telle évolution, on ne peut que recommander, au moins pour la Guyane Française, l'intervention de l'État dans la

délimitation des droits d'usage sur les terres de son domaine. Sachant que toute politique doit obligatoirement s'inscrire dans un schéma global d'aménagement du territoire, la délimitation se doit d'être suivie d'un contrôle à la fois fort et souple de l'Etat en ce qui concerne l'usage, veillant entre autre au maintien d'activités compatibles avec une bonne gestion de l'environnement. Ces activités peuvent être traditionnelles; elles peuvent être aussi innovantes à condition de respecter le principe ci-dessus énoncé. Lorsqu'il existe une imbrication de plusieurs ethnies depuis plusieurs générations, les zones de droit d'usage devront être accessibles à toutes; enfin leurs surfaces ne seront pas forcément fixes et devront pouvoir être révisées en fonction des grandes tendances de l'évolution démographique.

4. QUESTIONS IDENTITAIRES

C'est à la fin des années soixante que le thème de l'*identité* est devenu central chez les peuples indigènes du continent américain; depuis une quinzaine d'années, il a conquis la scène internationale. Le phénomène a été tardif en Guyana, pays où le débat démocratique n'a été rétabli que récemment, et à peine moins en Guyane Française où une politique de protection, efficace certes, mais paternaliste, assurait la survie démographique et culturelle des Amérindiens et des Aluku. Compte tenu de notre connaissance du dossier, nous traiterons dans les lignes qui suivent davantage de la Guyane Française que de la Guyana, même si nos recommandations valent pour les deux pays.

Dans ce département français d'Outre-Mer, la communalisation (1969) puis la régionalisation (1982) ont amené les populations tribales à prendre conscience de leur situation minoritaire et de l'assimilation qui les guettait. D'où l'émergence à la fin des années 70 d'un système associatif dynamique chez les Carib côtiers (Galibi). Paradoxalement, au fur et à mesure qu'il progressait vers l'intérieur, on a rapidement assisté à un émiettement du mouvement, miné par les vieux clivages tribaux. Petit à petit, s'est développée une élite *professionnelle* du combat indigène. Il s'agit de personnes qui, ayant reçu une bonne scolarisation, se sont retrouvées tout naturellement en position de porte-parole. Sans être vraiment toujours mandatés par leurs communautés, ces leaders peuvent pourtant se targuer d'une légitimité plus réelle que celle des rares élus indigènes, mis en place par les partis politiques allochtones et dont la seule vertu est la docilité.

Le discours des premiers est un mélange de thèmes développés en Occident (défense des Droits de l'Homme, respect de l'environnement...) et d'idéalisation d'une culture indigène générique (en particulier sa spiritualité), fortement calquée sur celle des Amérindiens d'Amérique du Nord ("notre Mère la Terre"). Progressivement le pouvoir de cette élite s'est affermi, surtout grâce à la reconnaissance des instances internationales

ou des ONG du Nord.

Alors que l'Etat français a accordé d'importantes zones de droit d'usage en 1987, cette vitrine militante au discours identitaire unitaire de plus en plus exacerbé offre un contraste frappant avec la situation réelle des communautés où le factionnalisme, l'individualisme et l'inertie se sont développés au fur et à mesure que progressait la dépendance économique et politique. Par ailleurs, une hiérarchisation sociale de plus en plus sensible en fonction de l'accès aux revenus nouveaux comme c'est le cas chez les Wayana et les Aluku (Leprêtre, 1998; Orru, ce volume), crée un sentiment de frustration chez les plus dépourvus de biens importés. Les communautés forestières deviennent ainsi des points de tension et les revendications d'autodétermination des Amérindiens doivent désormais être appréhendées en termes de risque de conflits interethniques; ces revendications apparaissent d'ailleurs comme le pendant du statut d'autonomie de la Guyane réclamé par les élus régionaux créoles.

Face à une telle montée en puissance de conflits aigus, récemment concrétisés entre les Amérindiens Wayana et Noirs Marrons Aluku autour de l'exploitation aurifère, on ne peut que souhaiter un arbitrage fort du gouvernement français. Cet arbitrage doit s'accompagner lui aussi de mesures politiques visant à une répartition plus juste des ressources et des pouvoirs politiques. Il s'agit d'une politique *d'intégration démocratique régionale* passant par :

- une formation accélérée d'élites aluku et amérindiennes afin qu'elles puissent mieux gérer les rouages administratifs de leurs communes et se débarrasser ainsi d'intermédiaires douteux qui les exploitent impunément;
- une formation professionnelle, pour répondre au besoin de bon fonctionnement et de suivi autochtones des infrastructures modernes, actuellement toujours dépendants de l'extérieur;
- la valorisation du patrimoine, dans ce qu'il a d'utile dans un contexte de développement durable;
- une meilleure représentation politique à tous les niveaux du pouvoir régional;
- une lutte contre *toutes* les formes de discrimination (scolaire, à l'embauche...);
- un système éducatif adapté, afin de parvenir à la fois à une meilleure utilisation de la langue nationale et à une préservation, lorsqu'elle est viable, de la langue maternelle; de plus une meilleure ouverture sur le monde au sens large devrait être encouragée;
- enfin un programme d'éducation sanitaire et sociale ayant pour but d'une part de lutter contre les ravages de l'alcool, de la drogue, des maladies sexuellement transmissibles, d'autre part de permettre aux femmes d'accéder à une bonne gestion de leurs maternités.

5. LE MOT DE LA FIN

Au Sud, a fortiori dans les populations forestières, le développement, même durable, est pour l'essentiel impulsé de l'extérieur. De ce fait même, il peut difficilement se prévaloir de la sempiternelle formule "dans le respect des modes de vie des populations autochtones" qui l'accompagne de plus en plus fréquemment. Le fait de propulser un projet pensé à l'extérieur d'une culture peut ainsi être perçu comme un manque de respect. On peut toutefois raisonner de manière moins naïve et se demander pourquoi, au cours des dernières décennies, les Amérindiens ou les Noirs Marrons n'ont pas eux-mêmes, en dehors de quelques projets calqués sur le discours extérieur et au delà de formules incantatoires, produit leur propre idée du changement économique et culturel. En vérité l'observation au quotidien révèle que les nouvelles générations plongent avec délice dans la consommation, sans pour autant renoncer à un ethos qu'elles ont hérité de leurs ancêtres. Cet état de fait se traduit de plus en plus par un rejet des interventions extérieures largement mis en avant par les nouvelles élites placées à la tête du mouvement associatif. Face à cela, il semble nécessaire que ces communautés effectuent des choix politiques internes, en améliorant le mode de nomination (pas forcément électif) de leurs responsables ou de leurs porte-parole. Bien sûr un tel système existe déjà çà et là en Guyane Française ou en Guyana, mais il s'agit le plus souvent comme par le passé, de la validation par élection de personnes choisies extérieurement.

L'essor des projets de développement dit durable est parallèle à la multiplication des Organisations Non Gouvernementales. Elles apparaissent souvent tant en Guyana qu'en Guyane Française comme une réponse à l'incurie des services publics. Pourtant, en dehors de l'enrichissement d'une petite classe de privilégiés tant autochtones qu'allogènes, ces nombreux projets n'engendrent pas davantage de résultats positifs sur le terrain. Par ailleurs, on a pu voir que les activités les plus rentables à court terme sont précisément celles qui ne sont pas durables, comme la vente d'animaux vivants ou l'exploitation de l'or.

Il devient d'une impérieuse nécessité que les Etats prennent en compte la place que pourraient jouer les communautés forestières dans les programmes de développement respectifs de leurs pays. Les atouts de ces populations sont nombreux, justement parce qu'ils sont principalement centrés sur l'agriculture et l'exploitation du milieu naturel. Afin d'éviter des problèmes, soit de surexploitation, soit de saturation de marché, il convient de maintenir une grande diversité des activités et des produits exploités ainsi que les activités de subsistance et en tout premier lieu de l'agriculture.

Ainsi, si l'on ne peut qu'encourager les autorités européennes à porter toute leur attention au statut des communautés forestières des Guyanes à chaque fois qu'elles financent un projet de développement, elles doivent parallèlement veiller à financer des projets efficaces permettant leur intégration au sein des pays qu'elles habitent. De ce point de vue, elles doivent éviter de diluer les crédits entre un trop grand nombre d'ONG, ce qui n'aboutit le plus souvent qu'au développement de projets contradictoires, concurrentiels et mal adaptés. Il convient plutôt d'encourager, sous contrôle de la Communauté Européenne, des projets homogènes pris en charge par les Etats souverains, qui visent à traiter le cas des peuples des forêts dans le contexte global du développement du pays.

Mais il ne faut cependant pas se faire d'illusion. Redonner leur dignité et leur capacité d'initiative à ces petits peuples est une entreprise longue et pleine d'aléas qui dépendra surtout de leur volonté propre.

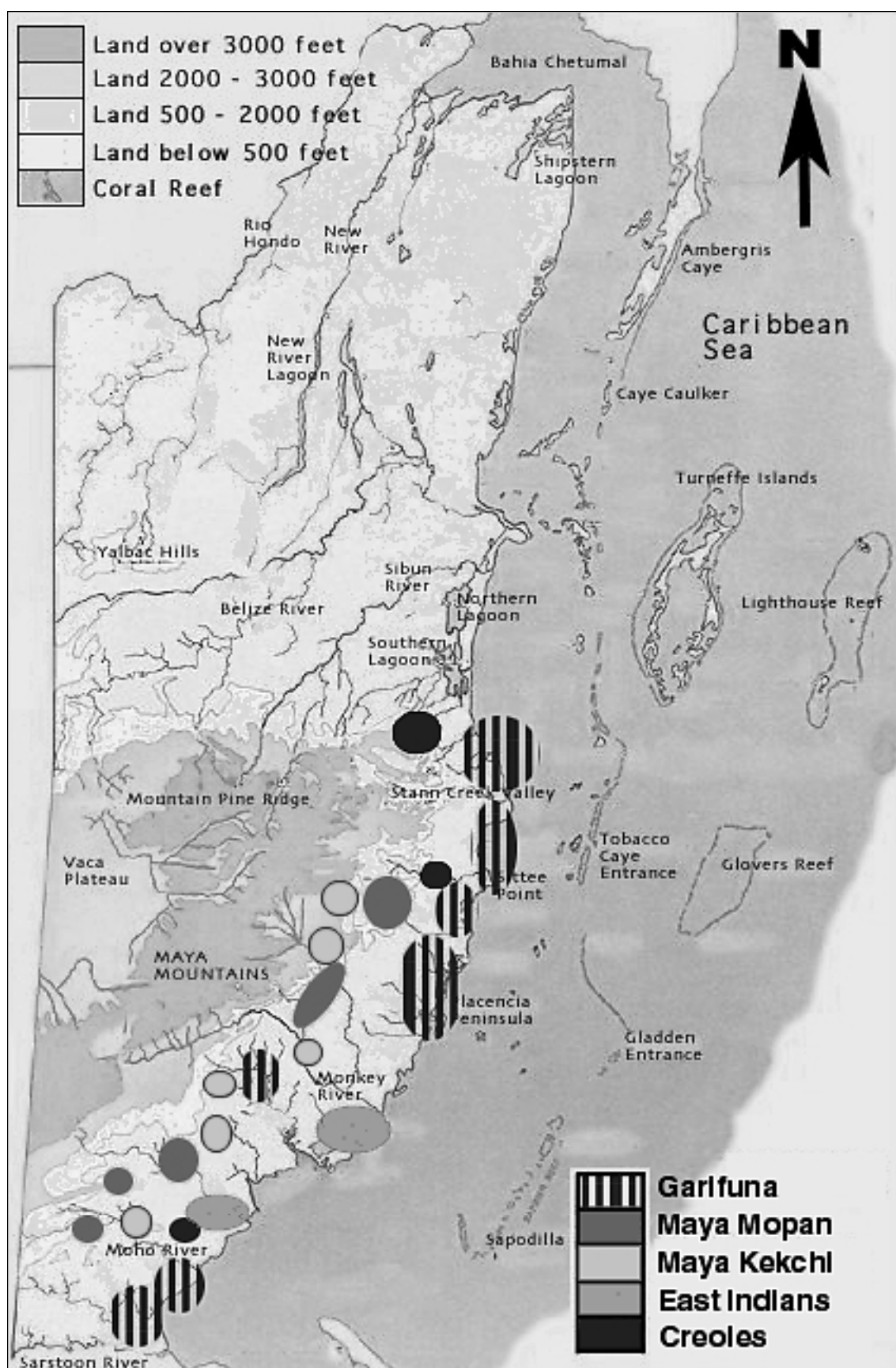


photo 45 et 46 : Grands-parents et petit-fils, à quatorze ans d'intervalle; on mesure ici la rapidité de la mutation culturelle (Wayãpi, haut Oyapock, Guyane Française). (cliché M. F. Prévost, 1980 -photo 45- et J. M. Misso, 1994 -photo 46-).

ANNEXES

1. LE BELIZE
2. FAUNE ET FLORE DES GUYANES :
PRINCIPALES CORRESPONDANCES
3. BIBLIOGRAPHIE





Carte 20. Les peuples du Sud du Belize

Annexe I

Le Belize

Rédacteur : Pablo ISLA-VILLAR

1. LES DONNÉES DE BASE

1.1. L'AMÉRIQUE CENTRALE

Par sa localisation sur un isthme étroit reliant les écosystèmes des deux sous-continent américains, l'Amérique Centrale, dans son ensemble, recèle une “[...] *concentration unique de flore, de faune et de peuples [...]. Les forêts tropicales relativement exiguës de la région comptent parmi les habitats les plus riches de la Terre en terme spécifique.* ” (Anonyme, 1992b : 102).

Cependant, la pression démographique et l'instabilité politique locale ont conduit, tout au long de ces trente dernières années, à une pression constante sur la forêt ombrophile; intactes jusque 1950, les forêts de plaine et d'altitude constituaient 60% de la de l'Amérique Centrale... En 1970 on estimait qu'il n'en restait plus que 49% et 10 ans plus tard cette surface s'était réduite à 41%. Ainsi, “*en termes de pourcentage, la perte annuelle de l'Amérique Centrale est beaucoup plus élevée que celle de pays comme le Brésil ou la Malaisie, lesquels font pourtant référence*” (ibid. :102).

Néanmoins, si pour l'IUCN, le Belize a, jusqu'en 1992, fait exception dans les taux de déboisement grâce à une pression démographique proportionnellement réduite, cette tendance s'est inversée ces dernières années pour deux raisons principales : tout d'abord, les guerres civiles du Guatemala et du Salvador ont provoqué un afflux de réfugiés issus principalement du milieu rural (Palacio, 1985 : 20-22) qui se sont installées dans des aires de forêt, avec l'assistance de l'Union Européenne (*Valley of Peace Project*), mais surtout, des déboisements à fin commerciale a été menés, autant par des entreprises malaysiennes que par les complexes agro-industriels mennonites et les plantations voisines.

I.2. LE BELIZE

Approximativement la moitié des 22.965 km² du territoire de la République de Belize sont couverts par des forêts. Entre les bois de feuillus caduques du nord, les forêts ombrophiles humides de plaine du centre et celles d'altitude du sud du pays, la variété biosphérique est doublée d'une extraordinaire diversité des populations. En effet, parmi les 228.000 habitants (estimation de 1992) de cette république, on retrouve 40% de Créoles afro-américains, 33% de Métis d'origine maya yucatèque installés principalement dans le nord, 10% de Mayas Kekchi et Mopán qui peuplent le sud, au voisinage des Garifuna de la côte. Les 9% restant sont partagés entre des populations issues de vagues migratoires européenne, indienne, moyenne-orientale (Libanais et Syriens) et depuis peu, chinoise de Hong Kong.

Principalement primaire, l'économie de production est passée, au début de la colonisation britannique, de l'exploitation forestière (extraction de bois précieux) à la canne à sucre, pour se concentrer actuellement dans l'exploitation agricole d'agrumes et sa transformation pour l'exportation. Cependant, si Belize partage avec les autres pays de la région une économie dépendante, il se singularise par son pluralisme ethno-politique : le pouvoir détenu par l'élite créole depuis l'indépendance en 1981 serait partagé avec les métis du nord et aurait même soutenu les exploitants d'agrumes mayas et garifuna du sud lors des conflits avec les transformateurs agro-industriels (Moberg, 1990 et 1991). Belize contraste aussi dans la région par divers traits :

- Sa politique indigéniste, déjà en 1872, accordait le statut de réserve indigène aux territoires kekchi et mopán (Breton, 1991 : 41).
- Son *Protected Areas Conservation Trust*, qui combine depuis 1996 des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, est chargé de récolter et gérer les ressources issues des aires protégées et du tourisme, au bénéfice de la gestion durable des ressources naturelles.
- Son *Wildlife Protection Act* fut signé en 1982 par toutes les forces politiques de la nouvelle république.

Toutefois, ce dernier n'est pas compatible avec la législation issue de l'acte de 1972 sur la propriété du territoire, qui autorise et encourage le développement agro-industriel et les concessions foncières aux entreprises étrangères. Cependant, selon le *Country Report on Human Rights* de 1994, et différents rapports politiques du *Resident Adviser* de la Communauté Européenne à Belize, l'ambiguïté des positions du gouvernement semblerait moins liée à une quelconque instabilité politique qu'aux contradictions inhérentes à l'option environnementaliste face aux contraintes du développement économique. Cette ambiguïté est d'ailleurs à la source du conflit qui oppose depuis quelques années le *Toledo Maya Council* au gouvernement sur la question des concessions forestières et la construction de la route du Sud.

1.3. LE SUD DE BELIZE

Le sud de Belize se caractérise par une biosphère typique de forêt humide d'altitude - Les *Maya Mountains* - qui échappait jusqu'à peu aux circuits d'exploitation forestière. Ses contreforts, à exploitation fruticole intensive, s'étendent vers les plaines alluviales du nord. La forêt d'altitude, abandonnée depuis les guerres de conquête espagnoles, est devenue territoire des Mayas Kekchi et Mopán depuis le XVII^e siècle. La côte sud reste habitée principalement par les Garifuna, traditionnellement marins et pêcheurs pratiquant aussi une agriculture de subsistance (McRae, 1951).

Les Garifuna se sont néanmoins tournés vers la culture de rente, quand celle des agrumes s'est révélée rentable à la fin des années 1970. Des Mayas Mopán et Kekchi ont adopté, eux aussi, l'agriculture d'agrumes et ont parfois quitté la forêt d'altitude pour émigrer vers les contreforts de Stan Creek (Moberg, 1990 et 1991). Cependant, ils souvent travaillent comme ouvriers salariés dans les plantations.

1.4. GROUPES ETHNIQUES DANS LE SUD DU BELIZE

Le sud du Belize, a été récemment repeuplé. En effet, si les restes archéologiques témoignent une occupation maya à la période préclassique (autour de 2000 A. C.), les premières communautés Mayas se sont réinstallées au Toledo District seulement au début de ce siècle (Thompson, 1930) Pour le deuxième groupe majoritaire, les Garifuna, on n'a pas de données précises sur la date de leur installation dans la région, mais elle a dû se faire vraisemblablement autour de 1831, date d'arrivée du groupe Garinagou à Dandriga (*Stan Creek District*).

1.4.1. Groupe Maya

Nous trouvons au Belize trois sections du groupe linguistique maya, mutuellement inintelligibles dont deux dans le district du Sud. Le troisième, les Maya Yucatec, sont principalement installés au nord du pays, près de la frontière mexicaine, et aujourd'hui difficiles à distinguer des métis de la même région.

La structure économique des deux groupes est fort similaire : agriculture sur brûlis, avec un gradient variable d'itinérance; les jachères sont plus ou moins prolongées selon le type de terrain et le type de cultures. En raison des difficultés de commercialisation face au prix des transports, l'agriculture reste principalement destinée à l'autoconsommation. Les excédents de production servent au petit élevage domestique de volaille et de porcs qui constituent une "caisse d'épargne vivante". Les exploitations sont individuelles au niveau du noyau résidentiel et les travaux collectifs sont à cheval entre une optique communautaire et le système privé : en effet, l'échange de main d'œuvre pour l'accomplissement des travaux est soigneusement comptabilisé par chacune des unités résidentielles et impose une réciprocité d'heure à heure.

Pour les deux groupes, après pratiquement un siècle d'évangélisation permanente

par des missions chrétiennes de tous bords, on ne peut plus parler d'un système cosmologique autochtone. Toutefois, la proximité et la perméabilité de la frontière guatémaltèque permettent d'accéder à un réservoir de traditions dès que les situations de santé ou d'infortune poussent les Mayas à chercher une solution dans les rites anciens et/ou syncrétiques.

L'organisation politique est bicéphale; elle s'efforce de combiner des éléments de tradition avec la structure politique issue de la colonisation britannique et imposée par la constitution de la nation. C'est ainsi que chaque village est représenté par un *Village Council* ayant à sa tête un *Village Council Chairman*. Il joue le rôle d'interlocuteur auprès du gouvernement et des autorités officielles.

Cependant, l'autorité traditionnelle des *alcaldes* reste fondamentale. Elle s'officialise à travers la *Toledo Alcaldes Association*, qui reste un élément incontournable dans le paysage institutionnel du District. Pourtant, la distinction des attributions et des tâches entre le "*Village Chairman*" et l'*Alcalde* est loin d'être claire et semble dépendre d'un mélange subtil entre la personnalité des membres du *Village Council* et le charisme de l'*alcalde*. Dans certains cas — rares il est vrai — une même personne combine les deux attributions.

Ce caractère bicéphale est spécifique au Toledo District, et mais on le retrouve de façon plus informelle au sein des communautés mayas kekchi au Stann Creek District, ce qui porte à croire à une spécificité kekchi originelle.

Au Toledo District on peut donc rencontrer :

Maya Kekchi

Approximativement au nombre de 9 000, les Maya Kekchi sont un groupe en croissance permanente, par le biais de l'immigration clandestine provenant du Verapaz au Guatemala. La distribution de leurs villages est relativement hétérogène vis-à-vis des Mopán, mais certains villages, comme San Pedro Colombia, revendiquent une identité kekchi originale.

Maya Mopán

Probablement les derniers habitants mayas du Belize au XVII^e siècle, ils semblent avoir fuit l'exploitation britannique des plaines du nord-ouest pour se réfugier au Péten guatémaltèque, avant de revenir au début du vingtième siècle, fuyant l'expropriation des terres. Ils sont aujourd'hui approximativement 7.750 au Belize, principalement installés au Toledo District et au sud du Stann Creek District.

1.4.2. Garifuna

La communauté *Garinagou* se targue d'une implantation ancienne au Belize d'aujourd'hui. Elle fut nommée *Black Carib* par la couronne britannique en raison de son

métissage singulier : en effet, au début du XVII^e siècle, des esclaves noirs provenant d'une mutinerie dans un convoi négrier à l'Ile de St. Vincent dans les Petites Antilles, avaient été asservis (à la mode amérindienne, avec inter-mariages) par les Caraïbes insulaires (eux-mêmes déjà issus de la domination des Arawak des Iles par des groupes karib conquérants). En 1795, la couronne anglaise se décida enfin à les dominer, principalement en raison des alliances qu'ils avaient contractées avec les révolutionnaires français des Antilles contre les Anglais; mais grâce à leur solide structure sociale et à leur intime connaissance du terrain, ils ne furent vaincus qu'après deux années d'âpres combats. Ils furent alors déportés à l'Ile de Roatan, en face du Honduras. Une partie du groupe, partie s'installer sur la côte hondurienne, se fit re-déporter sur l'Ile de Roatan pendant les guerres qui suivirent l'indépendance de ce pays. En 1830, un groupe arriva par la mer à l'estuaire du fleuve Stan Creek et y installa le premier village garifuna du Belize. Étant donné qu'à l'époque cette partie des Iles Caraïbes n'était plus occupée que de façon occasionnelle par des pirates et flibustiers profitant de la protection de la barrière de corail, les Garifuna défendent aujourd'hui, sur le plan politique, leur droit de premier occupant du pays.

Les membres de cette communauté sont principalement orientés vers la pêche et le commerce maritime, mais n'entretiennent, au Belize tout du moins, qu'une petite agriculture de subsistance radicalement opposée à celle, florissante, des Mayas. La différence se retrouve autant dans la nature des cultures (manioc, riz, haricots rouges) que dans les techniques de jardinage, plus frustres. D'autre part, un des traits caractéristiques de la cuisine garifuna est la consommation du gibier, ce qui implique des activités cynégétiques conduites généralement par des spécialistes.

Leur organisation politique est fidèle à celle que leur impose la constitution : des *Village Councils* et des *Village Council Chairmen*, avec cependant une participation plus importante de la population aux assemblées que chez les Mayas.

La communauté *garinagou* est particulièrement fière de son identité et la revendique dans une culture spécifique, face aux Créoles d'origine africaine et européenne. Une musique et une danse particulières, nommées *Punta*, sont issues des cultes de possession *dugu*, et la diaspora garifuna du Honduras, du Guatemala et du reste du monde considère le Belize comme son *Modalâ.*, sa *Mother Land*, sa patrie mythique.

2. LE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS LOCALES EN MILIEU FORESTIER

Le Toledo District, au sud du Belize a été considéré depuis une douzaine d'années comme zone de développement prioritaire dans la région. Ce choix, basé sur le critère strictement économique du revenu *per capita*, s'est ressenti lourdement dans les stratégies mises en place depuis lors. Le décès prématuré du Dr. Charles Wright, ancien expert à la FAO, nous prive malencontreusement du livre établissant le gaspillage de 60 millions de dollars américains dans des projets de développement rural au Toledo district.

Pourtant, la bonne qualité des terres permet une agriculture de subsistance suffisante pour l'alimentation correcte des unités familiales, laissant un surplus relativement important, qui est consacré à l'alimentation des animaux domestiques (principalement volailles et porcs).

L'isolation et les frais de transport qu'imposent les conditions climatiques et la mauvaise condition des routes mettent les produits traditionnels des Maya (maïs, haricots et riz) hors concurrence face à la production agro-industrielle du nord du pays.

Malgré cela, les initiateurs des projets, souvent des organisations internationales, ont basé leur approche sur l'augmentation, la conservation et diversification de la production agricole. Les communautés locales ont accepté la mise en œuvre de ces projets, probablement pour bénéficier des opportunités collatérales qu'ils représentaient. Mais les effets à long terme de ces démarches restent marginaux.

Etant donnée la faible densité démographique, l'agriculture itinérante sur brûlis, mode d'exploitation agricole des communautés locales (autant mayas que garifuna), ne représente pas un danger objectif pour le couvert forestier de la région. En revanche, l'attribution indiscriminée de titres de propriété, permettant la revente des terres par les agriculteurs, les concessions forestières et les exploitations agro-industrielles des mennonites, sont des menaces immédiates pour la forêt du sud bélizéen.

3. BELIZE, AU SEIN D'APFT

Ma proposition de départ consistait à concevoir un projet indépendant de recherche-action dont l'objectif serait d'enquêter sur les manières de faire traditionnelles et sur les représentations culturelles qui les sous-tendent afin d'établir —avec les communautés locales— des stratégies de développement qui leur soient spécifiques.

Afin de vérifier la viabilité du projet, lors de notre première mission, Igor de Garine et moi-même avons rencontré les hauts fonctionnaires de tous les ministères concernés (Développement économique, Ressources Naturelles, Eaux et forêts, etc.) et les représentants de toutes les ONG de développement à Belize City, Belmopan et Punta Gorda (Capitale du Toledo District). Ensuite, dans le sud du pays, nous avons rencontré autant les représentants des groupes mayas et garifuna, que les *alcaldes*, les chefs de

village mayas, pour leur exposer notre proposition. Accueillie avec optimisme par toutes les parties, l'idée générale s'est affinée avec leurs commentaires et nous a permis de formaliser les données opérationnelles pour le projet.

Considérant que la durabilité du projet imposait un partenariat fort avec une institution bélizéenne, nous avons opté de travailler avec le *Belize Center for Environmental Studies*, qui disposait d'une base à Punta Gorda et dont les membres nous semblaient présenter des garanties de compétence et de sérieux. Suite à des problèmes de la direction, la liquidation du BCES fut prononcée, compromettant malheureusement la mise en œuvre de notre projet. Lors de ma seconde mission, la situation dans le Toledo District avait beaucoup changé : étaient en route de nouveaux projets de développement avec de gros financements, mettant en cause le fondement même de notre proposition : en effet, le développement local endogène ne peut guère espérer concurrencer des projets issus de concepts allochtones, lesquels fournissent des biens matériels consommables à court terme, sans problématique de pérennité.

Par ailleurs, avait démarré sur des bonnes bases un partenariat avec le *Toledo Maya Council* pour la gestion d'une aire protégée. Malheureusement, les options technologiques proposées nous ont semblé disproportionnées : alors que plus de 50% du budget étaient destinés à l'équipement informatique et GIS, la formation des cadres locaux restait largement insuffisante.

Finalement, l'appui aux projets CEE nous a conduit à une mission d'expertise auprès de la *Belize Audubon Society*. L'établissement de stratégies pour la conception d'une cogestion du *Cockscomb Bassin Wildlife Sanctuary* avec les communautés locales nous a permis d'élargir la perspective du développement communautaire à ses interactions avec les institutions locales et internationales.

CONCLUSIONS

L'approche du facteur humain dans le développement et la conservation des forêts tropicales du sud du Belize nous conduit à des considérations de divers ordres :

- Le cas du Toledo District met en évidence l'échec, ou pour le moins le succès très limité de l'approche classique des projets de développement en milieu forestier : les modèles de développement allochtones ne répondent, ni aux attentes des populations locales ni aux logiques pragmatiques et symboliques qui les sous-tendent.

- Cela n'a pas posé problème lors de leur mise en œuvre car, dans le court terme, la structure même des projets produit des ressources en *cash*, de l'emploi au niveau local et fournit des biens de consommation. Les communautés accueillent, parfois avec enthousiasme, ces projets sans pour autant s'y investir réellement. L'incompatibilité est mise en évidence dans la durée (*sustainability*) des résultats et du transfert de technologies.

- Les délais nécessaires à l'identification, à la structuration et à la soumission de projets dans le cadre des programmes concernant la protection de la forêt, imposent des réactions rapides. Le Belize tend à prouver qu'une situation identifiée comme favorable à un certain type d'initiatives peut changer très vite. En tout état de cause, beaucoup plus vite que les délais de financement.

- L'expérience bélizéenne met en lumière la difficulté à établir des partenariats solides avec des organisations non-gouvernementales locales. En effet, la déconfiture du *Belize Center for Environmental Studies* n'était pas prévisible en termes objectifs, et la compétence des membres du bureau de Punta Gorda est hors de cause. Depuis, Wil Mehia a d'ailleurs formé une nouvelle ONG basée à Punta Gorda, laquelle participe activement à l'Alliance Trinacinationale pour la conservation et le développement durable du Golfe du Honduras; quant à son collègue Evan Cayetano, il est devenu le représentant de la Banque Intéraméricaine de Développement à Belmopan.

- Cette expérience illustre aussi l'ambivalence des institutions indigènes dans leurs rapports au monde occidental, après la Conférence de Rio en 1992 : Trois organisations sont reconnues à l'étranger dans la défense des droits des minorités du Toledo district : Le *Toledo Maya Council*, le *Toledo Kekchi Council* et le *Garifuna Nacional Council of Belize*. La plupart du temps, elles travaillent en bonne entente et, depuis peu, réussissent des actions de *lobbying* au niveau gouvernemental. Cependant, pour les actions à entreprendre, seul le TKC consulte la seule organisation qui peut prétendre à une réelle légitimité dans la représentation de l'ensemble des communautés mayas du District : le *Toledo Alcaldes Association*. En revanche, les trois organisations participent à des réseaux et font des déclarations au nom de leur peuple. Certainement, leurs initiatives méritent le respect, car elles impliquent plus de proximité avec les communautés. Mais le caractère de seul interlocuteur légitime qu'elles prétendent parfois être, doit être nuancé.

Les dernières élections ont pénalisé le parti au pouvoir par une victoire écrasante de l'opposition. Le nouveau gouvernement PUP annonce une plus grande implication sur les questions environnementales. Après avoir posé la question des concessions forestières du sud, il demande des évaluations d'impact environnemental pour les travaux publics, ce qui semble cohérent avec son discours. Il y a toutefois lieu de craindre un changement dans sa gestion sous la pression qui sera certainement générée par la fin des accords d'accès prioritaire des bananes et agrumes des pays ACP à l'Union Européenne.

Avec sa mosaïque ethnique et sa richesse forestière, le sud du Belize reste un terrain particulièrement intéressant pour tester des méthodes de développement communautaire intégrant la conservation de l'environnement. Toutefois, sa situation est éminemment dynamique et le sera davantage à l'avenir : la mise en état de la Southern Highway est en chantier depuis cette année. Le désenclavement que cette route induira changera

inexorablement les pressions foncières sur la forêt, ses niveau et mode d'exploitation tout comme la condition et le standard de vie des populations forestières actuelles. Malgré ses bonnes intentions, il est peu vraisemblable que le gouvernement bélizéen parvienne à éviter les dérapages du développement économique. Il faut espérer que les organisations locales soutiennent une position cohérente et ferme pour la défense de leur mode de vie et la forêt qui les entoure.



Groupe de leaders des communautés Maya Mopan (Sud Bélice 1997) (cliché Pablo Isla Villar)



Réserve forestière de Columbia (Toledo district 1997) (cliché Pablo Isla Villar)

Annexe II

Faune et flore des Guyanes : principales correspondances

Rédacteur : Pierre GRENAND

Ces tableaux ont pour fonction de faciliter la lecture du rapport en établissant une correspondance entre les noms employés en Guyane Française et en Guyana pour la flore et pour la faune. Pour la Guyane Française, il s'agit du créole et du français; pour la Guyana de l'anglais régional et l'anglais officiel. En Guyana le terme local est très souvent identique à celui de l'anglais officiel. La présence d'un astérisque indique que l'espèce est absente de l'une des régions.

Enfin on ne trouvera ci-dessous que les espèces les plus couramment citées dans le rapport; pour le reste les lecteurs se reporteront aux tableaux où apparaissent les noms utilisés par les diverses populations amérindiennes.

Flore

Identification	Guyane Française	Guyana
<i>nom scientifique</i>	nom local (créole) nom français	nom local nom anglais
<i>Allium cepa</i>	zongnon oignon	onion onion
<i>Ambelania acida</i>	papay-bich	makoriro
<i>Anacardium giganteum</i>	kajou-gran-bwa	wild cashew
<i>Anacardium occidentale</i>	ponm-kajou pommier cajou	cashew cashew
<i>Ananas comosus</i>	nannan ananas	pineapple pineapple
<i>Arachis hypogaea</i>	pistach arachide, cacahuète	peanut peanut
<i>Astrocaryum tucuma</i>	*	akuyuru
<i>Astrocaryum vulgare</i>	awara, wara	awara

<i>Bellucia pentamera</i> & <i>B. grossularioides</i>	bwa-mél	sakwa sepere
<i>Bixa orellana</i>	roukou roucouyer, rocouyer	anatto anatto tree
<i>Brassica chinensis</i>	chou chinois petsaï	pak choi
<i>Bromelia plumieri</i> & <i>B. karatas</i>	lapit pite	kraua silk grass
<i>Calycolpus goetheanus</i>	?	wild guava
<i>Capsicum</i> spp.	piman piment	pepper chili pepper
<i>Carica papaya</i>	papay papayer	papaw papaya
<i>Caryocar nuciferum</i> & <i>C. glabrum</i>	chawari-rouj	sawarri nut, souri-nut
<i>Cecropia</i> spp.	bwa-cannon	congo pump trumpet wood
<i>Citrullus lanatus</i>	mélon-do pastèque	water melon water melon
<i>Citrus aurantifolia</i>	sitron citron vert	lime lime
<i>Citrus limon</i>	zoranj-anmé citronnier	lemon lemon
<i>Citrus paradisi</i>	pomélo pamplemousse	grapefruit grapefruit
<i>Citrus sinensis</i>	zoranj oranger	orange orange tree
<i>Clibadium sylvestre</i>	kounanmi, topa	kanabi
<i>Cocos nucifera</i>	koko cocotier	coconut coconut
<i>Coffea arabica</i>	kafé caféier	coffee coffee tree
<i>Colocasia esculenta</i>	dachinn taro	dasheen eddoe
<i>Couma macrocarpa</i> & <i>C. guianensis</i>	bwa-vach, mapa	kaziman
<i>Cucumis sativus</i>	konkonm concombre	cucumber cucumber
<i>Cucurbita maxima</i>	giromon, soutriy citrouille, potiron	pumpkin pumpkin
<i>Dioscorea alata</i>	gnanm-blanc igname blanche	yam greater yam
<i>Dioscorea trifida</i>	gnanm-violét, gnanm-endjen igname violette	buck yam cush-cush yam
<i>Duroia eriopila</i>	konfiti-makak	kumaromara

<i>Eperua</i> spp.	wapa	wallaba
<i>Eschweilera</i> spp. & <i>Lecythis</i> spp.	mao	wina, kakaralli
<i>Eugenia malaccensis</i>	ponm-roza pommier rosa	jamoan, french cashew malay apple
<i>Euphorbia cotinoides</i>	nivré-endjen	konaparo red spurge
<i>Euterpe oleracea</i>	pino, waséy	manicole
<i>Euterpe precatoria</i>	waséy	winamoro
<i>Gynerium sagittatum</i>	fléch roseau à flèche	arrow-cane arrow-reed
<i>Hibiscus esculentus</i>	calou gombo	okra okra
<i>Inga</i> spp.	pwa-sikré	warakosa, whitey
<i>Ipomoea batatas</i>	patat patate douce	sweet potato sweet potato
<i>Ischnosiphon</i> spp.	arouman roseau à vannerie	mokoro, mukru, mokru
<i>Jessenia bataua</i>	patawa	turu
<i>Licania</i> spp.	bwa-golét	kairiballi
<i>Lonchocarpus</i> spp.	nivré liane à roténone	haiari rotenone
<i>Lycopersicon esculentum</i>	tomat tomate	tomato tomato
<i>Malpighia punicifolia</i>	siriz-Kayenn cerisier de Cayenne	caribbean cherry barbados cherry
<i>Mangifera indica</i>	mang manguier	mango mango tree
<i>Manicaria saccifera</i>	toulouri	truli, trooli
<i>Manihot esculenta</i> variétés amères	mangnok manioc amer	bitter cassava bitter cassava, bitter manioc
<i>Manihot esculenta</i> variétés douces	kranmangnok manioc doux	sweet cassava sweet cassava, sweet manioc
<i>Manilkara bidentata</i>	balata-fran	balata bullet tree
<i>Mauritia flexuosa</i>	bach, palmié-bach	ite (palmier), tibusiri (fibres) moriche palm
<i>Maximiliana maripa</i>	maripa	kokorite, kokerite
<i>Momordica charantia</i>	sorosi	coreila bitter gourd
<i>Mora excelsa</i>	*	mora

<i>Musa</i> spp. variétés douces	bakov banane douce	banana banana
<i>Musa</i> spp. variétés à cuire	bannann banane plantain, b. à cuire	plantain plantain
<i>Nicotiana tabacum</i>	tabak tabac	tobacco tobacco
<i>Ocotea rodiaei</i>	*	green heart
<i>Ocotea</i> spp.	séd	silver balli
<i>Oenocarpus bacaba</i>	komou	lu, low
<i>Oryza sativa</i>	duri riz pluvial	rice hill rice
<i>Passiflora</i> spp.	ponm-yann fruit de la passion, passiflore	semitoo, simatu granadilla
<i>Peltogyne venosa</i>	bwa-violet amarante, bois violet	purple heart
<i>Phaseolus lunatus</i>	? haricot de Lima	black eye bean green bean
<i>Phenakospermum guianense</i>	balourou balisier	bishawud wild plantain
<i>Phytolacca rivinoides</i>	zépina-bati, bichouyak épinard de Cayenne	calaloo
<i>Pourouma</i> spp.	mal-bwa-kannon	buruma
<i>Pouteria guianensis</i>	grenn-kwata	asepoko
<i>Psidium guajava</i>	goyav goyavier	guava guava
<i>Saccharum officinarum</i>	kann canne à sucre	sugar cane sugar cane
<i>Sechium edule</i>	kristofin christophine	chayote
<i>Spondias mombin</i>	momben prune mombin	hog plum
<i>Tapirira guianensis</i>	lousé, momben-fou	waramia
<i>Theobroma cacao</i>	cacao cacao	cocoa cacao
<i>Vigna unguiculata</i>	pwa-sét-an haricot dolique	bora
<i>Xanthosoma</i> spp.	tayov, chou-krayov chou-caraïbe	tannia, coco-yam tannia
<i>Zea mays</i>	mi, gwo-mi maïs	corn corn

Faune

Identification	Guyane Française	Guyana
<i>nom scientifique</i>	nom local nom français	nom local nom anglais

MAMMIFERES		
<i>Agouti paca</i>	pak paca	laba paca
<i>Alouatta seniculus</i>	babounn singé hurleur roux	red baboon howler monkey
<i>Ateles paniscus</i>	kwata singé atèle, singé araignée	spider monkey spider monkey
<i>Atelocynus microtis</i>	*	savannah dog short-eared dog
<i>Bradypus tridactylus</i>	do-brilé, do-boulé paresseux à trois doigts, ai	three-toed sloth three-toed sloth
<i>Cebus apella</i>	makak-nwé sapajou fauve, capucin brun	ring tailed monkey brown capuchin monkey
<i>Choloepus didactylus</i>	parsou-mouton paresseux à deux doigts, unau	two-toed sloth two-toed sloth
<i>Dasyprocta agouti</i>	agouti agouti	acuri red-rumped agouti
<i>Dasypus spp.</i>	tatou tatou	yesi armadillo
<i>Didelphis spp.</i>	pyan sarigue, opossum	yaware, yowarie opossum
<i>Eira barbara</i>	aira tayra	haka tayra
<i>Hydrochoeris hydrochoeris</i>	kapyay cibiai	watras capybara
<i>Mazama americana</i>	biche rouj daguét rouge	wild deer red forest deer, red brocket deer
<i>Mazama gouazoubira</i>	kariakou daguét gris	wiribishiri deer grey brocket deer
<i>Myoprocta acouchi</i>	acouchi acouchi	aduri red acouchy
<i>Myrmecophaga tridactyla</i>	tamanwa grand fourmilier, tamanoir	giant anteater giant anteater
<i>Odocoileus virginianus</i>	bich pativié cerf de Virginie, cerf à queue blanche	savannah deer white-tailed deer
<i>Priodontes maximus</i>	cabasou tatou géant	giant armadillo giant armadillo
<i>Saimiri sciureus</i>	sapajou-blanc saïmiri jaune, singe écureuil	sackiwinkie, sankiewinkie squirrel monkey
<i>Tamandua tetradactyla</i>	ti-tamanwa tamandoua à quatre doigts	small anteater collared anteater, southern tamandua

<i>Tapirus terrestris</i>	maïpouri tapir	bush cow brazilian tapir, tapir
<i>Tayassu pecari</i>	kochon-bwa pécari à lèvres blanches	dodole, wild hog white-lipped peccary
<i>Tayassu tajacu</i>	pakira pécari à collier	abuya collared peccary
REPTILES		
<i>Caiman crocodilus</i>	pounan-pounan caïman à lunettes	caiman spectacled caiman
<i>Constrictor constrictor</i>	koulév-tér boa constricteur	land camudi boa constrictor
<i>Corallus caninus</i>	sérpan-jako boa émeraude, boa canin	parrot snake
<i>Eunectes murinus</i>	koulév anaconda	water camudi anaconda
<i>Geochelone carbonaria</i>	toti-tér tortue charbonnière	land tortoise red-footed tortoise
<i>Geochelone denticulata</i>	toti-tér tortue denticulée	land tortoise yellow-footed tortoise
<i>Iguana iguana</i>	lézar iguane commun, iguane vert	iguana iguana
<i>Paleosuchus palpebrosus</i>	caïman-chien, caïman rouj caïman à paupières osseuses	caiman dwarf caiman
<i>Podocnemis expansa</i>	*	giant river turtle giant river turtle
OISEAUX		
<i>Amazona farinosa</i>	jako-boulanjé, gro-jako amazone meunière, a. poudrée	mealy amazon parrot mealy amazon parrot
<i>Ara ararauna</i>	ara blé ara bleu	blue and yellow macaw blue and yellow macaw
<i>Ara chloroptera</i>	ara jonn ara vert et rouge, a. chloroptère	red and green macaw red and green macaw
<i>Ara macao</i>	ara rouj ara rouge	scarlet macaw scarlet macaw
<i>Ara manilata</i>	perich-ara ara macavouanne	ite parrot red bellied macaw
<i>Crax alector</i>	oko hocco	powis black curassow
<i>Crypturellus variegatus</i>	sérol tinamou bigarré	maam swa variegated tinamou
<i>Odontophorus gujanensis</i>	toklo colin de Guyane	guiana partidge marbled wood-quail
<i>Penelope marail</i>	maray marail, pénélope marail	marudi marail guan
<i>Psophia crepitans</i>	agami, aganmi agami, oiseau-trompette	warakobra gray-winged trumpeter
<i>Ramphastos tucanus</i>	gro-bek toucan de Cuvier, toucan à bec rouge	bill bird, toucan white-throated toucan
<i>Tinamus major</i>	pedri-poul grand tinamou	maam great tinamou

POISSONS		
<i>Ageneiosus</i> spp.	manoué, koko-sousouri	imiri
<i>Arapaima gigas</i>	tchouri piraroucou	arapaima arapaima
<i>Arius parkeri</i>	machwaran jonn	gilbacker
<i>Arius</i> spp.	machwaran	karass crucifix-fish
<i>Brachyplatystoma vaillanti</i>	pousisi	lau-lau
<i>Cichlasoma</i> spp. & <i>Aequidens</i> spp.	prapra	patwa
<i>Colossoma brachypomum</i>	*	moricut
<i>Erythrinus erythrinus</i>	ti-koulán	warapa
<i>Hoplerethrinus unitaeniatus</i>	koulán	yarrow
<i>Hoplias aimara</i>	aymara	haimara
<i>Hoplias malabaricus</i>	patagay	hourí
<i>Hoplosternum littorale</i>	atipa	hassar, hassa
<i>Leporinus</i> spp.	karp, kap	dare
<i>Myleus</i> spp.	pakou, koumarou	pacu
<i>Plagioscion auratus</i>	akoupa riviér	basha butter-fish
<i>Pseudoplatystoma fasciatum</i>	torch-tig, roui	tiger-fish
<i>Serassalmus</i> spp.	piray piranha	piranha piranha
INSECTES		
<i>Atta</i> spp.	froumi-mangnok fourmi-manioc	cushi ant
<i>Rhynchophorus palmarum</i>	ver palmiste	grugru palm grub

Sources : En dehors des termes employés par les auteurs de ce rapport, les informations citées ci-dessus ont été recoupées grâce à :

J.A. Duke & R. Vasquez, 1994

M. Fauquenoy, communication personnelle

J. Forte, 1996

F. Grenand, 1989

C. Richard-Hansen, 1998

BIBLIOGRAPHIE

ALBERT, B.

1990. Développement et sécurité nationale : les Yanomami face au projet Calha Norte. In Brésil : Indiens et développement en Amazonie, ed. B. Albert, *Ethnies*, 11-12 (128-135).

ALBERT, B.

1992. Indians lands, environmental policy and military geopolitics in the development of the Brazilian Amazon: The case of the Yanomami. *Development and change*, Sage, 23 (35-70). London.

AHLBRINCK, W.

- 1956 [1931]. Encyclopédie des Caraïbes. Paris : I.G.N.

ALLEM, A. C.

1994. The origin of *Manihot esculenta* Crantz (Euphorbiaceae). *Genetic Resources and Crop Evolution*, 41.

ANONYME

1987. *Terras indigenas no Brasil*. São Paulo : CEDI.

ANONYME

- 1992a. Protected areas of the World, a review of national systems, vol. 4 : *Nearctic and Neotropical*. Gland, Switzerland and Cambridge : IUCN.

ANONYME

- 1992b. *Les forêts tropicales*. Paris : Editions Solar.

ANONYME

1993. *Censo Indígena de Venezuela, 1992*. tomo I. Caracas : O. C. E. I.

ANONYME

1995. *Petit Atlas du Sud Guyanais : Etude préalable à la création du Parc de la Forêt Tropicale Guyanais*. Cayenne : Mission pour la Création du Parc.

ANONYME

1996. L'agriculture en Guyane (1993-1995). *Agreste*, 1. Cayenne : DAF.

ANONYME

1997. Mission pour la création du Parc de la Guyane : Une nouvelle démarche pour un projet à construire ensemble. ECOBIOS, Cayenne.

ANONYME

- 1998a. *Aménagement communal de Saint-Georges*. Cayenne : DAF.

ANONYME

- 1998b. *Etat du Monde 1998 : Annuaire économique et géopolitique mondial*. Paris : La Découverte.

ANONYME

- 1999a. Premiers résultats du recensement. *INSEE Antilles-Guyane*, 15, Cayenne : INSEE.

ANONYME

- 1999b. Evolutions démographiques 1990-1999, Données provisoires : Guyane, INSEE, Cayenne

- ARNAUD, E.
1970. O xamanismo entre os índios da região Uaçá (Oiapoque-Território do Amapá). *Boletim do Museu Paraense Emílio Goeldi*, Série antropologia, 44. Belém : Museu Paraense Emílio Goeldi.
- ARNAUD, E.
1984. Os índios Palikur do rio Urucaua : tradição tribal e protestantismo. *Publicações avulsas*, 39. Belém : Museu Paraense Emílio Goeldi.
- A .R. U.
1993. *Status of women and children in the Guyana Amazon*. Report compiled for UNICEF by the Amerindian Research Unit, Georgetown : University of Guyana.
- ARVELO-JIMENEZ, N., A. PEROZO
1983. Programas de desarrollo entre poblaciones indígenas de Venezuela : antecedentes, consecuencias y una critica. *Amer. Ind.*, 3, 43 (501-536).
- ATRAN, S.
1988. Du savoir populaire au savoir scientifique sur la nature. In *Chasser le naturel...* ed. A. Cadoret. Paris : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- ATRAN, S.
1991. L'ethnoscience aujourd'hui. *Informations sur les sciences sociales*, Sage, 30-4 (595-662). Londres, Newbury Park & New Delhi
- BAHUCHET, S., P. GRENAND
1994. Synthèse des interactions entre l'homme et la forêt tropicale. In *Situation des populations indigènes des forêts denses humides*, ed. S. Bahuchet. D.G. XI Environnement, Bruxelles/Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes.
- BAHUCHET, S., ed.
1994. *Situation des populations indigènes des forêts denses humides*, D.G. XI Environnement, Bruxelles/Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes.
- BALDUS, H.
1970. *Tapirapé. Tribo tupi no Brasil Central*. Universidade de São Paulo, São Paulo : Companhia Editora Nacional.
- BALDWIN, R.
1946. *The Rupununi Record*. Barbados : The Barbados Advocate Company.
- BALÉE, W.
1984. *The Persistence of Ka'apor Culture*. Ph. D. Diss. Columbia University, Washington.
- BALÉE, W.
1985. Ka'apor Ritual Hunting. *Human Ecology* 13-4.
- BALÉE, W.
1989. The Culture of Amazonian Forests. *Advances in Economic Botany* 7 (1-21).
- BECKERMAN, S.
1987. Swidden in Amazonia and the Amazon Rim. In *Comparative Farming Systems*, eds. B. L. Turner & S. B. Brush, New York-London : The Guilford Press.

- BECKERMAN, S.
1993. Major patterns in indigenous amazonian subsistence. In *Tropical Forests, people and food : Biocultural Interactions and Applications to Development*, eds. M. C. Hladik & all., Man and the Biosphere series, 13 : 411-424, New York : UNESCO & the Parthenon publishing group.
- BERLIN, B.
1992. Ethnobotanical classification. Principles of categorization of plants and animals in traditional societies. Princeton University Press, New Jersey.
- BERLIN, B., E. A. BERLIN
1983. Adaptation and ethnozoological classification : theoretical implications on animal resources and diet of the Aguaruna and Huambisa. In *Adaptive Responses of Native Amazonians*, eds. R. B. Hames, and W.T. Vickers. Studies in Anthropology, Academic Press : New York.
- BERLIN, B., D. E. BREEDLOVE, P. H. RAVEN
1974. *Principles of Tzeltal Plant Classification : An introduction to the botanical ethnography of a Mayan speaking people of highland Chiapas*. Academic Press : New-York and London.
- BILBY, K.
1987. Les Boni et les Communes : un problème d'intégration. *Equinoxe*, 24. Cayenne : CEGER.
- BILBY, K.
1990. *The remaking of the Aluku : Culture, Politics and Maroon Ethnicity in French South America*. Ph. D. Diss. University of Maryland, Baltimore.
- BOGGAN, J., V. FUNK, C. KELLOFF, M. HOFF, G. CREMERS, C. FEUILLET
1997. *Checklist of the plants of the Guianas (Guyana, Surinam, French Guiana)*. 2nd Edition, University of Guyana, Georgetown and Smithsonian Institution, Washington.
- BOIS, E.
1967. *Les Amérindiens de la Haute Guyane Française. Anthropologie, Pathologie, Biologie*. Paris : Desclée.
- BOSTER, J. S.
1984. Classification, cultivation, and selection of Aguaruna cultivars of *Manihot esculenta* (Euphorbiaceae). In *Ethnobotany in the neotropics*, eds. G. T. Prance and J. A. Kallunki. *Advances in Economic Botany* 1. Bronx, NY : The New York Botanical Garden.
- BOYÉ, C.
1982. *Contribution à la connaissance d'une commune rurale isolée de la Guyane française, Saint-Georges de l'Oyapock..* Diplôme de l'ISTOM, Le Havre.
- BRACKELAIRE, V.
1992. La problématique des terres indiennes d'Amazonie. *Problèmes d'Amérique Latine*, 7 (92-122), Paris : La Documentation Française.
- BRETON, A.
1992. *Mayas : la passion des ancêtres, le désir de durer*. Paris : Autrement.
- BRIDGES, J.
1985. *Rupununi Mission. The story of Cuthbert Cary-Elwes SJ among the Indians of Guiana 1909-1923*. London : Jesuit Missions.
- BRUSH, S. B., J. E. TAYLOR, M. R. BELLON
1992. Biological diversity and technology adoption in Andean potato agriculture. *Journal of development economics*, 39 (365-87).

- BUTT-COLSON, A.
1983. El desarrollo nacional y los Akawaio y Pemon del Alto Mazaruni. *Amer.Ind.*, 3-XLIII (445-502), Mexico.
- CARNEIRO, R. L.
1983. The cultivation of cassava among the Kuikuru of the Upper Xingu. In *Adaptive responses of native Amazonians* eds. R.B. Hames and W.T. Vickers. New York : Academic Press.
- CARNEIRO DA CUNHA, M.
1986. *Antropologia do Brasil : mito, historia, etnicidade*. Edusp., São Paulo : Ed.Brasiliense.
- CARNEIRO DA CUNHA, M.
1989. A noção de direito costumeiro e os direitos indigenas na nova Constituição do Brasil. *Amér. Ind.*, 2, 19 (263-273), Mexico.
- CHALIFOUX, J.-J.
1997. Projet interculturel et complexité culturelle en Guyane Française : méthodes théoriques et études de cas. In *L'identité guyanaise en question : les dynamiques interculturelles en Guyane française* : 85-114, ed. S. Mam-Lam-Fouck, Cayenne : Ibis Rouge Editions.
- CHAPUIS, J.
1998. La personne wayana entre ciel et cendres. Thèse d'anthropologie de l'Université Aix-Marseille.
- CHODKIEWICZ, J.-L.
1980. Gasoline and Proteins. *American Anthropological Association*, 3-7 (1-18), Washington D.C.
- C. I. D. R.
1989. *Indios de Roráima. Coleção histórico-antropológica 1*. Boa Vista : Centro de Informação, Diocese de Roráima.
- C. I. R.
1993. *Os indios no futuro de Roráima*. Boa Vista : Conselho Indígena de Roráima.
- COLCHESTER, M.
1993. *Who's who in Guyana's Forests*. Report prepared for the Amerindian Peoples Association, Georgetown : World Rainforest Movement.
- COLCHESTER, M.
1995. *Forest Politics in Suriname*. Paramaribo : International Books.
- CONKLIN, H. C.
1962. Lexicographical Treatment of Folk Taxonomies. *Intern. Journ. of Amer. Ling.*, 28-2 (119-141).
- DALY, V. T.
1993. *A Short History of the Guyanese People*. London : McMillan.
- DE GRANVILLE, J.- J.
1979. Végétation. In *Atlas des Départements d'Outre-Mer, 4, La Guyane*, Planches 12-13, Paris : CNRS/ORSTOM.
- DENEVAN, W. M.
1970. Aboriginal Drained-Field Cultivation in the Americas. *Science*, 169 (647-654).
- DENEVAN, W. M.
1976. *The Native Population of the Americas in 1492*. The University of Wisconsin Press.

- DENEVAN, W.M., K. SCHWERIN
1978. Adaptative Strategies in Karinya subsistence. *Antropologica*, 50 (3-91), Caracas.
- DESCOLA, P.
1996. *In the society of nature : a native ecology in Amazonia*. Cambridge : Cambridge University Press.
- DEVIERS, D.
1995. Proposition d'avant projet de Parc de la Forêt Tropicale Guyanaise, troisième rapport d'étape sur l'avancement de la mission. Mission pour la création du Parc de la Forêt Tropicale Guyanaise, Cayenne.
- DREYFUS, S.
1992. Les Réseaux politiques indigènes en Guyane occidentale et leurs transformations aux XVII^e et XVIII^e siècles. *L'Homme*, 32, 2-3-4 (75-98).
- DREYFUS-GAMELON, S.
1981. Le peuple de la rivière du Milieu. Esquisse pour l'étude de l'espace social palikur. In *Hommages à Georges Condominas*, Privat : Ed. Sudestasie.
- DRUMMOND, L.
1977. On Being Carib. In *Carib-speaking Indians : Culture, Society and Language*, ed E.B. Basso, Tucson : University of Arizona Press.
- DUKE, J. A. , R. VASQUEZ
1994. *Amazonian Ethnobotanical Dictionary*. Boca Raton-Ann Arbor-London-Tokio : CRC Press.
- DUFOUR, D. L., W. M. WILSON
1996. La douceur de l'amertume : une réévaluation des choix du manioc amer par les Indiens Tukano d'Amazonie. In *L'alimentation en forêt tropicale: interactions bioculturelles et perspectives pour le développement*, eds. M. C. Hladick, A. Hladick, H. Pagezy, O.F. Linares, G.J.A. Koppert, and A. Froment. Paris : UNESCO.
- EDEN, M. J.
1984. *Forest cultivation and derived savannah and grassland : comparative studies from Southern Papua and South West Guyana*. Brisbane : International savannah symposium.
- EDEN, M. J.
1986. Monitoring indigenous shifting cultivation in forest areas of southwest Guyana using aerial photography and landsat. In *Remote Sensing and Tropical Land Management* , eds. M. J. Eden and J.T. Parry. John Wiley & sons Ltd.
- EMMONS, L. H., F. FEER
1990. *Neotropical Rainforest Mammals. A field Guide*. Chicago & London : The University of Chicago Press.
- EMPERAIRE, L., F. PINTON, G. SECOND
1998. Une gestion dynamique de la diversité variétale du manioc en Amazonie du Nord-Ouest. *Nature, Science et Société* 6-2 (27-42).
- FABRI, C, E. GARGANTA, A. BELLANDE, A. BORI
1995. *Les agricultures familiales du nord-ouest de la Guyane : complexité et diversité*, AREGA.
- FARABEE, W. C.
1918. The Central Arawaks. *Anthropological Publications*, 9, Philadelphia : University of Pennsylvania Museum.

- FARABEE, W. C.
1924. The Central Karibs. *Anthropological Publications*, 10, Philadelphia : University of Pennsylvania Museum.
- FARAGE, N.
1991. *As muralhas dos sertões. Os povos indígenas no Río Branco e a colonização*. São Paulo : Paz e Terra.
- FLEURY, M.
1991. *Busi-Nenge : les Hommes-Forêt. Essai d'Ethnobotanique chez les Aluku (Boni) en Guyane française*. Thèse, Paris : Université Paris-VI.
- FLEURY, M.
1996. Plantes alimentaires et identité culturelle chez les Marrons Boni (Aluku) de Guyane française. In *L'alimentation en forêt tropicale. Interactions bioculturelles et perspectives de développement*, Vol. II, *Bases culturelles des choix alimentaires et stratégies de développement*, eds C.M. Hladick and al., MAB, L'Homme et la Biosphère : 973-984, Paris : Unesco.
- FLEURY, M.
1998. Les populations du Haut-Maroni et le projet de Parc National de la Guyane. In *Conserver, gérer la biodiversité : quelle stratégie pour la Guyane ?* eds. M. Fleury, O. Poncy, JATBA, *Revue d'ethnobiologie*, 40,1-2 (577-610).
- FLEURY, M.
2000. Nommer et classer les végétaux chez les Aluku (Boni) en Guyane française. *Actes du symposium " Indigenous Culture, Identity and Collective Rights in the Guyanas "*, at the 49th International Congress of Americanists, Quito, 1997.
- FLORET, C., R. PONTANIER, G. SERPANTIE
1993. *La jachère en Afrique tropicale. Dossier MAB 16*, Paris : UNESCO.
- FORTE, J.
1992. *The Material Culture of the Wapishana People of the South Rupununi Savannas in 1989*. Amerindian Research Unit. Georgetown : Univ. of Guyana.
- FORTE, J.
1996a. *About Guyanese Amerindians*. Amerindian Research Unit. Georgetown : Univ. of Guyana.
- FORTE, J.
1996b. *Thinking about Amerindians*. Amerindian Research Unit. Georgetown : Univ. of Guyana.
- FORTE, J., ed.
1996. *The Fanshawe/Boyan Glossary of Arawak Names in Natural History*. Amerindian Research Unit, Georgetown : University of Guyana.
- FORTE, J., I. MELVILLE, eds.
1997 [1987]. *Amerindians testimonies*. Boise : Boise State University Press.
- FORTE, J., L. PIERRE
1995. *Baseline Information on Amerindian Communities in Region 9*. Report produced for the Guyana Organisation of Indigenous Peoples, Amerindian Research Unit, Georgetown : University of Guyana.
- FRIEDBERG, C.
1968. Les méthodes d'enquêtes en ethnobotanique : comment mettre en évidence les taxonomies indigènes. JATBA, 15,7-8 (297-324).

- FRIEDBERG, C.
1974. Les processus classificatoires appliqués aux objets naturels et leur mise en évidence. Quelques principes méthodologiques. *JATBA*, 21 ,10-11-12 (313-334).
- FUENTES, E.
1980. Los Yanomami y las plantas silvestres. *Antropologica*, 54 (3-138).
- GALLOIS, D.
1981. Os Waiãpi e seu território. *Boletim do Museu Paraense Emílio Goeldi*, Antropologia, 80, nova série (1-39).
- GALLOIS, D., C.B. RICARDO, eds
1983. *Povos Indígenas no Brasil : 3, Amapá e norte do Pará*. São Paulo : CEDI.
- GELY, A.
1983. *La polyculture vivrière en Guyane française*. Thèse de Doctorat de 3ème cycle, Toulouse : Université Paul Sabatier.
- GOEJE, C. DE
1941. De Oayana Indianen. *Bijdragen tot de Taal-Land-en Volkenkunde*, 100.
- GRANDISSON, M.
1997. *Gestion des systèmes d'agriculture itinérante sur brûlis dans l'ouest de la Guyane : contribution à l'étude de la reproductibilité de la fertilité*. Thèse de Doctorat, Biologie des organismes et des populations, Agro-foresterie, Agropédologie, Université des Antilles et de la Guyane.
- GRASMICK, C., S. CORDIER, N. FRERY, A. BOUDOU, R. MAURY -BRACHET
1998. La pollution mercurielle liée à l'orpaillage en Guyane : contamination des systèmes aquatiques et impact sanitaire chez les Amérindiens du Haut-Maroni. In *Conserver, gérer la biodiversité : quelle stratégie pour la Guyane ?*, eds. M. Fleury, O. Poncy, *JATBA, Revue d'ethnobiologie*, 40,1-2 (167-180).
- GRENAND, F.
1982. *Et l'homme devint Jaguar. L'Univers imaginaire et quotidien des Indiens Wayãpi de Guyane*. Paris : L'Harmattan.
- GRENAND, F.
1989. *Dictionnaire wayãpi-français, lexique français-wayãpi (Guyane Française)*. Coll. Langues et Sociétés d'Amérique Traditionnelle, Paris : Peeters/SELAF.
- GRENAND, F.
1993. Bitter Manioc in the Lowlands of Tropical America : from Myth to Commercialization. In *Tropical Forests, people and food : Biocultural Interactions and Applications to Development*, eds. M. C. Hladik & all., Man and the Biosphere series, 13 (447-462), New York : UNESCO & the Parthenon publishing group.
- GRENAND, F.
1996a. Cachiri : l'art de la bière de manioc chez les Wayãpi de Guyane. In *Cuisines, reflets des sociétés*, eds. M.C. Bataille-Benguigui and F. Cousin, Paris : Editions Sépia-Musée de l'Homme.
- GRENAND, F.
1996b. L'abattis contre l'essart, *again*. In *Biodiversité, Friches et Jachères*, *JATBA*, 37, 1 (19-54).
- GRENAND, F., P. GRENAND
1987. La côte de l'Amapá, de la bouche de l'Amazonie à la baie d'Oyapock, à travers la tradition orale palikur. *Boletim do Museu Pareense Emílio Goeldi*, Série Antropologia, 3-1 (1-77).

GRENAND, F., C. HAXAIRE

1977. Monographie d'un abattis wayãpi, *JATBA*, 34, 4 (285-310).

GRENAND, F., O. RENAULT-LESCURE

1989. *Pour un nouvel enseignement en pays Amérindien : approche culturelle et linguistique*. Cayenne : ORSTOM.

GRENAND, P.

1980. *Introduction à l'étude de l'Univers wayãpi. Ethnoécologie des Indiens du Haut-Oyapock (Guyane française)*. Paris : SELAF.

GRENAND, P.

1981. Agriculture sur brûlis et changements culturels. Le cas des indiens Wayãpi et Palikur de Guyane. *JATBA*, 28, 1 (23-31).

GRENAND, P.

1982. *Ainsi parlaient nos ancêtres : essai d'ethnohistoire wayãpi*. Travaux et Documents, Paris : ORSTOM.

GRENAND, P.

1992. The Use and Cultural Significance of the Secondary Forest Among the Wayapi Indians. In *Sustainable Harvest and Marketing of Rain Forest Products*, eds. M. Plotkin and L. Famolare. Washington : Island Press.

GRENAND, P.

1993. Fruits, animals and people : hunting and fishing strategies of the Wayãpi of Amazonia". In *Tropical forests, people and food : biocultural interactions and applications to development*, eds. C.M. Hladik and all. Man and the Biosphere series, 13 (425-434), New York : UNESCO and the Parthenon Publishing Group.

GRENAND, P.

1995. De l'arc au fusil : un changement technologique chez les Wayãpi de Guyane". In *Transitions plurielles : exemples dans quelques sociétés des Amériques*, eds. F. Grenand and V. Randa, coll. Langues et sociétés d'Amérique Traditionnelle, 4 : 21-48, Paris : Péeters.

GRENAND, P., F. GRENAND

1972. Différents traits d'acculturation observés chez les Indiens Wayana et Oyampi des Guyanes française et brésilienne. In *De l'ethnocide*, ed. R. Jaulin , coll.10 x 18, Paris : UGE : 159-176.

GRENAND, P., F. GRENAND

1990. Les Amérindiens, des peuples pour la Guyane de demain : un dossier socio-économique". Coll. *La nature et l'homme*, Cayenne : ORSTOM.

GRENAND, P., F. GRENAND

1994. Grande Amazonie, in *Situation des populations indigènes des forêts denses humides*, ed. S. Bahuchet : 89-175, DG XI Environnement, Bruxelles/Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes.

GRENAND, P., F. GRENAND

1996a. Il ne faut pas trop en faire : Connaissance du vivant et gestion de l'environnement chez les Wayãpi (Amérindiens de Guyane). *Cahiers des Sciences Humaines* 32-1 (51-64), Paris : ORSTOM.

GRENAND, P., F. GRENAND

1996b. Living in Abundance. The forest of the Wayampi, Amerindians from French Guiana. In *Current issues in non-timber forest products research*, eds. M. Ruiz Pérez and J.E.M. Arnold, Bogor : Cifor-Oda.

GRENAND, P., F. GRENAND

1997. L'occupation amérindienne : ethnoarchéologie, ethnohistoire. In *L'archéologie en Guyane*, ed. M. Mazière, Cayenne : APPAAG éditions.

GRENAND, P., C. MORETTI, H. JACQUEMIN

1987. *Pharmacopées traditionnelles en Guyane : Créoles, Wayãpi, Palikur*. Coll. Mémoires, 108, Paris : ORSTOM.

GROSS, D.R.

1975. Protein capture and cultural development in the Amazon Basin. *American Anthropologist*, 77-3 : 526-549.

GRZIMEK, B.

1974. *Le monde animal en treize volumes. Encyclopédie de la vie des bêtes*. Zürich : Stauffacher S. A.

HAMES, R. B.

1979. A comparison of the efficiencies of the shotgun and the bow in Neotropical Forest Hunting. *Human Ecology* 7-3 (219-252).

HAMES, R. B.

1980. Game Depletion and Hunting Zone Rotation Among the Ye'kwana and Yanomamö of Amazonas, Venezuela. In *Working Papers on South America Indians*, ed. R.B. Hames, 2 (24-62), Bennington, Vermont : Bennington College.

HAMES, R. B., W. T. VICKERS

1982. Optimal diet breath theory as a model to explain variability in Amazonia hunting. *American Ethnologist*, 9-2 (358-378).

HAUDRICOURT, G.

1962. Domestication des animaux, culture des plantes et traitement d'autrui. *L'Homme*, 2-1 (40-50).

HAVERSCHMIDT, F.

1968. *Birds of Surinam*. Edinburg : Oliver & Boyd.

HEINEN, D.

1988. Los Warau. In *Los Aborígenes de Venezuela*, volumen III : etnología contemporánea, II, ed J. Lizot, Fundación La Salle de Ciencias Naturales, Caracas : Monte Avila eds.

HEMMING, J.

1978. *Red Gold : the conquest of the Brazilian Indians*. London : Macmillan.

HEMMING, J.

1987. *Amazon frontier : the defeat of the Brazilian Indians*. London, Macmillan.

HERN, W. A.

1994. Health and demography of Native Amazonians : Historical Perspective and Current Status, in *Amazonian Indians from Prehistory to the Present : Anthropological Perspectives*, ed A. Roosevelt : 123-149. Tucson-London : The University of Arizona Press.

HILHOUSE, W.

1978. *Indian notices*. Georgetown : National Commission for Research Materials.

HILLS, T. L.

1968. Amerindian Agriculture. In *Ethnographic notes on Amerindian agriculture*, eds R.F. Salisbury, and all., Savannah Research Series, 9, Montreal : McGill University.

- HOOGBERGEN, W. S. M.
1985. *De Boni-Oorlogen, 1757-1860, Marronage en guerilla in Oost-Suriname*. Utrecht : Centrum voor Caraïbische studies.
- HOWARD, C.
1991. *Dogs and parrots as icons of personhood among the Waiwai of the Guianas*. Chicago : American Anthropological Association.
- HUGH-JONES, S.
1996. Bonnes raisons ou mauvaise conscience ? De l'ambivalence de certains Amazoniens envers la consommation de viande. *Terrain*, 26 (123-148).
- HURAUULT, J.
1959. Étude démographique comparée des Indiens Wayana et des Noirs Réfugiés Boni du haut Maroni (Guyane française). *Population*, 3.
- HURAUULT, J.
1961. *Les Noirs réfugiés Boni de la Guyane française*. Dakar : IFAN.
- HURAUULT, J.
1965. *La vie matérielle des Noirs réfugiés Boni et des Indiens Wayana du haut Maroni (Guyane française)*. *Agriculture, économie et habitat*. Mémoires 3, Paris : ORSTOM.
- HURAUULT, J.
1968. *Les Indiens Wayana de la Guyane française. Structure sociale et coutume familiale*. Mémoires 5, Paris : ORSTOM.
- HURAUULT, J.
1970. *Africains de Guyane*. Paris, La Haye : Mouton.
- HURAUULT, J. M.
1989 [1972]. *Français et Indiens en Guyane*. Coll. 10 x 18, Paris : UGE, Cayenne : Guyane Presse Diffusion.
- KAPLAN, H., K. KOPISCHKE
1992. Resource Use, Traditional Technology, and Change Among Native Peoples of Lowland South America. In *Conservation of Neotropical Forests. Working from Traditional Resource Use*, eds. K. H. Redford, K. H. and C. Padoch. New York : Columbia University Press.
- KAYAMARÉ, S.
1997. *Basse Mana*. Document Final de Synthèse, Cayenne : Service de la Recherche Archéologique.
- LAPORTE, J.
1970. *Residence patterns and Wayana social organization*. Ph. D. Diss., Columbia University, Washington.
- LARTIGAU, C.
1996 *Evaluation de l'alcoolisation des Amérindiens du haut Oyapock en Guyane française*. Thèse de Médecine, Université de Dijon.
- LASSERRE, G. ed.
1979. *Atlas des Départements Français d'Outre-Mer, 4 : La Guyane*. Paris : CNRS/ORSTOM.
- LEPRÊTRE, L.
1998. Les Amérindiens Wayana et la mise en place du Parc national guyanais. In *Conserver, gérer la biodiversité : quelle stratégie pour la Guyane ?* eds. M. Fleury, O. Poncy, JATBA, *Revue d'ethnobiologie*, 40,1-2 (559-576).

- LE ROUX, Y.
1994. *L'habitation guyanaise sous l'Ancien Régime : étude de la culture matérielle*. Thèse de Doctorat de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.
- LESCURE, J.-P.
1986. La reconstitution du couvert végétal après agriculture sur brûlis chez les Wayãpi du haut Oyapock (Guyane française). Thèse de doctorat en Biologie végétale tropicale, Université de Paris VI.
- LEVANG, P.
1995. La culture sur brûlis, une pratique écologique ? In *Fertilité du milieu et stratégies paysannes sous les tropiques humides*, Montpellier : CIRAD.
- LEVI-STRAUSS, C.
1962. *La pensée sauvage*. Paris : Plon.
- MCKEY, D., S. BECKERMAN
1993. Chemical ecology, plants evolution and traditional manioc cultivation systems. In *Tropical Forest, People and Food : Biocultural Interactions and Application to development*, eds. C.M. Hladik et al. Man and the Biosphere Series, 15 (83-112). Paris : UNESCO and Parthenon Publishing Group.
- MCRAE, D.T.
1951. *The Black caribs of British Honduras*. New York : Wenner Gren Fondation for Anthropological Research.
- MAM-LAM-FUCK, S.
1993. *Histoire générale de la Guyane Française*. Coll. Espaces Guyanais, Cayenne : Ibis Rouge éditions.
- MENEZES, M.
1979. *The Amerindians in Guyana, 1903-73 : documentary history*. London : Frank Cass.
- MÉTAILLIÉ, G., B. ROUSSEL
1998. *L'Ethnobiologie*. Paris : Clartés.
- MOBERG, M.A.
1990. Class resistance and class hegemony : from conflict to cooptation in the Citrus industry of Belize. *Ethnology*, 29, 3 (189-207).
- MOBERG, M.A.
1991. Citrus and the state : Factions and the class formation in Belize. *American Ethnologist*, 18, 2 (215-233)
- MORAN, E.
1993. *Through Amazonian eyes : the human ecology of Amazonian populations*. Iowa City : University of Iowa Press.
- MUKUMBIRA J., U. LAGERCRANTZ, L. CHIWONA-KARLTUN, H. ROSLING, U. GULLBERG
1998. Genotyping of cassava cultivars in farmers fields in Northern Malawi. In *Proceedings of the Fourth International Scientific Meeting of the Cassava Biotechnology Network*. Salvador, Brazil.
- NEI, M., W., LI
1979. Mathematical model for studying genetic variations in terms of restriction of endonucleases. *Proc. Natl. Acad. Sci.* 76 (5269-5273).
- NIMUENDAJU, C.
1926. *Die Palikur Indianer und ihre Nachbarn*, Göteborgs Kongl. Vet. Vitt. Hand. 31-2. [Trad. franç. de Claudie Jousse, 1971].

- ORRU, J.-F.
1995. *La nouvelle dynamique de l'exploitation aurifère en Guyane Française*. Mémoire de DEA, Université Paris III, Paris.
- ORRU, J.-F.
1996. *Commune de Papaïchton*. Rapport de Mission APFT n°2, Cayenne : ORSTOM.
- ORRU, J.-F.
1997. *Commune de Saint-Georges de l'Oyapock*. Rapport de Mission APFT n°5, Cayenne : ORSTOM.
- ORRU, J.-F.
1998a. *Commune de Grand-Santi*. Rapport de Mission APFT n°7, Cayenne : ORSTOM.
- ORRU, J.-F.
1998b. L'activité aurifère dans la commune de Maripasoula, impact écologique et humain. In *Conserver, gérer la biodiversité : quelle stratégie pour la Guyane?*, eds. M. Fleury, O. Poncy, JATBA, *Revue d'ethnobiologie*, 40,1-2 (147-166).
- OUHOUD-RENOUX, F.
1998. De l'outil à la prédation. Technologie culturelle et ethno-écologie chez les Wayãpi du haut Oyapock (Guyane française). Thèse de doctorat, Université de Paris-X, Nanterre.
- OUHOUD-RENOUX, F.
1999. Exploitation du milieu naturel chez les Palikur de Saint-Georges de l'Oyapock (Guyane française) : pratiques agricoles et activités cynégétiques. Rapport APFT, Cayenne : ORSTOM.
- PALACIO, J.O.
1985. *Un medio rural para inmigrantes centroamericanos en Belice*. Centro de Políticas de Inmigración y Asistencia a los Refugiados. Washington D.C. : Proyecto de Migración Hemisférica.
- PEREIRA-GOMES, M.
1988. *Os Indios e o Brasil : ensaio sobre um holocausto e sobre uma nova possibilidade de convivência*. Petropolis : Vozes.
- PERES, C. A.
1996. Population status of white-lipped *Tayassu pecari* and collared peccaries *T. tajacu*. In *Hunted and un hunted Amazonian Forest. Biological Conservation* 77 (115-123).
- PHILLIPS-CONROY, J., R. W. SUSSMAN
1995. A study of the primates of Guyana : a survey and 20-year comparison. *Journal of the Walter Roth Museum of Anthropology* 10 (3-18).
- POLAK, A. M.
1992. Major Timber Trees of Guyana : a Field Guide. *Tropenbos Series* 2, Wageningen : Tropenbos.
- POSEY, D.
1994. Environmental and social implications of pre- and postcontact situations on Brazilian Indians : the Kayapó and a new Amazonian synthesis. In *Amazonian Indians from prehistory to the present : anthropological perspectives*, ed. A. Roosevelt. Tucson : University of Arizona Press.
- POTTER, L.
1993. The Amerindians of Guyana and their environment. *History Gazette*, 52 (2-19).

- PRICE, R., ed.
1979. *Maroon Societies : Rebel Slave Communities in the America*. Baltimore and London : The John Hopkins University Press.
- PRINZ, A.
1993. Ash Salt, Cassava and Goitre : change in the diet and the development of the endemic goitre among the Azande of Central Africa. In *Tropical Forest, People and Foods : Biocultural Interactions and Application to development*, eds. C. M. Hladik and all. , Man and the Biosphere Series, Vol. 15 (339-348). Paris : UNESCO and Parthenon Publishing Group.
- REDFORD, H., J. G. ROBINSON
1987. The Game of Choice : Patterns of Indian and Colonist Hunting in the Neotropics. *American Anthropologist*, 89-3 (650-667).
- RICARDO, C. A., ed.
1996. *Povos Indigenas no Brasil : 1991-1995*. São Paulo : Instituto Socioambiental.
- RICHARD-HANSEN, C.
1998. *Gestion de la faune sauvage en Amazonie*. Cayenne : ONF.
- RIVAL, L.
1998. El Niño Crisis in the North Rupununi Savannas of Guyana. *APFT Briefing Note 18*. Brussels : European Union, DG VIII.
- RIVIÈRE, P.
1984. *Individual and society in Guiana : a comparative study of Amerindian social organisation*. Cambridge : Cambridge University Press.
- RIVIÈRE, P.
1987. Of women, men and manioc. in *Natives and Neighbours in South America*, eds. H.O. Skar and F. Salomon. Oslo : Göteborgs Etnografiska Museum.
- ROBINSON, J. G., K. H. REDFORD
1991. Sustainable Harvest of Neotropical Forest Mammals. In *Neotropical Wildlife Use and Conservation*, eds. J. G. Robinson and K. H. Redford, Chicago & London : The University of Chicago Press.
- ROOSEVELT, A.
1980. *Parmana : Prehistoric Maize and Manioc Subsistence along the Amazon and Orinoco*. New York : Academic Press.
- ROOSEVELT, A. ed.
1994. *Amazonian Indians from Prehistory to the Present : Anthropological Perspectives*. Tucson-London : The University of Arizona Press.
- ROSTAIN, S.
1994a. Archéologie du littoral de Guyane, une région charnière entre les influences culturelles de l'Orénoque et de l'Amazone. *JSA* 80 (10-46).
- ROSTAIN, S.
1994b. *L'occupation amérindienne ancienne du littoral de Guyane*. Thèse de doctorat, Université de Paris I, Paris
- ROUSSIN, J.-M., C. LARTIGAU
1996. *Enquête nutritionnelle : Trois Sauts et Camopi*. Dijon : AWOGE.
- SALICK, J., N. CELLINESE, S. KNAPP
1997. Indigenous diversity of cassava : generation, maintenance, use and loss among the Amuesha, Peruvian upper Amazon. *Economic Botany* 51-1 (6-19).

- SAHLINS, M.
1972. *Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*. Paris : Gallimard.
- SALISBURY, R. F.
1968. Ethnographic notes on Wapishana Agriculture. In *Ethnographic notes on Amerindian agriculture*. eds. Salisbury, R. F. and all. *Savannah Research Series*, 9 (7-20). Montréal : McGill University.
- SANTILLI, M.
1991. Os direitos indigenas na Constituição brasileira. In *Povos Indigenas no Brasil 1987/88/89/90, Aconteceu*, especial 18 (11-14), São Paulo : CEDI.
- SANTILLI, M.
1996. O Estatuto das Sociedades Indigenas. in *Povos Indigenas no Brasil : 1991-1995*, São Paulo : Instituto Socioambiental.
- SANTILLI, P.
1994. *As fronteiras da República. História e política entre o Macuxi no vale do rio Branco*. São Paulo : NHU-USP, FAPESP.
- SAUL, C.
1989. Population and Amazonian Development : the case of Guyana. In *Populações Humanas e desenvolvimento Amazônico*, eds. L. E. Aragon and N. O. Imbiriba. Belem : Univ. Federal do Para.
- SAUSSE, A.
1951. *Populations primitives du Maroni*. Paris : Larose.
- SCHOEPF, D.
1979. *La marmite wayana : cuisine et société d'une tribu d'Amazonie*. Genève : Musée d'ethnographie.
- SHIGETA, M.
1996. Creating landrace diversity: the case of the Ari people and Ensete (*Ensete ventricosum*) in Ethiopia. In *Redefining nature. Ecology, culture and domestication*, eds. R. F. Ellen and K. Fukui. Oxford : Berg.
- SILVA, J- L., S. D. STRAHL
1991. Human Impact on Populations of Chachalacas, Guans, and Curassows (Galliformes: Cracidae) in Venezuela. In *Neotropical Wildlife Use and Conservation*, eds. J. G. Robinson and K. H. Redford. Chicago & London : The University of Chicago Press.
- SORDET, F.
1997. *Diagnostic d'une situation agraire à l'échelle communale : places, modes de pratique et évolutions de l'activité abattis chez les Kali'na d'Awala-Yalimapo (Guyane française)*. Mémoire du diplôme d'Agronomie Approfondie et d'Agronomie Tropicale, Montpellier : CNEARC.
- SORDET, F.
1998. *Usages de la forêt par les populations d'Iracoubo (Guyane française) : quelle place dans l'aménagement des forêts domaniales ?* Diplôme d'Ingénieur en Agronomie Tropicale, Montpellier : CNEARC.
- SPONSEL, L. E.
1989. Farming and foraging : a necessary complementarity in Amazonia ? In *Farmers as hunters : the implications of sedantism*, ed. S. Kent, Cambridge : Cambridge University Press.

- TANG, G. T.
1995. *Towards a regional plan for the Rupununi district, Region 9 of Guyana*. Ph. D. dissertation, Walden University.
- TARDY, C.
1998. *Paléoincendies naturels, feux anthropiques et environnements forestiers de Guyane française du tradiglaciaire à l'holocene récent : approche chronologique et anthracologique*. Thèse en Biologie des Populations et Ecologie, Université Montpellier II.
- TAUSSIG, M.
1987. *Shamanism, colonialism and the wild man : a study in terror and healing*. Chicago : University of Chicago Press.
- THOMPSON, J. E. S.
1930. *Ethnology of the Mayas of southern and central British Honduras*. Anthropological Series, vol. 17 (1), New York.
- TILKIN-GALLOIS, D.
1986. Migração, guerra e comércio : os Waiãpi na Guiana. *Antropologia*, São Paulo : FFLCH-USP.
- TILKIN-GALLOIS, D.
1988. *O movimento na cosmologia waiãpi : criação, expansão e transformação do universo*. Tese de Doutorado, São Paulo : FFLCH-USP.
- TIOUKA, A., P. KARPÉ
1998. Droits des peuples autochtones à la terre et au patrimoine. In Conserver, gérer la biodiversité : quelle stratégie pour la Guyane ?, eds. M. Fleury, O. Poncy, *JATBA, Revue d'ethnobiologie*, vol. 40,1-2 (611-633).
- TOWNSEND, W. R.
1995. Cultural teachings as an ecological data base : Murui (Witoto) knowledge about primates. *Latin americanist* 31-1 (1-7).
- TSAYEM-DEMAZE, M.
1998. *La dynamique d'occupation de l'espace dans la région de Saint-Georges de l'Oyapock (Guyane française) : cartographie par télédétection et système d'information géographique*. DEA ETES, Université d'Orléans.
- VACHER, S., S. JÉRÉMIE, J. BRIAND
1998. Amérindiens du Sinnamary (Guyane) : archéologie en forêt équatoriale. *D.A.F 70*, Paris : La Maison des Sciences de l'Homme.
- VAN ANDEL, T.
1998. Commercial exploitation of non-timber forest products in the North-West District of Guyana. *Caribbean Journal of Agriculture and Natural Resources*, 2-1 (15-28).
- VAN ANDEL, T. P. HUYSKENS, K. BRÖKER
1998. Palm heart harvesting in Guyana's North-West District : exploitation and regeneration of *Euterpe oleracea* swamps. *Tropenbos-Guyana Program*. Utrecht : Herbarium Utrecht University.
- VERNON, D.
1992. *Les représentations du corps chez les Noirs marrons Ndjuka du Surinam et de la Guyane française*. Collection Etudes et Thèses, Paris : ORSTOM.

VERWILGHEN, A.

1998. *Quel avenir pour l'agriculture itinérante en pays amérindien wayana (haut Maroni, Guyane française) ? Rôle et évolution de l'agriculture de défriche-brûlis au sein du système d'activité.* Diplôme d'Ingénieur en Agronomie Tropicale, Montpellier : CNEARC.

VICKERS, W. T.

1980. An Analysis of Amazonian Hunting Yields as Function of Settlement Age. In *Working Papers on South America Indians*, 2 (7-29) ed. R.B. Hames, Bennington : Bennington College.

VICKERS, W. T.

1991. Hunting yield and game composition over ten years in Amazon Indian Territory. In *Neotropical Wildlife Use and Conservation*, eds. J. G. Robinson and K. H. Redford. Chicago & London : The University of Chicago Press.

VOS, P., R. HOGERS, A. BLEEKER, M. RELJANS, T. VAN DE LEE, M. HORNES, A. FRIJTERS, J. POT, J. PELEMAN, M. KUIPER, M. ZABEAU

1995. AFLP : a new technique for DNA fingerprinting. *Nucleic Acids Research* 21 (4407-4414).

WILLIAMS, D.

1995. *Pages in Guyanese Prehistory.* Georgetown : Walter Roth Museum of Anthropology.

WILBERT, J.

1986. Contributions to Wapishana kinship nomenclature. *Antropológica*, 65 (77-100). Caracas : Fundación La Salle.

WILBERT, J.

1987. *Tobacco and shamanism in South-America.* New-Haven : Yale University Press.

YOST, J. A., P. M. KELLEY

1983. Shotguns, Blowguns, and Spears : Analysis of Technological Efficiency. In *Adaptive Responses of Native Amazonians*, eds. R. B. Hames and W. T. Vickers, Studies in Anthropology, New York : Academic Press.

TABLE DES CARTES, FIGURES ET TABLEAU

numéro	titre	page
Carte 1	Guyanes, localisation des sites d'études d'APFT	9
Carte 2	Guyane Française : réseau routier, villes, cours d'eau et régions administratives	13
Tableau 1	Evolution de la population de la Guyane Française	15
Carte 3	Guyana : réseau routier, villes, cours d'eau	20
Tableau 2	Brésil : statut contemporain des terres indigènes dans la région des Guyanes	28
Tableau 3	Communautés de Guyane Française ayant obtenu une concession de droit d'usage collectif	31
Tableau 4	La population et les terres indigènes comparées à la totalité de la population des trois Guyanes et du Venezuela	33
Tableau 5	Population amérindienne visitée en 1998 sur les rives française et surinamienne du haut Maroni	80
Carte 4	Les villages amérindiens du haut Maroni en 1998	81
Tableau 6	Femmes wayana : quotients de fécondité (1958)	83
Tableau 7	Wayana : taux de survie des enfants (1958)	84
Tableau 7A	Amérindiens du haut Maroni, sexe masculin : totalisation par villages et par tranches d'âge de 10 ans	87
Tableau 7B	Amérindiens du haut Maroni, sexe féminin : totalisation par villages et par tranches d'âge de 10 ans	87
Figure 1	Pyramide des âges des Wayana de la rive française du Maroni au 01/12/1958 (total rapporté à 1000)	88
Figure 2	Pyramide des âges des Amérindiens du haut Maroni au 01/08/98. Totalité des villages recensés tant en Guyane Française qu'au Surinam (total rapporté à 1000)	88
Tableau 8	Amérindiennes du haut Maroni : totalité des villages sauf Kayodé (Y), quotients de fécondité	90
Figure 3	Fécondité des femmes amérindiennes du haut Maroni. Confrontation des données des enquêtes 1958 & 1998	92
Tableau 9	Amérindiennes du haut Maroni, village de Kayodé (Y), quotients de fécondité	93
Tableau 10	Amérindiens du haut Maroni en 1998 : mortalité des individus localisés sur les fiches des mères; tableau récapitulatif	94
Figure 4	Fécondité des femmes émerillon de Kayodé	95
Tableau 11	Démographie des Palikur du bas Oyapock	99
Tableau 12	Pyramide des âges des Aluku au 1 ^{er} janvier 1958	103
Figure 5	Pyramide des âges des Aluku au 1 ^{er} janvier 1958. Tranches d'âge de vingt ans	103
Figure 6	Courbes de fécondité relatives aux femmes des groupes Aluku 1 & Aluku 2	107
Tableau 13	Quotients de fécondité des 28 femmes du groupe Aluku I nées de 1864 à 1915	107
Tableau 14	Quotients de fécondité des 30 femmes du groupe Aluku II nées de 1864 à 1915	107
Tableau 15	Aluku : proportion des survivants par tranches d'âge (deux sexes réunis)	109
Figure 7	Courbe de survie des Aluku, en prenant pour date de référence le 1 ^{er} janvier 1950	110
Tableau 16	Mortalité des Aluku du haut Maroni de 1888 à 1940 d'après la descendance des femmes des groupes Aluku I & Aluku II (sexes masculin & féminin)	112
Tableau 17	Répartition par âge et par sexe de la population des Aluku de Papaïchton en Août 1998 (tranches d'âge de 10 ans)	113
Tableau 17bis	Répartition par âge et par sexe de la population des Aluku de Papaïchton en Août 1998 (tranches d'âge de 10 ans)	115

Figure 8	Pyramide des âges des Aluku de Papaïchton au 1 ^{er} août 1998 (tranches d'âge de 10 ans, total rapporté à 1000)	115
Tableau 18	Répartition de la population des Aluku en janvier 1958 (tranches d'âge de 20 ans)	116
Figure 9	Pyramide des âges des Aluku au 1 ^{er} janvier 1958 (tranches d'âge de 20 ans)	117
Tableau 19	Répartition de la population des Aluku en janvier 1998 (tranches d'âge de 20 ans)	119
Figure 10	Pyramide des âges des Aluku de Papaïchton au 01/08/1998 (tranches d'âge de 20 ans)	119
Tableau 20	Femmes Aluku de Papaïchton : situation matrimoniale	120
Tableau 21	Femmes Aluku de Papaïchton : logements	120
Figure 11	Courbes de fécondité relatives aux femmes Aluku des catégories 1,2 & 4	125
Tableau 22	Quotients de fécondité des femmes des villages Boniville, Loka, Assissi-Awara Baka, Papaïchton et Kormontibo	126
Tableau 23	Mortalité des individus des deux sexes localisés sur les fiches des mères des villages Boniville, Loka, Assissi-Awara Baka, Papaïchton et Kormontibo (période de 1950 à 1988)	127
Tableau 24	Evolution de la mortalité des enfants depuis 1888-1940 jusqu'à 1970-1988	128
Figure 12	Height for age (boys) : medians	131
Figure 13	Height for age (girls) : medians	131
Tableau 25	Height and BMI of males and non-pregnant females aged 20.0 to 49.9 years	132
Figure 14	Wayana : cycle culturel sur deux années	152
Carte 5	Abattis de Alina, femme wayana, 15 ans	153
Tableau 26	Liste des cultivars de manioc répertoriés chez les Wayana	154 à 156
Tableau 27	Wayana : principaux cultivars de manioc présents dans les abattis	157
Tableau 28	Wayana : diversité des plantes cultivées sur cinq abattis différents	159
Carte 6	POS de Saint-Georges de l'Oyapock, 1999	164
Carte 7	Occupation du sol de Saint-Georges de l'Oyapock et terroir Palikur, 1997	165
Tableau 29	Occupation du terroir palikur selon l'éloignement par rapport au village et la nature des surfaces	169
Figure 15	Palikur : rotation cultures/jachères normales	174
Figure 16	Palikur : rotation cultures/jachères modifiées	174
Tableau 30	Palikur : diagnostic du plan d'occupation des sols de Saint-Georges de l'Oyapock	179 à 181
Tableau 31	Palikur : terroir et pression démographique (prospective sur 20 ans)	183
Carte 8	Palikur : zone d'activité agricole demandée et POS de Saint-Georges de l'Oyapock (1999)	184
Tableau 32	Densités relatives du manioc amer dans quelques régions d'Amazonie	187
Tableau 33	Importance des variétés de manioc amer les plus cultivées dans 9 abattis palikur de Saint-Georges de l'Oyapock	189
Tableau 34	Essai de classification palikur des variétés de manioc amer et de manioc doux	190
Tableau 35	Récapitulatif synthétique des analyses génétiques des variétés de manioc amer palikur	193
Carte 9	Communautés amérindiennes de la région Barima-Waini	195
Carte 10	Guyana : localisation des communautés makushi dans lesquelles l'étude a été menée	204
Tableau 36	Makushi : nombre et densité de plantules dans 7 abattis de Rewa	206
Tableau 37	Makushi : incorporation et sélection de plantules à Rewa chez 10 cultivateurs (mai à décembre 1998)	206
Tableau 38	Makushi : variétés de manioc cultivées à Rewa et leur distribution parmi 24 familles	209 à 211
Figure 17	Makushi : visualisation des relations de proximité génétique entre les individus de 31 variétés de manioc cultivées à Rewa	215

Carte 11	Aires de parcours exploitées par les Wayāpi en 1976-77 et 1994-1995	235
Tableau 39	Inventaire et poids moyen brut des ressources animales et végétales exploitées par les Wayāpi du haut Oyapock, valeurs exprimées en kilogrammes	236 à 238
Figure 18	Wayāpi : rendements annuels moyens par adulte selon les activités de prédation menées en 1976-77 et en 1994-95	244
Figure 19	Wayāpi : rendements annuels moyens par adulte selon les grandes catégories de ressources exploitées en 1976-77 et en 1994-95	244
Tableau 40	Wayāpi : rendement par producteur selon chaque type de ressources exploitées en 1976-77 et en 1994-95	247 à 249
Figure 20	Wayāpi : rendement par pêcheur de deux espèces de <i>Myleus</i>	253
Tableau 41	Wayāpi : pression de chasse et durabilité	260
Carte 12	Territoire de chasse traditionnel et récemment délimité par les Palikur de Saint-Georges de l'Oyapock	264
Tableau 42	Palikur : secteurs et surfaces des territoires traditionnellement exploités et nouvellement définis (surface en km ²)	265
Tableau 43	Palikur : production sur 10 mois des différentes catégories de ressources	268
Figure 21	Palikur : répartition de la production sur 10 mois selon les différentes catégories de ressources	268
Tableau 44	Prix de vente moyen pratiqué dans la région de Saint-Georges-Régina pour les gibiers couramment chassés	269
Tableau 45 a,b,c	Palikur : répartition de la production obtenue durant les sorties et les expéditions selon les différentes catégories de ressources consommées et vendues	271
Tableau 46	Palikur : rendement par chasseur selon les espèces exploitées et quantité auto-consommée et vendue selon chaque espèce	272
Tableau 47	Palikur : pratiques de chasse et d'expédition selon les moyens techniques employés	275
Tableau 48	Taxonomie des principaux poissons à Red Hill et Koriabo, Barima River	279
Tableau 49	Viande de chasse : consommation, échange ou vente sur la Barima River	282
Tableau 50	Principaux produits alimentaires de cueillette récoltés sur la Barima River	283
Tableau 51	Wayana : quelques exemples de plantes avec leurs homologues <i>imë</i>	304
Figure 22	Guyana : Mariage et filiation à Red Hill	317
Figure 23	Guyana : Mariage et filiation à Koriabo	318
Carte 13	Guyana : distribution des marais à <i>Euterpe</i> dans le district du Nord-Ouest	320
Carte 14	Guyana : territoire actuel des Wapishana	330
Carte 15	Guyane Française : confluent Alitani/Malani, villages wayana et chemins en 1998	339
Carte 16	Guyane Française : localisation des communautés aluku	354
Carte 17	Guyane Française : Papaïchton et son environnement géographique	355
Figure 24	Groupe d'habitations des descendants de Mme Abisteli Anawéli	357
Figure 25	Village de Boniville	360
Figure 26	Loka, habitat traditionnel et extension vers l'est (août 1998)	365
Figure 27	Le nouvel Assissi (août 1998)	367
Figure 28	L'île d'Assissi et le nouvel Assissi : habitat traditionnel, essai de déconcentration (août 1998)	371
Figure 29	Papaïchton (partie ouest) et Kormotibo	373
Figure 30	Papaïchton (partie est)	374
Tableau 52	Activité économique à Papaïchton : relevé des professions des hommes de plus de 18 ans (août 1998)	379
Figure 31	Charpente de la maison de Biten, épouse du Grand man Difou. L'Enfant Perdu, 1952	380
Figure 32	Une maison sans étage, Boniville, 1948	381
Carte 18	Les communes isolées de Guyane : infrastructures et services publics	398
Carte 19	Guyane Française : synthèse socio-économique	412
Carte 20	Le Belize	438

NOTES DE FIN

- ¹ Jean Hurault (1975) estime qu'à cette date un tiers des Amérindiens avait déjà disparu depuis la fin du XVI^e siècle.
- ² Il s'agit d'un bilan provisoire à partir des données dont nous disposons; le chiffre pourrait être légèrement modifié lorsque sera précisée la démographie des Kaliña.
- ³ Par convention, l'orthographe karib s'applique aux langues et l'orthographe carib aux peuples.
- ⁴ La démographie actuelle des Amérindiens de Surinam est imprécise, d'autant plus qu'une forte migration vers les Pays-Bas et la Guyane Française est observée depuis quinze ans.
- ⁵ Les étrangers doivent être munis dans ce cas d'un titre de séjour d'au moins 10 ans.
- ⁶ La seule métropole urbaine de Cuidad Guayana, comptant 516 596 habitants est à la trijonction des trois Etats de Anzoategui, Bolivar et Monagas.
- ⁷ La seule ville de Ciudad Bolivar concentre 277 013 personnes.
- ⁸ Le Docteur André Sausse le contrôla à cette époque par des cutiréactions qui furent toutes négatives.
- ⁹ Pour ménager le caractère confidentiel des informations reçues, nous prendrons des exemples fictifs empruntés à la langue française
- ¹⁰ Les principales prospections sont : Petit-Saut, RN2, ASARCO, Mont Grand Matoury, bas Oyapock.
- ¹¹ Les feuilles du palmier toulouri (*Manicaria saccifera*) sont utilisées par les Palikur de Saint-Georges pour la couverture de certains de leurs carbeta, généralement composée de 4 pans, souvent surbaissés.
- ¹² C'est vraisemblablement le cas de la structure Sc 154 sur le site BPS 13, opération de Petit-Saut.
- ¹³ Cette recherche a été menée dans le cadre d'une collaboration IRD-CENARGEN sur la gestion traditionnelle du manioc en Amazonie.
- ¹⁴ Procédé de fabrication de *kasili* : la pulpe du manioc, râpée et pressée, est mise à bouillir avec des patates douces violettes et jaunes. On ajoute en cours de cuisson du jus de manioc détoxifié et on laisse cuire plusieurs heures. Ensuite, on ajoute de la cassave mâchée et on laisse fermenter trois ou quatre jours avant boire.
- ¹⁵ Procédé de fabrication de *hakula* : la pulpe râpée, pressée et tamisée du manioc blanc est cuite sous forme de cassaves molles. On y ajoute de la patate douce râpée et on met à fermenter avec de l'eau et de la cassave mâchée.
- ¹⁶ Les variétés suivies de E proviennent d'Emerillon vivant parmi les Wayana.
- ¹⁷ Procédé de fabrication de *tapakula* : le manioc doux est épluché, coupé en morceaux et mis à bouillir dans de l'eau. On n'ajoute pas de patate douce. Après une heure ou deux de cuisson, on ajoute du tubercule cuit mâché et on laisse fermenter.
- ¹⁸ Au prix moyen de 5 FF le kg de farine de manioc, ce sont environ 20 à 30 sacs de 50 kg qui sont produits annuellement.
- ¹⁹ On peut estimer, pour les artisans les plus actifs et les plus constants dans leur production, un gain mensuel variant entre 500 et 2 000 FF.
- ²⁰ Soit une production moyenne d'environ 6 sacs de farine de manioc de 50 kg chacun, à raison de 5 fois par an.
- ²¹ On peut estimer qu'un pied de manioc âgé d'un an produit une quantité brute de 2kg de tubercules (Grandisson, 1997 : 183). Si l'on considère à présent une surface d'abattis de 0,6 ha sur laquelle est plantée 1,1 pied au m², on obtient une production brute annuelle moyenne de manioc amer d'environ 13 tonnes. Si l'on retient que 5 kg bruts de manioc amer donnent en moyenne 1kg de farine de manioc, ce sont 2,8 tonnes de farine qui sont produites pour 0,6 hectare, dont 1,5 tonnes sont autoconsommées. Le reliquat permet d'effectuer la soudure entre l'année N et N+1. La surface supplémentaire (0,4 ha) destinée à la production d'un surplus pourra donc être totalement exploitée et permettra de produire annuellement 1,7 t de farine de manioc vendue 6 FF le kg.

- 22 Construction en bois couverte de feuilles de palmier toulouri (*Manicaria saccifera*) sous laquelle est élaborée la farine de manioc amer.
- 23 Les Warau du Venezuela étaient il y a quelques générations encore des chasseurs-cueilleurs tirant les carbohydrates nécessaires à leur alimentation du bourgeon terminal du palmier *Mauritia flexuosa*, avec lequel ils préparaient un sagou. Ce savoir-faire se perpétue dans le delta central de l'Orénoque au Venezuela (Heinen, 1988). Il semble cependant que les Warau de Guyana étaient des cultivateurs de manioc bien avant l'arrivée des Européens (Williams, 1996).
- 24 Anciennement, le sucre n'était pas utilisé pour faire le *paiwari*; en lieu et place les femmes mâchaient de la cassave brûlée, leur salive permettant le démarrage de la fermentation.
- 25 La culture de marécage a été décrite chez les Carib du Venezuela (Denevan & Schwerin, 1978).
- 26 Ce rendement est bien inférieur aux chiffres avancés dans divers travaux scientifiques, la moyenne mondiale étant de 8,4 t/ha (Moran, 1993 : 45). Des rendements de 20,7 t/ha ont été observés en várzea d'Amazonie Centrale, de 15,7 t/ha chez les Kwikuru du haut-Xingu et de 18,4 t/ha chez les Wayãpi de Guyane Française (F. Grenand, 1993).
- 27 En plus de produire de la fécule, *Colocasia esculenta* est aussi consommé comme légume vert; les jeunes feuilles sont comestibles après ébullition.
- 28 Le terme *calaloo* est utilisé en Guyana pour nommer divers épinards, dont cette espèce semi-cultivée ainsi que d'autres, comme les feuilles de taro ou les feuilles de moutarde (*Brassica juncea*).
- 29 En savane, les champs sont à plusieurs kilomètres des villages, et parfois même à plusieurs jours de bateau (Massara). Mais cette tendance, liée à la disparition des terres arables, commence aussi à se manifester à Rewa.
- 30 Les variétés de manioc dites amères se distinguent des variétés dites douces par une plus forte concentration en composés cyanogènes, les glucosides cyanogéniques. Les variétés amères nécessitent un important processus de détoxification avant consommation.
- 31 AFLP : Amplified Length Fragment Polymorphism (Vos & al. 1995, 4407-4414). Des fragments d'ADN sont amplifiés sélectivement et séparés selon leur taille. Ils sont visualisés sur une autoradiographie sous forme d'un profil de bandes de positions spécifiques. Un individu est caractérisé par les bandes que son profil contient.
- 32 L'indice utilisé ici l'indice de Nei et Li (1979, 5269-5273), calculé de la façon suivante : $2 \times \text{nb de bandes communes aux deux individus} / (\text{nb de bandes de l'individu 1} + \text{nb de bandes de l'individu 2})$
- 33 L'arbre présenté ici, basé sur l'indice de Nei et Li, a été construit selon la méthode du Neighbour-Joining.
- 34 Analyses génétiques menées en collaboration avec le Centre International d'Agriculture Tropicale, Cali, Colombie.
- 35 Les graines de *Maximiliana maripa*, comme celles de plusieurs autres palmiers sud-américains, résistent au brûlis et l'espèce se trouve ainsi favorisée.
- 36 Appellation communément admise dans le bassin de l'Oyapock pour désigner les quatre villages wayãpi situés dans le haut Oyapock.
- 37 Il s'agit de *Tayassu tajacu*, *Mazama americana* et *Mazama gouazoubira*. J'exclus *Tayassu pecari*, gibier au comportement très complexe (Peres, 1996) dont il est difficile d'estimer l'abondance et la fréquence des captures. Pour les primates, il s'agit d'*Alouatta seniculus* et d'*Ateles paniscus*.
- 38 Silva & Strahl (1991) ont montré que les espèces appartenant à la famille des Cracidés sont particulièrement sensibles à la pression de chasse.
- 39 Terme employé en Guyane française pour désigner la pêche aux végétaux ichtyotoxiques; la liane utilisée ici est *Lonchocarpus chrysophyllus*.
- 40 Les Wayãpi considèrent cette espèce de palmier comme hautement favorable à la prolifération des larves de *Rhynchophorus palmarum*. Ils entaillent le stipe afin que les insectes puissent y déposer leur ponte et se développer dans le coeur du palmier.

- 41 Selon la traduction proposée par P. & F. Grenand (1996a).
- 42 Ce constat est une extrapolation qui s'appuie sur le nombre de captures effectuées par les 14 chasseurs de l'échantillon.
- 43 En particulier celle conduite par l'Office National de la Chasse (ONC) et la Brigade Nature de l'ONF.
- 44 La faune ichtyologique du nord de l'Amapá est constituée de poissons de marais et d'eaux calmes (*Cichlidae*, *Hoplerhythrinus*, *Hoplias malabaricus*...) et présente des affinités avec la faune de l'Amazone avec la présence de l'aruanã (*Osteoglossum bicirrhosum*) et surtout du géant piraroucou (*Arapaima gigas*).
- 45 Sur la législation brésilienne en matière de pratiques cynégétiques et de manière plus générale sur celles adoptées par les autres pays d'Amérique du Sud, se reporter au document de synthèse réalisée par C. Richard-Hansen (1998).
- 46 On pourra également s'étonner que des Palikur sans emplois fixes aient pu acheter des véhicules dont la valeur atteint 220 000 FF. Jusqu'à sa fermeture par arrêté préfectoral en novembre 1999, le trafic routier était toléré sur le tronçon Saint-Georges-Régina du chantier de la RN2 : les Palikur avaient été les premiers à réagir en occupant le créneau de chauffeurs de taxi, afin d'être déjà bien implantés lors de l'ouverture officielle de la route en 2002. Les courses les plus lucratives demeuraient cependant le transport nocturne et illicite de nombreux travailleurs clandestins brésiliens qui, après avoir franchi très facilement la frontière de l'Oyapock, tentent par tous les moyens de gagner Cayenne pour s'y faire embaucher au noir (note du coordinateur).
- 47 Tous les termes des exemples sont en langue aluku.
- 48 Tout le trafic de la région entre et sort par Mabaruma et ses ports satellites de Kumaka et de Morawhanna situés dans la zone de confluence des rivières Aruka, Kaituma et Barima et communiquant avec la Waini par le Mora passage.
- 49 Ainsi les Patamona et les Makushi des Monts Pakaraima sont-ils uniquement dépendants des activités minières artisanales (or et diamant).
- 50 Araoua des cartes du XVIII^e siècle. Le toponyme a ensuite été écrit "Lava", "Awa" sur les cartes plus récentes; ces graphies sont erronées.
- 51 D'une façon générale, dans ce rapport les noms de personne sont codés; dans le cas présent, s'agissant de personnalités bien connues de Papaïchton, je cite les noms aluku.
- 52 Depuis le mois de juin 1998, l'ensemble des communes de Guyane disposent de relais de télévision.
- 53 Institut Universitaire de Formation des Maîtres
- 54 Le couac, aliment de base est facile de conservation. Il est obtenu après rapâge des racines pelées, pressage permettant l'extraction de l'acide cyanhydrique toxique et de l'amidon et torréfaction, le produit final étant une semoule plus ou moins fine.
- 55 Au lieu d'être torréfiée, la pâte de manioc détoxifiée par pressage puis tamisée, est cuite à feu vif sur un plat circulaire en fonte dite platine puis séchée au soleil pour obtenir des galettes de manioc ou cassave, dont l'épaisseur varie entre 0,5 et 1,5 cm et le diamètre entre 40 et 90 cm.
- 56 Guyanor Ressource S.A. est la filiale locale de la compagnie canadienne Golden Star.

